



HAL
open science

Vintimille : de la ville frontalière aux frontières de la ville : Migrations, mobilités et résistances à la frontière franco-italienne

Nina Bacchini

► **To cite this version:**

Nina Bacchini. Vintimille : de la ville frontalière aux frontières de la ville : Migrations, mobilités et résistances à la frontière franco-italienne. Sociologie. Université Lumière - Lyon II; Università degli studi (Gênes, Italie), 2023. Français. NNT : 2023LYO20111 . tel-04630972

HAL Id: tel-04630972

<https://theses.hal.science/tel-04630972>

Submitted on 1 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



N° d'ordre NNT : 2023LYO20111

THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE
LYON 2 en cotutelle avec l'UNIVERSITÀ DEGLI
STUDI DI GENOVA

École Doctorale : ED 483

Sciences sociales

Discipline : Socio Anthropologie

Soutenue publiquement le 13 décembre 2023 par :

Nina BACCHINI

**Vintimille : de la ville frontalière aux frontières de
la ville.**

Migrations, mobilités et résistances à la frontière franco-italienne.

Devant le jury composé de :

Véronique HÉBRARD, Professeure des Universités, Université de Lille, Présidente et Rapporteuse

Matteo ARIA, Professeur Associé HDR, Università Degli Studi di Roma La Sapienza, Rapporteur

Bianca BOTEÀ, Professeure des Universités, Université Lumière Lyon 2, Examinatrice

Paola GANDOLFI, Professeure Associée, Università Degli Studi di Bergamo, Examinatrice

Alice ATERIANUS-OWANGA, Professeure assistante, Université de Neuchâtel, Examinatrice

Jorge P. SANTIAGO, Professeur des Universités émérite, Université Lumière Lyon 2, Directeur de thèse

Luca QUEIROLO PALMAS, Professeur Associé HDR, Università Degli Studi di Genova, Co-Directeur de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale - pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.



Université Lumière Lyon 2 – Università degli Studi di Genova

ED 483 – Sciences Sociales

Vintimille : de la ville frontalière aux frontières de la ville
Migrations, mobilités et résistances à la frontière franco-italienne

Nina BACCHINI

Thèse de Doctorat en cotutelle internationale

Discipline : Anthropologie

Présentée et soutenue publiquement le 13 décembre 2023

Sous la direction de Jorge P. Santiago et Luca Queirolo Palmas

Composition du jury

SANTIAGO Jorge, Professeur d'anthropologie émérite, Université Lumière Lyon 2

PESTEIL Philippe, Professeur d'anthropologie, Université de Bretagne Occidentale (pré-rapporteur)

HEBRARD Véronique, Professeure, Université de Lille 3.

QUEIROLO PALMAS Luca, Professeur associé, Università degli Studi di Genova.

GANDOLFI Paola Gandolfi, Professeure associé, Università di Bergamo.

BOTEA Bianca, Maitre de conférences - HDR, Université Lumière Lyon 2.

ATERANIUS-OWANGA Alice, Professeure assistante, Université de Neuchâtel.

ARIA Matteo, Professeur associé, Università La Sapienza Roma.

PESTEIL Philippe, Professeur d'anthropologie, Université de Bretagne Occidentale.

Sommaire

Résumé de la thèse	4
Introduction : de la ville frontalière aux frontières de la ville	6
1. Généalogie d'une recherche	17
1.1 La construction d'un terrain de recherche	17
1.1.1 Habiter l'attente	18
1.1.2 De la frontière franco-italienne à l'ethnopsychiatrie critique.....	23
1.1.3 De l'ethnographie participée à l'engagement politique : positionnements	27
1.2 Décoloniser l'ethnographie : terrains, méthodologies, notes terminologiques.....	35
1.2.1 Le regard ethnographique.....	37
1.2.2 Privilèges de la recherche.....	39
1.3 Méthodologies.....	41
1.3.1 Les entretiens.....	43
1.3.2 Pratiquer la solidarité.....	45
1.3.3 Terminologies.....	46
1.3.4 Un terrain et un champ d'étude encombrés ?	48
1.4 Dialectique de frontière : notes conclusives	50
2. Frontières et migrations.....	53
2.1 Eléments structurels des frontières contemporaines.....	53
2.2 Entre autonomie et contrôle	58
2.3 Mouvements secondaires et frontières internes.....	61
2.4 Frontières extérieures	62
2.5. La frontière franco-italienne au prisme des migrations internationales. Reconfigurations de l'espace frontalier au cours du temps	68
2.5.1 1860 – 1990	73
2.5.2 Projet européen et espace Schengen.....	77
2.5.3 La frontière franco-italienne depuis 2015 : de la ligne frontière à la zone frontière	81
2.5.4 La crise sanitaire de covid-19.....	91
3. La ville comme battleground.....	97
3.1 Anthropologues en ville : espaces, temps, globalités urbaines.....	98
3.2 La ville de frontière	100

3.3 L'urbanisation des vallées	115
3.4 La ville réticulaire	117
3.5 Des prolétaires dans le monde des riches	125
3.6 Politiques de l'espace	130
3.6.1 Lyon et ses banlieues.....	130
3.6.2 Gênes et l'économie de la mer	135
3.7 Les migrations et les villes	136
3.8 Les villes invisibles	141
3.9 Le spectacle de la ville : notes conclusives	145
4. Les frontières de la ville	147
4.1 Fanon et bell hooks à Vintimille	148
4.2 Les rails du train et les espaces-frontières	151
4.3 La militarisation de la ville de frontière : <i>border spectacle</i> de la ville sécuritaire	161
4.4 Les frontières sanitaires et les maladies de frontières	172
4.5 Les frontières administratives : Commissariats e Questure.....	177
4.6 Les frontières temporelles	180
4.7 Je suis frontière - I am border.....	183
4.8 Les frontières de l'humanitaire : le camp Roya.....	187
4.9 Explosion de la frontière : notes conclusives	191
5. Sconfinamenti - Debordering cities.....	194
5.1. Résister à la ville de frontière.....	194
5.2 Traverser les frontières	195
5.3 Habiter l'attente.....	199
5.4 Habiter la marge : une chronologie des camps.....	203
5.5 Microsociologie des <i>insurgent cities</i> : Mapping résistances	205
5.5.1 <i>We are not going back : le Presidio Permanente No Border</i>	206
5.5.2 Le campement sous le pont	208
5.5.3 Les <i>stalle</i> et les <i>case rosse</i>	225
5.5.4 L'Eglise des <i>Gianchette</i>	230
5.6 Politiques des corps : du corps ressource au corps malade	233
5.7 L'habiter comme pratique de <i>debordering</i> : notes conclusives.....	236
6. Au-delà de la solidarité : l'émergence d'une contre-ville	238
6.1 La contre-ville de la solidarité : Introduction au chapitre	238
6.2 Mapping resistances – mapper les micro-pratiques résistantes	240

6.2.1 La bolla: le presidio permanente No Border	242
6.2.2 Progetto 20k	246
6.2.3 Kesha Niya	256
6.2.4 Les vallées solidaires.....	262
6.2.5 Le bar hobbit	267
6.2.6 Le hub humanitaire : les locaux de Caritas	269
6.3 Les processus mémoriels à la frontière franco-italienne	272
6.4 Liberté, égalité, refus d'entrée.....	274
6.5. Au-delà de la frontière.....	277
6.6 Counter-mapping : notes conclusives.....	278
Conclusions générales : les damnés de la ville	283
La ville frontalière : complexité d'un objet d'étude.....	283
Connexion entre gouvernance de la mobilité et ordre territorial.....	290
Entre transits et <i>claims of presence</i>	291
Counter-mapping.....	293
Bibliographie.....	296
Table des illustrations.....	306
Riassunto in italiano	308
Annexes.....	320

Résumé de la thèse

La recherche vise à interroger comment le rapport dialectique entre le dispositif-frontière et les mutations des routes migratoires contribue à produire les frontières sociales, spatiales et temporelles de la ville. Il s'agit de proposer une ethnographie d'une ville frontalière qui, au cours du temps, est devenue une route migratoire majeure dans la cadre des mouvements secondaires vers la France et le Nord de l'Europe, depuis l'Italie. Le terrain d'étude est donc la frontière franco-italienne et la ville de Vintimille, en tant que, à la fois, observatoire privilégié des pratiques des subjectivités migrantes, qu'ici précipitent à une échelle locale, et laboratoire des politiques de la gouvernance des frontières. Cet observatoire restitue la complexité des nouvelles configurations des frontières contemporaines, qui se déclinent sous le signe de la mobilité de ses dispositifs. Cette thèse entend donc marquer un tournant épistémologique, théorique et méthodologique au croisement des border studies et des urban studies.

La ville de Vintimille permet d'interroger le processus de frontiérisation (bordering), à savoir la capacité de reproduction des mécanismes de contrôle et d'exclusion bien au-delà de la ligne frontière qui sépare l'Italie et la France ; ce processus crée un rapport de continuité entre la frontière matérielle- dont la fonction serait de freiner, sélectionner, filtrer, différencier les corps en mouvement- et les frontières urbaines qui se reproduisent en ville, avec les mêmes logiques. Pour cette raison, je propose d'analyser le processus qui conduit de la ville de frontière aux frontières de la ville. Le contre-champ à cet empêchement est la réaction des subjectivités en mouvement, pour lesquelles ces frontières continuent de se multiplier : que ce soit sur la ligne-frontière ou tout au long de ses tentacules urbains, il s'agit de continuer le voyage, de se réapproprier de son mouvement ainsi que de son temps de vie. Cette dialectique amène la chercheuse à se positionner sur une partie précise de la battleground (champ de bataille) qui constitue le terrain observé, en militant depuis 2017 au sein de Progetto 20k, un collectif qui fait de la liberté du mouvement son terrain d'action politique.

Deux axes principaux sont envisagés : l'un portant sur l'analyse du contexte et de ses recompositions, tant historiques que quotidiennes, à travers une analyse diachronique du terrain de recherche. S'agissant d'un territoire de frontière et d'un lieu historique du passage migratoire, j'analyse les réadaptations de cette borderland dans un parcours analytique connectant ce terrain local à un espace (géopolitique) européen et global. Le cadre micro sera ainsi interconnecté

avec une échelle macro. Deux moments historiques majeurs sont proposés en tant que repères temporels pour la réalisation et l'écriture de cette étude : l'année 2015, première année-charnière de l'histoire contemporaine de cette frontière et la crise sanitaire de covid-19. Deux moments de « crise » qui ont amené des transformations importantes à la fois à un niveau local et international. Les conclusions de cette étude soulignent en effet que les moments de crise (politique, sanitaire, économique, « sécuritaire ») impliquent des moments stratégiques capables de conduire à la redéfinition des paradigmes et des dispositifs d'inclusion et d'exclusion. L'autre axe interroge les processus de subjectivation des personnes en mouvement, et des pratiques de réappropriation des espaces traversés et des temporalités habitées.

Les interlocuteurs de cette ethnographie ne sont pas seulement les personnes en mouvement mais tout acteur participant à la dynamique de la frontière, dont les solidaires des collectifs et des associations du territoire, ainsi que les riverains de la ville frontalière et des vallées environnantes. Cette ethnographie est le résultat d'un long travail de terrain, qui a duré de 2016 à 2022.

Mots clés : migrations ; mobilités ; villes ; marges urbaines ; frontières ; solidarité ; résistances

Introduction : de la ville frontalière aux frontières de la ville

La structure de cette thèse de doctorat restitue fidèlement le chemin que j'ai parcouru dès le début de ce doctorat de recherche jusqu'à présent, au moment où sa rédaction prend fin.

Le cheminement analytique permet une progressive immersion au sein du terrain de recherche : le récit qui restitue et dévoile la construction de mon positionnement au sein du terrain, donne accès au lecteur à la dimension intime de la recherche ce qui, à mon avis, constitue une partie essentielle du récit ethnographique. Le deuxième chapitre établit le cadre théorique avec lequel je fais dialoguer le travail ethnographique, en fonctionnant en tant que contextualisation des *border studies*. Le troisième chapitre poursuit le chemin analytique avec l'analyse de la ville frontalière et les régimes de mobilité qui la construisent. Le quatrième chapitre raconte de la dialectique qui amène à la diffusion d'espaces différentiels qui deviennent les frontières de la ville. Le cinquième chapitre permet de rétrécir le champ d'observation au sein des marges de la ville et de ses interstices urbains. Le sixième chapitre permet de boucler le cercle de l'analyse en revenant là où tout a commencé, en explicitant mon positionnement au sein des mondes solidaires, ici analysés en tant que parties actives dans l'émergence progressive d'une contre-ville. Dans cette partie introductive, je détaillerai les thèses principales développées dans les pages suivantes.

La thèse détaille les éléments qui conduisent à penser à la ville de Vintimille comme un espace-frontière, non pas uniquement à cause de la proximité spatiale avec la frontière étatique mais à cause des processus de frontiérisation (*bordering*) et des pratiques de contournement qui se profilent dans l'espace urbain de la ville frontalière. Dans ce sens, la thèse s'insère dans les contributions des dernières vingt années visant à complexifier la pensée sur l'objet-frontière, les espaces-frontières et ses dimensions intersectionnelles aux espaces urbains.

Le **premier chapitre** de cette thèse restitue les antécédents de la recherche restituent mon parcours de recherche, sa genèse et son parcours spatial et temporel. Le besoin d'explicitier mon positionnement au sein du terrain de recherche et en dévoiler les méthodes et les positions épistémologiques composent les parties suivantes. La littérature féministe m'a appris que les énoncés partent toujours d'un lieu géographique, les corps que nous habitons, qui est toujours situé et donc pris dans des rapports de force qui le construisent. Si le langage ne peut pas s'abstraire du contexte qui le fabrique, il convient d'explicitier ce contexte pour le rendre intelligible. Dans les pages qui suivent, l'expérience militante au sein du réseau *Progetto 20k* qui a accompagné et participé à mon parcours de recherche est racontée dans sa généalogie, son

évolution et de ses (r)apports avec le travail de recherche, en termes de positionnement et d'accès au terrain.

La généalogie de l'objet de recherche est racontée de façon processuelle, à partir de l'expérience de terrain en milieu carcéral réalisée en 2016, jusqu'au travail de recherche conduit dans les CADA, les centres d'accueil pour demandeur.ses d'asile, en milieu lyonnais. Ces travaux (restitués dans les travaux de Master de première et deuxième année), restitue l'analyse des dimensions temporelles des migrations, en se focalisant sur la catégorie de l'attente. Le temps est pensé comme à la fois un élément central du gouvernement des migrations, fonctionnel comme assignation spatial et contrôle social, mais aussi dans sa capacité d'activer des pratiques créatives de subjectivation.

La construction de ce travail de recherche se fait par le dialogue avec d'autres expériences professionnelles et de recherche, dont l'actuelle qui me voit travailler dans une équipe d'ethnopsychiatrie critique au sein d'une structure hospitalière du service pour les dépendances et la toxicomanie. Je restitue ainsi les parcours parallèles de l'anthropologue sur un terrain de frontière et l'anthropologue médicale au sein d'un service hospitalier, les pratiques, les approches et les théories en dialogue.

À la suite d'une nécessaire contextualisation du terrain, indispensable afin de situer les événements racontés dans l'histoire, je dévoile le parcours de connaissance et de familiarité avec le terrain, sa géographie, ses actrices et acteurs, ses langages. Ensuite, en assumant une perspective de recherche qui se situe sur une précise partie de la *battleground* du terrain, je continue de m'approcher aux problématiques qui guident mon chemin, en préparant l'exploration ethnographique des villes invisibles, des marges urbaines et des corps politiques (ainsi que des politiques des corps) des subjectivités qui les habitent.

Les approches méthodologiques sont aussi présentées dans ce chapitre, en restituant l'expérience d'une méthode fabriquée « tout en faisant » sur le terrain. Si dans les expériences de terrain précédentes, j'ai conduit un travail de terrain dans des lieux principalement fermés, le contexte de la frontière acquière des spécificités qui posent des véritables défis d'ordre méthodologique. Le temps est l'un des grands protagonistes de ces pages. Le temps long, nécessaire à une bonne ethnographie et finalisé notamment à la construction de rapports de confiance avec les personnes sur le terrain, est très souvent bouleversé par la réalité de la frontière, parce que les personnes arrivent et partent à tout moment. Le matériel récolté est le résultat d'une profonde immersion dans le terrain de recherche, en portant les habits à la fois

de la chercheuse et de l'activiste, en occupant une partie précise et responsable dans le champ d'étude. Les entretiens réalisés ont été conduits de façon cohérente avec le positionnement que j'assume, réalisés uniquement avec des interlocuteurs et interlocutrices avec lesquelles j'ai pris le temps de construire des rapports de confiance et, souvent, d'amitié et en prêtant attention à ne pas reproduire une approche néocoloniale avec les sujets de ces histoires.

Le **deuxième chapitre** (« **Frontières et migrations** ») vise à insérer la recherche dans un cadre analytique et théorique de référence afin de définir des concepts, des théories et des cadres conceptuels qui nous permettent de mieux saisir le matériel ethnographique recueilli au cours des années et développés tout au long du corpus de thèse. Dans ce chapitre, je m'engage dans l'analyse des principaux éléments qui structurent les frontières contemporaines en interrogeant leurs capacités à se présenter comme des **dispositifs mobiles** et disséminés dans l'espace, bien au-delà de la ligne de frontière. Or, il est indispensable d'envisager la frontière comme processus et non pas comme état, notamment lorsque celle-ci est analysée en fonction des impacts qu'elle produit sur l'espace de la ville et, par conséquent, des conjonctures urbaines qu'elle acquière. Finalement, je rejoins la problématique de Botéa lorsque, appliquée à un autre terrain d'étude, l'autrice se demande « de quelle manière la présence d'une frontière dans la géographie d'une ville participe-t-elle aux configurations sociales de celle-ci, plus particulièrement à sa revitalisation urbaine notamment dans un contexte de crise politique (régime dictatorial) ou industrielle ? » (Botéa, 2021 :136). Indirectement, la frontière présuppose la présence de subjectivités qui désirent la traverser, la mobilité des capitaux et des marchandises qui effectivement la traversent, les rapports diplomatiques entre les pays qu'elle délimitent. Tous ces éléments

Le moteur épistémologique de ce chapitre consiste à saisir le rapport entre deux processus pris dans un rapport dialectique : l' *autonomy of migration* et les *tactics of bordering* (De Genova, 2017). A partir de ce courant de recherche (l' *autonomy of migration*), j'analyserai comment les routes migratoires sont repensées en fonction des dispositifs de contrôle qui les disciplinent mais aussi des réseaux solidaires susceptibles de faciliter le passage. L'analyse se développe à partir de cette frontière mais en élargissant inévitablement l'analyse à d'autres territoires et à d'autres zones frontalières.

Les concepts d'incorrigibilité (*incorregibility*, De Genova, 2010) de turbulence (Papastergiadis, 2000), de *debordering*, d'autonomie, de subjectivation sont au cœur des réflexions théoriques

qui accompagnent ces pages. L'approche théorique mobilisé est celui de *l'Autonomy of Migration* :

Tous les auteurs, malgré leurs différents contextes disciplinaires, partagent une approche de l'analyse des frontières et de la migration qui pourrait être définie en termes de primauté du mouvement. Il s'agit d'une approche qui considère le défi lancé aux frontières par les migrants et les réfugiés comme le principal facteur permettant de comprendre les opérations et les mutations des régimes frontaliers (qui, d'une certaine manière, revêtent un caractère "réactif")¹.

Ce courant d'étude, probablement encore peu connu en France, a inauguré une intéressante perspective épistémologique pour les études contemporaines sur les frontières et les pages qui suivent tentent de contribuer à la traduction académique de quelques-uns de ces travaux. A propos de traductions, cette thèse est aussi un défi linguistique et ces pages sont le résultat d'un gros de travail de traduction et de dialogue entre langage académique et langage ordinaire, d'une bibliographie issue de la lecture d'ouvrages en quatre langues différentes, de la conduction d'entretiens en langues et dialectes différents. Ce dernier est un travail plus invisible et silencieux, qui ne se voit forcément pas pendant la lecture des pages qui suivent mais qui mérite d'être cité.

La thèse ici présentée s'insère donc dans le champ d'étude des *border studies*. Toutefois, le travail de terrain a requis de tourner mon regard au-delà de la ligne de frontière, de regarder à ce qui se passe *avant* et *après* le checkpoint. A la même manière que Marx pensait au capital, à savoir non pas en tant qu'un objet mais quand plutôt comme à l'ensemble des processus sociaux qui le construisent, la frontière est ici interrogée comme l'ensemble des processus sociaux, économiques et politiques qui la font exister et qui la dépassent.

Après avoir établi les catégories d'étude mobilisées, le chapitre s'engage à décliner la théorie dans le contexte d'étude, la frontière franco-italienne. Une nécessaire historicisation du terrain reparcourt l'histoire de cette frontière et les évolutions qui la conduisent à sa configuration actuelle : le projet Schengen, les états d'urgence, les coopérations bilatérales, les accords et la crise sanitaire. En partant du principe que les phénomènes locaux s'entrecroisent avec les mouvements globaux, le chapitre jongle entre différentes échelles d'analyse et d'observation.

¹ Version originelle : All authors, despite their different disciplinary backgrounds, share an approach to the analysis of borders and migration that could be defined in terms of a primacy of movement. This is an approach that considers the challenge to borders posited by migrants and refugees as the primary factor to understand the operations and mutations of border regimes (that in a way take on 'reactive' characters).

L'histoire de la frontière franco-italienne est bien complexe, historiquement non pacifiée : il s'agit d'un champ de négociations permanentes entre différentes instances (étatiques, entre les deux pays frontaliers ; sociales, entre riverains et migrant.es ; politiques, entre groupes solidaires et partis d'extrême-droite). L'année 2015 – inaugurant la soi-disant « crise des réfugiés » (formule qui dénote une forte perspective euro-centrique) - constitue une année charnière qui marquera d'importantes évolutions socio-politiques. Les éléments contenus dans ce chapitre commencent à laisser entrevoir la multiplicité de formes que la frontière incarne : des barbelés aux feuilles d'expulsion, des passeports aux évictions des campements informels, du poste-frontière de Pont Saint Louis aux rafles collectives et systématiques à la gare de Menton-Garavan.

Le **troisième chapitre** (« **La ville comme battleground** ») interroge la précipitation des processus liés aux migrations contemporaines (analysés dans le chapitre précédent) à l'échelle de la ville frontalière. En partant des savoirs de l'anthropologie urbaine, l'intérêt de ce chapitre consiste à proposer une analyse intersectionnelle articulant **espaces de la ville, frontières et migrations**. Si ces termes peuvent être considérés comme étant étroitement liés entre eux, un premier élément d'explication est le lien structurel et historique qui les connecte : les processus de décolonisation, d'autodétermination et de libération des peuples poussent des flux démographiques massifs depuis des territoires externes à l'espace méditerranéen vers les quartiers populaires des villes. Les espaces de nos villes contemporaines nous demandent d'interroger les marges créées par la prolifération des frontières et l'impact des subjectivités migrantes dans la production de l'espace. En s'insérant dans le courant de l'« *autonomy of migration* » (Mezzadra, 2004 ; De Genova, 2017) l'intérêt sera de regarder à la production de la subjectivité mais aussi à la production de l'espace par ces mêmes subjectivités. Cette thèse se propose de cueillir cette proposition théorique pour regarder aux processus de prolifération mais aussi à d'hétérogénéisation des frontières au sein de la ville.

Loin de conceptualiser la ville à travers une lecture fonctionnaliste qui mettrait en premier plan l'harmonie de ses éléments, je mets en lumière les **contradictions, les conflits, les failles urbaines**. Il s'agit d'élargir le regard au-delà des formes et circuits urbains conventionnels pour explorer les pratiques qui constituent le **dynamisme du laboratoire urbain**. La problématique de ce chapitre est donc la suivante : en quoi les migrations internationales sont-elles productrices de changements urbains et participent-elles de manière inédite² à la dynamique de

² Avec le terme « inédit » j'entends les changements produits par des pratiques autonomes et non structurées, en dehors des mouvements de la politique institutionnelle et qui, souvent, s'activent en réaction à ceux-ci.

la ville ? Si à une première lecture cette question pourrait sembler paradoxale (en quoi des personnes en transit seraient-elles capables de transformer de façon significative l'espace qu'elles traversent ?) nous pouvons d'ores et déjà anticiper que l'articulation entre politiques migratoires et urbaines, et les pratiques des personnes exclues du droit à la ville donnent lieu à des transformations marquantes, quoique parfois éphémères, au niveau de l'espace de la ville et de ses imaginaires. La thèse qui est au cœur de l'analyse assume que la migration transnationale est une dynamique centrale et constitutive dans la production (et dans la transformation) sociale contemporaine de l'espace urbain (« transnational migration is central and constitutive dynamic in the contemporary social production (and transformation) of urban space » (De Genova, 2014 :4). Autrement dit, je me focalise sur « la manière dont la géographie des flux, représentés comme de plus en plus abstraits et supra territoriaux, matériellement « touche le sol » : sur la manière selon laquelle tels flux redéfinissent les territoires et sur le type de relations matérielles, politiques et économiques qui s'instaurent » (Guareschi et Rahola, 2015 : 66).

C'est encore une fois la dimension relationnelle qui prime dans la définition des processus urbains : les relations entre migrant.es et solidaires, les rapports entre migrants et la frontière, les relations entre solidaires et riverains, créent le processus de faire-ville. La ville est donc définie en tant qu'espace relationnel (elle est construite par la proximité avec la frontière, donc elle est en stricte connexion avec elle et les échanges qu'elles structurent entre elles), politique et conflictuel.

Ainsi, le travail de terrain m'a appris qu'il n'y a pas de politiques de gentrification urbaine qui va sans politiques d'exclusion et d'éloignement sociale, il n'y a pas de politiques de frontières sans des politiques de ghettoïsation des villes. C'est donc à partir des frontières que l'on regard à la ville, c'est en se positionnant sur la frontière que le regard s'étend à la ville. C'est ça le moteur épistémologique et méthodologique qui conduit ces lignes de recherche. A partir d'une étude sur les migrations au travers la frontière franco-italienne, j'ai en définitive compris que la compréhension d'un tel phénomène est indissociable des mouvements des capitaux, que sans « touristes » il n'y aurait probablement pas de « migrants », que sans revendications sur les droits de citoyenneté il n'y aurait pas celles pour les droits au libre mouvement, et que sans un regard sur les mouvements globaux il n'y aurait pas une réelle compréhension des phénomènes qui ont lieu à la plus petite échelle locale. Cet acheminement analytique a également accompagné mon parcours politique et militant qui, pendant les années de doctorat, m'ont vu

militariser contre la *ville de frontière* avec *Progetto 20k* et contre *les frontières de la ville*, avec *20k Genova*.

Ce chapitre interroge donc les processus de la ville, en faisant dialoguer littérature et travail ethnographique. La ville comme *battleground* est la thèse principale de ce chapitre : le champ de bataille est défini par les rapports conflictuels entre désirs, aspirations et imaginaires de différents acteurs. La ville est en effet le lieu de la spatialisation de la conflictualité entre imaginaires et représentations. Si pour l'administration communale ces imaginaires voudraient restituer une ville pacifiée, insérée dans le marché global, à l'instar de la voisine Menton ou Sanremo (Vintimille a toujours subi le fait d'être la « sœur laide » de Menton), pour les solidaires Vintimille est une ville en guerre contre les migrant.e.s. Si pour les premiers la frontière est source de profit, pour les autres est cause de leur mort.

Le quatrième chapitre (« **De la ville frontalière aux frontières de la ville** ») a comme objet l'une des problématiques les plus explorées de cette thèse. Ce chapitre vise à plonger l'ethnographie au cœur de la ville de Vintimille, afin de montrer comment l'espace urbain est traversé par des jeux de pouvoir, contrôle, sélection et filtre des populations en mouvement, s'intéressant à démontrer la capacité des frontières contemporaines à se disséminer à l'intérieur des espaces nationaux qu'elles limitent (processus appuyés par législations communales, nationales et européennes). Ce chapitre vise à analyser l'espace de la ville, avec ses rues et ses quartiers, comme espace sélectif et différentiel, différemment traversable en fonction des statuts phénotypiques, sociaux, économiques, juridiques des subjectivités urbaines. En effet, la ville consommée par le touriste n'est pas la même habitée par les personnes sans papiers qui la traversent et se préparent à défier les frontières : pour elles, de multiples lignes, à priori invisibles, traversent les rues et les quartiers et structurent une expérience urbaine différente. La condition de ville de frontière de Vintimille amène à reproduire dans l'espace de la ville des logiques de contrôle et de militarisation, fonctionnelles à assurer la fonction de frein et de sélection des mobilités du dispositif-frontière. Cet élément conduit à interroger l'émergence des frontières de la ville.

Le travail ethnographique restitué dans ce chapitre montre comment les scrapers et les vigiles sont mobilisés par les administrations communales afin de répondre à un imaginaire précis de la ville frontalière : une ville sécurisée et pacifiée pouvant ainsi aspirer à entrer dans les circuits économiques du marché global, à partir de sa position transfrontalière. Ces symboles urbains contribuent à produire les frontières de la ville, en fonctionnant également sur un plan

symbolique puissant, à travers la construction d'une perception d'insécurité, d'insalubrité, de danger et de risque. S'il est vrai que « la peur est une machine politique, un levier du contrôle social » (Rigouste, 2011 : 10), cette structure émotionnelle est au service du nouvel ordre sécuritaire qui, à partir de la fabrication d'un « ennemi intérieur », intervient dans la gestion des territoires.

L'analyse porte donc sur les rapports dialectiques que les aspirations du marché activent lorsqu'elles font face aux phénomènes migratoires qui touchent au sol dans cette ville.

Les frontières de la ville, explorées donc dans ce chapitre, peuvent se matérialiser sous la forme d'un barbelé ou d'un grillage, ou alors agir sur le plan symbolique de ses habitants. Dans les deux cas, elles produisent des effets concrets sur les corps des personnes migrantes et sont génératrices des contre-pratiques (tactiques d'évitement, rituels de franchissement, camouflage, accumulation de capitaux) qui seront le sujet du cinquième chapitre.

Le cinquième chapitre (« *Sconfinamenti* : La fabrication de la ville par les « damné.e.s de la ville ») vise à analyser les tactiques des personnes mises aux marges dans leurs pratiques de transgression des frontières, dans les deux acceptions que j'ai distinguées jusqu'ici : la frontière d'état qui divise la France et l'Italie et les frontières urbaines qui se multiplient dans l'espace de la ville. Le but est de comprendre, pour reprendre la formule des auteurs et autrices de Babels (2018), « ce que les villes font aux migrants ; ce que les migrants font à la ville », dans une perspective qui interroge la présence des migrant.es dans les contextes urbains, « une sorte de *refugees studies* en contexte métropolitain » (Furri, 2018 : 26, traduit de l'italien par moi-même).

Sur le fond d'une ville frontalière basée sur le secteur commercial et qui peine à occuper une position intéressante par rapport aux trends du marché global et à l'image qu'elle tente de se donner, la présence migrante est reléguée dans les interstices urbains. L'ethnographie des villes invisibles est au cœur de la recherche, dont la connaissance intime a été possible grâce à mon positionnement, à la fois en tant que chercheuse et activiste sur le terrain. Le récit ethnographique du quotidien d'un camp informel existé entre 2017 et avril 2018, pendant lequel j'ai effectué le séjour le plus long sur le terrain, fera plonger l'observation au cœur des « insurgent cities » (Paba, 2004) où le quotidien est réinventé au sein d'un espace qui devient territoire à partir d'un acte de refus de la logique de l'accueil institutionnel. Or, au cours de l'histoire de cette frontière d'autres formes d'habiter ont été pratiquées : campements informels, squats, occupations temporaires. Des espaces de contestation donc, qui nous rappelle la notion

de marges et marginalités comme un « lieu radical de possibilité, un espace de résistance » (bell hooks). Cette ethnographie restitue l'expérience de personnes qui ne font qu'habiter et incarner la marge : pour paraphraser Fanon, les damné.es de la ville. Il ne s'agit pas de la ville coloniale décrite par Fanon mais la ville postcoloniale, à savoir l'espace métropolitain européen où persistent les rapports historiques de domination dérivés des processus coloniaux, et qui reproduisent aujourd'hui les lignes de la colonialité (Borghi, 2020).

Le travail de terrain restitue l'observation des pratiques qui, jour après jour, construisent une contre-ville, non tant en termes de spatialités infrastructurelles mais du point de vue de territoires émergents dans les plis de l'espace urbain. Dans la ville frontalière, les occupations informelles et les espaces solidaires contribuent à donner forme à des villes disputés :

« Une géographie interstitielle, cachée, fluide, mouvante et, cependant active, dense, créative, la contre-géographie d'une autre Florence, d'une ville naissante, émergente, mélangée à celle existante, dans et contre la ville existante » (Paba, 2004 : 4).

Avec la progressive quoique variable militarisation des frontières, les lieux de frontière deviennent de plus en plus des lieux de l'attente. Une attente réitérée, obligée, très souvent douloureuse ; une attente qui est, donc, aussi habitée. La question de l'habiter acquiert un sens spécifique dans les zones de frontière, que j'essaie de décliner dans ce chapitre, dans son inextricable rapport avec le mouvement.

La raison d'être des frontières est la possibilité de leur transgression, possible grâce à leur porosité intrinsèque. Ce sous-chapitre vise à interroger la réappropriation du mouvement (et de ses corollaires, à savoir l'arrêt et l'attente), donc les champs de possibilité que les personnes construisent en accumulant du capital symbolique et matériel permettant de traverser la frontière ou d'avoir plus de praticabilité en ville. La connaissance du territoire, l'accès aux informations, la disponibilité économique sont des variables très importantes pour augmenter les chances de la réussite du passage. La plupart du temps, les personnes qui arrivent à Vintimille ont traversées de nombreuses frontières et ont accumulées du savoir-faire pratique et stratégique qui leur permet de déployer des tactiques fonctionnelles à leurs projets. Cette question amène à réfléchir autour de la question des corps dans l'Histoire, en tant qu'instruments de contrôle et d'assujettissement mais aussi en tant que lieu de lutte. Cette dernière partie interroge donc la matérialité des corps sur les frontières, **du corps-ressource au corps malade**. Je m'attacherai à décrire les « maladies des frontières », à aborder la question de la souffrance – très souvent signe d'une attente forcée et prolongée et donc de perte de sens

temporel sur l'existence -, de l'abus d'alcool et de drogues comme stratégies actives de contrôle du soi mais qui produisent aussi des effets de « déshistoricisation » (De Martino, 1948).

Le **sixième** et dernier **chapitre**, « Au-delà de la solidarité : l'émergence d'une contre-ville » analyse l'hétérogénéité des pratiques des sujets politiques dans ce lieu de frontière et leur concours dans l'émergence d'une contre-ville. A partir des récits des personnes solidaires, l'objectif de ce chapitre consiste en souligner le rôle de ces acteurs de terrain qui, à partir du support des instances des personnes migrantes, matérialisent une présence inédite de la ville et dans ses espaces.

En partant d'un positionnement interne et actif à ces univers, je m'attacherai à explorer le rôle de ces acteurs de terrain dans les processus de « faire-ville ». A un niveau méthodologique, ce chapitre se rapproche à une auto-ethnographie, car c'est à partir de mon expérience subjective et de mon positionnement en tant qu'activiste que je peux restituer le quotidien de ces univers solidaires. La proximité avec ces univers a garanti un accès plus aisé aux récits des personnes impliquées dans la lutte à la frontière, récoltés parmi Vintimille, Lyon et Gênes. Le matériel qui a permis l'écriture de ce chapitre consiste en : 10 entretiens semi-structurés avec des activistes et des riverains solidaires ; observations sur le terrain, depuis ma participation à Progetto 20k (juillet 2017) ; notes et observations lors de réunions et des assemblées, à Vintimille mais aussi dans beaucoup d'autres villes en Italie (et en ligne pendant la période du covid).

Ce dernier chapitre complétera donc le deuxième acte de ce travail consistant à observer comment le dispositif frontalier, avec toutes les caractéristiques et morphologies que je viens de retracer, est contesté, à la fois de la part des migrants qui veulent le traverser et de part des solidaires qui veulent le démasquer et le contraster. Entre normes imposées et stratégies de contournement, cette deuxième partie vise à restituer la géographie des acteurs qui s'opposent aux limitations de la liberté de mouvement et à comprendre comment ces contre-discours négocient leur présence au sein de l'espace de la ville. Le résultat est la formation toujours en puissance d'une contre-ville et de contre-espaces. Les cartes réalisées par les solidaires illustrent parfaitement cette juxtaposition d'imaginaires urbains : elles pointent les lieux solidaires, les lieux des activités humanitaires en renversant la cartographie officielle de la ville.

La cartographie des luttes de frontière est inévitablement instable, mouvante, souvent éphémère ; elle se réfère à un ensemble de pratiques et discours qui se spatialisent dans un territoire donné, ayant donc un caractère situé. Des formes de contestation ouvertement antagonistes et abolitionnistes aux pratiques d'assistantat humanitaire des associations

catholiques, cette reconstruction vise à restituer une cartographie renversée de la ville de frontière. Dans ce chapitre il est donc question d'interroger la frontière en tant qu'espace politique et relationnel offrant des possibilités à la fois d'alliances et de conflictualités.

Il s'agit d'une ville qui émerge à partir des plis de la cartographie officielle, qui se construit contre ses imaginaires : elle émerge de façon conflictuelle en spatialisant des instances qui deviennent urbaines car enracinées dans la matérialité de la ville de frontière. Ainsi, l'occupation d'espaces, les contestations aux ordonnances communales, les manifestations non-autorisées rentrent dans la sphère des pratiques spatiales qui génèrent un discours sur la ville et enracinent des présences. Or, c'est l'observation et la participation active au quotidien des luttes de frontière qui donne concrètement à voir l'émergence de la contre-ville, grâce à un lent mais inexorable travail d'érosion de la ville, à la manière d'un filet d'eau sur le lit d'un fleuve.

J'ai décidé d'intituler ce chapitre « Au-delà de la solidarité » afin de souligner que l'objectif du présent chapitre est moins de décrire la nature ou la conformation de ce que sur le terrain ou dans la littérature l'on appelle solidarité, quand plutôt de mettre en évidence comment ces pratiques contribuent à redéfinir les spatialités et les imaginaires de la ville frontalière, en négociant une présence, souvent de façon spontanée, conflictuelle ou illégale dans l'espace public.

1. Généalogie d'une recherche

1.1 La construction d'un terrain de recherche

Les expériences maturées dans les dernières années en matière de recherche m'ont amené à l'heure actuelle à travailler autour de la problématique suivante : quels sont les évolutions de la géographie urbaine d'une ville frontalière induits par l'affrontement entre les différents régimes de mobilités qui la traversent et par les dispositifs déployés à leur contrôle ? Comment la dialectique entre *border reinforcing* et *tactics of (de)bordering* produit le changement urbain, sa dynamique et ses conflits ? Dans quelle mesure les pratiques des subjectivités migrantes négocient leur présence dans l'espace urbain ?

Les questions qui orientent cette thèse doctorale trouvent des éléments de réponse dans le terrain d'étude et en font émerger de nouveaux. Tout au long des pages suivantes je restitue ce long travail de recherche, sa généalogie, son parcours.

L'espace urbain de la ville frontalière prise en examen permet de penser à l'indispensable conjonction entre les dimensions temporelles et spatiales qui ponctuent le « contexte de frontière » (*border context*) et les parcours migratoires qui lui font face. Le parcours de recherche arrive donc progressivement à définir l'objet d'étude : le contexte urbain comme champ à explorer et enquêter en tant que scénario de pratiques et contre-pratiques liées au contexte de frontière. Nous pouvons traduire cette question dans une problématique qui guide cette recherche doctorale : *comment l'espace urbain se transforme en une zone de frontière ?* Dans le contexte de la frontière franco-italienne ce questionnement amène, d'une part, à analyser l'effectif prolongement et extension de la ligne de frontière en une véritable zone de frontière ; d'autre part, cette question de recherche conduit à interroger la ville comme espace relationnel, conflictuel et différentiel – en tant qu'éléments qui structurent un espace frontalier. Dans ce sens, je m'intéresse à mettre en lumière les processus de marginalisation spatiale en opposition aux pratiques informelles de résistance et de réappropriation. Donc, d'une part l'objectif est d'historiciser la frontière, en comprenant ses logiques, ses mécanismes et les réadaptations permanentes, en le comprenant dans sa dimension dynamique et adaptative. D'autre part, interroger les contre-pratiques des subjectivités qui la défient, à partir des espaces marginaux qu'elles habitent. En plongeant la pratique ethnographique dans l'espace urbain

d'une ville frontalière, cette thèse doctorale raconte le quotidien des *insurgent cities*, à savoir les territoires politiques qui émergent dans les plis de la ville de frontière. Une ville dont l'économie s'adresse principalement aux flux commerciaux et financiers transfrontaliers. La question de l'économie de frontière est centrale car elle participe aux logiques de précarisation des personnes migrantes. Premièrement, en créant des régimes différentiels de mobilité et de droit à la ville. Mais aussi en créant des effets matériels sur les politiques urbaines et la gestion de la ville, ainsi que sur les dynamiques des communautés citadines. Les espaces du centre-ville doivent être protégés, mis en sécurité, afin de rester attractifs pour un marché commercial qui se voudrait en expansion. Simultanément, les personnes migrantes sont marginalisées vers les périphéries, à coup d'ordonnances communales anti-bivouac, arrestations et contrôles d'identité diffus, expulsions forcées de refuges informels. Pourtant, Vintimille reste un point d'intersection fondamental de routes et de parcours migratoires : les subjectivités qui la traversent habitent ses marges tout en recherchant des stratégies pour rester en mouvement et dessiner des lignes de fuite. Cette thèse doctorale parle aussi et surtout de ces petits arts de résistance, des pratiques de réappropriation de l'espace public, d'économies souterraines, de traversées illégales de frontières, de solidarité.

1.1.1 Habiter l'attente

Mon expérience dans le monde de la recherche naît en milieu carcéral, dans la *Fortezza Medicea*, à savoir la prison de Volterra (Toscane, Italie) où en 2016 j'ai réalisé un stage avec une compagnie de théâtre, la compagnie de la *Fortezza*, composée par certains détenus de la prison³ : une expérience artistique, sociale et politique unique en Italie. L'expérience inédite qui a trouvé vie dans la prison de Volterra ont inspiré mon intérêt à travailler sur la temporalité de l'attente au sein d'une institution totale, à savoir un lieu conçu spécifiquement pour l'enfermement des corps détenus, vouée à leur contrôle et assujettissement. Toutefois, j'observais que l'attente vécue par les détenus de Volterra était rythmée par la pratique théâtrale : les heures interminables passées à réciter Shakespeare, à entraîner les corps et à moduler la voix se transformaient, jour après jour, en une pratique de subjectivation de ces personnes au sein d'une institution totale qui, dans les imaginaires communs, ne laisserait

³ Il s'agit de « La compagnia della Fortezza », un projet artistique né en 1988 sous l'initiative de Armando Punzo, réalisateur théâtral, en tant que laboratoire théâtral au sein de la structure de réclusion de Volterra. En 2021 il a obtenu le feu vert pour la création du premier théâtre permanent en prison au monde. Chaque année, les acteurs-détenus mettent en scène une pièce à l'intérieur de l'espace de la prison, parfois représentée aussi en dehors du milieu carcéral.

aucune place à l'autonomie des sujets. La dialectique observée dans ce contexte-là constitue la base épistémologique qui, encore aujourd'hui, structure le raisonnement de cette thèse doctorale, à savoir la tension analytique qui se crée autour de l'affrontement entre les formes d'assujettissement et les pratiques de résistance et de subjectivation qui se créent en réaction. A Volterra les cellules du premier étage de la prison ont été transformées en coulisses et loges pour les acteurs-détenus ; la cour extérieure, habituellement consacrée à l'heure de sortie, devient la scène de pièces théâtrales extraordinaires. Dans ce cadre, le théâtre devient un outil de rédemption et de production de subjectivités, les détenus qui deviennent des acteurs, permettant pour certains de construire une perspective « après la prison » et donc de se projeter dans le futur⁴. Au même temps, l'espace de la prison se trouve transgressé, excédé et transformé.

À la suite de l'expérience en milieu carcéral, j'ai pu vérifier la pertinence et l'actualité de cette catégorie d'étude sur un autre terrain d'observation : deux Centres d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) et la Plateforme d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (PADA)⁵ de Lyon. Dans le cadre de cette première année de Master, j'ai effectué un stage avec l'association Forum-Réfugiés. L'attente s'impose dans ces structures conçues pour l'accueil des demandeurs d'asile, comme un régime temporel commun aux habitants des CADA, qui sont, par définition, dans l'attente d'une régularisation, symbolisée par l'acquisition d'un statut juridique qui permet d'accéder aux « papiers ». Pendant ce temps, qui peut durer plusieurs mois voire des années, les demandeurs d'asile font l'expérience d'un « assujettissement à la temporalité administrative » (Le Courant, 2014 : 7) et de la mise en suspens que le mécanisme

⁴ C'est le cas de Aniello Arena qui se découvre acteur au sein de la prison de Volterra : le talent qu'il a démontré lui ont permis d'atterrir dans le monde du cinéma où il mène actuellement sa carrière d'acteur, tout en négociant avec les mesures restrictives dictées par son *fine pena mai* (le terme qui désigne la prison à vie).

⁵ Les PADA sont des structures conçues pour conseiller, orienter et permettre d'accéder aux démarches d'asile et aux droits relatifs à celles-ci. La plateforme accueille et accompagne les demandeurs d'asile avant leur passage au guichet unique à la Préfecture et assure : une domiciliation (les demandeurs d'asile peuvent indiquer comme adresse postale l'adresse de la PADA afin de recevoir leurs courriers ; cela est très important car la procédure d'asile est principalement l'attente de courrier important de la part de l'OFPPRA et de la CNDA, notamment) ; l'accompagnement vers les structures d'hébergement, comme les CADA par exemple ; une orientation pour les demandeurs d'asile non hébergés dans le dispositif national d'accueil vers des solutions alternatives d'hébergement (notamment les hôtels) ; la délivrance des aides d'urgence (comme les bons pour les repas gratuits offerts par des associations) ; la constitution du dossier à présenter auprès de l'OFPPRA ; l'accompagnement des demandeurs d'asile dans leurs démarches administratives et sociales (inscription à l'école pour les enfants, constitution des dossiers pour la CMU, etc...) ; l'information et la gestion des sorties du dispositif, lorsque le demandeur d'asile obtient le statut (réfugié) ou pas (débouté). A titre général, donc, les PADA ont la fonction d'orienter les migrants, notamment les primo-arrivants donc les personnes qui arrivent pour la première fois en France pour demander l'asile. Pour la plupart d'entre elles, la PADA sera la seule structure de référence pendant toute la période de la procédure d'asile car seulement une minorité a la chance d'avoir une place au CADA qui, au-delà du logement, garantit et réunit tous les types d'accompagnement destinés aux demandeurs d'asile et, dans une moindre mesure, aux réfugiés statutaires.

bureaucratique produit. Pendant cette temporalité, signée par le précaire et l'imprévu, les demandeurs d'asile habitent les chambres d'un immeuble, en spatialisant cette temporalité. Les CADA sont des espaces aménagés pour abriter l'attente, donc des structures spécialement conçues pour la mise en attente de ses « bénéficiaires ». L'inactivité de l'attente des personnes demandeuses d'asile est renforcée par la difficulté de travailler tout au long de la démarche⁶. L'autorisation à travailler devient alors une énième frontière qui produit des engrenages structurels du quotidien des personnes demandeuses d'asile : des formes de dépendance aux allocations (pour ceux qui en ont droit), l'infantilisation et le manque d'indépendance et, surtout, la captation dans le marché noir du travail. J'estime que cette dernière question met en lumière un des aspects centraux de l'analyse de la temporalité des demandeurs d'asile : la fonctionnalité des moments d'attente pour qui possède un statut juridique temporaire ou irrégulier pour le marché du travail et ses secteurs de l'économie souterraine. Nous verrons que cet aspect est une ligne rouge des observations élaborées et un aspect central des politiques migratoires, d'asile et de frontière. Dans le PADA de Rue Garibaldi (Lyon 8^{ème}) l'attente se spatialise dans des queues interminables : faire la queue pour vérifier son courriel, pour enregistrer la demande d'asile pour la première fois (il s'agit de la toute première démarche à effectuer avant même d'aller en Préfecture) ou pour faire un énième recours à la CNDA.

La question de l'attente s'insère donc dans une analyse plus vaste concernant le système de l'accueil et des logiques qui ceci tend à reproduire. Le système de l'accueil se situe structurellement en tant que prolongation des politiques de frontière en se basant sur le principe de différenciation et d'inclusion différentielle (qui peut accéder au statut de demandeur d'asile ou de réfugié, produite aussi sur la base de profils de vulnérabilité), de contrôle à la fois spatial et temporel intervenant directement sur les corps des subjectivités « accueillies », de complicité avec les logiques d'exploitation sur le marché du travail (ne pas pouvoir travailler en règle, ne pas devoir dépasser un certain salaire pour pouvoir continuer à bénéficier du droit à rester dans le système d'accueil), de dépossession du temps et de l'autonomie du mouvement des personnes, qui deviennent ainsi des « bénéficiaires ». À Vintimille j'ai souvent rencontré des

⁶ Pendant les premiers six mois à la suite de l'enregistrement de la demande auprès de l'OFPRA la personne demandeuse d'asile ne peut pas obtenir une autorisation de travail. Le « guide pour demandeurs d'asile en France » rédigée par le Ministère de l'Intérieur spécifie que « En tant que demandeur d'asile, vous pouvez être autorisé à travailler lorsque l'OFPRA, pour des raisons qui ne vous sont pas imputables, n'a pas statué sur votre demande d'asile dans un délai de 9 mois à compter de l'introduction de votre demande (article L. 744-11 du CESEDA) » (Novembre 2015). Actuellement, le délai est de six mois ; toutefois, une promesse d'embauche ou un contrat de travail doivent accompagner la demande d'autorisation au travail. Or, nous comprenons qu'il n'est pas facile qu'un employeur fasse une promesse d'embauche voire un contrat de travail à un demandeur d'asile pour lequel l'autorisation au travail n'est pas assurée.

personnes qui, après des mois, voire des années au sein des structures d'accueil en Italie, en attente de recevoir une réponse à leur demande d'asile, décident de reprendre le voyage car exaspérées par ces situations de vie.

Dans ce sens, Vidal et Musset (2014) introduisent une différenciation entre « lieux » et « territoires » de l'attente. Si les premiers sont des espaces aménagés, conçus pour abriter l'attente des personnes, les « territoires de l'attente » sont des lieux où l'attente s'installe, faute d'aménagement préalable : « c'est une chose de concevoir un espace pour abriter une attente, penser les circuits, les contrôles, les étapes. Il y a une différence entre cela et l'attente qui s'impose par l'action, bien souvent fortuite ou imprévue, lorsqu'un obstacle vient bloquer le flux » (Vidal, Musset, 2014). À la suite de l'expérience dans les CADA et dans le milieu carcéral, la frontière franco-italienne était pour moi l'occasion d'explorer les processus de territorialisation de cette temporalité dans des espaces-autres.

Pendant les années de Master j'ai donc commencé à travailler sur la question de l'attente appliquée au contexte de la frontière franco-italienne⁷. A cette étape de mon parcours de recherche, une nouvelle expérience de l'attente était recherchée, c'est-à-dire celle d'acteurs mobiles qui attendent de passer une frontière, cette dernière se transformant de facto en « dispositif spatial de mise en pause » des populations en déplacement. La frontière crée ce que j'ai appelé, ensemble à Musset et Vidal, « les territoires de l'attente », en l'intendant en tant que temporalité spatialisée, habitée. Les questions qui guidaient alors ma recherche étaient d'une part, la compréhension de la frontière en tant que mécanisme de frein de certaines populations et, d'autre part, la capacité de spatialisation d'une temporalité commune mais qui, pourtant, est vécue singulièrement et subjectivement. Donc, si d'une part l'analyse du contexte permettait de comprendre la frontière comme dispositif temporel, d'autre part, j'ai observé ce qui se créait pendant cette temporalité. A partir de ce moment, j'ai analysé les pratiques d'habiter informel qui se déployaient sur ce terrain, pendant l'attente de franchir la frontière et continuer le voyage. Car, si la migration est un processus spatial elle est bel et bien une expérience temporelle. Ce qui émergeait était que cette temporalité est en réalité un mouvement incessant, une déambulation quotidienne qui tourne, souvent, autour de la recherche d'une stratégie pour passer la frontière : la personne en attente repère les ressources du territoire et ses dangers

⁷ Les titres de mes deux mémoires de master sont « Habiter la rupture. Ethnographie de l'attente à la frontière franco-italienne » (M1), soutenu le 6 septembre 2017 à Lyon (sous la direction de Jorge P. Santiago) et « La frontière franco-italienne comme dispositif de mise en pause. L'habiter dans les territoires de l'attente » (M2), soutenu le 25 juin 2018 à Lyon (sous la direction de Jorge P. Santiago).

latents, cherche un abri, crée des réseaux. Central est donc la dimension de l'attente à la frontière comme temps-ressource afin d'accumuler du capital matériel et social pour se remettre en mouvement. Ce que je propose c'est une approche politique à la question de la temporalité au sein du champ d'étude migratoire et ceci pour deux raisons principales. Premièrement, l'attente est créée structurellement par le système migratoire et les politiques d'asile tel qu'ils sont conçus actuellement et rarement le fruit d'un choix délibéré ; la temporalité est donc un puissant outil de pouvoir et de contrôle indispensable au régime du contrôle migratoire. Deuxièmes, l'attente est une occasion de politisation des corps⁸ et donc le temps a aussi une capacité de subjectivation.

Cette première étape de recherche a permis donc de penser à la temporalité comme l'un des éléments fondamentaux constituant l'expérience migratoire, une dimension qui est sans doute moins prise en compte dans les études migratoires. Or, la dimension temporelle des expériences de la migration est, au contraire, un aspect central et incontournable dans ce champ d'étude : au fur et à mesure que l'espace européen se barricade et se constelle de dispositifs d'enfermement, comme les hotspot, les navires-quarantaines, les CRA, les zones d'attente aéroportuaires, les expériences de la détention et de l'attente se multiplient. D'autres éléments contribuent à dessiner les temporalités des routes migratoires : les contrôles de Frontex, le Règlement Dublin, les pratiques d'externalisation des frontières ont contribué à rendre la temporalité des routes migratoires plus longue voire allongée, constituées par des tentatives, souvent réitérées, de ne pas retourner en arrière, de ne pas se faire ramener en arrière par un policier dans la rue, une blessure sur un chemin de montagne, un accident en pleine mer, une escroque d'un passeur pas trop honnête, une empreinte digitale. Ces géographies migratoires alambiquées imposent donc des rythmes temporels lents. La pandémie de covid-19 a sans doute accéléré les débats autour de cet aspect, contribuant à imposer un régime d'immobilité (provisoire) presque global. Le temps commence à jouer un rôle central dans les analyses autour des dispositifs de contrôle et de gouvernance des populations.

L'attente spatialisée – dans les campements informels et dans les camps gouvernementaux, auprès de bivouacs improvisés, à la gare en attendant de prendre le train pour essayer d'aller en France, dans les centres d'aide pour les réfugiés – devient, dans les prolongements que la thèse que vous lisez raconte, une frontière de la ville, une frontière temporelle : la condition de

⁸ En 2015 l'attente sur les rochers des *Balzi Rossi* a été l'occasion pour créer un laboratoire politique actif et transnational. La marche de 300 personnes vers la frontière en juin 2017 est un exemple qui illustre la capacité de l'action politique collective, structurée pendant l'attente forcée devant une frontière fermée.

devoir attendre est différemment expérimentée. Enfin, la problématique de l'attente est englobée dans une problématisation plus « urbaine », focalisée sur les pratiques de subjectivation qui se génèrent dans les lieux de frontière. Ce que j'appelle « frontières de la ville » sont les pratiques et les discours qui créent les mécanismes de séparation et la dialectique du conflit. Le conflit est ici entendu à la fois comme politique du soi, lutte du sujet qui agit contre le système et comme politique en soi, du système qui agit contre lui. La temporalité, subie et réappropriée, joue en ce sens.

Les longues expériences ethnographiques réalisées pendant cette période constituent la base des données qui ont permis de structurer la suite du parcours de recherche.

1.1.2 De la frontière franco-italienne à l'ethnopsychiatrie critique

Pendant les années qui constituent mon cursus doctoral j'ai eu l'occasion de me confronter à un autre objet d'étude, une nouvelle approche et des méthodologies différentes. Je commence à m'approcher au champ d'étude de l'anthropologie médicale et à la question de la prise en charge clinique d'un public migrant et réfugié grâce à une expérience formative et de collaboration au sein du Centre Minkowska à Paris⁹, un centre de psychiatrie transculturelle qui propose une prise en charge clinique, des programmes de formation et un pôle enseignement et recherche. J'ai eu par la suite la possibilité de continuer à me former et à me familiariser avec ce champ d'étude, dont les objets de recherche dialoguent de façon très cohérente avec mon terrain d'étude et qui est devenu, progressivement, mon champ de travail actuel.

Je me réfère à l'expérience de travail que je conduis depuis décembre 2020 à Lavagna (Genova), un territoire situé à l'autre extrémité de la Ligurie, exactement à l'opposé de celui de Vintimille¹⁰ où les mouvements d'immigration ont structuré une géographie transnationale assez spécifique. Les problématiques liées aux contextes de départ ainsi que celles liées à ceux d'arrivée, au parcours migratoire et aux conditions expérimentées dans le pays d'accueil constituent la base historique d'une violence qui devient structurelle et qui est susceptible d'être

⁹ En novembre 2019 j'ai suivi la formation « Psychotraumatisme et exil » et j'ai participé à la journée d'étude « Anthropologie médicale clinique et psychiatrie transculturelle (la prise en charge des migrants au Centre Minkowska) », (org.) SANTIAGO Jorge, LARCHANCHE Stéphanie, BOURDIN Marie-Jo, avec une communication intitulée « Les malades de confins : vulnérabilités sociales et problématiques sanitaires à la frontière franco-italienne » (Novembre 2018).

¹⁰ La Ligurie est une région qui s'étale de l'Ouest – à partir de Vintimille, en province d'Imperia – jusqu'à Est – province de La Spezia. Pour indiquer les coordonnées géographiques l'on parle de « ponente » pour indiquer l'Ouest et « levante » pour indiquer l'Est. Dans ce sens, depuis Gênes le Tigullio est à « levante ».

exprimée par l'usage de drogues, parfois d'alcool, par une vie dans la rue et par des tentatives souffertes de recomposition du Soi.

C'est sur territoire que je travaille depuis juin 2020, dans un service au sein du département « santé mentale et dépendances », structure « dépendances et comportements d'abus » (*Ser.d*) de l'agence sanitaire locale de l'aire du Tigullio (Asl4). Dans cette structure je travaille en tant qu'anthropologue au sein d'une équipe d'ethnopsychiatrie, composée de psychologues, d'un ethnopsychiatre, deux médiateurs culturels et une assistante sociale. Cette équipe née au début des années 2000, à partir du constat de l'augmentation de sujets en provenance de pays tiers et qui présentent des problématiques de dépendance de substances stupéfiants. La rencontre avec d'autres histoires, d'autres langages et d'autres dispositifs de sens rend indispensable des repenser les épistémologies et les méthodologies de la pratique de soin. L'approche théorique conduit au sein de cette équipe est celui de l'ethnopsychiatrie critique, telle qu'elle est déclinée par Roberto Beneduce et le Centre Frantz Fanon de Turin¹¹. Au sein de cette équipe nous travaillons donc les états de santé en tant que nœuds culturellement, politiquement et historiquement situés. En ce qui concerne les patients immigrés, les conditions dans les pays d'accueil, les enjeux politiques incarnés dans les processus de régularisation (caractérisé par une forte violence institutionnelle), de marginalisation résidentielle et de précarité sur le marché du travail, rentrent dans la détermination d'états de souffrance.

L'approche et la méthode de l'ethnopsychiatrie critique consistent en interroger la souffrance des sujets dans un cadre thérapeutique qui favorise une écoute critique et attentive aux risques de reproduire des épistémologies ethnocentriques et hégémoniques, en favorisant une approche critique aux généalogies qui sont à la base de nos paradigmes et de nos savoirs et nos pratiques de soin. Le défi de cette approche consiste en mettre entre parenthèse les catégories interprétatives biomédicales en essayant d'appliquer un profond repositionnement de l'approche clinique et de sa façon de s'approcher au réel. Pour cette raison, pour Beneduce l'ethnopsychiatrie critique a une dimension potentiellement subversive. L'objectif clinique étant de réduire la distance qui sépare la perspective des patients des interprétations diagnostiques et des indications thérapeutiques fournies par le personnel médical, habitué à mobiliser une approche biomédicale, standardisée et acritique. Si le champ au sein duquel se structure la rencontre avec l'Autre n'est jamais neutre, ceci est sûrement vrai pour un service hospitalier comme le *Ser.d* : une institution sanitaire, avec une histoire située dans l'émersion

¹¹ <https://associazionefanon.it/>

d'une catégorie et des sujets qui commencent à être médicalisés (la toxicomanie et les toxicomanes) et pris en charge, stigmatisée, impliquée avec l'institution pénale et carcérale, avec les services psychiatriques. L'ethnopsychiatrie pratiquée au « Ser.d » est alors un vrai travail sur la marge depuis la marge (de l'institution sanitaire) tendant à déconstruire le regard « criminalisant » des institutions et le regard « pathologisant » des services sanitaires porté sur ces sujets.

Le moteur épistémologique de l'ethnopsychiatrie critique est similaire à celui qui guide l'approche ethnographique mobilisée dans les pages qui suivent. Non seulement l'ethnopsychiatrie critique s'articule avec l'ethnographie critique dans la déconstruction de catégories et d'approches épistémologiques ; elle représente une approche interrogative et critique sur les variables sociales, politiques, économiques, historiques qui déterminent des vécus, des imaginaires, des états de souffrance. La généalogie historique de ces deux disciplines est commune : en époque coloniale, les rôles de l'anthropologie et de la médecine ont été dramatiquement complices dans la reproduction des formes de violence¹² agies par le système colonial. L'anthropologie produisait des discours en fonction desquels la médecine coloniale forgeait ses pratiques et ses modèles. Les catégories, les méthodologies, les présupposés épistémologiques qui les caractérisent aujourd'hui ont donc une histoire dont les contradictions ont été le présupposé pour la genèse de mouvements de relecture et de changements au sein de ces disciplines. L'ethnopsychiatrie et l'ethnographie critique partent justement d'une analyse réflexive de leurs catégories épistémologiques, de leur nécessaire déconstruction et historisation. L'articulation entre ces deux disciplines est rendue encore plus urgente par l'étroite complicité qui existe entre le savoir médical et la gestion spatio-temporelle des migrations contemporaines. La crise sanitaire de covid 19 a d'ailleurs renforcé cette complicité, en renforçant le rôle de la rationalité médicale au sein des paradigmes d'inclusion. En effet, l'« approche hotspot »¹³ et les navires quarantaines sont des exemples paradigmatiques qui illustrent le rôle de l'approche et du savoir médical à l'intérieur de ces lieux, caractérisés par une exceptionnalité structurelle (juridique, territoriale et spatiale) : le résultat de l'expertise

¹² Bourgeois (2005) distingue quatre formes d'expression de la violence : la violence politique, la violence structurelle, violence symbolique et violence quotidienne. La colonie a été, pour nombre d'auteurs et autrices, le lieu de l'articulation la plus accomplie de toutes ces formes de violence.

¹³ J. Anderlini *Cura e controllo al confine : scritturazioni e pratiche del sapere medico negli hotspot*, *Mondi Migranti* 2/2018. L'auteur décrit dans cet article le rôle de l'expertise médicale dans le gouvernement de la population migrante. Un dépistage anticipe le débarquement préliminaire, un dépistage ultérieur est effectué sur le quai et anticipe le transfert vers le hotspot. Il y a ensuite les consultations au sein de la structure qui rythment le temps de permanence des personnes. Le transfert vers d'autres structures est soumis à une autorisation du point de vue médical. Il s'agit d'une caractéristique spécifique de l'hotspot : chaque action doit être anticipée par une intervention sanitaire (Anderlini, 2018 : 76).

médicale produit de différentes trajectoires de mobilité et temporelles des sujets, selon les catégories où ils sont insérés (malade / sain ; mineur / majeur) et qui sont légitimées par le savoir médical. Encore une fois, nous constatons la juxtaposition d'actions de soin et de contrôle, l'articulation entre les frontières humanitaires et sécuritaires qui régit l'ambivalence et les contradictions du gouvernement européen des migrations.

Ces deux approches mobilisent donc un processus épistémologique similaire, en se situant sur le champ dialectique qui articule et met en tension les régimes d'assujettissement (et donc aussi de violence et de souffrance) avec les pratiques de subjectivation qui s'expriment en réaction. L'intérêt transversal des deux approches est d'explorer les tactiques et les stratégies de survie que les subjectivités migrantes mobilisent en tant que tentatives de gouverner les difficultés rencontrées tout au long du parcours migratoire et au sein de la société d'accueil visant à gouverner la souffrance et la violence vécues au sein d'un horizon historique dans lequel elles tentent d'exister. Par leur capacité de se positionner *sur* la marge, ethnopsychiatrie critique et ethnographie participative, deviennent instruments utiles pour interroger les sujets qui habitent *la* marge. A partir de cette articulation, nous visons à interroger les capacités d'adaptation, de réinvention, de production de nouveaux symboles et syncrétismes par des populations souvent invisibilisées car reléguées à des espaces marginaux mais qui visent à minimiser les risques d'incertitude et d'aliénation dans lequel elles sont imbriquées. Il s'agit donc d'interroger les mécanismes stratégiques et les tactiques qui donnent la possibilité aux individus de se défendre de l'angoisse, notamment face aux « moments critiques du devenir ».

L'ethnopsychiatrie critique mobilisée au *Ser.d* offre beaucoup d'outils et de clés de lecture pour lire les phénomènes migratoires ; en étant donc en stricte continuité avec ce qui se passe à la frontière, cette alliance entre terrain d'étude et terrain de travail devient une occasion extrêmement riche d'embrasser toute la complexité des processus migratoires et des effets des politiques de frontière dans les états de souffrance des sujets.

Le champ d'étude de l'ethnopsychiatrie critique, à partir de l'approche spécifique de l'anthropologie médicale, correspond donc à la phase actuelle d'un chemin de recherche, professionnel et personnel que j'entends développer et poursuivre, en alimentant les dialogues avec l'approche ethnographique.

1.1.3 De l'ethnographie participée à l'engagement politique : positionnements

Tout discours sur une réalité sociale est construit à partir d'un positionnement, à savoir le site où se situe notre regard. Pendant longtemps, les anthropologues ont caché cet enracinement du regard en prétendant de construire un discours neutre, par rapport auquel le narrateur s'annule afin de restituer une réalité qui ne serait ainsi pas tachée de subjectivité mais qui émergerait, au contraire, objectivement d'une réalité sociale ainsi réifiée. Or, l'éthique de notre discipline requiert, au contraire, d'explicitier ces aspects afin de décrire comment l'on construit notre discours et comment l'on récolte les matériaux que l'on utilise pour produire ce discours, qui peut être ainsi appris dans toute sa complexité et, souvent, dans ses contradictions. La « rigueur de la démarche ethnographique » (Olivier de Sardan, 2008) demande d'explicitier comment nous construisons l'« espace du théoriser » (bell hooks, 2000).

Il est donc question d'énoncer mon positionnement afin de raconter où s'enracine mon regard et à partir de quel lieu prend forme ma voix, en explicitant la partialité et l'inclination de mon discours et de ma pratique, sans prétendre d'être ni neutre ni exhaustive.

Je suis arrivée à Vintimille en mai 2016 en tant que débutante chercheuse : je préparais un dossier pour un cours de licence (troisième année) portant sur les questions migratoires. Avec deux autres collègues, je suis allée trois jours à Vintimille et, faute d'économies, nous avons contacté Django via le site *couchsurfing* afin d'être hébergées gratuitement. Par hasard, Django habitait juste dans une maison sans électricité sur le Pas de la mort, un chemin que je connais parfaitement aujourd'hui, qui amène à Menton depuis la fraction de *Grimaldi Superiore*, fréquemment emprunté par les personnes en transit (et pour cette raison fortement surveillé). Faute de voitures et de possibilité de se mouvoir de manière autonome (Vintimille se trouve à environ 8 km de Grimaldi Superiore), nous avons passé la plupart du temps du séjour sur ces montagnes et, pour la première fois, j'ai vu le grillage qui matérialise la ligne de frontière entre l'Italie et la France. Quelques années après, Enzo m'aurait raconté que :

Le passage a toujours existé. En temps de guerre, quand la loi martiale a été instaurée, je n'étais pas là, mais les juifs sont tous passés par là. Le pas de la mort n'a pas été fréquenté depuis hier, hein. L'autre jour, un monsieur m'a dit que son beau-père s'était échappé de Monaco avec un sac à dos et avait traversé le col de la mort la nuit, parce qu'ils étaient Italiens et que la guerre avait éclaté, alors la France renvoyait les Italiens et ils se sont échappés. Et il y avait aussi l'inverse. Les pays frontaliers sont comme ça... (Entretien avec Enzo, réalisé à Vintimille, Novembre 2022)



Figure 1 Grillage sur la ligne de frontière, Mai 2016. Photo de Nina Bacchini.

Cette première rencontre avec le terrain a stimulé de multiples questionnements que j'ai décidé de réunir en une problématique pour le travail de Master. Je suis donc revenue sur ce terrain en 2017, afin de débiter ma recherche de Master. À la suite d'une rencontre à Gênes avec une activiste à Vintimille – du groupe militant *No Borders* - j'ai entendu pour la première fois le nom de *Progetto 20k* : cette activiste, n'appartenant pas à l'aire politique de référence de ce collectif, m'explique néanmoins qu'il s'agit du seul collectif organisé existant en ville : l'expérience collective *No Border* venait de terminer à cause notamment de la forte répression qui a intéressé ces activistes. Après m'avoir offert un cadre général du contexte, j'ai commencé

à préparer le terrain : à la suite de cette rencontre, j'ai contacté Progetto 20k via leur page Facebook¹⁴.

Je suis partie pour Vintimille en juillet 2017, pour ma première véritable expérience de terrain.

Je suis sortie de la gare des trains : il y avait beaucoup de personnes, assises sur les escaliers de la gare et sur les bancs. Attendent-elles de prendre le train pour aller en France ? Avec l'aide de google maps je me rends en Via Tenda comme les activistes de Progetto 20k m'ont expliqué : elles vont se trouver sur le parking des Gianchette, je peux aller les rencontrer là-bas. J'arrive sur le parking et je vois beaucoup de personnes autour d'une voiture. Ce sont des jeunes qui parlent avec des migrants. Les voilà, je pense immédiatement. Je me présente. (Notes du carnet de terrain, 15/07/2017).

Donc, ma deuxième rencontre avec Vintimille se juxtapose à ma première rencontre avec Progetto 20k. À partir de cette première rencontre, j'ai commencé à avoir une place active dans le quotidien de ce collectif, en passant beaucoup de temps sur le terrain, en participant aux réunions à Vintimille ou ailleurs, en écrivant les communiqués et les tracts, ou en distribuant des couvertures. A partir de l'été 2017, Vintimille a été au centre de la plupart de mes déplacements : depuis et vers Lyon jusqu'à décembre 2019, depuis et vers Gênes, à partir de 2020.

Mon regard s'enracine donc dans le quotidien de ce collectif politique qui, depuis 2016, travaille à la frontière franco-italienne. Ce positionnement m'a permis de prendre place au sein d'une précise configuration sociale et politique, dans un « champ social » (Bourdieu, 1979) dont les habitus ne m'étaient pas totalement inconnus. J'avais en effet déjà un « capital culturel » concernant ces univers, en ayant milité politiquement depuis l'âge du lycée (notamment dans des collectifs étudiants militant contre la caisse du système éducatif national). Je ne connaissais

¹⁴ Le message envoyé à la page facebook de Progetto 20k le 26/06/2017 : « Buongiorno, Mi chiamo Nina e sono molto interessata al vostro progetto 20k per il diritto alla solidarietà, che prevede iniziative in solidarietà ai migranti che si trovano a Ventimiglia e, più in generale, alla frontiera franco-italiana. Sto frequentando il primo anno di Master in Antropologia presso l'Università Lyon 2, a Lione in Francia. Il mio progetto di tesi consiste nell'osservare il rapporto che esiste tra movimenti migratori e territori di frontiera, le pratiche socio-spaziali che si creano in questi spazi dove il denominatore comune dei percorsi migratori sembra essere l'attesa. Quest'ultima diventa il regime temporale dei migranti bloccati alla frontiera ma allo stesso tempo essa si spazializza, dando vita a pratiche di vita ai margini urbani che diventano spazi abitati. Ho scelto come terreno d'osservazione la frontiera franco-italiana, il territorio che si estende dalla città italiana di Ventimiglia alla valle francese che circonda la frontiera, la Val Roya. Le politiche securitarie sempre più restrittive e i continui rinvii da parte della polizia francese fanno di questa frontiera una zona esplosiva. Ho appena terminato uno stage presso un centro di accoglienza per richiedenti asilo con l'associazione Forum Réfugiés, esperienza che mi ha permesso di conoscere le varie problematiche legate all'accoglienza e le paradossali politiche migratorie nazionali e europee. Abitando in Francia non ho potuto assistere a nessuna dei vostri incontri pubblici, ma vorrei partecipare attivamente al vostro progetto estivo. In effetti, vorrei dirigermi alla frontiera verso metà luglio e contavo starci un mese o anche di più.

pourtant pas la « scène » de ce collectif, le contexte, la situation. J'ai appris tout en faisant et en faisant pour la première fois l'expérience d'un contexte de frontière, qui est sans doute une expérience émotionnellement violente et socialement dense. C'est justement pendant cette expérience que j'ai réalisé que la pratique ethnographique que j'étais en train de construire se basait sur une « implication réelle dans les luttes quotidiennes » (Bourgois, 2005 : 42), qui m'a convaincu du fait que « le travail anthropologique puisse être un lieu de résistance » (*idem*)¹⁵. Science sociale engagée, anthropologie militante, approche décoloniale à l'ethnographie ; je ne saurais peut-être pas donner une formule capable de décrire parfaitement ma pratique sur le terrain mais j'essaie de rendre accessible la compréhension de mon positionnement afin de restituer le regard qui a construit et conduit cette recherche.

Les récents débats autour de ce qui a été appelé, par certains auteurs, « ethnographie militante » (Boni, Koensler, Rossi, 2020) tentent de restituer la complexité du rapport entre approche militant et ethnographie. Or, je propose de parler plutôt d'ethnographie à partir d'un positionnement militant. En effet, si l'ethnographie n'est pas militante en soi, il s'agit d'une approche intrinsèquement critique et transformative car la pratique consistant à rechercher des logiques dans le champ du social « en train de se faire » et à interroger les vécus des subjectivités qui l'habitent, présuppose de se positionner d'une façon critique et de déconstruction face aux savoirs hégémoniques : rechercher, explorer, demander présupposent la recherche d'un changement des discours, des imaginaires et des pratiques. La perspective adoptée dans ce travail concerne le travail des sciences sociales comme pratique d'engagement dans la société, avec l'objectif de dévoiler les dynamiques structurelles (ou alors structurellement adaptées aux contextes historiques en évolution) afin de produire une connaissance avec un potentiel transformateur de réalités sociales qui produisent violence, vulnérabilité, injustice. Le mandat politique-intellectuel de la recherche ethnographique est selon Bourgois celui d'« illustrer les liens qui connectent la violence structurelle, politique et symbolique dans la production d'une violence quotidienne, capable de renforcer les relations de pouvoir inégales et de déformer toute tentative de résistance¹⁶ » (Bourgois, 2001 : 30). L'ethnographie permet de prendre du temps pour observer ce qui se passe derrière les coulisses

¹⁵ bell hooks parle du langage comme « lieu de résistance ». Or, le travail anthropologique est aussi un travail d'écriture qui implique préalablement une pratique relationnelle non extractive. Le travail anthropologique englobe et dépasse le seul travail d'écriture, néanmoins le langage est le terrain épistémologique fondant de l'anthropologie, à partir d'un travail sur le langage des autres : les entretiens, les histoires de vie, les mythes, les langages du corps, l'ethnologie, à savoir le dialogue avec la parole d'autres auteurs.

¹⁶ Préface de Alessandro De Giorgi à la version italienne de « Cercando rispetto. Drug economy e cultura di strada », Derive Approdi, Roma, 2005; titre original "In search of respect. Selling crack in El Barrio", Cambridge University Press, Cambridge, 1996.

des grands évènements, aux marges du quotidien frénétique de nos vies, dans les interstices des villes et des espaces que nous traversons.

Pour ces raisons, les sciences sociales résultent être des pratiques actives de changement qui interviennent une fois comprises et analysées les continuités et les ruptures dans la reproduction de rapports hiérarchiques, de domination et d'exploitation. Il ne s'agit pas seulement de déconstruire les paradigmes hégémoniques mais aussi de participer activement à leur transformation. Ce discours est aussi valable pour les dynamiques internes aux mouvements politiques - dans les risques toujours existants de reproduction de rapports de pouvoir - et pour les dynamiques qui s'instaurent avec les personnes que nous rencontrons au quotidien, qui ne sont pas exemptes de rapports de violence. L'extrait de carnet de terrain qui suit est, dans ce sens, exemplaire :

Nous étions au breakfast spot lorsqu'une camarade demande à moi et aux autres camarades femmes d'aller parler plus loin. Visiblement bouleversée, elle nous informe qu'une des personnes présentes sur place, continue d'avoir des comportements pressants, en l'approchant avec insistance et en arrivant à lui toucher les fesses. Nous décidons alors d'affronter cette personne et nous lui demandons de quitter le lieu car il est en train d'agir une violence, ce que nous ne pouvons pas accepter (Notes du carnet de terrain, Vintimille, Juin 2020).

En prenant une place active au sein de mon terrain de recherche et en assumant un positionnement militant, je prends place dans une dynamique collective de changement, tant au niveau des discours et des imaginaires que des pratiques, tant à un niveau international que local. Pour ces raisons, parallèlement au travail plus strictement « académique » qui m'ont conduit à participer à de nombreux séminaires et conférences, j'ai participé à une multitude d'évènements, présentations, tables-rondes, formations et cours qui permettent de s'approcher au champ d'étude des migrations en dehors des murs académiques, visant à un public qui ne maîtrise pas forcément le langage universitaire ou qui ne possède pas le privilège d'avoir accès aux infrastructures académiques, dans le sens de ce que Buroway appelait « sociologie publique ». En effet, les questions de la restitution et des langages du savoir sont des enjeux centraux dans la réflexion sur une science sociale engagée : « le plus éloignée des communautés étudiées et de leurs inquiétudes, le plus une recherche est considérée comme scientifique » (Portelli, 2017 : 284, *traduit par moi-même*). Pour cette raison, j'ai toujours essayé de multiplier ma participation à des moments plus informels et moins confinés à l'intérieur des murs de la communauté scientifique, dans l'écriture de pamphlets, articles et guides destinés à la société dans son ensemble.

Dans ce sens, l'ethnographie militante est une pratique active et critique qui vise à une transformation, à partir d'un positionnement subjectif et d'un regard situé sur une partie précise du « champ social ».

Certains auteurs décrivent la recherche militante de la manière suivante :

« Une enquête militante s'attaque aux asymétries de pouvoir qui font des migrants des sujets de la production de connaissances sur la migration. Elle le fait en remettant en question les pratiques qui font des migrants des objets de recherche, de gestion, de soins, de défense, etc. et des chercheurs des sujets qui sont des auteurs travaillant sur un marché du savoir, des scientifiques qui maintiennent une distance impartiale, des défenseurs qui parlent en leur nom, ou des universitaires activistes qui agissent en leur nom. L'investigation militante cartographie les distances que ces asymétries produisent et cherche à mettre en évidence les disjonctions possibles qui pourraient être activées pour contrecarrer ces formes de capture. Elle tente de déstabiliser les binaires du chercheur et de l'enquêté, en se concentrant plutôt sur l'identification et la création d'espaces d'engagement et de proximité, de sites de lutte et de précarité partagés. Il met en lumière les diverses pratiques par lesquelles les sujets mobiles négocient et contestent les formes changeantes de domination et d'exploitation » (De Genova *et al.*, 2014 : 64, traduit de l'anglais par moi-même¹⁷).

Pouvoir conduire une ethnographie à partir de mon activisme au sein de *Progetto 20k* a permis d'observer et d'agencer des pratiques dont autrement je n'aurais pas fait l'expérience : être activiste sur son propre terrain d'étude pose des questions de méthode aussi. Au même temps, ce positionnement, explicite et ouvert, a probablement rendu plus difficile d'accéder à d'autres scènes du terrain, le quotidien des forces de police ou les réunions des comités anti-migrants par exemple. En racontant dans cette thèse des mondes solidaires à la frontière franco-italienne, les mêmes que j'habite activement depuis six ans, celle-ci assume le caractère d'une auto-ethnographie qui se construit par la restitution de discours et d'analyses qui sont à la fois collectives et plurielles et qui parlent d'une expérience subjective. Je reviendrai sur cette question dans le sixième chapitre de cette thèse.

En outre, l'ethnographie présuppose un processus de familiarisation à un champ social ainsi qu'à une discursivité, élaborées à partir de rapports intersubjectifs avec les personnes. En effet,

¹⁷ Langue originale : A militant investigation engages with the power asymmetries that make migrants into subjects of migration knowledge production. It does so by challenging the practices that fix migrants as objects of research, management, care, advocacy, etc. and researchers as subjects who are authors working in a knowledge market, scientists who maintain an impartial distance, advocates who speak for, or activist scholars and scholar activists who act on behalf. Militant investigation maps the distances these asymmetries produce and seeks to highlight the possible disjunctions that might be activated to counter-act these forms of capture. It attempts to destabilize the binaries of researcher and researched, focusing instead on the identification of creation of spaces of engagement and proximity, sites of shared struggle and precarity. And it highlights the diverse practices by which mobile subjects negotiate and contest shifting forms of domination and exploitation.

le paradigme épistémologique des sciences sociales voit dans la relation avec l'Autre le présupposé pour la construction du savoir. Or, les rapports intersubjectifs ne sont pas neutres mais, au contraire, ce sont des rapports politiques. Je suis une chercheuse femme. La question genrée de l'ethnographie est essentielle et pourtant peu explorée. Ce n'est pas un hasard que la question du positionnement en sciences sociales ait été inspirée premièrement par les chercheuses féministes. Les rapports de genre mettent en scène des rapports de force que la littérature féministe a contribué à mettre en lumière, en englobant ces sujets au sein des questionnements autoréflexifs qui, d'ailleurs, deviennent des parties incontournables du raisonnement anthropologique et sociologique actuel. Parallèlement, ce sont les études sur l'intersectionnalité qui ouvrent la voie à une véritable révolution épistémologique au sein de ces disciplines, tout au moins pour moi. Des autrices comme bell hooks, Gayatri Chakravorty Spivak, Donna Haraway, Rachele Borghi ont théorisé l'idée que les formes de pouvoir jouent sur des différents plans qui se juxtaposent en formant une intersectionnalité des systèmes d'oppression, de colonialité¹⁸ ou, à l'inverse, de privilège et de profit. Il devient alors difficile d'isoler la question du genre, de la race ou de la classe des autres systèmes de pouvoir. Sur mon terrain, dans les villes invisibles d'une ville de frontière, toutes ces lignes sont clairement visibles, à la fois d'une forme agie et subie. Sur les personnes en attente de passer la frontière, l'articulation des lignes de la couleur, de la classe et du genre est parfaitement observable. La frontière en elle-même produit et reproduit ces engrenages, qui sont synthétisables en trois points : produire une différenciation sur la classe, en complexifiant au plus haut point la politique des visas qui permettraient une migration légale et sûre, en alimentant les mécanismes de précarisation et d'exploitation des personnes, en les obligeant souvent à l'illégalité ; sur le genre, en alimentant les logiques patriarcales et sexistes qui se matérialisent dans le marché de la traite et de la prostitution ; sur la couleur, en effectuant les contrôles au faciès, en reproduisant les logiques de « faire mourir, laisser vivre » envers les personnes non blanches, en spatialisant une norme phénotypique au sein de la ville. En ce qui me concerne, je problématise mon positionnement : qui suis-je sur le terrain ? Une femme chercheuse-solidaire, blanche, européenne, de classe moyenne. Je suis une femme, jeune : plein

¹⁸ Le concept de colonialité a été théorisé par le sociologue péruvien Anibal Quijano qui utilise ce néologisme afin d'indiquer la « logique culturelle du colonialisme » (C. Comelli, 2022 : 95). Puisque l'idée de colonialisme renvoie à une expérience conclue avec les processus de décolonisation, afin de souligner l'impact perdurant d'un tel modèle de pouvoir sur nos sociétés contemporaines, Quijano utilise la définition de colonialité (*idem*). Selon Quijano ce modèle commence avec la conquête des Amériques et le contrôle européen sur l'Atlantique, dont le début se situe symboliquement en 1492, avec l'expédition de Christophe Colomb. Les débats sur les concepts de postcolonial / colonialité, décolonisation / décolonialité ont dès lors connus un grand intérêt, à la fois au sein des sciences sociales et dans les mondes militants.

de fois, je me suis sentie mal à l'aise sur le terrain, en rencontrant quelqu'un qu'au bout de quelques échanges seulement, me demande si je suis mariée ou si je peux laisser mon numéro. D'autres fois, je me suis sentie en danger. Trop souvent, ce sont mes camarades femmes qui se sont senties de cette manière. L'identité de genre n'est pas neutre dans les rapports intersubjectifs, dont certains résultent être complexes, non voulus et violents. Ces dynamiques sont exacerbées dans une zone de frontière et de transit, où les rapports personnels et interpersonnels sont immergés dans un contexte de violence et de précarité. Face à ces considérations, partagées et pensées collectivement au sein de mon collectif, nous avons recherché des stratégies vouées à problématiser cette question et à répondre concrètement aux situations problématiques, en créant des « espaces surs » non-mixtes, de partage d'expérience, de réflexion et de recherche de pratiques, collectives et individuelles, afin de répondre à celles-ci. Au même temps, ma couleur de peau, ma carte d'identité et mon passeport, la possibilité d'acheter un titre de transport m'ont toujours permis de traverser cette frontière, et bien d'autres en réalité, avec toute facilité. Dans ce cas, les personnes qui ne possèdent pas ce privilège, trouvent d'autres moyens pour passer la frontière, parfois de façon illégale ou pour mieux dire, illégalisée. Au quotidien, la question du privilège est aussi très visible : la possibilité de s'asseoir sur la terrasse d'un café ou de rentrer chez soi lorsqu'on se sent fatiguées, la possibilité de manger et de dormir selon ses propres rythmes et besoins, ce sont des exemples concrets des champs de possibilité et des formes de privilège que nous retrouvons sur ce terrain et qui constituent un écart entre les personnes en transit et les activistes et/ou les chercheurs, elles et eux aussi souvent blanc.hes, européen.nes, de classe moyenne. Le privilège est donc un élément autour duquel se construisent les « frontières du possible » et qui doit être pensé comme élément contribuant à un « écart relationnel et politique » à la fois en tant qu'activiste et chercheuse. Sur mon terrain j'ai voulu être *complice* avec les sujets dont les pratiques j'entendais interroger et me mettre à disposition dans la tentative de transformer mes propres privilèges en instruments de lutte. En effet, le paradoxe intrinsèquement lié au champ de la solidarité est la position d'« outsider » que, le plus souvent, les activistes occupent, ne subissant pas directement l'oppression que l'on combat (Borghi, 2020).

La question du privilège se traduit dans un questionnement méthodologique fondateur de la pratique ethnographique dans des contextes marqués par un fort déséquilibre de positionnements : comment demander un entretien à une personne qui n'a pas mangé depuis plusieurs jours ? Comment construire des espaces de rencontre dans un lieu saturé de pratiques de contrôle policier qui demandent de rester cachés, invisibles ? Comment construire des

rappports de confiance, en tant que personne blanche, quand la violence de ligne de la couleur empreigne les rapports intersubjectifs ? Comment la présence de la chercheuse est perçue au sein du terrain ? Policière, agente des services secrets, journaliste, activiste, trafiquante, prostituée : il s'agit des statuts que j'assumais en fonction des regards et des perceptions des personnes sur le terrain, ce qui est assez recourant dans les lieux de frontière, où la présence des personnes blanches est intrinsèquement interrogée à partir des expériences de vie des personnes ou des jeux de pouvoir qui se créent au sein du terrain qui est, en définitive, un espace relationnel. En effet, Omid, un réfugié sahraoui habitant au campement informel sous le pont, m'avait avoué que certains passeurs alimentaient l'idée que nous, les activistes, on travaillait avec la police italienne afin de créer une distance avec les personnes en transit qui, ainsi, n'allaient plus nous faire confiance et étaient donc obligées de dépendre des réseaux de business des passeurs afin d'obtenir tout type d'aide ou de facilitations.

Or, en tant que chercheur.ses nous ne pouvons pas négliger les effets que notre présence produit sur le terrain d'étude, ce qui aura sans doute un impact concret au niveau de l'accès au terrain et aux relations avec nos interlocuteurs. Ces questions conduisent à des véritables défis méthodologiques car concernant les processus d'extraction du matériel d'étude et, par conséquent, les modalités de production du savoir.

En définitive, l'ethnographie conduite à partir d'une approche militante est fondamentalement critique, participative, transformative, située et conflictuelle (dans la mesure où elle ne se veut pacificatrice, quand plutôt provocatrice et perturbatrice). A la manière du « kit décolonial » de Rachele Borghi (2020) ou la « trousse d'outil pour les alliées aux luttes autochtones » (Réseau, 2019), je pense que les pages qui suivent permettent de poser les jalons pour fabriquer des outils pratiques, méthodologiques et épistémologiques sur la question du positionnement et des rapports avec les sujets sur le terrain.

1.2 Décoloniser l'ethnographie : terrains, méthodologies, notes terminologiques

Décoloniser l'ethnographie signifie regarder notre discipline dans une dimension historique et critique. Cela signifie garder en tête, lorsqu'on observe le présent, la « généalogie des catégories et des pratiques » (Beneduce, 2019 : 12) qui orientent le discours anthropologique : celles-ci ont été pensées et forgées dans un particulier moment historique, caractérisé par la « situation coloniale » (Balandier, 1951), la structuration des empires coloniaux et les processus de décolonisation qui en ont suivis. A un niveau épistémologique, il est essentiel de situer les catégories que nous mobilisons et avec lesquelles nous dialoguons dans un processus

diachronique, qui regarde à ses racines afin de les mettre à critique. Surtout si elles plongent dans un terrain où les formes de violence les plus brutales s'accompagnent de systèmes de violence plus imperceptibles, de dépendance et de pouvoir qui certainement n'ont pas disparues avec les processus de décolonisation. Pour un travail qui analyse les processus migratoires contemporains, il est indispensable de retenir et analyser les liens établis par la colonisation en termes politiques et économiques y compris dans ses formes contemporaines. Ces formes ce sont les processus de la dialectique entre « colonialité » (Borghi, 2020), en tant que reproduction de formes d'oppression et de pouvoir envers les subjectivités assujetties et « decolonialité », les pratiques de résistance qui s'y opposent.

Il n'est pourtant pas envisageable de passer sous silence les rapports de force intrinsèques à l'approche ethnographique et au pouvoir de sa parole : De Certeau (2016 ; 1975), en analysant les processus de rencontre pendant la période coloniale, fait une comparaison entre une « parole qui ne va pas loin », qui « ne retient pas » et une écriture (celle de l'ethnologue) qui « envahit l'espace et capitalise le temps », qui « fait l'histoire ». A propos de l'ambivalence de la parole ethnographique, Beneduce va plus loin en parlant de la « sensation d'une asymétrie persistente dans le pouvoir de faire l'histoire, ce qui constitue une raison de souffrance et d'incertitude dans la relation ethnographique, loin d'être résolu » (Beneduce, 2010 : 23).

Or, ces réflexions font partie de ce que j'appelle, avec Bensa et Fassin, les politiques de l'enquête (2008), permettant la nécessaire exploration des conditions épistémologiques et politiques qui structurent la rencontre ethnographique :

« L'analyse critique de la situation ethnographique – en tant que scène historique où se joue la rencontre entre l'anthropologue et ses interlocuteurs – et de la relation ethnographique – en tant que rapport inégal qui se noue entre l'enquêteur et les enquêtés – est pour nous la condition de possibilité d'un savoir anthropologique ou sociologique » (Bensa, Fassin, 2008 : 9).

Si la dimension du pouvoir structure la relation ethnographique, elle traverse tout rapport intersubjectif : cette prise de conscience a amené notre collectif à ralentir le temps pressant qui caractérise le travail à la frontière afin de multiplier les moments autoréflexifs et autocritiques sur les approches que nous mobilisons, comme occasion pour repenser nos pratiques et les discours que nous élaborons. Ces moments de relecture et de mise à critique des catégories et des pratiques de la part des activistes, s'imposent de plus en plus dans l'organisation quotidienne des activités. La juxtaposition des temporalités de l'activité politique à la frontière voit d'une part une dimension plus « sur le vif » caractérisée par l'urgence, l'émergence, la

vitesse, et, d'autre part, les pratiques qui marquent un temps lent, comme l'ethnographie ou l'activisme et la création d'alliances.

1.2.1 Le regard ethnographique

La restitution de notre regard passe par le langage. bell hooks parle du langage (et des silences dont il se compose) comme un lieu de résistance, de lutte : un champ de bataille. L'espace du théoriser est un lieu choisi, qui se compose d'histoires et de vécus ; les mots que l'on utilise résonnent de multiples voix, de multiples lieux, d'innombrables rencontres et, dans le cas de cette thèse, d'histoires de luttes incessantes. Cette complexité, constitutive de notre corporéité, devient parole, murmurée ou hurlée, parfois est un silence.

« Je me suis efforcée de changer ma façon de parler et d'écrire, d'intégrer la géographie dans mes récits : non seulement où je suis maintenant, mais aussi d'où je viens, et les multiples voix qui sont en moi. J'ai été confrontée au silence et à l'incapacité de m'exprimer. Lorsque je dis que ces mots naissent de la souffrance, je fais référence à la lutte personnelle que l'on mène pour définir la position à partir de laquelle on donne de la voix - l'espace de théorisation » (bell hooks, 2000 : 122).

Les théories et les structures conceptuelles que je mobilise sont essentielles dans la mesure où elles aident à déchiffrer la réalité sociale au-delà de son immédiateté ; elles sont également choisies et construites à partir d'une affinité avec le regard qui les a élaborées, le parcours expérientiel que j'ai vécu, les personnes que j'ai rencontrées tout au long de mon chemin de recherche.

La théorie positiviste, qui a prédominé une large partie de l'histoire de la discipline anthropologique, visait à trouver les lois sous-jacentes à la réalité sociale, à la manière d'un calcul mathématique sur les populations et leurs pratiques. Cette conception de la réalité sociale envisage un rapprochement entre les sciences de la nature et les sciences sociales dont les règnes respectifs pouvaient donner lieu à des taxinomies, des comparaisons, des modèles (évolutifs, de développement, d'expiration), des logiques de causalité.

Cette thèse vise à contribuer à la déconstruction du savoir positiviste et au renversement du processus épistémologique qui le régit, en concevant la proximité avec le terrain et l'engagement avec la réalité sociale de ses interlocuteurs des variables constitutives du processus de connaissance. L'ethnographie, en tant que champ relationnel, difficilement assure une distance, une objectivité et une neutralité, longtemps prêchées comme les conditions de

garantie d'une objective recherche de terrain. A l'inverse, la dynamique des mondes sociaux est un indicateur de la complexité d'un champ social, qui doit toujours être regardés de près, du dedans, pour être comprise, expliquée, restituée. Le regard de l'ethnographie est situé et historicisé.

Le processus de construction de la connaissance est toujours aussi, et peut être surtout, un processus de déconstruction. Parmi d'autres, Taussig a contribué à mettre en lumière la construction historique des paradigmes scientifiques, afin de surpasser leur prétendue naturalisation, ce qu'il met en lien avec les effets épistémologiques du capitalisme : la négation, de la part des membres de la société, de la construction sociale du réel en légitimant les catégories réifiées de celui-ci. En déclinant une catégorie marxiste dans le contexte observé, il faut regarder la frontière non pas en tant que chose mais en tant qu'ensemble complexe de relations sociales :

« Une approche des frontières intellectuellement honnête et politiquement responsable doit en fait se fonder sur une historicisation radicale capable de dénaturer et de politiser ce que le régime frontalier actuel a naturalisé et dépolitisé¹⁹ » (*Khosravi, 2019 :12, traduit de l'italien par moi-même*).

Ces raisonnements amènent à dénaturer le concept de frontière afin de mettre en lumière ses origines politiques, donc à replacer cette catégorie dans l'histoire. Car, autrement, l'on fait face au risque de réification de la frontière en la conceptualisant en tant qu'objet naturel et non pas comme objet sociologique, politique et économique²⁰. Dans ce sens, « le contexte de frontière » - régit par des logiques complexes et par des intérêts de multiple nature – est analysé en fonction des impacts que celui-ci produit sur les subjectivités qui le traversent et qui, par conséquent, contribuent à sa dynamique. Loin d'être un objet immobile et circonscrit, la frontière est un espace poreux et continuellement négocié. Cette thèse restitue une perspective depuis et sur les frontières, une perspective qui regard à l'histoire sociale à partir de la réalité des frontières et des logiques qui les font exister. Les frontières sont ici entendues comme des régimes spatio-temporels paradoxaux, entre « tension et conflits, partition et connections, traversées et

¹⁹ Langue originelle : “Un approccio delle frontiere intellettualmente onesto e politicamente responsabile deve infatti basarsi su una storicizzazione radicale in grado di denaturalizzare e politicizzare ciò che l'odierno regime delle frontiere ha naturalizzato e spoliticizzato” (Khosravi, 2019:12).

²⁰ La théorie de la réification théorisée par Lukàcs regarde la problématique de la structure de la marchandise. Son fondement est que « un rapport, une relation entre personnes, reçoit le caractère de la chose et donc assume une « objectivité fantasmatique » une autonomie qui apparaît autant rigoureusement aboutie et rationnelle qu'elle occulte toute trace de son essence la plus intime : le rapport entre les hommes ».

barricades, vie et mort » (Mezzadra, Neilson, 2008, traduit de l'anglais par moi-même ²¹) ; les frontières produisent tant de la connexion que de la division. Mon regard se situe dans cette dialectique ontologique qui fait l'objet-frontière : loin de le conceptualiser comme un objet naturel, je propose de le lire en tant que produit historique et social, constamment manipulé, négocié, défié.

En définitive, le regard s'enracine et la perspective se situe *sur* la frontière et regard la ville et, en regardant la ville, elle revient sur ce qui produit une frontière.

1.2.2 Privilèges de la recherche

Le dispositif frontière évolue en fonction des routes migratoires, en s'adaptant aux nouveaux parcours et aux nouvelles pratiques des personnes en mouvement. Si le premier tournant qui a marqué l'histoire contemporaine de cette frontière remonte à l'année 2015, nous pouvons observer les changements en cours depuis mars 2020, à la suite de l'annonce du premier ministre italien (de l'époque) Giuseppe Conte, qui instaure le confinement en raison de la situation sanitaire. J'étais à Vintimille à ce moment-là et, précipitamment, j'ai décidé de prendre un train le matin suivant pour rentrer à Gênes, où j'habitais, en ignorant que pendant les trois mois suivants je n'aurais plus pu rejoindre mon terrain de recherche. Pendant le mois de confinement, vécus entre Gênes et Parme, j'ai essayé de rester informée sur ce qui se passait à Vintimille et à la frontière : une entreprise assez difficile et pleine de frustration. J'ai pu participer une fois par semaine aux réunions *operativi* à savoir les réunions qui réunissent les collectifs, les associations et les ONG qui travaillent sur ce terrain. Seules certaines ONG étaient autorisées à se déplacer et à mener leurs activités, ce qui me permettait d'accéder à des informations sélectionnées, indirectes et non vérifiables sur le coup, donc en général partielles. Ce moment historique était (a été, est ?) assez particulier pour toute la population européenne, qui faisait l'expérience des interdictions, des limitations et d'un climat général de répression de la liberté de mouvement. D'autre part, ces interdictions ont impulsé des transgressions aux limitations de mouvement. Ce dernier élément a été assez présent dans les débats de ce moment, notamment parmi les chercheurs travaillant sur les thèmes des migrations internationales car, pour la première fois dans l'histoire récente, nous, chercheur.ses blanc.hes, européen.nes, vivions une expérience similaire à celle des personnes sans documents. Ce moment historique m'a donc permis de pousser la dimension réflexive autour du positionnement de la chercheuse,

²¹ Mezzadra, Neilson (2008). La traduction est la mienne. La version originelle, en anglais : « tension and conflict, partition and connection, traversing and barricading, life and death », <https://transversal.at/transversal/0608/mezzadra-neilson/en>

de ses privilèges, de l'asymétrie de pouvoirs qui caractérise la relation avec nos interlocuteurs et interlocutrices.

En ce qui concerne ma recherche doctorale, réalisée dans le cadre d'une cotutelle, cet aspect est encore plus visible. Je n'ai jamais été niée de la possibilité de bouger de part à l'autre de la frontière, y compris des frontières de langue, aisément traversables grâce à la formation que j'ai eu la possibilité d'obtenir, à la possibilité de vivre à la fois en Italie et en France et de suivre mes études au sein de deux universités : tout cela a été possible grâce à mon statut social et juridique, à la couleur de mon passeport, au fait d'être née du bon côté du monde. Combien de fois, en rentrant en Italie pour les vacances de Noël ou allant en France pour la rentrée universitaire, j'ai agi ce privilège ? L'ethnographie des voyages en cars parcourant des trajets transfrontaliers a été sans doute un terrain d'essai des dynamiques qui sont décrites dans ces pages : quasiment dans tous les voyages que j'ai effectués la police aux frontières, chargée du contrôle des moyens de transport en direction de la France au niveau du tunnel du Fréjus, ont fait descendre une, voire plusieurs personnes, susceptibles de ne pas posséder les documents nécessaires.

Ces considérations sont indispensables à la compréhension de la dimension du privilège qui structure les champs de possibilité, y compris relativement à la pratique ethnographique. L'autre face de la médaille, relativement à cette question, concerne l'impossibilité d'accéder à des lieux d'observation : les containers aux postes-frontières, les bus destinés aux transferts forcés, le camp de la Croix-Rouge et, en général, les lieux de rétention, mais encore les espaces « intimes » des trafics, les bureaux de police de frontière. Cette impossibilité est dictée, d'une part, (et paradoxalement) du fait de posséder ces privilèges : posséder un passeport européen empêche d'accéder aux lieux de rétention réservés aux migrants irréguliers ; d'autre part, cette impossibilité dérive du positionnement sur le champ de recherche : j'aurais pu choisir de travailler du côté des opérateurs humanitaires dans les camps gouvernementaux ou des forces de police de frontière. En ce sens, « l'accès au terrain impose une réflexion sur la nature des terrains fermés, des terrains « minés » [Albera, 2001] ou « sensibles » [Bouillon, Fresia et Tallio, 2006] et sur les limites empiriques et théoriques qu'ils donnent au travail d'enquête » (Makaremi, 2008 : 166).

1.3 Méthodologies

En critiquant la vision des frontières comme des lignes neutres, nous remettons également en question la notion selon laquelle la méthode est un ensemble de techniques déjà données et également neutres qui peuvent être appliquées à différents objets sans modifier fondamentalement la façon dont ils sont construits et compris (Mezzadra, Neilson, 2013 : 35, traduit de l'italien par moi-même²²)

Tout d'abord, mon parcours de recherche n'a pas suivi un cours usuel. N'étant pas boursière, j'ai réalisé mon doctorat tout en travaillant au même temps. L'expérience de recherche a été pour moi à la frontière entre le monde académique et le monde du travail, en dehors des murs de l'université. D'une part, ceci a signifié être dans l'obligation de conduire au moins deux activités professionnelles pendant toutes ces années ; cette imposition a stimulé un questionnement sur la stratification des formes de privilèges que nous tou.tes incarnons. Toutes les expériences personnelles et professionnelles que j'ai accumulés pendant ces années m'ont permis de comprendre les multiples formes de privilège que je possède, en tant que citoyenne européenne, blanche, de la classe moyenne, avec des parents qui tant mal que bien peuvent me supporter économiquement. Tout de même, si travailler dans l'institution-université est sans doute une forme de privilège, y travailler à titre gratuit en change sûrement la donne. D'autre part, il s'est agi d'avoir la possibilité, en travaillant dans des champs professionnels inhérents à mes champs de recherche, de sonder les applications pratiques de l'anthropologie et des sciences sociales dans des champs de la réalité sociale auxquels je me confrontais avec la casquette de l'éducatrice, de l'AESH, de l'anthropologue au sein d'une équipe d'ethnopsychiatrie... Jongler systématiquement entre des terrains réflexifs et des terrains pratiques, des arènes théoriques et des problèmes matériels a constitué une richesse unique. J'ai pu voir, tant en Italie qu'en France, la manière dont les savoirs professionnels et les expériences subjectives sont confrontés dans des écoles en banlieues lyonnaises, à la frontière entre deux Pays, dans les services pour toxicomanie dans le Levant ligurien. Les pratiques, les méthodes et les catégories de l'anthropologie m'ont accompagné pendant ce parcours ethnographique et professionnel qui est raconté tout au long de cette thèse doctorale.

Mon terrain de recherche a dévoilé le nécessaire dynamique des sciences sociales qui accepte de se réinventer, lorsque les variables relationnelles et contextuelles changent. D'autant plus

²² Langue originale : Criticando la visione dei confini come linee neutrali, mettiamo anche in discussione la nozione per cui il metodo sarebbe un insieme di tecniche già date e anch'esse neutrali, che possono essere applicate a diversi oggetti senza alterare in modo fondamentale i modi in cui sono costruiti e compresi (Mezzadra, Neilson, 2013: 35)

que ces « variables », pour nos disciplines, ce sont les personnes en char et os, leurs histoires et leurs vécus, ainsi que notre « être » (*stare*) face à elles. Le contexte matériel et social de la recherche influe grandement sur le processus de construction du savoir ; à Vintimille, un contexte qui est fortement hostile et violent, les défis d'ordre méthodologique, mais aussi et surtout, humain et éthiques, sont nombreux. La pratique ethnographique est, dans ce sens, une pratique de la négociation de soi avec l'Autre, avec le contexte et ses aléas (avec les interlocuteurs, de la présence du chercheur, de la présence du magnétophone, de la caméra, de l'appareil photo...) que j'ai pu expérimenter pendant ces cinq dernières années. Si à une première lecture la méthodologie ici présentée et mobilisée pourrait être définie comme désordonnée ou dérégulée, elle a pourtant essayé d'embrasser la complexité du terrain d'étude, ses contradictions et ses contraintes, tout en tenant des lignes de conduite spécifiques.

Les matériaux ethnographiques qui construisent cette thèse sont de différente nature. Premièrement, cette thèse est la restitution d'un travail qui se vaut collectif et choral, réalisé à partir de pratiques et des moments de réflexions collectifs : les moments d'élaboration de matériaux autoproduits (guides, cartes, reportages ou compte-rendu, actions d'*advocacy*²³), les heures innombrables de réunions et assemblées, les nombreuses présentations et cours dans les écoles et les universités (dont les questions et les suggestions des différents « publics » sont systématiquement prises en compte dans les réélaborations successives) constituent la base vivante du travail de systématisation des données, souvent conduits avec d'autres personnes. Dans ce sens, mes mots restituent aussi le déroulement d'un processus collectif d'observation, d'analyse et d'action, en dialogue avec mon regard, mes catégories et mes expériences qui, à leur tour, émergent à partir de cette incessante confrontation. L'immersion profonde dans le terrain de recherche n'équivaut quand même pas à une lecture romantique des mouvements sociaux ou de la solidarité : elle a permis de comprendre la complexité, les contradictions, les conflits de mondes en lutte.

Les limites intrinsèques au nécessaire positionnement dans un terrain hautement conflictuel est la difficulté d'accès aux discours des autres acteurs et actrices qui constituent le champ social. Pour cette raison, le travail de lecture et d'analyse de sources « indirectes » a été nécessaire afin de complexifier la partialité du regard : parmi celles-ci, les articles de journaux locaux

²³ Pour l' « association pour les études juridiques sur l'immigration » (ASGI), faire *advocacy* signifie « représenter un groupe et le protéger face aux pouvoirs constitués, en influençant aussi les mécanismes de *decision making* politiques et juridiques, en produisant par exemple des analyses et des lignes de conduites afin de promouvoir et favoriser la correcte application de la loi sur l'immigration, l'asile et la citoyenneté », ASGI, <https://www.asgi.it/attivita/advocacy/>, consulté la dernière fois le 09/08/23.

(notamment *Riviera 24* et *Il Secolo XIX*) et nationaux, les *communities* et groupes dans les réseaux sociaux, les reportages des émissions télévisées constituent des récits significatifs permettant d'accéder à d'autres positionnements, imaginaires, langages.

1.3.1 Les entretiens

Mon terrain de recherche a entraîné des questions fondamentales sur la pratique ethnographique et les outils traditionnellement mobilisés par celle-ci. Le matériel de recherche est constitué principalement par les carnets de terrain, qui récoltent les notes prises sur le terrain ou immédiatement après, l'annotation de conversations informelles, la réalisation et l'enregistrement d'entretiens semi-dirigés. Ces derniers ont été réalisés avec les personnes avec qui j'ai créé un rapport plus stable et intime, moins éphémère et avec lesquelles la question de réaliser un entretien ne risquait pas de résonner comme une question mal placée, maladroite, voire violente. Les destins des personnes interviewées à Vintimille ont suivi des géographies variables, parfois différentes des projets initialement prévus : qui a pu passer la frontière et se retrouve en France ou d'autres pays en Europe, qui est resté à Vintimille, en présentant une demande d'asile auprès de la *Questura* di Imperia, qui dans d'autres villes en Italie, d'autres encore renvoyées dans le pays européen où elles avaient laissées les empreintes digitales, selon les principes du règlement Dublin. Dans une zone de frontière les projets initialement prévus peuvent être reformulés ou renégociés. Dans un territoire de frontière demander un entretien peut être une forme de violence, d'invasion ; cela peut être perçu comme un geste de reproduction des rapports coloniaux. De Certeau (1975 : 253) a analysé cette question en parlant de la naissance de l'ethnologie lorsque l'on voyait s'opposer une parole qui « ne va pas loin », « ne préserve pas » et une écriture qui « envahit l'espace et capitalise le temps », qui « fait l'histoire ». Dans la relation ethnographique ce qui se joue et ce qui crée asymétrie est le pouvoir de faire l'histoire (Beneduce, 2010 : 23). C'est encore Beneduce qui dit que le regard ethnographique ne peut pas oublier que pendant des milliers d'années le blanc a eu le privilège de regarder sans être regardé : pour cette raison nous sommes obligé.es à regarder vers le passé et regarder ce que les autres ont laissé, en interrogeant la généalogie d'ambiguïtés, suspects et manipulations (Beneduce, 2010 :43). Les rapports de violence intrinsèques à l'« rencontre ethnographique » ont pourtant été peu explorés par les sciences sociales. Encore une fois, l'anthropologie doit faire face à son histoire coloniale : cette généalogie historique est fortement interconnectée avec ses pratiques et ses outils méthodologiques.

Je demandais à Abdul sa disponibilité à réaliser un entretien avec moi. Sa réponse m'a surprise et m'a beaucoup fait réfléchir. L'échange a été le suivant :

« *Est-ce que tu aurais envie de réaliser un entretien avec moi ?* »
« *Oui... mais uniquement si je peux éviter de raconter mon histoire du début, je l'ai raconté déjà plein de fois et c'est toujours les mêmes questions, je n'ai pas envie de devoir tout raconter du début* »

« *Bien sûr. Mes questions tourneraient plus autour de comment les personnes habitent la ville de Vintimille, quelles sont les expériences quotidiennes des demandeurs d'asile ou de personnes en transit dans l'espace urbain* »

« *D'accord, si c'est pour parler du présent, de ma vie ici à Vintimille pas de soucis* » (notes du carnet de terrain, 05/01/2020).

Cet extrait de carnet de terrain met en évidence plusieurs éléments qu'il convient d'explicitier. Tout d'abord, les rapports de pouvoir intrinsèques aux rapports sur le terrain. Deuxième chose, la fréquence avec laquelle les personnes demandeuses d'asile notamment sont contraintes à raconter leurs histoires. Cet aspect est très actuel dans les débats autour des recherches concernant les entretiens à l'OFPRA pour l'évaluation des demandes d'asile, par exemple. Les mots d'Abdul ont produit en moi un fort sens de malaise, causé par la sensation d'agir une invasion et une intrusion dans son histoire de vie. Son refus de se soumettre pour l'énième fois à cette épreuve est une réaction spontanée d'Abdul à la violence qui était derrière ma question. Cette violence doit interroger nos pratiques de recherche, les rapports de pouvoir et de domination que la rencontre ethnographique met en scène. bell hooks écrivait à ce propos : « parle seulement de cet espace dans les marges qui est un signe de privation, une blessure, un désir non réalisé. Ne parle que de ta douleur²⁴ ».

Cet extrait de conversation dévoile donc la violence intrinsèque à la pratique ethnographique qui très souvent produit un processus d'extractivisme du savoir sur les personnes et non pas avec les personnes, causé aussi par le besoin de productivité qui domine le monde de la recherche. Cette tendance à la prédation de l'ethnographie est l'un des penchants épistémologiques que mon terrain de recherche m'a demandé de renverser.

En effet, si j'ai pu réaliser des entretiens avec les migrant.es en transit, demandeurs d'asile ou personnes ayant obtenu la protection internationale, c'est grâce au fait d'avoir pu me sentir à

²⁴ bell hooks, *Yearning: Race, Class and Cultural Politics*, p. 15.

l'aise à demander de réaliser des entretiens lorsque j'avais pu établir une relation de confiance avec les personnes ; souvent, ce moment s'est présenté une fois que la personne avait pu rejoindre la France ou d'autres pays, à savoir une fois qu'elle avait réussi à passer la frontière ; dans trois occasions elles ont été réalisées à distance, via des appels-vidéos. Si d'une part, la contrepartie et le risque de ce choix, étique et politique mais aussi méthodologique, est de collecter moins d'entretiens structurés et enregistrés, j'estime que, d'autre part, cette approche reste cohérente avec une approche ethnographique militante. Parmi le matériel recueilli, une partie précieuse résulte de la retranscription des entretiens non enregistrés ou des conversations informelles, y compris postérieurement à l'échange advenu. Pendant ces moments, caractérisés par la spontanéité des échanges, l'informalité des contextes et l'absence des dispositifs tel le magnétophone, les échanges ont été particulièrement intenses et riches. Plus facile a été sans doute réaliser des entretiens avec les activistes et les solidaires, avec lesquels le sentiment d'invasion et de violence était moins oppressant. Tous les prénoms des personnes interviewés ont été changés afin d'assurer un anonymat, ce qui est souvent explicitement demandé par les personnes.

1.3.2 Pratiquer la solidarité

Une grande partie du matériel récolté a été recueillie à partir des situations rencontrées en participant activement au quotidien du terrain : dans la rue, en frontière, à la gare, dans les permanences juridiques et les lieux solidaires, pendant les *monitoraggi*²⁵. Prendre parti à la réalité quotidienne et « en train de se faire » du terrain d'étude permet la réalisation d'une ethnographie vivante, dont les contours s'établissent en prenant partie à la scène que l'on se veut décrire et déchiffrer. J'ai pu connaître les histoires des personnes, leurs projets et leurs vécus grâce à mon positionnement actif et participatif sur le terrain, qui immédiatement *situait ma présence*, notamment à partir d'une approche pratique sur le terrain. Cette approche se traduit dans une manifestation, ouverte et explicite, de solidarité envers les personnes qui défient les dispositifs frontaliers. Cette approche amène également à une exposition de la

²⁵ J'analyserai plus dans le détail cette pratique politique dans les chapitres suivants. En synthèse, les *monitoraggi* (« monitoring » en français ou, pour utiliser une formule venant des univers anglophones, *cop watching*) ce sont des activités d'observation des dynamiques qui se produisent à la frontière et en ville (pratiques de contrôle, éventuels abus ou non-respect des droits, trafics) et de leurs évolutions au cours du temps. Cette observation suppose une éventuelle action si elle repère des situations de nécessité (personnes en danger, situations de risque).

chercheuse, dont la présence sur le terrain est loin d'être neutrale, à la fois aux yeux des personnes migrant.es, des forces de l'ordre, des riverains de la ville.

Les pratiques quotidiennes de solidarité à la frontière se définissent sous le signe d'un défi, d'une transgression ou, du moins, d'une négociation de la réalité en vue de sa transformation. Offrir et partager un repas là où une ordonnance communale l'interdit, s'arrêter à parler avec quelqu'un en temps de pandémie lorsque la proximité est soumise à des restrictions deviennent alors des pratiques de redéfinition de l'existant. C'est justement dans ce contexte que l'ethnographie acquiert des potentialités de création d'alliances imprévues. A travers d'échanges autour d'un repas partagé, pendant le pansement de blessures, pendant les séances des cours de langues ou des permanences juridiques j'ai connu la géographie des routes migratoires, les conditions de vie dans les pays de départ, les expériences de violence tout au long des parcours, les racontes des multiples traversées des frontières. Si pratiquer la solidarité ne peut pas être un choix méthodologique, dans la mesure où cela serait instrumental et non authentique, cela entraîne néanmoins des conséquences directes dans les champs d'application des méthodes ethnographiques.

1.3.3 Terminologies

D'un point de vue méthodologique, cette thèse incarne et se situe sur un espace de frontière (linguistique, nationale, de positionnements, entre mondes professionnels et disciplines). Comme nous avons souligné plus haut, cette thèse a été conduite par une chercheuse italienne, étudiant en France, travaillant à la frontière entre ces deux Pays. Pour cette raison, le *theoretical framework* est construit en puisant dans la littérature italienne, française, anglophone et, dans une moindre mesure, espagnole. La première remarque vise à expliciter la contradiction que j'incarne lorsque je mobilise un corpus de savoirs hégémoniques : hégémoniques car ils ont été élaborés ou traduits dans les langues dominantes, européennes et anglophones ; hégémoniques car construits avec un langage le plus souvent académique et donc difficilement et sélectivement accessible. D'ailleurs, les entretiens et les conversations avec les personnes sur le terrain ont été réalisés à la fois en français, italien, anglais et espagnol, ce qui pose la problématique de la traduction et de la médiation linguistique. La difficulté majeure d'une thèse qui se situe sur un espace de frontière linguistique consiste dans l'acte de traduire dans une seule langue une multitude de langues et langages. D'ailleurs, si j'ai malgré tout pu échanger avec les personnes temporairement bloquées à la frontière c'est parce que le colonialisme joue

fortement sur un plan linguistique : souvent, dans les anciennes colonies, qui correspondent en grande partie aux pays de départ des personnes en mouvement, l'on parle l'une de ces langues européennes.

Or, il faut introduire certaines considérations d'ordre lexical. Pour des raisons de fluidité de la lecture, j'ai décidé de traduire tous les passages du texte en français. En revanche, afin de garantir l'authenticité des expressions des personnes, j'ai reporté toutes les parties originelles dans une note en bas de page. Le matériel de terrain, à savoir les entretiens et les notes de terrain extraites des carnets de terrain, se trouvent en exergue et en italique dans le texte, avec une interligne réduite afin de les signaler dans le corpus du texte ; les articles de presse, les documents officiels et les références bibliographiques se trouvent entre guillemets, en caractère normal, avec une interligne réduite. Toutes les traductions ont été effectuées par moi-même et les versions originelles ont été reportées en note en bas de page. J'ai fait ce choix car je pense, avec Heidegger, que chaque traduction porte en elle le germe de la trahison et que, pour cette raison, le lecteur doit avoir accès aux énoncés tels qu'ils ont été formulés par ses auteurs et autrices. Cette question est d'autant plus nécessaire en ce qui concerne les entretiens : les mots et les expressions font partie de dispositifs de sens et de significat culturellement et linguistiquement déterminés ; par conséquent les traduire dans une autre langue contient le risque de perdre le cadre des références des sujets.

En me situant sur un espace de frontière, y compris linguistique et sémantiques, l'explicitation de certaines terminologies et de leurs traductions est indispensable à la compréhension du matériel ethnographique. Tout d'abord, le terme « frontière », en français, contient les différentes nuances de ce concept. Très rarement nous mobilisons « confins » et cela plutôt pour parler des limites spatiales d'une entité politique (« les confins de l'empire »). Or, en italien nous avons deux mots : « *frontiera* » et « *confine* ». Les acceptions de ces termes dépendent évidemment du champ disciplinaire dans lequel on les utilise, parmi ceux-ci le droit international et en géographie politique. « *Frontiera* » indique une portion de territoire qui s'écoule entre deux entités étatiques et qui existe en protection du « *confine* » et qui, pour cela, s'équipe de dispositifs de contrôle et de défense. Il s'agit d'un terme plus poreux et indéfini qui est susceptible de se transformer, de bouger, de se réadapter. « *Confine* » est la limite (*limes*) qui divise deux entités connues dont la souveraineté est ainsi délimitée et reconnue. En anglais nous avons trois termes « *border* », « *frontier* » et « *boundary* » : le champ sémantique se complexifie. Or, sans vouloir prétendre de faire une analyse des acceptions sémantiques, ce qui m'intéresse à retenir pour le moment c'est la complexité de ce concept, dénotée par sa

polysémie, ce qui traduit également dans la matérialité de son existence. C'est justement la polysémie des formes, des processus et des pratiques de frontière qui est décrite tout au long de ces pages.

La définition qui mieux embrasse la diversité des catégories de personnes que je rencontre à Vintimille est celle de « personnes temporairement bloquées », à la fois dans les zones de frontière et en ville, à cause de dispositifs matériels et/ou administratifs, ainsi que des politiques migratoires et de gestion des frontières. En effet, ce terrain est habité à la fois par des personnes en transit, dont les projets consistent à continuer le voyage, et par des personnes demandeuses d'asile en Italie qui, n'étant pas pris en charge par le système d'accueil, se trouvent à habiter sur le territoire pendant une temporalité indéfinie ou encore, par les personnes « dublinées ». Afin de dépasser les biais d'ordre terminologique entraînés par le terme « migrant », qui parfois résulte être erroné²⁶ et, en général, connoté à priori²⁷, j'ai décidé de mobiliser une terminologie inclusive des différentes situations rencontrées. Une différenciation ultérieure réside dans le fait de posséder ou pas les (bons) documents. Lorsque nécessaire en vue de préciser certaines situations, parcours ou expériences je spécifierai cette variable. Je précise que sur le terrain on entend souvent le terme « *chabab* » (« jeune » en arabe) : il s'agit d'un terme neutre car il permet de sortir des logiques de catégorisation juridique mais qui est pourtant susceptible de véhiculer une forme de discrimination pour les migrants n'étant pas arabophones. D'autres termes mobilisés par les personnes sont « migrant », « réfugié » (au-delà de l'effective reconnaissance du statut juridique), « personne en mouvement ».

1.3.4 Un terrain et un champ d'étude encombrés ?

Depuis 2015 notamment, la frontière franco-italienne a fait l'objet d'une attention particulière au sein du monde de la recherche, en sciences sociales notamment et à un niveau international, ce qui a contribué à en faire un terrain « encombré ». De nombreux chercheuses et chercheurs

²⁶ Fondamentale est la question « combien de temps et jusqu'à quand un migrant reste un migrant ? », au cœur des analyses sur les migrations et notamment sur les soi-disant deuxièmes générations (Mezzadra, Neilson, 2014 : 198).

²⁷ Je me réfère ici à la différenciation que nous entendons dans certains discours (médiatiques notamment) entre le demandeur d'asile et le migrant économique, une distinction terminologique qui implique un jugement moral sur la légitimité du choix de partir de son propre pays. Cette catégorisation est au cœur des procédures de triage opérées pendant les opérations de débarquement, à travers des formulaires présentant plusieurs questions. Il s'agit d'une opération dangereuse car les réponses aux formulaires, données sans aucune information légale sur le fonctionnement de la demande d'asile, déterminent le type de procédure appliquée à sa propre situation (procédure accélérée ou procédure normale).

ont publié des recherches, articles, thèses de doctorat, documentaires et docu-films, films²⁸ situés dans cette portion de frontière. Tout au long de mon parcours de recherche sur ce terrain j'ai rencontré des dizaines de chercheurs et chercheuses voulant travailler sur le même terrain afin de produire une thèse, d'écrire un article ou un livre, de faire un reportage photographique ou d'autres formes de production scientifique ou artistique. En tant que chercheuse et activiste avec un rôle actif sur le terrain, j'ai personnellement accompagné nombre d'entre eux à la découverte du champ, de ses acteurs et actrices, de ses géographies²⁹. Au cours du temps, ces multiples rencontres ont produit de nombreuses questions : comment expliquer l'encombrement, le surpeuplement d'un terrain ? Quel est la raison qui réside derrière à la multiplication des études de cas sur le terrain de Vintimille ? Produisons-nous un vrai savoir sur la réalité sociale sur ce terrain ? Ne nous répétons pas les mêmes concepts et ne nous reproduisons pas les mêmes images, chaque année, chaque livre ou article publié ? Les *migration studies* sont-elles devenues « à la mode » ? Pourquoi Vintimille ? Comment lire le sens de frustration et l'impression d'être en « retard » qui se produit en moi à chaque publication concernant ce terrain de recherche ?

Le champ d'étude concernant les migrations internationales a obtenu un rôle de premier plan au sein du monde académique. Ce constat donne suite à deux considérations. D'une part, l'enjeu des migrations recouvre une place de plus en plus importante dans les débats actuels dans les mondes de l'information (médias) et politiques, en représentant un enjeu majeur dans les rapports géopolitiques mondiaux. D'autre part, la réalité des migrations internationales représente un enjeu fondamental tant au niveau « micro » (local et national) que « macro » (au niveau du jeu d'équilibres géopolitiques globaux). Que ce soit sur le plan social, économique, politique, identitaire, culturel ou sanitaire la migration peut être considérée un « fait social

²⁸ L. Giliberti (2020) met en relation l'impact médiatique qui investit la vallée de la Roya – son terrain de recherche – avec l'énorme production culturelle (journalistique et audio-visuelle) autour de ce territoire. Pour reprendre la liste qu'il a réalisé, en ce qui concerne les productions cinématographiques : *The Valley Rebels*, 2017, Spencer Wolff- *The Guardian* ; *Libre*, 2018, Michel Toesca – SaNoSi Productions ; *Roya*, fin octobre, 2018, 25', Louis Paul, Loeiz Perreux, Raphael Auger – Anagraphis, *Les ami.e.s de la Roya* ; *La tête haute. Au cœur de la vallée de la Roya*, 2019, 52'. Thierry Lèclere – France 3 Provence Alpes-Cote d'Azur / *Babel Doc* ; *La loi de la vallée*, 2019, 52' - Nuno Escudeiro – *Point du jour*, Miramonte Films ; *Paroles de bandits*, 2019, 90'. Jean Boiron-Lajous. *Prima Luce*. A cette liste il faut ajouter un docu-film, dont le titre (provisoire) est le « *Vol des merveilles* » de Rapaccini Gianluca et Hamssaoui Sara (les réalisateurs sont actuellement à la recherche d'une maison de production). Enfin, il reporte une *graphic novel* (traduite aussi en italien) : *Humains – La Roya est un fleuve* de Edmond Baudoin et Troubs (*L'Association*, 2018) ; Umani. *Il Roja è un fiume* (*Comicut*, 2019).

²⁹ J'ai beaucoup réfléchi à cette forme de restitution « on the move », délivré e directement sur le terrain, de mon expérience, de mes observations et de mes connaissances qui voit dans cette thèse sa forme écrite la plus complète. Outre qu'avec d'autres chercheur.se.s, j'ai effectué ces accompagnements avec les nouvelles et nouveaux volontaires, avec des doctorant.e.s, avec des collègues de l'équipe d'ethnopsychiatrie de l'Asl4. J'ai participé à de nombreux événements, à la fois en Italie et en France, de restitution de la situation à la frontière franco-italienne (Bergame, Gènes, Rome, Palerme, Toulouse, Turin, Parme, Bologne, Lyon).

total » (Mauss, 1925) en servant aussi en tant que conjoncture entre ces différents champs du réel. Ces raisons expliquent, tout du moins en partie, l'énorme production de recherches relatives à ce champ d'étude en forte expansion. A un niveau local, parlant du terrain de Vintimille et de la frontière franco-italienne, ceci peut être expliqué par le rôle de premier plan que ce contexte a représenté dans l'histoire récente des politiques en matière de migration internationale et de la gestion des frontières étatiques. En effet, ce terrain a constitué un laboratoire majeur concernant les pratiques liées à la soi-disant « crise des réfugiés », en inaugurant une période historique caractérisée par la prédominance de l'enjeu migratoire. C'est à Vintimille que l'on commence à voir se structurer la gestion des effets de la fermeture de la frontière, ses infrastructures répressives et ses impacts humanitaires.

En outre, depuis sa création la gestion de la frontière franco-italienne représente un contentieux toujours latent et des tensions diplomatiques à intensité variable entre la France et l'Italie, qui parfois éclatent en une scène d'affrontements politiques, nationaux et identitaires. La conflictualité diplomatique à intensité variable qui caractérise les zones de frontière ne concerne pas uniquement les frontières de ces deux pays : la solidarité européenne, l'espace Schengen, les accords avec les pays-tiers sont des thématiques qui font partie de ces moments alternés entre friction et négociation.

1.4 Dialectique de frontière : notes conclusives

L'engrenage épistémologique suit un raisonnement dialectique qui voit dans le rapport entre formes d'assujettissement et pratiques de subjectivation le moteur dynamique de la réalité de frontière. Toutefois, la pensée dialectique, qui façonne la structure épistémologique de cette thèse n'est pas binaire. Au contraire, les éléments placés dans une relation dialectique convergent en générant des formes de continuité et des rappels réciproques. Selon Anzaldúa : « l'ambivalence réside dans les zones frontalières » (1987). A partir de l'observation sur le terrain, la porosité des catégories émerge comme évidente : attente / mouvement ; habiter informel / champs étatiques ; répression / résistance ne deviennent jamais des binômes binaires. Ce que je tente de faire c'est d'explicitier la complexité, les différences et les continuités de ces pratiques, sans en réduire les contradictions. Entre chaque paire de termes, il y a de la porosité, du contact et de l'échange, ils sont complémentaires mais aussi opposés. Ils contribuent donc à créer un champ de tension, de négociation et de relations de pouvoir dans lequel se meuvent les subjectivités qui habitent cet espace. Foucault a évoqué les différences entre la logique dialectique et

la logique stratégique (1979) ; si la première comporte un risque d'homogénéisation et de réification des différences, la seconde préserve au contraire les contradictions. Si, sur le terrain, ces processus sont toujours en mouvement et en redéfinition, le fait de devoir traduire la réalité dans un langage écrit et académique risque de réduire les « termes contradictoires à l'élément de l'homogène » (Foucault 1979, p. 49). Cette prémisse est fondamentale pour comprendre la construction conceptuelle et épistémologique des pages qui suivent, en évitant le risque de lectures binaires et simplificatrices.

Or, si d'une part, la frontière franco-italienne est un laboratoire d'expériences politiques d'autogestion et de solidarités, d'autre part elle est un observatoire privilégié en matière pratiques répressives et sécuritaires. En profitant du régime d'exceptionnalité politique et normatif qui s'établit en 2015 avec la déclaration de l'état d'urgence en France, nous observons la réactivation inédite de cette ligne frontalière. Au-delà des tentatives réitérées de traverser la frontière et passer par les « mailles » de celle-ci, l'on observe quotidiennement des pratiques de survie en ville qui, souvent, influent sur la dynamique urbaine, tant au niveau de ses centres que de ses périphéries. En outre, au niveau des mouvements politiques, Vintimille a représenté et représente l'un des épicycles majeurs de la lutte *No border*, ce qui a revitalisé les pratiques de lutte des réalités contre les frontières et pour la liberté de mouvement et, par conséquent, à un niveau scientifique, stimulé les recherches sur les thèmes de la solidarité et de la lutte politique³⁰. La présence, nombreuse et constante quoique variable, d'activistes sur ce territoire a sans doute contribué à garantir un accès plus facile à la connaissance du terrain aux personnes intéressées : j'ai moi-même accompagné plusieurs chercheur.ses à la découverte du terrain,

Les lignes rouges qui orientent cette thèse sont essentiellement trois :

- Proposer une analyse des mutations historiques du dispositif frontière, et plus en général des réadaptations des mécanismes et politiques d'inclusion/exclusion contemporaines, notamment en fonction des moments dits de « crise » de systèmes établis (migratoires, sanitaires, ou encore- ce qui est déjà en cours- environnementaux) [échelle macro] ;

³⁰ Giliberti et Potot (2021) ont théorisé le terme « solidarity studies » à partir de travaux réalisés à la frontière franco-italienne, pour désigner une nouvelle perspective de recherche sur migrations et frontières, en se focalisant sur les géographies solidaires qui naissent en support aux personnes en transit, « Verso i solidarity studies. Nuove prospettive di ricerca su migrazioni e frontiere », *Mondi Migranti*, 2021.

- Regarder aux réadaptations informelles et par le bas des subjectivités qui expérimentent en première ligne les répercussions des changements, non pas de façon passive mais comme opportunité de subjectivation, agentivité et réinvention sous le signe de la « résistance » [échelle micro];
- Repenser au travail de recherche qui ne peut pas se penser statique, immuable mais, au contraire, dynamique : qui doit être en mesure de se réadapter et se réinventer, ainsi qu'avec ses outils, méthodes et paradigmes théoriques. Ce processus doit partir systématiquement de la dimension autoréflexive et du positionnement de la chercheuse au sein de son terrain de recherche dont il convient qu'il soit explicité comme point de départ du processus de production de savoir, à savoir de construction de l'objet de recherche, des méthodes et par conséquent des théories défendues.

2. Frontières et migrations

2.1 Éléments structurels des frontières contemporaines

Si jusqu'aux années 1990 les *border studies* ont privilégié une approche territoriale à la question des frontières contemporaines, dans les années 1990 un tournant épistémologique impulse une nouvelle dynamique à cet objet d'étude : un élargissement sémantique et conceptuel permet de penser les frontières en tant que processus ou champs relationnels qui se reproduisent dans une multiplicité de formes. Si les *border studies* sont appréhendées à travers une approche nécessairement multidisciplinaire, l'ethnographie a contribué de manière significative à ce débat en produisant des travaux de terrain précieux dans nombreuses zones frontalières. Ce sont justement ces travaux empiriques qui ont permis d'aller au-delà du paradigme de la frontière en tant que mur, voué à exclure et à arrêter, véhiculée par l'imaginaire de la « forteresse Europe », par exemple. En observant sur le terrain le fonctionnement de ces dispositifs et des effets produits sur les territoires et sur les subjectivités qui les subissent, la réalité devient plus compliquée : tout simplement car, malgré l'existence des frontières, les personnes continuent de se déplacer. A regarder de plus près, conceptualiser les frontières en tant que dispositifs hermétiquement fermés risque d'en occulter le réel mécanisme, qui est plutôt celui de filtrer et de sélectionner les personnes qui désirent les traverser et qui les défient. La technologisation et la militarisation des frontières contribuent à perfectionner cette fonction de « barricade » mais il reste que, presque nulle part, une frontière est infranchissable. Ce qui se produit autour des zones de frontière est alors plutôt une spatialité de tensions et rencontres, de conflits et de solidarité, qui contribue à dépasser et redessiner en permanence la géographie des frontières. Il est certainement complexe tenter de donner une définition complète de cet objet d'étude sans faire référence aux éléments qui le composent³¹ : en anticipant légèrement les considérations qui suivent, je propose de penser la frontière comme un espace différentiel, conflictuel et relationnel.

Tant a déjà été dit et je me limiterai à évoquer synthétiquement les débats qui ont, à mon avis, marqué les *border studies*, dans un souci d'établir un état des arts de ce champ d'étude.

³¹ « En partant de l'assertion de la frontière comme méthode, nous introduisons une gamme de concepts afin de saisir les mutations du travail, de l'espace du temps, du pouvoir et de la citoyenneté qui accompagnent la prolifération des frontières dans le monde contemporain. Parmi ceux-ci l'on retrouve la multiplication du travail, l'inclusion différentielle, les frontières temporelles, la machine souveraine de la gouvernamentalité et les luttes de frontière (Mezzadra, Neilson, 2014 : 23)

E. Balibar écrit un texte en 1996 où il tente de répondre à la question « qu'est-ce qu'une frontière³² ? » , parle de quatre aspects des frontières : la surdétermination ; la polysémie, à savoir le fait que « les frontières n'ont pas le même sens pour tout le monde » ; l'hétérogénéité et ubiquité. Cette dernière signifie que :

« *Certaines frontières ne sont plus du tout situées aux frontières, au sens géographico-politico-administratif du terme, mais sont ailleurs, partout où s'exercent des contrôles sélectifs, par exemple des contrôles sanitaires (relevant de ce que Michel Foucault appelait le "bio-pouvoir"), ou sécuritaires. Que toutes ces fonctions (par exemple le contrôle des marchandises et celui des hommes - voire des microbes et des virus -, la séparation administrative et culturelle, etc.) aient été concentrées en un même point, sur une même "ligne" à la fois épurée et densifiée, opacifiée, est une tendance dominante pendant une certaine période, constitutive de l'Etat-nation (là où il a vraiment existé en se rapprochant de son type idéal), mais non une nécessité historique irréversible* ».

D'autres auteurs ont contribué à développer la thèse de Balibar, en élargissant le cadre conceptuel de ce champ d'étude.

En général, la frontière établit une différenciation : à partir du moment où elle existe, elle produit des types de subjectivités différentes. Cette opération de distinction est fortement ressentie par les personnes en mouvement, comme exprimé par Fouad dans l'extrait d'entretien qui suit :

Nina. C'est quoi pour toi une frontière ?

Fouad. Pour moi c'est une mauvaise chose. Parce que quand on dit que l'Europe c'est la liberté, cela ne signifie liberté que pour les personnes qui ont les documents. Pour moi liberté est pour tout le monde. Or, quand il y a une frontière cela signifie que certains ne peuvent pas passer. Liberté signifie pouvoir passer la frontière : quand je veux je passe en France, quand je veux je rentre en Italie. Pour moi ça devrait être comme ça car pour moi la frontière n'existe pas. En Afrique je passe toutes les frontières que je veux, et sans documents. Mais ici, je ne peux pas rentrer en France, même pas pour une heure, tout de suite ils me renvoient ou, pire, m'envoient à Taranto. Quand on dit que la frontière est fermée et que les personnes sans documents ne peuvent pas passer, pourquoi alors les migrants passent avec les passeurs ? il faut que les personnes puissent passer les frontières sans devoir payer de l'argent. Et moi je suis encore ici pour lutter pour ça ». (Entretien avec Fouad, Vintimille, mars 2018).

³² Étienne Balibar, « Qu'est-ce qu'une frontière? », *Cosmopolitique. Des frontières à l'espèce humaine – Écrits III*, La Découverte, 2022.

La conséquence directe de cette logique est la production d'illégalité qui se traduit, pour certaines personnes, dans le fait d'être dépossédées de la liberté de mouvement et de se retrouver dans une condition de transgression. A partir de ce moment, la frontière se coud sur les corps clandestins. C'est dans ces termes que Khosravi rend cette idée : « je suis frontière ». L'entrée illégale dans un territoire oblige à une condition permanente de « deportabilité » (De Genova) : tout droit est à tout moment révocable et la précarité de l'existence devient structurelle. Néanmoins, la frontière devient la scène de contre-pratiques s'opposant au *border regime*.

Comme contrepoint à la théorie classique des frontières en tant que dispositif de fermeture, un concept très intéressant, introduit par le courant de *l'autonomy of migration*, est celui d'« inclusion différentielle » qui met l'accent sur la gestion ambiguë des droits de citoyenneté selon les subjectivités :

« Contrairement à la tendance dominante des études sur les frontières – encore plus nette après le 11 septembre 2001 – à insister sur la dynamique de l'exclusion, nous préférons nous concentrer sur la nature mouvante de l'inclusion qui peut être analysée dans la perspective des frontières. Pour être plus précis, nous tentons d'aller au-delà du binôme inclusion/exclusion, en nous intéressant à la prolifération de situations qui ne sont ni totalement incluses dans l'espace de la citoyenneté ou des marchés du travail, ni totalement exclues, à des subjectivités qui ne sont pas complètement intériorisées ni extériorisées (...). Le concept d'inclusion différentielle présente une généalogie complexe, qui dépasse les frontières de la recherche sur les migrations et celles de la pensée féministe. Bien qu'il ait porté plusieurs noms, ce concept constitue depuis longtemps un moyen de décrire et d'analyser la façon dont l'inclusion dans une sphère ou un domaine peut être soumise à des degrés divers de subordination, d'autorité, de discrimination et de segmentation » (*Mezzadra, Neilson, 2008 : 103*).

Pour utiliser les termes de Gramsci nous pouvons parler aussi d'inclusion subalterne : les personnes qui arrivent à passer la frontière restent dans une position subalterne, donc aux marges des systèmes économiques et politiques représentés par deux éléments principaux : le capital économique et les documents, à savoir le droit de citoyenneté. De Genova (2013) synthétise ce nœud problématique avec l'expression d'« inclusion obscène » en parlant du spectacle de la frontière (*the Border Spectacle*):

« La performativité théâtrale spécifique du contrôle des frontières et de l'application des lois sur l'immigrations fournit en permanence une scène fétichée d' « exclusion » qui ne cesse de masquer (mais aussi de révéler sélectivement) ce que j'appelle l' « obscène » de l'inclusion des migrants en tant que force-travail (subordonnée, illégalisée), et qui contemporanément réifie de façon systématique l' « illégalité » du migrant comme un problème de transgression des

frontières, en dissimulant ainsi la production légale de l' « illégalité » du migrant » (*De Genova, 2013 : 168*).

Le *border spectacle* est alors la mise en scène de la frontière en tant que paysage performatif de l'exclusion de migrant.es, naturalisés en tant que sujets illégaux. À travers l'hyper-visibilité et la spectacularisation de cette exclusion, la dimension poreuse de ses engrenages est déplacée dans les coulisses de la scène. L'image du spectacle de la frontière est aussi théorisée par Cutitta (*Lo spettacolo del confine, 2012*) qui, en interrogeant les processus de construction et de spectacularisation de Lampedusa en tant que frontière, reconnaît l'oscillation entre rhétoriques sécuritaires et humanitaires en tant que trame narrative constitutive de la pièce frontalière.

Si d'une part, le jeu se déroule sur la ligne de frontière, l'observation sur le terrain a restitué le fonctionnement de la frontière comme un dispositif mobile, capable de se multiplier et de s'étendre, de se présenter sous d'autres configurations. A partir de 2015 la frontière franco-italienne a assumé une multiplicité de formes et de configurations : points de contrôle, barrages routiers, drones, unités mixtes de patouillement. Les infrastructures désignées au contrôle et à la gestion des flux frontaliers ont été déployées de façon variable le long du territoire de frontière et selon les moments historiques, que ce soit en ville, à Vintimille ou à Menton, dans la voisine Vallée de la Roya ou dans les chemins de montagne. Le cas de la Vallée de la Roya est emblématique : ce territoire a connu une (ré)organisation rapide et diffuse des mécanismes de contrôle qui montre la flexibilité des dispositifs répondant à cette fonction. Cette vallée française commence à être intéressée par un transit important de personnes qui se trouve à ce moment dévié à cause de l'augmentation des mécanismes de contrôle au niveau des points de passage plus utilisés. Simultanément, certains riverains et habitants de la vallée commencent à observer les transits des personnes marchant le long des rues ou chemins de montagne et, de façon initialement spontanée, décident de les aider, de les héberger chez eux le temps de se reposer avant de reprendre le chemin, de leur donner à manger ou des habits chauds. A Breil-sur-Roya, sur le terrain d'un agriculteur qui s'appelle Cédric Herrou, naît un véritable camp autogéré qui commence à agréger des centaines de personnes, parmi lesquelles nombre de bénévoles, de la vallée ou de l'extérieur, qui viennent donner un coup de main. Parallèlement à cette expérience de solidarité improvisée et autogérée qui commence à fonctionner en tant que point de repère d'une nouvelle route, l'Etat se réorganise et commence à militariser le territoire, à travers des contrôles systématiques : des points de contrôle commencent à apparaître de façon capillaire tout au long de la route qui amène à Breil et au-delà, y compris sur des chemins de montagne accessibles après des heures de marche. Dans le territoire des Alpes-Maritimes la

France introduit sept PPA et dix non-PPA : au-delà des points de contrôle fixes (PPA et non-PPA) l'on retrouve des points de contrôle mobiles, qui contribuent à étendre le dispositif frontalier. Une panoplie de forces de l'ordre est alors mobilisée afin de répondre à cette nouvelle configuration : « Opération Sentinelle », « Compagnies Républicaines de Sécurité » (CRS), « Gendarmes », « Police Nationale », « Police locale », « Police aux Frontières » (PAF), « Légion Etrangère », « Douane ». Le camping de Cédric Herrou et ses alentours commencent à être présidés de façon fixe et les activistes impliqués dans la solidarité envers les migrants commencent à subir une forte répression. Ces derniers éléments contribueront à réduire le rôle de facilitation au passage à la fois de ce réseau et de ce lieu, qui progressivement perdra son statut de voie praticable au franchissement de la frontière. En développant le thème de la frontière mobile et dynamique, il faut citer le rapport à géométrie variable que le côté sud de la frontière franco-italienne entretient avec le côté Nord, la route Turin – Clavière – Briançon. Notamment à partir de 2017, de nombreux travaux de terrain se sont intéressés aux transits à travers cette aire géographique, en commençant à observer que, depuis cette date, le territoire commence à être intéressé par une nette augmentation des tentatives de passages. L'ouverture de cette nouvelle route correspond aux progressives difficultés dans la traversée de la frontière Sud, qui en 2017 connaît un fort degré de militarisation. Sur le terrain, les personnes reconduites aux frontières (souvent, plus qu'une fois) commencent à demander le chemin pour aller à Turin car elles ont entendu que ce passage est moins contrôlé bien que plus dangereux.

En conclusion, afin de compléter le cadre analytique, il faut entendre les frontières en tant que systèmes économiques complexes et ambivalents, fonctionnelles aux « opérations du capital » (Mezzadra, Neilson, 2021). Dans ce sens, il ne faut pas passer sous silence le rôle des intérêts économiques et des systèmes de profit (y compris souterrains) qui existent derrière le phénomène migratoire, connecté au passage des frontières notamment. D'une part, la gestion de frontière est devenue un marché lucratif pour les agences (privées ou semi-publiques) appelées à contribuer à leur renforcement : leur technologisation (caméras de surveillance, drones, systèmes de fichage) et militarisation (barbelés, édification de murs ou grillages, surveillance privée) en font un marché d'investissements massifs. Outre les économies liées à l'action répressive, centrales sont aussi celles qui se déploient à partir de la mise à profit de celle-ci. En effet, le renforcement et l'externalisation des frontières créent les conditions idéales pour la création d'un marché hautement rentable pour qui décide d'en faire une source de profit. Cet aspect joue un rôle non secondaire dans la dynamique migratoire contemporaine : d'une part, les gouvernements se disent prêts à renforcer la lutte contre les trafics de frontière, de

l'autre, en renforçant les contrôles aux frontières, ils laissent libre jeu à ces mêmes trafics. C'est cette simple logique de l'offre et de la demande qui a structuré, tout au long de l'histoire, les marchés de contrebande de marchandises et de personnes. S'il existe une demande (le fait d'aller dans un autre pays ou un autre continent) et si celle-ci n'est pas légalement assimilée par une offre sur le « marché légal », d'autres moyens surgissent et prolifèrent (sans doute, illégaux, plus chers, plus dangereux et arbitraires car sans garanties). Ce deuxième aspect nous est indispensable pour comprendre les évolutions des réseaux de support aux mouvements des personnes, qui fonctionnent de plus en plus comme des transactions économiques. Les logiques et les paradigmes du système capitaliste et néo-libéral ont capturé la réalité des migrations.

Les possibilités d'extraction de valeur des frontières et de capitalisation des effets qu'elles produisent constituent une dimension cruciale dans le terrain de Vintimille.

2.2 Entre autonomie et contrôle

Les éléments jusqu'ici détaillés nous amènent à lire le terrain d'étude en tant qu'un champ de bataille (*battlefield*) qui contrapose deux moments : d'une part, les politiques de frontière, migratoires et d'asile ; de l'autre, les mobilités et les pratiques qui y font face. D'ici, la nécessité de se situer dans l'articulation de ces aspects qui dialectiquement produisent la dynamique de frontière. De Genova (2017) parle d' *autonomy of migration* comme élément primaire à partir duquel sont pensé les *tactics of bordering* et le processus du *border reinforcing*. C'est le processus de négociation entre ces termes qui rend ce terrain d'étude grandement instable et mouvant. L'aspect qui se reproduit constamment est la condition irrépressible des migrations en tant que phénomène historique primaire. Le focus est alors mis sur les pratiques de subversion, de négociation et de contestation des personnes en mouvement, face aux régimes d'assujettissement dont elles sont prises :

« Ce qui distingue l'AoM des autres approches des études sur les frontières et les migrations, c'est qu'elle fait des pratiques des migrants le point de départ et le point central de toute enquête sur les régimes frontaliers ou les processus migratoires (Moulier Boutang, 2007). En raison de cette priorité stratégique et analytique accordée aux pratiques des migrants, l'AoM est particulièrement attentive aux luttes des migrants pour l'appropriation de la mobilité et d'autres ressources au sein des régimes frontaliers actuels et contre eux. Par conséquent, les partisans de

l'AoM considèrent la migration comme une expression politique en soi » (Scheel, 2017 : 61, *traduit de l'anglais par moi-même*³³)

En adoptant ce courant de pensée, le renversement épistémologique qui se produit consiste en remettre au premier plan les pratiques de subjectivation des personnes, loin de lectures victimistes et passésistes qui souvent décrivent les parcours migratoires, en tant qu'éléments jouant dans le rapport de force qui se crée à partir de l'affrontement entre régime de frontière et autonomie des migrations. Nous replaçons ainsi la frontière en tant qu'objet et les personnes qui migrent en tant que sujets.

Dans ce sens, la frontière est donc aussi un produit à la fois de l'histoire et d'histoires contestées :

« Les patrouilles frontalières et les divers efforts des pouvoirs publics visant à contrôler les frontières sont partout apparus comme des formations de réaction. Par conséquent, les tactiques hétérogènes de la frontière répondent à toutes les dimensions imprévisibles et insolubles de la subjectivité élémentaire et de l'autonomie de la migration. Ainsi, ces deux figures clés - l'autonomie de la migration et les tactiques de la frontière - sont centrales et mutuellement constitutives du drame agonistique, voire antagoniste, qui se manifeste de manière répétée comme la crise persuasive de ce qui est finalement un régime de frontière effectivement global » (De Genova, 2017 : 5, *traduit par moi-même*³⁴).

Pour le dire autrement, le cadre théorique fait référence au rapport dialectique théorisé par Foucault et qui existe entre les régimes d'assujettissement et les processus de subjectivation des personnes, notamment des subjectivités marginalisées. La frontière est alors un dispositif de production de la subjectivité politique : non seulement à cause des mouvements qui s'opposent ouvertement aux frontières mais surtout des migrant.e.s qui touchés par les effets brutaux de celles-ci, les éludent ou les négocient, en dehors des schèmes et des méthodes d'action politique consolidées. Luca Queirolo Palmas et Federico Rahola (2018) restituent ce concept avec deux

³³ Langue originelle : What distinguishes the AoM from other approaches in border and migration studies is that it makes migrants' practices the starting and focal point of any investigation of border régimes or migratory processes (Moulier Boutang, 2007). Due to this strategic-analytical prioritization of migrants' practices, the AoM is particularly attuned to migrants' struggles over the appropriation of mobility and other resources within and against today's border régimes. Hence, proponents of AoM understand migration as a political expression in itself »

³⁴ Langue originelle : « Border patrols and the diverse efforts of state powers aimed at border control have everywhere arisen as reaction formation. They are responses to a prior fact – the mass mobility of human beings on the move [...] Consequently, the heterogeneous tactics of bordering respond to all the unpredictable and intractable dimensions of elementary subjectivity and autonomy of migration. Thus, these two key figures – the autonomy of migration and the tactics of bordering – are central to and mutually constitutive of the agonistic, if not antagonistic, drama that repeatedly manifests itself as the persuasive crisis of what is finally an effectively global border regime »

images qui restituent parfaitement l'idée : la laisse et la secousse (« il guinzaglio e lo strappo »).

La laisse

« limite et périmètre la capacité de mouvement plutôt que de la bloquer, en imposant un régime de mobilité particulier, inévitablement réduit et vraisemblablement induit ou forcé [...] Rarement, pourtant, ceux qui en sont forcés ou liés en acceptent les conséquences ou les limitations : à l'extrémité de la laisse s'instaure ainsi une tension particulière » (Palmas et Rahola, 2018 : 33, *traduit par moi-même*³⁵)

Les secousses sont définies en tant que contre-conduites :

« à l'extrémité de la laisse peut se générer une secousse qui, en franchissant et en transgressant une frontière, restitue aux sujets de nouvelles possibilités de mouvement, préfigurations concrètes d'un espace radicalement Autre par rapport à celui étouffant et mortifère imposé par la *borderland* européenne » (Palmas et Rahola, 2018 : 36, *traduit par l'autrice*³⁶).

Ce moteur épistémologique est précieux pour un auteur comme Roberto Beneduce travaillant dans un autre champ d'études, l'ethnopsychiatrie critique, et qui propose d'explorer dans l'affrontement de ces deux principes à la fois les matrices de la souffrance et de la violence ainsi que des tentatives d'autodétermination des patient.es immigré.es. Une « dialectique subtile entre savoirs du soin et savoirs de la mort, entre idéologies de la solidarité et dispositifs de l'oppression » (Beneduce, 2010 : 215). C'est dans ce sens que je considère la frontière en tant que champ de bataille : un espace conflictuel et d'affrontement³⁷.

Je parle des migrations en tant que phénomène historique car elles trouvent leurs racines dans l'histoire du colonialisme et des processus de décolonisation, par exemple, qui se reconnaissent aujourd'hui également parmi les causes des départs et la direction des routes migratoires, ou tout au moins, celles ici analysées, à savoir les mouvements vers et au sein de l'Europe et le Nord global. Les pays de départ sont souvent les anciennes colonies des empires coloniaux européens et occidentaux, où les conditions de vie sont marquées par la précarité, l'instabilité et la pauvreté systémique. Très souvent, encore aujourd'hui, nombre d'entre eux ont des

³⁵ Traduit de l'italien "limita e perimetra il raggio di movimento più che bloccarlo, imponendo un particolare regime di mobilità, inevitabilmente ridotto e verosimilmente indotto o forzato (...) Raramente, però, chi vi è costretto o legato ne accetta conseguenze e limitazioni: all'estremità del guinzaglio si instaura così una particolare tensione".

³⁶ Traduit de l'italien "all'estremità del guinzaglio si può allora generare uno strappo che, varcando e trasgredendo un confine, restituisce ai soggetti nuove possibilità di movimento, prefigurazioni concrete di uno spazio radicalmente Altro rispetto a quello soffocante e mortifero imposto della *borderland* europea".

³⁷ Comme nous verrons dans les chapitres qui suivent, la référence à « habiter l'attente » est pensée justement afin de stresser ce moteur épistémologique et de souligner l'affrontement entre la pratique active de l'habiter au sein des régimes temporels de mise en attente forcée des populations migrantes. Sur le terrain, ces pratiques se traduisent dans les revendications au droit à l'habiter et au mouvement, dans les villes ou sur les frontières.

rapports économiques, politiques et commerciaux avec les anciens pays colonisateurs qui continuent à avoir des intérêts spécifiques dans ces aires géopolitiques. Très souvent à Vintimille, les personnes en mouvement parlent au moins une des langues coloniales, dont le français, l'anglais ou l'Italien. Les raisons des départs sont souvent explicables comme le résultant de ces rapports, anciens et nouveaux. Les logiques de l'« accueil » des personnes migrantes est un renversement des structures coloniales classiques : la capitalisation des corps migrants, constituant une force-travail illimitée et à bon marché et donc rentable, reproduit ainsi les mécanismes de production du profit des uns par l'exploitation des autres.

2.3 Mouvements secondaires et frontières internes

Les mobilités au sein de l'espace Schengen sont définies mouvements secondaires à cause de leur capacité de traverser les frontières internes à l'espace Schengen. La frontière franco-italienne est donc une frontière interne. Les dispositions législatives qui régissent son fonctionnement sont essentiellement trois : les accords de Chambéry de 1997, les Accords de Schengen et le Règlement Dublin. Il s'agit donc d'accords européens ou bilatéraux entre l'Italie et la France. Le Règlement Dublin (actuellement à sa troisième version) joue un rôle primordial dans la réglementation des migrations internes à l'espace Schengen. Or, les mécanismes qui se créent dans ce sens deviennent des véritables rituels d'évitement, visant à éviter de laisser les empreintes digitales dans un pays où l'on ne veut pas structurer son projet de vie, à travers la demande d'asile. Pourtant, très souvent, bien avant d'arriver à Vintimille les personnes sont obligées à laisser leurs données biométriques, ce qui laisse peu d'autonomie au sein de l'engrenage de l'asile par la suite. Or, non seulement le règlement Dublin ne permet pas une redistribution cohérente du nombre des demandes d'asile au sein de l'espace européen (ce qui serait au contraire garanti par le système des quotas) mais, surtout, ne laisse aucune possibilité aux personnes en transit de choisir le pays de destination. C'est l'articulation combinée entre ces trois dispositions législatives notamment qui rend possible la gestion de ce territoire telle que l'on connaît aujourd'hui : les modalités des contrôles et des activités de surveillance, le fonctionnement des reconduites aux frontières, les acteurs institutionnels prédisposés pour ces actions.

La frontière franco-italienne est donc une frontière interne qui devient un carrefour de routes multiples. D'une part, celles en provenance de deux frontières externes majeures : la route de la Méditerranée Centrale (la frontière liquide) et la Route des Balkans, cette dernière s'étant

structurée plus récemment, à partir de 2016 notamment. En outre, un autre type de mobilité est celle qui concerne les mouvements des « dublinés » vers l'Italie, à savoir les personnes qui retournent en Italie depuis un autre pays européen, obligées par le système de Dublin (dont la demande d'asile est alors classée sous « procédure Dublin »). Ce mouvement à rebours concerne aussi les personnes qui possèdent les documents italiens mais qui vivent dans un autre pays en Europe et qui retournent périodiquement en Italie afin de renouveler leurs *permessi di soggiorno* ou passeports. Dans l'été 2020 nous avons assisté aux mouvements de retour causés par la *sanatoria*, à savoir un acte de régularisation émané par le gouvernement italien visant à la régularisation de personnes travaillant dans des activités professionnelles spécifiques et selon des critères particuliers³⁸. Cette *sanatoria* devient donc une possibilité et un dernier espoir pour les personnes qui n'avaient pas encore trouvé une issue de régularisation dans d'autres pays. La complexe composition de ces flux frontaliers renforcent l'urgence de renverser l'image des migrations comme étant des parcours linéaires et unidirectionnels.

Cette thèse raconte donc de frontières internes, dans les deux acceptions que ce terme inclue : d'une part, dans le sens classique de frontière en tant que limite territorial et souverain d'un Etat faisant partie de l'espace Schengen ; de l'autre, la reproduction de régimes, spatiaux et temporels, différentiels au sein de l'espace urbain.

2.4 Frontières extérieures

Les réponses politiques au niveau européen se basent sur une conception de gestion du risque, qui se présenterait à ses frontières extérieures. Le principe qui réside derrière aux processus d'externalisation des frontières correspondent à une logique de l'anticipation du risque. Ces pays rentrent alors dans un réseau de coopération supra-européen :

« cette logique de déresponsabilisation relève de l'externalisation des politiques d'asile et d'immigration, terme utilisé depuis le début des années 2000 pour désigner un processus qui

³⁸ La soi-disant *sanatoria* correspond au *decreto Rilancio* n. 34/20, adopté par le Gouvernement Italien afin de répondre aux effets dévastateurs causés par la pandémie de covid 19 et prévoit des mesures finalisées à l'émersion ou à la régularisation de rapports de travail irréguliers. Le texte de loi n'est pas simple mais nous pouvons retenir que le décret prévoit deux typologies de régularisation : l'une pour les travailleurs déjà employés détenant préalablement un permis de séjour récemment expiré ; l'autre pour les étrangers « présents sur le territoire », sans spécifier si sans ou avec documents, à régulariser pour un rapport de travail *contra legem* ou alors à embaucher *ex novo*. Pour simplifier, les domaines professionnels intéressés par cette mesure sont les secteurs de l'agriculture, de la pêche et aquaculture, et le travail domestique. Nous notons que les domaines intéressés par cette loi ce sont ceux majoritairement occupés par le travail migrant, souvent irrégulier et au noir.

consiste, pour l'Union européenne, à effectuer ou à sous-traiter hors de son territoire une partie du contrôle de ses frontières » (Rodier, 2008 : 106).

Déléguer la gestion des migrants signifie que les flux des personnes sont bloqués avant même qu'ils arrivent en Europe et ceci à travers des accords internationaux avec des pays stratégiquement utiles et subventionnés à les bloquer. Ce processus commence par la désignation de ces pays comme étant « sûrs », respectueux de la dignité et des droits humains, en ligne avec les valeurs européennes. L'agent européen de ce mécanisme est FRONTEX, créée en 2005 : l'Agence européenne intergouvernementale pour la gestion de la coopération aux frontières extérieures des États membres de l'Union Européenne. Au fur et à mesure, l'augmentation des ressources financières et l'extension de son aire d'intervention font de Frontex un outil utile à la lutte contre l' « immigration clandestine ». La coopération aux frontières extérieures se concrétise particulièrement en deux moments : le 18 mars 2016 quand l'Union Européenne signe un accord avec la Turquie et le 2 février 2017 lorsque l'Italie signe un accord avec la Libye.

Le but de ce chapitre, le lecteur aura compris, est celui d'insérer la ville de Vintimille et la frontière franco-italienne dans un cadre plus vaste, à savoir l'analyse du *borderland* européen, dans le cadre des mutations du *border regime* :

« Pour bien comprendre les processus de l'inclusion différentielle, toutefois, il est utile de rappeler quelques-uns des outils techniques qui permettent de modifier le régime des frontières et des migrations, et qui rendent possible le filtrage sélectif de la mobilité. Le premier d'entre eux est l'externalisation, qui suppose le déplacement des politiques et des technologies de contrôle frontalier au-delà des limites territoriales des espaces politiques officiellement reconnus. Le procédé est évident dans la gestion des « frontières extérieures de l'Europe » ou, en Australie, dans la « Solution pacifique ». Dans les deux cas, des pays tiers sont impliqués dans la protection des frontières, qu'il s'agisse de la mise à disposition délocalisée de centres de rétention, de la coopération pour les procédures de déportation, du contrôle des visas ou de la surveillance des routes et itinéraires supposés de migration » (Mezzadra, Neilson, 2010 : 104).

Les frontières externes font l'objet d'une mobilisation conjointe de la part des pays de l'UE qui, de concert, appliquent des lois communes et mobilisent des dispositifs conjoints pour la surveillance et le contrôle de l'espace européen. Or, les réactions des différents États-Nations afin de gérer les « crises » ne sont pas identiques et font dès lors apparaître un espace géopolitique contradictoire et frictionné. Depuis le point de vue des frontières nous constatons aisément que loin d'être lisse et homogène, la géographie de l'espace européen est soumise à des négociations permanentes et des restructurations (répondant à des moments de « crises ») qui en font un

espace mobile, flexible, irréductiblement instable. La gestion des frontières européennes est une question qui conduit au cœur de l’imaginaire de l’Europe, de son espace et des paradigmes qui le façonnent : « Les frontières de l’Europe sont le site central à partir duquel se définit et se dispute la question cruciale *de* et *sur* l’Europe » (De Genova, 2017 : 23, traduit de l’anglais par moi-même³⁹).

La constante modulation de ses géographies, laisse apparaître des plis, des courbures qui sont les *insurgent cities* que nous explorons dans cette thèse, à savoir la précipitation de processus supranationaux voire globaux sur des territoires locaux.

Que ce soit donc, par la mise en attente des populations en mouvement (centres et structures de rétention) ou par les processus de ralentissement (politiques des visas, militarisation des frontières, procédures de frontière), ce qui se produit est une sélection des corps en mouvement, bien avant leur arrivée en Europe. Dans ce sens :

« la politique des systèmes des visas (*the Schengen visa regime*) – en se basant sur sa propre rareté structurelle - matérialise le processus d’illégalisation du mouvement des personnes : les conditions pour accéder à ce document sont rarement remplissables pour la plupart des citoyens des 124 pays qui sont soumis à une demande de visa, incluant toute l’Afrique et presque toute l’Asie (Scheel, 2017 : 41).

Cette pré-sélection externalisée se base sur le fait que les personnes qui ne partent pas de façon légale doivent produire et réunir les capitaux économiques tout au long du voyage (et surtout, être en mesure d’en produire constamment, par tous les moyens nécessaires), être et rester en bonne santé, faire preuve de résilience face aux multiples formes de violence rencontrées sur la route, accepter des formes de survie individuelles et égoïstes lointaines des formes solidaires et collectives, être disposées à accepter les formes d’exploitation, dépossession et capitalisation de leurs vies.

Le projet de l’espace Schengen, qui prévoit un assouplissement des frontières internes au sein de ceci, demande au même temps un durcissement des frontières externes. Cette nécessité de la part des Etats européens se traduit dans une panoplie d’actes : accords, mémorandum, traités, financements : en synthèse, des actions vouant au même temps à déléguer et anticiper la fonction de sélection et de filtre du mouvement des populations vers l’Europe. Pour ces raisons, il est nécessaire de parler des frontières externes y compris dans une thèse qui raconte le

³⁹ Langue originelle : « The borders of Europe therefore present a premier site for the enactment and disputation of the very question of and about Europe. This book therefore situates the borders of Europe not at the margins but rather at the very center of contemporary questions and debates about Europe » (De Genova, 2017 : 23)

quotidien d'une frontière interne : sans cette vision d'ensemble et ce renvoi continuels entre échelles scalaires différentes, il serait impossible de comprendre la spécificité des routes migratoires contemporaines, y compris lorsqu'elles touchent le sol à un niveau local.

La Lybie constitue un nœud principal dans la chaîne des espaces des migrations contemporaines. Une des routes la plus structurée est celle de la Méditerranée centrale, qui part des côtes libyennes pour rejoindre l'Europe, à travers l'Italie notamment. La situation instable de la Lybie, notamment depuis la chute du gouvernement Gheddafi, contribue d'ailleurs à renforcer le business migratoire qui s'est créé dans ce pays. Or, l'intérêt d'un pays comme l'Italie de négocier avec le gouvernement libyen, qui n'a jamais ratifié la Convention de Genève de 1951, ou tout au moins d'une forme de gouvernement, tant fantoche soit-il, afin de réduire le nombre d'arrivées sur ses côtes maritimes, se matérialise concrètement avec la signature en 2017 d'un Mémorandum entre les deux pays⁴⁰. L'accord est signé avec le gouvernement provisoire de Tripoli à la tête duquel figure le président Al Serraj ; le but est de diminuer les arrivées sur les côtes italiennes des bateaux en provenance de la Lybie. Avec le décret Minniti, l'Italie s'engage à financer les activités de surveillance de la zone maritime SAR par les forces de frontières libyennes et à entraîner et financer le garde-côte libyen. Nombreuses sont les témoignages des personnes qui ont expérimenté la route depuis la Libye ; jusqu'en 2017, la plupart des personnes qui se trouvaient à Vintimille arrivaient de la Libye (à partir de 2017 commencent à augmenter les arrivées depuis la route des Balkans). Il s'agissait surtout de personnes qui étaient parties du Soudan, de l'Erythrée, de la Somalie, du Nord Afrique.

Je suis parti du Soudan en 2016. J'ai traversé le Tchad et je suis arrivé en Lybie. Initialement je me déplaçais pour chercher du travail, je n'avais pas l'intention d'aller en Europe. Quand je suis arrivé en Lybie la situation était horrible. J'ai été arrêté après quelques jours et placé dans une sorte de prison. Les gens qui nous tenaient dans la prison ont appelé ma famille devant moi. Ils voulaient se faire payer. Ils ont commencé à me frapper pour que mes familiers entendent les cris et envoient l'argent. Après quelques jours ils ont envoyé l'argent et je suis sorti de cet enfer. Imagine-toi qui n'a pas d'argent pour payer, souvent les personnes ne sortent plus de ces prisons et meurent là-bas. Moi je suis sorti. A ce moment-là, j'ai travaillé pendant quelques mois pour me faire de l'argent. J'ai entendu que les gens partaient pour l'Europe donc je me suis dit que j'allais tenter moi aussi, je voulais plus rester dans cet endroit infernal. J'ai payé une personne qui m'a ramené dans un autre village près de la mer. Nous étions plusieurs personnes, on a attendu quelques jours avant de partir. Ensuite, un soir ils nous ont dit qu'on allait partir et qu'il fallait se préparer. Je suis rentré dans une

⁴⁰ Les rapports entre les deux Pays remontent bien avant, à partir de la colonisation de la Libye par l'Italie fasciste. Ensuite, plusieurs accords bilatéraux précèdent le Mémorandum de 2017, dont les plus récents ont été signés en 2008, le Traité d'Amitié, de partenariat et de coopération, et en 2012, la déclaration de Tripoli.

sorte de bateau, on était 50 personnes. Nous avons pris la mer mais à un moment le bateau s'est arrêté. On a passé plusieurs jours sur ce bateau et quand il s'est arrêté nous avons attendu que quelqu'un vienne nous aider. C'est la guardia costiera italienne qui est arrivé et nous a ramené en Sicilia. J'ai eu très peur, je pensais qu'on allait tous mourir. (Entretien avec Francis, mars 2018, Vintimille).

Ce qui est intéressant de souligner est le fait que les migrations vers l'Europe ne sont pas forcément originaires orientées vers ce continent. Souvent, c'est une route entreprise à la suite de plusieurs migrations internes et de séjours plus ou moins longs dans d'autres pays. En effet, il n'est pas rare que les personnes qui arrivent en Europe soient parties de leurs pays de départ des années auparavant ; souvent, elles ont travaillé pendant des mois, voire des années dans d'autres pays ou d'autres villes avant de prendre la décision – ou d'être forcé - de tenter de rejoindre l'Europe. Cette remarque est très importante afin de comprendre la réalité turbulente des migrations qui, loin d'être des parcours linéaires, résultent être une somme de mouvements non-forcément préordonnés et temporellement contigus.

I didn't decide to come in Europe from the beginning. When I left Ghana, I went in Benin and I lived there for 2 years, I worked in the harbours and I had a girlfriend. Then, when I left my job and girlfriend I went in Libya. I worked there for a long time, and one day I realised that to have much money I could try to go to Europe, I didn't imagine it was like that. Now, I waste my time here, I could come back in Ghana. I never decided where to go, I travel the ways God shows to me. (Entretien avec Doran., Vintimille janvier 2018. Doran a finalement décidé de faire une demande de rapatriement volontaire avec l'OIM pour retourner au Ghana).

Je suis parti du Maroc pour aller en Lybie à travailler. C'était 2012. Là-bas j'ai trouvé du travail, c'était vraiment bien la vie à cette époque. Je suis rentré au Maroc. En 2015 je suis retourné en Lybie mais cette fois-ci la situation avait complètement changé. Le pays était complètement dans le chaos. Je ne pouvais pas retourner en arrière parce que les routes étaient contrôlées par des militaires avec des armes qui volaient tout ce que tu avais sur toi (...) je ne pouvais pas aller à Tripoli pour prendre l'avion ; la seule chose que je pouvais faire c'était alors de payer pour prendre le bateau et aller en Italie (entretien avec Adoum, Vintimille, janvier 2020).

La Turquie est un autre cas devenu paradigmatique : au même titre que la Lybie, il s'agit d'une antenne territoriale fondamentale dans les géographies migratoires, d'ailleurs fortement connectée à l'instabilité de la situation politique en Lybie. Afin d'éviter de passer par la Lybie, actuellement beaucoup de personnes, partant de l'Afrique subsaharienne ou de l'Afrique du Nord prennent légalement un avion jusqu'en Turquie d'où elles tenteront, en passant par la Grèce, la route des Balkans pour arriver en Europe. La Turquie est un pays central dans les

politiques d'externalisation européennes : le 18 Mars 2016 la Turquie et l'union Européenne ont signé un accord qui établit la Turquie comme un « pays tiers sur » et donnant ainsi l'autorisation à la Grèce d'effectuer les refoulements vers la Turquie, y compris de personnes demandeuses d'asile. Ainsi, cet accord transforme les rapports que l'Union Européenne entretient avec la Turquie : de « pays de transit » il devient « pays de retour ». Ce changement de rôle permet maintenant à la Turquie de jouer un rapport de force et une forte capacité de négociation avec l'Union Européenne, basés notamment sur la menace d'ouvrir ses portes vers l'Europe et d'arrêter sa fonction de barrage européen externalisé.

Depuis les accords avec la Turquie et la Lybie, la « gestion des migrations par mandat » est devenue structurelle : l'Italie a signé des traités avec la Tunisie ; l'Union Européenne a signé des accords avec le Niger et le Tchad afin de construire des hotspot et des camps des réfugiés qui affluent massivement dans ces pays et qui deviennent ainsi de nouveaux pays de transit dans les mouvements migratoire internes.

Le processus d'externalisation des frontières correspond donc à une *tactic of bordering* et produit un élargissement des frontières européennes, au-delà de ses limites géographiques. Au même temps, la surveillance aux frontières externes, déléguée et financée par les pays de l'Union Européenne, produit une restructuration des routes migratoires qui, afin d'échapper aux contrôles et donc au risque d'être repoussées vers des pays tels la Lybie, trouvent d'autres trajectoires, souvent bien plus longues et périlleuses. Ce qui se produit ce sont, d'une part, des routes « anti-géographiques » pour lesquelles la logique spatiale semble ne plus exister. En réalité, cette anti-géographie des routes migratoires est le résultat de mouvements géopolitiques qui se transforment en fonction des réadaptations des mécanismes de gouvernement. D'autre part, cette gestion externalisée qui exacerbe la dangerosité des routes, contribue à rendre l'expérience migratoire une expérience individualisée, sous le signe de la lutte pour la survie :

Sama raconte que quand les gens partaient depuis la Tunisie, l'expérience du voyage était caractérisée par une forte solidarité, les gens s'aidaient beaucoup et quand elles arrivaient en Europe elles continuaient le voyage ensemble. Cet élément d'explication concernant les conditions de départ des routes migratoires n'est pas anodin pour la compréhension de ce qui se passe localement aussi : le caractère collectif et solidaire des départs explique les raisons qui ont permis, pendant l'expérience des Balzi Rossi, de fortement politiser la question du passage de la frontière. Maintenant, les personnes sont obligées à passer par la Lybie où elles connaissent une situation telle qu'elles vont devoir penser pour elle-meme et pour leur survie. Même une fois arrivées en Europe elles continuent leur voyage sans demander rien aux autres (Notes du carnet de terrain, mars 2019).

Comme je démontrerai dans les prochains chapitres, pendant les années 2015-2016 l'expérience de la frontière avait un caractère plutôt collectif et d'ouverte contestation : l'organisation collective et autogérée du campement informel, les traversées collectives chaque nuit en sont des conséquences. Or, maintenant, le parcours migratoire est plutôt affaire d'individualisme et du « chacun pour soi », ce qui explique aussi l'absence d'un sentiment de solidarité et d'entraide qui souvent caractérise les relations entre les habitants des camps informels. Ces différences peuvent être expliquées par le changement advenu au niveau des expériences et des espaces vécues, avant d'arriver en Europe. Aujourd'hui, la plupart des personnes se trouvant à Vintimille sont passées par la Lybie : ici elles ont fait l'expérience des prisons, de l'exploitation, de la torture et de la menace. Le seul moyen pour s'en sortir est de payer ses bourreaux. De même, lorsqu'elles sortent de prison elles doivent payer un passeur pour traverser la Méditerranée ; lorsqu'elles arrivent à Vintimille elles doivent payer un passeur pour arriver en France, et ainsi de suite. Evidemment, d'autre part, une autre conséquence est le développement et la multiplication des réseaux de trafiquants et passeurs qui contribuent à augmenter cet individualisme : « si tu arrives en Europe avec un ami, très souvent tu le laisseras si toi t'as l'argent pour continuer et pas lui » (entretien avec Adam Ali, mars 2018). Le caractère néolibéral qui caractérise les politiques européennes de gestion des migrations impacte les pratiques et les expériences des subjectivités, qui englobent progressivement plus les logiques typiques de ce système politico-économique. La capitalisation des praxis de frontière, la violence sur les corps, l'individualisme structurel, la survie en termes de réussite, deviennent les marques de l'expérience migratoire contemporaine.

En conclusion, la question Européenne ne peut trouver de réponses que si on l'insère dans un cadre géographiquement, politiquement et historiquement plus vaste. Elle transcende son espace par les imaginaires qu'elle exporte de soi-même à l'extérieur ; par les interventions militaires à l'étranger qu'elle appui, finance et capitalise ; par les accords voués à filtrer l'émigration clandestine à partir des pays de départ ou de transit.

2.5. La frontière franco-italienne au prisme des migrations internationales.

Reconfigurations de l'espace frontalier au cours du temps

Les routes migratoires ne sont pas des parcours linéaires : elles se définissent comme des *parcours turbulents* (« percorsi turbulenti », Fontanari, 2016) :

« La notion de " turbulence " migratoire met l'accent sur la multi-causalité et la multi-directionnalité des trajectoires, en soulignant les frictions qui se développent entre les sujets migrants et les tentatives des acteurs et institutions nationaux et supranationaux de contrôler et de gouverner leurs mouvements (Schapendonk, 2012 ; Papastergiadis, 2000). À travers cette perspective théorique processuelle et relationnelle, des parcours migratoires non linéaires dans l'espace et dans le temps sont esquissés, dans lesquels les aspirations des sujets (de Haas, 2010) rencontrent et se heurtent aux tentatives de gouverner leur mobilité mises en œuvre par les systèmes de contrôle en Europe » (Fontanari, 2016 : 1, *traduit de l'italien par moi-même*⁴¹).

La notion de turbulence, qui bien rend l'idée des parcours migratoires, a été d'ailleurs mobilisée dans d'autres analyses sur le sujet⁴². La migration n'est pas représentable à travers des figures géométriques, à la manière d'une ligne ou d'un cercle. A l'inverse, la ligne géométrique est l'idéal-type de la migration pensée par l'institution, qui se mobilise pour qu'elle soit « maîtrisée⁴³ », ordonnée, contrôlée :

« Ces transformations complexes des régimes frontaliers correspondent à un rêve, celui des migrations « opportunes » et « ciblées », qui façonne de plus en plus fréquemment les politiques migratoires à des échelles diverses au plan géographique (...) et témoigne(nt) de la volonté croissante d'adapter toujours plus étroitement les flux migratoires aux besoins économiques et sociaux (qu'ils soient réels ou imaginaires) des « pays de destination » (Mezzadra, Neilson, 2008).

Bien avant, Nancy Green (2002) a concouru à surmonter et déconstruire les métaphores longtemps associées aux mouvements migratoires et qui amènent à les conceptualiser en termes de vagues, flux, marées humaines. Ce langage « liquide » implique l'idée d'un déplacement en termes de flux que comme l'avait théorisé Isaac Joseph, à savoir un mouvement violent, rapide, qui submerge un espace sans y jeter une ancre, sans créer du lien avec cette étendue en lui niant donc la possibilité de devenir territoire. Combien de fois a-t-on entendu parler de migrations comme de « flux migratoires », « marées humaines », « invasions » ? Cet imaginaire des migrations est strictement lié aux études sur la globalisation qui contribuent à alimenter le paradigme de l'hypermobilité, de la vitesse des déplacements, de la rationalisation des

⁴¹ Langue originelle : «La nozione di "turbolenza" delle migrazioni enfatizza la multi-causalità e multi-direzionalità delle traiettorie, mettendo in luce le frizioni che si sviluppano tra i soggetti migranti e i tentativi di attori ed istituzioni nazionali e sovranazionali di controllare e governare i loro movimenti (Schapendonk, 2012; Papastergiadis, 2000). Attraverso questa prospettiva teorica processuale e relazionale si delineano dei percorsi migratori non lineari sia spazialmente che temporalmente, in cui le aspirazioni dei soggetti (de Haas, 2010) si incontrano e scontrano con i tentativi di governare le loro mobilità messi in atto dai sistemi di controllo in Europa».

⁴² Dont Filippi (2022), *Turbulent migrations in turbulent times. The case of the orbiters in Rome*, International Migration, article pour lequel j'ai réalisé la peer review. Voir aussi Papastergiadis, 2000; Schapendonk, 2012.

⁴³ Le nom de la loi du 10 septembre 2018 adoptée par le Parlement français « pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie » laisse facilement imaginer les logiques qui résident derrière la pensée d'Etat.

mouvements. Le « mobility turn » en sciences sociales met en premier plan la mobilité comme nouveau régime spatio-temporel. Si d'une part ces approches ont contribué à penser les migrations comme élément structurel des processus globaux et globalisés, elles ont au même temps alimenté une polarisation des imaginaires : dans un monde hyper connecté, nous bougeons plus, plus rapidement, avec plus de facilité. Or, il me semble qu'ici nous faisons face à deux types de problématiques : d'une part, l'imaginaire romantique de la globalisation qui efface la question du privilège, qui se traduit concrètement dans la possibilité de faire partie de ces opportunités offertes par la globalisation. D'autre part, complémentirement à ce premier aspect, l'insuffisante analyse des régimes de pouvoir qui s'insèrent dans les dynamiques de la globalisation. En effet, ces dernières font l'objet de régimes de possibilité différents et inégaux, ce qu'une analyse sur les processus migratoires contemporains met fortement en relief.

Comme nous pouvons comprendre par cet extrait d'entretien, les routes migratoires sont donc des parcours tumultueux, irréguliers et qui dépendent des contextes traversés et des possibilités relatives à son franchissement :

Je suis arrivé au camp des Balzi Rossi, je pensais que je serais allé dans un autre pays. Mais il y avait un problème, parce que j'avais déjà laissé mes empreintes digitales en Italie du coup je ne pouvais pas passer dans un autre pays (...) donc je suis resté au camp des Balzi Rossi pour une, deux, trois semaines, finalement un mois. Après j'ai vu ce que les No Border faisaient pour aider les migrants. Alors j'ai décidé de faire ma demande d'asile ici en Italie et du coup je suis resté ici (entretien avec Fouad, janvier 2020, Vintimille).

Fouad est soudanais, à Vintimille les Soudanais sont nombreux. Il est arrivé en Italie en 2015 : de Lampedusa il a traversé l'Italie avant d'arriver à Vintimille, intentionné à passer en France. Quand il arrive il découvre le camp des Balzi Rossi et il décide de rester. Après plus de 3 ans, dont une période de 8 mois en France, il obtient, quelques jours avant cet entretien, la Protection Humanitaire, d'une durée de deux ans. (Entretien réalisé à Vintimille, le 10 février 2018).

Pour beaucoup de personnes, comme l'Europe ne constituait pas forcément un projet de voyage initial, ce n'est non plus le cas de l'Italie ou la France une fois arrivées sur le sol européen : à la suite de nombreux déplacements elles ont reformulé la trajectoire en cours de route. Diaba nous raconte :

Initialement, je n'avais pas décidé de venir en Europ. Quand j'ai quitté le Ghana, je suis allé au Bénin et j'y ai vécu pendant deux ans. J'ai travaillé dans les ports et j'avais une petite amie. Ensuite, quand j'ai quitté mon travail et ma petite amie, je suis allé en Libye. J'ai travaillé là-bas pendant longtemps et un jour, j'ai réalisé que pour avoir beaucoup d'argent, je pouvais essayer d'aller en Europe, je n'imaginai pas que c'était comme ça. Maintenant, je perds mon

temps ici, je pourrais revenir au Ghana. Je n'ai jamais décidé où aller, je voyage selon les chemins que Dieu me montre (entretien avec Diaba, réalisé à Vintimille le 14 novembre 2018, en anglais et traduit par moi-même)⁴⁴.

Après quelques mois passé à Vintimille, Diaba décide de faire demande à l'Organisation internationale des migrations (OIM) afin de pouvoir bénéficier du programme de retour humanitaire volontaire et retourner ainsi au Ghana : ce programme permet de faire une demande de retour volontaire, sur la base de laquelle l'OIM s'occupe des questions relatives à l'obtention des visas permettant de voyager vers le pays d'origine.

Dans ce sens, les parcours migratoires peuvent être entendus comme des pratiques de négociation constantes qui se redéfinissent à chaque étape.

Ces aspects préalables montrent les limites de la théorie mécaniciste et déterministe de la migration comme résultat de l'équation de facteurs de *push and pull*. Certes, les flux migratoires suivent des logiques qui ont également à voir avec les liens entre les pays d'accueil et les pays de départ⁴⁵. Toutefois, les routes font face aux régimes de frontière dont la fonction est celle de ralentir les flux dans une optique de filtre et de sélection des personnes. Dans cette optique, les routes se diversifient en fonction des mécanismes de contrôle qui leur font face. Nicholas De Genova a identifié cette dialectique dans l'affrontement entre deux termes : le *border reinforcement* face aux pratiques de *debordering*. Si le renforcement des dispositifs de contrôle au niveau des frontières externes et internes est une réaction inévitable à l'irréductibilité des mouvements humains, elle amène néanmoins à la quête de voies alternatives qui sont pourtant de plus en plus dangereuses, violentes voire mortelles. Ce qui nous intéresse majoritairement donc est de comprendre comment aux pratiques de renforcement des frontières s'ensuivent des pratiques de franchissement de celles-ci. A Vintimille, la réintroduction des contrôles aux frontières françaises a augmenté le niveau de militarisation de ses infrastructures : comme contrepartie, les personnes trouvent des solutions pour les traverser qui se traduisent en une augmentation constante du nombre des morts et blessé.es, depuis 2015 notamment. Vintimille

⁴⁴ Langue originelle de l'entretien : I didn't decide to come in Europe from the beginning. When I left Ghana, I went in Benin and I lived there for 2 years, I worked in the harbours and I had a girlfriend. Then, when I left my job and girlfriend I went in Libya. I worked there for a long time, and one day I realised that to have much money I could try to go to Europe, I didn't imagine it was like that. Now, I waste my time here, I could come back in Ghana. I never decided where to go, I travel the ways God shows to me

⁴⁵ Saskia Sassen identifie trois typologies de liens dans ce sens : a) liens créés par la globalisation économique ; b) liens créés spécifiquement pour le recrutement de main d'œuvre ; c) liens créés pour l'exportation organisée, légale et illégale de main d'œuvre (Sassen, 2008: 140)

se présente comme un carrefour de différentes routes migratoires transnationales, notamment la route de la Méditerranée et, depuis plus récemment, la route des Balkans.

Cette thèse procède donc avec une ontologie processuelle qui voit intrinsèquement dans la notion de *border* les dynamiques du *bordering* qui lui sont associées : *re-bordering* et *de-bordering*. En français cela correspond à décrire les processus de « frontiérisation » à savoir comment la frontière se fait et se défait. Dans les pages qui suivent je retrace ces processus au travers une exploration historique et contextuelle, spécifique à la frontière franco-italienne.

Cette étude fait référence à une frontière interne de l'Union Européenne et, par conséquent, aux soi-disant « mouvements secondaires⁴⁶ ». Comme nous avons expliqué plus haut, ce qui se passe à cette frontière est étroitement lié aux dynamiques en acte aux frontières extérieures. Or, la frontière franco-italienne s'étend pour 515 kilomètres carrés et elle présente des paysages et des conformations morphologiques assez variables. La chaîne des Alpes se partage essentiellement en deux traits : les Alpes maritimes (la *Val Nervia* du côté italien et la Vallée de la Roya, du côté français) et la Val di Susa (la vallée alpine qui prend le nom de la localité Susa et s'étend dans la partie occidentale de la région du Piémonte, à l'ouest de Turin jusqu'à la frontière avec la France à Ouest). Cette deuxième portion de territoire présente un climat typiquement alpin et est constellé des sommets assez hauts qui, en hiver notamment, sont intéressés par des massives précipitations de neige. Depuis 2017 notamment ces chemins de montagne commencent à être battus par les personnes voulant rejoindre la France, comme alternative à la route qui passe par Vintimille, qui est à ce moment-là intéressée par une intensification ramifiée des appareils de contrôle. Bien évidemment, la conformation géographique hostile de cette route augmente le niveau de dangerosité de cette frontière et intensifie le risque de mort, d'incidents et de blessures. A cela il faut ajouter les actions de contrôle et de reconduites effectuées par les corps de police mobilisés à cette frontière qui, souvent, produisent des véritables « chasses à l'homme » (Bachelier, 2017) sur ces chemins de montagne. Le site Border Forensics est un site d'enquête sur les violences aux frontières, qui vise à répertorier le nombre de morts ; les données confirment ce que nous venons de décrire :

« Le long des frontières extérieures et intérieures de l'UE, de plus en plus de violations des droits fondamentaux des personnes en migration sont alors signalées. Face au risque d'être refoulé·es, les exilé·es sont contraint·es de contourner les postes-frontière et d'emprunter d'autres

⁴⁶ Nous retrouvons la référence aux mouvements secondaires (« secondary movements ») parmi les motifs ayant conduit à la prolongation de l'article 21 du code Schengen, permettant le rétablissement des contrôles aux frontières françaises, voir plus loin.

chemins, plus dangereux. Notre recherche montre que cette fermeture a entraîné une multiplication des accidents et des décès de personnes en migration lorsqu'elles tentent de traverser des frontières alpines : 87 personnes ont perdu la vie ainsi depuis 2015. C'est à la frontière franco-italienne qu'est comptabilisé le plus grand nombre de décès, avec 46 cas répertoriés depuis 2015⁴⁷ » (Border Forensics, 2022).

2.5.1 1860 – 1990

Dans le soir déclinant, le croissant de lune brille, entouré d'étoiles.

- Ce sera une nuit de passages, les chemins sont bien illuminés, les passeurs sont tous à l'œuvre.

- Personne ne les arrête ?

- Personne. Il y a tout un monde souterrain de nuit.

Il y avait toujours deux mondes, pensait Leonardo⁴⁸

(Biamonti, Le parole la notte : 102, traduction par moi-meme)

L'histoire de ce côté de la frontière franco-italienne commence bien avant l'année 2015. L'inauguration du lieu de passage frontalier et douanier de Pont Saint Louis (l'actuelle « frontière haute ») a eu lieu en 1861, simultanément à l'unification de l'Italie. A partir de ce moment, Vintimille acquière le caractère de ville frontalière et au ménage de la frontière correspond à son progressif aménagement. Si la frontière de Pont Saint Ludovic (la « frontière basse ») n'existera pas avant 1960 – au moment où la route au bord de la mer sera enfin construite – la douane de Pont Saint Louis devient « l'un des principaux points de passage et de contrôle des flux de populations et de marchandises entre les deux pays » (Selek, Trucco, 2020 : 66). Outre son caractère douanier, la frontière commence à acquérir une dimension de connexion des flux touristiques dans un moment de « formidable essor du tourisme mondain dans les Alpes-Maritimes, notamment à Monaco et Menton » (*idem* : 67). Simultanément à la construction de l'imaginaire de la Riviera française et de la Riviera italienne et des circuits touristiques qui relient les deux, Pont Saint Louis acquière une position de premier plan : l'hôtel

⁴⁷ Border Forensics, <https://www.borderforensics.org/fr/investigations/la-mort-de-blessing-matthew-une-contre-enquete-sur-la-violence-aux-frontieres-alpines/>

⁴⁸ Langue originelle : Nella sera che si spegneva brillava la mezzaluna circondata di stelle.

- Sarà notte di passaggi, i sentieri si vedono bene, i passeurs sono tutti all'opera.

- Nessuno li ferma?

- Nessuno. C'è tutto un mondo notturno e sotterraneo.

C'erano sempre due mondi, pensava Leonardo.

Miramar et son casino, le restaurant *Balzi Rossi* sont les premiers bâtiments de luxe qui voient le jour sur la ligne de frontière. Ce dernier surgit à côté des rochers rouges qui entourent la grotte Grimaldi qui :

« Occupée par les humains à l'époque paléolithique, suscite l'intérêt dès la seconde moitié du XIX^e siècle, notamment sous l'égide de la principauté de Monaco voisine et en particulier du prince Albert I^{er}, entre 1875 et 1902. Intérêt décuplé en 1901 par la découverte de fossiles d'*Homo sapiens*, aussitôt baptisés « homme de Grimaldi », par l'archéologue-anthropologue René Verneau » (Selek, Trucco, 2020 : 70).

L'historien Enzo Barnabà qui habite à Grimaldi, à quelques mètres de Pont Saint Louis, raconte la destination d'usage que certains bâtiments de luxe acquièrent au fil du temps, notamment en tant que demeures de célèbres médecins, patrons de minières, riches familles (Barnabà, 2019).

Le quotidien des passages clandestins, des trafics de différente nature, d'économies souterraines qui commencent à se multiplier justement à cause de l'existence de la frontière est merveilleusement racontée par Francesco Biamonti dans ses romans, constituant une pièce de la mémoire historique de cette frontière. Antifascistes, anarchistes, juifs et juives échappant à leurs destins de mort et persécutions, pauvres et sans emplois du Sud de l'Italie en quête de travail en France, exiliés de guerres lointaines : la frontière commence à exister pour toutes ces personnes qui, justement par son existence, deviennent alors des « migrant.es ».

« La région de Vintimille représentait le maillon le plus faible de la frontière, par l'existence d'un trafic intense et de sentiers, abrupts peut-être mais non surveillés, reliant les hameaux de Grimaldi, Latte et La Mortola aux pays mentonnais et par les perspectives offertes par la mer. D'où la construction d'un poste de contrôle – le pont Saint Louis- qui, dans l'imaginaire des migrants, allait devenir « le pont de passage vers la terre des toutes les espérances et de toutes les illusions » (Tombaccina-Villefranca, 1999 :80).

La catégorie du « migrant clandestin » commence à être mobilisée dans les discours de l'époque et le phénomène commence à prendre une forme massive, notamment dans l'entre-deux-guerres et à partir des années Vingt, à la suite de la marche sur Rome. A côté des migrants économiques, les réfugiés politiques, notamment les antifascistes et les juifs, commencent à traverser la frontière clandestinement. A ce propos, « c'est en 1918 que les documents, pour la première fois, dénoncent l'existence d'un trafic de clandestins savamment orchestré » ou encore « l'apparition de véritables organisations de passeurs, certains avec des ramifications transocéaniques » (Tombaccina-Villefranca, 1999 : 81).

La construction d'un appareil répressif et de surveillance à la frontière, les législations émanées, ainsi que les réseaux de trafics qui commencent à se créer contribuent à la naissance de la frontière- dans le sens de dispositif- du Pont Saint Louis. A titre d'exemple, face au mouvement massif de passages transfrontaliers, la France commence à faire recours aux refoulements et aux expulsions, à prescrire des sanctions, à penser le contrôle frontalier de manière structurée. A ce propos, « le préfet des Alpes-Maritimes constitua le 1^{er} septembre (1938) un comité départemental de surveillance des frontières, ayant pour but de coordonner l'action de tous les services concernés et de le rendre par-là plus efficace » (Tombaccina-Villefranca, 1999 : 93). Du côté italien, ce fut le même, notamment lorsque Mussolini arrive au pouvoir et « grâce à ce train de mesures, en 1929 le bouclage de la frontière pouvait être considéré comme efficace⁴⁹ ».

Un texte précieux nous restitue la réalité des transits des personnes juives depuis la « rivière des fleurs » vers la Côte Azur entre 1938 et 1940. L'auteur est Paolo Veziano⁵⁰ qui, né à Isolabona dans la Vallée de la Nervia, connaît parfaitement l'histoire de cette frontière. Cette étude résulte extrêmement importante car décrit le fonctionnement de la frontière franco-italienne face à l'exode des personnes juives vers la France, démontrant parfaitement l'évolution du dispositif frontière face aux passages clandestins. Nous pouvons observer comment l'engrenage frontalier commence réellement à fonctionner et à se perfectionner autour d'une panoplie d'éléments : les dispositions juridiques et législatives, le rôle de la presse et de la narration médiatique, les réactions des populations locales, l'initiative individuelle et autonome des personnes voulant rejoindre la France, la mise en place d'un business frontalier très rentable, le rôle des organisations solidaires dans la facilitation au transit ou à l'accueil des réfugiés. Ce sont ces éléments qui, dialectiquement, se combinent et impulsent une dynamique frontalière inédite et en devenir. J'estime que reparcourir cette phase historique permet de reconnaître des éléments de continuité avec le présent. Tel est l'intérêt, dans une étude ethnographique, de travailler sur un plan diachronique : situer notre regard dans l'histoire et

⁴⁹« La volonté de freiner l'exode des Italiens constituant l'un de ses objectifs, en l'espace de quelques mois furent prises des mesures d'une portée matérielle et d'une signification psychologique indubitables. On commença par l'augmentation des effectifs, d'où l'envoi à Vintimille de plusieurs "centuries" de la milice fasciste qui, réparties le long de la frontière, de la Méditerranée à la province de Cuneo, avaient pour mission de verrouiller les points des passages clandestins. La présence de ces "centuries", additionnées à une section de cheminots fascistes et aux hommes de la milice nationale, fournis par le "fascio" local, portait à plus de 300 le nombre des agents destinés à réprimer les infiltrations. Ensuite on décida de faire accompagner les cars desservant la ligne Cuneo-Nice par des policiers afin de dissuader les voyageurs irréguliers. Enfin des rideaux de fils de fer barbelés furent posés à la gare de Vintimille, là où les trains ralentissaient, des carabiniers furent postés, nuit et jour, dans les couloirs et dans les passages à niveau pour intercepter des éventuels contrevenants et de puissants projecteurs furent installés pour leur empêcher de se confondre dans l'obscurité. ». Tombaccina-Villanova. 1999 : pp. 89-90.

⁵⁰ Paolo Veziano, *Ombre di confine. L'emigrazione clandestina degli ebrei stranieri dalla riviera dei fiori verso la costa azzurra (1938-1940)*, Alzani Editore, 2001.

restituer la complexité des événements et des phénomènes observés. Paolo Veziano restitue donc la réalité des transits transfrontaliers : il prend comme point de départ l'émanation par le Gouvernement fasciste du décret-loi 1381 du 7 septembre 1938 qui établit le retour forcé des personnes juives étrangères vers leurs pays d'origine dans le délai du 12 mars 1939. Bien que le Gouvernement n'eût pas éclairé les modalités d'exécution de cette mesure, à partir de ce moment les personnes visées par ce décret commencent à s'organiser afin de quitter le Pays. L'absence de mesures institutionnelles visant à faire respecter cette loi, laissait de facto libre place aux initiatives individuelles des personnes, dont la plupart commencent à chercher une façon pour partir vers la France. Cette réalité est supportée par le fait qu'environ la moitié des personnes juives résidentes quittent l'Italie avant la date du 12 mars. La possibilité d'obtenir des visas pour la France étant très limitée, les personnes commencent à arriver dans la Rivière des fleurs afin d'expatrier, soit avec une tacite facilitation par les forces institutionnelles (forces de police et préfecture, tant que l'on parle de « passeurs d'Etat »), soit aidées par l'organisation des bateliers qui se spécialisent dans le franchissement des frontières, soit maritimes que terrestres. En outre, la France démontre une incapacité de faire face à l'« invasion » : les forces de surveillance et de contrôle de la frontière, bien que renforcées et multipliées pour l'occasion, n'arrivaient pas à présider le territoire de frontière dans sa totalité, qui pour sa conformation laisse une infinité de voies de passage. D'une part le laxisme et la politique du laissez-faire du côté italien, de l'autre l'incapacité de barrage du côté français - critiquée d'ailleurs par les journaux locaux niçois -, rendent le phénomène des transits réel et suffisamment structuré. A ce propos, nous assistons à la professionnalisation de la figure du facilitateur du passage, avec ses tarifs, ses réseaux et à sa facilité d'accès aux infrastructures vouées à l'organisation des voyages⁵¹. L'économie de frontière se complexifie et commence à englober cette nouvelle demande au sein du marché, qui se diversifie alors par rapport à la contrebande et au trafic de marchandises et se spécialise dans le transport clandestin d'une catégorie de personnes. Face à ce phénomène de plus en plus massif, nous assistons donc à un durcissement et à une réorganisation du système de contrôles frontaliers du côté français (notamment pendant l'été 1939⁵²).

⁵¹ De véritables agences de voyage voient le jour, vouées à collecter l'argent pour les transports et à fournir aux personnes les renseignements concernant le voyage vers la France.

⁵² Garnisons fixes de patrouilles au niveau des lieux de débarquement des bateaux transportant les personnes juives, unités de gendarmerie à terre afin d'effectuer les arrestations des personnes transportées et des passeurs, systématisation des reconduites à la frontière, etc.

Les dispositions et les dispositifs pris afin de contraster le phénomène des migrations clandestines se sont donc affinées et précisées au fur et à mesure, et, depuis, elles se sont renouvelées et adaptées à ce continuel passage de personnes et de marchandises. A ce propos, les années 50 et 60 furent caractérisés par un mouvement massif de migrants italiens, qui connut au moins deux étapes : d'abord, les Italiens provenant du Sud de l'Italie rejoignent le Nord d'Italie impulsant une migration interne spectaculaire ; deuxièmement, ils, notamment les personnes originaires de la Calabre, se renversent dans les zones frontalières aspirant à trouver un travail en France. Vintimille est imbriquée dans cette histoire de migrations internes et transfrontalières, ce qui a provoqué un rechange de la population locale, qui aujourd'hui voit la population d'origines calabrais concurrencer avec celle locale (celle-ci représenterait un tiers de la population locale). Ces nouveaux migrants, venus pour échapper à la crise du travail, particulièrement forte dans le Sud de l'Italie, n'étaient pas bien vus par la population française car ils étaient prêts à travailler avec des salaires inférieurs par rapport aux travailleurs locaux. Progressivement, un paysage composé de nouvelles structures, nouveaux fonctionnaires et nouvelles législations voit le jour et commence à se délinéer.

A une échelle plus large, en retraçant l'histoire des migrations nous pouvons observer que les moments de halte et d'attente se multiplient au fur et à mesure que l'on construit la nécessité de réglementation des flux de passage. Cela advient quand l'on abandonne l'idée du « laissez-faire », impulsant le passage d'une idée des « migrations comme mouvements libres au sein d'un système libre-échangiste » à des « migrations entourées de contraintes systémiques » (Green, N, 2002 : 80). En effet, l'imagerie des flux, des vagues, tous ces mouvements sans frein émergent à un moment historique où effectivement les barrières aux mouvements migratoires étaient moindres voire minimales. Ce modèle « spontanéiste » vient s'estomper au fur et à mesure qu'une réglementation et une restriction des arrivées sont demandées, dès la fin du XIX siècle. Comme Nancy Green nous dit, « le langage devient explicite. Planification et organisation deviennent les mots d'ordre des appels aux politiques d'immigration » (*idem*).

2.5.2 Projet européen et espace Schengen

Au cours de l'histoire, la géographie de l'espace européen a connu de nombreuses transformations, en se présentant comme un espace malléable et élastique. Observer les évolutions de ces frontières est sans doute une manière pour enregistrer les transformations de cet espace. Dans

ce sens, l'un des projets le plus ambitieux est sûrement la création de l'espace Schengen. Dans le site internet de la commission européenne nous pouvons lire :

« L'espace sans contrôle aux frontières intérieures (l'« espace Schengen») est l'une des plus grandes réalisations de l'intégration européenne. Dans sa communication intitulée « Stratégie pour un espace Schengen pleinement opérationnel et résilient» (la «stratégie Schengen»), la Commission a souligné que les fondements de Schengen font partie de l'ADN européen. L'espace Schengen comprend un espace au sein duquel les citoyens de l'Union européenne et les ressortissants de pays tiers qui séjournent légalement sur le territoire, de même que les biens et les services, peuvent circuler sans être soumis à des contrôles aux frontières intérieures. Schengen est un élément essentiel de l'espace de liberté, de sécurité et de justice et un élément clé pour le fonctionnement du marché unique. Sa création a apporté des avantages sociaux et économiques considérables à la société européenne⁵³.

L'« espace Schengen » est instauré en 1990 par la convention du même nom. Le projet remonte aux années '80⁵⁴ lorsque certains pays européens décident de créer un espace de libre circulation. Ces accords établissaient la fin des contrôles aux frontières intérieures à l'Union Européenne et une liberté de mouvement pour les marchandises et les personnes qui faisaient donc partie d'un ensemble supranational, qui dépassant les limites des Etats-Nations, incluait ces derniers à l'intérieur d'une frontière européenne commune, à défendre et surveiller via un engagement commun. Pour cette raison, à partir de ce moment, une différenciation importante entre frontières internes et externes est établie. La frontière franco-italienne fait partie de ces frontières internes où les contrôles n'auraient plus raison d'être, sauf dans des formes « aléatoires et mobiles ».

Dans ce contexte, la frontière franco-italienne occupe une place de premier plan car la réintroduction des contrôles aux frontières de la part d'un pays membre tel la France se heurte – au moins théoriquement- au projet de libre circulation établi avec les Accords Schengen. Plus précisément, celui-ci reste d'actualité pour les marchandises et moins pour les personnes, d'autant plus si ces personnes n'apparaissent visuellement comme étant européennes⁵⁵.

⁵³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52021PC0891&from=EN>

⁵⁴ En 1985 ce sont 5 pays qui signent les accords : France, République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. L'Italie en 1990, l'Espagne et le Portugal en 1991, la Grèce en 1992 rejoignent le groupe de Schengen, formant l'« espace Schengen ». L'Autriche en 1995, puis le Danemark, la Finlande, la Suède et, en tant que membres associés, la Norvège et l'Islande en 1996 adhèrent à la convention. Le 26 mars 1995, la convention de Schengen entre en vigueur dans sept des États signataires (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal). L'application effective de la convention par les autres États date de 1998 (encyclopaedia universalis : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/accords-de-schengen/>).

⁵⁵ Les contrôles au faciès à la frontière franco-italienne sont une réalité documentée et témoignée constamment de la part des associations (y compris juridiques), collectifs, ONG opérant à la frontière. Nous aurons l'occasion d'y revenir tout au long de ces pages.

Dans ce cadre, nous devons citer la création de la « zone Schengen », à savoir l'article 78-2 alinéa 4 du code de procédure pénale (CPP) :

« Dans une zone comprise entre la frontière terrestre de la France avec les États parties à la convention signée à Schengen le 19 juin 1990 et une ligne tracée à 20 kilomètres en deçà, ainsi que dans les zones accessibles au public des ports, aéroports et gares ferroviaires ou routières ouverts au trafic international et désignés par arrêté [...], en vue de vérifier le respect des obligations de détention, de port et de présentation des titres et documents prévues par la loi ».

Cet élément est très important car l'on constate que le fonctionnement des contrôles aux frontières internes trouve une continuité au sein du territoire national :

« S'agissant des contrôles prévus à l'article 78-2, quatrième alinéa, du code de procédure pénale, il y a lieu de constater qu'ils sont effectués non pas « aux frontières », mais à l'intérieur du territoire national et qu'ils sont indépendants du franchissement de la frontière par la personne contrôlée. En particulier, ils ne sont pas effectués au moment du franchissement de la frontière. Ainsi, lesdits contrôles constituent non pas des vérifications aux frontières interdites par l'article 20 du règlement n° 562/2006, mais des vérifications à l'intérieur du territoire d'un État membre, visées par l'article 21 dudit règlement⁵⁶ ».

Localement, une personne étant arrêtée jusqu'à Nice peut faire objet d'un refoulement direct vers l'Italie, en étendant *de facto* le champ d'action du dispositif frontalier. Il est très courant de rencontrer des personnes venant d'être refoulées qui déclarent d'avoir été arrêtées aux gares de Carnolès, Roquebrun Cap-Martin, Cap-d'Ail, Eze, Villefranche sur Mer, Nice. Les contrôles sur les trains ne s'arrêtent donc pas à la gare de Menton-Garavan mais suivent ce qui devient une véritable « zone de frontière ».

Deux autres dispositions doivent être citées, afin de comprendre le fonctionnement de cette frontière et les répercussions sur les subjectivités qui essayent de les traverser.

Premiers en date, les accords de Chambéry, signés par la France et l'Italie le 3 octobre 1997 à Chambéry et ratifiés le 8 juin 1999 (Loi n° 99-472 du 8 juin 1999) régissent spécifiquement le fonctionnement de la frontière franco-italienne en matière de coopération transfrontalière au niveau policier et douanier. L'association « Gisti » explique que :

« Cet accord prévoit la mise en place de patrouilles mixtes (effectuées par les forces de l'ordre des deux États à la frontière de l'un des deux) et de centres de coopération policière et douanière (CCPD), mais surtout il fixe les conditions de mise en œuvre de la procédure de réadmission. Chaque État signataire d'un accord bilatéral a ainsi la possibilité de remettre aux autorités du

⁵⁶ Réponse de la CJUE à la Cour de Cassation suite à un contentieux juridique, cité par <https://www.cairn.info/revue-plein-droit-2010-4-page-I.htm>

pays cosignataire tout étranger en situation irrégulière interpellé sur son territoire et pour lequel il peut prouver qu'il a séjourné ou qu'il provient de ce pays voisin⁵⁷ ».

Cet article prévoit donc la réadmission d'une personne sans documents sur le territoire italien, une fois vérifiée sa provenance depuis ce pays. Autrement, sans la présence d'épreuves certifiant la provenance depuis l'Italie, cette procédure n'est applicable que dans une bande de 20 kilomètres maximum au-delà de la ligne de frontière.

Deuxièmement, la normative qui régit le fonctionnement des contrôles aux frontières au niveau européen est le Règlement Dublin – à l'heure actuelle nous faisons référence à la troisième version de ce règlement (Dublin III) - qui prévoit que la responsabilité de la demande d'asile relève du premier pays depuis lequel la personne est rentrée en Europe. Cette disposition prévoit l'enregistrement de données biométriques (notamment les empreintes digitales) dans des fichiers digitaux communs au vingt-huit pays membres et à quatre autres pays associés, la Suisse, l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein. Ce fichier est appelé EURODAC et est voué à l'identification des personnes accédant dans l'espace européen. Cette résolution constitue à la fois un élément fondamental de gestion des mobilités internationales et d'obstacle aux projets des personnes. Si d'une part, ce règlement pèse fortement sur certains pays à cause de leur position géographique - notamment l'Italie, la Grèce et l'Espagne - d'autre part, restreint fortement la possibilité de choix du pays de destination. Nombreuses sont les raisons pour lesquelles les personnes souhaitent poursuivre leurs voyages et rejoindre d'autres destination – la langue, la présence de réseaux familiaux ou amicales dans d'autres pays, les possibilités offertes par le marché du travail, les conditions d'accueil qui varient d'un pays à l'autre. Les personnes qui, pour l'application du règlement Dublin, sont renvoyés dans le premier pays d'accès, sont dites « dublinées » (*dublnate* en italien) : il s'agit d'un mécanisme fréquent, qui correspond à un véritable « retour à zéro » dans le parcours migratoire. Pour échapper à ce « jeu de l'oie », beaucoup de personnes essaient d'éviter par tous les moyens de laisser leurs empreintes digitales à leur arrivée en Italie par exemple, en arrivant même à se brûler les doigts ou à s'enfuir lors des opérations de premier secours.

La première remise en question des Accords Schengen remonte à la période des soi-disant « Printemps Arabes ». Avec le déclenchement des révoltes en Tunisie au printemps 2010, l'Italie est touchée par une augmentation importante du nombre des demandes d'asile et décide d'octroyer des titres de séjour temporaires – de six mois - à plus de 20.000 tunisien.ne.s. Au

⁵⁷ <http://www.gisti.org/spip.php?article4484>

même temps, elle demande une prise de responsabilité des autres pays membres, en matière d'accueil des personnes arrivant sur ses côtes à cause de sa position géographique. Ces deux éléments font l'objet d'incidents diplomatiques avec la France notamment. D'une part car elle refuse l'accueil des nouvelles arrivées en estimant que le nombre des demandeurs d'asile demeure trop limité pour une redistribution entre pays ; d'autre part, l'octroi des titres de séjour temporaires de 2010 est lu comme risque d'une augmentation de franchissement de la frontière vers la France. Or, suite la décision de part française de suspendre les trains depuis Vintimille en direction de la France en avril 2011, « l'incident diplomatique a remis en cause les accords de libre circulation de Schengen. En effet, Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi ont demandé à l'Europe un rétablissement des contrôles aux frontières intérieures "en cas de difficultés exceptionnelles" »⁵⁸ ».

2.5.3 La frontière franco-italienne depuis 2015 : de la ligne frontière à la zone frontière

Nous pouvons interroger les transformations survenues depuis 2015 comme un passage conceptuel de « border » à « bordering », de ligne de frontière à zone frontalière, ce qui implique de nouvelles spatialités et temporalités à la fois des politiques et des pratiques de frontière. En effet, je considère 2015 comme une année-charnière, un tournant dans l'histoire de cette frontière. Je restitue donc l'histoire récente de cette frontière afin de souligner l'« ontologie processuelle » des frontières dans un scénario de plus en plus globalisée. Notamment depuis 2015 en effet ce territoire de frontière connaît un nouveau dynamisme, appuyé par des législations, des accords bilatéraux, des praxis informelles.

En novembre 2015 la France réintroduit le contrôle à ses frontières pour un mois, pour cause de l'événement de la COP21 mais tout de suite prolongé pour cause de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure, à la suite de l'attentat au Bataclan le 13 novembre où 130 personnes ont perdu leurs vies. Depuis cette date, la disposition de réintroduction des contrôles aux frontières internes demeure. Comme j'ai expliqué plus haut, l'article 25 du code Schengen prévoit le rétablissement temporaire et exceptionnel de ces contrôles pour une durée limitée, à savoir trente jours, pour des raisons de menace et de sécurité intérieure, pour une durée maximale de deux ans. Or, en France cette disposition demeure depuis six ans. Le 10 mai 2022 quatre associations ont saisi le Conseil d'Etat afin de demander la suspension d'une

⁵⁸ MORROI Michela, « Le traitement des demandeurs d'asile en Italie », *Hommes & Migrations*, 2012/6 (n° 1300), p. 72-82

nouvelle prolongation. En effet, un arrêt de la Cour de justice de l'Union Européenne du 26 avril 2022 établit que pour des graves raisons de menace interne, les Pays membres peuvent réintroduire les contrôles à leurs frontières pour une durée maximale de six mois, à moins qu'une nouvelle raison en justifie la prolongation. Le code Schengen et de la Cour de justice nous montrent que la France applique improprement les dispositions relatives à la gestion des frontières internes, ce qui assume un caractère illégal et arbitraire. Ces considérations résultent centrales pour notre analyse car elles nous permettent de remarquer que ce sont aussi les pratiques informelles et illégales qui font exister les frontières.

Avec la réintroduction des contrôles aux frontières de la part de la France, ce qui se met en place est un système de filtrage des flux transfrontaliers. Si au niveau des réseaux routiers les contrôles résultent aléatoires⁵⁹, au niveau des gares, des chemins de montagne et de l'espace urbain, ils sont caractérisés par un fort *racial profiling*, à savoir une opération de sélection des sujets à contrôler en fonction de la couleur de la peau et de l'esthétique des corps. Ces pratiques de contrôle sélectives répondent à deux fonctions qui, à première vue, pourraient paraître incompatibles : « Effectuer un contrôle sur l'identité des personnes qui rentrent dans le territoire national et limiter les contrôles afin de ne pas porter préjudice à l'économie nationale ⁶⁰ » (Aris Escarcena, 2018 :106, traduction par moi-même). A ce propos l'auteur, dans une note en bas de page, ponctue que le gouvernement français s'est fortement préoccupé des effets économiques produits par la réintroduction des contrôles aux frontières, en effectuant une étude prévisionnelle sur les conséquences d'un abandon des accords Schengen, en prévoyant que :

« À court terme, les plus touchés par cette mesure sont les touristes de court séjour en provenance des pays voisins, les touristes non européens visitant plusieurs pays en Europe, les travailleurs frontaliers et enfin le trafic routier de marchandises. Le coût direct pour la France serait d'un à deux milliards d'euros selon l'intensité des contrôles aux frontières (sans compter le coût budgétaire de ces contrôles). La moitié de ce coût évalué s'explique par une baisse de la fréquentation touristique, 38 % par l'impact sur les travailleurs frontaliers et 12 % par les freins au transport de marchandises⁶¹ ».

⁵⁹ Les voitures sont susceptibles d'être contrôlées, notamment à niveau du passage autoroutier de la Turbie à Nice et des deux postes-frontières, Pont Saint Louis et Pont Saint Ludovic ; au moment de l'opération de contrôle, les forces de police peuvent vérifier le véhicule, en demandant l'ouverture du coffre par exemple. Il est rare que soient contrôlés les documents d'identité du conducteur et du véhicule ; généralement ces contrôles sont effectués de façon assez rapide.

⁶⁰ Langue originelle : « realizar un control sobre la identidad de las personas que ingresan en el territorio nacional y limitar los controles para no perjudicar la economía nacional »

⁶¹<https://www.strategie.gouv.fr/publications/consequences-economiques-dun-abandon-accords-de-schengen>, consulté la dernière fois le 09/12/2022. Notons que les régimes de mobilité intéressés par ces études se réfèrent à trois catégories de personnes : les touristes, les travailleurs frontaliers et les transporteurs.

Or, la réintroduction des contrôles frontaliers prévoit la création de « Points de Passage Autorisés » (PPA), à savoir des points de contrôle des forces de police et qui fonctionnent en tant que points de franchissement des frontières internes : ils doivent être déclarés par l'Etat dans le cadre de la procédure de réintroduction de la frontière. C'est dans ces lieux que les autorités compétentes peuvent délivrer une décision de refus d'entrée dans le cadre d'une procédure de non-admission. C'est dans ces points également que les personnes peuvent présenter une demande d'asile en France : ici elles devraient être systématiquement informées de leurs droits de demander l'asile, une pratique qui dans l'expérience des personnes interrogées n'est jamais respectée. A partir de 2015, la France introduit également des Non-PPA dont la seule différence avec les PPA réside dans la non-obligation d'être déclarés institutionnellement. Dans les deux cas, ces postes de contrôles peuvent être permanents ou non-permanents (ces derniers peuvent être effectués dans une zone comprise dans les vingt kilomètres de la frontière).

PERIODES	MOTIF
01/05/2022 – 31/10/2022	Continuous terrorist threat, secondary movements, Coronavirus COVID-19; all internal borders
01/11/2021 - 30/04/2022	Continuous terrorist threat, secondary movements, Coronavirus COVID-19; all internal borders
01/05/2021-31/10/2021	Continuous terrorist threat, secondary movements, Coronavirus COVID-19; all internal borders
01/11/2020-30/04/2020	Terrorist threats, situation at the external borders: all internal borders

01/05/2020-31/10/2020	continuous terrorist threat and the risk of terrorists using the vulnerability of States due to COVID-19 pandemics, support to measures aiming at containing the spread of virus; all internal borders
31/10/2019-30/04/2020	coronavirus COVID-19 (as of beginning of March), persistent terrorist threat, upcoming high profile political event in Paris, secondary movements; all internal borders
01/05/2019-31/10/2019	Terrorist threats, situation at the external borders
01/11/2018 - 30/04/2019	Terrorist threats, situation at the external borders, upcoming high level political meetings
30/04/2018-30/10/2018	persistent terrorist threat; all internal borders
01/11/2017 - 30/04/2018	Persistent terrorist threat All internal borders
16/07/2017-31/10/2017	Persistent terrorist threat; all internal borders
27/01/2017-15/07/2017	Persistent terrorist threat - all internal borders

26/07/2016-26/01/2017	In relation to the emergency state as introduced further to the Nice attack All internal borders
-----------------------	---

France's notifications of the temporary reintroduction of border control at internal borders pursuant to Article 25⁶² and 28⁶³ et seq. of the Schengen Borders Code⁶⁴

Depuis 2015, les refoulements fonctionnent comme suit : une personne étant arrêtées en territoire français- donc au-delà des PPA- sans documents ou titres de voyage valides est accompagnée auprès au poste du service de Police aux Frontières (SPAF) de Menton (Pont Saint Louis⁶⁵), qui peut prédisposer une procédure de non-admission et, par conséquent, un refoulement direct en Italie. Une fois établi que la personne ne possède pas les critères pour entrer en territoire français, la PAF délivre un document, à savoir une décision de refus d'entrée (voir ci-dessous), délivré dans le cadre d'une procédure de non-admission⁶⁶. Il s'agit du document officiel qui rend opératif le refoulement et la conséquence délivrance de la personne non admise aux autorités de frontière italiennes. Souvent, les cases de ces documents sont pré-cochées et il n'est pas rare, pour les

⁶² Foreseeable cases (Article 25 and 26 of the codified SBC). For foreseeable events (e.g. sports events), the duration of the border control is limited to 30 days or for the foreseeable duration of the threat, if it exceeds 30 days. If required, the reintroduction of border control can be prolonged for renewable periods of up to 30 days. The total period shall not exceed 6 months.

The Member State shall notify the Commission and other Member States at least 4 weeks before the planned reintroduction of border control. An exception of this notification period is made, if the circumstances giving rise to reintroduced border control become known at a shorter notice.

⁶³ Cases requiring immediate action (Article 28 of the codified SBC). Where immediate action needs to be taken to adequately respond to a threat, a Member State may reintroduce border control for 10 days without prior notification. The Commission and the Member States must be informed of such decisions immediately.

While the reintroduction can be prolonged for periods of up to 20 days, the overall period of border control shall not exceed 2 months.

⁶⁴ https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files/2022-01/Full%20list%20of%20notifications%2014012022_en.pdf

⁶⁵ Pont Saint Louis résulte être « le centre opérationnel du dispositif frontalier H24 », reporté à page 29 du rapport du contrôleur général des lieux de privation de liberté de septembre 2017 (https://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/2018/06/Rapport-de-la-deuxi%C3%A8me-visite-des-services-de-la-police-aux-fronti%C3%A8res-de-Menton-Alpes-Maritimes_web.pdf).

⁶⁶ Comme le contrôleur général des lieux de privation de liberté remarque dans son rapport de septembre 2017, les personnes arrêtées en territoire français devraient faire l'objet de mesures de « réadmission » et non pas de « non admission » comme c'est le cas dans la majorité des cas. https://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/2018/06/Rapport-de-la-deuxi%C3%A8me-visite-des-services-de-la-police-aux-fronti%C3%A8res-de-Menton-Alpes-Maritimes_web.pdf

cas de mineurs non accompagnés, de voir des dates de naissance falsifiées par les fonctionnaires de police.

FRANCE

DIDPAF de
DDPAF de
SPAFT de MENTON (06)

REFUS D'ENTRÉE

Le _____ au Point de Passage Autorisé de _____
devant le(s) soussigné(s) _____
s'est présenté(e) :
Nom : _____ Prénom : _____
Né(e) le _____ à _____
Sexe : _____
Nationalité : _____ résidant à : _____
identifié(e) au moyen de : déclaré numéro : _____
délivré à : _____ par : _____ le : _____
muni(e) d'un visa n° : _____ de type : _____ délivré par : _____
période de validité : _____ nombre d'entrée(s) : _____
durée du séjour : _____
pour les raisons suivantes : _____
En provenance de : _____ arrivé par : _____
(identifier le moyen de transport utilisé, par exemple le numéro de vol) lequel a été informé qu'une décision de refus d'entrée a été prise à son encontre en vertu des articles L 211-1, L 211-3, L 212-2, L 213-1 et L 213-2 et R 213-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).
Accompagné(e) des enfants :
-
-

Figure 2 Première page du refus d'entrée.

Pendant la démarche de non-admission la personne est maintenue dans des locaux, un sort de zone d'attente, n'étant pourtant pas encadrée juridiquement comme telle. Plusieurs fois, les autorités françaises l'ont dénommé « zone d'abri ». Il s'agit de trois containers sans aucun équipement à exception de bancs en métal, des toilettes, un robinet ; ils sont situés à côté des bureaux de la PAF. Ici, le temps d'attente ne devrait dépasser les 4 heures mais la plupart du

temps les personnes attendent plusieurs heures, parfois toute la nuit⁶⁷. Les nombreux témoignages de personnes ayant fait l'expérience des containers restituent une réalité très violente : entassement des personnes arrêtées, froid et chaleur extrêmes⁶⁸, absence d'espaces dédiés aux femmes et aux enfants, brutalités et insultes, vols d'effets personnels⁶⁹, non-respect des droits fondamentaux.

A l'intérieur de ces lieux de privation de la liberté personnelle, les personnes ne peuvent pas accéder à leurs droits fondamentaux en zone de frontière, à savoir la possibilité d'appeler un avocat, un proche, un interprète, un médecin et d'un jour franc. Je n'ai jamais entendu dire que les policiers informent les personnes de leurs droits. Cependant, plusieurs fois j'ai entendu que les personnes essayent de demander la possibilité de déposer une demande d'asile, ce qui est systématiquement interdit. Un autre élément d'illégalité est la situation des mineurs non accompagnés. Selon la législation, une mineure non accompagnée présente sur le territoire français doit être immédiatement pris en charge et pour cela remise aux services de protection à l'enfance (aide social à l'enfance) : en aucun cas peuvent faire objet de mesures d'éloignement, notamment de réadmission simplifiée vers l'Italie. Pourtant, la non-admission de mineurs non accompagnés est à l'ordre du jour. Les causes sont principalement deux : premièrement, il demeure une pratique tristement répandue de falsification des dates de naissance sur le refus d'entrée par les fonctionnaires de police qui remplissent les documents ; deuxièmement, souvent les mineurs se déclarent en tant que majeurs à leur arrivée en Italie, comme stratégie pour ne pas être pris en charge en Italie s'ils veulent rejoindre un autre pays. Ceci signifie que les fonctionnaires italiens, qui devraient vérifier les données biométriques pour se renseigner sur l'identité de la personne, valident la non-admission des collègues français bien que d'une personne mineure. En étant à connaissance de cette pratique illégale, les associations et les activistes souvent accompagnent le mineur auprès de la police aux frontières italienne afin de demander la réadmission auprès de leurs collègues français, soit en force de documents en possession de la personne certifiant la minorité (notamment l'acte de naissance), soit en demandant la lecture des empreintes digitales lorsque la personne déclare de ne pas y

⁶⁷ Les personnes arrêtées après 19 heures sont contraintes d'attendre toute la nuit dans ces espaces car les bureaux de la police italienne ferment à 19 heures, empêchant d'officialiser le refoulement.

⁶⁸ Pendant un entretien, O. m'expliquait que, pendant l'hiver, les personnes avaient commencé à appeler les containers les « congélateurs ».

⁶⁹ Les nombreux témoignages récoltés personnellement dénoncent le vol de leurs effets personnels – dont des documents d'identité, des certificats médicaux et de l'argent – soit directement par les fonctionnaires de police soit par d'autres personnes enfermées au sein des containers. En effet, lorsqu'une personne rentre dans ces locaux elle doit laisser son sac ou valise à l'entrée de ceux-ci, sans qu'aucun système d'étiquetage ne soit mis en place. J'ai assisté plusieurs fois à des discussions voire des bagarres ayant eu comme motif le suspect d'un vol.

avoir été soumise. Auprès des offices de la police de frontière italiens, les personnes réadmissées reçoivent un document les invitant à se présenter auprès de la *Questura* de Imperia afin de régulariser sa situation.

Une fois ces procédures de non-admission terminées, la personne est remise sur le territoire italien et « invitée » à rejoindre Vintimille à pied, ce qui correspond à environ sept kilomètres de route à effectuer à pied : que ce soient des femmes enceintes, des enfants en bas-âge, des personnes blessées ou malades, cette pratique demeure la même pour tout le monde. En réalité, il existe des bus de la compagnie locale *Riviera Trasporti* qui effectuent le trajet depuis Pont Saint Louis à Vintimille (Ligne 1, avec une fréquence de huit bus par jour dans les jours fériés, les dimanches la ligne n'est pas desservie). Or, il n'est pas rare que les conducteurs des bus ne s'arrêtent pas à l'arrêt de Pont Saint Louis, utilisé par les personnes qui viennent d'être refoulées, une procédure que les solidaires ont plusieurs fois dénoncé : pour cette raison, nous avons commencé à accompagner les personnes jusqu'à l'arrêt du bus afin de s'assurer qu'elles puissent y rentrer et à distribuer les tickets de bus afin d'éviter qu'elles se voient nier l'accès à cause de l'absence du titre de transport. Une pratique banale, comme prendre un bus, devient alors une autre forme de frontiérisation de l'espace et du temps (arriver à pied jusqu'à Vintimille depuis Pont Saint Louis prend en moyenne deux heures et demie).

La description des procédures de frontière donne une idée de l'expérience que font les personnes qui décident de traverser cette frontière, ainsi que le degré de violence qui se reverse dans les mailles de ce dispositif.

Comme contre-champ de ce dispositif, il faut introduire l'histoire du *Presidio permanente No border* des *Balzi Rossi*, une expérience de solidarité et de lutte contre la frontière et qui commence justement en 2015. Quoique n'étant personnellement pas présente à cette époque cette histoire m'a été reporté par plusieurs témoignages directes et indirectes (vidéos, photos) et par beaucoup de lectures (de bande-dessinées, tracts, livres).

À la suite de la décision de la France de réintroduire les contrôles à ses frontières dans l'été de 2015, de centaines de personnes se retrouvent bloquées du côté italien de la frontière. Sans pouvoir avancer ni retourner en arrière, ces personnes s'installent alors sur les rochers des Balzi Rossi, à quelques mètres seulement de la frontière basse, à Pont Saint Ludovic. Il est le 13 juin 2015. Elles revendiquent leur droit à passer la frontière : *we are not going back*. A partir de ce moment, de nombreuses réalités antiracistes convergent à Vintimille, afin de supporter les migrants sur les rochers, dans un esprit de solidarité et de lutte contre les frontières. *Le presidio*

permanente No border voit ainsi le jour. Cette expérience politique est décrite encore aujourd'hui comme une expérience inaugurale et marquante de la lutte à cette frontière. Dans les discours des acteurs interrogés, cette expérience correspond à un vrai moment de concrétisation de la solidarité et de la lutte contre les frontières. Les raisons qui résident derrière à la mythification de ce *presidio*, résident dans le fait que pour la première fois un rassemblement spontanée de personnes devient une réalité permanente et une expérience politique concrète, où solidaires et migrants partagent le quotidien d'une frontière fermée et militarisée. Le quotidien aux camp informel des *Balzi Rossi* se structure autour d'une organisation collective, liée à la fois à la vie quotidienne du campement et à la traversée de la frontière. Les assemblées (de trois à quatre par semaine) deviennent des outils fondamentaux pour s'organiser et pour expliquer le fonctionnement de ce lieu aux nouvelles personnes qui arrivent : ce sont aussi les moments où les conflits et les divergences s'expriment, contrairement à l'idée romantique de la vie collective en tant que principe harmonieux et autorégulateur. L'autogestion et l'autonomie sont les principes régulateurs du campement : les passeurs ne sont pas les bienvenus, car le passage de la frontière est vu comme un droit, revendiqué collectivement et qui ne peut pas être soumis à une transaction économique.

J'ai rencontré Fouad en juillet 2017 à Vintimille ; il a été l'une des personnes les plus importantes pour moi sur le terrain car il a fait l'expérience de la réalité de la ville frontalière sur sa peau et il m'a toujours accompagné dans la découverte de cette dernière. Fouad est soudanais et à Vintimille les Soudanais sont nombreux. Il est arrivé en Italie en 2015 : de Lampedusa il a traversé toute l'Italie avant d'arriver à Vintimille, intentionné à passer en France. Quand il arrive il découvre le camp des *Balzi rossi* et il décide de rester afin de supporter l'expérience politique à la frontière. Le 30 septembre 2015 le camp informel est expulsé. L'action répressive ne s'arrête pas avec l'expulsion du campement : ce sont de nombreux *fogli di via*⁷⁰ délivrés aux militants *No border* qui contribuent à la fin de cette expérience. Ce n'est qu'à la fin de l'expérience du *Presidio Permanente* qu'il décidera d'aller en France :

Moi je suis alors allé dans une autre ville parce je ne savais pas quoi faire ici tout seul, vu que tous les No border avaient des fogli di via et ils étaient partis de Vintimille parce qu'ils ne pouvaient pas rester ici » (Entretien avec Fouad).

⁷⁰ Le *foglio di via* est une ordonnance pénale qui est délivré à une personne si elle représente un risque de dangerosité sociale donc de risque et menace de la sécurité publique et il interdit la personne touchée par cette restriction de rentrer dans l'aire où elle représenterait ce risque. Beaucoup de solidaires et activistes ont reçu des *fogli di via* en 2015 et 2016, ce qui a contribué à la dissolution du mouvement *No border* à Vintimille.

Après plus de trois ans, dont une période de huit mois en France, d'où il sera reconduit en Italie à cause du Règlement Dublin (en effet, Fouad avait laissé ses empreintes digitales en Italie), il obtient, quelques jours avant cet entretien, la Protection Humanitaire, d'une durée de deux ans.

L'orientation politique de ce mouvement est spécifiquement celle que l'on peut définir, d'ici en avant, *No Border*, structurée autour de la lutte contre les frontières et pour la liberté de mouvement. Sama, un activiste qui a habité au camp des *Balzi Rossi*, m'expliquait que l'on cherchait d'opérer une traduction des paradigmes de l'activisme métropolitain dans les formes de lutte, une lutte qui se manifestait dans un contexte complètement inédit, à savoir des rochers à quelques mètres d'une frontière fermée. La spécificité de cette expérience, que l'on retrouvera rarement par la suite, est la cohabitation politique entre migrants et solidaires, un partage au quotidien des espaces de vie et de lutte. L'intention était ici de situer cette expérience politique dans l'histoire de cette frontière ; je détaillerai plus en détail l'organisation quotidienne et la portée politique du *presidio* dans le chapitre 6.

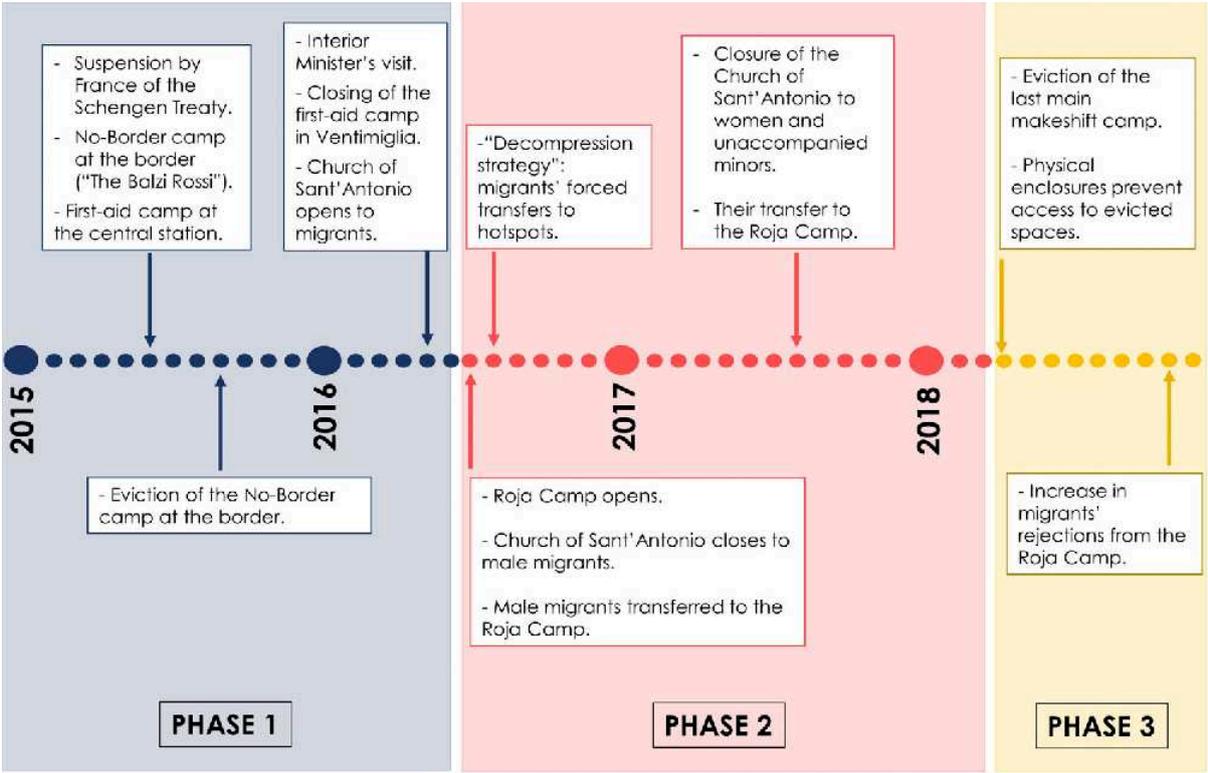


Figure 3 Schéma réalisé par S. Aru "Border governance in Ventimiglia from 2015 to 2018".

2.5.4 La crise sanitaire de covid-19

La crise pandémique de covid-19 a représenté un moment de rupture de l'ordinaire pour toute la population globale. Du point de vue du terrain de recherche, la pandémie a introduit des changements importants concernant à la fois les routes et les réadaptations du dispositif-frontière. Dans un point de vue général, la pandémie de covid 19 a, d'une part, légitimé les mécanismes de discrimination et de traitement différentiel des mouvements des populations, entraînés entre autres par l'introduction de dispositifs pris afin de faire face à la situation pandémique, tel le pass sanitaire. En effet, ceci était une certification pouvant être obtenue soit en effectuant un tampon qui établit une négativité au virus soit en se soumettant à une vaccination. En ce qui concerne le premier cas, les tampons en Italie sont payants si effectués en pharmacie, et gratuits dans des structures dédiées, très peu nombreuses (à l'heure actuelle ces dernières n'existent plus). D'autre part, la vaccination et la conséquente délivrance du pass sanitaire ont été difficilement réalisables pour les personnes sans documents, notamment la *tessera sanitaria* (à savoir la version italienne de la carte vitale). En outre, pendant la période de confinement, et les périodes successives, la diminution du nombre des moyens de transport, (dont les trains) et les contrôles massifs dans les villes, dans les gares et autoroutes rendaient les déplacements internes et externes particulièrement limités. Néanmoins, l'élément central est la mise en place de systèmes de quarantaine qui ont dilaté les temporalités des parcours et restreint leurs possibilités spatiales. Les navires quarantaines, par exemple, ont fonctionné jusqu'à juin 2022 comme des dispositifs supplémentaires des régimes de frontière. En effet, ce n'était qu'à la fin des 40 jours d'isolement que les personnes pouvaient reprendre leurs chemins. Sur le parcours du Pas de la Mort, parmi les habits abandonnés et les papiers déchirés, nous retrouvons les documents de « conclusion quarantaine covid -19 » délivré à Cagliari, en Sardaigne le 8 octobre 2020. Je retrouve cette « trace » le 11 octobre : trois jours après la fin de sa quarantaine, ce jeune algérien avait déjà tenté de passer la frontière à Vintimille. Par conséquent, l'on peut avancer l'hypothèse que les mesures pour les personnes ont fonctionné pendant la crise de covid 19 en tant qu'élément du gouvernement des migrations et en tant que dispositifs frontaliers, en agissant de façon différentielle pour les personnes migrantes, à la fois sur les espaces de frontières, en ville et dans les centres d'accueil.

Or, à partir de mars 2020 se rendre à Vintimille était très difficile, ce qui est confirmé par les données relatives aux reconduites à la frontière pendant cette période, qui étaient environ 5 par jour (trois mois après c'étaient 40 reconduites par jour). Pendant la période de confinement la France n'a jamais cessé d'effectuer les reconduites à la frontière italienne, bien que certains

journaux italiens parlaient d'une suspension totale des reconduites à la frontière, pour la première fois après 2015 : depuis le 15 mars jusqu'au 15 avril celles-ci ont été 107 (très probablement, la plupart de ces reconduites a été effectué dans les jours immédiatement suivants l'annonce du confinement, des personnes se trouvant déjà sur le territoire).

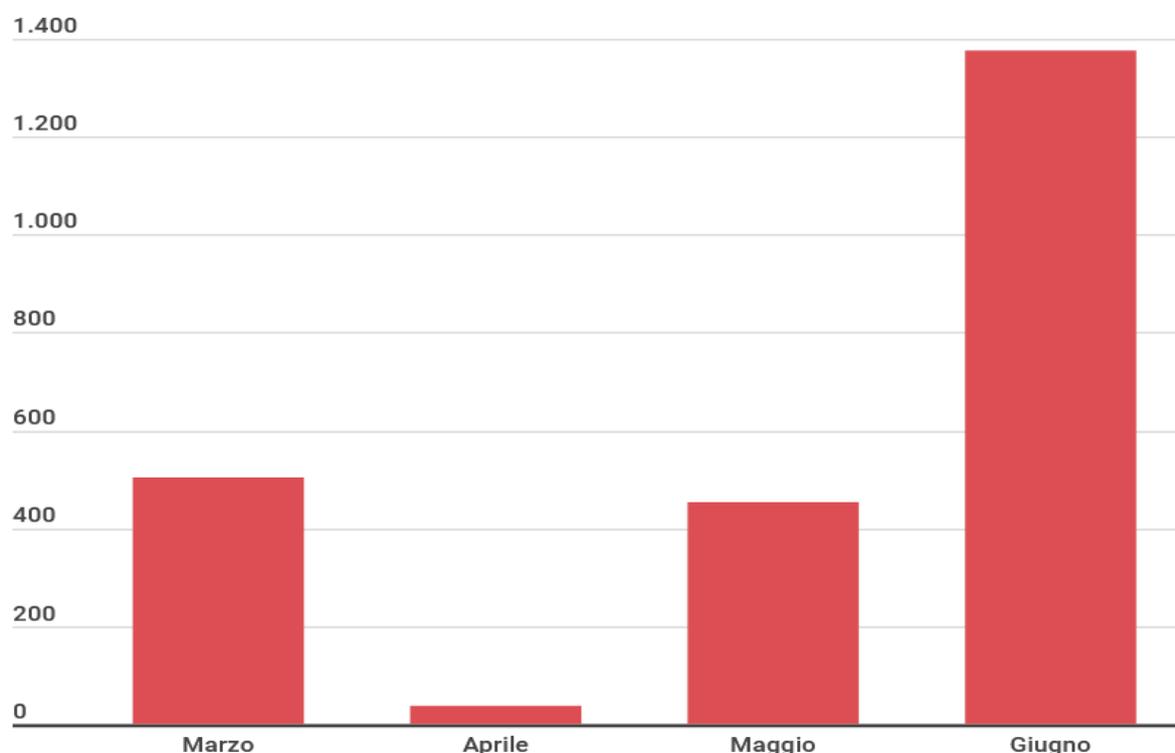


Figure 4 Refoulements vers Vintimille Mars-Juin 2020. Source : Ministère de l'Intérieur, 2020, données réélabores par Altraeconomia

Ces personnes étaient également enfermées dans les « containers d'attente », lieux où résulte impossible garder les mesures de prévention pour le covid 19, comme largement témoigné par les personnes qui depuis mars 2020 en faisaient l'expérience, bien que les institutions françaises assurent le contraire. D'ailleurs, au sein des containers et avec un effet assez grotesque, les agents de police distribuaient des notices informatives sur les geste-barrières à utiliser, ce qui résultait impossible à l'intérieur de ces espaces fermés et surpeuplés. Depuis mes notes de terrain :

La situation à Vintimille et à la frontière est explosive. Ce sont 90, 100, 150 les personnes refoulées vers l'Italie chaque jour. Les forces de police de frontière françaises laissent les personnes dans les containers pendant des heures et des heures. Nous avons rencontré une personne qui est restée dans cette « zone d'attente » de 22h à 13h du lendemain, laissée sans nourriture ni eau. On nous a raconté que l'endroit est sale, bondé, étouffant à

cause de la chaleur. Bien évidemment, les conditions de réclusion ne garantissent en aucune mesure les mesures hygiéniques nécessaires, telles la distanciation sociale et l'hygiénisation des mains. Après des mois d'émergence pandémique, il paraît que les policiers français se sont oubliés du covid. En effet, quand les personnes essayent de se plaindre des conditions à l'intérieur des containers, ils répondent que le covid n'existe pas. Il y a aussi des femmes enceintes, des enfants et des personnes avec des problèmes de santé ou des symptômes de grippe qui sont enfermés pendant des heures, sans aucune précaution par rapport à leur état de vulnérabilité. Le camp de la Croix Rouge reste fermé, avec environ 20 personnes à l'intérieur. Aucune déclaration a été faite sur ce point et l'on craint que bientôt le camp fermera définitivement. En ville, les personnes sont donc obligées à dormir dans des campements improvisés ou des endroits de fortune, sur la plage (les riverains l'appellent « la plage des Noirs » et refusent d'y aller) ou le long des rails des trains, au bord du fleuve, dans le marché couvert ou en dehors du camp de la Croix Rouge. La ville est militarisée et les personnes sont systématiquement contrôlées. Les policiers contrôlent les personnes qui rentrent dans la gare, demandant les titres de transport (!) et les papiers. La répression envers les solidaires est également bien présente. Les contrôles d'identité sont effectués au quotidien. L'intention reste évidente : réduire la visibilité et l'agrégation des personnes en transit. Il y a quelques soirs le maire de Vintimille, avec son écharpe tricolore, est allé dans le parking pendant la distribution solidaire des repas et en disant aux solidaires qu'ils ne peuvent pas rester là et qu'ils ne peuvent pas distribuer la nourriture aux « étrangers » (Notes du carnet de terrain, 14/07/22).

Les monitorages précieux des pratiques de reconduite effectués par le collectif *Kesha Niya* a permis d'observer que sur certains refus d'entrée était reporté « covid 19 » comme raison de la reconduite. Ce monitoring n'a pas pu être conduit de façon systématique car le 12 mars, au lendemain du discours du Premier Ministre Giuseppe Conte annonçant le confinement total en Italie, le *breakfast spot* a été expulsé et les activistes amenés au poste de police. A partir de ce moment et pendant toute la période pandémique, pour les activistes deviendra très difficile se rendre sur le terrain, seulement Caritas et la Croix-Rouge ont continué leurs activités, bien que de façon limitée et, sporadiquement, certaines ONG.

Cette baisse du nombre d'arrivées a été le prétexte pour la fermeture du Camp de la Croix-Rouge. En avril 2020 environ 240 personnes vivaient au sein du camp. Vers la moitié du mois d'avril 2020 un cas de covid 19 a amené à la suspension de nouvelles admissions et déclenché l'état de quarantaine de la structure. Personne ne pouvait rentrer ni sortir. Or, à la fin de la période d'isolement, la diminution drastique de nouvelles demandes a servi comme élément discursif pour justifier la fermeture officielle et définitive du camp, survenue le 30 juillet 2020. Depuis la fermeture du Parc Roya aucune structure n'a été ouverte, en contribuant à la précarisation des personnes en ville, notamment celles qui décident de présenter une demande d'asile sur ce territoire. Cette décision résulte être injustifiée, surtout si nous pensons que dans

le mois d'août 2020 (un mois seulement après la fermeture du camp) le nombre de reconduites à la frontière était de 100 personnes par jour, voire 130 dans les fins de semaine.

En matière de contrôles, une conséquence très importante a été le renforcement de la coopération bilatérale entre forces de police et douanières franco-italiennes. En 2021 des patrouilles mixtes ont été intensifiées (les accords de Chambéry de 1997 prévoyaient déjà la création de patrouilles mixtes). Ces brigades sont composées de policiers français et italiens pouvant se rendre d'un côté à l'autre de la ligne de frontière, sans devoir demander et obtenir une autorisation pour le faire. Depuis mars 2020, il n'est plus rare de voir des voitures de la gendarmerie française à la gare de Vintimille. Ici les pratiques de contrôle s'intensifient : des cordons de police se positionnent systématiquement sur les escaliers amenant aux quais des trains en direction de la France, appliquant physiquement un filtre des personnes à contrôler. Paradoxalement, très rarement nous avons vu demander le pass sanitaire ou le certificat sanitaire ; comme avant, sur la base d'un contrôle au faciès, ce sont les documents d'identité que l'on demande.

En général, la pandémie a donc accéléré les dynamiques de reconfiguration des espace-temps qui jalonnent les routes migratoires. En particulier, elle a multiplié les moments d'attente tout au long des parcours migratoires, notamment sous la forme des quarantaines forcées qui, par exemple, voient les navires quarantaines, les centres d'accueil et les CRA fonctionner comme dispositifs de gouvernance des migrations, participant au contrôle tant de ses spatialités (en étant des lieux fermés) que de ses temporalités (élastiques). Pendant les nombreuses réunions en ligne avec les collègues des laboratoires de Lyon et de Gênes, nous nous sommes demandé.es si le covid 19 aurait amené à un changement de paradigme dans la gestion européenne des migrations. Ceci selon trois axes fondamentaux : premièrement, la rationalité biomédicale rentrera-t-elle au sein des paradigmes d'inclusion et d'exclusion, en identifiant la question sanitaire comme étant centrale dans la prise de décision politique ? Deuxièmement, le risque sanitaire produira un renforcement du processus de fermeture et de contrôle des frontières intra-européennes ? Enfin, la pandémie et les conséquences qu'elle a entraînées au niveau des restrictions, amènera à des changements structurels des méthodes des sciences sociales ?

Or, à un niveau méthodologique la pandémie a sans doute soulevé des questions inédites pour la recherche sociale qui doit alors repenser son champ d'action afin de pouvoir s'investir dans ce particulier moment historique, caractérisé par l'expérience (sans doute partielle et limitée) des limitations à la liberté de mouvement aux populations qui généralement détiennent le

privilège de la libre circulation. En me positionnant dans cette géographie mouvante je propose d'explorer les défis contemporains portés à la recherche sociale. En effet, dans ce contexte mouvant, brulant, conflictuel la question « comment faire de l'ethnographie ? » se pose. C'est dans ce contexte que certain.e.s chercheur.se.s ont commencé à parler de « net-ethnography », « ethnographie à distance », en tentant de nommer le changement de paradigme méthodologique de l'ethnographie, accéléré par les choix faits par les gouvernements d'une bonne partie du monde en matière de lutte contre la pandémie. En ce qui me concerne, grâce à une longue fréquentation du terrain, j'ai pu rester informée de ce qui se passait sur le terrain au travers la présence d'autres acteurs et actrices ; depuis avril 2020 j'ai pu m'y rendre directement grâce à une autorisation obtenue grâce à une attestation de travail de bénévolat effectué sur ce territoire. Plus de trois ans après l'annonce de confinement, la question pandémique a été fortement redimensionnée, bien que ses effets, à un niveau politique, économique, social et sanitaire (y compris dans sa dimension psychologique) sont encore en cours.

En définitive, si la crise sanitaire n'a pas entraîné des véritables changements de paradigmes, elle a soulevé des questions analytiques très importantes, ici synthétisées en deux points. D'une part, au niveau épistémologique, elle a relevé la nécessité de ne pas éluder à la fois la question du privilège dans l'explicitation du processus de construction du savoir et la nécessaire intersectionnalité des enjeux sociétaux (les questions de santé s'insèrent avec force dans des enjeux politiques et économiques). De l'autre, au niveau ethnographique et méthodologique, les moments de crise demandent de regarder aux reconfigurations des terrains par rapport aux dynamiques qui surviennent à une échelle locale, nationale et globale. La pandémie de covid 19, à Vintimille comme ailleurs, a offert le prétexte pour renforcer certains principes régulateurs utilisés par la gouvernance des migrations, dont la combinaison entre rationalité sécuritaire et humanitaire, cette dernière imprégnée d'une nouvelle raison sanitaire.

Cet excursus historique sur les reconfigurations du dispositif frontière est utile afin de comprendre à quel point :

« Les trajectoires de mouvement sont régies par des poussées conflictuelles, irrégulières et intermittentes : accélérations, interruptions et déviations produites par l'entrelacement des configurations frontalières, des politiques de gestion de la santé publique, de la restructuration des formes de production et de distribution des différents secteurs économiques et des marchés du travail. Cet espace de mobilité et la manière dont il est gouverné, avec ses contradictions et ses frictions, ne donne pas lieu à un scénario pacifié, mais génère et est influencé par les diverses

subjectivités migrantes qui le composent et le recomposent constamment avec leur mouvement irréductible » (Anderlini, 2022 : 51-52, traduit par moi-même⁷¹).

Les frictions données par les mouvements irréductibles des migrant.es habitent les lignes de frontière ainsi que les espaces qu’elles délimitent, dans un jeu continu de renvois qui constitue le véritable champ d’analyse de cette thèse : pour cette raison, le chapitre qui suit se focalise sur l’espace urbain de la ville frontalière comme prolongation de cette *battleground* qui se joue autour de la question des frontières.

⁷¹ Langue originelle : “Le traiettorie di movimento vengono governate da spinte contrastanti, irregolari e intermittenti: accelerazioni, interruzioni e deviazioni prodotte dall’intreccio tra configurazioni confinarie, politiche di gestione della salute pubblica, ristrutturazione delle forme di produzione e distribuzione di diversi settori economici e dei mercati del lavoro. Questo spazio di mobilità e il modo in cui è governato, con le sue contraddizioni e frizioni, non dà luogo a uno scenario pacificato, ma genera e viene influenzato allo stesso tempo dalle variegate soggettività migranti che lo compongono e ricompongono costantemente con il loro irriducibile movimento”, Anderlini, 2022 : 51-52.

3. La ville comme battleground

Cette thèse s'insère à l'intersection des études des processus migratoires et celles des processus urbains afin de mettre en lumière le rapport entre politiques migratoires et politiques urbaines locales et la façon dont elles s'articulent dans une logique de canalisation et rationalisation des mouvements humains. Ainsi, j'analyse les processus de polarisation spatiale, qui passent par les processus d'invisibilisation, de ghettoïsation, de marginalisation des « sujets indésirables » (Agier, 2008), en tant que politiques de l'espace répondant à un imaginaire spécifique de la ville. Comme nous verrons, ces processus sont induits à la fois par la complicité entre politiques de la ville et politiques migratoires, ainsi que par les pratiques d'évitement des contrôles policiers qui mettraient en faillite la traversée de la frontière. Afin de répondre à cette question complexe, je m'intéresse aux pratiques des migrant.e.s en ville, aux réseaux solidaires qui supportent les personnes en mouvement, aux riverains hostiles à la présence migrante, aux réseaux de l'économie souterraine, aux politiques urbaines de la mairie de Vintimille qui, de façon dialectique et conflictuelle, interviennent dans la redéfinition de l'espace de la ville. Dans ce sens, je conviens avec Michel Agier que :

« S'y affirme un propos à la fois épistémologique et politique : l'anthropologie de la ville existe, ce n'est pas un autre nom pour l'anthropologie urbaine, mais l'exploration et la compréhension de ce qui « fait ville » sur le plan des relations sociales, de la symbolique des espaces, et de leur édification matérielle. Aucune définition n'est satisfaisante, et la ville est le processus de sa construction et déconstruction permanente » (Agier, 2015 : 9)

L'espace urbain est alors le « champ » au sein duquel les mobilités s'affrontent et se redéfinissent et au sein duquel elles deviennent des pratiques politiques.

En accueillant la proposition théorique de Henri Lefebvre concernant l'explosion des espaces, j'ai pensé de parler d'explosion de la frontière. A cause des processus d'urbanisation extractifs et prédateurs, de dislocation et de *rescaling*, les espaces de la ville ont explosé à tel point que penser à une forme de la ville devient une tâche prétentieuse. L'on retrouve le même processus sur les lignes des frontières étatiques : les intérêts économiques, politiques, géopolitiques et de diplomatie internationale portent à une explosion de la frontière qui, d'une part, se trouve externalisée, dans une géographie européenne qui élargit ses périmètres spatiaux, de l'autre, elle connaît le processus opposé, de diffusion et de reproduction, sous de différentes formes, au

sein des territoires nationaux. Ce rapprochement conceptuel est utile pour penser la frontière, au même titre que la ville, non pas comme des unités spatio-temporelles définies mais comme des processus complexes et instables, en recomposition permanente.

Le phénomène de la mobilité transfrontalière en sens plus large permet d'interroger comment les effets de frontière - invisible et inexistante pour les citoyen.nes européen.nes mais partiellement fermée et extrêmement violente pour les indésirables- se diffusent au sein de la ville : les lieux investis par les intérêts du capital deviennent frontières infranchissables pour les migrants en transit. Au même temps, les politiques de l'administration locale répriment l'habitabilité des migrants, les condamnant à une invisibilité spatiale afin de résulter comme ville attractive pour la consommation (notamment transfrontalière). L'ethnographie du « marché du vendredi », attraction majeure pour les transfrontaliers français, nous restitue des images concrètes du centre-ville en tant que lieu de la consommation, en opposition aux villes invisibles (qui se matérialisent sous les ponts, sur la plage, le long du fleuve Roya, dans des aires périphériques). La gestion différentielle des mobilités (entre trois catégories partielles : mobilités souhaitée, mobilités contraintes, mobilités atteintes) nous renseigne sur des enjeux qui tournent autour de questions de citoyenneté, d'inclusion et exclusion, de droits. En outre, nous analyserons les différentes modalités de contrôle des migrations, à la fois dans son acception spatiale et temporelle. La dialectique entre *decoro* (décor) et *degrado* (décadence) est au cœur des rhétoriques et des narrations institutionnelles, ainsi que des discours des comités des riverains. La promulgation d'ordonnances communales visant à faire face au *degrado* se sont multipliées depuis 2015 et feront objet d'étude. Un autre élément est le conflit, premièrement avec les riverains, mais aussi entre les personnes en mouvement, temporairement bloquées à la frontière. L'autre élément narratif mobilisé par les institutions est celui de la *sicurezza* (sécurité), réclamée alors par les riverains ou mobilisée pour la promulgation d'ordonnances communales.

3.1 Anthropologues en ville : espaces, temps, globalités urbaines

A partir du moment où l'« urbain » commence à représenter un objet d'étude autonome et spécifique, les sciences sociales ont sans cesse tenté de proposer des définitions, des cadres analytiques, des concepts, des terminologies spécifiques et spécialisées afin de délimiter l'urbain et de donner des définition de ce qu'est ville. Il n'est pas ici question de rétablir la généalogie des études concernant l'anthropologie urbaine, en exhumant les théories introduites

par l'école de Chicago et qui ont alimenté le débat jusqu'à aujourd'hui ; j'aimerais pour autant souligner un trait spécifique de l'urbain, une proposition théorique qui peut conduire les pages qui suivent en tant que fil rouge. L'histoire des villes est intrinsèquement une histoire du conflit social : les choix urbanistiques et les politiques urbaines sont orientées par des considérations sociales, politiques et économiques. Le modèle Haussmann, mis à point dans la ville de Paris et reproduit d'ici lors dans beaucoup d'autres villes, émerge en tant qu'instrument pour réprimer la conflictualité politique et l'hostilité sociale qui gargouillait dans les ruelles des bourgades parisiennes, transformées pour autant en avenues larges et cadrées, parfaitement contrôlables et traversables par les moyens de transport policiers et militaires. Le même dessein est appliqué à Parme en Italie (la ville où je suis née) dans les années 20 du 900 dans les quartiers populaires de *l'Oltretorrente* e du *Naviglio* notamment⁷² (qui seront le cœur des barricades antifascistes de l'août 1922, à l'occasion desquelles la population de Parme a réussi à repousser et à résister pendant des mois à l'avancée des troupes fascistes, guidées par le général Italo Balbi). L'intérêt de ce chapitre consiste donc à poursuivre cette ligne problématique, en retraçant une histoire du conflit urbain qui s'étale sur la scène d'une frontière politiquement débattue.

En partant de la proposition théorique offerte par Guareschi et Rahola (2015), concernant l'« impossibilité de reconduire l'urbain à une échelle définie, il faut prendre acte de l'opacité particulière qui le caractérise, et donc de la nécessité de regarder aux processus dans lesquels différents régimes d'échelle s'entrecroisent et/ou se redéfinissent, au-delà d'oppositions conventionnelles entre urbain et non urbain ou entre ville et état » (2015 : 82), l'objet d'étude se voit ainsi complexifié. Si initialement je pensais restituer l'analyse de la ville de Vintimille à partir de son caractère spécifique de ville-transit de plusieurs routes migratoires, j'ai dû, au fil du temps, reconsidérer mon objet d'étude, afin de restituer un cadre bien plus complexe : mon parcours ethnographique a révélé que les villes de frontière doivent être analysées en tant qu'espaces de connexions multiscalaires, notamment de routes migratoires, de flux commerciaux, de mouvements transfrontaliers et d'économies (y compris souterraines) de

⁷² Le projet urbanistique fasciste appelé « Piccone Risanatore » qui fut réalisé entre 1928 et 1935 toucha les zones les plus connues pour leur esprit rebelle et, ensuite, pour leur tenace hostilité au régime [fasciste, NdA]. Lorsque fut clair à Mussolini que le seul dispositif policier ne suffisait pas à conquérir et à maîtriser les esprits des classes hostiles, l'urbanistique devint un outil utile à créer une hégémonie culturelle du régime, pour laquelle était nécessaire établir un contrôle des quartiers populaires, encore marqués par une forte culture antifasciste. Même avant, l'objectif d'un nouveau projet de démolition, en effet, était de « déstructurer socialement le quartier, en déplaçant des parties importantes de la population dans d'autres zones, en dehors de leur établissement traditionnel, et à leur place promouvoir la résidence de familles de la petite bourgeoisie et des travailleurs du public service (...) ce projet aurait permis au nouvel état une majeure vigilance du territoire, non seulement pour la disrégation d'une communauté socialement et politiquement dangereuse, mais aussi pour une pratique de contrôle facilitée dans des zones délimitées et lointaines du centre historique » (Gambetta, 2012 : 113).

frontière. Ne parler que de migrations pour restituer l'analyse de cette ville frontalière ne suffit donc pas.

3.2 La ville de frontière

Le rappeur *Naesh*, originaire de Vintimille, raconte, avec les rimes de ses morceaux, les contradictions de sa ville qui est pour lui, et les jeunes de son âge, à la fois soufferte et aimée :

*Bienvenue à Vintimille, où pour chaque habitant il y a un camion ou une voiture de police (...) une idée me trotte dans la tête depuis dix ans, "tôt ou tard je partirai"*⁷³ (Naesh, Vintimille pt.2, chanson rap, 2019).

Enzo est propriétaire d'une petite épicerie en Via Tenda, l'artère principale du quartier populaire et périphérique de *Roverino*. Via Tenda s'étend parallèle au fleuve Roya, au-delà duquel s'élève *Ventimiglia Alta*, Vintimille haute, la partie historique de la ville. Ces trois zones de la ville - le centre-ville, *Ventimiglia Alta* et les périphéries (*Roverino*, *Porra*, *Trucco*) – semblent ne pas communiquer entre elles : « ça fait des années que je ne suis pas allé à *Ventimiglia alta* » commente Enzo. J'ai connu Enzo peu après mon arrivée à Vintimille : son épicerie, dont le style est celui des anciennes épiceries encore rares aujourd'hui, se trouve à quelques pas de *Eufemia*, l'ancien *infopoint* géré par *Progetto 20k* où j'ai passé beaucoup de temps, jusqu'à sa fermeture en 2018. Les rapports avec cet homme de plus de 70 ans, ont toujours été bienveillantes : très souvent, on allait dans son épicerie pour se faire préparer un sandwich à midi, ou acheter d'autres choses ; tout de même, en passant devant le magasin il est fréquent s'arrêter pour saluer et, éventuellement, échanger des nouvelles. Pendant ces échanges, j'ai compris le positionnement et le point de vue de Enzo : celui d'un propriétaire d'une activité commerciale qui dure depuis 40 ans et qui a dû s'adapter aux évolutions du marché de ce secteur qui, au fil du temps, ont sans doute connues une baisse en termes de profits. Cette baisse est sans doute à attribuer au fait que son épicerie se situe dans une aire urbaine plutôt périphérique et majoritairement touchée par la présence des migrant.es. Cette dernière détourne les flux économiques, représentés majoritairement par la clientèle française, à cause de plusieurs facteurs : les pratiques de confinement de personnes migrantes vers les zones plus périphériques et éloignées du centre-ville (Kobelinsky, Makaremi, 2009) ; le sentiment d'insécurité et les narrations de dégradation construites autour les zones plus marginales de la

⁷³ Langue originelle : “Benvenuto a Ventimiglia dove per ogni abitante c'è una camionetta oppure una volante (...) in testa mi rimbalza un pensiero da dieci anni “prima o poi parto” (Naesh, Ventimiglia pt.2, canzone rap).

ville ; les évolutions des habitudes de cette clientèle, majoritairement orientée à avoir un accès direct et pratique vers les points commerciaux, préférant s'arrêter dans les supermarchés et les magasins *Eurodrink* situés dans les points névralgiques des routes, facilement accessibles en voiture et en évitant de traverser le centre-ville, souvent encombré en raison du trafic routier. Ces éléments sont pourtant peu pris en compte dans l'analyse des causalités ayant amené à une baisse du secteur commercial de la ville, ce qui est plutôt exclusivement attribué à la présence migrante :

« La population autochtone aura tendance à percevoir la présence de personnes bloquées de ce côté de la frontière comme dangereuse ou du moins préjudiciable pour la mise à profit des ressources territoriales à travers l'industrie touristique. En effet, parmi de nombreux habitants de Vintimille, et au-delà de sa véracité qui reste à prouver, la perception la plus diffuse est que les migrants compromettent les possibilités de gagner leur vie parce que ces derniers y sont mal vu par certains touristes qui finissent par choisir d'autres destinations : d'où un sentiment général de ressentiment, parfois implicite, parfois explicite » (*Bonnin, 2017 : 132*).

Les zones périphériques, tel le quartier de *Roverino* qui s'étend à partir de cette rue :

Sont surement plus délaissées et puis il y a le préjudice que ces réfugiés portent, non pas les réfugiés eux-mêmes mais ceux qui tournent autour de ces personnes, ceux qui trafiquent, qui font les passeurs, eux se trouvent dans le centre-ville aussi, si tu vas en face du théâtre ou en Via Hanbury on dirait être... je sais pas où mais on dirait pas qu'on est à Vintimille. Ils contribuent à la détérioration de l'image [...] ils sont surtout en Via Tenda car il y a le pont, le fleuve. Il y a plus de possibilité, tu veux aller où en centre-ville ? Sois tu ouvres les portes des immeubles sinon tu trouveras pas un abri ; ici il y a le fleuve et le viaduc ou le pont de l'autoroute donc tu trouves un abri (Entretien avec Enzo, Vintimille, 20/12/22).

Dans le passé, Vintimille a construit son profil commercial sur le secteur de la floriculture, organisé autour du marché des fleurs. Celui de Vintimille était le plus grand marché de fleurs d'Europe, inauguré par la reine Margherita en 1922, le premier en Italie à commercialiser des produits floricoles à l'intérieur et la première structure de vente en béton armé, qui encore aujourd'hui abrite le marché moderne des fruits et légumes. A partir de ce moment et autour de ce lieu commercial, un véritable ferment semble jeter les bases pour un futur radieux de la citadine frontalière. En 1924 la première exposition de la Ligurie y est organisée par la société des floriculteurs ; en 1934 le Café Impérial est inauguré dans la rue adjacente au marché ; en 1938 l'on commence déjà les travaux voués à élargir l'aire du marché. Cette course au succès du secteur de la floriculture commence à baisser à partir du début des années 60. La fortune du marché a duré jusqu'à 1976 lorsqu'il fut définitivement fermé, en raison de la logique du marché unique : le seul marché opérant dans la province devient celui de Sanremo. Si, d'une

part, la ville de Sanremo a construit sa fortune sur son passé de « ville des fleurs », d'autre part, elle détient aujourd'hui une dimension à vocation internationale, notamment grâce au « Festival di Sanremo », le plus célèbre festival de musique et de la chanson italienne, connu aussi à une échelle internationale. Chaque année, depuis sa première édition en 1951, le Festival de Sanremo accueille les plus célèbres chanteur.ses italien.nes et d'autres célébrités du monde du spectacle italien. Les imaginaires qui façonnent la ville de Sanremo, que les images transmises en télévision à l'occasion du festival contribuent à dessiner, tournent autour de sa configuration en tant que célèbre localité touristique et de cultivation de fleurs qui lui vaut le nom de « ville des fleurs ». En revanche, la voisine Vintimille n'a pas eu la fortune de Sanremo et les tentatives d'acquérir une portée internationale, qui devraient être facilitées par sa position de ville frontalière, n'aboutissent pas à un succès comparable.

La structure qui abritait l'ancien marché des fleurs héberge aujourd'hui le marché de fruits et légumes et la caserne des sapeurs-pompiers.



Figure 5 Marché des fleurs, Vintimille, Décembre 2022. Photo de Nina Bacchini.

La mémoire de cette époque productive est encore vivante dans les récits des riverains de Vintimille et ses alentours :

J'ai vécu à Dolceacqua jusqu'à 1984 ou 1985, ensuite j'ai vécu une quinzaine d'années à Gênes, ensuite je suis revenue en 2000 ici à Rocchetta stablement et j'ai vu une transformation de Vintimille. J'ai vraiment vu changer complètement le tissu de Vintimille, son économie. Pas vraiment sous le profil touristique, car Vintimille n'a jamais été une zone touristique, quand plutôt sous le profil commercial, du transit commercial. Vintimille a toujours été une ville de transit commercial où les Français venaient pour faire leurs achats, ils arrivaient avec les cars ou avec les trains. Au début des années 80, quand j'allais au lycée, qui se trouvait en centre-ville, les vendredis en proximité des arrivées des trains depuis la France, rue de la gare était un fleuve humain de personnes qui descendaient du train et allaient en direction du marché. Le vendredi c'était presque impossible marcher parmi les stands du marché. Quand je suis revenue 15 ans après, j'ai vu une réalité complètement différente (Entretien avec Roberta, Rocchetta Nervina, 18/12/22).

Roberta restitue un cadre extrêmement précis des évolutions du secteur commercial de la ville, notamment en raison des rapports avec la voisine France, influençant grandement la tendance de ces dernières :

Il y a 30-40 ans, Vintimille était une ville très commerciale, je ne sais pas combien de chaussures étaient vendues à Vintimille, je ne me souviens pas du nombre mais il s'agissait d'un nombre exorbitant, c'était plein de magasins de chaussures, et l'or aussi, l'on vendait des kilos d'or à Vintimille. Justement parce que les Français venaient à Vintimille pour acheter les chaussures, la joaillerie, les liqueurs et il y avait plein de magasins qui avaient ce type d'activité. Un magasin qui vendait liqueurs à Vintimille avait au moins deux ou trois lieux de stockage pour stocker la marchandise parce qu'il y avait un flux continu. Il y avait des magasins qui faisaient les livraisons directement aux cars. Les cars garaient dans la zone de Roverino, en face du cimetière et les magasins livraient les marchandises directement aux cars. A l'époque il y avait encore la douane et donc tu ne pouvais pas acheter librement, surtout parce qu'en France les liqueurs avaient des accises plus hautes et donc ils coutaient beaucoup plus en France qu'en Italie. Et donc, à cette époque Vintimille était une ville riche. Riche d'argent, d'argent circulant [...]. Au fur et à mesure, d'une part à cause du rapport lire-franc qui a commencé à muter, d'autre part à cause de l'avènement de l'euro, Vintimille a commencé à se vider sous le profil commercial. La typologie du marché a changé. Bien évidemment, quand il y a moins de travail, moins de clientèle, le marché se restreint, il y a moins d'intérêt à travailler donc tous les commerçants qui pendant l'âge d'or avaient bien travaillé et gagné beaucoup, mais vraiment beaucoup, lorsque le marché s'est restreint ont vendu et ils ont vendu au meilleur offreur sans trop prêter attention aux standards de qualité [...] et donc il y a eu une baisse, un véritable nivellement vers le bas du commerce de Vintimille (Entretien avec Roberta, Rocchetta Nervina, 18/12/22).

Dans la ville d'aujourd'hui, le centre-ville tente de relancer son ancien potentiel commercial, en essayant d'attirer les demandes en adaptant l'offre des produits, se transformant donc d'un marché spécialisé et réputé en marché ordinaire, permettant de faire survivre, quoique ne pas sans peine, l'image commerciale de la ville.

A quelques dizaines de mètres du marché, en direction de la France l'on retrouve le quartier de *Roverino*. Ce dernier est un quartier populaire, faiblement marqué par une identité de quartier et communautaire. Aux marges de la ville, au-delà du quartier commencent les fractions de la commune de Vintimille qui, l'une après l'autre amènent à la frontière avec la France (*Bevera, Roverino, Trucco, Airole*). Son caractère populaire a été marqué par la construction d'un ensemble de maisons populaires en rue *Sospello* et d'autres au début des années 80. Quelques magasins, une Eglise, un cimetière. Paradoxalement, la présence des personnes migrantes est le phénomène qui a pu rendre possible la récréation d'un sens de communauté autour de thématiques, telle la sécurité, la dégradation et la violence urbaine, la décroissance de l'attraction commerciale due à la présence des migrants : en 2017 le comité de quartier *Adesso Basta* s'est constitué afin de dénoncer la situation en ville. Rassemblements, cortèges, conférences de presse, communications à la mairie ont été parmi les actions guidées par cette réalité citadine. Une des premières demandes formulées par le comité a été en 2018 le démantèlement du campement informel sous le viaduc de Via Tenda, effectué le 18 avril 2018⁷⁴. En mars, avant le démantèlement du campement informel e à la suite d'une bagarre qui, du camp, s'était renversée dans les rues, un reportage est diffusé par le canal de télévision *Mediaset*, avec le titre « *Paura e delirio a Ventimiglia*⁷⁶ » (Peur et dégoût à Vintimille).

Hier soir il y a eu une grosse bagarre entre la communauté soudanaise et la communauté afghane qui, depuis le campement informel, s'est renversée en Via Tenda. Certaines voitures ont subi des dégâts, des vitres d'immeubles aussi. Ce matin, des journalistes de Mediaset étaient déjà présents, caméra et micro à la main, en filmant tout ce que bougeait, ils semblaient intéressés à représenter une certaine idée du quartier, en confirmant la rhétorique du problème des migrants. C'était un climat de forte tension, les personnes couvraient leurs visages afin de ne pas apparaître dans les caméras ou évitaient de sortir du campement. A un certain moment, F., s'est énervé car il a déclaré aux journalistes qu'il ne voulait pas être filmé, mais ils ont ignoré sa demande à plusieurs reprises. C'était exactement ce qu'ils cherchaient, dirait-on : dans le reportage, qui est sortie quelques heures après, les

⁷⁴ https://mediasetinfinity.mediaset.it/video/dallavostraparte/paura-e-delirio-a-ventimiglia_F308705101014C03, consulté la dernière fois le 06/03/23.

⁷⁵ https://mediasetinfinity.mediaset.it/video/dallavostraparte/paura-e-delirio-a-ventimiglia_F308705101014C03, consulté la dernière fois le 06/03/23.

⁷⁶ Pour voir le reportage : https://mediasetinfinity.mediaset.it/video/dallavostraparte/paura-e-delirio-a-ventimiglia_F308705101014C03m, consulté la dernière fois le 28/02/23.

images de F. énervé, qui crie de ne pas filmer son visage, sont publiées à confirmer qu'un problème existe bel et bien (Notes du carnet de terrain, 6 mars 2018).

La journaliste, une musique de film d'action en arrière-fond, parle d'une agression, et commente : « les esprits sont encore chauds après la bataille de cailloux de hier soir, parmi un groupe de migrants, qui a investi les habitants sur place aussi, avec des vitres cassées et des voitures détruites ». Des riverains, interviewé dans la rue, commentent la « guérilla urbaine » qui avait pris place la nuit précédente. Nous sommes fatigués ; Vintimille, la ville de frontière, a toujours payé le prix plus cher à cause du chaos immigration et les citadins n'en peuvent plus. La journaliste ajoute, en guise de conclusion du reportage, une donnée : à Vintimille, le parti Ligue Nord est passé de 2.4% au 29.6%. La construction visuelle et discursive de ce reportage semble vouloir confirmer que le problème des migrants existe réellement et contribue à rendre un climat de forte tension sociale. Les rhétoriques généralement associées à la présence des migrants en ville amènent à créer les frontières de la ville en tant que cette présence est directement associée à une raison de risque, de menace et de danger.

Le même discours peut être appliqué pour les commerçants de la rue Tenda. En effet, les riverains qui ont des magasins dans ce quartier identifient la baisse des revenus avec la présence des migrants qui font fuir les touristes français. Ce discours devient alors une rhétorique puissante capable d'identifier un ennemi commun envers lequel adresser les réclamations.

Au même temps, la situation des migrant.es en ville a aussi fait émerger une expérience de solidarité dans ce quartier, autour de l'Eglise di *Sant'Antonio*, un « symbole de l'accueil⁷⁷ » : je me réfère à l'expérience de *Ventimiglia CONFine solidale*, qui a existé du 31 mai 2016 au 14 août 2017. Cette histoire exemplifie assez bien le paradigme de la ville comme battleground : ce lieu est devenu célèbre pour avoir accueilli des centaines de personnes (de 500 à 700 en moyenne). *Don Rito Alvarez*, le curé de l'église, avait décidé d'ouvrir les portes de l'église aux femmes et enfants qui dormaient juste en face, dans la rue et dans le froid. Au fur et à mesure, ce lieu de culte s'est transformé en un lieu solidaire et de lutte, traversé par de nombreuses associations, bénévoles, militant.es (un cadre plus approfondi de cette expérience sera détaillé dans le sixième chapitre de cette thèse). Peu de temps après que *Don Rito* a été transféré dans une autre paroisse, l'église ferme à cause de dédommagements du bâtiment, une infiltration sur le toit notamment. Si la curie avait promis de terminer les travaux pour Noël 2018, à présent le lieu reste fermé et avec lui un des rares lieux qui pouvaient créer un sens de communauté dans

⁷⁷ <https://www.ilsecoloxix.it/imperia/2020/12/19/news/chiesa-delle-gianchette-a-ventimiglia-il-simbolo-dell-accoglienza-abbandonato-nel-degrado-1.39679890>, consulté la dernière fois le 12/01/23.

un quartier populaire et moyennement âgé : nombreuses ont d'ailleurs été les lettres et les demandes de réouverture par les habitants du quartier. Les choix qui concernent les espaces de la ville ne sont pas neutres : éradiquer une expérience de solidarité et d'accueil, fermer un lieu de communauté, ce sont des choix qui contribuent à créer de la conflictualité urbaine.



Figure 6 Eglise des Gianchette pendant l'"Emergence Froid", Mars 2018. Photo de Nina Bacchini.

Dans les mots de Enzo, les transformations du quartier et la présence des migrants ont amené à sa progressive décadence : « Avant que j'arrive ici, il n'y avait pas encore le viaduc c'était jolie ici hein. Tout était ouvert, tu voyais le fleuve, il y avait des bancs, le fleuve aussi c'était jolie ». Le parking en face du cimetière a toujours servi de parking pour les cars transportant les touristes français et le trafic commercial était tellement florissant que les magasins de la ville garantissaient les livraisons, des bouteilles de liqueur notamment, directement aux cars. Maintenant, les magasins de la Rue *Tenda* sont généralement en difficulté financière. Un autre élément qui s'ajoute à la progressive baisse des profits a été la construction du passage

souterrain du passage à niveau qui, pendant environs deux ans, a coupé en deux partie la rue, rendant impossible le passage des voitures⁷⁸.

L'économie de Vintimille se base sur son potentiel commercial. Or, ce dernier, en suivant les évolutions du marché, a perdu son caractère expansif : aujourd'hui les flux commerciaux se concentrent sur une consommation de base, de moins en moins spécialisée. Jadis, le marché des fleurs, les magasins de chaussures et les orfèvreries représentaient une forte attraction pour les flux transfrontaliers. Ces derniers sont nombreux en ville mais à présent ils sont beaucoup moins fréquentés. Actuellement, les circuits de consommation se reversent en ville, notamment les vendredis et les fins de semaine, mais encore plus dans les localités voisines :

Chaque semaine les Français viennent, pour le marché du vendredi ils arrivent de tous les côtés et sinon les samedis les Français de Monaco vont plutôt au supermarché pour faire les courses. Il y a les supermarchés à Latte, Bevera, qui absorbent les Français qui ne traversent même pas la ville parce qu'ils achètent là-bas, nous on ne les voit pas forcément mais ils arrivent. A Bevera je crois que 80% de la clientèle est française. A Camporosso également il y a des supermarchés, les services de Vintimille ne seraient pas suffisants (Entretien avec Enzo, Vintimille, 19/12/22).

Pendant cet entretien Enzo souligne que Vintimille n'a jamais eu une vocation touristique. Ce sont récentes les tentatives des dernières administrations communales de relancer des politiques de valorisation patrimoniale et de développement touristique, en proposant des parcours exploratifs et muséaux à vocation touristique en ville, qui ne semblent pourtant pas assez valorisés (les panneaux d'information apposés sur certains points de la ville sont pour la plupart très abimés et peu visibles). En outre, un kiosque d'informations touristiques en style liberty a été positionné dans la rue Cavour, en proximité de l'aire du marché du vendredi.

Or, les narrations qui imputent l'absence de touristes en ville à la présence des migrant.es sont donc partielles et limitées. Au même temps, les rhétoriques sur la perte de valeur commerciale de la ville à cause de la présence migrante sont

⁷⁸ A ce propos, il est intéressant de souligner que la ligne ferroviaire semble couper matériellement en deux la ville de Vintimille : les rails qui coupent Via Tenda prennent la forme d'une frontière entre le centre-ville et le quartier populaire de Roverino. Au niveau de cette portion de rails, il est fréquent de voir des personnes stationner : il s'agit d'un espace occupé pendant une bonne partie de la journée (et de la nuit) par les passeurs pakistanais et afghans, notamment. Il est intéressant de noter que cet espace interstitiel devient pour certaines personnes une portion de territoire habitée et un lieu d'échange (y compris des économies souterraines des trafics). . Si la viabilité de la rue était physiquement interrompue par un passage à niveau, qui comportait un arrêt forcé lors de sa fermeture pour le passage du train, en janvier 2021 la compagnie ferroviaire *Rete Ferroviaria Italiana* a inauguré le passage souterrain qui permet de traverser la rue à tout moment.

Dans ce chapitre donc, il n'est point question de définir ce qu'est la ville quant plutôt de décentrer le regard sur les processus qui font l'urbain : à l'intérieur des processus de redéfinition spatiale et politique les villes se remplissent littéralement de trous, écarts, marges et surtout de frontières (Guareschi et Rahola, 2015 : 24). L'intérêt est donc de repenser la ville en repartant de ces espaces, en dehors de tout principe régulateur de territorialité et *market-oriented* de l'économie. Je m'intéresse à ce qui « fait ville » à partir de l'écart, la marge, l'interstice en tant qu'espaces qui excèdent les processus d'urbanisation, « le terrain irrégulier qui est soumis à l'image univoque de la ville : lieux qui peuvent être abandonnés, réinventés par le bas ou recolonisés par le haut, mais qui se présentent toujours et partout comme potentiel réserves d'une valeur à produire et donc à extraire, prélever et exproprier » (Guareschi et Rahola, 2015 : 24). L'inversion épistémologique qui réside derrière cette exploration urbaine consiste à remettre au cœur de la cité les corps tenus à la marge. Donc, le moteur épistémologique qui oriente cette problématique est encore une fois la *battleground*⁷⁹, le processus dialectique qui oppose les intérêts et les instances des acteurs impliqués dans cette redéfinition constante des spatialités et temporalités urbaines. D'une part, la gouvernance⁸⁰, les pouvoirs publics, les *urban developers*, les commerçants et les touristes. De l'autre, les subjectivités qui ne sont pas impliquées dans les processus officiels de programmation urbaine mais qui, en revanche, impulsent des transformations à partir des espaces de confinement d'où elles sont reléguées. La gouvernance se réfère donc aux processus de négociation qui résident derrière les processus de décision et qui, en définitive, résultent être des rapports de force entre les différentes instances qui interviennent sur une même localisation. Se situant sur une précise partie de ce terrain de conflit, cette thèse :

« Adopte une posture qui croise théorie et politique. Elle affirme le caractère de plus en plus urbain de la politique et le caractère de plus en plus politique de l'agir urbain. En ce sens, le « faire ville » est un des moyens de pousser plus loin la revendication du « droit à la ville », de le mettre en œuvre ici et maintenant (...) Selon cette optique, certaines pratiques polémiques ou éventuellement minoritaires (occupations et invasions) deviennent porteuses d'un sens radical pour la pensée de la ville, parce qu'elles remettent au jour un désir et un « appel » vers un horizon de ville rêvée, virtuelle ou idéale (...) C'est un point de débat, qui relie l'épistémologie (le « faire-ville ») et la politique (l'agir urbain) » (Agier, 2015 : 10)

⁷⁹ En définitive, l' « intention n'est pas de proposer une théorie générale de la ville néolibérale ; il s'agit d'observer comment chaque ville et chaque interstice au sein d'une ville peut s'enflammer et devenir terrain de conflit, *battleground* » (Guareschi, Rahola, 2015 : 40).

⁸⁰ « La gouvernance peut être vue comme la formule sous laquelle étiqueter l'activation des dispositifs institutionnels voués à gouverner la géographie instable et fragmentée » (Guareschi, Rahola, 2015 : 28).

Souvent, cette géographie dialectique amène à une spatialité instable et conflictuelle et, sur le plan urbain, à une polarisation qui est, avant tout, sociale et politique. Les villes sont des espaces complexes : « ce que nous définissons ville se configure aujourd'hui comme un mosaïque spatio-temporel hétérogène et technologiquement dense, composé par rythmes et flux qui redéfinissent le sens de la distance et de la proximité et traversé par des dispositifs frontaliers de différente nature » (Guareschi et Rahola, 2015 : 30). Ce qui intéresse à l'analyse d'un paysage frontalier est la spatialisation du conflit, à savoir lorsque certaines instances trouvent un lieu : ce passage est fondamental car il comporte la capacité de donner lieu à de possibles transformations collectives. Dans ce sens, l'occupation des rochers des *Balzi Rossi* dans l'été 2015 a représenté la territorialisation d'une instance collective, à savoir la volonté de traverser une frontière étatique récemment fermée, sous la forme d'un acte d'occupation d'un espace hautement symbolique et spatialement stratégique⁸¹, la ligne de frontière. En ce moment l'espace a été traversé par un affrontement la lutte qui opposait les garants de la défense territoriale et de la gouvernance étatique, les policiers et les agents de frontière, aux migrants qui, ensemble aux solidaires, défiaient cette territorialité. Pendant environ trois mois le lieu de frontière a assumé le caractère d'une hétérotopie : un lieu de passage et de contrôle transformé en lieu de résistance et de lutte, un espace de circulation qui devient le lieu d'une attente collective chargée de densité politique. Spatialement parlant, le *Presidio No Border* occupait un interstice urbain, des rochers et ensuite un parking, qui par un geste de réappropriation collective s'est transformé en territoire, en territoire habité. Successivement, l'aire où le campement *No Border* surgissait a été requalifiée, avec le resurfaçage de pelouse sur ce parking apparaît une installation artistique, installée par l'administration communale le 12 avril 2017 et réalisée avec des rochers disposés avec une forme d'infini, avec ce qui semblerait être un acte symbolique de récupération territoriale. Cette installation, appelée « *Il Terzo Paradiso/Rebirth* », le Troisième Paradis/Rebirth, a été réalisée par Michelangelo Pistoletto qui, au moment de l'inauguration, soutenait que l'œuvre lançait un fort message social, « oui à l'accueil, non aux murs, non aux divisions, oui à la cohabitation⁸² ». Ce renversement symbolique effectué par un usage politique de l'espace paraît presque grotesque : la frontière n'a jamais cessé d'exister, comme rappellent les solidaires qui à partir de la mort de Ahmed Safi, le 7 novembre 2022, ont commencé à se réunir en rassemblement tous les premiers

⁸¹ Symbolique car situé à quelques mètres seulement de la ligne de frontière, stratégique à cause de sa proximité avec la France qui rendait plus faciles les tentatives de franchissement.

⁸² «Si all'accoglienza, no ai muri, no alle divisioni. Sì alla convivenza pacifica» (traduction de l'autrice). <https://www.lastampa.it/imperia-sanremo/2017/11/20/news/ventimiglia-terzo-paradiso-un-tesoro-al-confine-1.34388351/>, consulté la dernière fois le 12/12/22.

dimanches du mois, pour porter mémoire aux morts de frontière. L'occupation des *Balzi Rossi* en 2015 constitue l'un des premiers scénarios européens où se mettait en scène ladite « crise des réfugiés » ; les images des rochers occupés deviendront l'image idéal-typique de la période de fermeture des frontières et des expériences autogérées de camps informels qui en sont la conséquence directe. Dans ce sens, Vintimille représente l'idée des villes comme « lieux stratégiques globaux » (Sassen, 2010 : 20) où se localisent les processus de construction d'un phénomène global : la rhétorique de la « crise des réfugiés », qui sera le refrain systématique qui accompagnera d'ici lors les imaginaires sur le phénomène migratoire contemporain ; la rhétorique du besoin sécuritaire face au risque du terrorisme transnational diffus dont la menace est particulièrement ressentie aux frontières des pays Schengen ; et les dispositifs créés afin de répondre matériellement à un besoin ainsi construit. Dans ce sens, les rochers des *Balzi Rossi* occupés pendant le « long été de 2015 » envahissent les écrans des téléjournaux et les premières pages des journaux nationaux et deviennent ainsi le symbole d'un changement de paradigmes.



Figure 7 Mémorial à la frontière du Pont Saint Ludovic, Vintimille, 15/01/23. Photo de Nina Bacchini.

Depuis le démantèlement du *Presidio No Border*, outre l'installation de Pistoletto sur la pelouse, l'aire de Pont Saint Ludovic a conservé sa fonction de contrôle frontalier, carrefour routier et de commerce fugace, grâce à la présence d'un minimarché, situé du côté italien de la ligne frontalière. La frontière de Vintimille est traversée par des mobilités urbaines, attirées avant tout par son attractivité commerciale. La fortune de l'économie citadine est donnée par la forte demande française envers les produits achetés aux prix du marché italien, plus rentables que ceux français. La demande est orientée majoritairement envers les produits tels les cigarettes, l'alcool et les produits gastronomiques. La rentabilité de ce flux commercial est visiblement constatable avec la massive présence de magasins *Eurodrink*, une chaîne de magasins née en 1990 à Vintimille et spécialisée en vente de produits *made in Italy*. Au sein du périmètre communal de Vintimille nous en comptons sept, situés au niveau des principaux points de circulation citadine. Sur la ligne de frontière, de Pont Saint Louis (la frontière « haute »), à quelques pas seulement du poste-frontière français, nous en comptons un autre.



Figure 8 Eurodrink, Pont Saint Louis, février 2022. Photo de Nina Bacchini.

Un autre encore surgit à la sortie du péage autoroutier, dans l'aire de l'autoport. La fortune de ces magasins est grande car immédiatement à disposition pour les transfrontaliers arrivant depuis la France, pouvant ainsi acheter leurs produits immédiatement la frontière avec l'Italie franchie. Pendant la période des restrictions à la circulation dues aux politiques de contage de la pandémie, l'*Eurodrink* de Pont Saint Louis a fait l'objet d'une dispute diplomatique entre les deux Pays : le magasin est situé entre les deux postes-frontières, français et italien, quoiqu'en territoire italien. Pendant la période des restrictions à la circulation dues aux mesures liées à la pandémie, l'*Eurodrink* de Pont Saint Louis a fait l'objet d'une dispute diplomatique entre les deux Pays : étant une espèce de « zone franche⁸³ » pour sa localisation, car situé dans l'aire de quelques dizaines de mètres qui sépare le poste-frontière français de celui italien, les citoyens français pouvaient continuer leurs achats, *de facto* en Italie, mais quelques mètres seulement avant les contrôles officiels. Or, il s'agit donc d'un sort de « zone franche⁸⁴ » : pendant la période des limitations aux mobilités, imposées pour répondre aux contagions de covid-19, les citoyens français pouvaient aisément se rendre dans cette minuscule portion d'Italie, le temps de faire un stock de cigarettes aux prix du marché italien, sans être formellement au risque de contrôles et donc de sanctions, car anticipant le poste-frontière des militaires italiens.

Si la ville de Vintimille est donc structurée vers cette forme d'économie transfrontalière, fugace et de moins en moins spécialisée sur certains produits, la nouvelle orientation de l'administration communale est l'inversion *trend* du marché, en s'ouvrant au marché de luxe et aux investissements privés étrangers. Il s'agit, aux yeux de l'administration communale, de relancer la petite ville de frontière et lui permettre de rejoindre les standards de marché des voisines Sanremo et Menton, grouillantes de casino et de restaurants étoilés. L'inauguration du port monégasque *Cala del Forte* va sans doute dans cette direction et constitue la première infrastructure marquant ce nouvel élan qui est à la fois un renouveau économique et d'image.

D'autres projets urbanistiques sont en chantier et attendent de voir le jour. L'acquisition d'une aire de 42.000 m², propriété de *FS Sistemi Urbani*, a été conclue par le fond immobilière BDF de la *Marina Développement Corporation*, présidée par l'entrepreneur hollandais Robert Thielen. Cette opération fait partie du projet plus grand de régénération urbaine, appelé *Marina*

⁸³ <https://www.riviera24.it/2020/12/ventimiglia-a-ponte-san-luigi-la-zona-franca-unico-negozio-dove-i-francesi-possono-comprare-664295/>, consulté la dernière fois le 28/02/23.

⁸⁴ L'expression a été utilisée dans un des reportages concernant cette affaire : <https://www.riviera24.it/2020/12/ventimiglia-a-ponte-san-luigi-la-zona-franca-unico-negozio-dove-i-francesi-possono-comprare-664295/>, consulté la dernière fois le 17/02/23.

di Ventimiglia, qui devrait contribuer à la reprise économique de la ville, à sa future et harmonieuse croissance en tant que levier de cette région de la Ligurie : l'objectif qui se dégage est celui de rendre Vintimille une destination commerciale et touristique avec une portée internationale, quoique à forte vocation italienne. Cette énorme opération financière prévoit la création d'une nouvelle destination commerciale et touristique qui se développe sur 60.000 mq (l'aire s'étendant du Port de Monaco à l'aire de l'embouchure du fleuve *Nervia*), et qui envisage deux projets majeurs. Le premier, *Borgo del Forte*, qui intéresse l'aire du *waterfront* en face du port de Monaco, et qui prévoit une structure d'hôtellerie de haute gamme avec une salle de sport, spa et restaurant et 130 *luxury appartements*. Ensuite, le restaurant *La Rocca* et un pôle *food & beverage* d'excellence. On comprend bien le projet de transformer Vintimille en une destination « haute gamme » attractive qui puisse être capable de faire évoluer les capacités commerciales vers des standards plus conformes au marché global, et c'est justement ici que les contradictions de ce dessein se heurtent avec les besoins réels des résidents et des habitants de la ville. La communauté citadine de Vintimille n'a point besoin de hôtels de luxe ou de ports de yachts, mais de services et structures publics. Roberta, dans l'entretien reporté plus haut, parlait parfaitement de la sensation d'étrangeté que les résidents de Vintimille ressentent envers ces lieux. Les journaux locaux proposent une narration qui est loin d'être adhérente à la réalité sociale de la ville frontalière : les articles qui se succèdent parlent de projets de soutenabilité, partage d'espaces publics, d'installation de nouveaux services pour les citoyens. Le thème du travail et le taux de chômage sont d'autres éléments de criticité dans cette ville. Roberta, pendant le long entretien déjà grandement cité, fait une allusion critique aux conditions de travail de son fils travaillant au Port monégasque : « Pendant des mois j'ai dû aller presque tous les matins au port parce que mon fils a travaillé là-bas pendant une période et moi j'étais obligée à lui ramener presque tous les matins le déjeuner parce que bref, il y aurait plein de choses à dire aussi sur les horaires et sur les conditions des personnes qui travaillent au port » (entretien avec Roberta, *Rocchetta Nervina*, 18/12/22). Enzo aussi fait référence au fait que n'importe quel projet peut être bon pour la citoyenneté si cela offre des opportunités de travail pour cette dernière :

Ah bon le port de Monaco a été un choix obligé parce qu'autrement ça aurait resté une œuvre irréalisée, au contraire en la donnant à Monaco ils l'ont terminée. Bref, le patron peut changer, ce qui importe c'est qu'ils donnent du travail. Si après le patron n'est pas la mairie de Vintimille mais la principauté de Monaco, bah tant pis... (Entretien réalisé avec Enzo, Vintimille, 19/12/2022).

La question du taux d'occupation dans le marché du travail est un point sensible : si le secteur du commerce et de la restauration – ce dernier à fort caractère saisonnier – absorbent en partie les demandes de travail, de nombreuses personnes se trouvent forcées à conduire une mobilité pendulaire pour aller travailler au-delà de la frontière, en France ou à Monaco. Ici, les offres de travail sont plus nombreuses et mieux rémunérées.

En parlant d'économies de frontière, un autre élément qu'il faut englober dans l'analyse est la réalité des réseaux mafieux enracinés dans cette région et dans la ville frontalière en particulier. L'existence de cellules de la *ndrangheta* a été confirmée par des enquêtes judiciaires qui, à Vintimille, ont amené à la dissolution du conseil communal en 2011, quoique cette décision n'a pas été confirmée par la justice administrative et le maire en charge à cette époque, Gaetano Scullino, a pu être nouvellement élu lors des élections de 2021.

« En Ligurie, la *ndrangheta* opère dans au moins neuf locaux situés entre Gênes, Vintimille, Lavagna et Sarzana ainsi que des succursales plus petites (...). La décision de condamnation des membres opérant dans l'ouest de la Ligurie, décrit une association ayant la capacité de conditionner le travail des administrateurs locaux et d'influencer les activités entrepreneuriales des petites et moyennes entreprises qui constituent le tissu économique dominant de toute la région » (Commission d'enquête parlementaire sur le phénomène des mafias, Doc XXIII, N. 38, traduit de l'italien par moi-même⁸⁵).

Les infiltrations mafieuses ont été donc confirmées dans les secteurs des entreprises, mais aussi dans le trafic de stupéfiants, dans les activités d'extorsion, de l'usure, du jeu de hasard, contrôle des boîtes de nuit.

En définitive, il faut souligner est l'ouverture de la ville envers les investissements étrangers (principauté de Monaco, entrepreneurs étrangers) qui deviennent ainsi acteurs du changement de la ville. La ville pensée par ces entrepreneurs de la gouvernance urbaine est une ville constellée de ports de yachts de luxe, de campus internationaux, de hôtels haute gamme, de piscines olympiques. L'écart qui se crée avec la réalité du tissu urbain est grand : les grandes limites de la viabilité citadine, dont les conséquences directes sont des longs quais et les bouchons au niveau des principales rues de la ville et la présence d'un fort mal-être social qui investit les rues de la ville et ses interstices. Il faut nous demander, quelle catégorie de personnes pourra bénéficier d'infrastructures telles des hôtels de luxe et des restaurants étoilés ? Pour qui

⁸⁵ Commission d'enquête parlementaire sur le phénomène des mafias et d'autres associations criminelles, y compris étrangères, Doc XXIII, N. 38, approuvée pendant la session du 7/02/2018, http://documenti.camera.it/_dati/leg17/lavori/documentiparlamentari/IndiceETesti/023/038/INTERO.pdf.

la ville est-elle pensée ? Quel est le sens d'une administration communale qui autorise en temps record le projet *Borgo del Forte* mais qui laisse des centaines de personnes dormir dans la rue ?

3.3 L'urbanisation des vallées

Ces processus d'extraction de la valeur des territoires, typiques des œuvres d'urbanisation, est également à l'œuvre dans les vallées qui entourent Vintimille. Côté italien, la Val *Nervia* connectée par le ruisseau *Nervia* ; côté français la Vallée de la Roya, reliée par le fleuve Roya. Pendant ces dernières années, le petit village de *Rocchetta Nervina* a constitué une deuxième maison pour moi. De 2016 à 2020, le collectif *Progetto 20k* louait un petit appartement (la « maison du peuple ») à *Rocchetta Nervina*, avant de se déplacer, au printemps 2020, dans un autre village de la vallée, *Apricale*. A environ 15 km de la gare de Vintimille, *Rocchetta* est une bourgade médiévale, cachée par les montagnes et traversée par le ruisseau *Rio Barbaira*. En hiver on peut compter environ 274 habitants, pendant l'été ce nombre accroît considérablement. Pendant ces années, des transformations significatives ont commencé à traverser le village, constatables tout d'abord au niveau du marché immobilier. Deuxièmement, été après été les flux de touristes ont commencé à augmenter considérablement et nous avons commencé à rencontrer des difficultés à trouver un emplacement auprès du ruisseau où l'on était habitués à se baigner, entre une activité et l'autre à Vintimille. Roberta, avocate de 58 ans, est propriétaire du restaurant « *Riobarbaira* », géré par son mari Ezio et situé dans la place principale du village. Lors d'un entretien, elle me raconte les transformations de la vallée, en réalisant une formidable analyse des mutations au niveau des flux touristiques pendant les derniers 40 ans. Les processus de mise en tourisme de la Vallée de la *Nervia* sont grandement connectés aux formes de tourisme à Vintimille. Elle retrace quatre phases principales de ce processus :

- Années 70 : avant l'explosion des villages touristiques, phénomène des structures louées dans les campings du territoire, pour les séjours d'été, principalement de touristes venant de l'Europe du Nord :
- Années 80 : achat des résidences secondaires, occupées principalement pendant la période estivale, et conséquent boom de constructions agricoles et d'exploitation de terrains agricoles, sans aucun respect pour les plans d'aménagement comportant ainsi un problème en termes de tutelle du territoire. Il s'agit de touristes venant principalement de l'Europe du Nord (Allemands, Hollandais, Danois) disposant du capital économique pour l'achat immobilier ; Italiens

de la région du Piémont s'installant dans l'arrière-pays (car moins aisés) ; de la région Lombardie s'installant plutôt vers la côte. La disponibilité économique détermine la localisation des habitudes liées aux pratiques touristiques.

- Années 90 : location de maisons pour la villégiature estivale par locations mensuelles.
- Début années 2000 : explosion du phénomène « B&B » (courts séjours, d'une ou deux nuits). Les conditions économiques changent et ainsi commence à précipiter l'habitude des longs séjours dans un même lieu. Le phénomène commence à *Dolceacqua* (intéressée d'ailleurs par des investissements de requalification et de développement touristique par la Principauté de Monaco) et par reflet s'étend à *Rocchetta et Apricale*.

Les manières d'habiter les territoires changent donc en fonction des conditions économiques et des modalités et des habitudes des pratiques du tourisme. La forme plus récente de tourisme à *Rocchetta* est donc étroitement liée à la présence du ruisseau et à la possibilité de pratiquer le canyoning. Les dimanches, l'afflux quotidien de touristes est environ de 400-500 personnes. Le « phénomène b&b » à savoir la location d'appartements pour une très courte durée, une voire deux nuits d'habitude, commence à se diffuser dans toute la vallée, à tel point que les *rocchettini*, propriétaires de maisons ou appartements, qui jusqu'à alors n'avaient jamais travaillé dans le secteur du tourisme, préfèrent laisser les maisons vides en attendant de les louer à des prix beaucoup plus élevés aux touristes pendant la période estivale. Pour les propriétaires, ce type de marché devient extrêmement rentable et le ruisseau commence à être pensé comme source de profit : l'accès devient payant. La réalité de ce petit village de vallée commence à être transformée, la vie communautaire laisse le pas à la recherche du profit porté par cette forme de tourisme extractif. L'autre catégorie d'étrangers présente à *Rocchetta* est justement celle des solidaires qui, jusqu'à 2020 disposaient d'un appartement où accueillir les bénévoles et où héberger les personnes en transit en situation de vulnérabilité qui nécessitaient de reposer quelques jours avant de reprendre leur voyage. Au fil des années, environ 20 personnes qui avaient pris part à la lutte contre la frontière à partir de 2015, ont commencé à habiter stablement à *Rocchetta* et dans les terrains agricoles environnants⁸⁶. Parmi elles, quatre réfugiés. Les *foresti* (terme qui désigne les étrangers, venus de l'extérieur, n'étant donc pas natifs de *Rocchetta*) occupent un statut particulier : face à l'hostilité des *rocchettini*, ils et elles développent des formes très fortes de solidarité et d'entraide. Si je fais référence aux vallées environnantes la

⁸⁶ Giliberti (2019) a analysé le récent phénomène du néo-ruralisme dans la vallée de la Roya, la vallée correspondante à la Vallée *Nervia* du côté français, en reparcourant les trajectoires bibliographiques de certains solidaires habitant dans cette vallée.

ville de Vintimille c'est pour deux raisons principales : la première, pour une question de positionnement. Depuis que j'ai commencé mes recherches sur la frontière franco-italienne, ces petits villages ont été ma maison, mon refuge après les journées passées en ville, les lieux des réunions jusqu'à tard la nuit, les randonnées libératrices du stress accumulé. Oublier de parler de ces lieux signifierait ne restituer que partiellement mon regard et mon parcours ethnographique. Deuxièmement, cette focale sur un milieu que nos catégories, dichotomiquement établies, définiraient « rural » nous permet de réactualiser la pensée lefebvrine lorsqu'elle anticipait l'explosion des dichotomies traditionnellement appliquées par les études urbaines, dont celle urbain/rural. Nous retrouvons les mêmes processus de capitalisation des espaces à Vintimille et à *Rocchetta*, produisant un impact réel sur la composante sociale qui habite ces mêmes espaces. L'entretien avec Roberta nous restitue le rôle grandissant des flux touristiques, qui selon les périodes se structurent dans une forme spécifique de tourisme⁸⁷, dans la redéfinition des lieux. Il me semble retrouver ces mêmes processus en ville, ce qui amène à confirmer la thèse selon laquelle les espaces sont transformés par les processus d'extraction de leur valeur – leur mise en tourisme, notamment – et par les pratiques de résistance des sujets qui s'opposent.

3.4 La ville réticulaire

Les parcours migratoires créent des réseaux de villes, les routes connectent des espaces, des réseaux et des pratiques (de solidarité, d'économies informelles ou souterraines, des stratégies). Les histoires rencontrées à Vintimille incarnent la ligne rouge qui relie la frontière liquide de la Méditerranée aux frontières de terre (Sicile, Gênes, Nice, Lyon, Paris). En effet, j'interroge la dimension réticulaire de la ville, en considérant Vintimille comme ville-étape de différentes routes migratoire transnationales, ville-carrefour d'expériences, d'histoires et de parcours différents. Les histoires des personnes rencontrées font donc partie d'une géographie globale, précipitée dans le *hic et nunc* de la rencontre ethnographique à Vintimille. Vintimille est l'un des multiples nœuds urbains où les subjectivités migrantes incarnent une histoire qui est aussi globale et collective. Pour remonter vers ces racines historiques, les lignes d'exclusion urbaines trouvent leur origine dans l'histoire coloniale et se reproduisent jusqu'au cœur de nos villes contemporaines ; celles-ci deviennent des ponts invisibles qui lient les vies des femmes et des

⁸⁷ Pour synthétiser, un tourisme limité et fugace, voué la consommation d'un certain produit, service ou activité, grandement déterminée ou orientée par la présence de la voisine frontière avec la France et les évolutions qu'elle acquiert au fil du temps.

hommes qui depuis les anciennes colonies arrivent jusqu'à nos côtes : les lignes de couleur (Du Bois) s'historicisent au sein de l'espace européen devenant des frontières à la fois invisibles et cruellement matérielles qui traversent nos villes. Leur matérialisation est surtout expérimentée par les damné.es de la ville : non plus la ville coloniale magnifiquement décrite par Frantz Fanon mais la ville postcoloniale, à savoir l'espace métropolitain européen où persistent les rapports de domination dérivés du processus colonial, les rapports historiques à partir desquels la *colonialité*⁸⁸ se reproduit dans le présent, notamment dans les logiques de droits à la citoyenneté et, par conséquent, du droit à la ville. Il ne s'agit donc pas seulement d'envisager les continuités du post-colonial comme période historique temporellement circonscrite et dépassée dans ses formes traditionnelles, quand plutôt la *colonialité* comme l'ensemble des processus qui se structurent et restructurent en permanence, en prolongeant les rapports de domination et de pouvoir qui voient dans la relation avec l'Autre colonisé l'émergence d'un nouveau paradigme anthropologique. Au niveau scientifique, cette question amène à retracer la généalogie coloniale des ensembles métropolitains afin d'interroger l'espace de la ville en tant que lieu du pouvoir conduisant à une stratification sociale. A ce propos, Mathieu Rigouste met en lumière la continuité entre les villes coloniales et les nouvelles formes de colonialité exprimées dans les espaces urbains, qu'il appelle d'« endo-coloniales » : les grands ensembles, à savoir les grandes agglomérations de logements expérimentés en Algérie ont eu une traduction directe dans la France métropolitaine, en contribuant à la création de la forme urbaine des banlieues. Au niveau méthodologique, il est important de situer les éléments structurels, en allant retracer les continuités et les ruptures historiques de ces paradigmes dans l'étude des migrations contemporaines : il est tout autant nécessaire lorsque le terrain d'étude est immergé dans une dimension de violence tellement élevée et banalisée, comme c'est le cas à Vintimille, et au sein duquel l'ethnographie court le risque de paralysie. Regarder aux racines de l'histoire et des engrenages du temps qui résident derrière les faits d'aujourd'hui est une tâche essentielle.

Or, ce n'est pas seulement le mouvement des personnes qui crée des géographies connectées ; ce sont aussi des facteurs analysables en regardant à une échelle plus vaste, et qui peuvent être décrits comme les conditions qui font que les migrant.e.s restent en mouvement et restent en attente, dans une dimension spatio-temporelle complètement subalterne et étrange à la catégorie

⁸⁸ Rachele Borghi a contribué à introduire le débat en Italie, en éclairant une différenciation importante entre les termes colonisation/décolonisation et colonialité/décolonialité. Les premiers font référence au phénomène historique de structuration et successivement de lutte aux empires coloniaux ; les deuxièmes aux rapports de force et de domination qui trouvent leurs formes d'expression la plus complète au sein des anciennes colonies mais qui se reproduisent et se réactualisent dans le présent historique.

des citoyen.nes blanc.hes et européen.nes. L'exploitation sur le marché du travail, l'imposition de la clandestinité, la criminalisation, la condition de « déportabilité » (De Genova, 2017) permanente, la précarisation de la santé et la non-prise en charge des corps souffrants ce sont parmi les raisons pour lesquelles les personnes sont forcées à rester en mouvement, souvent d'une frontière à l'autre, d'un pays à l'autre, jusqu'à se retrouver à Vintimille.

Parmi ces facteurs, un chapitre entier mériterait d'avoir sa place au sein d'une thèse sur les migrations : la question du travail. Beaucoup de personnes qui arrivent à Vintimille ont souvent déjà fait l'expérience de l'exploitation sur le marché du travail, dans les champs de tomate dans le Sud de l'Italie ou dans le secteur de la logistique et de la distribution, par exemple. Le mouvement des personnes est la conséquence directe dictée par une demande structurelle des états Schengen : la disposition d'un gros bassin de main d'œuvre, de force-travail, directement disponible sur le sol européen, exploitable à toutes les étapes de la chaîne productive.

Avant d'arriver à Vintimille j'étais dans la province de Foggia, je travaillais dans les champs de tomate et j'habitais dans un ghetto. J'étais payé 20 euros par jour mais je travaillais tous les jours, toute la journée jusqu'au soir, il y avait jamais un jour de pause ; avec le soleil ou bien sous la pluie, c'était pareil. J'ai travaillé pendant la saison mais j'essaie maintenant d'aller en France pour travailler (conversation informelle avec David., reportée sur le carnet de terrain, Vintimille, mars 2018).

Du reste, la recherche de travail constitue le motif qui réside aux choix de mobilité des riverains de Vintimille : « la proximité avec la France a toujours donné du travail essentiellement du travail peu qualifié : femmes de ménage, dans le secteur du bâtiment ou de la restauration » (entretien avec Roberta, 2022). Jadis, dans les années 50, 60, 70 une bonne partie de la demande de travail saisonnier en France était assimilé par les personnes de Vintimille et des vallées environnantes, notamment les femmes qui rejoignaient la France en septembre, pour les vendanges ou la récolte des cerises, en mai. Enzo estime qu'à présent (2022), il s'agit d'environ 4000, voire 5000 personnes qui habitent à Vintimille et travaillent en France.

Les vécus racontés nous montrent que la géographie de la frontière s'étend bien au-delà de la ligne de démarcation qu'elle matérialise entre deux pays, en produisant des nœuds territoriaux et locaux qui sont la matérialisation de processus transfrontaliers et globaux interconnectés :

« Aujourd'hui, l'urbain tend à se présenter davantage comme une conformation hétérogène de points ou de lieux dont la connexion s'appuie sur et entraîne la déconnexion d'autres points ou lieux immédiatement voisins, plutôt que comme un terrain synthétique. En d'autres termes, ce que nous continuons à appeler la ville apparaît avant tout comme une mosaïque irrégulière, une

chaîne d'archipels et d'enclaves qui dépasse toute hypothèse unitaire et tout lien de proximité ou de distance » (*Guareschi e Rahola, 2015 :74*).

Vintimille s'insère donc dans une géographie plus large, transnationale, voire globale. Or, aujourd'hui, les routes migratoires traversent majoritairement les centres urbains (connectés, entre autres, par les réseaux ferroviaires et routiers, utilisés par les personnes en mouvement) en faisant des espaces urbains les lieux du contrôle des mobilités par excellence. Cette thèse restitue une géographie migratoire urbaine. Or, l'analyse ne se restreint pas à la ville de Vintimille : à cause de sa dimension réticulaire, Vintimille s'insère dans une géographie plus large, qui s'étend bien au-delà de la frontière franco-italienne ; il s'agit d'une géographie globalisée, connectés par des nœuds territoriaux (ou antennes territoriales) qui constituent les villes-étapes des parcours migratoires et des processus qui y sont connectés. Ainsi, mon ethnographie inclut les villes de Gênes et de Lyon (qui représentent, pour beaucoup de parcours, respectivement, l'étape précédente et successive de la route qui passe par Vintimille) où j'ai pu effectuer de longs séjours, y compris ethnographiques. Lyon met en lumière des aspects très importants à cause de sa configuration urbanistique, sociale et politique : la longue fréquentation de la banlieue de Vénissieux, lieu où j'ai longtemps travaillé pendant mes études, permet de complexifier l'analyse autour du rôle de l'urbanisme dans les dynamiques politiques et sociales des quartiers. La ville de Gênes, où j'habite dans le cadre de ma cotutelle internationale de thèse, permet de mettre en continuité les logiques de militarisation de l'espace urbain avec celles de présentification des frontières de la ville. Ces cas d'étude sont pensés dans une optique moins comparative que transversale de la ville comme laboratoire permanent de répression et de résistance.

Lisons cet extrait d'entretien afin de comprendre la géographie réticulaire de cette ville frontalière :

Je suis parti du Soudan, près de Khartoum et j'ai traversé le Tchad et je suis arrivé en Lybie. J'ai travaillé quelques mois en Lybie pour récolter l'argent pour partir. Je suis arrivé en Italie en 2015, à Lampedusa. J'ai traversé l'Italie avant d'arriver à Vintimille, je savais que je voulais aller dans un autre pays. Mais il y avait un problème, parce que j'avais déjà laissé mes empreintes digitales en Italie du coup je ne pouvais pas passer dans un autre pays (...) donc je suis resté au camp des Balzi Rossi pour une, deux, trois semaines, finalement un mois. Après j'ai vu ce que les No Border faisaient pour aider les migrants. Alors j'ai décidé de faire ma demande d'asile ici en Italie et du coup je suis resté ici (...) je suis resté au camp des Balzi Rossi pour 5 mois. Je suis resté encore à Vintimille mais je voyais que les solidaires partaient, ils avaient les fogli di via. Après quelques mois je suis allé en France, je connaissais comment passer la frontière. Je suis resté 8 mois à Grenoble, parce que j'avais des amis soudanais là-

bas. J'étais content en France mais j'avais reçu un Dublin et un jour la police m'a arrêté. Ils m'ont mis sur un avion et je suis arrivé en Sardaigne. Ici, l'Italie a dit que je ne devais pas rester en Italie, que je devais retourner en France. Ils m'ont à nouveau mis sur un avion et reporté à Paris. Sauf que, ici les Français ne voulaient pas de moi non plus. Sans jamais descendre de l'avion, je suis arrivé à Rome. Ici la police m'a donné un ticket de train et ils m'ont dit d'aller à Turin pour rentrer dans un centre. Je ne connaissais personne là-bas. Je suis donc retourné à Vintimille. (Entretien avec Fouad, Vintimille, Mars 2018).

Après plus trois 3 ans, dont une période de huit mois en France, il obtient, quelques jours avant cet entretien, la Protection Humanitaire, d'une durée de deux ans. A partir de cet extrait nous pouvons retracer des éléments qui sont récurrents dans les histoires des personnes rencontrées à Vintimille. Premièrement, la réalité libyenne comme véritable *hub* de force-travail : non seulement pour les personnes qui ont besoin de collecter du capital économique afin de poursuivre leur projet migratoire vers l'Europe, mais aussi en tant que récolteur de main d'œuvre africaine et, par conséquent, destination d'une tumultueuse migration interne. Deuxièmement, le Règlement Dublin et le système de fichage digital (*Eurodac*) qui garantit son fonctionnement, en tant que système imposant des géographies forcées et facteur de bouleversement spatio-temporel des projets migratoires. A ce propos, il faut aussi citer qu'en 2016, 48 personnes Soudanaises arrêtées à Vintimille ont été déportée au Soudan, à cause des accords entre le Gouvernement Italien et le Gouvernement Soudanais en matière de rapatriements forcés de citoyens Soudanais. Ce rapatriement collectif a fait l'objet en 2017 d'un recours auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Enfin, le fonctionnement du système de l'accueil en Italie. Ces dispositifs (le Règlement Dublin, l'organisation du système d'accueil en Italie, le phénomène structurel de l'exploitation de main d'œuvre, les rapatriements et les accords avec les Pays Tiers) s'incarnent matériellement dans la ville de Vintimille qui devient ainsi une pièce de la mosaïque composée de territoires interconnectés. La dimension réticulaire de la ville de frontière est donc définie par les mobilités qu'ici s'entrecroisent en connectant différents territoires mais aussi par la continuité des processus que la gouvernance des frontières reproduit autour des villes, spécifiquement celles répondant aux besoins d'une gouvernance diffuse et capillaire comme celle appliquée aux migrations transfrontalières. Le cas d'étude de Vintimille n'est pas isolable ; au contraire il nécessite d'être inséré dans une géographie qui dépasse ses périmètres communaux. Vintimille est une ville-carrefour, lieu où se croisent une multitude de parcours et de routes, qui l'anticipent et qui la dépassent au même temps. La présence des subjectivités qui la traversent n'est alors intelligible que si l'on considère les lieux qui constellent les autres étapes des parcours. La France est bien visible

depuis Vintimille : ses côtes et ses lumières se distinguent parfaitement au-delà de la frontière. Le regard des personnes en mouvement est souvent tourné vers cet « au-delà » :

Je suis au breakfast point en frontière. Je prépare un café en discutant avec un gars qui vient d'être refoulé. Il indique vers l'Est et dit : « T'as vu là-bas ? Elle est belle la France hein ? je vais continuer à essayer de passer la frontière jusqu'à quand j'arriverai à y rentrer. Elle est juste là, regards, tellement proche que je pourrais la rejoindre à la nage ! (Notes du carnet de terrain, Pont Saint Louis, Juin 2019).

Si la ville est l'espace des flux et des mobilités par excellence, les infrastructures de cette mobilité structurent le réseau des circulations. Le réseau ferroviaire est l'une des voies la plus importante dans la définition des routes vers et depuis Vintimille : les grandes villes qui précèdent l'arrivée à Vintimille sont Gênes et Milan (depuis cette dernière on peut rejoindre Vintimille avec les trains *intercity*, à savoir des trains à grande vitesse connectant les principaux nœuds urbains et qui coutent plus cher), lieux qui fonctionnent comme des villes-étapes et qu'il faut alors rejoindre pour se rendre à Vintimille par train. Depuis 2015, le système des contrôles s'est considérablement élargi, sous le signe de l'anticipation : à Gênes, la voie 11 de la gare *Piazza Principe* est souvent présidée par les forces de l'ordre et le risque d'être contrôlé avant d'arriver à Vintimille est concret. Pour continuer le voyage vers la France depuis Vintimille, le trajet par train est la solution la plus simple et praticable de façon autonome, quoique les chances de réussite soient entravées par le système capillaire de contrôle tout au long de la ligne ferroviaire, jusqu'au moins à la gare de Nice-ville. Pour cette raison les trafiquants ont commencé à proposer un prix pour le passage de la frontière via train, ce qui pourrait paraître rentable car moins cher que les autres moyens de transport, mais dont les possibilités de réussite n'augmentent pas forcément que si effectué de façon autonome. Au contraire, ils ont commencé à cacher les personnes dans les toilettes ou les cabines électriques, une pratique dangereuse, notamment en occasion des opérations de contrôle de police qui commencent à être effectué avec des pieds de biche et gaz lacrymogènes pour intimiser la sortie de ces locaux. Depuis 2015, les morts par électrocution sur les toits des trains ont été les plus nombreuses : les trains deviennent ainsi des lieux de mort et de risque, des véritables lieux-frontières. Là où pour certaines catégories de personnes ils sont utilisés comme moyen de transport quotidien, les travailleurs transfrontaliers par exemple, pour d'autres constituent un acte interdit et donc passible de mort.



Figure 9 Train, Gare de Vintimille, 15/02/2022. Photo de Nina Bacchini.

La gare de Vintimille est un lieu central, très fréquenté à cause des trains, des taxis, des postes de parking pour les voitures. Le taux de passage est souvent soutenu, visiblement composé de personnes françaises, notamment à partir du vendredi, jour du marché ; il n'est pas rare de les voir avec plusieurs cartouches de cigarettes. Les personnes désirantes d'aller en France également arrivent et, souvent, essaient de repartir depuis la gare. Depuis 2015, la gare est devenue aussi un lieu où les personnes passent la nuit, en attendant le premier train du matin ou, tout simplement, faute d'autres places en ville. Pratique courante est le réveil que les forces de police font au petit matin pour éloigner les personnes qui dorment.

La gare est aussi un lieu de trafics, bassin parfait de recrutement de clientèle : c'est surtout « un lieu de recrutement de femmes qui essayent de traverser la frontière, tout se passe dans ce lieu, tous les acteurs du crime organisé stationnent dans ce lieu : il y a le trafiquant, le passeur, la madame, le contrôleur⁸⁹ ».

⁸⁹ Voir le blog « Parole sul Confine », <https://parolesulconfine.com/ventimiglia-binario-3/>, consulté la dernière fois le 26/02/23.

Les rails d'une voie délaissée ont été occupées au fil du temps par des personnes qui y passent la journée et très certainement la nuit, ayant construit et reconstruit des cabanes et installé du mobilier. C'est un lieu assez dangereux, dans lequel je ne me suis jamais rapprochée, très certainement centrale opérative des trafics de frontière. C'est ici que le camp de transit géré par la Croix-Rouge était originellement situé avant d'être déplacé dans l'aire du *Nervia* (2016). Actuellement, un camion de police - alternativement *Guardia di Finanza*, *Carabinieri*, *Polizia di Stato* - stationne régulièrement dans le parking. Les accords bilatéraux avec la France, renforcés au fil des années, permettent de voir, de temps en temps, des voitures de la police française également. Les policiers sont régulièrement à l'entrée de la gare, mais les contrôles se concentrent surtout au niveau de l'accès aux voies : lorsque l'heure de départ des trains en direction de la France approche, les policiers se dirigent aux voies et appliquent les contrôles dans les modalités expliquées plus haut. Telle pratique de contrôle, réitérée et exécutée de telle manière, anticipe et reproduit la frontière. Depuis 2015, les morts par électrocution sur les toits des trains ont été les plus nombreuses : les trains deviennent ainsi aussi des lieux de frontière, d'où une particulière catégorie de personnes est exclue et, par conséquent, les tentatives de son franchissement - qui inévitablement continuent malgré tout à exister - entraînent de la violence, de la mort, de l'humiliation. La gare de Vintimille, carrefour de flux de passage différents et différenciellement gérés, est aussi lieu de juxtaposition de temporalités urbaines différentes : c'est simultanément un lieu d'attente (des passeurs et des trafiquants, des policiers, des chauffeurs des taxis, des personnes qui attendent un train toute la nuit, et un lieu frénétique, marqué par la vitesse de la consommation et de la mobilité pour celles qui détiennent le privilège de l'exercer sans obstacles. Davide, un homme qui habite à *Baiardo*, est cheminot et travaille pour les *Ferrovie italiane* à la gare de Vintimille. En descendant de *Rocchetta Nervina* avec des camarades de *Progetto 20k*, faute d'autres moyens, nous faisons du stop et c'est lui, avec sa voiture un peu délabrée, qui nous amène jusqu'à la gare ; il est 10h et il doit commencer son service. Son récit met en évidence les contradictions et le privilège de la mobilité, réservée aux marchandises plus qu'aux personnes :

Je vois tous les soirs des personnes qui essaient de se cacher dans les containers des trains destinés aux déplacements des marchandises. Elles ne savent pas que, souvent, ces trains sont destinés à rester garés pendant des semaines, voire des mois. Si elles se laissent fermer dans les containers, elles risquent de rester garées et enfermées dans le container pendant un mois. Il n'est pas rare d'avoir des interventions de la police pour les faire sortir, je vois ça souvent. Mais la gare est un lieu très dur. Tous les jours il y a des personnes qui risquent de finir sous un train, si personnes n'est pas encore mort c'est un miracle ! Je leur dis de ne pas toucher les câbles (c'est du 3000 W !) mais les personnes sont souvent agressives. Après des

années qu'elles sont garées là-bas c'est normal qu'elles soient énervées mais parfois elles se bourrent la gueule, menacent et essaient de m'agresser. Moi je suis en train de travailler et j'ai envie de leur dire « allez-vous faire foutre ! » (Conversation avec Davide, retranscrite 17/12/2022, Vintimille).

Depuis *Baiardo*, Davide descend tous les matins à Vintimille : il s'agit d'une mobilité de travail très fréquente dans ce territoire. A Vintimille, les prix des immeubles sont beaucoup plus élevés et, pour cette raison, les personnes habitent dans les villages environnants bien que travaillant en ville, rendant nécessaire le déplacement quotidien (souvent en voiture, ce qui contribue à augmenter les problèmes de viabilité en ville). Pour Davide, *Baiardo* est le village le plus joli de la vallée : il vient d'acheter une maison qu'il souhaiterait transformer en B&B. Il nous raconte que le village compte normalement 100 habitants ; en été – en août notamment – les habitants deviennent 1000. Le petit village, caché dans la vallée et connu dans le passé pour être un lieu où l'on pratiquait des pratiques exotériques, compte trois restaurants (qui deviennent cinq en été), quelques magasins : les prix des immeubles sont assez bas, pour cette raison, beaucoup de personnes sont intéressées à acheter des propriétés pour s'insérer dans le marché des locations de courte durée.

3.5 Des prolétaires dans le monde des riches

L'étude des processus globaux, dont ceux migratoires, implique de prendre en compte la précipitation de ces mêmes processus au niveau de lieux spatiaux localisés et de configurations temporelles circonscrites. L'impact de ces processus sur les espaces locaux amène en effet à des changements importants, observables à une échelle micro. Dans ce sens, les dynamiques migratoires globales s'inscrivent dans le tissu urbain en produisant des transformations, tant au niveau des relations au sein de la communauté urbaine que des politiques urbaines locales et donc en intervenant dans la production des spatialités et des temporalités de la ville. L'idée (et souvent la célébration) d'un *urban turn* global, annoncée et théorisée par les études urbaines, se structurent autour de la formule « le monde qui devient ville », en analysant l'urbanisation massive des flux démographiques et en prospectant le dépassement effectif de la population urbaine par rapport à celle rurale. Je propose de renverser les termes de cette équation et de penser à « la ville qui devient monde » car traversée par des processus qui la dépassent et qui en élargissent les périmètres, restituant le cadre d'un espace élastique. Si le dynamisme de la ville en sujet est produit aussi et en grande partie par la proximité de la frontière, cela s'explique par telle articulation d'échelles, à savoir la projection de phénomènes globaux sur une échelle

locale. Face à une scène tellement globalisée, la pratique ethnographique nous permet d'observer de près la capacité des lieux à se transformer en fonction d'inputs sociaux, politiques, économiques produits par ou dirigés vers des espaces en dehors des frontières nationales (les migrations et l'économie transfrontalière). Le phénomène migratoire est un exemple concret d'un phénomène global – car il a des causes historiques, des mécanismes structurels qui réside derrière à sa reproduction et des géographies transnationales – qui a des impacts matériels et sociaux concrets sur le plan local et urbain d'une petite ville frontalière. Pour aller plus loin, ce sont aussi les métamorphoses des frontières dans le contexte des processus de la globalisation qui rentrent en jeu. Si nous considérons que « les frontières, loin de servir simplement à bloquer ou entraver les flux globaux, sont devenu des dispositifs essentiels pour leur articulation » (Mezzadra, Neilson, 2015 : 17), alors la ville devient le lieu où ces flux précipitent, se juxtaposent et se ramifient par la suite. La prolifération des frontières au sein des espaces nationaux, les ruptures et les juxtapositions qu'elles portent avec elles, est la configuration contemporaine du nouvel espace global.

Les transformations du marché global ont amené à la production de nouvelles zones de marginalité et de pauvreté au sein des espaces métropolitains du Nord global. Ces zones sont dessinées par des lignes d'exclusion qui se produisent à partir de l'intersection entre lignes de la couleur, de la classe et du genre. La condition des migrant.es (en tant que sujets racialisés, tendanciellement pauvres et dont la variabilité de l'expérience est dictée en grande mesure par le genre) en ville rend évidente la réalité de dépossession de l'espace et du temps en matérialisant la forme la plus complète de révocation du « droit à la ville » (Lefebvre, 1968).

La complexité de l'objet urbain - et d'une de ses formes spatiales dont les villes – s'explique par ce que Saskia Sassen a théorisé dans son étude sur les économies globales⁹⁰ : les processus globaux – elle analyse le fonctionnement des marchés transnationaux – s'enracinent dans des lieux, dont les villes (d'ici la théorie des « villes globales », Sassen, 2010). L'autrice considère une erreur d'analyse le fait d'avoir oublié la spatialité des lieux dans les analyses des dynamiques globales : reconnaître la corporéité des lieux devient essentiel afin de reconnaître les infrastructures- enracinées dans des espaces locaux - qui composent les phénomènes globaux. Cette « erreur » est insérée de façon cohérente dans la perspective de la « fin » emportée par les *global studies* : les changements en cours au niveau global amèneraient à la

⁹⁰ « L'économie globale n'est point une entité qui existe "en dehors d'ici", dans un espace extérieur aux états nationaux ; au contraire, c'est justement l'emplacement des espaces transnationaux au sein des territoires nationaux qui connote la phase actuelle de l'économie mondiale » (Sassen, 2010 : 10).

disparition de certaines entités spatio-temporelles jusqu'à alors essentiellement réifiées (les villes, les frontières étatiques, l'histoire, les Etats-Nations). Cette perspective analytique a contribué à invisibiliser la matérialité des processus et la localisation des phénomènes. En gardant à l'esprit l'articulation entre théorie des processus globaux et anthropologie de la ville nous visons à construire un mouvement analytique capable de restituer la complexité des phénomènes sociaux observés. Comme suggéré par Sassen, les migrations font aussi partie de ces phénomènes globaux et transnationaux : notre intérêt est de les analyser lorsqu'elles touchent le sol.

Vintimille s'insère parfaitement dans cette proposition théorique en étant une ville principalement orientée vers la demande française, que ce soit dans l'économie transfrontalière quotidienne (constitué notamment par la vente d'alcool et de cigarettes) ou dans le marché de « consommation de luxe » (comme par exemple, le marché de yachts) avec les pays voisins, tel la récente création d'un port monégasque acheté par le Prince Albert de la principauté de Monaco, via la Société des Ports de Monaco. Comme nous verrons dans le prochain chapitre, une riveraine de *Rocchetta Nervina* décrit sa sensation à l'entrée dans le port monégasque comme celle de « prolétaires dans le monde des riches ». Cette configuration spécifique rend évident qu'ensemble à une globalisation accélérée et intensifiée,

« nous avons assisté à une déréglementation généralisée des flux transfrontaliers de capitaux (sous leurs diverses formes d'investissement, de financement et de marchandises), ainsi qu'à une re-réglementation croissante de la mobilité humaine, en particulier sous la forme de mouvements migratoires ou de réfugiés » (De Genova, 2014 : 4 ; *traduction de l'autrice*)⁹¹ .

C'est la rencontre entre ces différentes instances qui produit une « frontière en tension ».

Or, cette petite enclave française en territoire italien montre parfaitement à quel point la ville de Vintimille résulte être un point d'observation privilégié de la juxtaposition de différents régimes de mobilité. La densité des rapports sociaux dans les territoires de frontières rend ces terrains d'un intérêt unique. Si les espaces urbains peuvent être définis comme lieux de circulations, de mobilités, de conflits et de rencontres ; ceci est encore plus vrai pour un territoire de frontière où les réseaux transnationaux redéfinissent le cadre urbain local. Ce chapitre permet de définir le caractère transnational des contextes locaux, en s'intéressant aux articulations des dimensions scalaires dans la production de phénomènes sociaux. Au niveau

⁹¹ Langue originelle: "We have witnessed a pervasive de-regulation of the cross-border flows of capital (in its diverse forms as investment, finance, and commodities), alongside the escalating re-regulation of human mobility, particularly in the form of migratory or refugee movements".

de la pensée d'Etat (Sayad, 1999) l'espace de la ville de Vintimille est considéré comme champ à partir duquel tirer profit de sa position frontalière, commerciale et de proximité avec la France. Au niveau des subjectivités en transit, Vintimille est la porte vers la France et le Nord de l'Europe, un lieu (idéalement) de passage, une étape obligée et transitoire. La présence d'une frontière fermée met ces deux instances dans un rapport conflictuel et oppositif. Les personnes ne pouvant immédiatement passer la frontière, se retrouvent à habiter l'attente dans les rues de la ville notamment dans les périodes marquées par l'absence de structures d'accueil. C'est ainsi que nous pouvons émerger la conflictualité entre deux régimes de mobilité : d'une part, celui commercial-touristique (orienté notamment au-deçà de la frontière, vers Vintimille) et de l'autre, celui migratoire (orienté au-delà de la frontière, vers la France). Ces remarques sont indispensables afin de comprendre donc quelle théorie de la valeur est recherchée (et pour qui) derrière les politiques urbaines : la ville et son centre doivent rester dominés par les valeurs d'échange ; la valeur d'usage est tout au plus reléguée aux aires marginales et périphériques.

Ces flux migratoires font de cette frontière, d'une part, le laboratoire de politiques et de praxis liées au contrôle migratoire et, d'autre part, le théâtre de pratiques de franchissement illégale de frontières. Vintimille est constellé d'espaces marginaux où les capacités d'adaptation, les stratégies de survie et la réparation du quotidien sont appelées en cause. Dans la vie quotidienne des migrants sans documents la menace est particulièrement ressentie dans la rue et l'espace public. C'est ici que se manifeste la présence policière, ce qui représente le plus grand danger et qui est facilement identifiable dans ses symboles les plus visibles : l'uniforme, la voiture de police, les sirènes. C'est pour ces raisons, que les personnes sont amenées à se retirer dans les périphéries urbaines, dans les interstices de l'espace public, aux marges de l'espace normé de la ville. Les politiques migratoires ainsi que celles urbaines, appliquées aux territoires de frontières notamment, contribuent à produire de nouvelles formes d'exclusion et des processus de forte polarisation spatiale.

Insister sur l'historicité des lieux est fondamentale car les spatialités sont des processus historiques et relationnels qui ne peuvent pas s'abstraire des rapports de force qui les construisent. L'espace public n'est pas neutre et il fait l'objet d'une expérience différentielle selon les corps qui le traversent. Dans ce sens, l'ethnographie devient un outil indispensable afin de déconstruire la réification de l'espace urbain pour le reporter à sa dimension politique : seulement une approche capable de s'insinuer dans la matérialité et la contingence des phénomènes sociaux peut restituer la complexité de ces derniers. Ces considérations – qui tentent de mettre en lumière la continuité des paradigmes qui régissent le processus de

« frontiérisation », y compris dans ses transpositions urbaines - sont nées aussi en m'approchant aux théories de la géographie féministe, à travers notamment les lectures de Rachele Borghi.

A l'inverse d'une lecture fonctionnaliste de la ville qui théorise la ville comme un espace où chaque partie, chaque infrastructure, chaque objet urbain a une fonction propre, comme dans un corps humain, comme un organisme biologique où chaque partie a une fonction et sont contrôlées dans un système central nerveux qui donne des ordres aux différentes parties qui les exécute et qui d'une façon harmonieuse permettent le fonctionnement de l'organisme, je propose de s'intéresser à l'espace urbain comme un espace conflictuel et relationnel qui est aussi oppositif. Ce mécanisme d'émergence de la conflictualité émerge parallèlement aux processus d'urbanisation actuels et ceci parce que, au cours de l'histoire, la ville devient un espace aplani, nivelé, laminé, contrôlé, et donc toutes les parties, les lieux et les espaces ainsi que les objets urbains et les infrastructures urbaines qui la composent ont une fonction propre et dictent un sens, un significat et une forme aux comportements et aux habitudes des parties qu'ici prennent forme. Dans l'espace urbain avec l'évolution d'un capitalisme moderne qui devient de plus en plus un capitalisme urbain, les mobilités urbaines sont rangées dans des circuits qui deviennent à sens unique et ne peuvent pas prendre d'autres formes, des circuits qui deviennent des circuits de consommation ; pour ces raisons, l'impression est d'être retourné à la théorie fonctionnaliste qui prévoyait qu'à chaque lieu correspond un comportement humain. Si la ville est essentiellement définie par les « processus quotidiens d'interaction et par le besoin anthropologique de rencontre et simultanéité, d'échange au-delà des logiques de marché et dans une optique de réciprocité. Ces processus d'interaction sont toutefois mis en danger par les politiques "spontanées, volontaires ou programmées" de ségrégation » (Casaglia, 2014). Or, l'évolution de la ville moderne a transformé l'urbain, qui est par essence un espace relationnel – sous le signe à la fois du conflit ou de la rencontre - en espace à la fois de consommation et d'exclusion. Les politiques de la ville s'efforcent de garantir cet espace de consommation et d'en éloigner les sujets qui idéalement pourraient transgresser cette fonctionnalité de l'urbain. Il s'agit des mêmes sujets qui sont appelés dans le processus de production des marchandises et des biens économiques mais qui sont exclus des lieux de leur consommation. Les politiques de la ville transforment donc l'urbain en espace où domine la valeur de l'échange et où la valeur d'usage est constamment limitée ou régulée (valeur d'usage et valeur d'échange selon les catégories marxistes mobilisées par Lefebvre dans sa théorie sur l'urbain). Le remaniement de la théorie de la valeur appliquée à l'urbain, inaugurée par Lefebvre et réactualisée historiquement avec la constatation de la progressive hégémonie de la valeur d'échange sur la

valeur d'usage est à mon sens très intéressante lorsque nous parlons d'une ville où ces différents régimes de valeurs sont bien visibles, justement à cause de sa dimension frontalière. La valeur d'échange de la ville pour les économies transfrontalières est garantie aux dépens de la valeur d'usage pour les habitants de la ville. Avec la pandémie globale de covid 19 nous avons eu la certitude que l'espace urbain est effectivement le lieu de connexions d'une forte intensité : le confinement en tant que mesure de limitation de la contagion appliquée par la quasi-totalité des pays européens, visait à limiter les cas de contact dans l'espace urbain. D'une façon quasi dystopique, les villes n'ont conservé que leur valeur d'échange (lieux de travail, supermarchés et espaces de la consommation) : toute autre pratique (de nature d'usage) était susceptible d'être condamnée à une amende, verbalisée, dénoncée, elle se voyait confinée dans le seul espace privé et domestique.

3.6 Politiques de l'espace

L'espace urbain se transforme en *battleground* qui met en scène des rapports de pouvoir selon deux modalités : à partir d'une spectacularisation de la violence et des dispositifs mobilisés afin de la contraster ; au quotidien, derrière les coulisses de la scène urbaine, à travers des microformes de pouvoir et des interactions inégales. Comment les rapports de pouvoir sont exprimés, produits et reproduits dans l'espace urbain ? Quels effets produisent les politiques de la ville et quelles contre-politiques se déploient en ville ? Les villes de Lyon et Gênes sont prises spécifiquement en tant que cas d'étude afin de répondre à ces questions : d'ailleurs, elles représentent deux étapes habituelles qui jalonnent les routes qui se ramifient à Vintimille.

Le cas des banlieues françaises résulte être un paradigme de l'articulation entre politiques de la ville, populations à marginaliser, tactiques quotidiennes de résistance et pratiques informelles de réappropriation de l'espace public.

3.6.1 Lyon et ses banlieues

J'ai connu Derghan à Vintimille dans l'hiver 2018 : à ce moment-là il avait sept ans et était accompagné par son oncle, sa femme et leur enfant de deux ans. La famille avait essayé de traverser la frontière plusieurs fois mais au bout de trois fois elle était encore à Vintimille. Les quatre dormaient au campement informel sous le pont, malgré les températures très basses. Derghan passait ses journées, en tentant visiblement de fuir à l'ennui de l'attente ; il passait

beaucoup de temps dans notre *infopoint Eufemia*, en jouant à l'ordinateur et en occupant son temps. J'ai connu ses oncles et le petit Seim et, jour après jour, nous avons construit un rapport de confiance. Souvent, j'accompagnais Derghan à manger une pizza ou à faire une promenade, en dehors du quartier auquel lui et sa famille étaient spatialement assignés. Je suis rentrée à Lyon quelques semaines après notre rencontre et, peu de temps après, Sabina m'appelle pour m'informer qu'elle et Seim étaient arrivés à Lyon. Je les ai hébergés pendant plusieurs jours et je les ai accompagnés à la gare des trains de la Part-Dieu le jour où ils allaient rejoindre le mari et Derghan à Paris. Une fois à Paris, la famille réunie, ils ont déposé une demande d'asile. En s'agissant d'une famille avec un enfant petit ils ont été logés dans un centre d'accueil dans une banlieue parisienne, Un an après, ils avaient obtenu le statut de réfugiés politiques, je suis allée les voir. Je me souviens avoir pris un TER qui a mis longtemps à arriver à la bonne station : le centre d'accueil rassemblait à un hôtel, une cuisine commune occupait le premier étage et beaucoup d'autres personnes, principalement des familles, cuisinaient et mangeaient à côté de nous. Après avoir mangé ensemble, j'ai repris le TER. Aujourd'hui, après désormais cinq ans après leur arrivée en France, ils sont restés à habiter en banlieue parisienne.

J'ai travaillé pendant deux ans dans la banlieue lyonnaise de Vénissieux. La première année j'effectuais des accompagnements socio-éducatifs avec des enfants du quartier, souvent après l'horaire scolaire, en effectuant un aide aux devoirs et en organisant des sorties culturelles (cinéma, théâtre, laboratoires dans les médiathèques). Les enfants en question étaient souvent issus de familles immigrées à la fois d'ancienne et de récente arrivée. Les envois à l'association étaient réalisés soit par les familles, soit par les enseignants d'école qui évaluaient un besoin de prise en charge éducative et sociale pour des enfants qui rencontraient des difficultés d'apprentissage ou de comportement. J'ai appris à me familiariser avec le quartier et notamment son cœur pulsant, les « Minguettes », ses espaces, ses ressources, ses habitants. Souvent, j'accompagnais les enfants chez eux après les activités : les fameuses « tours » des HLM – ces immeubles très élevés qui dominent l'architecture du quartier et qui caractérisent le paysage urbain. Je me familiarisais progressivement avec la présence des jeunes du quartier, parmi eux, les frères et sœurs aînés des enfants que j'accompagnais, qui passent les après-midis en bas des tours ou sur les escaliers des immeubles, avec les odeurs de cigarette dans les ascenseurs (qui une fois sur deux ne fonctionnaient pas), avec les miettes de tabac et les filtres en carton éparpillés sur le sol. La deuxième année j'ai travaillé en tant qu'AESH (accompagnement d'enfants en situation de handicap) au sein du collège « Elsa Triolet » (Vénissieux, Lyon). Tous les matins, depuis le centre-ville, j'effectuais le trajet en tramway, en métro, parfois en bus : 40

minutes pendant lesquelles le paysage urbain changeait drastiquement, en regardant depuis les fenêtres du bus les beaux immeubles du centre-ville laissaient la place aux grands HLM de Vénissieux.

Avec Mezzadra et Neilson (2014) je pense que dans le cas des banlieues il est opportun de parler d'inclusion urbaine différentielle : les sujets pauvres et immigrés sont relégués dans des espaces-autre, délimités, spatialement distants, à travers des processus de ghettoïsation qui sont structurellement produits et reproduits à travers des politiques sociales et urbaines spécifiques. Dans le cas des banlieues il est donc nécessaire de complexifier le terme d' « exclusion » souvent associé à l'imaginaire qui lui est associé. En parlant des sujets qui habitent les banlieues, Balibar utilise le terme « d'exclus depuis l'intérieur⁹² ». Ceci pour trois raisons principales : parce que les banlieusards sont souvent citoyens français, parce que les banlieues sont insérées dans le tissu urbain des grandes métropoles, parce que les styles esthétiques et musicaux transcendent leurs périmètres et embrasent les imaginaires des centres-villes. Concernant ce dernier point notamment, ces espaces, qui présentent la marge au cœur même des espaces métropolitains, sont producteurs de subjectivités spécifiques : une culture souvent oppositive et conflictuelle qui, à partir d'une condition de subalternité politique, crée les sujets « banlieusards ». Il faut bien évidemment s'opposer aux idées d'homogénéité sociale au sein de ces lieux : la production de subjectivité crée une panoplie de possibilité d'expressions identitaires. Ces lieux sont hautement conflictuels (notamment à un niveau inter générationnel) et caractérisés par de fortes tensions sociales, culturelles, religieuses et axiologiques.

Les politiques urbaines qui ont conduit à l'édification de ces espaces sociaux sont la traduction du paradigme de l'inclusion différentielle. L'édification des HLM (habitations à loyer modéré) et les politiques d'assignation dans des quartiers périphériques font partie de ce processus. La généalogie du « modèle banlieue » en France est paradigmatique des processus de développement urbain et social qui a caractérisé ces formations urbaines. L'histoire des banlieues est liée à celle de l'industrialisation et aux conséquents régimes de mobilité, des campagnes vers les villes d'abord ; des colonies et des anciennes colonies vers les pays coloniaux ensuite. A partir de 1936 le Parti socialiste arrive au pouvoir et commence à investir dans l'imaginaire mythique des « banlieues rouges ». La réalité des banlieues commence à se structurer : les immigrés occupent les soi-disant « foyers » et le dynamisme urbain est rythmé

⁹² « This is why they can be characterized neither as absolutely outside nor as really within the social system, but only in the paradoxical terms of an internal exclusion, which must produce its effects at the deepest levels of subjectivity » (Balibar, 2007 :51).

par les luttes et les grèves des ouvriers immigrés (reconnus en tant qu'ouvriers avant même qu'en tant qu'immigrés). C'est à partir des années 70, avec la crise dans le marché du travail et l'augmentation du chômage que la configuration urbaine et sociale de ces aires commence à changer. Les personnes possédant un capital économique leur permettant de se déplacer vers les centres-villes commencent à abandonner les banlieues. Les personnes les plus démunies, les chômeurs et les immigrés continuent à habiter ces lieux : cette composition sociale structure un imaginaire qui n'est plus façonné par les tensions autour des grèves et des droits des travailleurs mais plutôt autour de thèmes comme l'insécurité, la délinquance et la criminalité des jeunes, le racisme, la xénophobie, l'islamophobie. Les mêmes catégories discursives qui caractérisent les narrations d'aujourd'hui. Les révoltes des années 80 et 2000 voient se structurer une culture d'opposition, déclenchant des moments de forte conflictualité urbaine, et qui contribue au même temps à alimenter ces mêmes discours. A la suite des grandes révoltes dans les banlieues, des politiques urbaines voient le jour. En région lyonnaise, les révoltes qui ont marqué l'imaginaire banlieusard sont celle des Minguettes de 1982 (à la suite de laquelle l'on assiste à la création de la politique de développement social des quartiers) et de Vaulx-en-Velin en 1990 (à la suite de laquelle l'on assiste à la création du premier ministère de la ville). Les ZUS naissent à la suite de révoltes dans d'autres régions. Le Mouvement de l'immigration et des Banlieues (MIB) est né en 1995 et se constitue en tant que mouvement politique né à la suite de la marche de 1983, surnommée par les médias La Marche des beurs, qui depuis Lyon rejoint les rues de Paris. À l'époque, les marcheurs sont reçus à l'Élysée et leur action reçoit une forte médiatisation. Une partie décide de faire confiance aux promesses de Mitterrand et rejoint des mouvements institutionnels comme SOS Racisme. Les comités contre les violences policières aujourd'hui reprennent l'héritage politique du MIB, auquel ils font explicitement référence. Ces comités naissent généralement autour d'une demande de justice à la suite d'assassinats de personnes racialisées et prennent le nom de la personne assassinée : c'est le cas du « comité vérité pour Adama ». Adama Traoré meurt le 19 juillet 2016 à la gendarmerie de Persan, après son interpellation à Beaumont-sur-Oise, alors qu'il tentait de fuir un contrôle policier concernant son frère aîné. Le comité se constitue afin de demander justice et d'éclairer les causes de la mort d'Adama : les rapports d'expertise qui s'ensuivent établissent la responsabilité des gendarmes dans la mort du jeune homme, à cause d'un placage ventrale qui a provoqué une situation d'hypoxie sérieuse. Les revendications de ces comités concernent la dénonciation du racisme d'état légitimant les meurtres commis par les forces de l'ordre envers les personnes racialisées, le plus souvent habitantes des banlieues. Le caractère urbain de ces luttes de frontière est déterminé alors par deux facteurs principaux : le premier concerne les

tactiques des banlieusards dans leurs pratiques d'habiter et de mobilité dans ces lieux d'assignation collective, consistant à construire des contre-espaces et des contre-temporalités, en revendiquant ainsi une présence. De l'autre, les débordements et les déraillements des banlieusards dans les centres urbains matérialisent un geste de défi aux frontières de la ville : à l'occasion de moments historiques de crise sociale (en 2005 mais plus récemment encore lors des manifestations de 2023) les « invasions » des banlieusards dans les centres métropolitains, mettent en crise l'ordre territorial et marquent une rupture. Les magasins de luxe saccagés et les vitrines des banques brisées sont les signes visibles de pratiques de réappropriation de la ville et de ses symboles. Dans ce sens, je conviens avec Balibar que « la banlieue en tant que telle est une frontière, une zone de confins, un front » (2007 : 48), elle crée une périphérie au cœur de grandes aires métropolitaines et matérialise le déplacement des frontières vers le centre. Ces considérations résultent fondamentales afin de situer ce travail doctoral dans un courant de recherche qui nous permet de comprendre la gestion spatiale et temporelle des populations en tant qu'outil du pouvoir donnant lieu à des contre-conduites de la part des multitudes indisciplinées.

L'excursus sur des aires urbaines socialement et politiquement denses donne à voir les processus de stigmatisation associés à une catégorie de sujets et aux espaces qu'ils habitent. C'est ce stigmate qui rend la mobilité de ces personnes subalterne et qui, souvent, devient une véritable politique d'assignation collective. D'une part, en termes de mobilité spatiale : la distance avec les centres-villes rend les déplacements longs et coûteux, les déplacements au sein même des banlieues et en fonction de la présence policière qui envahit ces lieux, impliquent des risques quotidiens d'être contrôlé, arrêté, menacé, blessé. Se mettre à courir pour aller prendre le métro ou se promener tard le soir deviennent automatiquement des gestes-suspects et le risque qu'une opération de contrôle se déclenche augmente considérablement. Pour cette raison, les pratiques de mobilité des jeunes des banlieues sont pensées stratégiquement, construisant une présence autour de lieux familiers et moins soumis aux contrôles policiers : le « bas des tours », les escaliers des immeubles, les parkings. D'autre part, en termes de mobilité sociale car les niveaux d'instruction et de langue, les conditions de précarité économique, les formes de discrimination qui caractérisent le marché du travail limitent les possibilités d'accéder à des postes de travail bien rémunérés et hautement qualifiés. Ce sont donc des formes de violence quotidienne et institutionnelle qui s'articulent en caractérisant ces espaces comme des champs de bataille au sein desquels les jeunes banlieusards activent des pratiques

résistantes, ouvertement conflictuelles ou silencieusement quotidiennes, qui interviennent dans la redéfinition territoriale de leurs quartiers.

3.6.2 Gênes et l'économie de la mer

Le collectif *20k – Genova* naît du constat que la réalité de frontière commence bien avant Vintimille. Il s'est créé comme transcription de *Progetto 20k* en un contexte urbain, d'où la volonté de faire un discours sur la ville à partir de l'observation des dynamiques de frontière. D'une part à cause de sa proximité avec Vintimille qui fait de Gênes une étape presque obligée pour les personnes voulant rejoindre la frontière. D'autre part, ce regard sur la frontière se traduit dans l'observation de ce qui crée les frontières au sein de l'espace urbain : les politiques communales, la militarisation du centre-ville et les pratiques policières, l'absence de centres d'accueil et de structures pour les mineurs non accompagnés, les services sanitaires, les expulsions des immeubles habités par les personnes précarisées, les obstacles à l'accès à la demande d'asile procurés par les politiques de la *Questura*. Gênes maintient les caractéristiques de la ville portuaire et son centre-ville conserve une forte présence de populations immigrées, des économies informelles de différente nature (trafics, prostitution), un fort déséquilibre occupationnel et économique avec d'autres zones de la ville. La récente explosion du tourisme en ville, notamment lié aux voies maritimes et au marché des croisières, a amené à des processus de gentrification du centre-ville et à des politiques communales visant à valoriser la consommation touristique et à éloigner les populations indésirables. Comme dans beaucoup d'autres lieux où ces processus sont à l'œuvre, le marché immobilier est le premier à résulter affecté par ces processus : les prix des immeubles augmentent considérablement, y compris à cause de l'explosion du phénomène B&B. La prééminence du port en tant que transit des croisières, se reflète aussi dans le dessein communal et régional concernant les projets urbanistiques. J'ai commencé à fréquenter les réunions du comité de quartier « Con i piedi per terra » lorsque j'ai déménagé du centre-ville aux frontières du quartier *Lagaccio* (au-dessus de la gare Genova Piazza Principe) : le comité s'est créé en tant que mouvement d'opposition au projet de funiculaire qui intéresse ce même quartier. Le projet prévoit la construction d'un funiculaire qui, depuis le terminal des ferries, amènerait aux *Forti*, à savoir les postes de défense de l'ancien mur d'enceinte. Le processus de patrimonialisation de ces lieux historiques est la

première clause qui a permis l'acquisition des fonds européens destinés aux travaux⁹³ ; or, il est également évident la volonté de créer un service destiné au tourisme des croisières, à préjudice de la population locale qui s'oppose au projet. Si, ainsi, les touristes peuvent rejoindre les monuments des *Forti* aisément en débarquant de la croisière, les habitants du Lagaccio se retrouveraient à avoir, au-dessus de leurs têtes et de leurs maisons, des piliers de 80 mètres de haut, dans une zone fortement exposée au vent. Le comité s'est donc activé afin de présenter les risques en matière d'impact environnemental et montrer les solutions alternatives à cette œuvre inutile et dangereuse. Encore une fois, la ville se fait théâtre d'une conflictualité entre acteurs de la gouvernance et habitants qui oppose donc les intérêts du marché aux besoins réels des populations locales.

3.7 Les migrations et les villes

Les éléments tracés jusqu'ici nous amènent à encadrer les convergences des logiques qui régissent les politiques urbaines et les politiques migratoires et de questionner la présence des personnes migrantes au sein de l'espace public de la ville. Comment les politiques urbaines (de gestion de l'ordre public, de sécurité urbaine, de décor urbain) s'entremêlent avec celles migratoires ? Pouvons-nous penser aux migrants comme de nouveaux sujets politiques urbains ?

La question de l'immigration maîtrisée trouve son contrepoint dans la question des flux urbains maîtrisés. La gestion de la mobilité est dans ce sens transversale à ces différents champs d'étude. C'est pour cette raison que j'estime exister une continuité entre les processus de militarisation des frontières et de disciplinarisation du corps urbain. Les *border studies* s'entremêlent ainsi avec les catégories de l'anthropologie urbaine, notamment lorsque l'esthétique de la ville est dessinée à partir de la ligne de la couleur. Dans ce sens, il ne me semble pas anodin de parler de « blanchitude » en tant que critère de ségrégation des corps urbains. Restituons cette image afin de comprendre l'intersection entre ces deux perspectives

Gare de Vintimille. Juin 2020. Ce matin je suis dans l'équipe prédisposée aux monitoraggi en ville. Je rentre dans la gare et je marche vers la voie six d'où partent les trains en direction de la France. Un cordon de policiers est positionné sur les escaliers qui permettent d'accéder aux quais, couvrant les deux côtés des escaliers. Je passe sans que personne me

⁹³ Le projet sera financé avec des fonds européens émanés en tant que réponse à la crise amenée par la pandémie de Covid-19. Afin de pouvoir être sélectionné, chaque état a dû présenter un Plan National de reprise et résilience (PNRR), à savoir un ensemble de projets et investissements voués à relancer l'économie nationale.

demande quoi que ce soit. Derrière moi, deux jeunes de couleur sont arrêtés. Les policiers leur demandent les documents. Les jeunes se regardent entre eux et, parlant en français, communiquent de ne pas avoir compris la question. Les policiers, avec un ton plus fort, ponctuent « passeport ! ». (Notes du carnet de terrain, juin 2020).

Cette scène constitue la modalité ordinaire du système de contrôle à Vintimille : beaucoup d'associations et collectifs ont souligné et dénoncé le caractère hautement discriminatoire de ce système, basé sur le *racial profiling* des personnes à contrôler. Si d'une part, ce qui est surprenant est la prolongation de ces dispositifs de contrôle frontalier au sein même de la ville (située à 10 km de la ligne de frontière) ; d'autre part, la matérialité de ligne de couleur qui ressort de ces pratiques policières résulte inquiétante.

Si comme nous avons vu la frontière, en tant que lieu par excellence de l'action souveraine, concentre les infrastructures de filtre et sélection des personnes en mouvement, les dispositifs prédisposés afin de répondre à cette fonction se diffusent aussi au sein des villes, en rendant capillaire le rayon d'action de la machine de la souveraineté. Les villes deviennent ainsi les lieux de la gestion de la mobilité migrante, articulée aux processus de gestion urbaine spécifiques aux territoires nationaux et locaux. A Vintimille, cette complicité devient explicite dans le dessein d'au moins deux ordonnances communales. La première, de 2016, interdisant la distribution de nourriture aux personnes dans l'espace public, à savoir les migrant.e.s présent.e.s en ville. Cette ordonnance visait à criminaliser la solidarité qui allait s'organiser en ville. Elle a été révoquée en avril 2017 avec la motivation suivante :

« Compte tenu du fait que la situation a évolué au point de rendre nécessaire et justifiable un réexamen de la situation, étant donné que le "Campo Roja" géré par la Croix-Rouge italienne n'est actuellement pas en mesure d'offrir des repas aux personnes qui ne sont pas déjà hébergées dans le camp et qu'il y a des personnes dans le territoire qui manquent de protection et de soutien alimentaires (...) sans préjudice de l'invitation faite à toutes les personnes concernées de passer par les canaux de la Croix-Rouge italienne et/ou de Caritas, il semblerait juste et approprié de lever les interdictions qui empêchent la fourniture volontaire de nourriture par des particuliers ou des associations opérant dans la zone » (Document de retrait de l'ordonnance n°129/2016, PROT. 28235 du 11/08/2016, *traduit de l'italien par moi-même*⁹⁴).

⁹⁴ Langue originelle : Ritenuto che si sia verificato un mutamento della situazione tale da rendere necessaria e contingibile la revisione della medesima, considerato infatti che ad oggi il "Campo Roja" gestito dalla Croce Rossa Italiana non è in grado di offrire i pasti a quanti non sono già ospitati dalla struttura medesima, rilevato che sul territorio risultano presenti persone prive di tutela e di sostegno alimentare (...) fermo restando l'invito a tutti gli interessati a transitare attraverso i canali della Croce Rossa Italiana e/o della Caritas, appare doveroso rimuovere i divieti che impediscono la somministrazione volontaria da parte di singoli o associazioni operanti sul territorio ».

La deuxième est l'ordonnance anti-bivouac de 2020 qui vise à mettre en place des actions de limitation fonctionnelles à éviter la formation de stationnements abusifs de migrants. Les lieux intéressés par l'interdiction au bivouac nous retrouvons les quais du fleuve et la plage, rue Tenda, l'aire du lit du fleuve Roya et d'autres qui correspondent exactement aux lieux de la ville habités par les personnes migrantes, faute d'autres solutions possibles (notamment à partir de la fermeture du camp de la Croix-Rouge). L'ordonnance interdit aussi la consommation de boissons alcoolisées sur la voie publique, « touristes exclus » qui, dans une fenêtre temporelle précise, pourront consommer leurs boissons sans problèmes. Le traitement différentiel qui se reproduit dans l'espace urbain et qui se rend explicite dans les textes des lois est le même qui existe au niveau des frontières et qui voit répression pour les corps racialisés et ouverture pour les touristes blancs. La dialectique entre *decoro* (décor) et *degrado* (décadence) est au cœur des rhétoriques et des narrations institutionnelles, ainsi que des discours des comités des riverains. La criminalisation des personnes sans abri et des acteurs qui les supportent – produite par des ordonnances telles celles ici analysées - est d'ailleurs la première opération qui anticipe le début du processus de gentrification des espaces urbains : le stigmatisme apporté aux indésirables comporte la justification de leur exclusion.

En restant sur une dimension normative, en 2018 la France adopte la loi Collomb « Pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie⁹⁵ », définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 1^{er} août 2018 et validée par le Conseil constitutionnel. Si nous nous attachons aux terminologies mobilisées dans ce texte de loi, il n'est pas difficile de noter que l'immigration maîtrisée correspond à une intégration réussie, en établissant une équation causale entre ces termes.

En 2019 le ministre de l'intérieur Matteo Salvini signe le « *Decreto Sicurezza bis*⁹⁶ » : un corpus de « dispositions urgentes en matière d'ordre et de sécurité ». Ce qui est intéressant est que ce même décret intervient indistinctement en matière de lutte contre l'immigration illégale, en matière d'ordre public, en matière de lutte contre les violences à l'occasion de manifestations sportives et dispositions concernant les forces de police, les forces armées, les sapeurs-pompiers et le ministère de l'Intérieur. Les mesures concernant l'immigration illégale visent notamment à intensifier l'efficacité des dispositions en matière de rapatriements, de lutte au crime d'aide à l'entrée illégale, notamment envers les ONG effectuant des opérations de sauvetage en mer. En matière d'ordre et de sécurité publique les dispositions renforcent les peines contre les crimes

⁹⁵ Loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018

⁹⁶ Decreto Legge, 14/06/2019 n° 53, G.U. 14/06/2019

de camouflage du visage et de ports d'objets dangereux en occasion de manifestations, les peines pour résistance, outrage, violence et menace contre fonctionnaire de police, interruption de public service, ainsi que pour le crime de dévastation et pillage. En outre, l'on renforce les moyens pour les agents de police et des forces armées. Enfin, le décret prédispose le renforcement de mesures contre les violences en occasion de manifestations sportives, notamment avec la mesure du *DASPO* qui peut interdire l'accès aux infrastructures sportives. En manière générale, la mesure du *DASPO* établit l'interdiction d'accès à certaines zones urbaines et les champs d'application qu'il peut acquérir sont particulièrement intéressants pour le sujet de cette thèse. En effet, l'ordonnance communale décrétée par le maire Scullino, la soi-disant ordonnance anti-bivouac, prévoit l'application du *DASPO* pour les sujets qui transgressent la disposition communale, consistant à bivouaquer dans certaines zones de la ville.

Sans vouloir se lancer sur une analyse juridique des textes de lois, j'entends souligner la complicité entre les dispositions en matière d'ordre public et de sécurité interne et les politiques migratoires. En général, l'articulation entre politiques de la ville et politiques migratoires se situe à un point précis : la gestion des flux et des mobilités, en établissant les dispositifs et les infrastructures prédisposés à leur canalisation et contrôle, en vue de la valorisation et de la capitalisation des espaces et des corps. Les circuits des mobilités peuvent être pensés en fonction de l'extraction de valeur des flux qui y trouvent lieu. Qu'ils soient orientés vers ou en dehors des espaces de consommation, ces circuits d'assignation collective résultent souvent bouleversés par les mouvements de friction et de résistance : abandonner le système de l'accueil, occuper un bâtiment en centre-ville, résister à l'éviction d'un squat ou au démantèlement d'un campement informel, traverser illégalement une frontière touristique ce sont alors des contre-conduites à une logique rationnelle des déplacements.

Un autre élément très intéressant en ce sens, est le dispositif d'assignation à résidence qui préside le parcours de demande d'asile ou de permis de séjour. Certaines *Questure* demandent une déclaration d'hospitalité ou de résidence en tant que pièce nécessaire afin de déposer le modèle « C3 », à savoir le formulaire de demande d'asile ou afin de retirer le permis de séjour. Si ce fonctionnement crée un court-circuit et une entrave au droit d'asile, il dénote aussi la logique qui réside derrière les droits de séjour et de citoyenneté : l'assignation spatiale, institutionnellement formalisée, est la condition *sine qua non* à la possibilité de régularisation. Des récentes études ont mis en relief la centralité de la résidence comme question sociale et

politique et en tant qu'outil d'exclusion et de confinement des personnes marginalisées⁹⁷. La résidence devient un outil d'accès ou de négation de droits sociaux et civils. En Italie, le 31 juillet 2020, le tribunal Constitutionnel déclare illégitimité constitutionnelle de l'article 13 du décret-loi n. 113/2018, connu comme « *Decreto Sicurezza* » ou « *Decreto Salvini* », cité plus haut, qui avait éliminé le droit à l'inscription au registre d'état civil des citoyens étrangers demandeurs de protection internationale. Cette mesure limite fortement l'accès à des droits fondamentaux, dont l'accès aux soins médicaux. L'instrument de la résidence nous renseigne sur les capacités du pouvoir de création de spatialités et de temporalités : la résidence, identifiant une personne à un lieu, permet de contrôler les mouvements des personnes et devient progressivement un outil de négation ou de retard structurel à l'accès aux droits fondamentaux tel demander l'asile dans un pays sûr, accéder aux soins médicaux, travailler légalement.

Les conclusions de ce chapitre restituent la théorie qui relève des observations jusqu'ici détaillées. Les logiques qui résident derrière la gestion de l'espace urbain sont en stricte continuité avec les principes qui régissent les frontières étatiques. Les deux « champs » qui sont explorés dans cette thèse – la ville et la frontière – se trouvent gérés par une pensée d'état (Sayad, 1999) qui fait converger les dispositifs de leurs gestions. Le rapport de continuité existant entre ces deux espaces s'exprime géographiquement dans la configuration des mobilités qui depuis les frontières rentrent dans les villes et qui depuis les villes aspirent à rejoindre les frontières. Spatialement, en tant que régimes alternés de spectacularisation et invisibilisation de certaines pratiques. Temporellement, dans l'alternance constante d'une mise en attente forcée et d'un mouvement soudain qui demande une accélération des rythmes du corps. Economiquement, dans le fait que les corps qui franchissent les frontières sont considérés comme force-travail intégrant un bassin de main d'œuvre exploitable à tous les niveaux de la chaîne productive. Politiquement, en alternant la « raison humanitaire » (Fassin, 2010) avec des politiques ouvertement racistes, néocoloniales et sexistes. Le champ de bataille se restreint sur les mobilités des personnes et sur leur gestion, qui se veut de plus en plus rationnelle, gérée par une planification à large échelle sous le signe de la rationalité. La rationalité urbaine, inaugurée avec force avec la planification des rues de Paris de Haussmann de 1852, est en définitive un projet de rationalisation des mobilités que les politiques migratoires actuelles tendent à renforcer. Or, la complicité entre les politiques de la ville et les politiques migratoires vise à insérer le phénomène de la mobilité globale, nationale et locale dans des circuits organisés et

⁹⁷ Voir à ce propos une récente publication: M. Colucci, S. Gallo, E. Gargiulo (sous la direction de), *La residenza contesa, Rapporto 2022 sulle migrazioni interne in Italia*, Il Mulino, Bologna, 2023.

planifiés, contrôlable et ré-orientable à tous les niveaux de ces chaînes spatio-temporelles. La contrepartie de cette aspiration souveraine est l'explosion des mobilités en dehors des circuits préétablis dictée par le désir d'autodétermination de son propre mouvement.

En définitive, ils sont liés par l'affrontement qui se crée entre la raison d'Etat et les désirs des subjectivités, ce qui produit la dialectique permanente de ces espaces. L'intérêt d'articuler ces deux champs d'étude est donc, pour ces raisons, extraordinaire. Dans le chapitre qui suit nous allons encore plus loin en étudiant la matérialisation des frontières (y compris immatérielles, mais dont les effets sur certaines subjectivités sont néanmoins réels) au sein même de l'espace urbain.

3.8 Les villes invisibles

Le regard sur l'urbain se situe dans des lieux interstitiels qui, justement grâce à cette condition, permet d'en redécouvrir leur potentiel politique, en tant que potentiels contre-espaces, pour être des espaces encore délaissés par la programmation coloniale urbaine. Cette dimension de virginité de la requalification urbaine est toujours instable : les frontières de la ville peuvent rapidement être transformées en front à partir desquels relancer politiques de récupération et requalification urbaine. A titre d'exemple, le lieu où surgissait le camp Roya - à savoir les rails de la ligne ferroviaire désaffectée Cuneo-Nice de propriété de *RFI FS Trenitalia*, dans une aire abandonnée et périphérique (environ 3,5 km du centre-ville) - constitue un cas paradigmatique des processus de récupération d'espaces urbains précédemment habités par des populations démunies. Si le camp de transit a été démantelé dans l'été 2020, c'est déjà à partir de 2017 (le Camp Roya existait déjà) que cette aire est destinée à la vente, en vue de sa transformation en un district productif-commercial. L'annonce sur « Invest in Italy realestate » encourage l'achat de cette aire en soulignant sa localisation optimale, à quelques pas de la frontière avec la France et de la gare ferroviaire de Vintimille : « Le projet, pour sa localisation et ses fonctions de construction urbaine, représente l'initiative de développement commercial et productif la plus intéressante à réaliser sur le territoire⁹⁸ ». L'association de catégorie « Conferscenti intemelia », association d'entreprise du tourisme et du commerce (dont les bureaux se trouvent dans le centre-ville de Vintimille), évoque les interventions dont ce site nécessite afin de devenir le

⁹⁸ «L'intervento per la sua localizzazione e le funzioni urbane edificabili, rappresenta la più interessante iniziativa di sviluppo commerciale-produttiva da realizzare sul territorio», <https://www.investitalyrealstate.com/it-property/ventimiglia-parco-roja/#tab-floorplans>, consulté la dernière fois le 20/10/22.

futur de la ville : « Il est nécessaire une connexion, un appendice avec le centre-ville, des connexions directes. Il est nécessaire des espaces publics d'attraction pour les nouveaux flux touristiques, pour de nouvelles occasions commerciales⁹⁹ ». Or, il est paradoxal que ces projets de développement soient évoqués en vue de la transformation de cette aire en nœud commercial et productif, alors que pendant trois ans, lorsque le Camp Roya surgissait sur cette même surface, aucun projet d'amélioration et d'humanisation de cette aire a été pensé. Faute de connexions directes avec le centre-ville, au moins trois personnes ont perdues leur vie pour avoir effectué ce trajet, écrasées par des voitures ou des camions le long de la route qui, ne disposant ni de marches ni d'illumination, devient très dangereuse pour les piétons. Le trajet du centre-ville et l'ancien camp devient dans ce sens une frontière entre un espace d'assignation collective forcée et l'espace de la ville d'où certains corps sont bannis et expulsés. Pendant les périodes hivernales, les solidaires mettaient en place des tentatives de négociation avec les opérateurs de la Croix-Rouge Monégasque afin de demander l'activation de navettes pour permettre aux personnes de se déplacer entre le camp et la ville sans devoir prendre des risques pour leurs vies. Souvent, nous avons dû s'organiser avec nos propres voitures afin d'accompagner les personnes- notamment femmes enceintes, personnes âgées et personnes blessées- au camp. Très souvent, accompagner quelqu'un au camp comportait l'identification de la part des forces de l'ordre qui présidaient l'aire. Dans ce cas-là, les réseaux solidaires fonctionnent comme vecteurs de négociation et des facilitateurs d'espaces de frontière.

A l'heure où j'écris ces pages, l'aire de *Campasso del Nervia* (42.000 mètres carrés), à savoir une aire naturelle qui surgit à l'embouchure de la rivière Nervia, est intéressée par le projet de requalification présenté par l'entrepreneur hollandais Robert Thielen : la construction de « Borgo del Forte campus », un campus international avec un parc, des dortoirs pour étudiants, professeurs et athlètes, une école internationale (avec des cours en anglais), six camps de tennis, une piscine olympionique et un espace dédié aux évènements.

Pendant les années 2016-2020 cette aire urbaine a été intéressée par l'installation d'un camp institutionnel, géré par la Croix-Rouge, et par de différentes tentatives d'installation d'encampements informels : les *stalle* et la *case rosse* dont nous parlerons longuement dans le prochain chapitre. Il n'est pas fortuit que les camps destinés ou réappropriés surgissent dans les

⁹⁹ « Serve una connessione, un'appendice con il centro città, collegamenti diretti. Servono spazi pubblici di attrazione per nuovi flussi turistici, per nuove occasioni commerciali. Confesercenti c'è a disposizione della comunità, senza proclami ma con un lavoro silenzioso e attento», <https://www.sanremonews.it/2019/11/13/leggi-notizia/argomenti/politica-1/articolo/ventimiglia-futuro-del-parco-roya-confesercenti-nuovi-annunci-politici-noi-pronti-a-collaborare.html>, consulté la dernière fois le 20/10/22.

friches urbaines et les terrains vagues, « ces particuliers espaces « vacants » souvent situés *at the fringe*, entre la ville territoriale et le territoire urbanisé, qui apparaissent constamment sur le point d'être engloutis ou colonisés » (Guareschi, Rahola, 2015 : 33). Il n'est pas fortuit non plus que les encampements informels, naissant en tant que contre-espaces aux lieux institutionnels et normatifs, se créent aux alentours des camps officiels. Paradoxalement, les *stalle* et les *case rosse* ont duré plus longtemps que le camp Roya, en ayant continué à exister après la fermeture de ce dernier.



Figure 10 Les case rosse, novembre 2022. Photo de Nina Bacchini.

Or, à partir du moment où cette aire urbaine, vide et délaissée jusqu'à ce moment, a commencé à représenter un pôle d'intérêt pour des investissements et des projets de requalification, les évictions et la fermeture définitive de certaines structures distribuées sur cet espace ont été actées :

Aujourd'hui nous sommes allées voir les stalle et pour la première fois nous avons vu que le bâtiment était fermé avec des tôles en fer. Nous avons reconnu quelques traces de l'occupation qui, depuis plusieurs années, tenait ce lieu. Il s'agissait d'un groupe restreint de

personnes originaires du Soudan, assez organisées et autonomes par rapport aux « services » présents en ville. Ils disposaient de vélos qu'ils utilisaient pour rejoindre le parking des Gianchette ou le centre-ville (Notes du carnet de terrain, 17/12/22).



Figure 11 Les stalle fermées avec des planches d'acier, novembre 2022. Photo de Nina Bacchini.

Si l'urbanisation est définie comme l'ensemble de pratiques et de politiques qui résident derrière les dynamiques extractives des espaces publics et qui permettent la perméabilité des « frontières du capital », la contre-urbanistique est la pratique d'occupation et de réappropriation informelle de ces espaces, non forcément vouée à leur capitalisation. Les espaces occupés par les personnes précarisées se heurtent à la planification de la ville entendue en tant que processus d'urbanisation, à savoir des processus d'extraction de la valeur des espaces, véhiculée par les *urban developers*, les associations de catégorie, les politiques de la gouvernance, les nouveaux colons qui avancent le long des frontières du capital urbain, donnant lieu à des dynamiques de négociation, parfois très violentes (pensons par exemple aux évictions musclés des espaces informels de vie ou aux programmes de démolition de quartiers populaires). Ces dernières établissent donc des zones différentielles entre des espaces productifs et voués à la consommation et des espaces vides qui, jusqu'au moment où ils sont récupérés par les processus de *rescaling*, peuvent connaître une tolérance envers les pratiques d'occupation qui y prennent place, car temporairement peu dérangeantes à l'expansion du capital.

Les frontières de la ville sont donc entendues comme les espaces différentiels qui se créent à partir de l'affrontement et des écarts qui s'établissent entre frictions et intérêts à différents niveaux. Tout d'abord, les écarts qui se structurent entre les besoins des personnes qui habitent la ville- même si temporairement- et les acteurs qui en guident la planification. Les écarts qui se créent entre temporalités de l'habiter et temporalités de la consommation. Les écarts entre échelles scalaires, qui créent une dynamique de réajustement, parfois très violente, entre phénomènes globaux et leur précipitation sur les terrains locaux (une route migratoire traversant une ville de taille moyenne qui peine à s'insérer dans les circuits du marché global).

La ville devient alors l'espace de la *battleground*, le terrain du conflit et des différentes nuances que ce conflit incarne. C'est en se situant dans ce champ d'actions et de rapports de force et des façons dont ils se spatialisent, j'ai tenté de restituer le dynamisme urbain d'une ville de frontière. Dans les conclusions suivantes, je tenterai de réunir les éléments qui donnent une réponse à la problématique qui a orienté l'écriture du présent chapitre.

3.9 Le spectacle de la ville¹⁰⁰ : notes conclusives

Ce chapitre a permis de montrer comment une observation fine et immergée permet de comprendre les espaces urbains en tant qu'ensembles complexes et contradictoires, strictement articulés avec les processus globaux et leur manière de canaliser ces derniers. En général, chaque territoire décline ses politiques de gestion des populations, en fonction des structures productives et matérielles qui le structurent. A Vintimille il s'agit d'un marché commercial en décadence qui essaie de s'ouvrir, tant mal que bien, au secteur financier et touristique international. Le quartier des *Gianchette* et les autres espaces urbains habités par les migrant.es, émergent alors comme lieux où précipitent les effets collatéraux dérivés des tentatives de faire accéder Vintimille à un prestige international.

Tout de même, à une échelle plus large, l'on retrouve une structuration similaire de paradigmes et de logiques spatiales et temporelles qui gouvernent l'urbain, étroitement liées aux mouvements des personnes, aux besoins du capital globalisé et à leurs déclinaisons territoriales. Quoique cette thèse restitue le terrain de la frontière franco-italienne, j'ai eu l'occasion de

¹⁰⁰ Ce titre a été inspiré par la formule the « border spectacle » (De Genova) : si avec celle-ci l'auteur analyse les dynamiques de frontière à travers le jeu d'alternance entre processus invisibilisés (dans les coulisses de la pièce) et spectacularisés (au cœur de la scène), je propose d'actualiser cette formule pour ce qui concerne le laboratoire quotidien de l'urbain en tant que champ où des instances conflictuelles se rencontrent et négocient des espaces et des temps, à des régimes de visibilité variable.

découvrir, directement ou indirectement, d'autres contextes ethnographiques (Athènes et île de Lesbos, Haute Vallée Suse, îles Canaries, Lampedusa).

Au-delà des spécificités locales, l'on peut retrouver des mécanismes régulatoires communs qui se déclinent et spécialisent localement : invisibilisation / spectacularisation ; attente / accélération ; ghettoïsation, confinement et assignation spatiale ; contrôle et surveillance technologique. La gestion des spatialités et des temporalités migratoires retrouve des continuités structurelles à une échelle transnationale, voire globale, quoique les effets que celle-ci produit au niveau local assument de différentes formes et spécificités, notamment au niveau des tentatives de résistance qui se déploient en réaction.

4. Les frontières de la ville

L'espace urbain est fragmenté, compartimenté, traversé par des lignes différentielles qui dessinent deux villes différentes qui, selon Fanon, s'excluent réciproquement :

« La zone habitée par les colonisés n'est pas complémentaire de la zone habitée par les colons. Ces deux zones s'opposent, mais non au service d'une unité supérieure. Régies par une logique purement aristotélicienne, elles obéissent au principe d'exclusion réciproque : il n'y a pas de conciliation possible, l'un des termes est de trop. La ville du colon est une ville en dur, toute de pierre et de fer- c'est une ville illuminée, asphaltée, où les poubelles regorgent toujours de restes inconnus, jamais vus, même pas rêvés. Les pieds du colon ne sont jamais aperçus, sauf peut-être dans la mer, mais on n'est jamais assez proche d'eux- des pieds protégés par des chaussures solides alors que les rues de leur ville sont nettes, lisses, sans trous, sans cailloux. La ville du colon est une ville repue, paresseuse, son ventre est plein de bonnes choses à l'état permanent. La ville du colon est une ville de blancs, d'étrangers (...) Ce monde compartimenté, ce monde coupé en deux est habité par des espaces différents » (Frantz Fanon, 2002 [1961] : 42-43).

Il s'agit de penser la frontière non seulement comme ligne de démarcation de l'ordre territorial, juridique et souverain des états mais aussi comme dispositifs diffus et mobiles, fonctionnant au niveau des centres urbains traversés et, par conséquent connectés, par les routes migratoires. Au niveau local, « micro », il s'agit d'analyser les processus, qui s'étale simultanément, tant de militarisation des frontières que de disciplinarisation de l'espace urbain (déportations, rafles, ghettoïsation, militarisation, patrouilles mixtes italo-françaises et publique-privé, patrouilles locales, ordonnance anti-nourriture 2016, ordonnance anti-bivouac novembre 2021). L'espace de la ville devient un élément essentiel de catégorisation des populations qui font l'objet d'un jugement en fonction de leurs pratiques d'(im)mobilité : ne pas se soumettre aux circuits spatiaux et temporels urbains (attendre là où l'on devrait courir, courir là où l'on devrait attendre) signifie devenir potentiellement des personnes subversives¹⁰¹. Certains lieux citadins, au même titre que les contrôles policiers, non seulement indiquent la présence d'une frontière urbaine mais *deviennent* frontières de la ville.

Il s'agit de lire et comprendre la ville comme espace relationnel, politique et conflictuel. Je propose donc une définition de l'espace urbain comme juxtaposition de lignes de pouvoir, donc un espace différentiel. Je m'attacherai ainsi à montrer comment la chercheuse se positionne dans cette géographie du pouvoir. La condition de *deportability* (De Genova, 2002) qui pèse

¹⁰¹ « Dans les camps, *la migra*. Ma tante me dit : « *No corran*, jamais courir. Ils penseront que vous êtes *del otro lado* » (Anzaldúa, 2022 : 22).

sur les personnes sans documents légaux en Europe amène par exemple à traverser et habiter la ville d'une façon différente de celle des personnes qui possèdent les « bons papiers ». Ainsi, j'analyserai comment dans la ville de Vintimille se reproduisent des frontières symboliques, spatiales et temporelles qui trouvent leur efficacité dans la proximité avec la frontière matérielle (le lien entre tourisme transfrontalier et frontières urbaines devient alors central) qui en exacerbe les processus quotidiens de violence, militarisation, contrôle, ségrégation, éloignement.

Or, la ville est à la fois espace de contrôle et de division mais aussi de subjectivation des personnes qui en défient l'ordre préétabli et qui impulsent une dynamique urbaine inédite. Cette question sera largement développée dans le cinquième chapitre.

4.1 Fanon et bell hooks à Vintimille

A partir des observations contenues dans le chapitre précédant nous pouvons avancer cette considération : si la ville et la frontière pourraient paraître deux objets analytiques opposés (la ville est le lieu des flux et des contacts, la frontière est une barrière qui altère les flux), le rapprochement analytique et empirique entre ceux-ci s'établit à partir du constat – ethnographiquement observé sur mon terrain - de la prolifération des frontières au sein de la ville. Ainsi, les mêmes mécanismes en œuvre sur les lignes de frontière sont reproduits au sein de l'espace urbain.

A Vintimille, le mobilier urbain, les ordonnances communales, la conflictualité avec les riverains contribuent à créer le sentiment d'être des sujets « indésirables » pour certaines personnes. Ces éléments contribuent à matérialiser les « frontières de la ville », matériellement à peine perceptibles mais dont les effets sont tangibles sur les corps des personnes migrantes. La spécificité de ce terrain d'étude est la proximité avec une frontière étatique qui produit des conséquences tangibles au niveau de son espace urbain, portées premièrement par le souci de différenciation et de séparation des flux, à la fois dans les circuits transfrontaliers et urbains, au sein de la ville. Ce qui se crée est une opération de séparation de la ville des « sujets abominables » de celle des « sujets adorés » (Fanon, 2015) :

« Le monde colonisé est un monde coupé en deux. La ligne de partage, la frontière en est indiquée par les casernes et les postes de police. Aux colonies, l'interlocuteur valable et institutionnel du colonisé, le porte-parole du colon et du régime d'oppression est le gendarme ou le soldat. Les symboles sociaux – gendarmes, clairons sonnant dans les casernes, défilés

militaires et le drapeau là-haut – servent à la fois d’inhibiteurs et d’excitants. Ils ne signifient point : « Ne bouge pas », mais : « Prépare bien ton coup » (Fanon, 2015 : 54).

Si Fanon met en relief la question de la division de l’espace en compartiments en tant qu’instrument central durant l’occupation coloniale, Mbembe (2003) identifie les *townships* de l’Afrique du Sud en tant que « spécifiques institutions spatiales scientifiquement planifiées pour le contrôle des flux urbains ». La citation de Fanon ci-dessus introduit une considération importante : les dispositifs qui matérialisent les frontières dans la ville fonctionnent en tant qu’activateurs de réactions musculaires de la part des personnes qui sont obligées à les éluder. Qu’il s’agisse de se cacher ou de suspendre son propre mouvement afin d’attendre le bon moment pour partir, ou alors de l’accélérer lorsque le bon moment arrive, l’objet-frontière n’est pas indifférent aux yeux des personnes pour lesquelles il a des effets concrets. Borghi (2020) rappelle cette expérience dans ce passage hautement évocateur :

« Un jeune homme blanc en chemise blanche et cravate marche avec résignation dans les rues de Paris, passant devant une ligne de policiers. Un jeune homme noir en sweat à capuche marche avec résignation dans les rues de Paris, changeant de direction dès qu’il aperçoit des policiers. Le premier sujet n’a rien à craindre : il est le modèle de référence qui construit la norme de la place dans l’espace public. Le premier est le modèle dominant. Le second, la minorité. La force du premier est qu’il construit le second, de sorte que pour le premier il est normal de passer devant les policiers déployés alors que pour le second il est normal de changer de trottoir. Le premier sujet continue automatiquement son chemin. Il n’a pas à réfléchir à son acte, il peut le faire, il a intériorisé qu’il ne risque pas d’être arrêté et contrôlé sans raison, il sait qu’il est *in place*. Le second change de trottoir, c’est-à-dire qu’il adopte un comportement qui lui permet d’éviter le danger d’un contrôle au faciès, c’est-à-dire d’être fouillé pour son apparence. Lui aussi le fait automatiquement, sans y penser : il a intériorisé le fait d’être *out of place* » (2020 : 41, *traduit de l’italien par moi-même*¹⁰²).

Cette considération introduit donc la question d’une expérience urbaine dépendante des frontières de la ville – une ligne de policiers - tantôt intériorisée et donc automatique tantôt

¹⁰² Version originelle : Un maschio bianco giovane, con una camicia bianca e la cravatta cammina serenamente per le strade di Parigi, passando davanti a uno schieramento di poliziotti. Un maschio nero giovane con una felpa con cappuccio cammina rassegnatamente per le strade di Parigi, cambiando strada appena vede dei poliziotti. Il primo soggetto non ha niente da temere: è il modello di riferimento che costruisce la norma di chi è in place nello spazio pubblico. Il primo è il modello dominante. Il secondo il minoritario. La forza del primo è che costruisce il secondo, così che per il primo è normale passare davanti alla polizia schierata mentre per il secondo è normale cambiare marciapiede. Il primo soggetto continua automaticamente a procedere per la sua strada. Non deve riflettere sul suo atto, può farlo e basta, ha interiorizzato che non corre il pericolo di essere fermato e controllato senza ragione, sa di essere in place. Il secondo cambia marciapiede, ovvero adotta un comportamento che gli permette di schivare il pericolo di un controllo au faciès, ovvero essere perquisito per il proprio aspetto. Anche lui lo fa automaticamente, senza pensarci: ha interiorizzato il fatto di essere out of place (2020: 41).

stratégique et donc réfléchi : « Les trajets habituels sont modifiés pour éviter certaines gares RER ou d'autres lieux dans lesquels la présence policière est jugée trop grande » (Le Courant, 2010 : 464). La mobilité d'une personne migrante ou racialisée dessine une cartographie urbaine au sein de laquelle certains symboles demandent l'élaboration de tactiques d'évitement.

Si je reprends Fanon c'est parce que la vision manichéiste de la ville coloniale est transposée ici, en Europe dans les années 2020, tracée par les effets que cette histoire coloniale a produits : la convergence des routes provenant des anciennes colonies vers les métropoles et les villes du Nord global et les logiques qui sont sous-jacentes au principe de séparation sociale. Comme Fanon avait prédit, les processus migratoires actuels nous obligent à nous regarder dans le miroir de l'Histoire, à baisser les masques que nous portons afin de nous situer dans une Histoire qui ne nous voit pas neutres ou étrangères. Les migrations contemporaines racontent de nos sociétés et de notre histoire. L'expérience urbaine des personnes migrantes nous parle de la « blanchitude » (Borghi, 2020) en tant que norme phénotypique qui transforme les lignes de la couleur en frontières de la ville : les contrôles aux faciès dévoilent ce mécanisme social et sécuritaire. Si les frontières représentent les périmètres de l'identité nationale, l'intrusion qui advient entre les mailles de celles-ci amène le risque de contamination et de souillure. Les espaces différenciés de la ville doivent garantir les compartimentations des corps dans l'espace. D'une part, la médina famélique de Fanon, de l'autre les hôtels de luxe et les casinos.

En parlant de frontières de la ville nous ne pouvons pas citer une auteure qui a été pour moi révélatrice et dont la lecture de ses ouvrages a inspiré l'écriture de ces pages. bell hooks (2020) raconte de l'irréparable distance entre le monde des noirs et le monde des blancs dans sa ville natale, distance marquée par les rails du train. C'est la population Noire qui les franchit au quotidien : pendant le jour pour aller servir les et travailler pour les Blancs tandis que la nuit, elles et ils doivent rentrer à leur place, sans laisser trace de leur passage :

« Être à la marge, c'est appartenir, tout en étant étranger, au corps principal. Pour nous, Noirs américains, habitants d'une petite ville du Kentucky, la voie ferrée était le signe tangible et quotidien de notre marginalité. Au-delà de ces voies, il y avait des routes pavées, des magasins dans lesquels nous ne pouvions pas entrer, des restaurants dans lesquels nous ne pouvions pas manger et des gens que nous ne pouvions pas regarder en face. Au-delà de ces rails, il y avait un monde dans lequel nous pouvions travailler comme domestiques, concierges, prostituées, tant que nous étions capables de servir. Nous avions le droit d'entrer dans ce monde, mais pas d'y vivre. Chaque nuit, nous devons retourner à la périphérie, traverser la voie ferrée pour rejoindre des cabanes et des maisons abandonnées à la périphérie de la ville. Des lois régissaient nos déplacements sur le territoire. Ne pas y retourner signifiait courir le risque d'être puni. En

vivant ainsi - en marge -, nous avons développé une façon particulière de voir le monde » (bell hooks, 2020:127, *traduit de l'italien par moi-même*¹⁰³).

Dans ce chapitre, il est question de définir quels dispositifs concourent dans la transposition des frontières étatiques aux frontières de l'espace urbain, quelles logiques les font exister et comment les sujets les négocient et les défient. Toujours d'un point de vue analytique dialectique, le moteur épistémologique de ce chapitre consiste dans l'analyse de l'affrontement entre dispositifs de capture et tactiques des personnes dans la ville. D'une part, donc, nous analysons les usages politiques de la ville, de l'autre les pratiques en ville. La question est de comprendre dans quelle mesure l'hôpital public, les commissariats, les postes de police, les rues de la ville, le contrôle d'identité se transforment en frontières.

4.2 Les rails du train et les espaces-frontières

Les mots de bell hooks reportées plus haut font écho à la réalité de Vintimille. Les rails du train sont des lieux fortement significatifs dans cette ville frontalière. La ligne ferroviaire coupe matériellement en deux la ville de Vintimille : les rails qui coupent Rue *Tenda* prennent la forme d'une frontière entre le centre-ville et le quartier populaire de Roverino, qui constitue d'ailleurs la fraction majoritairement peuplée de Vintimille. Si la viabilité de la rue était physiquement interrompue par un passage à niveau, qui comportait un arrêt forcé lors de sa fermeture pour le passage du train, en janvier 2021 la compagnie ferroviaire *Rete Ferroviaria Italiana* a inauguré le passage souterrain qui permet de traverser la rue à tout moment. Au niveau de cette portion de rails, il est fréquent de voir des personnes stationner : il s'agit d'un espace occupé pendant une bonne partie de la journée (et de la nuit), notamment par les passeurs pakistanais et afghans.

Dans ce cadre, un détail a attiré mon attention : cet espace interstitiel devient pour certaines personnes une portion de territoire habitée et un lieu d'échange (y compris des économies souterraines des trafics). Comme évoqué dans le chapitre précédant, le camp Roya surgissait dans une aire urbaine traversée par les rails de la ligne ferroviaire désaffectée Cuneo-Nice de

¹⁰³ Essere nel margine significa appartenere, pur essendo estranei, al corpo principale. Per noi, americani neri, abitanti di una piccola città del Kentucky, i binari della ferrovia sono stati il segno tangibile e quotidiano della nostra marginalità. Al di là di quei binari c'erano strade asfaltate, negozi in cui non potevamo entrare, ristoranti in cui non potevamo mangiare e persone che non potevamo guardare dritto in faccia. Al di là di quei binari c'era un mondo in cui potevamo lavorare come domestiche, custodi, prostitute, fintanto che eravamo in grado di servire. Ci era concesso di accedere a quel mondo, ma non di viverci. Ogni sera dovevamo fare ritorno al margine, attraversare la ferrovia per raggiungere baracche e case abbandonate al limite estremo della città. C'erano leggi a governare i nostri movimenti sul territorio. Non tornare significava correre il rischio di essere puniti. Vivendo in questo modo – all'estremità -, abbiamo sviluppato uno sguardo particolare sul mondo. (bell hooks, 2020:127).

propriété de *RFI FS Trenitalia*, dans une aire abandonnée et périphérique (environ 3,5 km du centre-ville). Au sein de cette même surface, les expériences informelles d'habitat – les *stalle* et les *case rosse* – sont nées en contraposition à la présence du camp officiel, justement par le refus de certaines personnes à être soumises à ses règles et à ses mécanismes. Ce sont encore une fois les rails du train qui caractérisent le paysage de cette *battleground* : ici, l'habiter les marges se traduit dans l'occupation physique des rails de train qui jadis amenaient en France. En outre, en arrivant par train à Vintimille depuis l'Italie, la sensation de proximité avec la frontière se traduit dans la présence visible de personnes aux extrémités des rails du train. Au fil des années, au niveau d'une voie désaffectée de la gare de Vintimille se sont structurés des pratiques d'occupation spatiale assez permanentes, visibilisées par des traces de bivouacs et de mobiliers. Ce lieu fait l'objet de critiques constantes de la part des administrations et des riverains qui dénoncent l'impact négatif que cette présence a sur les visiteurs. Ces discours se traduisent dans des évacuations périodiques du lieu et des personnes qui le fréquentent par les forces de police. Or, ce site surgit dans une aire marginale, étrangère aux parcours habituels dans la ville : cette position interstitielle dispose la possibilité de voir des trafics de différente nature se structurer en son sein. Il est notoire que les réseaux des trafics l'utilisent comme *hub* de leur business. Généralement, les solidaires et les ONG évitent d'y pénétrer à cause des possibles risques toujours à évaluer lorsque nous sommes en présence d'un lieu de trafics.

Spatialement, les frontières tracent une division des lieux : tout d'abord, entre les quartiers. J'ai déjà évoqué la nature du quartier de *Roverino*, notamment en relation au centre-ville de Vintimille. Si dans ce quartier populaire et périphérique la présence des personnes migrantes est devenue plus familières et les infrastructures de la solidarité plutôt tolérées, l'espace du centre-ville se présente comme majoritairement hostile à traverser et habiter : la gare, la plage, le parc situés dans le centre-ville présentent des obstacles majeurs.

La zone de la plage citadine à laquelle je fais référence correspond à l'embouchure du fleuve Roya, à savoir la section du littoral dans lequel le fleuve Roya se jette dans la mer Méditerranée. Ce morceau de plage est appelé par les riverains « la plage des Noirs » car c'est un lieu traversé par les personnes en transit. Les douches à disposition des baigneurs sont utilisées pour se laver et pour laver les vêtements, faute d'autres moyens. Il n'est pas rare que, la nuit, des bivouacs prennent place en tant que refuges pour passer la nuit ou pour manger, dont les traces sont visibles pendant la journée.



Figure 12 Cabane sur la plage de Vintimille, Avril 2021. Photo de Nina Bacchini.



Figure 13 Traces sur la plage de Vintimille, Avril 2021. Photo de Nina Bacchini.

Souvent, les contrôles de police obligent à quitter ces refuges improvisés, poussant les personnes sans demeure à s'éparpiller dans d'autres lieux, plus cachés et, par conséquent, plus dangereux.

La police ne laisse pas les gens dormir aux alentours de la gare, quand les policiers arrivent disent toujours « va à la plage », mais sur la plage il fait froid maintenant. La plage est sale, il y a du bois, du plastique, où est-ce que peuvent dormir les gens ? J'aurais envie de dire à la police « où est-ce que doivent dormir les personnes ? Au milieu de la saleté » (Entretien avec Selim, réalisé en italien à Vintimille, le 12/12/2019, traduit par moi-même¹⁰⁴).

Les scènes des pratiques d'éloignement des personnes racialisées est à l'ordre du jour mais qui, loin d'être normalisées, me bouleversent encore profondément.

Nous étions en train de faire une réunion du collectif sur la plage. A un certain moment, vers 22h00, la police est arrivée et se rapprochent de nous : « Vous êtes tous italiens ? », nous demandent. A la suite de notre réponse affirmative, ils poursuivent leur chemin et se dirigent vers les groupes de migrants qui peuplent la plage la nuit. Ils les intimement à se déplacer de là, sans donner des alternatives, ils ne peuvent pas rester sur la plage. Nous sommes italiens, blancs et pour cette raison personne ne nous a demandé de bouger. Cette scène m'a beaucoup impressionnée (Extrait du carnet de terrain, Vintimille, 20/05/2021).

Outre les fréquentes évictions de police, en hiver, il n'est pas possible y dormir à cause du froid et des marées. La plage est aussi un lieu dangereux, notamment pour qui ne sait pas nager. En juin 2018 une personne est retrouvée morte dans la mer : il s'agissait d'un homme africain de 35 ans qui se serait noyé à cause d'un malaise pendant qu'il se baignait.

Adjacent à la plage, les jardins publics « *Tommaso Reggio* » ont subi un changement d'usage, véhiculé par l'émanation d'ordonnances limitant sa fruition. Jadis il constituait un point de repère dans la géographie de la ville, y compris pour les personnes en transit : la petite fontaine étaient largement utilisée pour remplir des récipients d'eau, pratique fondamentale car plutôt limitée par le faible nombre de points d'accès à l'eau potable ; les arbres et les bancs permettraient de se reposer à l'ombre, notamment pendant les journées estivales quand les températures s'élèvent grandement ; la présence des toilettes publiques, parmi les seules de la ville, constitue une autre raison qui explique la fréquentation de ce lieu. L'accès à l'eau potable est un enjeu majeur pour les migrant.es en ville, autour duquel se dessine un véritable champ de bataille. Les fontaines positionnées à plusieurs endroits de la ville ont été cycliquement

¹⁰⁴ Version originelle : In stazione la polizia non lascia dormire la gente, quando arriva la polizia sempre dice “vai al mare”, ma al mare adesso fa freddo. Dove dormi nel mare? È anche tutto sporco, legna, plastica tutto. Dove dorme la gente? Glielo direi alla polizia “dove deve dormire la gente? In mezzo alla legna?”.

fermées, dont celle du parc citoyen. Les administrations communales créent un jeu de pouvoir autour de l'accès au territoire dont les conséquences directes sont la dégradation des espaces et des conditions de vie. L'absence de robinets fonctionnants pousse beaucoup de migrant.es à boire l'eau du fleuve, ce qui comporte des problèmes de santé non négligeables. D'autres interdits limitent l'usage de ce lieu et, à la suite de la réouverture des jardins post-covid, une association de bénévoles a été requise par l'administration communale avec la fonction de contrôle :

« Pour garantir le respect des règles de sécurité, mais aussi pour éviter d'éventuels abus, voire des actes de vandalisme, ils seront gardés, au moins pendant la journée, par deux volontaires par équipe. L'administration a demandé la présence dans le parc tous les jours de 9 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures de deux volontaires d'Auser, qui a garanti la disponibilité de ses membres. Tout cela, bien sûr, avec l'aide de la police locale » (traduit de l'italien par moi-même¹⁰⁵).

L'interdit de s'asseoir sur la pelouse, de manger et les ordonnances communales qui contribuent à limiter l'usage de cet espace concourent à redimensionner l'habitabilité de ce lieu.

Le marché du vendredi est paradigmatique des régimes différentiels de mobilité en ville : lieu de circulation, de commerce, d'échange, de contact. Il constitue le symbole de l'activité commerciale de la ville frontalière. Or, pour certaines personnes, ce lieu reste inaccessible : il n'y pas de barrages ou des murs à séparer l'aire du marché du reste de la ville mais bien d'autres éléments qui concourent à compartimenter les espaces urbains. Les corps qui se versent dans une autre ville, à quelques centaines de mètres plus loin, ne sont pas invités à ce festin de consommation. Dans ce sens, la notion de « frontières du capital » (Mezzadra, Neilson, 2014) nous vient en support : les frontières du capital se juxtaposent aux frontières de la ville lorsque afin de préserver un lieu de consommation et d'accumulation des capitaux l'on en exclue une certaine catégorie de personnes, à travers des opérations de police ou des politiques urbaines et urbanistiques : c'est le cas des quartiers de la mode et des infrastructures de luxe, tel le Port monégasque « *Cala del Forte* ».

¹⁰⁵ «A garantire il rispetto delle norme di sicurezza, ma anche per evitare possibili usi impropri se non addirittura atti vandalici, almeno durante il giorno saranno sorvegliati da due volontari per turno. L'amministrazione ha richiesto la presenza all'interno del parco tutti i giorni dalle 9 alle 13 e dalle 14 alle 18 di 2 volontari dell'Auser che ha garantito la disponibilità dei suoi associati. Il tutto, ovviamente, con l'ausilio della polizia locale. Voir : <https://www.auser.it/agenzia-dinformazione-auser/agenzia-di-informazione-auser-anno-23-numero-20-10-giugno-2020/>.

À l'occasion d'une formation doctorale conduite sur un bateau à voile¹⁰⁶, en mai 2022 j'ai eu l'occasion d'observer Vintimille à partir d'une nouvelle perspective, à savoir depuis la mer en débarquant sur le port monégasque de Vintimille, « Cala del Forte ». En demandant des informations, j'ai pu échanger avec la réceptionniste du port. Emilia me raconte que la construction du port avait été bien accueillie par la ville de Vintimille. Pour elle, ce lieu représente une marque de beauté et de soin qui donne enfin la possibilité à la ville de rejoindre les standards de la voisine Menton qui, à quelques kilomètres seulement au-delà de la ligne de frontière, se présente comme la « sœur jolie » de Vintimille. Elle nous conseille ensuite de prendre l'ascenseur vitré qui depuis le port amène à la vieille ville, l'une des œuvres urbanistiques que la municipalité de Vintimille a dû réaliser afin de créer un passage entre le port et la ville.

En effet, l'accord, conclu en 2016, prévoyait des œuvres d'urbanisation, réalisées et financées par la ville de Vintimille, comme cet article nous rappelle :

« Au cours de la même période, les travaux d'urbanisation seront réalisés, notamment la restauration de la "Galleria degli Scoglietti", la rénovation de la Via Marconi et de la Via Trossarelli avec les installations et les jardins correspondants, la rénovation de la Piazza Costituente et la liaison de la zone avec Ventimiglia Alta, soit par un ascenseur direct depuis la "Galleria degli Scoglietti", soit par un train à crémaillère pour rejoindre la Via Verdi, et enfin la restauration d'une creuse, aujourd'hui désaffectée¹⁰⁷ ».

Le port, qui devient le troisième port de Monaco après les Ports Hercule et Fontvieille, a enfin été inauguré en juillet 2021, avec une cérémonie qui a vu la participation du Prince Alberto II, aux côtés des représentants des autorités publiques et religieuses monégasques et italiennes. Il n'est pas anodin de souligner que la Principauté a obtenu la concession plus longue de la Méditerranée, jusqu'en 2094. Avec ses 178 postes-bateaux ce port représente un lieu sélectif pour les yachts. Pour cette occasion, inaugurant donc un puissant partenariat commercial entre les deux états, le gouverneur de la Ligurie Giovanni Toti, a également déclaré : « Nous sommes là et nous représentons un partenaire présent dans la Région pour tout projet la Principauté

¹⁰⁶ Je me réfère à une formation doctorale itinérante organisée par l'Université des Etudes de Genova et le projet « Ermenaurica – Saperi in rotta » : avec un bateau à voile de 12 mètres, un équipage formé par des doctorant.es et des professeurs est parti depuis Chiavari pour arriver jusqu'à Nice, avec plusieurs étapes intermédiaires, dont Vintimille. A Vintimille, nous avons jeté l'ancre et passé une journée sur la terre ferme, où nous avons rencontrés les activistes de *Progetto 20k*.

¹⁰⁷ <https://montecarloliving.com/attualita/principato-monaco-compra-porto-turistico-ventimiglia-462/>, traduction de l'autrice.

décide de réaliser¹⁰⁸ ». (ANSA, *traduction de l'autrice*). Cet exemple est très intéressant car permettant de montrer que les dynamiques transfrontalières et internationales jouent un rôle dans la production, la gestion et la perception des espaces locaux. Dans les cartes présentes dans la brochure du port touristique *Cala del forte*, la ville de Vintimille se limite aux périmètres du centre-ville et des lieux touristiques, en oubliant ses périphéries, à savoir les lieux habituellement traversés et habités par les personnes migrantes et par les franges de population les plus défavorisées. Ceci est donc la façon dont la ville est représentée à ceux et celles qui sont appelées à la consommer. Cette politique de représentation de la ville vise à cacher la conflictualité sociale afin de paraître « belle et soignée » au même titre que sa voisine Menton.

Roberta, habitante à Rocchetta Nervina, raconte :

La sensation que j'en avais est que, dès que les barrières s'ouvrent se lève le voile d'un autre monde. Se lève le voile d'un autre monde et on se retrouve dans un monde qui n'a rien à voir avec toi. Nous, les gens de Vintimille et de la zone sommes essentiellement des corps étrangers. Je m'apercevais comme un corps étranger. Pendant trois ou quatre mois, j'ai fréquenté le port de Vintimille tous les jours et j'allais prendre à manger pour mon fils qui travaillait là-bas (il faudrait aussi parler des conditions de travail dans ce lieu, mais ça c'est une autre histoire). Quand j'allais au bar il arrivait que je voyais des personnes de Vintimille assises au café, y compris des collègues à moi qui allaient prendre le petit-déjeuner et boire un café, la sensation que j'avais c'est que on allait dans ce lieu pour faire la chose différente, non pas pour habitude de vie. Tu vas là-bas pour faire une expérience et pour se donner le ton, ce matin je vais prendre le café, nous allons se rencontrer pour faire les snobs, allons au café l'Olivia o au Palo Santo, ce n'est pas la même chose qu'aller prendre le café, lire le journal, non c'était une façon pour les gens de Vintimille pour se donner un ton. Bon après il y avait les gens qui descendaient des yachts, moi je voyais fréquenter les cafés beaucoup plus par les équipages, franchement. Les cafés sont aussi bien chers. Tu vas là-bas pour montrer que t'es au port, te donner un ton, exhiber ton vêtement élégant, le sac griffé et tu retournes chez-toi. C'est sans ce sens-là que j'entends se dévoiler un autre monde. Vraiment un autre monde. Parfois je me suis promenée au port avec mon chien, et la sensation était vraiment d'être le prolétaire qui est autorisé pour une fois à faire une excursion dans le monde des riches, un monde qui ne t'appartient pas. C'est un peu ce qui se passait quand j'étais enfant et on avait l'habitude d'aller se promener à Montecarlo. C'était une autre époque, c'est vrai, et il y avait aussi moins d'occasion pour se déplacer. Aller à Montecarlo c'était une façon pour dire je mets un pied dans un autre monde, je vais respirer l'air des riches (Entretien réalisée en italien avec Roberta, à Rocchetta Nervina, le 18/12/2022, traduit par moi-même).

¹⁰⁸ Version originelle : « Noi ci siamo e qualsiasi cosa il Principato intenda fare qui avrà nella Regione un partner presente », https://www.ansa.it/mare/notizie/portiologistica/news/2021/07/02/principe-alberto-inaugura-porto-ventimiglia-terzo-di-monaco_dc1d251d-b08b-4608-90b0-a389f700ba9f.html

La distance qui sépare cette petite enclave du tissu urbain et social dans lequel elle surgit, est manifeste dans les mots de Roberta. Traverser ce lieu reproduit une expérience urbaine inédite et exceptionnelle par rapport aux mobilités quotidiennes des riverains de Vintimille. Au même temps, cette distance se mesure par le rapport que les propriétaires des yachts entretiennent avec la ville de Vintimille, très souvent inexistant :

Mon fils, qui était à l'entrée, car il s'occupait de la sécurité, me disait, « tu vois, celle-là est la femme d'un célèbre boxeur » ou m'indiquait d'autres célébrités mais ces personnes descendaient de leurs yachts et partaient directement vers Montecarlo. Sur le parking, les voitures portaient toutes des plaques de Montecarlo. Ils arrivaient sur le parking et repartaient. Ils ne croisaient Vintimille même pas par erreur (Idem).

Parmi les services offerts par la société du port, une connexion rapide avec la Principauté est garantie par : « des transferts maritimes réguliers à bord de notre navette à grande vitesse Monaco One, opérant entre le port Hercule et Cala del Forte (15 minutes), permettent aux propriétaires et à leurs invités un accès rapide et exclusif à la Principauté¹⁰⁹ »

La barrière qui marque l'entrée dans le port et qui « dévoile un autre monde », devient pour la majeure partie des riverains une frontière de la ville, une frontière de classe. Les riverains de Vintimille sont des « corps étrangers » dans ce lieu, « des prolétaires dans le monde des riches ». La sensation évoquée par Roberta est la même que j'ai ressentie lors de mes excursions dans ce lieu : c'était très fort le sens d'étrangeté de cette enclave par rapport au reste de la ville. Cette sensation est généralement répandue par les riverains de Vintimille, comme démontre ce message publié dans le groupe Facebook « Ventimiglia...ciatezi¹¹⁰ » :

Sapori alla Marina, un événement très réussi qui rapproche enfin la ville de son port touristique. Le temps de la polémique sur le "port de Monaco réservé aux riches" doit prendre fin, Vintimille se développera et grandira si son port grandit, et vice versa, en espérant que la passerelle réunira bientôt à nouveau les deux âmes de la ville (Message sur la page Facebook Ventimiglia...ciatezi).

Les commentaires qui suivent ce message donnent à voir deux différentes écoles de pensée : d'une part, les riverains de Vintimille qui voient dans le port l'occasion pour la ville pour

¹⁰⁹ <https://www.ports-monaco.com/les-ports-de-monaco/le-port-de-cala-del-forte/>, consulté la dernière fois le 16/06/2023.

¹¹⁰ Ce groupe, qui compte plus de 5000 membres, est une arène de débat très intéressante dont les conversations donnent à voir les différents positionnements des riverains par rapport aux politiques et aux imaginaires de la ville ; pour cette raison, les discussions, parfois très vivaces, qui s'engagent dans ce groupe font partie du matériel de terrain que j'analyse et qui me permettent d'accéder aux différents récits des riverains, dont les réseaux sociaux ont le mérite de faire exprimer, ce qui n'est pas habituel dans l'espace physique de la ville. Ci-dessous le lien au groupe, dont l'inscription est soumise à une demande d'autorisation d'accès par son gestionnaire : <https://www.facebook.com/groups/481835841902804> (consulté la dernière fois le 16/09/23).

relancer son potentiel touristique et commercial ; d'autre part, les riverains qui dénoncent l'écart qui sépare ce lieu et les événements qui y prennent place, au reste de la ville, décrite comme délaissée, insultée et ignorée dans ses besoins réels : l'émergence de la gestion des déchets, les retards dans les travaux urbanistiques, tels ceux concernant la Passerelle *Squarciafichi*, les problématiques liées à la viabilité urbaine, le total abandon de certaines zones de la ville.

Souvent citée en tant qu'exemple de mauvaise gestion de la part de la gouvernance urbaine, la passerelle *Squarciafichi* est un petit pont connectant les deux quais du fleuve Roya qui traverse la ville. Elle a été détruite en 2020 par la tristement célèbre tempête Alex, qui s'abattit en ville le 2 octobre et qui amena l'inondation du fleuve. Cette catastrophe naturelle a ravagé la Vallée de la Roya et causé de nombreux dégâts en ville : pour cette occasion, la population locale s'est activée en donnant naissance à des groupes de travail qui, à côté des pompiers et de la protection civile, s'organisent afin de dégager les nettoyer les rues et les locaux endommagés. La destruction de la passerelle a marqué un moment bouleversant pour la population locale, dans la mesure où il s'agit d'un élément urbanistique historique et symboliquement dense, car considéré un point de connexion vital entre les différents quartiers de la ville. A l'heure où j'écris ces pages, la passerelle n'a pas encore été reconstruite, en produisant un mécontentement parmi les riverains qui dénoncent l'incapacité des institutions locales dans la gestion des priorités politiques pour la ville.

A partir de ces témoignages, le port de Monaco à Vintimille assume les caractéristiques des *gated-cities* :

« Ville interdite, surveillée, ville qui expulse et qui se referme dans la tentative de captage et confinement des énergies urbaines alternatives. C'est la ville des enclos, des barrières, des grilles, des codes d'accès, du contrôle à distance ou rapproché, des limitations du temps et de l'espace, de la privatisation de la surveillance de l'espace public. C'est la ville qui discrimine et expulse aux marges, la ville de l'épuration ethnique dans les rues centrales (...). C'est une "architecture de la peur" qui se consolide, à travers grands et petits dispositifs spatiaux et de contrôle : une vision paranoïaque et "sécurisée" de la vie urbaine qui se heurte avec la plus profonde substance de l'idée de ville » (Paba, 2004, p. 7, traduit de l'italien par moi-même).

Septembre 2022. Sur la presse commence à circuler une information inédite : un garçon originaire du Ghana pénètre au sein de l'aire portuaire, s'infiltrant au sein d'un yacht y garé et en enjoignant à l'équipage de lever l'ancre¹¹¹.

¹¹¹ <https://www.riviera24.it/2022/09/ventimiglia-entra-in-uno-yacht-a-cala-del-forte-e-prova-a-fare-il-pirata-arrestato-straniero-780987/>, consulté la dernière fois le 05/12/2022.

Cette scène m'a fait penser que, pour quelques heures seulement, ce pirate improvisé, immédiatement arrêté, a matérialisé l'obscène spectacle de l'invasion – en paraphrasant la formule de De Genova de « l'obscène spectacle de l'inclusion », 2013 -, démontrant que les périmètres des lieux peuvent être transgressés et que la perception d'(in)sécurité est toujours le résultat de tensions dialectiques entre pratiques de confinement et de franchissement.

Derrière les coulisses du spectacle de la frontière, l'espace de la ville devient une *battleground* (Guareschi, Rahola, 2015) entre acteurs de la gouvernance urbaine et ces pirates contemporains.

Rue Ruffini, 9 mai 2021. Moussa Balde, un jeune guinéen de 24 ans, est violemment battu par trois jeunes, résidants à Vintimille Haute. L'agression advient en pleine jour, dans une zone de la ville qui se trouve entre un supermarché et les bureaux de la police aux frontières. Il est transporté à l'Hôpital de Imperia. Le soir même est transféré au *CPR* (Centre de Permanence pour les Rapatriements, la contrepartie italienne des CRA français) de Turin car résultant irrégulier sur le territoire. Son avocat, qui immédiatement essaye de se mettre en contact avec lui à la suite de l'agression subie, ne réussira à le trouver, à cause d'une faute dans la transcription de son prénom de la part du *CPR*. Lorsqu'il découvre qu'il a été transféré au *CPR* de Turin, Moussa a été transféré dans une section d'isolement, appelée *Ospedaletto*. C'est ici que la nuit entre le 22 et le 23 mai, Moussa est retrouvé mort dans sa cellule. Moussa est mort avant de pouvoir déposer son témoignage sur l'agression ou qu'il puisse être écouté sur le déroulement de l'affaire. L'histoire de Moussa est paradigmatique des formes de violence qui s'incarnent sur la peau des personnes et qui se réactualisent dans les multiples espaces traversés, en formant une spatialité globale de violence. Un parcours migratoire depuis la Guinée, une « carrière d'intégration » accidentée et non conforme aux standards institutionnels : le voyage de Moussa prend une direction inévitablement tragique à Vintimille, pour le fait d'avoir rencontré sur son chemin trois personnes. Cette rencontre produit le massacre. Comment situer cet épisode dans un cadre de sens ? Situons l'acte : Moussa se trouvait parmi un supermarché devant lequel présumablement il était en train de mendier, et le bureau de la police aux frontières à Vintimille. Comment est-il possible de voir sa propre mort commencer dans les rues d'une ville européenne, en 2021 ? La bataille urbaine devient réelle ; elle est faite de barres de fer et de coups de pied. La rue devient le champ de la violence raciste la plus brutale et primitive qui devient le premier acte d'autres formes de violence qui se succèdent immédiatement après. Tout d'abord la banalisation du racisme, à travers une opération juridique. S'agit-il d'un hasard que le procureur ait exclu l'aggravation de la peine pour délits racistes le lendemain de la mort de

Moussa¹¹² ? Ensuite, la violence institutionnelle qui amène Moussa à être transféré dans un CPR le jour même de son agression, l'isolement dans la cellule, l'impossibilité de voir son avocat, les cris proférés et ignorés quelques heures avant sa mort. L'avocat de Moussa a déclaré que le 90% des personnes transportées aux CPR de Turin sont arrêtées à Vintimille. La connexion entre le territoire de frontière et le centre de détention est évidente : cette continuité rend évident la caractère diffus et hétérogène des frontières à l'intérieur de l'espace national. Certaines d'entre elles, un pourcentage minimal, depuis le CPR sont rapatriées vers leurs Pays (notamment la Tunisie, à cause des accords bilatéraux entre les deux Pays, qui rendent les rapatriements rapides et directes). D'autres sont libérées avec des décrets d'expulsion, les invitant à laisser le sol national, dans le plus bref délai et par ses propres moyens. Ce mécanisme contradictoire est fonctionnel à la machine de l'illégalisation des personnes qui, pour la plupart, ne quittera pas l'Europe étant néanmoins assignée à une impossible régularisation, et pour ce fait, destiné à rejoindre les bassins de main d'œuvre clandestine et, de ce fait, aisément exploitable.

4.3 La militarisation de la ville de frontière : *border spectacle* de la ville sécuritaire

Se promener à Vintimille est une expérience assez bouleversante à cause du degré de militarisation de son territoire, matérialisé notamment par la présence de véhicules de police. Le *border spectacle* (De Genova, 2013) n'est pas uniquement matérialisé au niveau des lignes de frontière mais également (et parfois surtout) dans le tissu urbain de la ville. Depuis 2015 un appareil policier important s'est installé au niveau de points stratégiques pour le transit des personnes migrantes. La dimension symbolique de ces dispositifs est centrale pour assurer l'imaginaire d'une ville sûre et sécurisée car surveillée en permanence par le regard policier. Ce regard doit être en mesure de garantir une diffusion fonctionnelle à capturer les mouvements des personnes indésirables : il doit démontrer d'être capable à rester mobile autant que les personnes migrantes, qui sont, par définition, en mouvement. L'hyper-visibilisation des moyens de police appelle à une majeure invisibilisation des personnes migrantes de l'espace public : le déploiement de moyens policiers est le prix à payer pour garantir la norme somatique de la ville européenne. Depuis 2015, à la sortie de la gare de Vintimille un camion de police occupe une partie du parking, presque pendant toute la journée et, parfois, la nuit. De même, de 2017 à

¹¹² Différents témoignages sur cette affaire sont publiés sur le blog « Parole sul confine », <https://parolesulconfine.com/moussa-balde-e-morto-di-razzismo/>. Le site a été consulté la dernière fois le 24/02/23.

2019 environ, un camion de police était garé dans les parkings adjacents au campement informel, sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les habitants du quartier ont fait beaucoup de pressions afin que cette mesure soit prise. Selon les partisans de cette ordonnance, la présence constante des forces de l'ordre à proximité du pont, serait susceptible d'empêcher les dérives de ce lieu. L'occupation territoriale à proximité des lieux de vie des personnes migrantes devient donc la preuve du maintien de l'ordre, fonctionnant en tant qu'effet placebo pour les habitants du quartier. D'autre part, la conséquence directe d'une mesure de ce genre est la montée des tensions sous le pont et le déplacement des trafics illégaux ou des bagarres dans des endroits encore moins visibles, à proximité du fleuve Roya, où les regards des citoyens intolérants ou des policiers peuvent difficilement arriver. Ce mécanisme est parfaitement restitué par l'image dialectique de « laisse-rupture » (*guinzaglio-strappo*, Queirolo Palmas, Rahola, 2018) : les actions répressives amènent les personnes à se réfugier dans des lieux de plus en plus cachés, lointains des centres de consommation et, par conséquent, plus dégradés et dangereux.

En renversant ce même mécanisme, la présence constante des forces de l'ordre et de leurs moyens de transport accentue l'imaginaire de l'espace urbain comme divisé en zones potentiellement dangereuses et sinistres, dont l'accès est marqué de façon spectaculaire par les agents de l'ordre qui en matérialisent ainsi le seuil. De manière générale, ces pratiques correspondent *de facto* à des politiques de criminalisation de certaines portions de territoire qui, par un processus assez classique, légitiment la criminalisation des sujets qui occupent ces mêmes territoires.

Il me faut maintenant avancer un autre point : toute tentative d'occupation de la part des migrantes et des solidaires a été subitement remplacée par des symboles répressifs, capables de rappeler l'action de l'Etat. Le renversement symbolique des imaginaires liés aux espaces de la ville est ainsi établi par la substitution matérielle d'objets urbains dans des aires significatives et symboliques. J'ai déjà raconté des transformations urbanistiques apportées au niveau de Pont Saint Ludovic à la suite de l'éviction du *Presidio Permanente* des *Balzi Rossi*, avec l'installation d'une œuvre et le remaniement de la pelouse adjacentes aux rochers. D'autres exemples peuvent venir compléter la réflexion.

Le *breakfast spot* constituait un point important : les solidaires ont essayé de resignifier une partie de la zone frontalière en un point de solidarité et de repos pour les personnes refoulées de la France vers l'Italie. Si une analyse plus spécifique sur les pratiques de solidarité qui

marquaient ce lieu seront proposées dans le sixième chapitre, ici il convient de constater qu'en 2020 des déjections ont été trouvées sur les bancs du Presidio : si les responsables n'ont jamais été identifiés, cet acte signale bien la volonté de marquer négativement un lieu et, par conséquent, les activités qui y prennent vie (outre que le rendre inutilisable pendant les jours nécessaires au nettoyage).

La fermeture de ces lieux par des grillages a été systématiquement appliquée immédiatement après leur expulsion. A la suite de l'évacuation définitive du premier *breakfast spot* en 2019 sur la route vers la frontière de Pont Saint Louis, le lieu a été clôturé par des grillages qui en interdisent encore aujourd'hui l'accès. Le deuxième *breakfast spot* sera expulsé à la fin de l'été 2021 : depuis des barrages entourent ce point.



Figure 14 Breakfast spot entouré de grillages depuis son éviction en 2021, localité Grimaldi, mai 2022. Photo de Nina Bacchini.

L'évolution des usages de cet endroit au cours du temps a changé aussi la conformation de celui-ci : depuis sa fonction originale en tant que point panoramique (un banc orienté vers la mer y est installé, et en effet le panorama est extrêmement agréable) il devient, à travers une

occupation urbaine, un vivant point solidaire de distribution de nourriture et de socialité pendant la journée, pour enfin rester un lieu vide, entouré de grillages à empêcher d'éventuelles occupations ultérieures mais fixant néanmoins la mémoire d'un lieu. Il s'agit toujours de grillages, celles qui entourent aujourd'hui le parc des enfants qui surgit aux marges du parking de Rue *Tenda*, constituant le périmètre de l'espace sous le pont, occupé de façon variable, quoique constante, de la part des personnes migrantes. La rhétorique majoritairement diffuse parmi les riverains de la rue *Tenda* est le manque de sécurité pour leurs enfants à cause de la présence des migrants. La réponse de l'administration communale est l'installation d'un parc pour enfants, entouré d'un périmètre de sécurité.



Figure 15 Parc pour enfants entouré de grillages, quartier des Gianchette, Vintimille, mars 2019. Photo de Nina Bacchini

Le même sort est appliqué au périmètre du parking des *Gianchette* où, à la suite de l'éviction du campement informel sous le pont, un grillage est positionné afin d'en empêcher l'accès : le lendemain, le grillage est coupé, vraisemblablement par les solidaires, ouvrant ainsi un passage vers le pont. A partir de ce moment, ce grillage servira à plusieurs reprises pour accrocher des pancartes, des banderoles et des desseins, rendant visible la matérialisation d'une frontière dans la ville.

En ville, les contrôles de police sont fréquents et ils se concentrent sur les lieux majoritairement fréquentés par les personnes migrantes. A plusieurs reprises, des dispositifs fixes de contrôle fonctionnant 24h24 et 7j7, ont été situés dans les deux parkings de la rue Tenda et en face de la gare des trains.

La police est toujours à la gare, dans la rue Tenda... Mais ici à Vintimille la police est partout. Avant moi aussi je me faisais contrôler jusqu'à trois fois par jour, trois fois ! [...] Aux étrangers ils contrôlent tout, les documents, les poches, si t'as un sac, le sac, tout ! Aux italiens seulement les documents. Mais ce n'est pas toujours pour eux, s'il n'y a pas d'étrangers ils contrôlent les Italiens. Quand il y a les étrangers ils contrôlent les étrangers » (Entretien avec Selim réalisé en italien, à Vintimille, 12/12/2019, traduit par moi-même¹¹³).

Les pratiques mobiles de surveillance, à travers les voitures de police et les patrouilles d'agents des forces de l'ordre, investissent le quotidien du paysage urbain, aussi à travers les bruits des sirènes, qui constituent le paysage sonore de la ville.

Vers la fin de l'été 2017 Majid, un ami, un jeune garçon originaire du Soudan, qui habitait dans le campement informel sous le pont de la rue *Tenda*, venait de terminer un dessin, réalisé avec le matériel apporté par une association. Il m'offre le dessin, en souriant, probablement satisfait de son œuvre et il me dit : « it's a present for you ». Ce sont des moments de ce type qui constellent les relations et les échanges à la frontière et qui, souvent, prennent la place des conversations, difficilement praticables à cause des barrières linguistiques.

¹¹³ Langue originelle de l'entretien : «La polizia è sempre in stazione, in via Tenda... ma qui a Ventimiglia la polizia è ovunque. Prima anch'io mi facevo controllare tre volte al giorno, tre volte. (...) Agli stranieri controllano tutto, i documenti, le tasche, se hai uno zaino, lo zaino, tutto! Agli italiani solo i documenti. Ma a loro non sempre, quando non ci sono stranieri controllano gli italiani. Quando c'è stranieri controllano stranieri?».

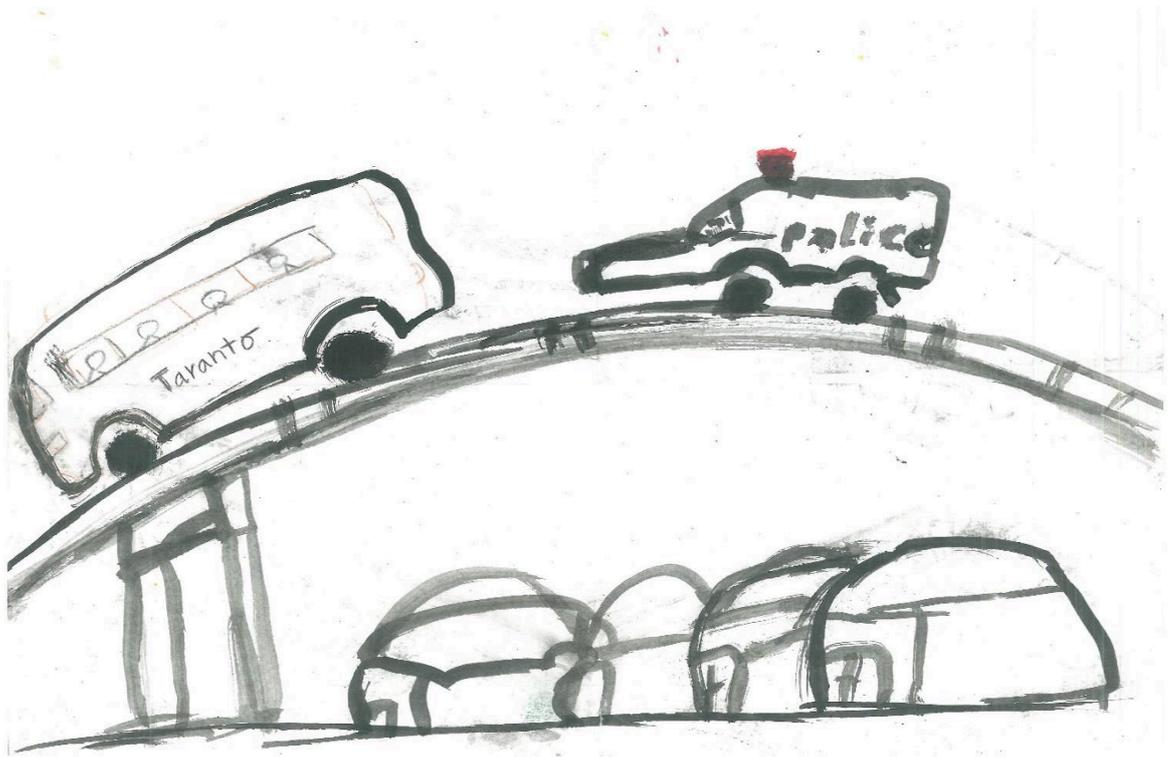


Figure 16 Habiter et répression, dessin réalisé par Majid, Campement informel de Vintimille, Septembre 2017.

Le dessin m'a tout de suite interpellée à cause de la simplicité avec laquelle Majid venait de représenter ce qui signifiait pour lui le quotidien de la ville frontalière. J'ai eu tout de suite la nette sensation que la représentation de son habitant n'était pas dissociable de la scène répressive, représentée dans la partie supérieure du dessin. Le campement informel, illustré par les quatre tentes au-dessous du viaduc, est dominé par la camionnette de police escortant le car destiné au transfert forcé des personnes dont le profil apparaît dans les fenêtres du véhicule. D'un seul coup, Majid représente les deux moments ambivalents qui composent l'expérience des migrant.es en ville : l'attente et la mobilité forcées.

Si la pratique des contrôles est organisée sur la base du *racial profiling*, les contrôles de police peuvent être dirigés aussi, quoiqu'en moindre mesure, envers les solidaires : il peut arriver d'être contrôlé plusieurs fois dans une seule journée, pendant les activités en ville telle le moment de la distribution de nourriture mais aussi dans la rue. Cet aspect est constamment communiqué aux nouveaux activistes qui viennent passer du temps à la frontière, afin de les prévenir : « soyez tranquilles... c'est normal ! » c'est une phrase que je me suis moi-même retrouvée à prononcer plusieurs fois.

Le degré de militarisation de la ville a été particulièrement accentué pendant les opérations de « décompression de la frontière » : des rafles collectives étaient organisées, en moyenne deux

fois par semaine, afin de remplir les bus qui partaient en direction des *hotspot* du Sud de l'Italie, le plus souvent vers celui de *Taranto*. Les solidaires ont toujours dénoncés ces transferts forcés, se référant à celles-ci avec le terme historiquement significatif de « déportations » et en les jugeant inutiles et dégradantes pour les personnes. Inutiles car une fois arrivées à *Taranto*, les personnes reprenaient tout simplement le chemin et retournaient à Vintimille dans l'espace de quelques semaines, voire quelques jours. Dégradantes car le trajet durait plusieurs heures (dix heures en moyenne) et plusieurs témoignages reportent que, pendant ce temps, les personnes n'avaient pas la possibilité d'aller aux toilettes. Pendant cette période, l'observation du mécanisme des transferts forcés figurait parmi les activités principales de *Progetto 20k* : cette activité de *cop-watching* visait à comprendre la fréquence de ces opérations, les modalités des arrestations, les profils des personnes déportées. L'objectif était prioritairement de comprendre et garder trace d'une pratique vouée à invisibiliser les personnes, à travers leurs mobilités forcées.

Pendant les « jours de Taranto », lorsque la présence du bus destiné au transfert forcé des migrants vers le Sud de l'Italie est constatée par les migrants, la vie est comme suspendue : les personnes se réfugient sous le pont ; rares sont ceux et celles qui sortent de cet endroit, prenant ainsi le risque de sortir en ville. C'est quoi qu'ils et elles risquent concrètement ? D'être contrôlés, arrêtés et bien sûr, déportés. Les lundis, mardis, mercredis matin, jusqu'à 15 heures une multitude de gens convergent sous le pont. Les petits-déjeuners à Caritas sont boycottés, craignant les rafles dans la petite ruelle qui amène au local de l'organisation, ce qui est déjà arrivé. Parfois les solidaires préparent alors un petit-déjeuner improvisé sous le pont et essaient de remplir le temps des personnes bloquées dans cet espace. Tous les programmes du jour qui impliquent sortir du pont seront reportés après 15 heures (Notes du carnet de terrain, 20/11/2018).

Se promener dans la rue devient alors une pratique risquée, notamment dans certains moments du jour et en proximité de certains lieux. Or, le risque d'être arrêté et transféré à *Taranto* était présent aussi à l'intérieur du camp de la Croix Rouge ainsi que sur la route qui connecte la ville au camp.

Quand tu dors dans le camp mais tu ne fais pas demande d'asile, la police vient à l'intérieur du camp et te ramène immédiatement à Taranto. Même si tu ne crées pas de problèmes, la police vient à l'intérieur au camp ou t'attrape sur le chemin pour aller au camp et te ramène à Taranto (Entretien réalisé en italien avec Zouir, 16/12/2019, traduit par moi-même).¹¹⁴.

¹¹⁴ Langue originelle de l'entretien : «Quando tu dormi dentro al campo roya ma non fai asilo viene la polizia, ti viene a prendere dentro al campo e ti portano subito a Taranto. Anche se non fai casino la polizia viene dentro al campo o ti prende sulla strada per andare al campo e ti porta a Taranto».

Ce témoignage nous rappelle encore une fois le complexe rapport qui lie contrôle et humanitaire comme deux facettes de la même médaille.

Un autre élément qui compose le spectacle de la frontière est la récupération politique de groupes et partis de droite voire d'extrême droite, qui ont choisi le lieu hautement symbolique de la frontière pour porter des discours d'ordre nationalistes, racistes, identitaires, en défense des frontières étatiques et européennes et contre l'immigration clandestine. A titre d'exemple, pendant l'expérience *des Balzi Rossi* à Pont Saint Ludovic, le poste frontière est devenu la destination de manifestations politiques opposées. Dès la soirée du dimanche 14 juin 2015, une douzaine de manifestants de Génération Identitaire sont arrivés près de la frontière avec une banderole rouge sur laquelle on pouvait lire : « *No Way. Vous ne ferez pas de l'Europe chez vous* ». Du côté français, d'autres représentants de partis politiques de droite nationaliste sont ensuite arrivés. Par exemple, trois représentants du Front national sont arrivés, le matin du 20 juin 2015, près des falaises de *Balzi Rossi* : ici, Jean Jacques Guithal, à l'époque conseiller municipal du Département des Alpes Maritimes, a pendant un entretien affirmait que dans ce lieu, avec la complicité des autorités politiques locales, un *no man's land* avait été créé. Guithal affirmait aussi que la France ne pouvait pas accueillir les personnes bloquées à la frontière, et que la solution résidait plutôt dans la fermeture des frontières, le retour des frontières, le retour à la souveraineté nationale, l'arrêt de la libre circulation dans l'espace Schengen.

En effet, la fermeture de la frontière française en 2015 a contribué à visibiliser et relancer le débat anti-immigration propre de la droite européenne. En juillet 2018, par exemple, une journée de jumelage a été organisée entre les mouvements de jeunesse de la *Lega* et le Front national, terminée sur le pont San Ludovico avec une banderole sur laquelle on pouvait lire : *Basta immigrazione – Stop Immigration*. La *Lega*¹¹⁵ et le Rassemblement national (jusqu'en 2018 Front national) ont participé à des actions de protestation communes et se sont présentés comme des alliés aux élections européennes de 2019 : les affiches reproduisant les visages de Matteo Salvini et de Marine Le Pen remplissaient les murs de Menton.

¹¹⁵ Originellement le parti s'appelait Lega Nord et présentait des positions sécessionnistes du Nord de la péninsule à l'égard de l'arrière Sud ; en 2017 une opération de renouvellement de l'identité du parti change le nom et, en partie, le statut de ce dernier qui devient ainsi *Lega* et qui, guidé par son leader Matteo Salvini, arrive à gagner des positions de gouvernement. Le slogan du parti à partir de cette date sera « les Italiens d'abord », en se référant pour la première fois à tous les italiens, dans une vision politique typique de la droite populiste, nationaliste et souverainiste.

Dans le panorama strictement italien, la *Lega* s'est plusieurs fois organisée pour protester contre la gestion des personnes refoulées : en mars 2017 le viaduc ferroviaire de Rue *Tenda* fut le lieu choisi pour la manifestation, un lieu hautement symboliquement en tant que point de passage des trains à destination de la France. Certaines des personnes présentes s'étaient attachées aux pylônes du viaduc avec des chaînes afin de dénoncer : « nous sommes prisonniers dans notre propre maison, parce qu'ici les gens ont peur de sortir de chez eux », comme expliqué par Andrea Spinosi, secrétaire de la *Lega* à Vintimille, devant les caméras des chaînes de télévision.

A l'occasion d'une visite à Vintimille, Matteo Salvini, venu pour soutenir la candidature de Flavio di Muro aux élections générales du 4 mars 2018, a affirmé que l'immigration était le premier problème de Vintimille. En effet, l'enjeu de l'immigration constituait un chapitre entier du programme électoral de Gaetano Scullino, candidat à la mairie pour les élections municipales de 2019 avec une coalition de centre-droit. Le texte dit : « Il faut agir immédiatement sur la gestion [...] des immigrés et le sentiment d'insécurité que ressentent les citoyens de Vintimille ». La *Lega* aux élections locales de 2019 a été le premier parti avec 20,7 % des voix. Une fois élu maire et obtenu la délégation à l'immigration précédemment détenue par la *Lega*, Scullino publie une ordonnance qui introduit l'« interdiction de bivouaquer sur le territoire municipal » et des restrictions à la consommation de boissons alcoolisées, met en place des opérations de surveillance et promet l'ouverture d'un centre d'accueil et de transit¹¹⁶. A côté des passerelles électorales des partis de gouvernement, les actions de ces groupuscules d'extrême droite est sans doute plus inquiétante. En 2017, Casa Pound a également organisé un stand d'information autorisé dans la rue *Roma*, dans le centre de Vintimille, visant à présenter le mouvement et à parler « d'immigration » ; en décembre, le groupe a affiché une banderole dans la Rue *Tenda* avec les mots « Assez de dégradation et d'immigration. *Riprendiamoci Ventimiglia*¹¹⁷ ». Dans le côté Nord de la frontière franco-italienne, une action spectaculaire et démonstrative prend pied sur le Col de l'Echelle (1762 m) : le samedi 21 avril 2018 à 9 heures, une centaine de militants de Génération identitaire, venus de plusieurs pays européens (France, Italie, Allemagne, Autriche) ont pris position au col de l'Echelle, à 25 km de Briançon dans les Hautes-Alpes, afin de barrer la route aux migrants clandestins. Avec l'aide d'une surveillance

¹¹⁶ Evoquée à plusieurs reprises, l'ouverture d'une structure d'accueil n'a jamais été réalisée. Le mandat du maire Gaetano Scullino (2019-2024) terminera deux ans avant sa fin officielle à cause d'une motion de césure de la part des partis de gauche et de droite, quoique ces derniers avaient soutenu Scullino en 2019. A l'heure où j'écris ces pages de nouvelles élections sont organisées dans la commune de Vintimille : Scullino est à nouveau candidat, contre une coalition de partis de droite et une coalition de partis de gauche.

¹¹⁷ Je me sens de traduire cette phrase par « Reprenons Vintimille », un terme qui renvoie à l'idée d'une invasion de laquelle il faut se libérer avec une contre-attaque.

terrestre et aérienne (drones et hélicoptères), les militants ont essayé de bloquer le passage des personnes migrantes. L'hélicoptère portait l'inscription *Defend Europe*, rappelant le nom du mouvement homonyme¹¹⁸. GI est une organisation politique appartenant à l'extrême droite française, suppose l'existence d'une identité ethnique et culturelle européenne, dont elle cherche à assurer la défense contre le métissage. Fondée en septembre 2012, Génération identitaire était à l'origine une branche du Bloc identitaire dissous, lui-même issu du groupe d'extrême droite Unité Radicale. Sur son site Interne, elle se déclare « contre l'immigration de masse » et « en guerre contre tous ceux qui veulent nous arracher à nos racines¹¹⁹ ».

Les actions organisées par la politique électorale et des partis, ainsi que des organisations autonomes, contribuent à alimenter les côtés alternativement claires et sombres de la frontière, jonglant entre son caractère performatif et son quotidien banalisé de violences et de brutalités. Les solidaires ont aussi organisé plusieurs manifestations et *sit-in* en ville et au niveau des douanes frontalières, avec une revendication totalement opposée à celle des organisations citées jusqu'ici : les frontières en tant qu'« à défendre » pour les premiers et « à abattre » pour les deuxièmes. Les lieux choisis pour l'expression de ces actes performatifs correspondent à des lieux généralement visibles ou symboliques dans l'imaginaire citoyen de la frontière.

En 2017 Marine Le Pen visite le poste-frontière de Pont Saint Louis à l'occasion du deuxième tour des élections présidentielles. L'interview aux journalistes de la candidate frontiste se déroule devant les containers utilisés en tant que lieux d'enfermement pour les personnes non admises sur le territoire français, dans l'attente des démarches de refoulement vers le territoire italien. Cet objet matérialise le concept de la frontière par excellence ; ce n'est pas un hasard qu'il constelle tous les *borderscapes* d'Europe : le container, que nous retrouverons dans le sous-chapitre sur le camp d'accueil, représente la condition d'exceptionnalité, précarité et différentialité dans laquelle sont soumises les personnes qui tentent de traverser les frontières d'Europe. Le container peut assumer la fonction de maison, de lieu d'enfermement, de zone d'attente, de stockage et transport des marchandises, selon les besoins. A Pont Saint Louis le container est appelé « congélateur » ou « prison » et les différents entretiens réalisés restituent l'image d'un endroit sale, froid et indigne.

¹¹⁸ Une autre action directe, cette fois contre les ONG qui effectuent des sauvetages en mer, a été organisée en 2017 avec le soutien d'un navire portant également l'inscription *Defend Europe* et une banderole rouge "*No Way*". *Defend Europe* rassemble divers membres de l'extrême droite et de la droite européenne ; elle s'est constituée en tant qu'association en Italie en 2015. GI a été dissoute en mars 2021 par le Conseil des ministres français, pour incitation à la haine, à la discrimination raciale et à la violence à l'égard des étrangers et des musulmans.

¹¹⁹ Voir : <https://generationidentitaire.org/le-mouvement/> (dernière consultation, 25/06/2022)



Figure 17 Container, bureaux de la Police aux Frontières au poste-frontière de Pont Saint Louis, Menton, 2018. Photo de Emanuela Zampa.

Pendant plusieurs occasions, des représentants de partis du Parlement européen se sont vu refuser des demandes des visites à l'intérieur de ces endroits¹²⁰. Seulement les personnes qui ont été refoulées peuvent témoigner de ce qui se passe dans ces lieux et dès qu'elles en sortent, souvent, racontent de leur expérience : dans plusieurs occasions, certaines d'entre elles ont réussi à tourner des vidéos ou prendre des photos, afin de démontrer l'authenticité de leurs discours. *Progetto 20k* a publié quelques-unes de ces témoignages¹²¹ afin de dénoncer le non-respect des droits des personnes. La personne qui parle dans la vidéo raconte que les personnes y sont traitées comme des animaux ; « les policiers t'insultent, ferment les portes et ne donnent pas à manger, il y a de l'eau (au sol), c'est sale pour dormir, il n'y a pas de couvertures, ils ne te donnent pas tes vêtements, ils ne te donnent pas les cigarettes ». Pendant qu'il raconte son témoignage, les images qu'il a tournées montrent des personnes qui dorment sur des bancs en aluminium, des robinets de l'eau cassés, des toilettes chimiques. Plusieurs associations ont

¹²⁰ Dans le rapport de Anafé de 2020, Adeline Hazan, contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, rapporte ainsi : « j'ai été saisie récemment par quatre députés européens qui, à la frontière franco-italienne, ont voulu visiter les locaux de la PAF de Menton et à qui on a refusé l'accès en disant qu'il ne s'agissait pas de zone d'attente mais d'un « espace de mise à l'abri », ce qui n'exigeait pas les mêmes conditions d'accès pour les députés, Anafé, 2020 : 51).

¹²¹ Voir : https://fb.watch/kFUPvKfap_/

dénoncé que dans ces « zones d'attente » aussi des personnes blessées et malades, des femmes enceintes et bébés de à peine quelques mois y sont enfermés.

4.4 Les frontières sanitaires et les maladies de frontières

Au cours des années, j'ai effectué plusieurs accompagnements de personnes sans documents auprès des hôpitaux du territoire : les trois principaux sont celui de Bordighera, de Sanremo et de Imperia. Le premier est le plus proche de Vintimille, qui en ne dispose pas : environ 4 kilomètres séparent la gare de Vintimille à cet hôpital ; 37 km pour l'hôpital de Sanremo ; environ 50 km pour celui de Bordighera. La distance des structures hospitalières résulte un problème non négligeable pour les riverains de Vintimille et notamment pour les personnes migrantes qui ne possèdent pas les moyens pour se déplacer autonomement. Pour cette raison, une des activités mises en jeu par les solidaires est l'accompagnement avec ses propres moyens vers les hôpitaux du territoire.

Ce matin j'ai accompagné une femme enceinte de 9 mois à l'hôpital de Sanremo [spécialisée en gynécologie, NdA]. Elle habite dans le campement informel sous le pont. J'ai dû l'accompagner pendant toutes les visites car il n'y avait pas de traducteurs ou d'interprètes de langue arabe. Le docteur lui communique que l'accouchement est prévu pour la semaine suivante et lui fixe un rendez-vous 5 jours après pour l'hospitalisation en vue de l'accouchement. Sur la route du retour, je lui propose de l'accompagner au rendez-vous de la semaine suivante. Elle me répond qu'elle ne se présentera pas. Cette même nuit elle tentera de passer la frontière, elle veut accoucher en France, elle veut que son bébé naisse en France (Notes du carnet de terrain, 14/03/2019)

Ces notes de terrain sont utiles pour comprendre les manques concernant le droit à la santé : l'absence structurelle de médiateurs culturels et de traducteurs dans les hôpitaux et ses services rend limité l'accès et la compréhension des soins et demande la présence de personnes tiers italophones. En outre, la détermination d'accoucher en France vient également dans une fausse croyance (assez répandue) à l'existence du droit de sol en France : le fait que le bébé naisse en France devient alors un objectif afin d'obtenir les papiers pour tout le ménage. Nous pouvons donc en conclure que les politiques des frontières poussent les personnes à prendre des risques (dans ce cas spécifique, pour la femme enceinte et pour le bébé qui n'est pas encore né) afin d'accroître les chances de réussite du projet migratoire. Les partis de droite et les rhétoriques

racistes tendent à culpabiliser les personnes qui risquent leur vie et celle des autres¹²². Or, il est urgent de renverser cette narration pour essayer de comprendre les raisons de ces gestes extrêmes. Concernant la question des grossesses des femmes migrantes, cette question est encore plus brûlante car c'est « le corps des femmes qui devient le champ de bataille au sein duquel l'on combat la guerre aux immigrés » (Khoosravi, 2019 : 200). Entre novembre 2016 et juillet 2017, Médecins Sans Frontières (MSF) a activé une mission de premier support psychologique et une mission sur la santé reproductive des femmes. Dans le rapport, publié en 2018, nous pouvons lire :

« Dans les premiers sept mois de l'année 2017 l'Eglise des *Gianchette* a hébergé plus de 1.060 femmes. Parmi les 435 femmes visitées par MSF, 79 (19%) sont résulté en état de grossesse. Afin d'optimiser leur prise en charge, un protocole d'entente a été signé avec le planning familial de Vintimille qui prévoit la réalisation d'une visite gynécologique, échographique, examens routiniers et contrôle des résultats dans un ou deux jours, en considération de la courte période de permanence des femmes en ville : tout cela dans un régime de STP¹²³, relâché directement par le planning familial. Treize femmes ont été identifiées en tant que victimes de violence sexuelle, cinq desquelles en état de grossesse » (Rapport Médecins Sans Frontières, 2018 : 15, *traduit de l'italien par moi-même*¹²⁴).

Mettre en lumière la double condition d'oppression vécue par les femmes migrantes signifie combattre « l'(in)visibilité continue » (Morokvasic, 2011) dont elles font l'objet. D'une part, l'invisibilisation des femmes dans les études sur les migrations amène à penser à la migration comme un fait d'hommes. De l'autre, la récente visibilité des femmes migrantes les exposent à

¹²² En 2023 le ministre de l'Intérieur italien Piantedosi fait des déclarations très graves, à la suite d'un naufrage advenu dans la nuit entre le 25 et le 26 février 2023, sur les côtes de la ville de Cutro (Calabre), à l'occasion duquel entre 70 et 100 personnes ont perdu leur vie. Piantedosi déclare : « Le désespoir ne peut jamais justifier des conditions de voyage qui mettent en danger la vie de ses enfants ». Ce type de déclaration, proférée par une figure institutionnelle telle un ministre de l'Intérieur, s'insère dans une opération de communication agressive et dangereuse, visant à déresponsabiliser l'Etat Italien du massacre de Cutro et à culpabiliser les migrants eux-mêmes, en restituant l'image de personnes irresponsables voire criminelles prenant des risques inutiles pour eux et leurs enfants.

¹²³ Le code S.T.P. est l'acronyme de « Étranger temporairement présent ». Introduit en 1998 par la loi consolidée sur l'immigration. Il permet à un étranger présent sur le territoire qui n'est pas en conformité avec les règles de séjour (par exemple, les migrants en transit vers un autre État membre de l'UE) de recevoir des soins urgents, des soins essentiels et périodiques, de premier niveau et au-delà, par le Service national de santé (SSN). Le STP remplace donc le code fiscal, octroyé à toute personne en situation régulière et est calculé lors d'un premier accès aux urgences par exemple.

¹²⁴ « Nei primi sette mesi del 2017 la parrocchia delle Gianchette ha ospitato più di 1.060 donne, 226 (21%) di età inferiore ai 15 anni. Delle 435 donne visitate da MSF, 79 (19%) sono risultate in stato di gravidanza. Per ottimizzare la loro presa in carico è stato siglato un protocollo d'intesa con il consultorio di Ventimiglia che prevede l'espletamento di visita ginecologica, ecografia, esami di routine e controllo dei risultati in uno o due giorni, in considerazione del breve periodo di permanenza delle donne nella città: il tutto in regime di STP, rilasciato dallo stesso consultorio. Tredici donne sono state identificate come vittime di violenza sessuale, cinque delle quali in stato di gravidanza ». Le rapport s'intitule « *Fuori campo*. Etablissement informels, marginalité sociale, obstacles à l'accès aux soins et aux biens essentiels pour les migrants et les réfugiés » : <https://www.medicisenzafrontiere.it/wp-content/uploads/2018/06/Fuoricampo2018.pdf>

une narration victimisant, mettant en relief leur condition de vulnérabilité, comme trait spécifique de l'expérience féminine de la migration :

« Leur visibilité demeure sélective, partielle et partielle : elles sont plus visibles comme dépendantes, souffrantes et victimes qu'en tant que protagonistes actives et indépendantes des migrations » (Morokvasic, 2011 : 28).

Depuis quelques jours nous hébergeons chez nous une personne, un homme soudanais. Nous l'avons rencontré sous le pont et il allait très mal, il bougeait avec beaucoup de difficultés et il souffrait terriblement à cause de douleurs répandus sur tout son corps. Une fois à la maison, nous avons remarqué qu'il ne mangeait pas, il n'allait pas aux services, il arrivait à peine à boire de l'eau. Nous avons décidé de l'accompagner à l'hôpital de Bordighera. Il en est sorti après une heure, avec un diagnostic de migraine et cervical. Un ou deux jours après il allait encore pire. Cette fois-ci nous l'avons accompagné à l'hôpital de Imperia : il en est sorti avec un diagnostic beaucoup plus grave et les médecins nous ont communiqué que s'il attendait encore quelques jours pour se faire soigner son pronostic vital aurait été engagé. Nous étions choqués. (Notes du carnet de terrain, 05/05/21).

Si dans les urgences l'accès aux soins pour les migrant.es est entravé par des carences systémiques (qui concernent le système sanitaire national dans son ensemble, à partir du manque de médecins et personnels rendant les pratiques sanitaires rapides et insuffisantes) et par une négligence dramatique dans les soins envers cette catégorie de personnes, c'est dans les services de psychiatrie que la réalité est encore plus violente. Ici, la question de la langue devient encore plus grave. Sans la possibilité de communiquer les personnes ne sont pas en mesure de recevoir des soins adaptés à leurs besoins et, souvent, subissent des thérapies qui se traduisent dans une obligation aux soins. Le risque est alors à la fois une médicalisation accrue à partir de symptômes qui ne sont pas correctement analysés, ou encore une prise en charge insuffisante qui amène à remettre les personnes souffrantes dans la rue, sans aucun suivi de leur état de santé. De plus en plus, notamment depuis les deux dernières années, les activistes sont confronté.es à cette réalité : il n'est pas rare de rencontrer en ville des personnes dans des états confusionnels, agressives, catatoniques. Dans certains cas, il arrive de décider de les héberger afin d'éviter de les exposer à la violence de la rue et aux conditions hygiéniques et sanitaires dramatiques intrinsèques à l'habiter informel. Or, il arrive aussi de rencontrer des personnes ayant fait l'expérience de traitements psychiatriques dans des services du territoire de frontière.

Luciano me raconte que nous hébergions un homme qui venait de recevoir un dépôt¹²⁵ en France. Il a réussi à traverser la frontière mais, une fois arrivé en France, il a été arrêté

¹²⁵ « Dépôt » est un terme qui désigne une thérapie pharmaceutique administrée via injection directement dans les muscles d'un médicament à libération prolongée. Généralement, il est administré une fois par mois, voire une fois

par la PAF. C'est ici qu'il a fait l'objet d'un dépôt, à la suite duquel il avait été renvoyé en Italie. Luciano le rencontre pendant la distribution des repas : état catatonique, hypersalivation, état confusionnel. Ses conditions l'alertent et pour cette raison il décide de l'héberger pendant qu'il essaie de comprendre ce qu'il lui est arrivé. C'est grâce à la consultation téléphonique avec un psychiatre qu'il reconstruit son affaire. (Notes du carnet de terrain, 01/12/22).

Ces notes témoignent un degré de violence institutionnelle qui passe par l'indifférence des services médicaux dans la (non) prise en charge de personnes en situation de vulnérabilité sanitaire et de précarité sociale : la personne recevant une thérapie pharmacologique et condamnée à vivre dans la rue est exposée à la violence et à la précarité matérielle qui ne peut qu'aggraver un état de santé déjà critique. Pour cette raison, le discours médical ne peut pas être dissocié d'un discours sur les conditions matérielles et sociales des personnes : dans le contexte de la frontière, les conséquences de cette dissociation de ces discours se traduit en une aggravation des symptômes. L'anthropologie médicale parle de « déterminants sociaux de la maladie ».

Consommation d'alcool, dépendance de drogues et produits psychotropes, dépression et dépaysement, négligence vis-à-vis de soi-même et du milieu, sentiment de retard social (par rapport aux cycles « traditionnels » du mariage et de la filiation, notamment), perte de temps, continuel « retours à zéro » (Le Courant, 2014 : 7) : voici quelques variables d'une attente qui, à cause des conditions dans lesquelles elle est expérimentée, devient pathologique. Les corps en attente sont soumis à l'épreuve du temps élastique, qui alterne des moments d'inactivité statutaire et d'immobilisme physique et social, et des moments d'accélération soudaine, qui doivent faire objet d'une réaction immédiate. Les habitants temporaires des frontières contemporaines réunissent des maladies propres à la marginalité et aux espaces de non-droit. Ces maladies ou problèmes sanitaires sont dictés par plusieurs facteurs. L'insouciance ou l'impossibilité de répondre aux conditions hygiénique-sanitaires : galle et infections dermatologiques à la suite du non traitement de la maladie ; problèmes dermatologiques à la suite de lésions ; problèmes gastro-intestinaux dus à la consommation d'eau non potable (l'eau du fleuve Roya dans le cas de Vintimille) ou de nourriture périmée ou non adaptée ; douleurs des membres inférieurs à cause de chaussures trop petites ou de parcours à pied trop longs et non adaptés aux capacités physiques des personnes (notamment à la frontière de Turin-Briançon, le problème des membres congelés à cause des heures de marche sur les Alpes

tous les trois mois et souvent préféré en cas de mauvaise observance des traitements médicamenteux. Du point de vue de l'anthropologie médicale, le dépôt est utilisé afin d'éviter la relation thérapeutique.

enneigées). D'autres problématiques surgissent à cause des violences de ces espaces de non-droit qui se multiplient aux périphéries de nos villes contemporaines : blessures (y compris très anciennes) par arme à feu ou autres types de percussions corporelles (souvent perpétuées par les forces de police aux frontières), bagarres ; accidents advenus pendant le parcours et/ou aux passages des frontières, qui deviennent de plus en plus dangereux et mortels. Pour ne pas parler des traumatismes subis (viols, agressions, tortures, traite, actes de sorcellerie). Toutes ces problématiques sanitaires ont été observées et répertoriées en suivant le travail de médecins et infirmiers bénévoles prêtant leurs services aux migrants transitant à Vintimille¹²⁶, ainsi qu'en accompagnant personnellement les personnes auprès des services d'urgences du territoire.

La question des traitements sanitaires, obligatoires ou volontaires qu'ils soient, qui impliquent une thérapie pharmacologique assume une importance cruciale dans les territoires de frontière. Si dans ces lieux la capacité de rester en mouvement est un prérequis fondamental pour la réussite du passage de la frontière, le corps ralenti, raidi, anesthésié, drogué devient un obstacle et une cage au même temps. Dans ce sens, nous pouvons encore une fois mobiliser la lecture dialectique du mouvement en tant que forme de subjectivation et de l'attente (stérilisée par le médicament qui immobilise sur la frontière) en tant que forme d'assujettissement. Dans ce sens, les drogues et l'alcool assument alors un rôle fondamental : ils permettent de maintenir en mouvement des corps ralentis (premièrement par les politiques de frontière). Il n'est pas un hasard que dans les territoires de frontière ces substances soient largement répandues et deviennent une énorme source de profit pour les réseaux des trafics frontaliers.

Dans ce scénario, où l'indifférence du service sanitaire national règne souveraine, les militants dénoncent aussi une indifférence de la part des ONG qui mettent en place des actions insuffisantes, non continues, caractérisées par un *turn over* permanent des opérateurs ne facilitant pas la relation avec les personnes souffrantes qui nécessitent une prise en charge. Dans ce sens, les corps souffrants est le lieu d'inscription des politiques d'immigration et de gestion des frontières. Ils demandent de penser aux frontières entre folie et raison, entre privilège et oppression, entre mouvement et bloc en tant que questions politiques directement produites par la frontière.

¹²⁶ Ces bénévoles- les *medici volontari del Ponente Ligure*, à savoir les « médecins bénévoles du Ponant Ligure »- avaient mis en place un cabinet médical « de fortune » sous le pont, au sein d'une tente installée à ce propos. Lire l'un de leurs communiqués ici : https://www.meltingpot.org/Ventimiglia-Prima-della-neve.html#.XNWKZKQ6_IU (dernière consultation le 20/05/2020).

4.5 Les frontières administratives : Commissariats e Questure

Lors des pratiques de refoulement, la police italienne délivre aux personnes refoulées un document, à savoir un procès-verbal communiquant que :

« Le ressortissant susmentionné est invité à se présenter au l'Ufficio Immigrazione della Questura di Imperia, à partir de la notification du présent acte administratif entre trois jours, muni de passeport en cours de validité ou autre document équivalent, pour évaluer et /ou entamer les procédures prévues à la suite de sa propre position irrégulière de séjour sur le territoire National. » (*Document de la Polizia di Stato, Zona Polizia di frontiera, Settore Ventimiglia, recueilli sur le terrain lors d'un refoulement d'une personne nigérienne*).

Parfois, sur le terrain les personnes refoulées demandent aux solidaires d'expliquer ce document quoique le plus souvent elles s'en libèrent immédiatement, en réalisant d'avoir entre les mains l'énième pièce du jeu des identifications, expulsions, déportations qui caractérise leur expérience de clandestinité.

Ce document rend tangible la continuité entre le poste-frontière et la ville – la *Questura* de Imperia se trouvant dans le centre-ville. A l'occasion de mes observations et de mes échanges, je peux affirmer que le plus souvent les personnes décident de ne pas se présenter à la convocation, pour peur d'être arrêtées, enfermées et déportées. Sur les chemins de montagne et autour des points douaniers nous retrouvons un grand nombre de ces documents, très souvent déchirés et jetés au sol.



Figure 18 Document déchiré et jeté sur le chemin de montagne appelé "Passo della Morte". Photo de Nina Bacchini.

Faute de moyens nécessaires à mettre en place des accompagnements directs à la *Questura* de Imperia pour toute personne refoulée à la frontière, les démarches de vérification des positions sur le territoire est remise à la personne. Ce mécanisme est similaire à celui des décrets d'expulsion qui demandent que la personne retourne volontairement à son propre pays, dans un délai de 7 jours. L'inefficacité de ces dispositions d'une part, contribuent à multiplier les mécanismes d'irrégularisation des personnes qui resteront néanmoins sur le territoire, d'autre part, elles laissent un espace de manœuvre pour les personnes afin d'échapper aux déportations et aux rapatriements. Ne pas se présenter lors d'une convocation officielle devient une forme de résistance face aux dispositifs répressifs de la mobilité.

Lors de ma permanence sur le terrain, j'ai accompagné Selim à la Questura de Imperia afin de retirer son permesso di soggiorno. On lui dit qu'il y a trop de monde aujourd'hui et qu'il doit revenir dans un mois. Il est très énervé quand on quitte la Questura. Hors de ce lieu il rencontre une policière qu'il a connu et avec qui il est plutôt familier, à la suite des nombreuses fois qu'il a eu à faire avec ce lieu. Il lui explique la situation, elle part à l'intérieur de la Questura et elle ressort avec son permesso di soggiorno. (Notes du carnet de terrain, mars 2020).

Lorsqu'il y a un problème les policiers t'amène à... comment est-ce qu'on dit ? Police station. Le commissariat, quand il y a un problème on t'amène là-bas, mais quand il n'y a pas de problèmes, il suffit [d'avoir] les documents (Entretien avec Selim, 12/12/2019).

Être amené au poste de police signifie que le contrôle de police ne prendra pas fin là où il a commencé (dans la rue) mais il se prolongera au sein de ce lieu fermé.

*Nina. Est-ce que t'as jamais été dans le commissariat de Vintimille ?
Selim. Oui. Quand j'habitais au camp Roya. Il y avait un gars qui était passeur et qui a créé des problèmes au sein du camp. Quand la police est arrivée m'a pris. Ils me demandaient : est-ce que tu connais le passeur ? où se trouve-t-il ? « Je ne sais pas, moi j'étais en train de dormir quand vous êtes arrivé et vous m'avez réveillé, je ne sais rien » ; et eux « Ce gars n'est pas un ami à toi ? » « ce n'est pas un ami à moi, quand il est venu dans ma chambre je lui ai dit de partir. Tu n'as pas de billet [le badge de registration auprès du camp, NdA] et tu vas me créer des problèmes ». La police m'a amené [au poste de police] à 4 heures ou 3 heures 30 du matin et je suis resté là-bas jusqu'à 10 heures 30. Je suis resté 7 heures dedans. Et pendant ces 7 heures ils me disaient « il est où le gars ? » « je ne sais pas » « il est où le gars ? » « je ne sais pas » « Il y a un gars somalien qui a fait des problèmes à l'intérieur du camp, est-ce que t'as vu ce gars ? » « non ». A un moment je leur ai dit "hein messieurs, je ne le connais pas, lui il me connaît pas, moi je vais partir » ; ils m'ont répondu « non tu ne partiras pas, c'est moi qui te dis quand tu vas pouvoir partir, ce n'est pas qui décide quand c'est l'heure de partir », « mais c'est pas moi qui a créé ce problème, c'est une autre personne », « on va te laisser dans le commissariat histoire de te contrôler » (Entretien avec Selim, 12/12/2019).*

Cet extrait d'entretien nous permet de comprendre la dimension d'arbitraire et de perte d'autonomie qui pèse sur les personnes migrantes. De plus, Didier Fassin nous indique que « le contrôle d'identité est un pur rapport de force qui fonctionne comme un rappel à l'ordre – non pas à l'ordre public, qui n'est pas menacé, mais à l'ordre social. Cet ordre social est celui d'une inégalité (...) qu'il faut apprendre dans son corps. La répétition des mêmes expériences dans une routine mortifiante est une véritable éducation physique au cours de laquelle on intériorise sa place sociale » (Fassin, 2011 : 151). Aussi l'intérieur des lieux fermés, les rapports de force sont constamment rappelés : la phrase prononcée par le policier dans cet exemple « *c'est moi qui te dis quand tu vas pouvoir partir* » dévoile des hiérarchies de pouvoir, difficilement négociables.

A partir des mots de Selim, nous pouvons faire un autre constat : l'impossibilité de maîtriser son propre temps est un trait récurrent qui ressort en filigrane dans les discours des personnes.

4.6 Les frontières temporelles

L'expérience migratoire est une expérience temporellement subalterne. Le temps est un élément du régime de frontière qui agit en tant que dispositif de mise en pause, de ralentissement, de décélération comme moments fonctionnels au filtrage et à la sélection des personnes. « Le gouvernement de la mobilité » ne se structure pas uniquement « à travers la mobilité » (Tazzioli, 2017) mais également à travers le temps :

Le long de ces itinéraires, les frontières nationales peuvent être définies comme des dispositifs d'attente qui interrompent, ralentissent et dilatent les trajectoires migratoires ; les personnes sont ralenties plutôt que bloquées, contenues plutôt qu'arrêtées (Tazzioli, Garelli 2018, traduit de l'anglais par moi-même¹²⁷).

Or, ce n'est pas uniquement au niveau des frontières étatiques qui se déploie une différentialité temporelle, mais de plus en plus aussi dans les territoires traversés pour rejoindre les frontières. Si au niveau des postes-frontières les personnes migrantes subissent une halte à leur parcours, souvent concrétisée dans l'enfermement dans des lieux de détention (zones d'attente dans les aéroports, containers, prisons), les marchandises et d'autres catégories de personnes – phénotypiquement *in place* - les traversent sans forcément se rendre compte d'être en train de traverser une frontière. C'est aussi au cœur des villes que les expériences des mobilités diffèrent, d'un point de vue temporel.

S'il est vrai que « le temps ne s'écoule pas au même rythme dans les bâtiments d'une banque mondiale et dans un bidonville » (Mezzadra, Neilson, 2014 :193), la compartimentation de l'espace urbain reproduit ce même décalage : l'attente prolongée habitée dans les marges de la ville contraste avec la vitesse des échanges commerciaux dans les salles de tabac du centre-ville. Si la ville est aussi une question de rythmes urbains, celle des migrant.es est une temporalité dépendante des dispositifs constituant le régime de frontière, des politiques migratoires et d'asile et du capital matériel à disposition du sujet. L'expérience temporelle de l'espace urbain pour les personnes *undocumented* est spécifique aux rythmes dictés par le contexte de frontière. Le rythme veille-sommeil est par exemple souvent inversés à l'occasion des tentatives de passage des frontières : la nuit est le moment préférable pour passer les mailles des contrôles, profitant de la nuit en tant que stratégie visant à augmenter les tentatives de

¹²⁷ Langue originelle : “Along these routes, national borders can be defined as "waiting" devices that interrupt, slow down, and dilate migratory paths; people are slowed down rather than blocked, contained rather than stopped” (Tazzioli, Garelli 2018).

camouflage du corps. Si donc la nuit représente une occasion de traverser la frontière pour les personnes en mouvement, pour les riverains la nuit est le moment de principal risque et peur, pour les trafiquants et les passeurs elle est le moment plus fructueux pour leurs business. La nuit est donc habitée différemment, ce qui indique les usages différentiels des temporalités et les différentes significations que celles-ci peuvent assumer, en fonction des conditions socio-juridico-économiques des subjectivités.

Le rythme nutritionnel est un autre exemple parlant : depuis 2015 à Vintimille les réalités solidaires organisent des distributions gratuites de nourritures dans le parking des *Gianchette*, juste en face du cimetière communal. La précision de la localisation de ce lieu est essentielle pour deux raisons : d'une part, afin d'analyser le symbolisme des espaces où la présence migrante est tolérée : un parking dans une aire périphérique, en face d'un cimetière. D'autant plus qu'au moment de la tempête Alex qui s'abattit sur le territoire frontalier dans la nuit entre le 2 et 3 octobre 2020, beaucoup de débris furent retrouvés en ville le lendemain, portés par la force du fleuve Roya. Comme souvent advient au moment d'une catastrophe naturelle, les travaux de nettoyage furent pris en charge par la population locale aussi. Le parking des *Gianchette* fut utilisé en tant que récolteur de ces débris qui furent accumulés là où normalement advient la distribution des repas, en obligeant les personnes à manger dans une aire encore plus dégradée que d'habitude. Cette scène véhicule, de façon grotesque, l'imaginaire qui réside dans la juxtaposition des « encombrements urbains » (Agier, 2014) tels les ordures, avec la population migrante qui apparaît alors en tant qu' « encombrement humain ».

D'autre part, car les conflits animés par les riverains contraires à la présence ces personnes dans le quartier ont consisté aussi dans la défense de la sacralité de ce lieu, où les personnes pénètrent parfois à la recherche de robinets d'eau potable ou de toilettes gratuitement accessibles. Si d'une part la pratique de la distribution de nourriture est essentielle qui couvre une demande énorme, d'autre part elle établit et impose une temporalité, à savoir l'heure du repas du soir. Les quais jalonnent les espaces de frontière : attendre pour manger, pour avoir une assistance légale ou médicale, pour chercher des habits est un trait commun et récurrent : cette temporalité se matérialise dans la spatialisation de corps en attente. Les quais peuvent être désordonnées, linéaires, vécues pacifiquement ou de façon conflictuelle lorsque par exemple les positions ne sont pas respectées. Le moment de la distribution des repas est une scène ethnographique que j'ai observée de nombreuses fois : *Progetto 20k* a plusieurs fois participé à cette activité, à la fois en distribuant la nourriture et d'autres matériels (habits, sacs de couchage, couvertures) et les conflits occasionnés pendant ce moment ont fait l'objet de réflexions importantes au sein du

collectif sur la nature très souvent dégradante de cette pratique. Ces considérations nous ont amené à privilégier d'autres activités majoritairement vouées à l'autogestion des espaces et des temps des personnes migrantes. Or, les quais d'attente dévoilent des questions intéressantes sur les modalités de gestions des conflits et des temps, sur le dévoilement de stratégies vouées à gérer l'attente, sur les rapports de pouvoir qui établissent et font exister les quais elles-mêmes, sur la spatialisation des corps et son rapport avec l'esthétique de la ville.



Figure 19 Quai pendant la distribution des repas, parking des Gianchette, Juillet 2018. Photo de Nina Bacchini.

Les frontières représentent donc des dispositifs spatio-temporels complexes. Le temps linéaire rentre en crise. Le temps des subjectivités migrantes ne suit pas les mécanismes de l'horloge moderne mais il est géré par le gouvernement des frontières et des politiques migratoires. L'écart qui se crée est énorme : si le système-monde suit une temporalité spécifique à la production et à la consommation des marchandises, dictée par le marché global et ses algorithmes, le migrant est écrasé par cet engrenage temporel qui le laisse en dehors du cours de l'Histoire. Si nous suivons de Martino, la condition de déshistoricisation n'est pas seulement une question d'aliénation mentale mais également des pouvoirs temporels globaux qui interviennent dans l'orientation des vies. Les mêmes mécanismes temporels interviennent dans la production des sujets primitifs, avant et coloniaux, après : lorsque la justification de

l'invasion et du contrôle sur les populations passe par le retard historique dans lequel ces populations sont assignées. Dans ce sens, les sciences sociales, l'anthropologie en tête, ont servi de base aux entreprises coloniales, en offrant un discours scientifique sur l'objectif décalage de certaines populations sur la ligne temporelle, incontestablement linéaire de l'Histoire. Lorsque nous parlons d'une science sociale décolonisée nous nous référons à la nécessité de dévoiler la complicité de ces mécanismes historiques à la lumière de ce qui se passe aujourd'hui, non seulement dans les anciennes colonies mais bien au cœur des métropoles européennes. La globalisation et la vitesse de la production se font aux dépens des temps de vie des personnes qui sont ralentis ou accélérés en fonction des rythmes productifs. Ceci est vrai dans les territoires frontaliers, où le degré de militarisation accentue ces temps d'attente, mais aussi dans les centres d'accueil pour personnes demandeuses d'asile. Or, d'autre part, les migrant.es mettent en action des stratégies vouées à se réapproprier des temporalités qui rythment leurs vies et leurs mouvements. L'attente devient ainsi un temps utile à déployer des stratégies pour capitaliser l'expérience de la frontière. Attente ne signifie donc pas inactivité ; au contraire, elle est composée de mouvements frénétiques et incessants qui donnent lieu à des pratiques d'habiter tout en attendant le bon moment pour partir. Cette dimension de l'attente en tant que temporalité pendant laquelle s'activent des pratiques de subjectivation sera largement explorée dans le prochain chapitre. Retenons pour le moment que :

« La duplicité potentielle de l'attente, tiraillée entre processus de subjectivation et mécanismes d'assujettissement, devient l'un des champs centraux du défi entre l'autonomie et la gouvernance des migrations contemporaines » (Daminelli, 2022 : 19, traduit par moi-même¹²⁸).

4.7 Je suis frontière - I am border

En 2010 Shahram Khosravi écrit « I am border », je suis frontière. L'auteur restitue une auto-ethnographie à partir de sa propre expérience en tant que migrant irrégulier et clandestinisé, avant et de professeur universitaire en Suède après, en rendant évident l'incarnation de la frontière de la part des personnes migrantes. L'auteur analyse le processus qui font que les personnes sont « forcées à être frontière » (p. 170). Les corps deviennent frontières lorsqu'ils font l'objet de mécanismes de filtrage et d'inclusion différentielle par rapport à la place à laquelle ce corps est assigné. Khosravi nous fait part d'une positionnalité incarnée, qui se donne

¹²⁸ Version originelle : la potenziale duplicità dell'attesa, contesa fra processi di soggettivazione e meccanismi di assoggettamento, diventa uno dei campi centrali della sfida fra autonomia e governo delle migrazioni contemporanee (Daminelli, 2022 : 19).

immédiatement à cause d'une esthétique des corps qui préside à l'habitabilité de l'espace urbain. Dans ce sens, le cœur problématique de cette thèse, visant à analyser la reproduction des frontières au-delà des lignes étatiques, acquière tout son sens. Le passage plus brutal consiste dans l'intériorisation de ces mécanismes différentiels : « les sujets marginaux souvent intègrent la perspective dominante, qui favorise l'intériorisation de l'idée de ne pas occuper l'espace de façon légitime » (Borghi, 2020 : 43 traduit de l'italien par moi-même¹²⁹).

Gloria Anzaldúa (1987), décrivant l'expérience des populations *chicanas* transfrontalières, écrit « je suis une femme de frontière » et « celle-ci est ma maison / cette subtile ligne de / barbelé ». Les frontières, dans ce sens, sont à analyser en tant que dispositifs de production de subjectivités, notamment à partir du moment de leur franchissement illégal : le « migrant » devient « clandestin » lorsqu'il pénètre dans le périmètre national et subit l'un de nombreux mécanismes d'irrégularisation (rejet de la demande d'asile, décret d'expulsion, incarcération, perte du travail lié au titre de séjour, etc.). Certains sujets se retrouvent à habiter matériellement la frontière, au-delà du temps nécessaire pour la traverser ; nous pouvons approximativement identifier trois catégories d'habitants de la frontière : les demandeurs d'asile ou réfugiés qui décident d'habiter sur le territoire, les demandeurs d'asile ou réfugiés qui n'ont pas d'autre choix que d'habiter sur le territoire¹³⁰, les personnes qui décident de s'investir dans les réseaux des trafics.

Si le tracement biométrique est fonctionnel au mécanisme du Règlement Dublin sur la base duquel le système d'asile européen s'appuie, l'empreinte digitale dessine la frontière directement sur la peau des personnes migrantes. L'empreinte digitale devient alors une frontière, incarnée et indissociable du corps des personnes en mouvement : c'est à travers elle que la personne peut être identifiée et tracés les déplacements qu'elle a effectués. L'empreinte digitale devient un dispositif frontalier qui s'inscrit sur la peau. De ce fait, l'empreinte digitale devient une technique de marquage permanent du corps, ce qui est notoire avoir servi, au cours de l'histoire, au marquage des populations et du bétail à contrôler. Les esclaves des plantations étaient marqués avec les mêmes instruments servant à tracer les têtes de bétail ; les personnes enfermées dans les camps d'internement du gouvernement nazi étaient marquées avec des

¹²⁹ Version originelle : I soggetti marginali spesso integrano la prospettiva dominante, che favorisce l'interiorizzazione dell'idea di non occupare lo spazio legittimamente (Borghi, 2020 : 43).

¹³⁰ Je me réfère ici aux personnes qui ont présenté une demande d'asile mais qui ne trouvent pas de place dans le système d'accueil, qui n'ont donc pas d'autre choix que de dormir dans la rue et qui choisissent de rester à Vintimille. Si l'hébergement au sein du système d'accueil devrait être garanti à tout le monde dès la présentation d'une demande d'asile, il n'est pas rare que les places ne soient pas disponibles, ce qui démontre l'incapacité de ce système d'absorber toutes les demandes présentées.

numéros tatoués sur la peau. Les continuités historiques des techniques de contrôle laissent présager les effets qu'elles produisent sur les vécus des subjectivités choisies pour les subir. Dans ce sens, les pratiques d'automutilation (consistant généralement en couper ou piquer la peau avec un objet pointu, par exemple, un couteau, une lame de rasoir, ou une aiguille) sont de plus en plus répandues, au sein des CPR - CRA par exemple, visant à résister aux opérations de rapatriements, et donc en tant que pratique vouée à mettre en crise le mécanisme de la machine répressive représentée par l'institution de la détention :

« Ils agissent activement sur leur propre corps dans le but de se rendre "inapte à la détention" - en essayant de se faire des blessures suffisamment graves pour nécessiter une hospitalisation, mais pas au point de compromettre gravement leur santé ou leurs chances d'échapper à l'hôpital. Dans le mince intervalle entre ce "assez pour" et ce "pas tant que ça" (rappelez-vous les objets "pointus, qui ne sont pas extrêmement pointus, mais qui peuvent tout de même conduire au bloc opératoire" dont parle l'infirmière précipitée) se trouvent, pour les détenus, les possibilités de bloquer la machine d'expulsion » (Manghi, 2021:130, *traduit de l'italien par moi-même*¹³¹).

Il n'est pas anodin que certaines pratiques de résistance au régime des frontières consistent en brûler ses propres doigts afin d'effacer toute trace biométrique contenue dans l'empreinte digitale : lutter contre la frontière devient lutter contre son propre corps. : « dans ce sens, les actes destructeurs ou violents pratiqués par les migrants doivent être lus dans une perspective agentique, corporelle et politique » (Ravenda 2011 in Di Meo, 2022, *traduit de l'italien par moi-même*¹³²).

Le même discours est valable lorsque nous analysons les tactiques de camouflage et de mimétisme qui président aux tentatives de franchissement des frontières : dissimuler son propre aspect augmente les chances de passer entre les mailles des dispositifs de contrôle. C'est le cas des pratiques des *harraga*, terme de l'arabe marocain qui désigne les personnes qui partent clandestinement depuis leur pays, après avoir brûlé les papiers d'identité des pays d'origine :

« Dérivé du verbe signifiant "incinérer", ce terme apparaît comme un moyen apparemment paradoxal de rendre l'identification plus difficile et donc d'éviter le risque d'expulsion une fois en Europe (Teriah, 2002) ; mais il marque aussi la volonté de brûler littéralement les identités

¹³¹ Langue originelle: "Essi agiscono attivamente sul proprio corpo nel tentativo di rendersi "non idonei al trattamento" – tentando di procurarsi ferite abbastanza gravi da rendere necessario un ricovero, ma non tanto da compromettere seriamente le proprie condizioni di salute, o le possibilità di fuggire dall'ospedale. Nel sottile intervallo tra questo "abbastanza per" e questo "non tanto da" (ricordiamo gli oggetti "taglienti, che non siano estremamente taglienti, ma che comunque potrebbero portare in sala operatoria" di cui ci parlava l'infermiera sopra citata) si situano, per i trattenuti, le Possibilità di inceppare la macchina dell'espulsione" (Manghi, 2021:130).

¹³² Langue originelle : In questo senso, gli atti distruttivi o violenti praticati dai migranti vanno letti in un'ottica agentiva, corporea e politica (Ravenda 2011).

sociales, culturelles et familiales » (Beneduce, 2008 :513, *traduit de l'anglais par moi-même*¹³³).

L'absence de documents officiels ouvre à la possibilité de déclarer une identité qui ne correspond pas forcément aux données officielles d'état civil : cette pratique permet par exemple aux jeunes adultes de se déclarer en tant que mineurs afin d'avoir des majeures garanties de tutelle de la part du gouvernement. Mezzadra (2014) pointe la nécessité de considérer la prolifération de « figures de la subjectivité dans le point d'intersection entre dispositifs d'assujettissement et pratiques de subjectivation » (p.27). La focale sur le concept de subjectivité est alors essentielle pour comprendre l'émergence de techniques du soi dans un contexte d'assujettissement, comme le régime de frontière. Cette capacité de subjectivation n'est certainement pas lue de façon absolue, quand plutôt dans ses négociations permanentes avec le régime de pouvoir qui la provoque. Le concept de subjectivité :

« Oscille entre le sujet soumis par le pouvoir et le sujet doté du pouvoir de transcender les processus d'assujettissement qui l'ont façonné. Les technologies de gouvernement et les technologies d'émergence du soi sont indissociablement liées » (De Genova et al, 2014 : 83, *traduit de l'anglais par moi-même*¹³⁴).

Lorsque les dispositifs d'assujettissement touchent au corps – lieux de rétention, tracement biométrique – ce dernier devient le champ de bataille de cet affrontement : c'est le corps reclus, emprisonné, enfermé, accroupi, caché, marqué ou mutilé qui devient le théâtre de pratiques de dressage et de processus de résistance.

La production de subjectivités est une opération des frontières. A titre d'exemple, la frontière produit des professionnalités inédites telle celle des passeurs qui sont générées justement à partir de l'existence des frontières et de leurs politiques répressives. A leur tour, la figure du trafiquant, du passeur contribue à créer des hiérarchies de pouvoirs et de privilèges au sein de la population migrante et, par conséquent, contribue à la prolifération de frontières sociales et matérielles. Dans les camps informels, ces frontières sont concrètes et visibles, y compris dans leur organisation spatiale, qui est expression de hiérarchies et de rapports de pouvoir : les passeurs vivant dans le campement informel sous le pont disposaient de capitaux matériels et symboliques pour construire des huttes plus durables et plus chaudes, pour se nourrir de manière

¹³³ Langue originelle : "Derived from the verb meaning 'to incinerate', this term appears to be an apparently paradoxical way of making identification harder and therefore averting the risk of expulsion once in Europe (Teriah, 2002); but it also signals the will to literally burn down social, cultural, and familial identities".

¹³⁴ Langue originelle: Oscillates between the subject as subjected by power and the subject as imbued with the power to transcend the processes of subjection that have shaped it. Technologies of government and technologies of self-emerge are inseparably intertwined.

indépendante, pour recharger leurs téléphones, pour acheter des matériels utiles, tels que des chargeurs de batteries, des générateurs d'électricité, des tentes, etc. Or, si l'économie du trafic est une conséquence directe des limitations aux pratiques autonomes dictés par le gouvernement des frontières, elle trouve son terrain fertile dans les territoires où les besoins, y compris primaires, ne sont pas satisfaits.

4.8 Les frontières de l'humanitaire : le camp Roya

Les frontières de la ville apparaissent aussi là où une approche reconduit les personnes à une condition de subalternité. Dans ce sens, l'émergence des frontières humanitaires (Walter, 2011) est à observer dans la production d'un discours et d'un conséquent approche des personnes migrantes en tant que victimes, envers lesquelles se créent un réseau transnational d'assistance. Néanmoins, cette manière de construire la figure du migrant converge progressivement avec le discours sécuritaire qui construit militairement et architecturalement les frontières. Dans ce sens, le camp de la Croix-Rouge est un cas exemplaire de coexistence des raisons humanitaires et sécuritaires.

Habiter la frontière se traduit dans la recherche d'un abri. Ce dernier peut se rencontrer dans des espaces informels ou dans des lieux spécifiquement conçus pour abriter les personnes migrantes et/ou demandeuses d'asile. Dans l'extrait d'entretien qui suit, Gabriele explique que le campement informel sous le pont peut devenir, pour certaines personnes, un refuge malgré l'insalubrité qu'il comporte.

Toutes ces personnes en marche, en transit sont obligées à se réfugier sous un pont, un pont qui est lu, qui est vu par la population locale comme un lieu de dégradation, comme zone à extirper, non seulement de la part de la population mais aussi des institutions locales car elles ont adoptées de politiques comme la fermeture de l'eau, des poubelles, ordonnances liberticides comme l'interdiction de distribuer à manger et à boire aux personnes sous le pont ; ça c'est un exemple concret, et il faut voir le pont, le dessous du pont de Vintimille comme une zone qui est physiquement marginalisant et limitante car elle marque une distance brute entre la population et ces personnes qui sont de plus en plus criminalisées et marginalisées. Et ce lieu est paradoxalement un de seuls lieux où les personnes se sentent en sécurité, protégées. Et puis il y a aussi le camp de la croix rouge. (Entretien avec Gabriele, activiste de Progetto 20k, réalisé en italien à Vintimille, juillet 2019, traduction réalisée par moi-même).

Pour d'autres personnes, le choix du lieu où trouver un refuge tombe plutôt sur le camp institutionnel géré par la Croix-Rouge italienne. Ce dernier :

Promu par les institutions locales et par la Préfecture, ce camp représente une situation de marginalité car au-delà de se trouver loin du contexte de Vintimille, c'est un camp militarisé, où il y a toujours un nombre élevé de forces de l'ordre et de contrôles, presque pour souligner le fait que c'est un lieu à contrôler, à surveiller, un sort de prison où confiner les personnes (Idem).

Le camp Roya est une structure d'accueil temporaire, défini génériquement en tant que « camp de transit » :

« Afin d'éviter l'apparition de campements illégaux et de réduire la surpopulation qui s'est dans la paroisse de Sant'Antonio, qui a longtemps été un lieu d'accueil pour les migrants, la préfecture a mis à disposition du Réseau ferroviaire italien la zone de Campo Roja et en a confié la gestion à la Croix-Rouge, avec pour mission de mettre en place des services d'accueil temporaire pour les migrants en transit¹³⁵ » (document de rapport du garant national des droits des personnes détenues ou privées de la liberté personnelle, du 22/12/2016, Prot 5/2126 ayant pour objet la visite à l'intérieur camp d'accueil situé à Vintimille – Campo Roja).

De facto, ce camp manque d'une définition juridique précise. Martina Tazzioli reporte un entretien qu'elle a réalisé avec un manager du camp, déclarant :

« “this is not a camp” meaning that “our centre is a space of transit, where migrants can take a rest before moving on and trying to cross. We are not supposed to take care of them, nor to keep them here in detention. Only insofar as they decide to claim asylum, they are fingerprinted, identified and treated as asylum seekers”. » (Tazzioli, 2019 : 163)

Le camp est actif depuis le 16 juillet 2016 ; avant cette date, la Croix-Rouge italienne gérait un autre camp, localisé dans une aire adjacente à la gare des trains de Vintimille, un lieu central et plutôt visible. La relocalisation du camp montre nettement la volonté qui réside derrière cette opération, dans une logique d'éloignement de la présence migrante. Le processus d'éloignement et de confinement de ce camp est produit par la rencontre de deux facteurs principaux, comme Martina Tazzioli nous rappelle. D'une part :

« La dislocation spatiale des camps est en fait une caractéristique assez significative : l'invisibilisation partielle de la présence des migrants sur le territoire se fait aussi par des

¹³⁵Allo scopo di evitare l'insorgere di accampamenti abusivi e ridurre il sovrappollamento che si era determinato nella parrocchia di Sant'Antonio, da tempo luogo di ospitalità dei migranti, la Prefettura ha preso in comodato d'uso da Rete Ferroviaria Italiana l'area di Campo Roja e ne ha affidato la gestione alla Croce Rossa con il compito di allestire servizi di accoglienza temporanea per migranti in transito, <https://www.garantenazionaleprivatiliberta.it/gnpl/resources/cms/documents/6377a6b9628660a3955b03ec1f844b0d.pdf>

mesures de confinement spatial - en déplaçant les camps à la périphérie des centres urbains ou vers la campagne » (Tazzioli, 2019 : 160, traduit de l'anglais par moi-même¹³⁶).

De l'autre, elle suggère que l'asile est ici utilisé comme une « technologie de fixation spatiale (Andersson 2015) : faire une demande d'asile devient la seule façon d'obtenir un support humanitaire, au prix de la liberté de mouvement et de la traçabilité biométrique » (2019 : 158).

En effet, l'accès au camp est soumis à la lecture des empreintes digitales afin de vérifier l'identité de la personne dans le fichier biométrique européen *Eurodac* : seulement les personnes présentant une demande d'asile peuvent être accueillies. Au même temps, le prérequis de la lecture des empreintes digitales se transforme pour beaucoup de personnes dans le refus de se faire enregistrer à l'intérieur du camp :

Les personnes ne vont pas au camp de la Croix Rouge parce qu'elles ont peur de laisser leurs empreintes digitales et d'être ensuite renvoyées à cause de Dublin une fois qu'elles arrivent à passer la frontière (Entretien avec Zouir, Juin 2019, traduit de l'anglais par moi-même¹³⁷).

Si la raison de l'humanitaire (Fassin, 2010) se fonde sur un registre compassionnel et victimisant, elle contribue au même temps à indiquer qui mérite de faire l'objet d'un acte compassionnel et qui ne le mérite pas : la logique morale qui réside derrière au gouvernement humanitaire met en scène un mécanisme paradoxal, en produisant une exclusion, sous le signe d'une protection.

La machine de la protection internationale, traduite par le système de la demande d'asile s'insère pleinement dans la raison humanitaire des états signataires de la Convention de Genève et fonctionne sur la base d'une différenciation, visant à établir qui *mérite* d'être protégé et accueilli, en fonction de l'évaluation d'une histoire individuelle et jamais collective. La distinction entre « réfugié » et « migrant économique » devient alors un instrument fonctionnant comme une pièce de l'engrenage des frontières, donnant lieu à un traitement inégal et différentiel des personnes sur la base d'une évaluation sur les raisons les ayant poussé à faire le choix de quitter son propre pays.

¹³⁶ Langue originelle: « The spatial dislocation of camps is actually quite a significant feature: the partial invisibilisation of the presence of migrants on the territory is also carried out through measures of spatial confinement – by moving camps to the edges of urban centres or to the countryside »).

¹³⁷ Langue originelle : People don't go to the Red Cross camp because they are afraid of giving the fingerprints and then being sent back because of Dublin once they manage to pass the border (Zouir, Palestinian refugee, June 2019).

Dans ce sens, certains auteurs ont parlé de régime ou de politiques de protection (politics of protection) résidant derrière les frontières humanitaires en tant qu'ultérieur élément du gouvernement des migrations :

« Ce régime est truffé de prescriptions précisant comment les "bons" réfugiés doivent se comporter pour pouvoir bénéficier d'une protection : fuir vers l'État le plus proche, rester dans les camps, coopérer pleinement avec les autorités, accepter leurs décisions quelle qu'en soit l'issue, et partir volontairement en cas de rejet de la demande d'asile » (De Genova *et al*, 2014 : 71, *traduit de l'anglais par moi-même*¹³⁸).

La coexistence des raisons sécuritaires et humanitaires donne lieu à la spécificité des camps institutionnels. Si d'une part il est question d'accueillir, de l'autre il s'agit d'assigner spatialement un lieu à la catégorie de personnes demandeuses d'asile. Dans ce sens, l'accès au camp peut se faire jusqu'à 22 heures. Le container devient la forme d'habitat par excellence des camps, caractérisant de partout les formes de l'habiter migrant : le « parc Roya » en possède 79 d'une capacité de 6 ou 7 personnes chacun. Si le camp peut accueillir jusqu'à 500 personnes, dans certains périodes la capacité d'accueil a été dépassée : dans l'été 2017 il accueillait jusqu'à 700-800 migrants (Menghi, 2018 : 45). Il est organisé selon une séparation spatiale entre hommes et femmes mais ce qui est souvent reproché à la directrice du camp est que la promiscuité n'est pas évitée au sein du camp. Si initialement le camp n'hébergeait que des hommes, à partir de juillet 2017 - à la suite de l'éviction de l'Eglise des *Gianchette* – les femmes et les enfants sont aussi contraints à s'y rendre. Les containers sont dotés des lits de camp et certains préfabriqués contiennent les douches. Un argument souvent reproché par les hôtes du camp est l'absence d'eau chaude, notamment pendant les heures les plus fréquentées. Chaque unité mesure 14,64 mq (standard *Teu*, unité de mesure du container). Les conditions de vie à l'intérieur du camp sont constamment dénoncées par ses habitants :

Les chambres ce sont des containers, il y a 6 personnes par chambre, mais c'est très sale, les toilettes sont très sales, parfois il y a de l'eau [qui arrive] jusqu'aux genoux, tu ne manges pas bien. On te donne des pâtes avec de l'eau et du sel (Entretien avec Salim, 12/12/2019, traduit de l'italien par moi-même¹³⁹).

¹³⁸ Langue originelle : This regime is full of prescriptions specifying how « good » refugees should behave in order to be eligible for protection: flee to the nearest state, stay in camps, fully cooperate with authorities, accept their decisions irrespective of their outcomes, and leave voluntarily in case of a rejection of your claim

¹³⁹ Langue originelle : Le camere sono dei container, ci sono 6 persone per camera, ma anche sporco, dal bagno è sporchissimo, a volte c'è acqua fino alle ginocchia, da mangiare non mangi bene. Ti danno solo pasta con acqua e sale.

Le trajet qui amène au parc Roya depuis le centre-ville correspond à un chemin qui devient très dangereux une fois dépassé la localité *Roverino*. En effet, une partie de ce dernier se trouve sur une voie rapide, où les trottoirs pour les piétons sont insuffisants voire, dans certains points, totalement absents. La distance qui sépare le camp du reste de la ville est assez importante : environ 4 kilomètres séparent le camp de la gare de Vintimille ainsi que du centre citadin¹⁴⁰. Cette distance est significative car la ville est le lieu d'agrégation des services formels et informels destinés aux migrant.e.s : c'est ici que l'on rencontre les bénévoles et les opérateurs des ONG et de la Caritas. La ville c'est aussi le lieu de la centralisation des réseaux des trafics de frontière. Aucun moyen de transport assure ce trajet, donc le seul moyen est de l'effectuer à pied.

Au cours de 2017 le long du trajet qui amène du camp à la ville de frontière, trois personnes ont été renversées et deux autres ont perdu la vie, un jeune homme de 27 ans et le conducteur du scooter qui l'a renversé, un homme de 66 ans.

Les éléments détaillés jusqu'ici expliquent les raisons pour lesquelles beaucoup de personnes préfèrent ne pas rentrer dans les circuits du camp ou alors y accèdent de façon stratégique. Par exemple, beaucoup de personnes alternaient des jours à l'intérieur du camp et d'autres en dehors, en prêtant attention à ne pas dépasser le nombre maximal des nuits extérieures à la structure autorisées (Selim m'avait parlé de trois nuits). Cette réalité permet de comprendre l'émergence des camps informels en tant que contre-pratiques : ils surgissent souvent en dehors des camps institutionnels, dans des endroits adjacents à ceux-ci. La complémentarité entre lieux formels et informels de vie et les pratiques qui y prennent pied se structure autour de pratiques de négociation avec les dispositifs qui jalonnent la frontière.

4.9 Explosion de la frontière : notes conclusives

Les frontières de la ville sont marquées par la spécificité de s'activer pour ceux qui doivent en subir les effets de différenciation (les migrant.es) et d'être pratiquement inexistantes ou invisibles pour les autres. Ce même principe de différentialité est à l'œuvre au niveau des frontières étatiques, notamment à partir de la création des Accords Schengen. Pour cette même raison, nous comprenons donc à quel point le *racial profiling*, le contrôle au faciès (sur la base

¹⁴⁰ Dans le blog *Parole sul confine*, les rédactrices parcourent, en le filmant, le trajet que les migrant.es doivent parcourir afin de rejoindre les services de la ville, afin de démontrer la dangerosité de celui-ci, voir : <https://parole-sulconfine.com/parco-roja-minaccia-la-sicurezza/>, dernière consultation le 14/03/2023.

de la ligne de la couleur et d'une esthétique de la négligence), au cœur des pratiques de contrôle, devient une frontière mobile et en permanence incarnée. Pour cette raison, l'explosion de la frontière conduit à générer une équation entre corps et dispositifs frontaliers :

« Ces espaces ne suivent plus ou plus seulement, les lignes des territoires géographiques des Etats-nations. La frontière est partout où un indésirable est identifié et doit être gardé à l'écart, « maintenu », plus « éloigné ». L'espace qui relie l'individu indésirable et la frontière est le camp sous forme du sas ou du centre de tri à la frontière. (...) Dans cette tension inhérente à un espace à la fois dedans (physiquement) et dehors (sur le plan juridique et politique) se manifeste de manière intense une « sort d'obsession de la frontière », qui, en la rendant toujours plus invisible et non localisable, la fait irradier partout où il y a un déplacement de personnes qui ne sont pas libres de la traverser ; ce qui produit des formes infinies de confinement finissant par coïncider avec les individus » (Michel Agier, 2008 : 81).

En conclusion, la caractéristique majeure des frontières qui entourent l'Europe correspond à leurs morphologies hétéroclites : elles recouvrent de vastes typologies, du mur aux PPA¹⁴¹, et de multiples formes, des barbelés aux confins d'un État-Nation au policier qui fouille sur un train à Nice en quête des « clandestins » cachés sous les sièges. Ce mot aussi – « clandestin » - forme une frontière. La mouvance et la dissémination des frontières contemporaines constituent à mon sens des éléments qu'il faut prendre en compte afin de complexifier les études sur les frontières ainsi que ses réflexions épistémologiques et méthodologiques. Mouvance, parce qu'elles bougent, elles disparaissent- avec les accords Schengen des années 90-, puis elles réapparaissent- fermeture de la frontière française, en novembre 2015- puis elles s'éloignent- accords avec au travers les politiques d'externalisation des frontières. À toutes les échelles que l'on veuille prendre en considération- locale, nationale, européenne- elles ne sont certes immeubles. Dissémination, parce qu'elles se multiplient, dans des formes inédites par rapport à leur imaginaire : le container devient une frontière, la gare SNCF, le train, l'empreinte digitale. La frontière est un « dispositif déterritorialisé qui produit des effets localisés » (Ritaine, 2015). Dans ce chapitre nous avons tenté de décliner certains aspects constitutifs de ce que nous avons appelé les frontières de la ville, à partir de l'expérience des personnes qui en subissent les effets. Kevin Lynch identifie les frontières de la ville (*edges*) avec les lieux où les migrants ne s'y rend pas ou qu'il considère qu'il ne peut pas y aller ; frontières en tant qu'élément d'interruption entre une ville connue (ou connaissable) et une ville qui est considérée *off limits*. Les études de Pezzoni (2013) – qui reprennent les catégories d'analyse de Lynch dans la construction d'une méthode concernant les cartes mentales - nous illustrent quatre façons d'entendre et d'observer

¹⁴¹ Point de passages autorisés liés au rétablissement des frontières de l'espace Schengen.

les frontières de la ville. Tout d'abord, il s'agit de lieux considérés en tant que frontières à posteriori, à savoir à la suite d'une expérience négative avec ces mêmes lieux. La deuxième acception attribuée aux frontières est celle de lieux considérés inaccessibles ou repoussants à cause d'une réputation négative des lieux eux-mêmes (souvent, paradoxalement, à cause de la présence massive de migrant.es). La troisième ce sont les lieux craints, redoutés où l'on ne voudrait jamais aller, comme les prisons ou les centres de rétention. La quatrième acception concerne l'accessibilité : ce sont les lieux inaccessibles à cause de la distance ou alors d'une impossible fréquentation à cause de la condition socio-économique des migrant.es (zones du luxe ou rues de la mode). Or, les éléments détaillés dans ce chapitre visent à constituer une cartographie mentale de la ville de frontière et des frontières de la ville, tout au moins celle que j'ai pu dessiner pendant ces années de travail de terrain.

En suivant le moteur épistémologique qui nous a conduit jusqu'ici, l'intérêt est maintenant de regarder aux contre-conduites émergentes dans les tentatives de contourner les dispositifs frontaliers et les expériences politiques qui y prennent vie.

5. Sconfinamenti¹⁴² - Debordering cities

5.1. Résister à la ville de frontière

Dans les plis de la ville frontalière émergent d'autres villes, d'autres espaces. A quelques mètres du luxueux port monégasque de yachts, un quartier populaire est traversé tous les jours par des centaines de personnes qui, très probablement, désirent traverser une frontière qui se révèle, pour elles, fermée. Les pratiques de mobilité dont ces personnes font l'expérience se différencient grandement de celles des clients du port, à la fois dans l'espace de la ville et dans la traversée des frontières.

Le présent chapitre restitue le quotidien des espaces où l'attente à la frontière se spatialise. Ce sont, souvent, des espaces résiduels, aux interstices de la ville mais qui, parfois, acquièrent la capacité de défier ces mêmes marges, de les déborder. Lorsque je parle des *debordering cities* j'entends justement des pratiques de transgression des géographies urbaines, capables de générer des espaces inédits dans la cartographie officielle de la ville. Les espaces urbains ne sont pas seulement le résultat de la pensée des urbanistes et des administrateurs de la ville mais ils peuvent surgir à partir de pratiques informelles de corps considérés par ces derniers comme étant *out of place*.

L'ethnographie des contextes de frontière permet de renouveler le champ des études urbaines, du point de vue de l'approche épistémologique et politique. Je rejoins dans ce sens les mots de Michel Agier lorsqu'il parle d'une :

« posture qui croise théorie et politique. Elle affirme le caractère de plus en plus urbain de la politique et le caractère de plus en plus politique de l'agir urbain. En ce sens, le "faire ville" est un des moyens de pousser plus loin la revendication du "droit à la ville", de le mettre en œuvre ici et maintenant (...). Selon cette optique, certaines pratiques polémiques ou éventuellement minoritaires (occupations et invasions) deviennent porteuses d'un sens radical pour la pensée de la ville, parce qu'elles remettent au jour un désir et un « appel » vers un horizon de ville

¹⁴² *Sconfinamenti* est le nom donné à un parcours inter-régional constitué d'assemblées réunissant de différents collectifs et espaces sociaux du Nord de l'Italie autour de thématiques telles les migrations, les frontières, droits de citoyenneté et le système d'accueil. L'objectif était de construire ensemble des stratégies politiques et des pratiques de solidarité envers les personnes migrantes. Entre 2017 et 2018 cette assemblée a vu se réunir pour cinq fois dans cinq villes différentes d'Italie : Bergame (CSOA Paci Paciana, 2017), Padova (Bios, 2017), Bologna (TPO, 2017), Imperia (la Talpa e l'Orologio, 2017), Milano (re-Make, 2018). J'ai repris le même concept afin d'introduire l'idée du franchissement, de contestation aux frontières, ce que dans ce champ d'étude en anglais est restitué par le terme *debordering*.

rêvée, virtuelle ou idéale (...) C'est un point de débat, qui relie l'épistémologie (le « faire-ville ») et la politique (l'agir urbain) » (Agier, 2015 : 10).

Le travail de terrain qui a permis l'écriture de ces pages est une expérience bouleversante, car elle conduit à l'observation de mondes souterrains et amène à la rencontre avec les habitants de ces mondes. En marchant au milieu des tentes d'un campement informel surgi sous un viaduc, j'ai plusieurs fois entendu resonner dans ma tête les mots de Fanon lorsqu'il décrit la ville du colonisé :

« La ville du colonisé, ou du moins la ville indigène, le village nègre, la médina, la réserve est un lieu mal famé, peuplé d'hommes mal famés. On y naît n'importe où, n'importe comment. On y meurt n'importe où, de n'importe quoi. C'est un monde sans intervalles, les hommes y sont les uns sur les autres. La ville du colonisé est une ville affamée, affamée de pain, de viande, de chaussures, de charbon, de lumière. La ville du colonisé est une ville accroupie, une ville à genoux, une ville vautrée » (Frantz Fanon, 2002 [1961] : 42-43)

Si le contexte historique n'est pas celui décrit par Fanon pendant la colonisation française, les logiques urbaines qui gouvernent les (im)mobilités des « hommes mal famés » se trouvent en stricte continuité avec celles reproduites dans l'Algérie colonisée : les principes de confinement spatial, répondant aux besoins d'exclusion sociale et politique, génèrent des *infamous geographies*, affamées et accroupies, que je vais explorer dans le détail dans les pages qui suivent. Ce qui m'intéresse analyser est donc comment à partir des pratiques de *debordering* se produit l'« émergence d'une forme inédite de gouvernementalité, qui consiste en la gestion des multitudes » (Mbembe, 2006 : 52).

5.2 Traverser les frontières

Après avoir analysé la ville et ses frontières, je propose d'aller regarder les pratiques de résistance qui se déploient sur les lignes de frontière et au cœur de ces marges urbaines. En effet, les frontières ne sont pas uniquement des lignes de fracture mais également des espaces de rencontre, de négociations et de transgressions. Les frontières existent parce qu'elles peuvent être transgressées. Dans ce sens nous pouvons les penser en tant que dispositifs d'assujettissement laissant des espaces de possibilités à l'intérieur desquels se structurent des pratiques de subjectivation. Dans les zones de frontière, traverser clandestinement un dispositif de contrôle requiert un usage stratégique des différents régimes de mobilité (des marchandises et des touristes par exemple), des périodes de la journée, de l'esthétique des corps. Les trains, les camions, les bateaux font partie de l'infrastructure fantasmagorique de l'*underground railroad*

et les lieux de stockage des marchandises destinées à l'exportation deviennent des parfaites cachettes. A Vintimille, l'autoport est un nœud important de la logistique du passage de la frontière : c'est ici que les camions se garent avant de reprendre leur route à travers l'Europe. Lorsque la militarisation de la frontière a multiplié les obstacles à son franchissement, les personnes ont commencé à rechercher de routes alternatives et secondaires, moins capturées par les dispositifs de surveillance. L'autoport a commencé alors à être au centre des récits des personnes que je rencontrais. Les réseaux des trafics ont commencé à se disputer le contrôle territorial de ce nouveau marché : plusieurs fois des bagarres ou des querelles éclatent entre groupes de passeurs, en causant parfois aussi des blessés. Très souvent, les conflits naissent à partir des négociations sur les prix relatifs au passage ou sur les modalités : une personne que nous avons hébergée avait été gravement blessée par des passeurs qui n'avaient pas apprécié sa requête de payer une fois le passage advenu et arrivé à destination. La pratique de cacher les personnes dans la partie derrière du véhicule se fait tendanciellement la nuit, lorsque les chances d'être vu par les conducteurs sont moindres. Toutefois, parfois cela peut arriver et le passage est alors avorté. Les trains de marchandises rentrent aussi dans cette géographie de la logistique quoique les chances de réussite sont moindres : les trains sont généralement contrôlés car les risques sont élevés, comme Davide a expliqué dans l'entretien reporté dans le chapitre 3. En ce qui concerne l'usage stratégique des différents régimes de mobilité humaine, les vendredis et les fins de semaines deviennent des bons moments pour partir : le grand afflux de touristes et transfrontaliers permet d'augmenter les chances de s'insinuer entre les mailles des dispositifs de contrôle. En effet, la frontière se présente comme un dispositif ambivalent visant à freiner la mobilité de certaines personnes tout en garantissant la circulation des capitaux et des consommateurs. Les pratiques de contrôle sont censées donc répondre à ce besoin de surveillance à géométrie variable, en étant quasiment invisibles pour les uns et réellement tangibles pour les autres. Pendant les jours du marché du vendredi la viabilité routière est grandement ralentie, les trains et les bus contribuent à ramener à un rythme cyclique les transfrontaliers. Quoique les contrôles de police, notamment auprès de la gare des trains, ne disparaissent pas, se camoufler dans la foule des passants résulte une bonne stratégie. En tant que tactique de camouflage, l'esthétique est aussi recherchée : un maillot de bain, de belles chaussures, un livre à la main. Les trains en direction de la France constituent le moyen le plus simple pour traverser la frontière : depuis Vintimille, le trajet jusqu'à Menton Garavan dure dix minutes. Afin d'échapper aux contrôles sur les trains, certaines personnes se cachent dans les toilettes ou dans les salles des tableaux électriques, ce qui est très dangereux, notamment lors des contrôles de police : plusieurs fois, les policiers ont utilisé du gaz lacrymogène afin

d'exhorter les personnes à sortir. Quoique généralement effectué de façon autonome, le trajet en train est aussi devenu une source de profit pour les réseaux des passeurs, qui demandent de l'argent en échange d'informations (quels trains prendre, à quelle heure, les endroits pour se cacher, etc.), bien que, souvent, elles ne suffisent pas à garantir la réussite du passage. Une autre manière d'échapper aux contrôles au bord des trains consiste en se cacher sur les toits des trains : cette pratique est extrêmement dangereuse car le risque d'électrocution est grand. Nous pouvons avancer que l'électrocution sur les toits des trains est la cause de mort principale des personnes tentant de passer la frontière¹⁴³.

Les autoroutes sont des nœuds routiers principaux : le prix le plus élevé pour passer la frontière concerne les passages en voitures que les réseaux des trafics garantissent, consubstantiellement à leur progressive structuration. De manière indépendante, les autoroutes sont traversées à pied, ce qui constitue un risque majeur d'être renversé par les véhicules roulant à toute vitesse. Les rails des trains sont aussi traversés à pied, depuis que les contrôles au faciès à la gare de Vintimille et de Menton-Garavan sont devenus systématiques, limitant fortement les chances de passer.

Plusieurs chemins de montagne traversent la frontière franco-italienne : le plus célèbre est le *Passo della Morte*, Col de la mort, qui prend aussi le nom *Cammino della Speranza*, chemin de l'espoir. Cette ambivalence est intrinsèque à sa conformation : chemin qui amène en France, la terre de l'espoir, mais qui, par sa configuration, au niveau de la ligne de frontière notamment, se transforme en Col de la Mort. S'agissant d'une route historique des passages transfrontaliers (chapitre 2), les contrôles de police, effectués également par la Légion Etrangère, attentionnent ce lieu : c'est surtout dans la deuxième partie du chemin que ces derniers s'intensifient, lorsque la route commence à redescendre vers Menton¹⁴⁴. Les habits et les objets qui se trouvent tout le long du chemin laissent présager qu'à un moment, avant de quitter la montagne et rejoindre les centres habités avec le statut de clandestines, les personnes pensent à soigner leur esthétique, en se libérant de traces qui laisseraient penser à un migrant clandestin. La présence des contrôles pousse les personnes à effectuer le chemin pendant la nuit et à mettre en place d'autres ruses pour éviter d'être arrêtées. Depuis 2015 un nombre indéfini de personnes se sont blessées, en tombant de la falaise ou en fuyant des courses-poursuites, souvent ces accidents appellent

¹⁴³ Au moins sept personnes ont trouvé la mort de cette manière. D'après ce que j'ai pu reconstruire, voici les dates des décès par électrocution : 10/01/23 ; 01/11/22 ; 2/3/22 ; 29/08/21 ; 31/10/21 ; 23/5/17 ; 20/5/17

¹⁴⁴ Une fois arrivé au sommet de la vallée, deux sont les modalités pour redescendre : prendre le chemin qui descend vers Menton ou alors poursuivre le chemin et se rendre à Saint Agnès.

l'intervention d'hélicoptères et des secours. L'élément le plus inquiétant est la pratique d'altérer les signalisations qui marquent la bonne direction du chemin et que, cycliquement, les solidaires remettent en place. Certains trous ont été effectués le long des grillages qui entourent certains traits les plus exposés du chemin, en créant un accès direct à l'autoroute. Il s'agit d'une tentative d'anticiper l'entrée en territoire français, en évitant de passer par le centre urbain de Menton et, par conséquent, d'éviter les contrôles policiers, mais qui se transforme au même temps dans un passage encore plus dangereux : les personnes accèdent directement à l'autoroute où les voitures, qui filent à toute vitesse, sont susceptibles de ne pas voir les piétons. Bien évidemment, la faillite de la traversée est imputable à deux causes principales : la mort ou la blessure ; l'arrestation par la police. Dans l'extrait d'entretien qui suit, Abi met en évidence cette deuxième ligne explicative :

Pour les gens qui se déplacent et qui essaient de passer, cherchent un chemin facile. Mais le train est difficile, les montagnes aussi sont difficiles. Le chemin est difficile. Lorsque vous passez, la police vous renvoie à nouveau. La situation est autant mauvaise qu'il y a un an, la frontière est toujours là depuis 2015, fermée comme d'habitude. Si la police autorisait les gens à passer, la situation changerait (Entretien avec Abi, réalisé en anglais à Gênes, le 13 octobre 2021, traduit par moi-même¹⁴⁵).

Avec l'incrémentation des contrôles au niveau des principaux points de passage, la géographie des lieux de départ s'étend et s'élargit : Vintimille n'est plus le seul lieu de départ des routes vers la France. Albenga, Imperia, Sanremo deviennent des nouveaux nœuds autour desquels se structurent les transits. La militarisation des lignes de frontières produit *de facto* une extension de la frontière et des nœuds urbains qui constellent les routes migratoires : comme nous verrons, Vintimille perd partiellement son caractère de ville-étape des routes migratoires vers la France en devenant *aussi* un lieu de permanence. La géographie mobile de la frontière produit donc une cartographie instable et mouvante des lieux de départs, plus distants de la ligne frontalière, ce qui demande une réorganisation au niveau des réseaux des passeurs.

En définitive, les modalités pour traverser illégalement une frontière sont nombreuses et elles se reconfigurent à mesure que les dispositifs de contrôle se spécialisent et se diffusent. A partir de 2015, la progressive militarisation de la frontière franco-italienne a amené à diversifier les routes utilisées pour rejoindre la France, en les rendant souvent plus dangereuses. Depuis 2015,

¹⁴⁵ Langue originelle ; "For people on the move, they try to pass, looking for an easy way, but the train is difficult, also the mountains are difficult. By all the way is difficult. When you pass they bring you back again. The situation is as worse as one year ago, the border is still there since 2015, closed as usual. If the police allowed people to pass the situation would change".

cette frontière a produit 44 morts documentées, bien que le nombre réel soit sûrement plus élevé. Cette évolution a contribué aussi à structurer un marché des trafics de frontière capillaire et fonctionnel, construisant sa rentabilité sur l'énorme demande qui existe. Cette conjoncture de variables amène donc à une diminution des probabilités de franchir la frontière de façon autonome, en poussant les personnes à faire appel à l'organisation des passeurs. La nature des passages devient de plus en plus monétarisée, en perdant progressivement son caractère politique et collectif. Si cette évolution est observable de manière générale dans les zones de frontière intérieures et extérieures à l'Union Européenne, à Vintimille nous en observons les effets à une échelle micro : cette configuration a un impact sur la ville de frontière, ses géographies et ses temporalités. La condition de devoir passer plus de temps en ville afin de préparer le voyage transforme le transit en présence.

Je me suis retrouvé à travailler sur la thématique de l'habiter au moment où j'avais commencé à saisir l'évolution de la ville de Vintimille qui à partir de 2015 et au cours des années, me semblait perdre progressivement son caractère exclusif de ville de transit : pouvoir raconter ce qu'advient avant la traversée de la frontière était pour moi un outil pour complexifier cette lecture. Ce renversement de perspective (penser au migrant aussi comme une personne qui reste) me semble ouvrir à des réflexions inédites. Pour reprendre un classique de la sociologie, Georg Simmel a contribué à complexifier la définition de la catégorie de l' « étranger » dans la mesure où l'étranger est celui qui « vient aujourd'hui et qui reste demain ». Il n'est pas anodin que Simmel soit un sociologue de l'espace car le fait de rester pose des questions de spatialité. Dans ce sillon, libérer le « migrant » de cette condition de mobilité permanente et aller à sa rencontre lorsqu'il s'arrête et se territorialise permet de complexifier les perspectives épistémologiques. Pour cette raison, les pratiques de mobilités sont analysées ici aussi dans leurs précipitations territoriales.

5.3 Habiter l'attente

L'analyse des campements informels donne lieu à un exercice consistant à mapper les micro-pratiques résistances et les contre-conduites. Le concept de contre-conduite est à mon sens très pertinent car il restitue la complexité de l'ensemble de pratiques que je m'attache à décrire. Rahola restitue ainsi son acception :

« Pas de "dissidence sacralisée", pas de rupture exemplaire, mais le travail karstique d'une série de comportements et de manières d'agir dont la composante active est mise en exergue. En

d'autres termes, celui des contre-conduites apparaît comme un univers de pratiques ordinaires mais productives dans la mesure où elles indiquent des modes autres de "gestion" (de soi, du temps et de l'espace) par rapport aux conduites majoritaires et imposées » (Rahola, 2019 : 5, traduit de l'italien par moi-même¹⁴⁶).

En définitive, il s'agit donc de *se conduire autrement* et non pas de *se laisser conduire* autrement et ceci sur un plan qui est à la fois collectif et individuel, moral et politique. C'est dans ce sens que prend forme le refus de se soumettre aux circuits imposés aux parcours migratoires.

Ainsi, le refus de s'enregistrer au sein des camps formels acquiert tout son sens. La généalogie des camps informels est strictement liée à la présence de lieux d'accueil ou de refuge institutionnels. Nous avons observé comment les réfugiés cherchent souvent à échapper à ces espaces où la logique humanitaire est inféodée aux logiques de contrôle et de sélection des demandeurs d'asile. Ainsi Tazzioli observe les stratégies des réfugiés qui préfèrent créer leurs propres camps afin d'échapper « au piège de l'humanitaire » et la façon dont les autorités mènent alors une politique de démantèlement systématique des camps autoorganisés afin d'en contrer les stratégies subversives de contournement des politiques étatiques. Mais ces camps autoorganisés peuvent aussi être l'objet d'une acceptation tacite par les autorités quand les camps officiels sont bondés et dans l'incapacité de recevoir cette population excédentaire. Les camps informels sont ainsi pris dans des logiques apparemment paradoxales de suspicion et d'approbation par les Etats, qui font en réalité partie d'une stratégie opportuniste de gouvernement des réfugiés. La volatilité des camps en Europe et leur constante reconfiguration rendent la cartographie impossible et la traçabilité incertaine. (De Hasque, Lecadet : 2019 : 20-21). Si le modèle de la forme-camp suit trois traits principaux (extraterritorialité, exception, exclusion), les campements informels s'érigent en tant que contre-pratiques visant à renverser les critères qui définissent à priori une place dans le monde : ils revendiquent un enracinement et une inscription dans un territoire, en transformant une pratique d'habiter en une action politique.

Coïncidant souvent avec des lieux dégradés, insalubres et dangereux, la condition de ces espaces rend visible la dénomination que Achille Mbembe (2003) a donné de la géographie des camps de frontière, celle de « infamous geography », (Beneduce, 2008 : 16). La description qui

¹⁴⁶ Langue originelle : nessuna "dissidenza sacralizzata", nessun gesto esemplare di rottura, solo il lavoro carsico di una serie di comportamenti e modi di agire di cui si sottolinea la componente attiva. In altre parole, quello delle contro condotte sembra essere un universo di pratiche ordinarie ma produttive, nella misura in cui indicano modalità di "gestione" (di sé, del tempo e dello spazio) altre rispetto alle forme di condotta maggioritarie e imposte.

plus se rapproche à la réalité des camps observés à Vintimille est celle que De Genova (2015) donne au concept de *migrant metropolis* :

« Cette métropole construite à travers les relations entre migrants est donc un fait relationnel ; elle prend forme à travers les espaces éphémères dessinés par les interactions sociales des migrants à travers les zones géographiques (...). L'espace de la métropole migrante est donc produit par la connaissance partagée, la coopération et le désaccord, le soutien mutuel et l'exploitation, le soin et la tromperie, que les mouvements des individus et des groupes impriment sur les nombreux lieux de leurs voyages, les signalant à d'autres et, par conséquent, renégociant constamment leur nature : une production d'un espace (Lefebvre, 1991 [1974]) qui repose sur "l'incertitude et la turbulence, l'instabilité et l'imprévisibilité" (Mbembe et Nuttal, 2004:349), face au regard de l'État, constituant un défi à sa rigueur à l'intérieur de ses propres frontières » (Gambino, 2017 : 272-273, *traduit de l'anglais par moi-même*¹⁴⁷).

La question est donc de comprendre le caractère des relations qui les habitent : loin de restituer une lecture romantique de ces espaces, je propose de les considérer en tant que *contested spaces*. En effet, « exploitation and various forms of capital accumulation are, in fact, some of the driving forces of these channels, though which, nevertheless, practices of “communing” flourish and travel » (*idem*).

Si dans les chapitres précédant nous avons tenté de décrire comment se structurent les politiques de gouvernement des migrations et les mécanismes qui créent les frontières de la ville, dans ce chapitre il sera question de mettre l'accent sur les pratiques de subjectivisation, les désirs et les projets, les résistances qui prennent forme, afin d'insérer ces deux dimensions dans un cadre dialectique et conflictuel qui fait émerger la réalité de frontière, à la manière du courant d'étude de *l'autonomy of migration* (AoM). Comme précisé par les auteurs et autrices de ce courant d'étude, le concept d'autonomie ne coïncide pas avec une supposée et absolue *agency* souveraine du sujet néolibéral, quand plutôt :

« [...] une liberté qui n'opère que dans et contre ce que Michel Foucault (1976 [2007]) a décrit de manière mémorable comme les "mailles du pouvoir" ; il ne s'agit pas d'une autonomie abstraite, essentialisée ou absolue, mais d'une autonomie nécessairement limitée, compromise, contradictoire et tactique. La liberté de mouvement se situe toujours en relation avec la violence

¹⁴⁷ “this metropolis constructed through migrant relations is thus a relational fact; it takes shape across the ephemeral spaces drawn by the social interactions of migrants across geographical areas (...). The space of migrant metropolis is, thus, produced through the shared knowledge, cooperation, and dissent, mutual support and exploitation, care and deception, that the movements of individual and groups imprint on the many locations of their travels, signposting them to others and, thus, constantly renegotiating their nature: a production of a space (Lefebvre, 1991 [1974]) that rests on “uncertainty and turbulence, instability and unpredictability” (Mbembe and Nuttal, 2004:349), set against the gaze of the state, constituting a challenge to its rigor from within its own boundaries” (Gambino, 2017 : 272-273).

la plus directe et les formations hétérogènes de hiérarchie et de domination, ainsi qu'avec les contraintes des divers régimes transnationaux de gouvernance de la mobilité, et opère par conséquent continuellement dans le cadre de contraintes définies et diverses sur sa marge de manœuvre (Tazzioli et al. 2018, *traduit de l'anglais par moi-même*¹⁴⁸).

Habiter la frontière est question d'une incessante négociation avec les mailles du pouvoir. Sur un territoire de frontière l'objectif est clair : attendre le bon moment pour partir. Attente et mouvement.

Le concept d'habiter la frontière se dévoile dans toute sa complexité. Si la frontière est conçue en tant que « dispositif spatial de mise en pause », nous pouvons décliner la formule d'habiter l'attente, en tant qu'élément structurel de l'expérience migratoire. Habiter devient une pratique dynamique visant à traverser une frontière ; elle a comme horizon le mouvement, la mobilité. Elle est premièrement une question de survie et d'adaptabilité qui peut tout de même assumer des formes d'action politique lorsqu'elle est organisée collectivement. Si la militarisation des frontières contribue à criminaliser le passage des frontières, qui deviennent de plus en plus individualisés et féroces, les gouvernances urbaines entravent à leur tour l'habitabilité des lieux, convergeant donc dans le double déni au mouvement et au séjour. Les camps informels sont la réponse à la fermeture des frontières qui dilate le temps nécessaire à leur passage. Plus le mouvement est entravé, plus les personnes sont obligées à attendre le temps nécessaire à accumuler les capitaux fonctionnels à la poursuite du projet migratoire. Le quotidien de la vie à la frontière est caractérisé par le déploiement de ruses et habitudes vouées à remplir et à capitaliser l'attente, qu'il s'agisse de profiter des activités proposées par les volontaires, se reposer avant de reprendre le chemin, penser à des stratégies pour accumuler de l'argent. La précision des détails et des heures qui ressort des entretiens avec Ousman rend parfaitement l'idée du rythme répétitif des journées, produisant une routine ennuyeuse dans un horizon schizophrénique alternant attente et mouvement. Le temps d'attente, lorsque ce dernier semble s'installer de façon indéterminée, peut devenir un temps souffert, où le sens de l'existence paraît suspendu en matérialisant un présent itératif et où les perspectives du futur s'éloignent inexorablement. La frontière n'est pas seulement un *contested space* mais aussi un *contested*

¹⁴⁸ Version originelle : [...] a freedom that operates only within and against what Michel Foucault (1976[2007]) memorably depicted as the “meshes of power”; it is not an abstract, essentialized, or absolute autonomy but one that is necessarily limited, compromised, contradictory, and tactical. [...] The freedom of movement is situated always in relation to outright violence and heterogeneous formations of hierarchy and domination, as well as within the constrictions of various transnational regimes for governing mobility, and consequently operates continuously within definite and diverse constraints on its room for maneuver. (Tazzioli et al. 2018).

time, oscillant entre formes d'assujettissement, produites par le dispositif frontalier et la gouvernance urbaine et des pratiques de subjectivation qui émergent entre les mailles du pouvoir. L'attente est un élément de plus en plus central dans le *battleground* qui oppose politiques et pratiques migratoires.

5.4 Habiter la marge : une chronologie des camps

La lutte contre la frontière se traduit dans des *politics of incorrigibility* (De Genova, 2008) à savoir dans la revendication du droit à la fois à se mouvoir et à rester. Sur les rochers des *Balzi Rossi* la pancarte plus grande récitait *We are not going back*, « nous ne ferons pas marche arrière ». Les temps d'arrêts forcés sur les territoires de frontière deviennent des *claims of presence*, des revendications de présence :

Le chant "aqui estamos" des mobilisations de migrants « met en scène le passage de l'absence silencieuse à la parole présente, du néant à la collectivité, d'une politique de l'incarnation à une politique de l'espace, dont le pouvoir (de ces politiques) jaillit de l'ambiguïté de l'"ici" » (Berlant & Freeman, 1992 dans De Genova, 2010 : 103, *traduit par l'autrice*¹⁴⁹).

L'impossibilité à retourner en arrière et les obstacles à avancer sur le parcours se traduisent dans la nécessité d'habiter le présent.

Depuis juin 2015, une série de camps institutionnels et autoorganisés ont été mis en place dans différentes zones de la frontière afin de répondre aux besoins de logement des personnes en déplacement.

Par exemple, une expérience de logement autonome, autogérée par des migrants et des personnes solidaires, a débuté dans les jours qui ont suivi le rétablissement des contrôles aux frontières en 2015. Le camp a été créé dans la pinède des *Balzi Rossi*, une zone côtière située à quelques centaines de mètres de la frontière (Giacopetti 2015). Pendant trois mois, jusqu'à l'expulsion du 30 septembre, ce fut un lieu d'attente, mais aussi de dénonciation et de mobilisation contre la fermeture de la frontière. Parallèlement, en juin 2015, la préfecture d'Imperia a ouvert un camp d'accueil d'urgence géré par la Croix-Rouge à côté de la gare de Vintimille, en plein centre-ville. Ce centre a été fermé en mai 2016 sur recommandation du

¹⁴⁹ Langue originelle : The "aqui estamos" chant of the migrant mobilizations "stages the shift from silent absence into present speech, from nothingness to collectivity, from a politics of embodiment to one of space, whose power erupts from the ambiguity of "here" (Berlant & Freeman, 1992 in De Genova, 2010:103).

ministère de l'intérieur, qui souhaitait décourager les migrants de rester dans la ville, en soutenant la rhétorique des camps comme facteurs d'attraction pour les personnes en déplacement.

Par conséquent, au printemps 2016, les personnes qui se sont retrouvées bloquées à Vintimille n'avaient pas d'endroit dédié pour rester. Pour faire face à l'urgence humanitaire, avec des centaines d'arrivées par jour, *Don Rito Alvarez*, prêtre de la paroisse Saint-Antoine - également connue sous le nom d'église des *Gianchette* - décide d'accueillir des femmes et des enfants, donnant ainsi vie à l'expérience de Vintimille *con-fine solidale* (« frontière solidaire »). Cette structure d'accueil, gérée en collaboration avec Caritas et un vaste réseau de bénévoles, a accueilli plus de 13.000 personnes en un peu plus d'un an. Parallèlement, sur les rives de la Roya, dans une zone proche de l'église, un camp informel autogéré, habité principalement par des hommes, a commencé à prendre forme. Le camp s'agrandit progressivement jusqu'à compter des dizaines de tentes, parmi lesquelles des restaurants, des barbiers et d'autres activités autogérées : pendant ce temps-là, passer la frontière n'était pas facile et, faute d'une place au camp de la Croix Rouge ou à cause du refus de rentrer dans ses circuits institutionnels, la vie dans le camp s'organisait. L'expérience de l'église des *Gianchette* s'est terminée le 14 août 2017 par la décision de la préfecture, qui a ordonné le transfert de toutes les personnes vers le nouveau camp de la Roya. Cette structure, composée de tentes et de conteneurs, gérée une fois de plus par la Croix-Rouge italienne, a été ouverte en juillet 2016 à l'extrême nord de la ville, à plus de quatre kilomètres de la gare de Vintimille. Il a été ouvert afin d'éviter la naissance de camps de fortune tout autour de la ville et représente l'expression d'une économie particulière du confinement au-delà de la détention (Menghi 2021).

Le 18 avril 2018, après plusieurs expulsions, le camp informel le long de la rivière dans la zone des *Gianchette* a finalement été démantelé avec des bulldozers et la présence de forces de police anti-émeutes. Pour les plus de deux cents personnes présentes dans la zone, le camp de la Croix-Rouge a été proposé comme seule alternative. En partie à cause de la répression croissante, aucun camp autoorganisé étendu n'a été construit depuis. Au contraire, la plupart des personnes ont opté pour de petits abris peu visibles et disséminés sur le territoire.

Le 30 juillet 2020, officiellement pour des raisons liées à l'endiguement de la pandémie, la préfecture a également fermé le camp de la Roya, sans mettre en œuvre de solution institutionnelle alternative. A ce moment-là, une partie des personnes jusqu'à ce moment installées dans le camp décide d'occuper les bâtiments abandonnés situés non loin de là, connus

sous le nom de maisons rouges, « case rosse ». Ces trois grands bâtiments - trois étages de bureaux abandonnés d'une compagnie ferroviaire - ont été squattés et utilisés comme refuge temporaire. Une fois de plus, l'occupation a été délogée à plusieurs reprises par la police, rendant l'accès au lieu de plus en plus difficile et le transformant, en quelques mois, en un endroit insalubre et inhospitalier.

Ainsi, depuis l'été 2020, aucune structure d'accueil institutionnelle n'est présente sur le territoire de Vintimille. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2021 que l'administration locale a annoncé l'ouverture potentielle d'un nouveau camp situé à *Mortola*, à plus de six kilomètres du centre-ville, dont la construction n'a pas encore commencé à l'heure où j'écris ces lignes. Il est important de mentionner qu'au moment de cette annonce, les chroniques locales parlaient alternativement de centre de détention ou de camp d'accueil, soulignant ainsi qu'au lieu de répondre aux besoins de logement, l'objectif principal était de contenir les personnes en déplacement, quelle que soit la nature de la structure.

5.5 Microsociologie des *insurgent cities* : Mapping résistances

D'autres termes comme « guerilla cartography » (<https://www.guerrillacartography.org>), "mapping back" (<http://mappingback.org>) ou « counter-mapping » (Hunt et Stevenson 2016), signifient les tentatives de détourner la cartographie hégémonique, en tant que pratiques de décolonisation des géographies du pouvoir, véhiculées par les représentations (carto)graphiques. Le précieux travail de Hunt et Stevenson (2016) restitue les dimensions politiques de la cartographie, en reparcourant les utilisations de celle-ci pendant la structuration du pouvoir colonial et en ouvrant la voie aux possibilités de représenter l'espace autrement, en tant qu'outil de lutte.

Ici, le concept de « mapping resistances » est utilisé en tant qu'appel à transgresser la cartographie officielle de la ville de Vintimille, en signalant les lieux qui ne trouvent généralement pas de place dans les représentations officielles mais qui contribuent néanmoins à la fabrique de la ville et qui sont significatifs depuis la perspective des personnes bloquées à la frontière.

Ce mappage a été possible grâce à l'observation de tous ces lieux qui émergent souvent dans et contre la cartographie officielle, en tant qu'expériences spatiales vécues : les interstices urbains, les lieux de lutte et de résistance, les espaces dégradés.

Il s'agit encore une fois d'un détournement du regard, ouvrant à d'autres manières d'habiter l'espace. En effet, mapper, cartographier, dessiner sont des pratiques de production de l'espace.

5.5.1 *We are not going back : le Presidio Permanente No Border*

Samedi 13 juin 2015 : la France ferme ses frontières. Des centaines de migrants rejoignent la frontière depuis la gare des trains : la police française ne laisse passer personne, la police italienne se positionne en face du checkpoint et à plusieurs reprises charge la foule des personnes intentionnées à résister. Après quelques heures, les migrants convergent vers la mer, sur les rochers. Ils chantent des slogans : « we are not going back » nous ne ferons pas marche arrière :

« Le chant "aquí estamos" des mobilisations de migrants "met en scène le passage de l'absence silencieuse à la parole présente, du néant à la collectivité, d'une politique de l'incarnation à une politique de l'espace, dont la force jaillit de l'ambiguïté de l'"ici" » (Berlant & Freeman, 1992, p. 156 in De Genova, 2010 : 103, *traduit de l'anglais par moi-même*¹⁵⁰).

D'après les témoignages récoltés, le maire Ioculano observe la scène, incrédule. Depuis la gare des trains en ville on s'organise : la police ne permet plus aux personnes de monter sur les trains en direction de la France. Le 15 juin une assemblée est organisée en dehors de la gare et la décision est d'annoncer la naissance du *Presidio Permanente No Borders* à la frontière. C'est le début du campement des *Balzi Rossi*, une expérience de lutte qui marquera l'histoire de cette frontière. Les solidaires commencent à installer des structures pour résister sur les rochers : des parasols, des matelas, des tentes commencent à donner forme au *Presidio*. Les rochers de Vintimille sont sous les réflecteurs de toute l'Europe : les journalistes arrivent en masse, les solidaires s'organisent pour prendre parti à la lutte, les policiers italiens et français tiennent les lignes, sous le soleil d'été. L'intention est de rester, l'organisation matérielle se spécialise et le camp s'agrandit au fur et à mesure : des panneaux solaires, des douches, une cuisine sont aménagés dans la petite pinède située à côté des rochers. La cohabitation entre migrants et solidaires est organisée à travers des assemblées quotidiennes visant à organiser à la fois la vie sur les rochers et les tentatives de passage de la frontière : tous les jours, des dizaines de personnes traversent la frontière et autant arrivent au campement pour tenter à leur tour. Pendant les trois mois de vie sur les rochers, plusieurs manifestations et d'autres formes de contestation

¹⁵⁰ Langue originelle : "the "aquí estamos" chant of the migrant mobilizations "stages the shift from silent absence into present speech, from nothingness to collectivity, from a politics of embodiment to one of space, whose power erupts from the ambiguity of 'here'".

ont été organisées afin de dénoncer la situation des personnes bloquées à la frontière, pour revendiquer le droit au mouvement et pour demander l'ouverture de la frontière. Les traversées de la frontière sont prises en charge par tout le monde et une organisation précise se structure afin d'augmenter les chances de réussite : par petits groupes, dans certaines heures, à travers des routes spécifiques.

Cet extrait d'entretien, réalisé avec Fouad en mars 2018, explique parfaitement le quotidien au sein du camp des *Balzi Rossi* :

Je suis arrivé au camp des Balzi Rossi en 2015, je pensais que je serais allé dans un autre pays. Mais il y avait un problème, parce que j'avais déjà laissé mes empreintes digitales en Italie du coup je ne pouvais pas passer dans un autre pays (...) donc je suis resté au camp des Balzi Rossi pour une, deux, trois semaines, finalement un mois. Après j'ai vu ce que les No Border faisaient pour aider les migrants. Alors j'ai décidé de faire ma demande d'asile ici en Italie et du coup je suis resté ici (...) je suis resté au camp des Balzi Rossi pour 5 mois. Alors, le camp fonctionnait de cette manière : tous les jours 2 ou 3 personnes allaient à Vintimille pour chercher les nouveaux migrants qui arrivaient, parce qu'il y avait un camp de la croix rouge près de la gare mais au camp ils demandaient les empreintes des personnes. Mais les migrants ne voulaient pas les donner parce qu'ils voulaient aller dans un autre pays (...) après on s'organisait entre migrants et solidaires, avec des listes qui contenaient les noms des personnes qui voulaient et devaient passer. Normalement on s'organisait par groupes de 20 personnes et le soir on marchait sur les rails du train. On arrivait à Menton, à l'arrêt du bus parce que comme ça les gens pouvaient prendre le bus et ils arrivaient jusqu'à Nice, après à Nice prenaient le train. Moi j'allais tous les jours avec eux jusqu'à Menton et après je rentrais. A cette époque peu de personnes étaient arrêtés, genre 3 ou 4 sur les 20 mais les autres pouvaient passer. Au camp on faisait une assemblée genre 3 ou 4 fois par semaine pour s'organiser, aussi pour préparer à manger, histoire qu'une même personne ne devait pas préparer à manger pour tous, parce qu'on était genre 200 personnes... pendant les assemblées on expliquait aussi aux nouveaux qui arrivaient, parce qu'il arrivait que quelqu'un disait qu'il voulait passer tout de suite, mais on leur expliquait qu'il y avait une liste et qu'il fallait attendre quelques semaines avant de pouvoir passer. Ce n'était pas facile leur faire comprendre, ils comprenaient pas pourquoi ils devaient attendre. Après parfois il y avait les passeurs qui arrivaient parce qu'ils ne trouvaient personne à la gare et quand ils venaient on s'embrouillait avec eux parce qu'on les voulait pas, les migrants voulaient passer sans donner de l'argent à personne. Au camp il y avait aussi des portables avec des sim Lyca françaises et quand quelqu'un n'avait pas d'argent, on mettait du crédit et on donnait à la personne qui devait arriver à Paris par exemple » (Entretien avec Fouad, Vintimille, Mars 2018)

Les conflits avec les riverains, les passeurs, les policiers, les journalistes et les groupuscules d'extrême-droite se multiplient ; au même temps, la machine répressive de l'état s'organise et le 30 septembre l'opération d'éviction est déclenchée. Après avoir constaté l'impossibilité de résister à l'éviction musclée, organisée avec plusieurs camions de police, une résistance passive

sur les rochers ralentit pour quelques heures l'expulsion et laisse le temps de trouver un accord, négocié par l'évêque Suetta : les migrants sont libres et les solidaires seront accompagnés à la *Questura* de Vintimille pour être identifiés mais avec la promesse de ne pas avoir de conséquences légales. En réalité, la répression envers les solidaires s'exprimera par l'émanation de plusieurs mesures d'expulsion du territoire de Vintimille et son extension à 15 autres communes limitrophes. Dans l'imaginaire de ce territoire, l'expérience politique des *Balzi Rossi* a représenté un exemple vertueux de lutte contre la frontière, ayant été capable de défier le dispositif frontalier, au moment où il se renfermait. Il a représenté en outre un fort moment de matérialisation de la solidarité, concrétisée par la cohabitation quotidienne entre activistes, le plus souvent blanc.he.s et personnes en mouvement. En effet, nous pouvons en conclure que le spectacle de la frontière mis en scène sur ces rochers a été l'expression d'une crise de l'état qui se trouve défié dans ses présupposés souverains (ses frontières) plutôt que d'une « crise des migrants ».

5.5.2 Le campement sous le pont

Dans un contexte comme celui de la frontière décrit dans les pages précédentes, je m'interroge à propos des stratégies mises en place par les subjectivités qui se trouvent à habiter l'attente dans ce territoire, tout d'abord au niveau de la pratique d'habiter informel et de son adaptabilité au contexte dans lequel elle plonge. La morphologie du campement informel qui s'est développé sous le pont de la route SS20, a suivi une évolution progressive selon les périodes de l'année dans lesquelles j'ai étalé ma présence sur le terrain de façon continue : de juillet 2017 à avril 2018. Dans l'été 2017 le camp proprement dit n'existait pas encore, il s'agissait d'un ensemble de sacs de couchages et couvertures ; des matelas ou des cartons pour se protéger du sol. La position de ce lieu explique bien les raisons qui ont amené à l'élire en tant que refuge : peu visible depuis la rue, couvert en haut par le viaduc, à proximité d'une source d'eau, le fleuve Roya.

A ce propos, le pont dans le quartier populaire des Gianchette est devenu demeure pour une grande partie des migrants qui se trouvent à Vintimille. En moyenne, 300 migrants habitent les quais du fleuve Roya qui s'étendent sous ce viaduc. Les campements sont très simples, sans constructions ni aménagements particuliers. Dans le meilleur des cas, des vieux matelas ou tapis composent le dessous, sinon des cartons au-dessous et des couvertures au-dessus. Certains ont des sacs-à-couchage ou des plaid. D'autres, pendant le jour, plient les cartons et tout l'équipement qu'ils ont (vêtements, kits hygiéniques...) formant des plis qu'ils laissent à côté de leur emplacement. L'absence de constructions ou de structures plus durables s'explique

par le fait que tous les acteurs qui habitent ce lieu, sont dans l'idée de passage, de transit. La plupart ne songe pas de rester en Italie, certainement pas rester sous le pont, considérée comme une demeure temporaire. La plupart, même s'ils y restent plusieurs mois, n'ont pas de projets d'installation dans ce lieu. Pourtant, ils y habitent. Ils habitent une brèche, ils habitent un lieu hostile. (Notes du carnet de terrain, Juin 2017)

L'absence de constructions ou de structures plus durables au camp informel s'explique par le fait que la plupart des acteurs qui habitent ce lieu, sont dans l'idée de passage, de transit. La plupart ne songe pas de rester en Italie, certainement pas rester sous le pont de Vintimille, considéré comme une demeure temporaire. La plupart, même s'ils y restent plusieurs mois, n'ont pas de projets d'installation dans ce lieu. Toutefois, au fur et à mesure que la militarisation de la frontière se perfectionne, l'attente s'allonge.

En effet, quelques mois plus tard, la situation évolue sensiblement : l'agglomération de signes précaires d'installation a laissé la place à une organisation matérielle d'un véritable campement, avec un assemblage de tentes et de constructions plus durables, une organisation par nationalités et de multiples activités, des économies souterraines, une vie plus organisée. Plus le froid se rapprochait plus les habitants de cette brèche commencent à s'organiser plus rigoureusement.



Figure 20 Dessin réalisé par un Mahmoud, habitant temporaire du campement informel, Vintimille, Février 2018. Matériel de Nina Bacchini.

Les sacs de couchage ont laissé la place aux tentes et aux cabanes auto-construites ; les casseroles chauffées au feu sont devenues des générateurs alimentés à essence qui donnent directement l'électricité à certaines huttes. Comme nous pouvons lire dans le blog « *Parole sul confine* » :

« Cette fois-ci il n'y a pas les sacs et les sacs de couchage, mais une véritable citadelle qui, en expansion comme une énième jungle européenne, elle est capable de frôler les consciences, le bien-être et le décor d'une ville qui ne veut accepter d'être, et par conséquent de s'organiser, pour ce qu'elle est : une ville de frontière. Face à une frontière barricadée »¹⁵¹.

L'image de la citadelle rend bien l'idée de ce qu'était progressivement devenu le campement informel sous le viaduc de Vintimille.

¹⁵¹ Pour lire l'article : <http://parolesulconfine.com/la-quiete-prima-della-tempesta-aspettando-lennesimo-sgombero-a-ventimiglia/>, consulté la dernière fois le 12/05/2023.



Figure 21 Cabanes auto-construites, campement informel sous le pont, Vintimille, Février 2018. Photo de Nina Bacchini.

Au-delà de l'organisation matérielle, c'est la vie quotidienne qui fait de cet endroit une ville invisible, cachée au niveau du fleuve : le campement sous le pont n'est pas seulement le lieu où l'on dort, il représente également le lieu où l'on passe les journées car beaucoup de personnes évitent de se promener en ville, notamment lorsque les rumeurs des ratissages par la police se propagent. C'est pour cette raison que pendant le jour les activités sont multiples : des personnes jouent à cartes ou à d'autres jeux, souvent auto-fabriqués, d'autres demandent une coupe à la salle improvisée d'un coiffeur¹⁵², d'autres se préparent pour partir la nuit, certains participent aux activités prédisposées par les associations et les collectifs.

¹⁵² La pratique de la teinture des cheveux est très répandue. Un morceau de verre prend fonction de miroir, un peigne ou un rasoir électrique, une chaise constituent la salle de coiffure. D'habitude, un petit cercle de personnes entoure la scène, en commentant le travail du coiffeur, d'autres personnes attendent leur tour.



Figure 22 Jeu d'échecs, Campement informel sous le pont, Vintimille, décembre 2018. Photo de Nina Bacchini.

Les matériaux pour les constructions sont souvent récupérés dans la rue, échangés ou alors accumulés grâce aux donations des volontaires. La construction des cabanes est prise en charge par des groupes de travail qui s'organisaient : elles avaient des dimensions variables et pouvaient servir pour une personne seule ou pour un groupe de personnes. En mars 2018 un restaurant a vu le jour : le « jungle restaurant » a été construit et géré par le « chef » pakistanais Chacha. Il cuisinait des *samosa* frits (dont le prix était de 1 euro la pièce) et d'autres plats dans un four qu'il avait fabriqué avec des pierres, et préparait du thé au lait chaud, servi dans des verres en plastique.



Figure 23 « Jungle restaurant », campement informel sous le pont, Vintimille, Mars 2018. Photo de Nina Bacchini.

Lorsqu'il était en train de construire la cabane, Chacha demandait de l'aide aux activistes sur le terrain, notamment lorsqu'il nécessitait d'outils pour la construction. Le système était celui du don et contre-don : un jour nous lui avons prêté un râteau afin de compléter les travaux de la cabane ; le lendemain il nous avait permis d'utiliser sa cabane, qui n'était pas encore terminée, afin d'y aménager la station pour charger les téléphones, un jour de pluie qui ne permettait pas de conduire cette activité à l'extérieur. La fin des travaux était arrivée lorsqu'il avait fabriqué une petite porte qui, lorsqu'elle était fermée – à savoir, liée avec une corde à un clou inséré dans le bois du comptoir- empêchait l'entrée depuis l'extérieur. Depuis qu'il a ouvert ses portes, le restaurant est devenu jour après jour un repaire important sous le pont et beaucoup de personnes le fréquentaient pour manger la spécialité du jour ou rencontrer d'autres personnes. Il était beaucoup fréquenté par la communauté afghane car Chacha parlait ourdou et les Afghans pouvaient le comprendre ; la compréhension entre nous était compliquée car il ne parlait que quelques mots d'italien. Chacha se trouvait dans la « zone » des Erythréens. Simultanément à la construction du restaurant, il avait fabriqué sa propre maison, avec une tente basse mais longue, pour laquelle il fallait se plier pour rentrer. Le deuxième restaurant fut construit par des personnes afghanes, quelques jours après l'ouverture du Jungle Restaurant. Il était toujours à demi fermé, avec le rideau du comptoir tiré, car un jour les policiers étaient rentrés dans le campement pour leur dire qu'il était interdit de cuisiner sur place ; c'était d'ailleurs une des premières fois que je voyais les policiers descendre au camp informel, ce qui m'avait assez

interrogé. Lorsqu'un jour on m'a offert du riz servi dans des barquettes en aluminium, les gérants m'avaient expliqué qu'ils cuisinaient ailleurs et qu'ils ramenaient la nourriture précédemment préparée.

Les descriptions des deux restaurants, construits dans l'espace de quelques jours seulement, montre bien le degré d'appropriation des espaces de vie et les pratiques de l'habiter spontanées. L'évolution du campement informel sous le viaduc de Vintimille est un exemple de faire-ville en constante évolution : au fur et à mesure que la vie sous le pont se structurait, les dimensions symboliques de l'espace commencent à être prises en compte :

Les habitants ont aménagé une petite mosquée, avec des tapis à prière disposés parfaitement autour du tapis principal, celui habituellement occupé par l'imam. L'espace sacré est délimité par des cailloux disposés de façon très ordonnés, en carré, autour des tapis. Aux heures des prières les fidèles se rapprochent de la petite mosquée improvisée, ils se lavent et, après avoir enlevé les chaussures, ils prennent place sur un tapis et font la prière. La scène qui se crée est assez inédite car, autour du bruit quotidien du camp, des gens qui passent ou qui sortent des tentes, ce petit morceau d'espace délimité par des cailloux paraît être inséré dans une bulle, coupée de l'extérieur (Notes du carnet de terrain, Vintimille, mars 2018).



Figure 24 Mosquée improvisée, campement informel de Vintimille, 2018. Photo de Emanuela Zampa.

Certains jours, l'imam de Nice venait pour guider la prière, notamment pendant les périodes du Ramadan.

L'appropriation informelle de l'espace ne se fait pourtant pas sans conflits. Un exemple sont les bagarres pour conquérir une tente vide, lorsque quelqu'un arrive pour la première fois. Car tout bien matériel devient dans ce contexte un bien commercialisable, susceptible de devenir une source de profit. Les emplacements vides sont donc vendus en échange d'une somme d'argent ou échangées avec un autre service ou, plus rarement, ils sont donnés gratuitement. Il est très important, en hiver notamment, d'avoir une tente pour dormir la nuit : au-delà du froid, la tente permet d'avoir un espace d'intimité et un refuge protectif. Cette pratique d'échange est mise en lumière aussi par le maire de Vintimille, Enrico Ioculano, au lendemain de l'opération d'expulsion du campement informel, réalisée le 18 avril 2018. A ce propos, il déclare : « La situation n'était plus tolérable. Sous le pont il y avait des phénomènes de micro-criminalité diffuse, y compris un business des tentes » (entretien à *Rainews* 24).

Un autre élément qui nous permet de comprendre la centralité de l'objet tente, est la place que celui-ci occupe pendant les bagarres : comme acte vindicatif ou action punitive, bruler la tente

de son ennemi est pratique assez courante ; faute de tente, la personne sera obligée à changer de place, en allant plus bas vers le fleuve par exemple : l'objet tente devient donc raison de luttes territoriales et de business, ce qui relève de l'importance de posséder un tel objet au camp. A partir de mes observations et entretiens j'ai pu constater que, normalement, lorsqu'une nouvelle personne arrive, des formes de solidarité et entraide s'activent : elle est aidée par ses compatriotes, avec lesquels ils partagent la même langue et qui, à l'occasion, récupèrent une tente laissée vacante par ceux qui ont réussi à passer où elle pourra dormir. A mesure que le temps s'allonge et que l'attente s'installe (puisque la traversée de la frontière n'est pas immédiate) elle met en place des stratégies afin de récupérer soi-même une tente ou du matériel pour construire une cabane, si entre-temps elle abandonne, du moins temporairement, l'idée de partir.

Les vols sont aussi une source de conflits : téléphones, argent, passeports, vêtements. La crainte d'être cambriolé est généralisée. Au fur et à mesure, le campement s'agrandit et ses infrastructures se spécialisent : des douches mobiles sont installées plusieurs fois par semaine par les bénévoles allemands du groupe « *No border no problem* », en garantissant la possibilité à quelque personne par jour de se laver.

A ce propos, les conditions hygiéniques et sanitaires sont assez critiques, car la municipalité n'aménage pas ces lieux avec les équipements nécessaires à abriter l'attente de ces centaines de migrants : les poubelles disséminées dans le quartier sont fermées à clé, et aucune autre poubelle a été ajoutée ni des sacs poubelles ont été fournis ; les services d'entretien et nettoyage ne sont pas garantis sur les quais du fleuve. Les robinets qui se trouvaient à plusieurs endroits sur les murs des quais ont été fermés plusieurs fois : un seul accès d'eau a été réouvert entre-temps. La municipalité et les institutions empêchent délibérément de créer les conditions nécessaires à une autonomie d'habitation et de gestion. Les pouvoirs publics créent un jeu de pouvoir autour de l'accès au territoire dont les conséquences directes sont la dégradation des espaces et des conditions de vie. L'absence de robinets fonctionnants pousse beaucoup de migrants à boire l'eau du fleuve, ce qui comporte des problèmes de santé non négligeables. L'Eglise des *Gianchette* essaie de s'équiper et met à disposition des conteneurs en plastique avec de l'eau potable, laissés sur le muret entourant le parking en face du pont : les personnes vont chercher l'eau le matin, avant qu'elle finisse.

Le degré de précarité des installations est encore plus accentué par le fait que les forces de police peuvent parfois conduire des ratissages sous le pont, infligeant une sensation d'instabilité généralisée et permanente. La menace est toujours dans l'aire. En regardant à la symbolique

des espaces, il nous faut mobiliser à nouveau le concept de *degrado*. Ce terme, construit par le langage médiatique notamment, est fonctionnel à légitimer des politiques urbaines spécifiques. Lorsque la volonté communale est celle d'expulser les lieux habités par les personnes en transit, la rhétorique du *degrado*, avec le champ lexical qui appelle à la souillure, à la dégradation et à la maladie, devient une machine narrative fonctionnelle à définir ces espaces en tant que lieux à purifier. Le langage hygiéniste rentre à plein titre dans la légitimation des choix politiques institutionnelles : normalement une campagne médiatique musclée précède toute opération d'éviction. Ce n'est qu'après avoir décrit et donc défini un lieu en tant que dégradé que les pelleteuses peuvent se mettre en action. Pendant ces opérations, organisées cycliquement par l'administration communale, des scrapers accumulaient couvertures, sacs à couchages, cartons, vêtements - effaçant en quelques heures les traces de la présence de ces personnes. Evidemment, une fois l'opération terminée et les caméras des journalistes éteintes, le lieu est nouvellement occupé. Les multiples tentatives de nettoyages musclés des quais n'ont pas empêché les réinstallations successives et la conséquente évolution rapide du campement jusqu'à la dernière réelle opération, advenue le 18 avril 2018. A l'inverse, la thématique de la dignité des espaces de vie revient à plusieurs reprises dans les réunions des activistes autour des campements autogérés lorsqu'ils s'ouvrent. En 2018, face à une situation d'insalubrité marquée, les solidaires ont proposé plusieurs journées de nettoyage collectif, en mettant à disposition le matériel utile à ramasser les ordures (balais, sacs poubelles, gants) : sur les pylônes du viaduc quelqu'un a peint des inscriptions qui, résistant jusqu'à présent, récitent « nettoyer c'est respecter ceux qui arrivent après toi ». Si ces initiatives proposées par les solidaires visaient à relancer un débat autour des thématiques de l'autogestion et de la réappropriation des espaces habités, en essayant de transformer un problème en une action politique, les administrations communales ont toujours mobilisé cette problématique afin d'expulser, déplacer, éloigner les personnes habitant ces interstices. Dans ce sens, la rhétorique du *degrado* est habituellement connectée aux processus d'extraction de la valeur des lieux, car précédant la conversion de l'usage des lieux : une friche industrielle périphérique et délaissée sur laquelle surgit un camp pour demandeurs d'asile peut être ainsi libérée afin de laisser l'aire urbaine disponible à des investissements visant à sa requalification, comme c'est le cas de l'ancien parc Roya. Au même temps, ce processus de capitalisation des lieux dégradés devient une pratique non seulement institutionnelle : les passeurs traverseront ces espaces afin de trouver un bassin de clientèle pour leurs business, les migrants savent que ces lieux sont ceux généralement habités par les personnes en transit et que c'est là qu'ils trouveront des informations utiles, les solidaires aussi savent que c'est dans ces lieux qu'elles peuvent aller à la rencontre des personnes en difficulté.



Figure 25 Opération de nettoyage, campement informel sous le pont, Vintimille, Mars 2018. Photo de Nina Bacchini

Dans ce cadre, habiter cet espace du précaire, de l'incertitude et de l'hostilité résulte un acte de survivance, d'adaptation obligée qui peut parfois assumer les formes de micro-pratiques de résistance.

Les multiples stratégies que les personnes mettent en place afin d'habiter un espace qui se voudrait inhabitable, se traduisent par un acte de réappropriation d'un espace minimal de vie et, au même temps, un acte de désobéissance envers les institutions qui voudraient l'invisibilisation de ces migrants.

L'extrait d'entretien qui suit raconte le trajet ordinaire d'une personne qui arrive à Vintimille pour la première fois et, après avoir expérimenté la difficulté de traverser la frontière, elle réalise qu'elle devra habiter temporairement ce lieu :

Donc, au moins ce que j'ai vu, ce que j'ai vécu, pour ce qu'on m'a raconté je vais te le dire, je sais pas, de mon point de vue. Le réfugié arrive à Vintimille, après des jours, voire des semaines de voyage. Et quand il arrive là-bas il pense qu'il va passer. Qu'il faut juste acheter un billet et qu'il peut passer direct. Et il se heurte à ça, car il monte dans le train, il a son billet et le peu d'argent qu'il possède et, rien, quand la police l'arrête, ils le laissent dans le « congélateur », comme je t'ai expliqué, il reste là-bas la nuit jusqu'au matin d'après et après ils le renvoient à pied. Logiquement, il va essayer à nouveau, avec le même train mais cette

fois-ci sans acheter le billet, et ils vont le renvoyer encore une fois à pied, et il va essayer à nouveau. Mais à ce moment-là, il va essayer à pied par les chemins de montagne, le long des rails du train ou sur l'autoroute. Après avoir essayé à pied, il peut arriver qu'il passe, ou pas mais, bon, s'il ne passe pas il retourne au camp, il mange, il reste là-bas, il se relationne un peu mais ces premiers jours il ne va penser qu'à ça, à passer, il pense encore que c'est facile. Quand ils renvoient à nouveau, ce qu'il fait c'est qu'il va demander d'une façon ou l'autre ; la façon la plus simple de passer, et la plus économique, les gens lui explique qu'il y a un camion, et le prix pour ce camion, est autour des 80 euros. Après, tu ne sais pas où le camion l'amènera... et bon, s'il y a de l'argent il essaie en camion, sinon bah il attend là-bas dans le camp et, je ne sais pas, il se fait une vie jusqu'à ce qu'il ait l'argent pour payer le trafiquant. Et là-bas, à Vintimille, bah il se relationne, il rencontre des gens de son pays. Il devient un peu plus tranquille, après la déception initiale. (...) Et rien, quand il est là-bas, il fait une vie normale, il cherche de l'aide, il espère que quelqu'un de sa famille lui envoie de l'argent, il espère que quelqu'un va l'aider, il s'adapte un peu au milieu, ça dépend aussi du temps qu'il passe là-bas, il peut devenir comme les autres ou il peut continuer à penser avec sa tête et il attend, attend... Après, rien, quand tu passes quelques jours là-bas tu essaie de contacter la famille avec n'importe quel moyen, et espérer que quelqu'un l'aide pour payer le trafiquant pour qu'ils lui fassent passer la frontière. (...) et celui qui n'a pas la famille qui l'aide bah, peu à peu il finit pour se mettre dans le trafic aussi, puisque les trafiquants ce qu'ils disent c'est ça, qu'une personne il gagne de l'argent s'il amène des gens chez eux, bah tu peux gagner de l'argent pour passer, et au fur et à mesure il se met dans le service, dans ce domino (Entretien avec Ousman, réalisé le 30/04/2018 à Lyon en espagnol, traduit par moi-même¹⁵³).

Ousman a passé plusieurs mois à Vintimille quoique sa situation diffère de celle de la majorité des personnes qui se retrouvent à Vintimille : Ousman est un jeune saharoui ce qui, à cause des conflits politiques entre ce territoire et le gouvernement marocain, se traduit dans le langage

¹⁵³ Langue originelle de l'entretien : Así que, al menos lo que he visto, lo que he vivido y lo que me han contado, te lo voy a contar, no sé, desde mi punto de vista. El refugiado llega a Ventimiglia después de días o incluso semanas de viaje. Y cuando llegan, creen que van a pasar. Sólo tienen que comprar un billete y pueden pasar directamente. Cuando la policía lo detiene, lo deja en el "congelador", como ya he explicado, y pasa allí la noche hasta la mañana siguiente, tras lo cual lo devuelven a pie. Lógicamente, lo intentará de nuevo, en el mismo tren pero esta vez sin comprar el billete, y le volverán a mandar a pie, y lo volverá a intentar. Pero entonces lo intentará a pie por los caminos de montaña, por las vías del tren o por la autopista. Después de intentarlo a pie, puede pasar o no, pero si no pasa, vuelve al campamento, come, se queda allí, socializa un poco, pero durante los primeros días sólo piensa en eso, en pasar, sigue pensando que es fácil. Cuando le devuelven, lo que hace es preguntar de una forma u otra; la forma más fácil de pasar, y la más barata, la gente le explica que hay un camión, y el precio de ese camión ronda los 80 euros. Después, no se sabe dónde le llevará el camión... y bueno, si hay dinero prueba el camión, si no, espera allí en el campo y, no sé, se busca la vida hasta que tenga el dinero para pagar al traficante. Y allí, en Ventimiglia, bueno, hace contactos, conoce a gente de su país. Se tranquiliza un poco, después de la decepción inicial. (...) Y nada, cuando está allí, lleva una vida normal, busca ayuda, espera que alguien de su familia le envíe dinero, espera que alguien le ayude, se adapta un poco al entorno, también depende del tiempo que pase allí, puede volverse como los demás o puede seguir pensando con la cabeza y espera y espera... Después de eso, nada, cuando pasas unos días allí intentas ponerte en contacto con la familia por cualquier medio, y esperas que alguien te ayude a pagar al traficante para que puedan hacerles cruzar la frontera. (...) Y si no tienes una familia que te ayude, pues poco a poco acabas metiéndote en el tráfico también, porque eso es lo que dicen los traficantes, que una persona puede ganar dinero si lleva gente a su país, así que puedes ganar dinero para cruzar, y poco a poco acabas metiéndote en el servicio, en este dominó.

juridique dans le statut d' « apatride ». Il a pourtant des documents espagnols, car il vit en Espagne depuis son bas âge. Bien que légalement séjournant sur le sol européen, faute de passeport, les autorités françaises ne lui permettent pas de s'introduire sur le territoire pour rejoindre l'Espagne. Il a fallu demander un laissez-passer aux autorités espagnoles afin de lui permettre de retourner dans son pays, chez sa famille adoptive. Ousman a attendu ce document pendant deux mois et demi. Pendant ce temps, il a vécu à Vintimille, en alternant des périodes au campement informel et au camp de la Croix Rouge. A partir de cette histoire de vie, il est évident à quel point la dimension temporelle est l'un des aspects centraux du gouvernement des migrations : le retard dans l'obtention des documents permettant le déplacement se traduit dans une attente forcée et, par conséquent, une perte de temps de vie. En effet, Ousman avait urgence de retourner en Espagne pour reprendre son travail et, ainsi, supporter économiquement la famille restée dans les campements pour réfugiés sahraouis en Algérie qui sont des « territoire d'un Etat sahraoui réfugié » (Dedenis citée dans Agier, 2008 : 122).

Les échanges avec Ousman ont été particulièrement riches et significatifs grâce au fait que l'on pouvait parler en espagnol, une langue que je pratique assez aisément : l'obstacle linguistique est un élément crucial de la dimension relationnelle dans un territoire de frontière qui, en tant que carrefour de routes globales, est aussi un melting-pot linguistique.

A partir de cet extrait d'entretien nous pouvons comprendre que la traversée de la frontière est le but ultime de la pratique d'habiter la frontière. Les stratégies s'accumulent et se perfectionnent en fonction du temps et des tentatives de passage répétées, des réseaux amicaux ou communautaires, de la possibilité de demander de l'aide à la famille. La connaissance du territoire est indispensable et les premiers temps seront dédiés à cartographier la ville et la zone de frontière. La frénésie de tenter le passage diminue au fur et à mesure que les tentatives échouent : les tactiques doivent être affinées. Une autre stratégie est de servir aux réseaux des trafics, généralement en tant qu'intermédiaires, afin de gagner de l'argent et acheter ainsi le passage. La hiérarchie des rôles des trafics est précisément organisée, tel un « domino » comme le décrit Ousman : ces derniers sont organisés par nationalité, souvent disposent d'infrastructures (voitures, maisons, téléphones). La nature des trafics est variable : le passage de la frontière est évidemment le bien le plus recherché et rentable ; d'autres sources de profit concernent le repérage de biens matériels utiles tels les puces téléphoniques, les sacs de couchage, l'argent. Dans les agences telles *Money gram* ou *Western Union* le retrait des transactions économiques ne peut se faire sans un document d'identité valable : pour cette raison, certaines personnes se prêtent en tant qu'intermédiaire et retiennent un pourcentage de

l'argent envoyé comme prix d'un service. Dans un territoire de frontière, tout objet et toute information peut devenir un bien capitalisable.

Dans l'extrait qui suit, nous pouvons apprécier la description de comment une nouvelle personne apprend à s'orienter spatialement dans ce territoire :

Quand il arrive il rencontre des gens de son pays et il s'adapte au fur et à mesure au milieu, il se placera à côté de ces personnes, et ces personnes l'orientent un peu, où tu peux trouver la cabane, où tu peux trouver du wifi, d'où tu peux trouver des choses pour dépendre moins d'eux (...) Jour après jour, tu te réveilles, la première chose que tu fais est aller vers les arbres, à côté du fleuve, tu fais tes besoins, ensuite tu vas à la rivière, tu te laves, sinon tu vas au robinet d'eau courant. S'il est tôt, genre 9 ou 10 heures tu vas à Caritas et tu prends ton petit-déjeuner. Tu reviens, et les bénévoles ont amené un petit-déjeuner donc si tu veux t'en prends un deuxième. Vers 11 heures tu vas à l'infopoint, tu te connectes et tu parles avec ta famille, tu parles avec les gens là-bas. A 14 ou 15 heures tu reviens au pont, normalement il y a le mec des jeux et s'il est pas là il y a toujours au moins un ballon ; tu occupes un peu le temps, tu recommences à avoir faim et t'attends le repas qui arrive vers 18 heures. Tu manges ou tu gardes la bouffe dans ta tente pour la nuit ou le lendemain. Le moment du repas est le plus sympa car tout le monde est là, les bénévoles aussi donc tu parles et tu occupes ton temps. Vers 9 ou 10 heures on fait les feux et tout le monde boit ou fume ; celui qui fume pas il boit, celui qui boit pas il fume » (idem).

La spatialisation des rapports de force est observable par l'organisation de l'espace au sein des camps informels. Loin de vouloir forcer une lecture romantique des espaces autogérés, les entretiens réalisés mettent en avant les contradictions qui traversaient le campement sous le pont. Le prix à payer pour éviter les services institutionnels est le risque de tomber dans des chaînes de pouvoir de nature différente.

Le but ultime de tout campement informel à Vintimille est de traverser la frontière. Le camp informel sous le pont est structuré par groupes nationaux et est divisé par aires. A l'intérieur du campement se sont formées des structures hiérarchiques devinables en fonction des positions et des typologies des tentes : celles plus grandes et lointaines appartenaient aux passeurs soudanais qui organisaient les voyages, organisaient des distributions de nourriture, ils faisaient en sorte que les personnes dépendent et accèdent à leurs services : je te donne le paquet complet, nourriture, vêtements, nourriture, informations utiles et passage. J'ai vu des Soudanais avec des milliers d'euros dans leurs tentes. C'était une période dans laquelle les passeurs gagnaient beaucoup d'argent. Avec les Afghans je ne suis jamais rentrée en contact, ils avaient leur base opérative dans les trous [des pylônes du viaduc]¹⁵⁴, ils avaient un petit bar,

¹⁵⁴ Il s'agit d'emplacements créés à partir des trous des pylônes du viaduc ; on y accède en grimpant le viaduc, à l'aide d'un escalier généralement. Ils sont considérés comme des emplacements privilégiés car complètement couverts et peu visibles de l'extérieur. Des matelas servaient de lits, et d'autres équipements complétaient le mobilier de ces excellents refuges. Généralement, ce n'était que les passeurs – et leurs hôtes- qui avaient le privilège d'avoir une place à l'intérieur des trous.

un restaurant autogéré. Il y avait des tentes ad hoc pour la prostitution, je n'ai jamais vérifié ça mais on entendait ça (Entretien avec Sama, réalisé en italien à Vintimille, 6 Juin 2019, traduit par moi-même¹⁵⁵).

Cet extrait d'entretien nous permet de faire une importante digression concernant le statut ambivalent de la figure du trafiquant, très souvent aplatie et entendue de façon univoque. *Scafista, trafficante, contrabbandiere*, en italien. *Smuggler, trafiquant*, en anglais ; passeur en français. Les mots prolifèrent dans les discours médiatiques : les narrations et les rhétoriques sur la violence des trafics de frontière viennent souvent justifier les catastrophes et les morts, en tant qu'opération de déresponsabilisation des états et de leurs politiques. A Vintimille, l'activité des trafiquants est quotidienne et frénétique : avec leurs quartiers généraux, leurs infrastructures, leurs modalités de recrutement, souvent en accord avec les réseaux *ndranghetisti* du territoire.

28 mars 2023. Un hélicoptère de la police survole le ciel de Vintimille, des brigades en tenue anti-émeute sous le pont des *Gianchette*, des unités canines déployées le long de la rivière Roya. C'est l'aboutissement de l'opération « *Pantografo* » (pantographe), menée par les parquets d'Imperia et de Nice, en collaboration avec la police des frontières italienne et de la PAF française, dans le but de « reconstituer [...] les contacts avec les migrants à Vintimille à savoir la manière dont ils ont été recrutés ; la manière dont ils ont été mis dans les trains » (Alberto Lari, procureur d'Imperia). Selon les informations diffusées par la presse (la dernière datant du 29 mars 2023), seize personnes ont été arrêtées pour aide à l'immigration clandestine. Un vidéo est diffusé par la police afin de promouvoir l'opération : mise en scène du pouvoir musclé de la police et d'un glorieux déploiement de moyens pour débusquer des personnages louches cachés dans l'obscurité de leurs repaires insalubres. Le rythme des images et de la musique ainsi que les déclarations des autorités contribuent à spectaculariser une réalité qui est en réalité quotidienne et, au quotidien, sous les yeux de tout le monde. Ces expédients médiatiques sont fonctionnels à produire un discours sur la chaîne des responsabilités de la violence aux

¹⁵⁵ Langue originelle de l'entretien : Il fine ultimo di qualsiasi accampamento a Ventimiglia è attraversare la frontiera. Il campo informale sotto il ponte era strutturato per gruppi nazionali, diviso per aree. All'interno del campo si sono formate delle strutture gerarchiche intuibili in base alla posizione e tipologie di tende, quelle più grosse e lontane erano dei passeur sudanesi che organizzavano viaggi, distribuivano cibo, facevano in modo che le persone dipendessero e usufruissero dei loro servizi: io ti do il pacchetto completo, cibo, vestiti, informazioni e passaggio. Ho visto sudanesi con migliaia di euro in tenda. Era un periodo in cui i passeur facevano tanti soldi. Con gli afgani non sono mai entrati in contatto, all'interno dei buchi avevano la loro base operativa, avevano anche un piccolo bar, un ristorante autorganizzato. C'erano anche tende ad hoc per la prostituzione, io non ho verificato, però si diceva.

frontières : ce sont les froids calculs des passeurs ou la responsabilité individuelle des personnes se mettant volontairement dans des situations à risque qui sont appelés en cause. La littérature en matière (Khosravi, 2019, Amigoni *et al*, 2022) restitue les différentes dimensions relatives à la relation ambivalente entre passeurs et personnes en mouvement, marquée par des dimensions d'exploitation et des rapports de confiance. La réalité de Vintimille ne peut pas s'abstraire de la réalité des trafics. Les conflits sont dirigés vers les solidaires aussi, surtout vers la fin de l'expérience du campement informel lorsque les trafics étaient parfaitement structurés. En effet, les solidaires sont souvent perçus comme des présences intrusives et hostiles à leur business. Les premiers mois de 2018 nombreuses ont été les menaces proférées envers les solidaires par les passeurs : les motifs étaient souvent liés à des donations de tentes, geste qui, dans le système des prestations organisé par les trafiquants, risquait de bouleverser les rapports de force qui se basaient sur l'échange de biens matériels aussi. Du point de vue des solidaires, les rapports avec les passeurs sont ambivalents. En général, les solidaires ne regardent pas de bon œil la participation des passeurs dans les espaces solidaires à cause du risque de reproduire des rapports de force et de pouvoir. A plusieurs reprises, nous avons dû réfléchir aux manières d'éloigner des personnes qui s'étaient révélées des passeurs et qui avaient des rôles actifs et de premier plan dans la gestion des activités des solidaires.

Pour Mahmud, la différence principale du campement informel par rapport au *Presidio Permanente No Border* s'explique par le fait que les solidaires traversaient mais n'habitaient pas ce lieu. Selon lui, ceci s'explique par une volonté explicite de l'administration communale :

La police ne veut pas que les solidaires aident les migrants ou qu'ils se rencontrent. Chaque fois que les blancs se dirigent vers le campement, la police les arrête et les contrôle. Avant on dormait ensemble mais maintenant les solidaires ne peuvent pas dormir sous le pont car la police les contrôle, pendant la nuit aussi (Entretien avec Mahmud, réalisé à Vintimille, Février 2018).

Le campement informel de Vintimille a été définitivement expulsé le 18 avril 2018, à 8 heures du matin. Pendant l'opération d'éviction, annoncée quelques semaines avant par l'administration communale, les forces de police ainsi que les opérateurs techniques ont évacué les habitants, en rencontrant aussi des formes de résistance, en les « invitant » à aller s'enregistrer au camp de la Croix Rouge. Ensuite, des scrapers ont enlevé tout objet se trouvant sur le sol ; ce qui n'était pas enlevé par les machines, était récolté par les opérateurs engagés dans l'opération. Dans l'espace de quelques heures, les opérateurs ont fait disparaître ce qui était devenu un lieu de vie pour de centaines de personnes. J'étais rentrée en France le 2 avril

et je n'ai donc pas assisté à cette scène. Pendant l'opération, un incendie avait été déclenché en accélérant l'action d'effacement de ces petites maisons improvisées. L'incendie, déclenché volontairement selon les récits récoltés par la suite, a représenté un acte de dénonciation. Mettre le feu est un dernier geste de désespoir et d'appropriation d'un régime de visibilité : en expulsant le camp on a voulu effacer, en quelques heures seulement, la présence de ces corps en attente ; avec le feu, l'opération d'effacement a été spectacularisée. L'espace sous le pont dans la rue *Tenda* est cycliquement occupé par les personnes en transit, oscillant entre des périodes de majeur et mineur afflux. Ces oscillations dépendent de plusieurs facteurs, qui sont les saisons – en été le nombre de personnes est plus élevé, quoiqu'en hiver le pont représente un endroit protégé des intempéries -, les pratiques répressives de l'administration communale, telles les opérations de « nettoyage » ou les évictions, le niveau des contrôles à la frontière.



Figure 26 "Nothing will stop us to move on", grillage autour du périmètre de l'espace sous le pont, parking des Gianchette, Vintimille, 2018. Photo de Emanuela Zampa.

A chaque tentative d'apposer un grillage ou d'évacuer ce lieu, des nouvelles réoccupations prennent forme.

5.5.3 Les stalle et les case rosse

La généalogie des campements et des occupations informelles est souvent directement liée à la présence de camps officiels, leur genèse correspondant à un geste spontané de refus des logiques de l'hospitalité institutionnelle. Comme expliqué dans l'entretien qui suit, l'organisation de ces lieux est autogérée directement par les « occupants » et les groupes solidaires contribuent à structurer la matérialité du lieu, en fournissant du matériel utile :

Je suis arrivé en 2016 et deux jours après un camp informel s'est formé à l'extérieur du camp de la Croix Rouge, appelé les stalle (écuries, NdA). Il se trouvait près d'une gare de trains abandonnée, le camp de la Croix Rouge venait d'ouvrir, avant il se trouvait près de la gare de Vintimille, en centre-ville. Le campement dans les stalle a été créé par des personnes qui refusaient d'entrer dans le campement officiel, et au fur et à mesure le nombre de personnes augmentait. Les raisons de ce refus étaient les empreintes qu'il fallait laisser pour être enregistré dans le camp, la présence de policiers à l'entrée, le surpeuplement et donc les personnes décidaient de dormir dehors où elles pouvaient cuisiner pour elles-mêmes et s'organiser de façon autonome. Lorsque le nombre de personnes a augmenté, nous avons décidé d'installer certains services à l'intérieur de ces écuries : notamment une bouteille de gaz, une cuisine avec des garde-manger, des espaces transformés en dortoirs, d'autres en points d'information avec une librairie contenant de diverses informations, et certains espaces étaient destinés à stocker l'eau qui n'arrivait pas jusqu'ici. Un espace pour une infirmerie avec un lit de camp et des couvertures où se déroulaient les visites lorsque des médecins bénévoles de Gênes arrivaient. Moi, je servais d'interprète. Pendant la journée, nous jouions au football, il y avait des prières collectives, un coiffeur, des panneaux solaires pour recharger les téléphones. Il y avait principalement des Soudanais.

La suite de l'entretien restitue la progressive organisation liée au but ultime de l'habiter ce lieu, à savoir traverser la frontière. Le caractère collectif de la prise en charge des voyages émerge clairement : cette dimension, caractérisé par l'entre-aide et le partage des tactiques, est alors strictement en continuité avec les pratiques collectives de l'habiter. Pour cette raison, la répression intervient dans l'éviction de l'occupation et dans la tentative de faire exploser les alliances avec les solidaires, qui seront les premiers à être éloignés.

Progressivement, le camp est devenu de plus en plus autogéré, les gens se réunissaient le soir pour gérer le travail à l'intérieur du camp, pour partager des informations, ils essayaient de faire le ménage à tour de rôle, ce qui était essentiel pour les conditions dans lesquelles ils se trouvaient. Ce camp a duré moins de trois semaines, certains arrivaient à traverser la frontière mais les personnes n'arrêtaient jamais d'arriver, ils étaient très organisés entre eux pour les passages : une des activités du soir était d'organiser des groupes de cinq où quelqu'un expliquait le chemins aux autres, puis le soir ils partaient, espacés par heures ou par jours, les premiers groupes passaient à leur tour l'information aux autres ; souvent le groupe se séparait, deux étaient arrêtés et trois passaient, celui qui était arrêté revenait au camp et passait l'information aux autres. L'expérience du camp s'est terminée lorsque nous avons commencé à

subir progressivement des pressions, au début les policiers sont venus et ont commencé à prendre des photos, puis ils ont envoyé les pompiers avec l'excuse de la sécurité, les bénévoles de Caritas ont commencé à dire aux migrants de ne pas venir, mais malgré cela le camp s'agrandissait. Un jour les policiers ont emmené des bénévoles européens au poste de police, et deux jours plus tard ils ont organisé l'expulsion et ont tout démantelé, il y a eu un peu de résistance mais finalement ils ont fini par abandonner le lieu (Entretien avec Sama, réalisé en italien à Vintimille, Décembre 2018, traduit par moi-même¹⁵⁶).

Le fait de vivre collectivement dans un lieu occupé permet de renverser les logiques qui résident derrière le fonctionnement des camps officiels : l'autogestion et l'organisation collective sont à l'ordre du jour, les réunions servent pour organiser la vie en commun et les activités quotidiennes, dont les tentatives traverser la frontière. En réalité, les *stalle* ont continué à être habitées à la suite de leur expulsion officielle. Jusqu'à la fermeture du camp de la Croix Rouge en août 2020, elles étaient habitées par une dizaine de personnes appartenant à la communauté soudanaise notamment, certaines parmi lesquelles avaient présenté une demande d'asile en Italie. Amine, demandeur d'asile en Italie et en attente d'une place dans le système d'accueil qui tarde à arriver, a habité dans les *stalle* jusqu'à la fin, lorsque l'acier a rendu définitivement impossible une nouvelle occupation. Je l'ai interviewé en décembre 2021 lorsqu'il habitait encore dans cet endroit :

Nous avons beaucoup de couvertures et de sacs de couchage à cause du froid. Nous sommes quatre personnes ; il y a deux autres personnes qui ont demandé l'asile et qui attendent

¹⁵⁶ Langue originelle de l'entretien: "Sono arrivata nel 2016 e dopo due giorni si è formato un accampamento informale fuori dal campo della Croce Rossa, chiamato l'ex stalla. Si trovava vicino a una stazione dei treni merci abbandonata, il campo della Croce Rossa aveva appena aperto, prima si trovava vicino alla stazione, in centro. Si è creato questo accampamento di persone che si rifiutavano di entrare in quello ufficiale e man mano il numero di persone aumentava. I motivi principali del rifiuto erano le impronte che bisognava lasciare per entrare nell'altro, la polizia all'ingresso, il sovraffollamento, e quindi decidevano di dormire fuori, dove potevano cucinare e auto-organizzarsi. Quando i numeri sono aumentati abbiamo deciso di installare alcune utenze all'interno di queste stalle, tra cui una bombola del gas, una cucina, delle dispense, abbiamo trasformato alcuni spazi in dormitori, altri in info-point con librerie contenenti varie informazioni, e luoghi dove stoccavamo l'acqua che non arrivava lì. Avevamo uno spazio per l'infermeria con un lettino e delle coperte dove si svolgevano le visite quando arrivavano i medici volontari da Genova. Io facevo da interprete. Di giorno si giocava a calcio, si facevano preghiere collettive, c'era un parrucchiere, c'erano pannelli solari per ricaricare i telefoni. C'erano soprattutto sudanesi. Man mano quel campo è diventato sempre più autogestito, le persone facevano assemblee serali per gestire i lavori all'interno del campo, per condividere informazioni, si cercava di fare dei turni di pulizie, fondamentale per le condizioni in cui si trovavano. Questo campo è durato meno di tre settimane, alcuni sono passati ma ne arrivavano altri di continuo, erano abbastanza organizzati per organizzare i passaggi tra di loro; una delle attività serali era organizzare gruppi di 5 e uno spiegava i sentieri agli altri, e poi quando volevano la sera partivano, distanziati di ore o giorni, i primi gruppi poi passavano le informazioni agli altri, molte volte succedeva che il gruppo si spaccava, due venivano fermati e tre passavano, chi veniva fermato tornava al campo e raccontava agli altri. L'esperienza è finita quando abbiamo iniziato a ricevere pressioni graduali, all'inizio la polizia veniva e faceva foto, poi hanno mandato i vigili del fuoco con la scusa della sicurezza, i volontari della Caritas invitavano i migranti a non venire ma il campo si stava ingrandendo. Un giorno la polizia ha portato i volontari europei in commissariato, e due giorni dopo hanno organizzato lo sgombero e hanno smontato tutto, c'è stata una piccola resistenza ma poco dopo hanno ceduto.

ici un logement depuis longtemps, peut-être depuis deux mois. Le matin, nous allons à Caritas pour prendre le petit-déjeuner et demander à l'avocat ce qu'il en est de notre situation ; maintenant qu'il fait froid, on ne peut pas rester à la plage, donc on n'a aucune raison de rester à Vintimille ; le soir, nous allons aussi à la distribution pour prendre de la nourriture et recharger notre téléphone, puis nous revenons. C'est notre routine quotidienne. La ville ce n'est pas un endroit sûr, c'est dangereux. Vous vous souvenez de ce qui s'est passé il y a un mois ? Quelqu'un a tué quelqu'un. Maintenant, les maisons rouges sont fermées avec de l'acier, si vous essayez de les ouvrir, la police arrive ; il y a de l'eau, nous avons l'habitude de l'utiliser, mais maintenant quand vous essayez de l'ouvrir, la police arrive et vous demande "qu'est-ce que vous faites ici ?". L'endroit où je loge est la seule chance que j'ai ici à Vintimille, sous le pont, c'est bizarre et sale, dangereux. C'est un endroit réservé aux personnes en mouvement, pas aux personnes qui attendent longtemps. Peut-être qu'ils restent là quelques heures et qu'ils essaient ensuite de passer. Ce n'est pas un endroit pour les personnes qui restent longtemps. Lorsque les gens arrivent, ils restent généralement près de la gare et essaient de passer tous les jours et toutes les nuits par de nombreux moyens. En général, des groupes organisés de France et d'Italie viennent ici pour donner de la nourriture et recharger les téléphones. Pour ceux qui cherchent un logement, il y a une longue procédure pour aller dans des camps ou dans des endroits plus sûrs (Amine, entretien réalisé en anglais, à Gênes en décembre 2021, traduit par moi-même¹⁵⁷)

Cet extrait d'entretien est sûrement très parlant. D'une part, Amine explique que les raisons qui expliquent une permanence durable dans le territoire frontalier sont dictées par l'insuffisance de places dans le système d'accueil italien, ce qui oblige les personnes à vivre dans la rue pendant une temporalité indéfinie. Cette temporalité amène à une mobilité circulatoire, qui conduit les personnes à se déplacer d'un lieu à l'autre, en fonction des ressources à disposition (l'eau potable) ou au degré de répression (les contrôles policiers). Les « personnes en mouvement », intentionnées à traverser la frontière, préfèrent au contraire rester en proximité de la ville, et de la gare notamment, en cherchant en permanence des moyens pour passer. Les rapports avec la ville et son centre sont très limités et dictés par le besoin d'aller voir l'avocat

¹⁵⁷ Langue originelle : "Now I stay in this place, we have many blankets and sleeping bags because of the weather, it is cold now. We are 4 persons; there are two more persons that asked for asylum and are here waiting for an accommodation for a long time, maybe for two months. In the morning we go to Caritas to collect breakfast and to ask the lawyer about our situation; now as it is cold, you cannot stay at the sea, so you have no reason to stay in Ventimiglia; in the evening we also go to distribution to take food and charge our phone and then we come back. This is our routine, every day. It is not a safe place, it is dangerous. You remember what happened one month ago? Someone killed someone. When police see that there are many people they come and check; sometimes when there are too many people, they fight each other and put them in a bad situation. Now red houses are closed with steel, if you try to open it the police come; there is water, we used to use it, but now when you try to open it the police come and ask "what are you doing here?" The place where I stay is the only chance that I have here in Ventimiglia, under the bridge it's weird and dirty, dangerous. It's a place just for people on the move, not for people who are waiting for a long time. Maybe they stay there for few hours and then they try to pass. It is not a place for persons who stay for long. When people arrive, they usually stay close to the station and try to pass every day and every night by many ways. Usually, some organized group from France and Italy come here to give food and charge phones. For those that are looking for an accommodation there is a long procedure to go to camps or in safer place".

de Caritas ou recharger le téléphone. Il s'agit donc d'un rapport « instrumental » et entouré d'une perception de danger, de péril et de forte conflictualité. En effet, Amine fait référence à la découverte d'un corps d'un homme soudanais poignardé jusqu'à la mort (*quelqu'un a tué quelqu'un*) en novembre 2021, un mois avant cet entretien.

A quelques mètres des *stalle* et du camp de la Croix Rouge d'autres bâtiments ont été occupés par des dizaines de personnes. Il s'agit de bâtiments abandonnés, également situés dans l'aire industrielle de propriété de *FS Sistemi Urbani* (groupe *Ferrovie dello Stato Italiane*) et appelées « maisons rouges », *case rosse* en italien. Pour les rejoindre, il faut traverser les anciens rails de la ligne ferroviaire Cuneo - Nice et qui sont aujourd'hui désaffectée.

C'est encore Amine qui raconte :

Quand je suis arrivé en Italie, [...] ils n'ont pas autorisé de nouvelles personnes à entrer [dans le camp Roya]. La police est restée devant le camp [...] ; ils ont dit que nous ne pouvions pas rester là-bas. Nous ne pouvions y aller que pour prendre le petit-déjeuner ou le dîner. C'était en juillet 2020, j'ai continué comme ça pendant plus d'un mois, puis le camp a fermé. Pendant cette période, j'ai vécu dans les maisons rouges. Lorsque j'y suis allée, j'ai trouvé quelques personnes, peut-être une dizaine, principalement originaires du Pakistan, et je suis restée avec elles. Nous avons essayé de garder le camp propre et sûr, nous avons de l'eau, nous essayions d'être prudents. Lorsque le camp de la Croix-Rouge a définitivement fermé, d'autres personnes sont venues [...]. Parfois, la police venait vérifier mes documents et comme j'avais un "permesso di soggiorno", ils disaient que c'était bon. Au bout de quelques semaines, des employés des chemins de fer sont venus nous dire que nous devons sortir, que nous n'avions plus le droit de rester là et que nous avons un jour pour prendre nos affaires. Moi et tous les gens qui étaient là avons déménagé sous le pont ou sur les berges de la rivière. Maintenant, les maisons rouges sont fermées avec de l'acier ? (Amine, entretien réalisé en anglais, à Gênes en décembre 2021, traduit par moi-même¹⁵⁸).

La première fois que je suis rentrée à l'intérieur des *case rosse*, elles n'étaient déjà plus habitées de façon permanente ; certaines personnes y rentraient la nuit pour y dormir, rares étaient les personnes qui y passaient les journées. Le niveau de saleté laissait présager l'état d'abandon et

¹⁵⁸ Langue originelle de l'entretien : "When I arrived in Italy, [...] they didn't allow new people to go inside [the Roya Camp]. The police stayed in front of the camp [...]; they said we couldn't stay there. We could go there only to collect breakfast or dinner. It was in July 2020, I continued like that for more than one month and then the camp closed. During this period, I was living in the red houses. When I went there, I found a few people, maybe about ten people, mainly from Pakistan and I stayed there with them. We tried to keep it clean and safe, we had water, we tried to be careful. When the Red Cross Camp definitely closed more people came there [...]. Sometimes the police came to check my documents and as I had a "permesso di soggiorno" they said it was ok. After a few weeks, some employers of the railways came and told us that we had to go out, that we were not allowed to stay there anymore, and that we had one day to take our stuff. I and all the people who were there moved under the bridge or to the riverbanks. Now, the red houses are closed with steel [...]; there is water there, but now when you try to open it the police come and ask: "what are you doing here?"

d'occupation éphémère du lieu. Seulement quelques traces, d'habits, de matelas ou de bois cramés, laissent imaginer que des personnes avaient jadis habité ce lieu.



Figure 26 Intérieur des case rosse, mai 2021. Photo de Luca Daminelli.

Dans certains points, il fallait se couvrir le nez afin de ne pas respirer l'aire insalubre, pendant la période post covid les masques devenaient utiles afin de garantir une protection. Certaines chambres paraissaient légèrement plus propres, car avaient été nettoyées afin de permettre une occupation plus digne. Les contrôles de police presque quotidiens et la progressive insalubrité des lieux ont contribué à l'abandon des bâtiments. Lorsque le robinet d'eau a été définitivement fermée par les institutions communales, les conditions de vie étaient devenues assez intolérables.

En définitive, cette zone a été intéressée par de différentes pratiques d'habiter, allant des plus informelles avec l'expérience des *stalle* et des *case rosse*, mais également des formes plus institutionnelles avec le camp de la Croix Rouge. Cette intense présence de formes d'habiter s'explique par la position périphérique et isolée de cette aire urbaine et par la présence de bâtiments abandonnés facilement appropriables par des formes d'occupation spontanées.

Lorsque cette aire urbaine a commencé à être attentionnée par des projets d'investissement et de reconversion urbanistique, dont nous avons parlé dans le chapitre précédant, les *stalle* ont été verrouillées avec des planches en aluminium qui en empêchent définitivement l'accès.

5.5.4 L'Eglise des *Gianchette*

Hier, comme annoncé, le premier transfert de femmes et de familles de l'église des Gianchette vers le camp de la Croix-Rouge à Vintimille a été effectué. [...] Alarmées et effrayées par la décision de la préfecture, certaines familles ont décidé de quitter volontairement l'église et de s'installer dans la rue, en essayant d'éviter le transfert vers le camp institutionnel. Situé dans une zone périphérique et marginalisée [...], il n'y a pas de conditions minimales pour créer un séjour digne. La militarisation des voies d'accès, l'absence d'espaces de vie minimum et de services de base, ainsi que la surpopulation constante, conduisent plusieurs migrants à préférer le lit de la rivière. Le besoin d'espaces de liberté ne se limite pas à un repas chaud et à un lit de camp, mais réside dans la possibilité de préserver sa dignité (Page Facebook de Progetto20k, 5 août 2017, traduit par moi-même).

L'expérience de solidarité expérimentée au sein de l'Eglise des *Gianchette* a représenté un tournant dans la ville de frontière. Pour la première fois, des acteurs de la société civile et des associations de bénévolat s'engageaient dans l'accueil des personnes en transit. : l'expérience prit le nom de « *Ventimiglia Con-fine solidale* ». Don Rito Alvarez devient une figure ambivalente en ville : honoré et applaudit par les uns, critiqué par les autres, contrairement à la transformation de l'Eglise en *hub* de la solidarité aux personnes migrantes. Entre 2017 et 2018 il reçoit trois lettres contenant des menaces de mort. Samir rappelle :

Quand je suis arrivé j'ai dormi deux nuits au campement sous le pont. J'avais rencontré un garçon soudanais très gentil qui m'a proposé de travailler en tant que bénévole à l'église des Gianchette. Je donnais un coup de main et je dormais là-bas. J'ai fait ça pendant presque deux mois : je contrôlais la situation, je faisais le ménage. Après j'ai pris la route vers la France où je suis resté deux ans avant d'être renvoyé en Italie à cause du Dublin. Et alors je suis retourné à Vintimille car je connaissais des personnes ici (Entretien avec Samir, Vintimille, décembre 2019).

Pendant l'an et demi de vie de l'église solidaire (précisément 440 jours, du 31 mai 2016 au 14 août 2017), 13.000 personnes sont passées par ses locaux, environ 600 personnes par jour, le travail des bénévoles de l'église et des activistes a été incessant. Au quotidien, les ONG et les bénévoles organisaient des distributions de nourriture et vêtements, communiquaient des informations, garantissaient un support médical ; des dizaines de tentes recouvraient le jardin de la paroisse. Il s'agissait d'un camp autogéré, n'étant pas financé par les institutions. Les

reportages journalistiques se multipliaient, y compris au niveau national¹⁵⁹. En ce moment, le quartier de *Roverino* était donc constellé de lieux d'« accueil » : l'église, le campement informel sous le pont, les bureaux de *Caritas*. Certains riverains commencent à dénoncer la situation. Certains habitués de la paroisse décident de boycotter les messes de *Don Rito*. Le comité de quartier « *Adesso basta* » se constitue et les manifestations traversent la rue *Tenda*, épice centre du quartier. Sous mandat de la Préfecture, le 16 août 2017 l'église ferme définitivement ses portes et les personnes sont transférées au camp de la Croix Rouge. En étant à connaissance de ces transferts forcés, beaucoup de personnes avaient déjà commencé à quitter les lieux, en préférant se rendre au campement informel sous le pont. La conséquence directe de la fermeture de l'église a été la hausse du nombre de femmes, y compris enceintes, et enfants sous le pont, vivant dans des conditions d'extrême précarité. *Don Rito Alvarez* est transféré dans une paroisse mineure, dans la vallée *Nervia*. A l'heure où j'écris ces pages, l'église des *Gianchette* reste encore fermée, en raison de travaux de mise en sécurité du bâtiment. De temps en temps, des sacs de couchage s'accumulent en face de l'entrée mais aucune tentative de réoccuper l'église a été tentée.

L'église a donc constitué un point de repère important en ville et existait en continuité au campement informel sous le pont : les mouvements entre ces deux lieux étaient continus : chercher une amie, une information, un sac de couchage. La recherche de biens, de personnes et d'informations est la raison des mobilités résidentielles dans le quartier des *Gianchette*. Il n'est pas un hasard qu'au moment de l'éviction de l'église, beaucoup de personnes aient décidé d'aller dormir sous le pont plutôt que de se faire enregistrer au camp *Roya*.

Dans la géographie des mobilités résidentielles observée à partir des camps à Vintimille, les infrastructures humanitaires et solidaires, les agences de transfert d'argent international, les bars tolérant la présence des personnes racialisées résultent des points de repères. Dans sa déambulation quotidienne, qui tourne, souvent, autour de la recherche d'une stratégie pour passer la frontière, les personnes ne sont pas immobiles. Au contraire, elles repèrent les ressources du territoire et ses dangers latents, cherchent un abri, créent des réseaux, accumulent du capital matériel. Au fur et à mesure de leurs cheminements, elles développent un savoir-faire avec les lieux, des compétences à s'approprier et rendre familier des espaces étrangers. La cartographie mentale d'un territoire correspond pour chaque personne à un ensemble de

¹⁵⁹La Repubblica : <https://video.repubblica.it/edizione/genova/ventimiglia-confine-solidale-come-funziona-il-campo-caritas/242277/242285> .

possibilité, de prescriptions et d'interdits dont le contenu est à la fois spatial et symbolique : une personne sans documents évitera, par exemple, de passer à la gare s'il sait que les camionnettes destinées aux ratissages y sont stationnées, elle modifiera son trajet afin d'éviter les « zones rouges », qui sont perçues en tant que zones dangereuses. Cette mobilité attentionnée requiert donc un apprentissage du territoire, ce qui constitue le produit d'une opération de familiarisation avec les lieux.

Dans la rue *San Secondo*, à quelques pas de la rue *Tenda*, les locaux de *Caritas* offrent plusieurs services : la distribution des petits déjeuner, un dépôt de vêtements, le cabinet médical. Les va-et-vient sont fréquents au moment des horaires d'ouverture des services, lorsque se rendre jusqu'à la rue *San Secondo* ne constitue pas un risque d'être contrôlé ou arrêté. Comme rappelle Amine, il s'agit de se rendre en ville le temps d'obtenir ce qu'il faut pour ensuite « retourner à ses propres positions »

Nous allons à Caritas et les gens qui habitent sous le pont vont aussi à Caritas, puis nous retournons tous à notre position. Il n'y a rien qui nous permette de rester dans le centre, vous n'avez rien à faire (entretien avec Amine, réalisé en anglais à Gênes, Décembre 2021, traduit par moi-même¹⁶⁰).

¹⁶⁰ Langue originelle : “We go to Caritas and also the people from under the bridge go to Caritas and then we all go back to our position. There is nothing that let us stay in the centre, you don't have nothing to do”.



Figura 27 "Jungle Restaurant", Four auto-construit, campement sous le pont, Vintimille, mars 2018. Photo de Nina Bacchini.

5.6 Politiques des corps : du corps ressource au corps malade

Attente et mouvement. Un enjeu incontournable dans l'analyse des temporalités des personnes à la frontière est l'usage des substances psychotropes. De récentes études sur la vie dans les camps des réfugiés mettent en relief les abus des drogues et des médicaments psychotropes à l'intérieur de ces lieux en tant que pratique largement répandue, connaissant une hausse générale. L'usage de ces substances, notamment celles à effet sédatif (cannabinoïdes et opiacés) devient une stratégie de remplissage de l'attente et du temps vide qui précède le passage de la frontière mais qui peut aussi conduire à une « déshistoricisation » (De Martino, 1948), qui coïncide souvent avec l'abandon du projet migratoire et, par conséquent, à une permanence indéfinie sur le territoire frontalier. En effet, au fil des années, Vintimille a perdu le statut de ville exclusivement de transit pour les migrants en direction de la France. Le pourcentage des personnes qui décident de faire une demande d'asile en Italie est en évolution. Faute de places

dans le système d'accueil et à cause du déni du droit au logement, ces personnes se trouvent à habiter dans une zone de frontière, sans le projet de la traverser. La frontière devient donc lieu à la fois du transit et de résidence. Cette évolution de la ville de frontière est très significative car actualisant de nouvelles pratiques dans une ville encore prise dans la transition de ville de passage à ville d'accueil, où les infrastructures prédisposées à cet accueil ne sont pas disponibles.

L'usage généralisé de drogues devient évidemment une source de profit pour les réseaux des trafics qui ont alors tout intérêt à introduire ces substances à l'intérieur des camps. La contrepartie de ces abus est évidemment la montée des comportements d'agressivité, des conflits et des bagarres, des vols, des viols. Ces derniers aspects constituent une réalité tristement répandue, qui renversent l'imaginaire des espaces autogérés en tant que lieux-refuges, bulles d'entre-aide et d'une solidarité sans freins. Or, il me semble néanmoins pouvoir avancer l'hypothèse que l'exposition des corps, dont l'usage des drogues et d'alcool augmentent la visibilité dans l'espace public, peut être aussi lue comme une critique radicale et un défi ouvert aux politiques d'assignation des personnes, un sort de cri du sujet qui réclame : « je suis là bien que vous interdisiez ma présence et j'expose ma souffrance de la manière la plus visible et la plus brutale pour que ce soit impossible de ne pas me voir ». D'ailleurs, Beneduce (

« Derrière la passivité et l'indifférence des dominés, sous couvert de comportements violents ou désordonnés, il est possible de discerner les signes irréductibles - bien que désorganisés - d'une rébellion silencieuse et obstinée » (Beneduce, 2019 : 64, traduit de l'italien par moi-même¹⁶¹).

Le corps est le premier élément visé par le dispositif frontière : il doit rester en bonne santé et mobile, capable de s'insinuer, de se cacher, de courir vite ou d'attendre le bon moment. Il faut l'équiper avec de bonnes chaussures, le dissimuler avec de bons vêtements, le réparer du froid avec des couvertures. En revanche, le corps malade, fatigué, lourd devient le premier obstacle aux projets migratoires : il peut les interrompre ou les retarder. Tomber d'une falaise, se faire attraper à la suite d'une course-poursuite sur un chemin de montagne, se faire mordre par des chiens de frontière ce sont les causes majeures de blessures. Le stress, les vécus traumatiques,

¹⁶¹ Langue originelle : "Dietro alla passività e l'indifferenza dei dominati, sotto le spoglie di comportamenti violenti o disordinati, è possibile cogliere i segni irriducibili - ancorchè disorganizzati - di una ribellione silenziosa e ostinata".

l'angoisse pèsent également sur les corps et peuvent devenir des facteurs de blocage et d'alourdissement de ce dernier.

Mon corps est devenu une cage pour moi. Je mange très peu et je ne fais que grossir. Quand je suis partie de la Côte d'Ivoire j'étais très mince, je pesais 55 kilos. Depuis que je suis arrivée en Lybie j'ai commencé à grossir et aujourd'hui encore. Je pense que c'est lié au stress, à cause de tout ce que j'ai vécu. Mais là je n'arrive pas à marcher, quand je marche je m'étouffe et mon cœur commence à battre très fort. Je ne peux pas rester comme ça ; j'ai besoin de travailler pour gagner de l'argent pour mes fils. Comment vais-je faire avec ce corps ? (Entretien avec Bénédicte, demandeuse d'asile Ivoirienne, réalisé à Gênes, Mai 2023).

Il ne s'agit donc pas seulement du corps qui voyage au travers des frontières, mais aussi du corps qui travaille. Le fait d'être apte à travailler est un élément essentiel dans les projets migratoires des personnes : travailler signifie pouvoir envoyer de l'argent à la famille, rembourser la dette accumulée pour payer le voyage, conduire une vie digne en Europe. L'impossibilité de travailler est dans un rapport inversement proportionnel aux objectifs du voyage.

« Je m'étouffe », *I can't breathe* : la violence de l'histoire passe par le droit à respirer. Les corps des personnes racialisées doivent négocier leur droit à la vie, que ce soit sur les lignes de frontière, dans les centres de rétention ou dans les rues d'une métropole. Frantz Fanon a raconté l'expérience de la respiration pour les peuples colonisés : « Dans ces conditions, la respiration de l'individu est une respiration observée, une respiration occupée. C'est une respiration de combat » (Fanon, 1965 : 65, traduit de l'anglais par moi-même¹⁶²). Respirer devient synonyme de lutter. George Floyd est assassiné le 25 mai 2020 : un policier tient son genou sur son cou, tandis que ses collègues l'immobilisent. Pendant ces interminables 9 minutes, George répète à plusieurs reprises : *I can't breathe*, je n'arrive pas à respirer. Achille Mbembe (2020) parle de « droit universel à la respiration », en relation aussi au virus covid-19 qui attaque les poumons et la capacité de l'organisme à respirer¹⁶³.

¹⁶² Langue originelle : “Under these conditions, the individual's breathing is an observed, an occupied breathing. It is a combat breathing”, Frantz Fanon, *A dying colonialism*, Grove Press, 1965.

¹⁶³ « Avant ce virus, l'humanité était d'ores et déjà menacée de suffocation. Si guerre il doit y avoir, ce doit par conséquent être non pas tant contre un virus en particulier que contre tout ce qui condamne la plus grande partie de l'humanité à l'arrêt prématuré de la respiration, tout ce qui s'attaque fondamentalement aux voies respiratoires, tout ce qui sur la longue durée du capitalisme aura confiné des segments entiers de populations et des races entières à une respiration difficile, haletante, à une vie pesante » (Mbembe, 2020 : 5).

Toutefois, de façon presque paradoxale tout autant que certainement dramatique, le corps malade ou blessé peut devenir au contraire une tactique pour poursuivre le projet migratoire et une manière de transformer positivement l'écart entre corps et statuts (il)légaux et légaux (Ravenda, 2011) : obtenir un diagnostic d'une maladie chronique ou un trouble psychique peut servir à obtenir un *permesso di soggiorno* pour raisons médicales ou pour nécessité de soins¹⁶⁴. Les actes d'automutilation dans les *CPR* peuvent être fonctionnels à résister aux pratiques de rapatriements : dans ce sens, ces actes ne signifient pas une volonté de s'extraire du lien social mais, bien au contraire, ils sont fonctionnels à faire retour à ce lien social, y revendiquer une appartenance. Le concept de vulnérabilité est en effet au centre des politiques migratoires, dans ses acceptions humanitaires : le corps blessé ou malade est alors un critère utile à justifier un état de vulnérabilité. Si les critères d'objectivité sont centraux dans l'évaluation d'une demande d'asile¹⁶⁵, lorsqu'on parle de maladie, l'objectivité est notamment recherchée dans la matérialité des corps et dans leurs traces visibles. Les corps qui souffrent de façon invisible sont soumis à des logiques du soupçon qui nous informent grandement sur nos critères ontologiques et nos catégories épistémologiques dans la compréhension des états de souffrance et de vulnérabilité.

5.7 L'habiter comme pratique de *debordering* : notes conclusives

Si la littérature dans ce champ d'étude est vaste et diversifiée, le concept d'habiter assume des formes inédites lorsqu'il est appliqué à l'espace de la frontière. Tout d'abord, il est strictement connecté à l'idée de mouvement : paradoxalement, habiter la frontière signifie rester sur le territoire le temps nécessaire afin d'accumuler les capitaux symboliques et matériels utiles pour traverser la frontière et continuer le voyage. Ces éléments sont dans un rapport de continuité dialectique. Dans ce sens, le concept d'habiter contient en soi une tension, un dynamisme qu'il convient de mettre en avant.

¹⁶⁴ Dans la législation italienne en matière d'immigration, il y a deux typologies de *permesso di soggiorno* qui prévoient la reconnaissance du statut de maladie : un est le *permesso di soggiorno* pour soins médicaux qui est délivré par le Tribunal, ne permet pas l'inscription au système sanitaire national et ne prévoit pas la possibilité de travailler, en outre sa durée est strictement liée aux besoins thérapeutiques. L'autre est la protection spéciale pour des raisons de santé. Cette dernière prévoit la reconnaissance d'une forme de protection internationale reconnue par la Commission Territoriale, car l'état de santé du demandeur, en cas de rapatriement, le placeraient dans une situation de vulnérabilité manifeste, tenu compte des manques des systèmes sanitaires dans les pays d'origine.

¹⁶⁵ La crainte d'un retour au pays d'origine doit être une « crainte objective », à savoir le fait de « craindre à raison » ou craindre pour une « bien fondée raison » que des personnes tierces doivent être en mesure de reconnaître et, ainsi, protéger.

Au même temps, l'habiter la zone frontalière requiert quelques variables fondamentales : être capable d'éviter les contrôles de police, assurer une proximité minimale avec la frontière, rester proche des réseaux communautaires pour accéder aux informations utiles pour les passages ; être capable de recharger son téléphone pour rester en contact avec sa famille ou avoir accès à des cartes et des services internet. Tous ces éléments impliquent un mouvement incessant sur le territoire. La réalité des campements informels que j'ai tenté de restituer à travers ces pages est contradictoire et violente, son ethnographie requiert un regard attentionné.

Le but de l'habiter la frontière est de mettre à profit et capitaliser le temps de l'attente afin de se remettre en mouvement, de poursuivre ses projets tel qu'ils ont été imaginés ou de les réadapter en fonction de nouveaux éléments survenus en cours de route. Habiter le mouvement devient alors ce petit art de résistance dont parlait Paba ou les contre conduites de Rahola. Ce que j'ai pu observer depuis 2016 est que l'implémentation du niveau de militarisation des frontières et des technologies fonctionnelles à leur contrôle produit des changements des projets migratoires en cours de route : plus de personne décide de s'arrêter dans les lieux considérés de transit comme Vintimille pour déposer une demande d'asile¹⁶⁶ et essayer de suivre le parcours de la démarche d'asile. Dans ce cadre, les stratégies mobilisées concernent une négociation permanente avec le temps et l'espace ainsi que leurs rapports matériellement définis par le gouvernement des frontières, notamment par les régimes économiques qui les structurent. C'est le capital qui décide de la légitimité des opérations d'extraction de la valeur des espaces, lorsque ces dernières sont gérées par le bas, elles sont criminalisées (la criminalisation consistant dans la forme plus grave de délégitimation).

L'analyse de la frontière restitue une complexité analytique intéressante car constitué principalement par un ensemble d'éléments contradictoires qui, observés dans leur négociation permanente, permettent une lecture dialectique de l'histoire et du présent de cette ville frontalière.

¹⁶⁶ Les demandeurs d'asile ou réfugiés qui se trouvent à Vintimille font leur demande d'asile à la *Questura* de Imperia.

6. Au-delà de la solidarité : l'émergence d'une contre-ville

6.1 La contre-ville de la solidarité : Introduction au chapitre

Ce chapitre vise à restituer la géographie et les pratiques des **réseaux solidaires** et politiques qui travaillent sur cette frontière, contribuant aux dynamiques quotidiennes des *insurgent cities*.

J'ai décidé d'intituler ce chapitre « Au-delà de la solidarité » afin de souligner que l'objectif du présent chapitre est moins de décrire la nature ou la conformation de ce que sur le terrain ou dans la littérature l'on appelle solidarité, quand plutôt de mettre en évidence comment ces pratiques contribuent à redéfinir les spatialités et les imaginaires de la ville frontalière, en négociant une présence, y compris de façon spontanée, conflictuelle ou illégale.

Ces réseaux constituent l'« *underground railroad* » (Queirolo Palmas, Rahola, 2020), un chemin de fer souterrain qui court parallèlement aux routes migratoires, en devenant une infrastructure du support à la liberté du mouvement. Selon ces auteurs, les pratiques de solidarité dans les zones de frontière et dans les villes européennes calquent l'infrastructure de support aux esclaves noirs fugitifs dans le contexte de prohibitionnisme de l'Amérique esclavagiste du 18^{ème} et 19^{ème} siècle. Le mouvement abolitionniste qui s'érigait contre le système esclavagiste de l'Amérique du Nord s'était structuré de façon souterraine, afin d'éviter l'exposition de ses membres aux lois liberticides des gouvernements locaux, en entrant souvent dans un état de clandestinité. Pour les collectifs militants la question de la légalité est centrale : pratiquer la solidarité active se heurte souvent avec les lois en vigueur, en posant directement la question de la légalité des pratiques. L'enjeu de la légalité différencie la nature des univers solidaires, entre collectifs qui revendiquent une portée ouvertement contestataire et conflictuelle aux régimes des lois et associations et ONG qui agissent souvent dans le respect des limites légaux. Toutefois, avec la progressive restriction du champ de la légalité en matière de répression des pratiques solidaires, ces dernières aussi se positionnent de plus en plus dans un périmètre entre (il)légalité instable et mouvant, en négociant à travers des pratiques actives l'interprétation des textes des lois : il suffit de penser aux activités des ONG dans la mer Méditerranée, prêtant secours aux bateaux en détresse, ne respectant pas les assignations des ports de la part des états transgressés dans leurs eaux territoriales, comme ce fut le cas de Carola Rackete lorsque le 26 juin 2019 la capitaine de la *Sea Watch 3* est entrée dans les eaux territoriales italiennes, malgré l'interdit du Ministre de l'Intérieur, en permettant ainsi à 42

personnes de débarquer à *Lampedusa*, après plusieurs jours d'attente flottante¹⁶⁷. A la suite du débarquement, l'arrestation de la capitaine et la querelle avec les représentants du gouvernement italien, avant tout avec Matteo Salvini, ouvrent un débat de grande ampleur au niveau de la société civile et des médias. Sur la scène nationale les débats autour de la thématique de la « désobéissance civile » s'enflamment, tantôt considérés comme juste réaction face à des lois fortement injustes, tantôt comme des actions illégales pénalement repréhensibles.

Afin de retracer la géographie des luttes contre la frontière à Vintimille et le réseau mis en place par ces contre-discours et contre-pratiques nous devons considérer le caractère transfrontalier et hétérogène de celui-ci. Les réalités solidaires qui s'installent à la frontière franco-italienne acquièrent un caractère transnational, caractérisé par la circulation des activistes depuis et vers d'autres territoires de frontière et par la provenance de ces derniers depuis plusieurs pays en Europe : France, Allemagne, Belgique. Il faut toutefois spécifier que si la lutte contre les frontières est un enjeu global, « les luttes de frontière doivent être analytiquement situées et politiquement interrogée » (Mezzadra, Neilson, 2014). En effet, Vintimille devient le théâtre de la rencontre de différentes expériences politiques menées en solidarités aux personnes en transit et un laboratoire de coopération transfrontalière entre différentes réalités. La nature de ces univers solidaires est hétéroclite : ONG et associations humanitaires, individus de la société civile, collectifs autonomes, groupes d'étudiant.es, groupes de scout.

Ce chapitre consiste donc à mapper les expériences et les spatialités des luttes de frontière et des alliances politiques qui les soutiennent. Avec le terme lutte de frontière je ne me réfère pas seulement aux mouvements de contestation qui prennent vie sur les zones de frontière, mais bien à toutes ces luttes qui contestent la présence des frontières, dans l'hétérogénéité des formes qu'elles peuvent assumer : les grèves du secteur de la logistique, les occupation urbaines, les résistances aux déportations, les manifestations contre l'exploitation dans le monde du travail, les actions de *advocacy* contre les déportations de migrants irréguliers. Dans ce sens, les conflits explosés dans les banlieues contre les politiques racistes et ségrégationnistes du gouvernement français (chapitre 3) rentrent à part entière dans la cartographie des luttes de frontière. Cette dernière ne se limite donc pas à ces mouvements qui se situent sur les lignes de frontière mais

¹⁶⁷ En 2019 le gouvernement italien approuve le décret-loi n. 53 « Dispositions urgentes visant à renforcer l'efficacité de l'action administrative à l'appui des politiques de sécurité », mieux connu sous le nom de décret « *Sicurezza-bis* », qui réglementait la fermeture des ports italiens aux navires des ONG prêtant secours aux migrants en mer, car considérées dangereuse en termes de sécurité et d'ordre public. Le décret *Sicurezza* sera remplacé par la suite, avec un autre texte de loi, le DL 130/2020.

à ceux qui suivent les lignes de frontière dans leur constante diffusion et reproduction. Nous pouvons donc considérer que la solidarité peut être interrogée selon trois niveaux principaux :

- La solidarité au sein des réseaux des migrant.e.s eux-mêmes ;
- Les *underground railroad* à savoir la dimension collective de support aux migrant.e.s ;
- La dimension intersectionnelle des luttes, à savoir comment les luttes et les pratiques solidaires sur les questions migratoires s'insèrent dans des coalitions plus larges.

6.2 Mapping resistances¹⁶⁸ – mapper les micro-pratiques résistantes



Figure 28 Les campements informels et les lieux solidaires, 2023. Carte réalisée par Chiara Molinero,

¹⁶⁸ D'autres termes comme "guerilla cartography" (<https://www.guerrillacartography.org>), "mapping back" (<http://mappingback.org>) ou "counter-mapping" (Hunt et Stevenson 2017), signifient les tentatives de détourner la cartographie hégémonique, en tant que pratique coloniale qui produit des inégalités en termes de représentations. Ici, le concept de « mapping résistances » est utilisé en tant qu'appel à transgresser la cartographie officielle de la ville de Vintimille, en signalant les lieux qui ne trouvent généralement pas de place dans les représentations officielles mais qui contribuent néanmoins à la fabrique de la ville et qui sont significatifs depuis la perspective des personnes bloquées à la frontière. Il s'agit encore une fois d'un exercice de déconstruction du regard, ouvrant à la possibilité de penser autrement à l'histoire des représentations et des imaginaires.

A partir d'une analyse terminologique des récits de ces personnes sur le terrain, il existe plusieurs termes que les acteurs utilisent afin de se définir et définir leurs pratiques : militant.es, activistes, bénévoles, solidaires. Parmi ceux-ci, le terme *No border* est souvent réapproprié par les activistes et donc utilisé pour définir leur positionnement politique. Dans le langage médiatique et institutionnel *No Border* est utilisé dans son acception négative, vouant à mettre en premier plan les pratiques illégales et conflictuelles de ces groupes en tant que mauvais exemple d'activiste :

Nous avons beaucoup utilisé le terme "solidaires" au cours de ces dernières années. Non pas que j'aime ce terme non plus... Il vient plutôt de la nécessité stratégique d'être inclusif, tout en essayant de sortir de la dichotomie décourageante qui différencie le " bon activiste" des "méchants No Border" qui cherchent les affrontements (Entretien avec Arlette, réalisé à Gênes, novembre 2021).

Par souci de clarté, dans les pages qui suivent le terme « solidaires » est mobilisé lorsque je me réfère de manière générale aux réalités qui supportent les personnes migrantes, que ce soient les collectifs politiques, les associations du territoire, les subjectivités individuelles. Ce support se traduit dans une multiplicité de pratiques dirigées vers les personnes migrantes, du support matériel aux actions de *advocacy*. Si d'une part, ce terme est souvent utilisé de façon *emic* par les acteurs et actrices qui sont les protagonistes des pages qui suivent, de l'autre il est récemment au cœur de nombreux travaux sur les frontières. En effet, Potot et Giliberti (2020) établissent un état de l'art sur le sujet, en ouvrant la voie à ce que ces auteurs appellent les *solidarity studies* ; en outre de nombreux programmes de recherche, financés dans les dernières années, portent cette thématique au centre de nouvelles perspectives de recherche¹⁶⁹.

J'utilise le terme « militant » pour me référer aux groupes et collectifs qui se positionnent dans un rapport ouvertement conflictuel et de rupture avec les politiques migratoires et de frontière des gouvernements européens. Ces derniers sont des sujets politiques proposant un discours plus vaste sur les causes et les effets de ces mêmes politiques, en prenant en cause le système socio-économique dans lequel ces dernières s'insèrent.

¹⁶⁹ Au sein de l'Université des études de Gênes, plusieurs collègues travaillent sur le projet MOBS (*Mobilities, solidarities and imaginaries across the borders*), financé par les financements Prin 2020 et SOLROUTES (*Solidarities and migrants' routes across Europe at large*), financé par les financements européens *ERC advanced grant*. L'incessant travail autour de cette perspective émergente me permet de me confronter avec une riche et innovante littérature et différentes expériences de terrain.

6.2.1 La bolla: le presidio permanente No Border

Pendant les jours immédiatement suivants la fermeture de la frontière française en 2015, certaines réalités antiracistes convergent à Vintimille, qui était en train de devenir le lieu de fixation de centaines de personnes, bloqué.es dans leurs mouvements par la réintroduction des contrôles à la frontière. Face à une frontière barricadée, la solidarité active s'organise, décidée à supporter les instances relatives à la liberté du mouvement.

Le mouvement *No Border* commence à se constituer, en situant dans les frontières externes et internes de l'Europe le champ de leur action politique. Brennero, Indomeni, Lesvos, Vintimille deviennent des laboratoires de la solidarité internationale, traversés par un mouvement construisant son identité sur un discours d'abolitionnisme des frontières. Sa composition est plutôt hétéroclite quoique la composante anarchiste et autonome est sans doute majoritairement représentée ; son caractère transnational se manifeste dans les différentes provenances de ses militant.es, qui facilement se déplacement d'une frontière à l'autre, en contribuant à caractériser la dimension transfrontalière de cette lutte. La circulation transnationale des militant.es *No Border* permet aussi de produire des analyses comparatives des différents territoires de frontière, fonctionnelles à établir les continuités et les spécificités des politiques et des pratiques migratoires.

L'histoire du mouvement *No Border*, protagoniste de la première phase de la lutte contre les frontières à Vintimille, court parallèlement à l'histoire récente des frontières européennes :

« Sous l'étiquette générique de *No Border*, adoptée pendant de nombreuses années comme nom d'un réseau d'activistes européens, ces luttes ont fourni certains des exemples les plus radicaux et les plus inspirants d'action politique autour et sur les frontières, avec des implications qui s'étendent bien au-delà des demandes des migrants. De l'organisation de camps frontaliers sur les sites stratégiques de contrôle des migrations aux campagnes contre les agences impliquées dans leur gestion, des actions directes contre les centres de détention aux tentatives de construction de *underground railroads* pour le passage sûr des personnes en transit » (Mezzadra, Neilson, 2014 : 338, *traduit de l'italien par moi-même*¹⁷⁰).

¹⁷⁰ Langue originelle : Utilizzando l'etichetta generica di No Border, adottata per molti anni come nome di una rete di attivisti europei, queste lotte hanno fornito alcuni dei più radicali e stimolanti esempi di azione politica attorno e sui confini, con implicazioni che si estendono ben oltre le istanze dei migranti. Dall'organizzazione dei border camps in luoghi strategici del controllo della migrazione alle campagne contro le agenzie coinvolte nella sua gestione, dalle azioni dirette contro i centri di detenzione ai tentativi di costruire underground railroads per il passaggio sicuro dei soggetti in transito.

Le camp des *Balzi Rossi* (13 juin 2015 – 30 septembre 2015) est encore aujourd’hui décrit comme une expérience marquante de la lutte à cette frontière : plusieurs pamphlets, bandes-dessinés et livrets auto-produits racontent et dessinent l’expérience sur les rochers par des personnes ayant vécu ce moment de lutte, en laissant un témoignage précieux et endogène de ces journées¹⁷¹. Dans les discours des acteurs interrogés, cette expérience correspond à un vrai moment de concrétisation de la solidarité et de la lutte contre les frontières. Les raisons qui résident derrière à la mythification de ce *presidio*, résident dans le fait que pour la première fois un rassemblement spontanée de personnes devient une réalité permanente et une expérience politique concrète, où des dizaines de personnes solidaires et migrantes partagent le quotidien d’une frontière fermée et militarisée. Au-delà du caractère international, c’est aussi la dimension intergénérationnelle qui caractérise cette expérience, en permettant une circulation des savoirs et des compétences, mais aussi d’incompréhensions et de conflits.



Figure 29 Emanuele Giacopetti, *La bolla*, 2015.

¹⁷¹ Il convient de citer G. Mazzia ; L. le Maquis ; E. Giacopetti (2015)

A partir de ce 13 juin, les activités organisées sur les rochers consistent à organiser le quotidien du camp, érigé sur un terrain hostile, et à supporter les aspirations des personnes à se rendre en France. Le camp est renommé aussi « *la bolla* » (la bulle) par ses habitants car dans ce lieu les règles de l'Europe ne sont pas appliquées. En effet, *la bolla* devient rapidement un site à la fois de lutte et de support matériel pour les migrant.es. Une cuisine de camp est installée sur la pelouse en face de l'ancien bureau du tourisme, fermé depuis de nombreuses années. Au fil des semaines, le camp s'agrandit en arrivant à s'étendre dans les aires limitrophes aux rochers, là où aujourd'hui surgit un parking. En effet, cet endroit est encore aujourd'hui un lieu de passage car se situant à proximité de trois attractions principales : une résidence touristique, le Musée des *Balzi Rossi*, la plage des *Balzi Rossi*, considérée une des plus belles de cette zone.

Tout de même, il s'agit de dénoncer les politiques européennes des frontières dans un moment de forte visibilité médiatique et politique :

On s'organisait pour faire des manifestations : on faisait une assemblée deux ou trois fois par semaine, pour demander d'ouvrir la frontière mais finalement nous avons jamais trouvé une solution car la frontière restait fermée (Entretien avec Fouad, réalisé à Vintimille, mars 2018).

Les *battute* (depuis « *battere* » qu'en italien signifie taper) deviennent une pratique courante, consistant à faire resonner les garde-corps qui entourent l'espace des rochers avec des bâtons, afin de matérialiser par le bruit une frontière qui n'aurait pas dû exister, mais qui était au contraire bien réelle. La pratique politique des habitants des *Balzi Rossi* se structurait autour de deux dimensions intrinsèques au spectacle de la frontière : d'une part, en contestant ouvertement sa dimension publique et médiatisée, avec des actions comme les *battute* qui visaient à la fois à matérialiser la frontière ; de l'autre, faisant face à ses dimensions plus invisibles, en la transgressant chaque nuit, défiant sa matérialité retrouvée.

Le *Presidio Permanente No Borders* est expulsé le 30 septembre 2015, à cause de la forte pression de l'administration communale. Les solidaires et les migrant.e.s, depuis plus de trois mois engagés dans cette lutte, sont forcés à quitter le lieu.



THE NIGHT BEFORE, THERE WAS THE USUAL
POT-BANGING DEMONSTRATION ON THE BORDER.
BY BEATING THE METAL BARRIERS WITH STONES
AND POTS. PEOPLE BREAK THE SILENCE AND
REAFFIRM THE CONCEPT THAT NOBODY IS
WILLING TO GO BACK.

Figure 30 Emanuele Giacopetti, *La bolla*, 2015.

Nous faisons beaucoup de choses dans ce camp et la police n'aimait pas ça parce qu'ils disaient « vous êtes en face de la frontière, en face de la police française ». Le 30 septembre 2015 il y a eu l'éviction. Quand nous sommes rentrés à Vintimille, le 1^{er} octobre nous avons fait une grosse manifestation avec tous les migrants qui étaient restés en ville et qui voulaient partir en France. Après la plupart des personnes ont accepté d'être enregistré au camp de la Croix Rouge mais moi, avec d'autres 20 personnes, on a refusé d'entrer. J'avais fait trop de choses avec les solidaires. Nous avons fait un campement informel sous le pont et nous sommes restés là-bas 5 mois avec les No Border et les migrants. Après 5 mois la police a évacué le lieu. Le maire avait dit que nous ne pouvions pas rester là-bas avec les tentes. Nous sommes alors allés dans un autre endroit, plus loin de la ville, à environ 40 minutes à pied. Nous sommes restés là-bas 3 mois et il y avait les No Border et certaines personnes de Progetto 20k. Quand cet endroit a été évacué aussi, il n'y avait plus d'endroits à occuper. Tous les migrants sont allés dans le camp de la Croix Rouge. Moi je ne voulais absolument pas entrer dans les camps, je n'aime pas les espaces du gouvernement car je suis libre et je veux la liberté pour conduire ma vie. Tous les No Border étaient partis de Vintimille car ils avaient reçu les fogli di via (les expulsions, Nda) et alors je suis parti, j'ai quitté l'Italie et je suis parti en France. C'était le 21 novembre 2016. Je suis parti à Grenoble parce que je connaissais beaucoup de personnes à Grenoble, des amis soudanais mais aussi des gens français que j'avais connus à Vintimille. A Grenoble aussi j'ai fait beaucoup de choses politiques, comme des occupations pour ouvrir des

espaces pour les migrants. Huit mois après la France m'a reconduit en Italie, c'était le 5 juillet 2017. Depuis Grenoble la police m'a amené dans une prison à Lyon et après ils m'ont conduit en Sardaigne. Quand je suis arrivé en Sardaigne, la police italienne a dit que je devais rentrer en France. Nous avons été amenés à Bastia, en Corse et après à nouveau en Italie, à Rome. La chose horrible c'est que nous sommes restés 2 jours entiers avec les menottes car ils craignaient que nous allions faire quelque chose. Il y avait 12 policiers avec nous, nous étions 4 personnes. J'avais peur qu'ils voulaient nous ramener en Afrique. Quand je suis arrivé à Rome, je suis allé à Bologne, Turin, Val Susa, pour aller visiter mes amies No Border. Le 1^{er} août je suis arrivé à Vintimille et j'ai trouvé les gens de Progetto 20k. (Entretien avec Fouad, réalisé à Vintimille, Mars 2018)

Ce long extrait d'entretien décrit ce qui se passe après l'expulsion des *Balzi Rossi*. Les tentatives d'occupation ont été systématiquement empêchées et, simultanément aux actions répressives de l'état envers les militant.es *No border*, les personnes n'ont d'autre choix que d'accepter d'être enregistré dans le camp officiel de la Croix Rouge. L'absence d'une organisation politique et collective pousse Fouad à partir pour la France et rejoindre d'autres réseaux amicaux. La solidarité et l'entre-aide – qui se traduit principalement dans la possibilité d'être hébergé et conseillé - entre compatriotes notamment, contribue à façonner la géographie des routes transfrontalières. Toutefois, le Règlement Dublin intervient drastiquement afin de réorienter les flux qui tentent de s'autodéterminer. Les péripéties qui s'en suivent expliquent parfaitement le jeu des négociations entre deux Pays membres dans la reconstruction d'une chaîne de responsabilités qui détermine le pays responsable de la personne demandeuse d'asile, sans qu'elle puisse exprimer une préférence. Entre-temps, « nous sommes restés 2 jours entiers avec les menottes », le traitement de ces opérations de frontière se traduit dans des politiques des corps qui les renferment, déplacent, resserrent. La turbulence des déplacements tracés par les mouvements de Fouad restitue l'image d'un jeu de l'oie ; un jour j'ai entendu un homme nigérian dire « Europe it's like a videogame », en se référant au Règlement Dublin qui l'avait obligé à faire retour à Vintimille après quelques mois passé en France. Le retour en Italie correspond pour Fouad à retrouver des anciens amis et à retourner à Vintimille : la situation a changé et il rencontre de nouvelles personnes. Lorsqu'il revient sur le territoire de Vintimille, Fouad rentre à faire partie du collectif *Progetto 20k*.

6.2.2 Progetto 20k

Cette partie du chapitre correspond aussi à un récit autobiographique. Mon engagement au sein du réseau *Progetto 20k* correspond au début de mes recherches sur le terrain. Les réflexions

contenues dans ce chapitre sont le fruit d'un travail collectif, conduit selon deux axes principaux : dans la pratique, sur le terrain, en conduisant des activités avec les sujets ; dans ses dimensions d'analyse politique et de réflexivité, à travers de centaines de réunions et assemblées, publications de pamphlets, guides d'informations, récits publiés sur les sites internet ou les réseaux sociaux, présentations du projet dans les écoles, universités, groupes de scout.

Localement, à la suite d'une première phase de la lutte aux frontières caractérisée par l'expérience du *presidio permanente No border* et la grosse répression qui a bouleversé le mouvement (2015-2016), la solidarité fatigue à se réorganiser, quoiqu'au niveau international le sujet des frontières européennes devient central dans les pratiques et les récits de certains mouvements politiques. *Progetto 20k* naît en 2016, sous initiative d'une dizaine de militant.es afférents à des centres sociaux de Milan et Bergame notamment, ayant participé à l'expérience sur les rochers des *Balzi Rossi* dans l'été 2015. Au fil du temps le réseau s'agrandit, en faisant converger plusieurs personnes en provenance surtout du Nord de la péninsule italienne. L'objectif politique se structure autour de deux axes principaux, l'un de la solidarité et l'autre de la contestation : d'une part, il s'agit de lutter contre le dispositif des frontières en structurant des pratiques de solidarité envers les personnes qui en subissent les effets en première personne ; de l'autre, à partir d'une approche solidaire, il s'agit de contester la frontière en tant que lieu de production d'injustice et de discrimination. *Progetto 20k* se positionne donc dans une position ouvertement antagoniste aux politiques de frontière européennes, en considérant cette dernière en tant que lieu où la violence capitaliste et néolibérale se manifeste dans ses formes les plus brutales :

La frontière est le lieu où les injustices produites par le système dans lequel nous vivons, par le système capitaliste, par le néolibéralisme, précipitent, se juxtaposent et se rendent visibles, parce que c'est sur les corps des personnes qui se voient refuser la liberté de mouvement que nous voyons l'effet produit par les politiques néolibérales, et sur les lieux de frontière l'intersection des différents mécanismes de discipline et de domination est évidente (...) la question de classe est évidente, dans le sens où les personnes qui tentent de traverser la frontière ne sont pas seulement des migrants, mais surtout des pauvres (...) l'effet des politiques d'exploitation du Nord global sur le Sud global est également évident, dans la mesure où beaucoup de ceux qui arrivent à la frontière parlent anglais ou français parce que tous les États ont été des colonies pendant des siècles, ils ont été dominés par les États européens, on leur a toujours montré l'image de l'Europe comme la terre promise, mais en même temps on leur a refusé cette terre promise (...) C'est précisément l'endroit où toutes les contradictions du système dans lequel nous vivons précipitent, et je pense que c'est aussi l'un des endroits les plus intéressants pour faire de l'activisme parce que, précisément dans la matérialité de chaque

jour, on est encore capable de défier et d'essayer, même si c'est avec de petits grains de sable, de défier le capitalisme de l'exclusion et de la reproduction de l'injustice (Entretien avec Lino, activiste de Progetto 20k, traduit par moi-même¹⁷²).

Dans un point de vue de la structure que *Progetto 20k* s'est donnée, il s'agit donc d'un réseau qui fait converger militant.es des centres sociaux et de collectifs principalement italiens mais aussi individus n'ayant pas forcément un *background* militant et qui décident de s'activer dans la lutte contre les frontières. Plusieurs personnes demandeuses d'asile qui se trouvent à Vintimille décident de participer activement aux activités du projet. Interrogé par moi-même sur les raisons qui l'ont amené à devenir un membre actif du projet, Mahmud explique :

Quand on dit qu'en Europe il y a la liberté ce n'est pas vrai. Car la liberté devrait être garantie pour tout le monde, et non seulement pour les personnes avec les documents. S'il y a une frontière je ne peux pas passer sans documents. Tout le monde devrait être en mesure de traverser la frontière, d'aller en France et de revenir en Italie s'ils veulent. Pour moi c'est ça la liberté car la frontière n'existe pas. Je suis là surtout pour ouvrir cette frontière (Entretien avec Mahmud réalisé à Vintimille, Février 2018).

Le processus décisionnel s'organise autour d'assemblées générales, souvent de deux ou trois jours, ayant lieu cycliquement dans des villes différentes du Nord d'Italie. Lors de ces assemblées les activistes établissent les lignes et les objectifs politiques qui seront ensuite concrètement déclinés par les personnes sur le terrain. Pendant ces moments, qui réunissent donc les membres du réseau qui pendant l'année habitent de façon éparpillée sur le territoire italien, il s'agit aussi de transmettre l'histoire et les pratiques du projet aux nouveaux membres qui prennent contact avec *Progetto 20k* et décident de passer du temps à la frontière. Initialement, le réseau organisait des relais, notamment en été et dans les périodes des vacances, participés par un groupe de personnes qui restaient quelques jours, quelques semaines voire quelques mois sur le terrain afin de mener les activités et puis repartaient ; la présence des activistes était donc variable et discontinue, soumises aux disponibilités personnelles des

¹⁷² Langue originelle de l'entretien : "il confine, la frontiera è il luogo dove precipitano, si concentrano e sono più visibili anche le ingiustizie prodotte dal sistema in cui viviamo, dal sistema capitalistico, dal neoliberalismo perchè comunque sui corpi delle persone a cui viene negata la libertà di movimento vediamo l'effetto prodotto dalle politiche neoliberiste e sulla frontiera è evidente l'intersezione dei vari meccanismi di disciplinamento e di dominio (...)è evidente la questione di classe, nel senso che le persone che provano a passare la frontiera non sono solo migranti ma sono soprattutto poveri (...)è anche evidente l'effetto di quello che sono le politiche di sfruttamento del Nord del mondo nei confronti del Sud del mondo nel senso che molti quelli che arrivano in frontiera parlano inglese o francese perchè tutti gli stati sono state secoli colonie, sono stati dominati dagli stati europei, è stato mostrata sempre loro l'immagine dell'europa come la terra promessa ma poi contemporaneamente viene negata loro la terra promessa (...)È proprio il luogo dove precipitano tutte le contraddizioni del sistema nel quale viviamo e penso che sia anche uno dei luoghi più interessanti dove svolgere attivismo perchè appunto nella materialità di ogni giorno si riesce comunque a sfidare e a provare a anche se con dei piccoli granelli di sabbia quotidianamente a sfidare il capitalismo di esclusione e di riproduzione di ingiustizia".

activistes. A titre d'exemple, j'ai pu moi-même rester trois mois de façon continue sur le territoire pendant mon deuxième semestre de M2, qui était consacrée au travail de terrain et au stage formatif que j'ai pu réaliser avec l'association « Iris ». Toutefois, la disponibilité d'infrastructures (un appartement et une voiture notamment) garantit une forme d'enracinement sur le territoire. A partir de la crise de covid 19, la généralisation en Europe des formes de télétravail et les modalités en distanciel au sein des universités a permis à beaucoup de personnes, non seulement italiennes, d'avoir une majeure disponibilité de temps : à exception de la première phase de la pandémie où les mobilités étaient interdites et concrètement fortement limitées, à partir du mois de mai 2020, plusieurs personnes ont déménagé sur le territoire, alternant leurs activités professionnelles et d'études aux activités politiques sur le terrain. Les changements entraînés par la pandémie ont donc produit une continuité en termes de présence des activistes, garantissant donc une continuité des activités du projet, et une internationalisation du réseau, qui commence à voir parmi ses membres des personnes venant de plusieurs pays européens (Allemagne, France et Espagne notamment). Ce point est extrêmement important car il nous fait comprendre que l'organisation politique, y compris à un niveau local, est fortement influencée par les changements sociétaux à une échelle globale. Si la pandémie de covid 19 a entraîné des transformations importantes au niveau des politiques et des pratiques migratoires, c'est aussi la capacité de reconfiguration de la société civile en temps de crise qu'il faut regarder.

Au niveau des activités menées sur le terrain, elles sont structurées selon trois axes principaux : l'analyse constante des évolutions du contexte (contrôles policiers et de frontière) et des pratiques des personnes en voyage ; le support matériel et actif aux personnes bloquées temporairement à la frontière ; le partage d'informations sur le contexte de la frontière franco-italienne. Pour chacun de ces objectifs, les membres du projet réfléchissent à comment les traduire concrètement dans la pratique quotidienne, en fonction de plusieurs facteurs susceptibles d'évoluer fréquemment (nombre d'activistes présents sur le territoire, nombre des personnes migrantes en ville, nombre des refoulements à la frontière, formes d'accueil institutionnel, activités des ONG en cours, etc.).

Produire un discours sur la frontière exige de connaître les éléments qui la structurent et les effets qu'elle produit. A ce propos, les solidaires effectuent des *monitoraggi* :

Il s'agit d'observations des opérations répressives visant à la fois à informer les personnes et à produire une narration publique sur les violations des droits que les personnes qui traversent les frontières tous les jours font face. Les monitoraggi sont effectués dans les

zones chaudes de la ville. Généralement on va systématiser les informations afin de vérifier s'il y a des changements au niveau des opérations policières... on a aussi échangée ces informations avec des associations juridiques comme Anafe pour des activités d'advocacy ou avec des chercheuses de l'université. Cette pratique est très fatigante car elle oblige à suivre les temps de la frontière, tout est assez imprévisible et il y a beaucoup de moments d'attente. Ces opérations font aussi l'objet d'opérations répressives car on fait face aux contrôles d'identité (entretien avec Charlotte, réalisé à Gênes Janvier 2021).

En juillet 2017 *Progetto 20k* décide de soutenir un nouveau projet à savoir l'ouverture d'un espace solidaire qui prendra le nom d' *info&legal point Eufemia*¹⁷³. Cette initiative produit un enracinement plus structuré des activistes sur le territoire, spatialement localisable dans un lieu physiquement délimité. Situé dans la rue *Tenda*, le cœur du quartier des *Gianchette*, et immédiatement en face du camp sous le pont, *Eufemia* peut être défini comme un projet indépendant visant à supporter les migrants en transit, soutenu et financé par l'association *Iris*¹⁷⁴, *Melting Pot Europe et Popoli in Arte*¹⁷⁵. L'*Infopoint* a été conçu pour être un lieu de rencontre sûr et accueillant avec les personnes en transit, permettant de garantir un lieu moins exposé à la violence de l'espace public. *Eufemia* a été entièrement autofinancé et est resté ouvert 18 mois, à partir de juillet 2017 jusqu'à la fin de 2018, grâce au travail de nombreux activistes, bénévoles et migrants.

L'*infopoint Eufemia* représentait un repère urbain très important pour les personnes en transit à Vintimille, occupant une place centrale dans la cartographie de l'attente et des mobilités résidentielles au niveau du quartier. Les principales activités concernaient la gestion d'un espace internet, aménagé avec plusieurs ordinateurs, où les personnes pouvaient communiquer avec les familles et les amis, contrôler les cartes des chemins de montagne, donner ou demander des nouvelles ; la gestion d'un magasin de stockage de biens matériels essentiels visant à

¹⁷³ *Eufemia* est l'une des villes invisibles racontées par Italo Calvino dans son magistral « les villes invisibles » (« Le città invisibili », 1972) : à *Eufemia*- la ville des échanges- les marchands de sept nations arrivent afin d'échanger des marchandises. Mais on ne vient pas à *Eufemia* seulement pour vendre et acheter, mais aussi parce qu'on échange des histoires et on échange de la mémoire : on vient ici pour repartir avec les mêmes mots mais imprégnées d'autres images. Calvino rend parfaitement la différence entre la valeur d'échange et la valeur d'usage des lieux, pour utiliser les catégories de Lefebvre. Nous avons choisi de donner ce nom à notre espace afin de reconduire l'idée d'un lieu où l'échange n'est pas monétarisé.

¹⁷⁴ L'association *Iris* a été constituée en 2017 dans la ville de Bergame pour soutenir et financer des projets en soutien aux migrant.e.s à la frontière franco-italienne et devient un support indispensable pour *Progetto 20k* dans la promotion et le soutien financier de ses activités, grâce à la possibilité d'organiser des collectes publiques d'argent, de participer à des appels à projet, de recevoir des donations de la part d'entités publiques ou privées.

¹⁷⁵ *Popoli in arte* est une association culturelle de Sanremo, participée par des bénévoles et supportant des projets d'éducation populaire et qui, à partir de 2016, décide de supporter les personnes bloquées à la frontière. *Melting pot* est un projet éditorial et de communication sociale lancé en 1996 qui raconte et analyse les processus de transformation du phénomène migratoire en Italie et en Europe. Les contributions éditoriales sont publiées dans le site internet : <https://www.meltingpot.org/>.

supporter matériellement les personnes à la frontière ; la diffusion d'informations sur les politiques d'asile et de frontière. A ce propos, l'espace garantissait la possibilité d'avoir un suivi légal, grâce à la présence d'une opératrice légale qui, une fois par semaine environ, se rendait disponible à rencontrer les personnes, à comprendre leur situation et à contacter avocats, *questure*, structures d'accueil. Pour cette activité, j'ai souvent recouvert le rôle de médiatrice pour les personnes francophones : le plus souvent, il s'agissait de questions relatives à la demande d'asile en Italie, au fonctionnement du système d'accueil en Italie, aux décrets d'expulsion.

Eufemia était aussi, et peut-être surtout, un espace relationnel, où « attendre ensemble » : il était possible de rencontrer beaucoup de personnes, écouter de la musique ou se connecter au wifi, lire des livres ou des brochures informatives, regarder des matchs de foot, dessiner ou faire des puzzles. Plusieurs projets ont été réalisés à l'intérieur de cet espace, dont des cours de langue, des projections de films, des moments non-mixtes dédiés aux femmes et aux enfants.



Figure 31 Infopoint Eufemia, Vintimille, 2018. Photo de Emanuela Zampa.

Eufemia était un espace autogéré, participé par les personnes en transit aussi ; pour beaucoup de personnes, accueillies au camp de la Croix Rouge ou habitant dans la rue, était devenu un point de repère en ville et dans la géographie des mouvements quotidiens, en stricte continuité et proximité avec le campement informel sous le pont. Pour cette raison aussi, *Eufemia* n'était pas exempt de dynamiques de conflictualité qui parfois éclataient sous la forme de bagarres ou litiges. Plusieurs fois nous avons dû faire face à des conflits causés par des vols, des agressions verbales, des insultes racistes. En voulant garantir un espace libre des dynamiques de pouvoir, nous avons décidé d'explicitier l'interdiction pour les passeurs de conduire leurs trafics à l'intérieur de cet espace. Cette politique est souvent reproduite dans les espaces solidaires, quoique difficilement garantie à cause de la pervasivité de ces réseaux. La nature de la frontière est insidieuse, capable de pénétrer dans ces lieux aussi.

Cet espace, qui se voulait un support matériel et informatif aux migrants en transit, est très rapidement entravé par l'hostilité des habitants de Vintimille et des institutions locales. Dans un rapport de Médecins sans Frontières nous pouvons lire : « l'espace *Eufemia* est contesté par les institutions car il est considéré comme une incitation pour les migrants à rester dans la ville sans utiliser le centre CRI [*Croix Rouge Italienne, NdA*] » (Rapport MSF, 2018, *traduit de l'italien par moi-même*¹⁷⁶).

Le support matériel donné aux migrant.es est lu par les institutions locales comme un *pull factor* qui les inciterait à s'installer en ville. Le contexte de tension qui se crée se traduit dans des contrôles quotidiens à l'extérieur du local de la part des forces de l'ordre et par un contrôle de l'Agence sanitaire locale (Asl) à l'intérieur de celui-ci visant à vérifier les conditions (structurelles, hygiéniques, de sécurité) du local.

¹⁷⁶ Langue originelle : Médecins sans Frontières, *Insedimenti informali. Marginalità sociale, ostacoli all'accesso alle cure e ai beni essenziali per migranti e rifugiati* (deuxième rapport), 2018.



Figure 32 Forces de l'ordre devant le local Eufemia, 2018. Photo de Emanuela Zampa.

Au cours du temps, la pression exercée par les riverains et l'administration communale a poussé le propriétaire à trouver un moyen pour porter à terme le contrat de location, malgré les tentatives de négociation recherchées par les solidaires. Ainsi, en décembre 2018 *Eufemia* ferme ses portes. Ce moment coïncide avec une période de forte répression envers les espaces autonomes et informels qui se trouvent en ville. Faute d'espaces fermés, nous devons repenser nos activités et à partir de 2019 les activités de *Progetto 20k* reprennent à se structurer dans l'espace public dans son ensemble, en concrétisant le projet d'un *infopoint* mobile, réalisé grâce à l'achat d'un petit van aménagé. La présence diffuse et mobile des solidaires sur le territoire permettait de répondre aux réadaptations des mécanismes frontaliers qui se structuraient progressivement de façon capillaire sur le territoire. Cette constatation nous permet de comprendre comment les stratégies de *debordering* se structurent dialectiquement aux opérations de *bordering* :

l'un des aspects intéressants du projet est que l'évolution du territoire entraîne une évolution du projet, nous ne sommes pas liés par des appels d'offres ou des financements, nous ne recevons que des dons, si nous rencontrons un nouveau problème, un nouveau camp, et il y a des besoins, le projet évolue dans ce sens, une évolution constante, chaque fois que nous apprenons de nouvelles choses (entretien avec David, Vintimille, Novembre 2021).

A partir de l'expérience de *Eufemia*, il est possible maintenant de retourner à regarder à la géographie de la ville : les expériences solidaires, autogérées et informelles plus ou moins

tolérés se concentrent dans une aire spécifique de la ville. Le quartier de *Roverino* est le cœur de cette portion de territoire. Dans ce sens, la compartimentation sociale des espaces urbains est en mesure de tracer une ligne de démarcation spatiale concrètement ressentie par les personnes, sans qu'elle soit forcément matérialisée par un checkpoint ou un barrage routier. Si la présence et le transit des personnes migrantes est moins fréquent dans le centre-ville il est tout de même valable le contraire ; les touristes et les riverains du centre-ville ne fréquentent pas le quartier de *Roverino*. En effet, le transit des touristes a été déplacé afin d'éviter son passage par le quartier populaire : jusqu'à 2017 les cars des touristes garaient dans le parking en face du cimetière mais cette pratique a été abandonnée à partir du moment où ce lieu est devenu le cœur des activités de solidaires et un lieu de vie pour les personnes migrantes.

C'est encore une fois dans la rue *Tenda* qu'une nouvelle expérience prend forme.

En octobre 2022 *Progetto 20k* lance un nouveau projet, en essayant de répéter l'expérience de *Eufemia*. Après des longues recherches d'espaces à louer et à la suite de nombreux refus de la part des propriétaires, *l'infopoint Upupa* voit le jour. Le projet autour de ce lieu se nourrit de l'expérience précédente, en termes d'organisation et de gestion. Des assemblées périodiques, souvent hebdomadaires, réunissant les activistes et les migrants qui participent au quotidien du lieu, décident l'organisation des activités et servent en tant qu'espace de confrontation politique. Contrairement à l'expérience de *Eufemia*, je n'ai pas participé activement au quotidien de *l'infopoint Upupa*. Néanmoins, les assemblées se révèlent un outil précieux pour rester informée en permanence sur les activités organisées au sein de cet espace, les rapports avec les riverains ou les discours des personnes qui habitent l'espace.

Nous organisons des assemblées hebdomadaires, ouvertes à tout le monde. Pendant ces moments, les personnes expriment leurs besoins, dénoncent les violences de la police mais elles partagent aussi des stratégies pour trouver un endroit où dormir, pour passer la frontière. Il y a donc des questions matérielles liées au quotidien mais aussi parfois des critiques envers les personnes blanches, non seulement les journalistes invasifs, mais aussi nous, les solidaires (Entretien avec Gabriele, réalisé à Gênes, juillet 2023).

Quelques jours seulement après l'ouverture de ce lieu, reprennent les conflits avec les voisins et les riverains du quartier, dans un crescendo similaire à celui expérimenté lors de l'expérience de *Eufemia*. A la fin de l'été 2022 l'avocat du propriétaire du local adresse un avertissement à l'association signataire du contrat de location et à la suite de cela porte plainte pour non-respect des règles communautaires. Parmi les arguments relatifs à la plainte figurent les comportements des migrants et la conséquente perte de la clientèle pour l'activité commerciale adjacente au local. La présidente de l'association Iris, interrogée par l'autrice sur le sujet, me lit le texte de l'avertissement :

[en lisant le document] « Vous représentez pour moi l'existence d'une situation grave de trouble à la tranquillité. En particulier, la situation de délabrement urbain et de trouble à l'ordre public créée par votre activité et les personnes qui la fréquentent ne peut plus être tolérée... Elle met en danger la sécurité, le repos et le commerce des résidents de l'immeuble ». Ils parlent de « saleté, cris, hurlements, violence et utilisation du bâtiment comme dortoir et/ou urinoir ». Ils utilisent le même vocabulaire des journaux et étatique en parlant de *degrado* et de sécurité par exemple, en réalité ils sont dérangés par la présence des personnes noires ou sans domiciles fixes dans les rues de leur ville. (Entretien avec C.M., présidente de l'association Iris, Gênes, 18/12/2022)

L'association est appelée à rembourser 5000 euros en tant qu'indemnisation à la titulaire du bail de l'activité commerciale, car la présence de *l'infopoint* aurait rendu impossible le paiement de la location du local, à cause de la perte de clientèle directement causée, selon elle, par les activités du local. S'agissant d'un espace légalement loué, avec un contrat qui se porte garant et qui règle les conflits éventuels entre les parties en cause (propriétaire et locataire), *l'infopoint* ne peut pas être directement expulsé ; c'est alors le recours à d'autres stratégies qui rentre en jeu. Comme nous avons vu pour l'espace *Eufemia*, la présence des personnes migrantes et d'espaces solidaires devient un enjeu citoyen à partir du moment où ces présences sont tantôt contestées tantôt défendues par la population locale.

Les solidaires de *Progetto 20k* dénoncent le fait que le dispositif de frontière limite les possibilités politiques d'autogestion et d'autodétermination des personnes, en produisant un discours sur la frontière mais également sur la ville. En ce qui concerne le discours sur la ville, les activistes dénoncent les institutions locales dans leur tentative limiter l'habitabilité des espaces de frontière : fermeture des robinets d'eau et des poubelles dans tout le quartier, fermeture de l'Église des *Gianchette*, « nettoyages » périodiques des rives du fleuve (où les migrants sont installés), rafles collectives et systématiques. L'absence de services institutionnels concernant l'accueil et la gestion des personnes présentes en ville, amène à une précarité généralisée qui se traduit dans des formes de dépendance totale envers les réseaux solidaires et les services associatifs d'assistantat. Cette situation de vide institutionnel pousse les acteurs locaux à subvenir continuellement à ces besoins, travaillant dans une temporalité d'urgence permanente. Ces conditions font que le travail politique soit limité et s'apparente très souvent à une forme d'assistantat, dictée par une logique humanitaire. Les rapports avec les ONG sont ambivalents car, si d'une part, l'action politique de *Progetto 20k* vise à renverser les logiques de pur assistantat des ONG, de l'autre l'hostilité du territoire appelle marginalement à des formes de collaboration. Les rapports se structurent dans un contexte général de méfiance réciproque, où les positionnements sont réciproquement critiqués ou délégitimés. Pourtant, en

travaillant sur le même terrain et avec les mêmes personnes, il n'est pas rare que les solidaires accompagnent des personnes dans l'accès aux services des ONG ou demandent des prises en charge pour des situations plus compliquées, difficilement gérables de façon autonome et indépendante.

L'intersectionnalité des luttes se tisse également du point de vue des territoires : une partie fondamentale de cette forme d'activisme est la création de réseaux et d'alliances avec d'autres territoires de lutte, sur les lignes des frontières étatiques et dans les villes qui sont et deviennent des nœuds dans les géographies des transits migratoires. Sans un regard sur l'autre côté de la frontière franco-italienne, à savoir le côté Nord de la Haute Val de Susse (depuis Oulx jusqu'à Briançon), la compréhension de ce qui se passe dans le côté Sud serait incomplète : depuis 2017 notamment les personnes qui n'arrivent pas à traverser la frontière au niveau de Vintimille demandent la route pour se rendre à Turin et ensuite à Oulx, Clavière ou les autres zones marquées par la présence de solidaires. Les routes connectent fortement ces deux territoires et pour cette raison demandent une alliance politique entre territoires. Au même titre, les mouvements vers la France activent la nécessité de tisser des liens avec l'autre côté de la frontière. Le long et fatigant travail de connexion est une priorité pour les activistes de frontière et justifie les heures et les jours passés à participer aux réunions, aux initiatives, aux présentations, aux manifestations, aux workshops dans différentes villes et pays¹⁷⁷.

6.2.3 Kesha Niya

Né à Grande Synthe dans le nord de la France en 2016, *Kesha Niya* (« pas de problème », en kurde sorani) ou *KN - Kitchen* est un réseau international d'activistes. Le projet a pris forme dans le camp de « La Linière » lorsque certains activistes ont commencé à structurer un projet de cuisine solidaire avec les migrants qui y vivaient. Le réseau a commencé à se développer et à s'agrandir, mais presque un an après le groupe a quitté le camp, en raison de la répression de la police et des problèmes causés par les réseaux de passeurs. En 2017 les activités ont été déplacées du nord de la France vers la région de Vintimille à la suite d'un appel des riverains de la vallée de la Roya qui, depuis la soi-disant « crise des migrants », fournissaient un support essentiel aux personnes en transit. En 2016, les routes des migrants ont commencé à passer

¹⁷⁷ Dans le langage des luttes de frontière l'on entend souvent parler de « transfrontière » (transborder) pour se référer aux moments de confrontation et de débat entre les différentes expériences de luttes actives sur les lieux de frontière (Transborder camp à Vintimille en 2021, Transborder Summer Camp à la Zad près de Nantes en 2019 et en 2022, Digital transborder camp organisé par Alarm Phone en 2020).

systématiquement dans la vallée de la Roya et ses habitants ont commencé à s'organiser afin de faire face à cette situation, notamment lorsqu'ils ont commencé à voir des migrants marcher sur le bord des routes de montagne. C'est ainsi que l'association « Roya citoyenne » est née. A cette époque, l'association assumait surtout le rôle d'organiser la solidarité qui se structurait dans la zone frontalière. Les rapports avec Roya Citoyenne est un élément important dans l'histoire de *Kesha Niya*, car cette dernière commence dans ce contexte particulier, la vallée de la Roya et son environnement rural. Une grande partie des membres de *Kesha Niya* provient d'expériences politiques dans les milieux végétaliens, antispécistes ou écologistes ; les luttes sont liées et s'expriment également dans les styles de vie du groupe. Les activistes ont toujours dormi dans des tentes, dans des contextes ruraux ou semi-ruraux, dans des zones où la plupart du temps il n'y avait pas d'électricité et dans des conditions météorologiques défavorables. La nourriture cuisinée et distribuée est toujours végétalienne et provient de pratiques de récupération, consistant à récupérer les produits invendus des supermarchés et des marchés locaux, ce qui constitue également un acte politique visant à éviter le gaspillage alimentaire. En arrivant à la frontière franco-italienne *Kesha Niya* reprend son projet de cuisine solidaire initié à Calais, en organisant la distribution nocturne des repas dans le quartier de *Roverino* : tous les jours, les activistes traversent la frontière dans la direction opposée à celle recherchée par les routes migratoires. Les déplacements quotidiens faisaient l'objet de contrôles policiers systématiques, notamment dans la période de majeure militarisation de la vallée de la Roya. Après plusieurs années de cuisine solidaire, *Kesha Niya* décide de laisser l'organisation de la distribution des repas à d'autres associations du territoire et active un nouveau projet. Depuis 2018 le groupe est présent à la frontière avec un projet que les solidaires appellent « breakfast spot » : il s'agit d'un point d'accueil informel qui, se situant à quelques mètres de la frontière et des bureaux de la PAF, permet de rencontrer et de soutenir la multitude de personnes arrêtées et repoussées chaque jour vers l'Italie par la police française. Ce point de solidarité est un espace d'intersection entre différentes pratiques, traversé également par *Progetto 20k*, et qui devient progressivement un lieu de repères pour les réseaux solidaires. Au niveau de la morphologie frontalière, le *breakfast spot* est un exemple de redéfinition du territoire par le bas : comme déjà souligné dans le troisième chapitre de cette thèse, la présence des solidaires contribue à transformer un lieu anonyme et de passage, un belvédère regardant la mer, en un territoire politique, canalisant à la fois des expressions de complicité et des formes d'hostilité. La conséquence directe est aussi une majeure visibilité de ce que la frontière produit, en rendant plus manifeste la pratique des refoulements vers l'Italie. En effet, les personnes refoulées et renvoyées en Italie, une fois relâchées des locaux de la PAF utilisés en tant que

« zone d'attente », doivent retourner à Vintimille de façon autonome. Le trajet qui connecte la frontière de Pont Saint Louis à la gare de Vintimille est d'environ 9 km : très souvent, les personnes (y compris femmes enceintes, enfants et personnes blessées) doivent parcourir cette distance à pied (en étant obligées à marcher pendant presque deux heures) car les bus effectuant ce trajet sont peu nombreux et les dimanches le service n'est pas garanti. Les solidaires du collectif *Kesha Niya* ont en outre dénoncé que les conducteurs des bus ont à plusieurs reprises refusés de s'arrêter et de faire monter les personnes racialisées, en obligeant une négociation constante des activistes avec les employés de la compagnie locale des transports¹⁷⁸.

Comme déjà expliqué dans la description concernant les *infopoint* de *Progetto 20k*, ce lieu construit une identité spécifique par rapport à la nature de la frontière : caractérisé par une dimension d'autogestion solidaire et d'entraide, il explicite son opposition à la présence des forces de l'ordre, des passeurs, de comportements racistes et sexistes.

Les groupes solidaires produisent donc une politisation du paysage frontalier en rendant explicite la présence de la frontière.

¹⁷⁸ La compagnie des transports, Riviera Trasporti, est la même compagnie impliquée dans les transports forcés des migrant.e.s vers les hotspot du Sud de l'Italie.



Figure 33 Pancarte sur le breakfast spot, Pont Saint Louis, Vintimille, 2020. Photo de Nina Bacchini.

Les activités principales qui constituent le quotidien du *breakfast spot* tournent autour de la préparation de repas et la mise à disposition de nourriture ; l'accès aux informations de base ; l'enregistrement et l'analyse des données récoltées (nombres, nationalités, situations de vulnérabilité, violences policières). Le recueil de ces informations a permis de tenir trace du nombre quotidien des refoulements, en reconstruisant des données précieuses, difficilement accessibles à partir des sources officielles.

Dans l'extrait d'entretien qui suit, Ambra, activiste de *Kesha Niya*, explique les raisons qui président à la décision de repenser aux activités menées sur le territoire :

La distribution (des repas dans le parking en face du cimetière, activité menée jusqu'à 2020 environ, NdA) c'était primordial parce que les gens avaient besoin de manger, mais il manquait d'une dimension collective et une revendication politique plus forte. À la frontière c'est différent car nous avons la possibilité de prendre du temps avec les personnes qui ont été repoussées, nous avons le temps de parler, d'expliquer beaucoup de choses, de partager et il s'agit d'une relation beaucoup plus horizontale. C'est l'une des plus grandes différences entre les ONG et les institutions et les groupes comme Kesha Niya ou 20k, les groupes informels, parce que je pense qu'il y a moins de dominance ou de relations "donneur-preneur". Nous partageons des expertises et des outils que les gens ne peuvent pas avoir. Il s'agit davantage d'un partage, vous n'apprenez rien à personne. Je pense qu'il s'agit de la différence entre la charité et la solidarité, et c'est ce que nous essayons de faire : être solidaires, partager plus que donner. Certains groupes qui faisaient sporadiquement des distributions nocturnes étaient assez particuliers, parce que les gens qui venaient manger avaient le droit de ne rien faire, de ne pas toucher, il valait mieux qu'ils sourient et disent "merci" et qu'ils soient reconnaissants... Je ne vois pas pourquoi vous devriez être reconnaissant envers quelqu'un qui vous donne de la nourriture. Nous sommes là pour soutenir les gens et essayer d'améliorer la situation, mais pas en continuant les relations de domination que ce genre de situation crée inévitablement. (Entretien avec Ambra réalisé à Gênes, Novembre 2022).

Comme déjà souligné, les pratiques des réalités solidaires font l'objet de réadaptations permanentes, en fonction des évolutions du contexte socio-politique, des flux des personnes en transit, des capacités d'organisation humaines et économiques des différents collectifs, du niveau de la répression étatique. Or, d'autres éléments moins contextuels rentrent en jeu dans la définition d'une pratique politique, à savoir la question du privilège, le concept de *white saviourism*, le risque de reproduction d'une approche coloniale dans les rapports intersubjectifs. Dans l'extrait d'entretien qui suit, Gabriele explique qu'au-delà des différences de nature politique, ce qui est fondamental pour une réalité solidaire est « l'attitude » :

L'approche de base doit être non hiérarchique, vis-à-vis de ses membres et de ceux que l'on aide. Même si vous faites part d'une association catholique cela ne signifie pas que peut-être que vous et votre groupe de personnes n'avez pas une bonne approche. Les groupes militants peuvent aussi avoir une attitude erronée. Il y a par exemple cette idée que j'appelle le "néocolonialisme militant", l'idée qu'un groupe de militants arrive et que les problèmes sont réglés. C'est évidemment un mensonge, nous n'avons pas toutes les solutions, pas plus que les autres. Ma présence sur un territoire ne suffit pas à résoudre les problèmes et si je ne fais pas les choses correctement, je peux aussi les aggraver... C'est le fait de ne pas avoir la présomption de savoir ce qui est mieux pour la personne en transit que nous aidons (Extrait d'entretien avec Gabriele, réalisé à Gênes, Mars 2021).

Cet extrait d'entretien introduit un élément important. Le terme solidarité introduit le caractère directionnel d'une pratique politique, ce qui se traduit avec le fait de lutter avec et pour quelqu'un identifié comme un allié. Les luttes de frontière sont intrinsèquement aussi des

pratiques de solidarité envers les personnes qui subissent en premier les effets qu'elles matérialisent. C'est à Vintimille que j'ai entendu pour la première fois parler du « fardeau de l'homme blanc », concept théorisé à partir d'une poésie de Kipling, originellement intitulée « *The White Man's Burden* » (1899). Ce dernier soutenait que seulement l'homme blanc est en mesure de comprendre ce qui est bien pour les peuples à lui asservis. Plus précisément, avec cette formule il entend indiquer le devoir moral qui attend les colonisateurs, qui consiste en civiliser les populations arriérées. Dans les mots de Gabriele reportées plus haut, le risque pour les solidaires – qui sont d'ailleurs généralement exclusivement blanc.hes – est de reproduire une posture coloniale qu'il appelle « néocolonialisme militant ». A partir de ma participation active sur le terrain, je peux avancer que la question du privilège, décliné souvent et intrinsèquement en tant que privilège blanc, émerge clairement en tant que question critique centrale dans les discours des militants, y compris dans la mesure où elle mesure la distance qui sépare les conditions de possibilité entre les activistes blanc.hes, de classe moyenne et les migrant.es en transit sur les lignes de frontière. Un autre concept vient compléter cette réflexion, à savoir celle du *white saviourism*¹⁷⁹. Dans des récents débats théoriques au sein des sciences sociales, nous retrouvons le concept décliné dans les termes de « *white savior complex* » (Bandyopadhyay, 2019) pour expliquer un ensemble de pratiques qui voient reproduire et confirmer le privilège blanc, tout en proclamant de lutter contre ce dernier et les rapports hiérarchiques qu'il contribue à générer. Dans la pratique militante ces concepts sont repris et vulgarisés, notamment lorsqu'ils proviennent des mondes de la théorie académique, en se trouvant de plus en plus au cœur des réflexions sur les approches politiques.

La réflexivité et l'autocritique sont un exercice intellectuel visant à expliciter et à déconstruire notre positionnement. Il s'agit d'un effort intellectuel visant à décoloniser les connaissances et les relations sociales. Cette attitude est donc au cœur de la pratique politique des deux collectifs décrits jusqu'ici, occupant une place non négligeable lors des réunions et assemblées. Dans cette vision, la lutte contre les frontières n'est point indissociable des luttes contre le système patriarcal et capitaliste (et donc de classe) qui contribue à produire la matérialité de la frontière et les principes sur lesquels elle se fonde et qu'elle protège. Dans les mots d'un activiste de *Kesha Niya*, le but ultime de l'approche politique est :

¹⁷⁹ Certains auteurs retracent cette attitude dans la phase « populiste » de l'engagement sur le terrain par les anthropologues (1940-1970) : « Peut-être l'engagement populiste en anthropologie a-t-il ainsi commencé avec la mauvaise conscience de l'observateur blanc » (Agier (dir.), 1997 : 19).

questionner et déconstruire toutes les formes de rapports dominants, le plus possible, même si c'est difficile et que cela prend du temps (Entretien avec Ambra réalisé à Gênes, Novembre 2022).

La question du temps est également centrale. Si les politiques migratoires et de frontière produisent un régime temporel fondé sur une logique de l'urgence et de l'exception permanente, le temps de la politique se heurte à cette logique temporelle et essaie de la retourner : les migrations sont des phénomènes historiques qui demandent d'être pensés structurellement, sur un temps long.

La progressive organisation autour de ce projet transforme une occupation éphémère, limitée à certaines heures de la journée, en un lieu de vie durablement habité. En effet, il ne s'agissait pas d'une occupation à proprement parler, car les solidaires amenaient les équipements nécessaires avec des voitures le matin pour les reprendre le soir. A partir d'une certaine heure du soir, donc, le lieu réacquerrait sa neutralité urbaine pour redevenir un point solidaire le matin suivant. Cette occupation que l'on pourrait définir d'intermittente n'a pas empêché de susciter de fortes critiques de la part des riverains des localités environnantes, en arrivant à subir des actions de sabotage et de vandalisme, comme raconté dans le quatrième chapitre. Au fil du temps, certaines personnes ont commencé à dormir directement sur le lieu, une fois que les activistes quittaient le lieu, en s'équipant avec de sacs de couchage, des cartons et parfois mêmes des tentes. Ce processus que l'on pourrait définir d'embryon d'un campement informel est aisément retraceable à partir de deux éléments centraux, l'un géographique, l'autre social : d'une part, la proximité de ce lieu avec la frontière et les chemins de montagne transfrontaliers et de l'autre, la présence des activistes pendant la journée assurant un support matériel important, y compris en vue du voyage. L'expérience des *breakfast spot* prend fin à la suite de plusieurs tentatives d'évictions de la part des forces de l'ordre, jusqu'à la fermeture officielle des lieux à travers des grillages. Finalement, la dynamique de cet endroit est expliquée à la lumière de la rencontre de trois variables : la présence des réseaux solidaires, l'action répressive de l'Etat, la présence des subjectivités migrantes et leur capacité créative d'autogestion.

6.2.4 Les vallées solidaires

La vallée de la Roya se trouve en territoire français et fait partie d'une aire connue aussi comme « Vallée des Merveilles » à cause des richesses paysagères et historiques. La fermeture de la frontière française se répercute sur cette vallée aussi, qui devient une voie de passage pour les

routes migratoires qui, entravées sur la route de la Côte d'Azur détournent leur chemin vers les Alpes Maritimes. À partir de 2015, certains habitants de cette vallée se retrouvent en première ligne dans l'accueil des personnes qui, une fois la frontière franchie, traversent ces montagnes afin de rejoindre Nice. Cette vallée compte 5000 habitants, repartis dans les 5 communes (Breil, Saorge, Fontan, Brigue, Tende) et qui depuis les années 70 a fait l'objet d'un repeuplement significatif grâce à une immigration néorurale (Giliberti, 2017, 2020). En 2016 les riverains les plus actifs s'organisent : à partir de ce moment, l'association Roya Citoyenne devient un nœud central dans la géographie de la solidarité à la frontière franco-italienne. L'une des principales activités consistait en accueillir, soigner et héberger les personnes en transit, en leur offrant un support juridique aussi. Cédric Herrou est un paysan qui habite et travaille à Breil-sur-Roya : sur son terrain agricole, un campement informel voit le jour. Il est aménagé avec des tentes et roulottes, des douches et une cuisine ; la présence des personnes en mouvement est variable, de 30 aux 200 personnes au même temps. Le campement chez Cédric devient un point de passage fondamental, permettant aux personnes de se reposer et de recevoir des informations utiles et des soins de base, si nécessaires. Je me suis rendue plusieurs fois dans la propriété de Cédric Herrou lorsque le campement était encore actif. L'aménagement du lieu laissait filtrer le quotidien de ce lieu de vie collectif : de nombreuses affiches, écrites et traduites en plusieurs langues, expliquaient les règles du lieu, un nombre infini de dessins coloraient les structures en bois disséminées sur le terrain agricole et de nombreuses feuilles portaient trace des cours de langue organisés par les nombreux bénévoles qui peuplaient le lieu au quotidien.

À la fin de l'été 2017, les flux des migrants commencent à diminuer drastiquement, en raison de la forte militarisation de la vallée et des opérations de criminalisation de la solidarité qui touchent aux solidaires. Cédric Herrou est sans doute la personne la plus exposée face à la machine judiciaire : pendant ces années, il est arrêté des dizaines de fois et fait l'objet de plusieurs procès et condamnations. Plusieurs articles de journal, articles scientifiques, livres, reportages, documentaires ont été réalisés sur l'histoire de Cédric, en contribuant ainsi à créer la médiatisation de ce personnage, et, en filigrane, celle de cette vallée. D'autres riverains de la vallée (au moins 9) sont aussi atteints par des procédures judiciaires pour aide et assistance à l'immigration clandestine.

L'expression « délit de solidarité » se réfère à un vaste ensemble de dispositions juridiques qui d'une part concernent des dispositions locales de caractère administratif – tel les ordonnances communales détaillées dans le chapitre 4- et, d'autre part, la législation nationale, dont les sanctions au prétendu crime d'aide à l'immigration clandestine. Originellement créée par le

monde associatif, ce terme est aujourd'hui largement mobilisé à un niveau médiatique. Depuis 2015, la frontière franco-italienne devient le théâtre de nombreux procès et décisions judiciaires envers les différentes formes de solidarité aux migrants.

Sama a été jugée pour avoir assisté des immigrants clandestins au moment de leur tentative de traverser la frontière ; leur nombre – 400 environ – constituant un facteur aggravant. A la fin de 2017 Sama a marché avec eux, en tant que geste de soutien à leur droit à l'autodétermination et en se prêtant en tant qu'interprète. Ce jour-là, elle était accompagnée par un militant allemand de *Kesha Niya*, lui aussi mis en examen. En même temps, des poursuites sont en cours contre 31 activistes *No Borders*. Pour la plupart, ils sont accusés d'avoir occupé des terres et bloqué la route pendant la période du *Presidio Pemanente* sur les rochers des *Balzi Rossi*. De nombreux cas de « délit de solidarité » ont également été relevés en France. En 2019, le tribunal d'Aix-en-Provence a condamné Francesca Peirotti à huit mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour dans les Alpes-Maritimes après l'avoir reconnu coupable d'avoir aidé des migrants à entrer en France depuis l'Italie en 2016. L'application de sa peine a été suspendue, car elle s'est pourvue en cassation. En 2019 sept membres de Roya Citoyenne ont été mis en garde à vue par la police française pendant 24 heures avant d'être remis en liberté sans inculpation.

A partir du moment où la machine de la répression judiciaire s'active, le champ de l'action politique se contracte. Selon Fouad le mouvement *No Border* était très puissant mais il manquait de perspectives à long terme, n'ayant pas réussi à prévoir les conséquences légales qui détermineront en grande partie la fin de cette expérience politique :

On pensait pas à l'après. On faisait tout sur le moment mais nous ne pensait jamais aux conséquences. Pour ça ils ont reçu les fogli di via (Entretien avec Fouad).

Si les pratiques solidaires se traduisent parfois dans des actions de désobéissance civile, dépassant parfois les lignes de la légalité, les juridictions en matière de trafic d'êtres humains servent à légitimer les condamnations, parfois assez sévères, envers les activistes. La criminalisation de la solidarité fait donc partie des *tactics of bordering*, limitant la possibilité de créer des espaces de rencontre et de possibles coalitions entre solidaires et personnes migrantes (coalitions qui se traduisent aussi dans un support matériel au voyage) et, par conséquent, les conditions de *l'autonomy of migration*. Si la fracturation de l'espace social, supportée aussi par la répression judiciaire, est fonctionnelle à limiter les possibilités d'autonomie, les tenaces tentatives des activistes et des solidaires de créer des espaces de rencontre peuvent être considérées comme des pratiques de *debordering* :

« Ce qui émerge est un paysage politique et social fracturé où plusieurs acteurs - publics et privés, nationaux et internationaux, politiques et humanitaires, collectivement organisés ou citoyens individuels, bénévoles, activistes, travailleurs sociaux, chercheurs - sont impliqués dans la redéfinition des frontières européennes dans une période historique de changements et de conflits sociaux croissants » (Borri, Fontanari, 2017 : 33, *traduit de l'anglais par moi-même*¹⁸⁰).

Du côté italien, une autre vallée est devenue au fil du temps un fief de la solidarité transfrontalière : la vallée Nervia. Comme déjà anticipé dans le quatrième chapitre de cette thèse, c'est ici que les deux groupes solidaires plus structurés ont décidé de s'installer, en louant des appartements, des maisons ou des terrains agricoles. Comme Luciano explique :

Depuis que nous avons constitué Progetto 20k nous avons compris que les bénévoles ne pouvaient pas habiter en ville à Vintimille. La raison est simple : quand tu fais des activités tous les jours, souvent toute la journée en ville, une ville qui est inhospitalière et où tous les jours tu es dans un contexte de violence, t'as besoin de prendre physiquement de la distance quand tu rentres le soir. C'est très important pour ta santé mentale de pouvoir mettre des limites à l'activité en frontière, y compris pour éviter des situations de burn-out, et avoir la possibilité de fuir la ville. Bien évidemment ce choix comporte des questions en termes d'organisation et d'argent car il faut prévoir des moyens pour se déplacer, voitures, essence, etc. Mais c'est essentiel. Pour cette raison, la première « maison du peuple » comme nous l'appelons, c'est-à-dire l'appartement loué par le projet afin d'héberger les bénévoles sur le terrain, c'était à Rocchetta Nervina. Nous sommes restés de 2016 à 2020 à Rocchetta et ensuite on a déménagé à Apricale, où nous vivons actuellement. Ce sont des endroits assez isolés et immergés dans la nature (Entretien avec Luciano, réalisé à Vintimille, novembre 2021).

« Fuir la ville » devient pour les bénévoles une tactique afin d'éviter d'être submergés par la violence de l'espace urbain. Entre les mailles de son discours, Luciano semble reproduire l'écart entre un espace urbain caractérisé par la violence, l'inhospitalité et la souffrance et un espace semi-rural accueillant et reposant. Comme déjà évoqué, Giliberti met en évidence (2020) les raisons qui président aux tendances néo-rurales ayant amené plusieurs citoyens à déménager dans la Vallée de la Roya et qui sembleraient être similaires à celles des personnes qui ont décidé de structurer leur vie dans la vallée *Nervia*. Si les bénévoles de *Progetto 20k* résident dans la vallée *Nervia* temporairement, pendant le temps qu'elles ont à disposition et en raison des activités en ville et à la frontière, des dizaines de personnes, n'appartenant pas forcément à des organisations ou à des collectifs, ont fait le choix de s'installer définitivement à *Rocchetta*

¹⁸⁰ Langue originelle : “What emerges is a fractures political and social landscape where several actors – public and private, national and international, political and humanitarian, collectively organized or individual citizens, volunteers, activists, social workers, researchers – are involved in the redefinition of European borders in a historic time of changes and increasing social conflicts” (Borri, Fontanari, 2017:33).

Nervina ou à *Apricale*. Selon les nombreuses conversations informelles et entretiens réalisés avec ces personnes, la possibilité de conduire une vie en dehors des circuits néo-libéraux propres des centres urbains ressort sans doute comme l'élément principal de ces choix : avoir la possibilité de se consacrer à son propre potager et manger les fruits cueillis directement de la terre, pouvoir vivre des espaces de socialité en dehors des circuits commerciaux, structurer des mécanismes d'entraide et de collectivisation et respirer de l'air non pollué sont des éléments explicatifs récurrents. Encore une fois, l'imaginaire du binarisme entre ville et campagne, urbain et rural semble être établi nettement. Toutefois, ces personnes ne cachent pas les difficultés liées à ce contexte de vie, en raison de certaines caractéristiques environnementales (le froid, l'humidité), géographiques (la distance avec les centres urbains et ses services tels la gare des trains) et sociales, notamment l'hostilité des habitants de la vallée. La particularité de la population de la Vallée *Nervia* par rapport à celle de la Roya réside dans le fait que, dans la majorité des cas, ces personnes ont fait ce choix résidentiel après avoir connu le territoire de Vintimille grâce à l'expérience de la lutte contre la frontière. C'est probablement cette origine qui rend leur présence moins tolérée par les habitants autochtones de ces vallées¹⁸¹, mais c'est aussi, selon Roberta, le traitement général réservé aux *foresti*, aux étrangers, qu'elle définit comme peu disponibles à l'accueil. Lors d'un entretien que j'ai réalisé avec Roberta dans le salon de sa maison au cœur du village, elle m'explique qu'elle-même n'a jamais été considérée une *rocchettina* (une habitante de *Rocchetta*) alors qu'elle y habite depuis de nombreuses années et que sa mère et sa grand-mère étaient nées à *Rocchetta*, alors qu'elle est née à *Dolceacqua*, un village situé à 5 km de *Rocchetta*.

Néanmoins, les villages de la vallée ne sont pas totalement étrangers aux circuits néo-libéraux afférents aux processus d'urbanisation, comme nous avons largement vu dans le quatrième chapitre, notamment liés aux processus touristiques. Cette réalité se traduit principalement dans la difficulté de trouver des propriétaires disponibles à louer leurs maisons (souvent car plus enclins à se consacrer aux locations de courte durée destinées aux touristes, ce qui constitue un marché rentable), causant une paradoxale difficulté à absorber la demande des loyers. La majorité de ces *foresti* travaille saisonnièrement notamment dans les secteurs liés à la restauration, dans les cafés et restaurants de ces villages ou en France. Si la plupart des

¹⁸¹ Dans cet entretien, cité plusieurs fois pour la richesse des informations qu'elle détaille, Roberta suggère que le fait que le village soit partiellement isolé et relativement peu fréquenté rend plus facile pour une famille clandestine de s'y cacher. Très certainement elle se réfère à la pratique de l'hospitalité, menée par les réseaux solidaires qui se trouvent dans ces vallées et qui génèrent une scène inédite : c'est surtout pour la présence des solidaires que les migrant.e.s en transit arrivent dans ces villages, et qui, autrement, ils et elles n'auraient probablement jamais traversés car décentrés par rapport à leurs parcours.

personnes ayant fait le choix d'habiter à Vintimille n'appartient pas ou plus à des organisations politiques spécifiques, elles n'ont point abandonné des formes d'action politique et collective, principalement liées au féminisme et à l'écologisme. Les *foresti* habitant à *Rocchetta Nervina* ont par exemple organisé des journées de travail collectif à rotation, en organisant des groupes de travail qui s'organisent en fonction des besoins des uns et des autres pour réparer un toit, nettoyer une terre agricole, construire un mur en pierre sèche. Un local abandonné a été transformé en bibliothèque, des pièces théâtrales ou des *workshops* d'autodéfense ont été aussi organisés. En définitive, ces différentes âmes cohabitent à *Apricale* et à *Rocchetta Nervina*, dans un scénario qui voit la conflictualité cohabiter avec des formes très marquées d'entraide et solidarité : les autochtones qui voient de mauvais œil les *foresti*, les *foresti* qui développent des formes d'entraide très fortes et qui dénoncent au même temps l'exploitation d'un tourisme rapace, les touristes – majoritairement de nationalité française – qui s'y rendent pour profiter des attractions naturelles et qui sont tolérés car considérés comme une source de profit.

La frontière marque donc l'identité de ce petit village, en intervenant dans les choix résidentiels et de mobilité de visiteurs et résidents.

6.2.5 Le bar hobbit

Mama Africa est le surnom que, presque ironiquement, certaines personnes ont donné à Delia, la gérante du bar *Hobbit*, dans la rue *Hanbury*, à quelques pas de la gare des trains de Vintimille : un lieu fondamental dans la cartographie urbaine de la solidarité à Vintimille. A l'heure où j'écris ces pages, seulement un panneau peint indique l'ancienne nature de ce lieu, alors que les vitrines fermées se heurtent avec la scène bruyante et encombrée qui habituellement caractérisait cet endroit.



Figure 34 Panneau du bar Hobbit, Vintimille, 2020. Photo de Nina Bacchini.

Delia est une riveraine de Vintimille, originaire de la Calabre. A la fin des années 60 sa famille émigre en Australie, dans le cadre des émigrations italiennes qui ont marqué cette période historique. A cette époque Delia est un enfant. Après quelques années la famille retourne en Italie et s'installe à Vintimille. Delia ouvre le bar Hobbit qui, à partir de 2016, devient un symbole de la solidarité. Emue par les femmes et les enfants assis sur les marches devant son local, Delia décide de les accueillir à l'intérieur de ce dernier. A partir de ce moment, Delia commence à accueillir tous les jours des dizaines de personnes affamées et assoiffées. Se situant juste derrière la gare des trains, le bar devient un point de repère central : progressivement, le bouche à oreille produit un mouvement incessant vers ce lieu. A mesure que les transits de personnes augmentent, les solidaires ont commencé à considérer cet endroit comme central dans la mobilité tracée par leurs activités quotidiennes et le bar devient au fur et à mesure un espace de rencontres. Le bar de Delia devient rapidement « le bar des immigrés » et avec ce label les riverains de Vintimille commencent à boycotter ce lieu, en causant une baisse

considérable du chiffre d'affaires de l'activité. Le bar de Delia est l'une des seules activités commerciales de Vintimille, du centre-ville notamment, permettant l'accès aux personnes en transit. Ici, les personnes ont la possibilité de charger leurs téléphones ou de se reposer pendant quelques heures avant de reprendre la route, parfois sans l'obligation de consommer. Il n'est pas rare de voir dans les autres bar et cafés du centre-ville, des panneaux qui indiquent qu'il est interdit de recharger les téléphones. Plusieurs témoignages ont reporté que les gérants des cafés du centre-ville ont refusé de servir des personnes noires. Pendant l'entretien réalisé avec elle, Delia explique comment se traduit l'hostilité des riverains, qui jadis composaient sa clientèle : plusieurs fois des actes de vandalisme ont causé des dégâts au bar, la porte et des vitres ont été cassés à plusieurs reprises. Les insultes criées par les passants, les menaces proférées à Delia, les crachats au sol en passant devant le bar deviennent des pratiques habituelles.

De l'intolérance des riverains de Vintimille on est rapidement passé aux coups de pression des forces de l'ordre. Ils ont commencé à passer tous les jours, à faire des contrôles d'identité aux personnes à l'extérieur et à l'intérieur du bar. A plusieurs reprises ils ont envoyé les NAS (agence de contrôle hygiène, NdA). Bref, c'est une situation de pression qu'ils contribuent à créer. (Entretien avec Delia, réalisé à Vintimille, Avril 2020).

En décembre 2021 Delia est obligée à fermer définitivement son activité commerciale, à cause des difficultés économiques auxquelles elles doivent faire face : les réseaux solidaires et amicaux de Delia organisent une collecte d'argent, à travers un système de donations qui fera le tour du monde, en permettant de récolter des milliers d'euros qui, toutefois, ne suffiront pas à permettre la survie du local. La fermeture du bar *Hobbit* a signifié la perte de l'un des principaux points de repère pour les solidaires, les journalistes, les chercheurs des deux côtés de la frontière. Le bar de Delia est un exemple concret de comment les lieux de la ville changent en fonction des pratiques sociales qui se structurent en leur sein. Dans ce cas spécifique, l'évolution résulte inédite : une activité commerciale qui perd sa fonction d'échange à faveur d'une fonction d'usage, à partir de la rencontre avec les damnés de la ville.

6.2.6 Le hub humanitaire : les locaux de Caritas

Les locaux de *Caritas*¹⁸² sont un endroit central et généralement plutôt fréquentés par les personnes qui se trouvent à Vintimille. Ce lieu se situe dans la rue *San Secondo*, à quelques pas

¹⁸² Caritas est l'organe pastoral de la Conférence épiscopale italienne qui finance et gère plusieurs projets humanitaires sur l'ensemble du territoire national, dans l'esprit de la charité chrétienne. Son but est de promouvoir « le témoignage de la charité dans la communauté ecclésiale italienne, sous des formes adaptées aux temps et aux

du rond-point qui matérialise la ligne de démarcation entre les trois quartiers principaux de la ville (le centre-ville, le quartier des *Gianchette* et *Ventimiglia Alta*). Les locaux hébergent un espace destiné à la cantine, des vestiaires pour le stockage de vêtements, des salles utilisées en tant que bureaux (pour le point médical et légal) ; une courte extérieure permet des rencontres plus informelles, moins structurées et canalisées dans des « services ». Les activités et les services sont gérées par des bénévoles qui offrent leur temps à aider les personnes défavorisées et par les opérateurs des ONG. Depuis la fermeture du camp de la Croix Rouge en 2020, l'espace Caritas devient un point de repère pour les ONG qui continuent à travailler sur le terrain : à partir du mois d'août 2020, ses locaux centralisent des services de différente nature, garantis par les ONG (*Diaconia Valdese*, *Save the Children*, *We World*, Médecins du Monde, Médecins sans frontières) en devenant un sort de *hub* des services humanitaires. L'importance de cet espace s'explique pour deux raisons principales : la première est l'approvisionnement continu de services, garantis par des financements publics et privés ; la deuxième est le travail précieux que les bénévoles conduisent au quotidien et la présence indispensable de médiateurs culturels qui permettent des échanges plus significatifs avec les personnes qui traversent ces lieux. Les rapports avec les institutions et les dispositifs policiers sont moins conflictuels par rapport à ceux que les groupes militants détiennent. Si avec les subjectivités militantes les rapports sont ambivalents - traversant des phases alternées, allant de la coopération à l'hostilité -, la proximité d'ententes avec certains de ces bénévoles permet de garantir un dialogue entre les deux parties. Je me permets d'introduire une note méthodologique sur ce point : un travail de terrain caractérisé par une réelle immersion dans le champ social observé permet de restituer la complexité et les nuances d'une réalité sociale qui risquerait autrement d'être aplatie par le principe logique du binarisme et de la simplification. Des formes de coopération et de dialogue existent donc, ce qui se traduit par exemple dans l'organisation de réunions mensuelles réunissant toute réalité active sur le territoire de frontière : les ONG, les associations, les collectifs militants. Cet outil, créé en 2017, permet d'échanger des informations sur la situation, sur les activités menées par les différents groupes, sur les problématiques émergentes afin de disposer d'un cadre en permanence actualisé.

Monica est une bénévole de *Caritas* inlassable : elle habite à Menton et depuis 2015 elle vient tous les jours à Vintimille pour aider les migrant.es. Son activisme ne s'arrête pas aux portes du local de l'association : une fois les activités à Caritas terminées, elle rencontre les autres

besoins, en vue du développement humain intégral, de la justice sociale et de la paix, avec une attention particulière aux ultimes et avec une fonction pédagogique prédominante" (article 1 du statut).

activistes, elle donne un coup de main à Delia, elle participe aux manifestations des collectifs militants. Il s'agit donc d'une forme d'activisme qui se déploie au-delà de son activité de bénévolat auprès de *Caritas*, conduite aussi grâce aux relations qu'elle a pu tisser sur le terrain.

A partir de 2021 Monica est également employée dans un projet pour victimes de la traite.

Caritas est restée ouverte pendant toute la période des restrictions covid, même si à ce moment-là il n'y avait pas beaucoup de personnes qui circulaient. Les seules personnes qui pouvaient se déplacer à Vintimille pendant cette période c'étaient les passeurs. Moi-même j'étais contrôlée tous les jours alors qu'eux ils ont pu continuer leur travail. Depuis la fermeture du camp de la Croix-Rouge, la situation s'est beaucoup aggravée, pour les femmes surtout, car elles se retrouvent sur les rails des trains et nous pouvons facilement imaginer comment elles font pour payer leur passage. Même si le camp de la croix rouge n'était pas un lieu parfait, j'avais au moins la possibilité de parler avec ces femmes, dans un endroit qui pouvait garantir en quelques sorts un espace privé et qui permettait de parler avec ces personnes, sans la présence des boga [les hommes qui gèrent le réseau de la traite, NdA] (Entretien avec Monica, réalisé à Vintimille, novembre 2022).

Le phénomène de la traite est une réalité qui s'est fortement structurée à Vintimille au cours du temps et il s'agit de la forme la plus brutale quoique moins visible d'exploitation d'êtres humains. Il s'agit d'une dimension peu explorée par les solidaires et les activistes car c'est un terrain dangereux, impitoyable : tenter de parler avec une femme seule signifie souvent recevoir des menaces de la part d'hommes mystérieux qui apparaissent au moment où l'échange a lieu, en se présentant en tant que frère ou mari de cette dernière. Souvent, ce sont les femmes elles-mêmes qui s'éloignent et se retirent de la relation, certainement à cause de la crainte de répercussions par les trafiquants. Il s'agit d'un système complexe, structuré sur des formes puissantes de pouvoir et de coercition, où domine un registre de la violence et de la menace. Pour ces raisons, il s'agit d'un champ controversé pour les solidaires qui connaissent très bien la situation mais qui ont très peu de pouvoir d'action sur celle-ci. Monica explique bien sa frustration dans le travail qu'elle mène, en disant « les policiers à Vintimille connaissent parfaitement la nature et les acteurs de ces réseaux des trafics mais ils ne font absolument rien pour les arrêter ou tenter de changer les choses ». La conséquence de ce système d'exploitation perversif et silencieux est une invisibilisation des femmes migrantes dans l'espace public.

A la suite de la fermeture du camp de la Croix Rouge, *Caritas* décide de mettre à disposition une maison avec une capacité d'accueil de 15 personnes, destinée aux femmes et aux enfants notamment. La question de l'habiter devient effectivement cruciale depuis la fermeture du camp et pour cette raison les associations humanitaires, les ONG et les solidaires commencent à

s'organiser afin de garantir un microsystème d'accueil autogéré, en tentant de remplir les vides laissés par le système institutionnel. L'accueil des personnes présentant des vulnérabilités spécifiques a été géré dans des maisons privées, y compris la maison des bénévoles de *Progetto 20k*. Au fur et à mesure, un réseau de personnes – dont certains riverains du territoire, de Vintimille jusqu'à Imperia – se structure et se consolide en garantissant la possibilité d'héberger un nombre limité de personnes chaque nuit. Pour les solidaires, l'accueil des personnes est pensé en tant qu'outil pour permettre de structurer des alliances significatives avec les personnes hébergées : en ville, l'absence d'espaces solidaires et l'hostilité du territoire ne permettent que des échanges éphémères. Pour les ONG, l'accueil des personnes est dicté par des logiques humanitaires consistant à répondre à un besoin matériel primaire.

Les évolutions de la ville-frontière en tant que marché des trafics de frontière amènent à un affaiblissement des possibilités de création d'alliances de la part des réseaux solidaires : lorsque le marché de trafic devient tellement perversif et structuré (comme c'est le cas à Vintimille aujourd'hui), la présence des solidaires devient moins fondamentale. Le passage de la frontière perd progressivement son potentiel politique et devient de plus en plus une transaction économique. La continuité de ces processus est intelligible dans la mesure où elle est comprise en tant que conséquence des politiques néolibérales en matière de migrations et de frontière.

6.3 Les processus mémoriels à la frontière franco-italienne

Depuis la mort de Moussa Balde un petit groupe de personnes habitant dans les vallées autour de la frontière franco-italienne décide de créer un groupe de travail afin produire un discours sur la mémoire des personnes tuées par la frontière. Le discours sur la mémoire des personnes qui périssent tout au long des lignes de frontière s'élargit à la fois au niveau de la société civile¹⁸³ et de littérature scientifique (Ritaine, 2015, 2017 ; Bachellerie, 2020 ; Kobelinsky, 2017) au fur et à mesure que le nombre des morts sur les frontières européennes devient de moins en moins calculable. Le groupe a effectué un important travail de support à la famille de Moussa lors du procès contre ses agresseurs, en prenant en charge les dépenses pour le déplacement vers l'Italie et en organisant des sit-in solidaires. En outre, le groupe a contribué à générer des *memoriali*, à savoir des rendez-vous mensuels visant à porter mémoire aux personnes qui ont perdu leur vie en tentant de la traverser. Ces moments ont lieu au niveau de

¹⁸³ A ce propos, il nous faut citer *Med-Med Memoria Mediterranea, Carovane Migranti, Carovanas abrendo fronteras, La couverture de la mémoire*.

la frontière basse de Pont Saint Ludovic, au niveau de l'œuvre qui dessine l'infini de *Pistoletto*, où plusieurs pierres peintes ont été positionnées : elles portent les noms et les dates des personnes décédées. Généralement, le rituel apparaît plutôt silencieux bien que des moments de prise de parole soient prévus, par exemple lors de la lecture de la liste des noms de ces personnes, élaborées par les solidaires grâce à une reconstruction des sources, à partir de données qui n'ont jamais été réellement systématisées par les sources d'information institutionnelles. Cette liste détaille, lorsque possible, le nom, la nationalité, l'âge, la cause et le lieu du décès. Des chandelles, des photos et des pancartes complètent la scène de ces mémoriels.



Figure 35 Mémorial, Pont Saint Ludovic, Vintimille, 2023. Photo de Nina Bacchini.

Ces pratiques nous signalent que la mémoire est également un champ de bataille et que ces « politiques de la mémoire » produisent des discours sur la ville et sur les frontières. A un niveau institutionnel, celles-ci occupent une place importante dans la construction d'imaginaires urbains, à la fois à une échelle nationale et locale. Les noms des rues, des places, des parcs publics prennent souvent le nom de batailles ou de personnes occupant une place dans la mémoire institutionnellement légitimée et partagée. Néanmoins, ces politiques de la mémoire deviennent souvent des champs de bataille, lorsque d'autres voix réclament la place de corps qu'elles ne veulent pas laisser tomber dans l'oubli. Le laboratoire de pratiques autour des politiques de la mémoire a donné forme à des expériences très intéressantes, comme celles des guérillas toponymiques, consistant à renommer les noms des rues qui conservent la mémoire du passé colonial ou du régime fasciste¹⁸⁴. Dans ce sens, les frontières sont aussi des dispositifs de la mémoire (s'apparentant très souvent à des machines de l'oubli), le plus souvent niée et silencieuse mais tout de même négociés et contestés. Dans les discours des solidaires et des activistes connus et rencontrés sur le terrain, l'engagement à ne pas s'habituer à la « banalité du mal », qui constitue le quotidien de la frontière, émerge clairement. Les manifestations et les sit-in pour Ahmed, Moussa, Said, construisent alors un autre territoire, une autre ville.

6.4 Liberté, égalité, refus d'entrée

Quelques dizaines de solidaires distribuent un tract aux touristes et visiteurs du marché du vendredi. Le tract est imprimé sur un modèle d'un refus d'entrée et le titre reprend ironiquement le *credo* de la République Française pour en faire un jeu de mots :

« Liberté, égalité, refus d'entrée. Tu viens de recevoir un refus d'entrée. Ce papier est la seule réponse que, depuis des années, la France donne aux milliers de personnes qui tentent de traverser cette frontière. Heureusement pour toi ceci est un jeu. Toutefois, pour d'autres c'est la réalité quotidienne : contrôles discriminatoires sur base raciale, détention illégale pour 12 heures à l'intérieur d'un container, sans eau ni nourriture, sans dormir, sans la possibilité d'appeler un avocat ou un interprète ou un membre de la famille. Si les touristes blancs, européens sont les bienvenus e sont libres de bouger, à d'autres personnes que ce soient des adultes, des enfants, des femmes enceintes, ces droits sont niés, car considérés arbitrairement

¹⁸⁴ Je me réfère par exemple à l'expérience de « Resistenze in Cirenaica » (résistances en Cyrénaïque), collectif qui naît en 2015 dans le quartier *Cirenaica* de Bologne (Italie) et qui se propose de transformer ce quartier dans un laboratoire de mémoire historique pour déterrer les vestiges coloniaux cachés dans la toponomastique de la ville. Une des premières interventions du collectif a consisté en renommer par le bas la rue Lybie (Via Libia) en recouvrant les panneaux officiels de la rue avec ceux portant l'odonyme de Vinka Kitarovic, une partisane croate déportée en Italie en 1942. Pour aller plus loin sur l'histoire de cette expérience politique, je renvoie à leur site internet : <https://resistenzeincirenaica.com/della-guerriglia-odonomastica/>, consulté la dernière fois le 19/08/2023.

et à priori comme « un danger pour l'ordre public, la sécurité interne, la santé publique, ou pour les relations internationales entre pays de l'Union Européenne » (Texte du tract, traduit par moi-même).

L'objectif recherché par les solidaires à cette occasion consiste dans un acte provocateur quoique pacifique voué à matérialiser la frontière (et les pratiques qui y prennent forme) dans un lieu de circulation commerciale, et de sensibiliser la société civile autour de la thématique du privilège. Les manifestations en centre-ville sont une pratique très répandue, visant à visibiliser la brutalité de la frontière et de ce qu'elle produit dans les rues du centre. Le centre-ville est habituellement choisi en tant que lieu privilégié pour ces invasions urbaines car, d'une part, il héberge les symboles du pouvoir citoyen (la mairie, le commissariat) décidant les politiques de la ville ; de l'autre, car les cafés, les ports de luxe, les marchés ne font que contribuer à invisibiliser ce qui se trouve dans les interstices de la ville. Les réactions de la part des riverains ou des touristes français est très souvent d'indifférence, en arrivant parfois à éclater en des désaccords verbaux. C'est la nature de ces initiatives publiques qui détermine leur localisation, en ville, au niveau des checkpoints frontaliers ou devant des endroits spécifiques (comme les tribunaux par exemple). Généralement, ces actions sont organisées à une échelle locale et, pour cette raison, participées par un nombre relativement réduit de personnes, à savoir les solidaires résidant sur le territoire qui normalement ne dépassent pas les 200 personnes. Le 14 juillet 2019, à l'initiative de *Progetto 20k*, une grosse manifestation intitulée « *Ventimiglia città aperta* » (à savoir, Vintimille ville ouverte) et participée par de nombreuses réalités nationales, a traversé les rues de la ville frontalière : pour cette occasion, 10.000 personnes ont défilé sous un soleil brûlant, portant la revendication du droit universel de la liberté au mouvement. Les tentatives de s'organiser à un niveau national sont plus réduites, en confirmant une dimension plutôt locale et circonscrite des luttes de frontière. Ces luttes connaissent un champ d'action extrêmement complexe, au sein duquel les aspirations de ses partisans se heurtent à plusieurs obstacles : la répression policière et judiciaire, la fragmentation du territoire, le bombardement médiatique supportant la rhétorique du mauvais migrant et du méchant activiste, la multiplication des intérêts économiques sur le marché des passages de frontière.

Si d'une part les obstacles aux tentatives de réappropriation du territoire et d'autodétermination sont posés par les institutions, c'est aussi, selon Giancarlo, l'individualisme qui s'installe parmi les personnes en transit, et qui est une conséquence directe du dispositif de frontière :

L'hostilité se crée à un niveau horizontal et non pas vertical ; même parmi les migrants les dynamiques de frontière font que l'individualisme des personnes soit exacerbé ; il y a moins la volonté de créer communauté, créer des choses parmi les personnes avec un esprit de solidarité mais plutôt de survivre et parfois aussi de s'enrichir aux dépenses de ceux qui se trouvent dans une situation similaire à la sienne¹⁸⁵. Une approche individualiste qui, outre qu'être intrinsèque au genre humain est, selon moi, exacerbé par une situation de marginalité qui est créée par les institutions et les dispositifs de frontière (Entretien avec Giancarlo, Vintimille, Juin 2019).

Nous pouvons avancer l'hypothèse que pendant les années 2015-2016 l'expérience de la frontière avait un caractère plutôt collectif : l'organisation des espaces de vie et les traversées de la frontière étaient gérées de façon collective et horizontale. Avec la progressive militarisation de la frontière, cette dynamique individualiste est sans doute exacerbée par la nécessité de recourir aux économies de frontières qui transforment le franchissement des frontières en un service monétarisé et en diminuant les pratiques d'entre-aide et de solidarité entre personnes en mouvement :

Si tu arrives en Europe avec un ami, très probablement tu vas l'abandonner si toi t'as l'argent pour continuer et pas lui (entretien avec Fouad, Vintimille, Mars 2018).

La progressive militarisation et technologisation des frontières amène à une dépolitisation des expériences migratoires qui deviennent des expériences progressivement plus individualistes : la lutte contre les frontières se manifestent moins par des *claims of presence* (and mouvement) ouvertement collectifs et revendicatifs, et plus en tant que pratiques silencieuses et souterraines.

Les possibilités de s'organiser collectivement sont limitées par les politiques de répression de l'habitabilité des espaces de vie. Les évictions systématiques des campements, obligeant les personnes à rester éparpillées dans l'espace urbain, informels ou le choix de les laisser dans des conditions d'extrême précarité, limitent fortement les conditions d'existence d'espaces d'organisation collective.

Avant, jusqu'à 2015 et 2016, les migrants pouvaient faire un camp où ils veulent mais maintenant ils peuvent pas parce que même s'ils occupent un espace, après un ou deux jours la police vient pour les expulser. Le maire de Vintimille ne veut pas que les migrants restent en ville avec les tentes mais les migrants veulent la liberté. La seule raison qui explique pourquoi le campement sous le pont n'a pas encore été expulsé est qu'il n'y a pas de lieux où accueillir tous les gens qui habitent sous le pont et là c'est l'hiver et il fait froid. Je pense que dans

¹⁸⁵ Giuseppe se réfère ici aux passeurs qui sont, selon cette vision, grandement responsables de l'individualisme qui règne parmi les migrants.

quelques mois ils vont quand même trouver un moyen. (Entretien avec Mahmud, Vintimille, Février 2018).

Les politiques institutionnelles déterminent et circonscrivent les spatialités des pratiques politiques : les politiques de gestion de la ville contribuent à réduire les espaces de rencontre et d'organisation collective, au même temps qu'elles produisent un éclatement des espaces de vie, en ramenant le passage de la frontière à un choix individuel. Simultanément, la criminalisation de la solidarité¹⁸⁶ réduit les possibilités pour les solidaires de traverser les espaces les plus marginaux et de tenter de générer des espaces de rencontre et d'alliances possibles. Encore une fois, la pervasivité des réseaux des trafics contribue à réduire ces espaces de rencontre afin de préserver les conditions de réalisation de leurs business. Les pratiques des mondes solidaires s'opposent à ces tentatives de réduction des espaces politiques à travers des *claims of presence*, des revendications de présence : au niveau du checkpoint frontalier ils organisent les *breakfast spots*, aux processus d'invisibilisation ils soutiennent les pratiques de création de camps autogérés, à la normalisation de la violence de la frontière ils mettent en œuvre des processus mémoriels publics.

Les réseaux solidaires contribuent à dessiner la géographie de cette frontière, en proposant une contre-géographie et des contre-pratiques, en tentant de perturber la topographie frontalière.

6.5. Au-delà de la frontière

En 2020 certaines personnes actives au sein de *Progetto 20k* décident de se réunir en assemblée à Gênes afin de traduire la lutte contre la frontière dans un contexte urbain. Je fais moi-même partie de ce projet dès la première heure. Le collectif se structure à partir du constat de la prolifération des frontières, y compris dans ses formes hétéroclites et mobiles, dans la ville de Gênes. La proximité avec la frontière franco-italienne (située à 200 km de Gênes) rend plus évidentes certaines continuités dans les processus de reproduction des dispositifs frontaliers au sein des espaces urbains et dans les mobilités qui se structurent de façon circulaire et turbulente d'un espace à l'autre. Le collectif naît en tant que partie du réseau *Progetto 20k*, en acquérant

¹⁸⁶ « L'état actuel des recherches montre à quel point l'actualité joue un rôle dans l'appréhension du phénomène. Le délit de solidarité s'étend et se fait connaître dans d'autres pays. L'expression est reprise dans la littérature anglophone dès 2012, avec Jennifer Allsopp qui étudie spécifiquement le cas français (Allsopp, 2012). Elle est traduite littéralement en crimes of solidarity (Massol de Rebetz, 2017 ; Bontempelli, 2017 ; Tazzioli, 2018 ; Zhang, 2019 ; Taylor, 2020 ; Pusterla, 2021) et en delitti ou reati di solidarietà (Bontempelli, 2017 ; Greco, 2018 ; Giliberti, 2020 ; Marturano, 2020) » (Du Jardin, 2022).

néanmoins des spécificités propres au contexte dans lequel il s'insère. D'une part, il s'agit de structurer une connexion avec le territoire de frontière, en accueillant les personnes directes ou en provenance de Vintimille et en organisant des journées d'information et de sensibilisation sur la réalité de la frontière. D'autre part, la question de la frontière est également déclinée en fonction des matérialités qu'elle assume dans un contexte proprement urbain comme celui de la ville de Gênes. Pour cette raison, en 2022 le collectif ouvre un espace de support aux personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiés, à l'intérieur des locaux du centre social *Aut Aut 357*, lieu utilisé également pour se réunir lors des réunions hebdomadaires du collectif. Le centre social est situé au cœur d'un quartier populaire (*Sestiere di Pré*), densément habité par une population immigrée, quoique se trouvant au cœur du centre historique de la ville : ses strictes ruelles et petits passages contribuent à conserver partiellement la nature de la ville portuaire, avec ses économies souterraines (prostitution et trafics de drogues notamment) et une socialité informelle dans la rue, bien qu'insérée dans les transformations rapides qui investissent le marché global urbain et qui se traduisent dans des processus rapaces de gentrification, d'œuvres de requalification urbaine, de structuration d'un marché lié aux locations courtes pour les touristes (contribuant à augmenter le prix moyen des loyers et du marché immobilier). L'*infopoint* permet d'avoir accès à des informations et à un support gratuit sur le plan légal (demandes d'asile, permis de séjour) et administratif (déclarations d'hospitalité, résidence), de la recherche de travail et de logement, sur le plan sanitaire. D'autres activités consistent dans l'organisation de moments collectifs de rencontres et de réflexions tels des présentations de livres, d'ouvrages et de documentaires sur le sujet des migrations, des initiatives sur les frontières internes et externes de l'Union Européenne, des journées d'autoformation sur les textes de lois en collaboration avec des avocats spécialisés en la matière, des soirées destinés à la collecte d'argent pour autofinancer les projets du collectif.

Le travail du collectif concrétise ce que j'ai raconté au fil de ces pages : si la matérialité des frontières urbaines n'acquière souvent pas la forme d'un checkpoint ou d'un barbelé, les effets qu'elle produit sur certaines subjectivités urbaines sont réels et extrêmement violents.

6.6 Counter-mapping : notes conclusives

L'hétérogénéité des pratiques solidaires rend complexe une tentative de définition quoique, d'une manière générale, la formule proposée par les auteurs de *Debordering Europe* est suffisamment large pour embrasser les différentes nuances contenues dans ce concept :

« On pourrait donc concevoir et théoriser la "solidarité" comme l'ensemble situé, tactique, souvent éphémère et multiforme des pratiques et des formes de coopération mises en œuvre par différents acteurs et visant à transformer un couloir forcé en un parcours habité » (Amigoni *et al*, 2020 : 235, traduit par moi-même¹⁸⁷).

Au-delà des différences, la spécificité d'une pratique solidaire active sur les lieux de frontière, est relationnelle : c'est la rencontre avec les personnes en mouvement et leurs désirs, leurs aspirations et leurs projets qui la définit et la structure. En outre, une pratique solidaire peut être militante dans la mesure où elle structure des relations politiques en vue d'un objectif ou d'une cause, à savoir lorsqu'elle vise à transformer le contexte qui se structure autour de ces relations, à partir mais aussi au-delà de ces mêmes relations. J'estime que c'est exactement dans cet écart de significats qui se joue la divergence et parfois la conflictualité entre *No Borders* et *ONG* par exemple, dont j'ai parlé plus haut. Les premiers tissent des relations et des alliances avec les subjectivités migrantes afin de transformer ensemble ce même monde qui érige les frontières et qui décide qui est légitimé, ou pas, à occuper une place en leur sein. En définitive, la solidarité aux subjectivités migrantes devient militante lorsqu'elle commence à prendre position et à lutter contre ce qui crée les frontières et ce que ces dernières génèrent à leur tour, dans une dimension intersectionnelle et complexe.

A regarder les deux cartes qui suivent - l'une réalisée par les solidaires de *Progetto 20k*, l'autre est celle insérée dans la brochure du port de Monaco - ce sont deux villes différentes qui se profilent.

¹⁸⁷ Langue originelle : We could therefore figure out and theorise "solidarity" as the situated, tactical, often ephemeral and multifarious set of practices and forms of cooperation enacted by different actors and aimed at transforming a forced corridor into a dwelled or inhabited routes.

A **Distrib parking**
in via Tenda 5

<https://goo.gl/maps/b9l2qC8gm8waNLe7>

Everyday 18:00 → 19:00 Sunday at 11:30	
18:00 → 19:00 Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday	

B **Upupa infopoint**
in via Tenda 50

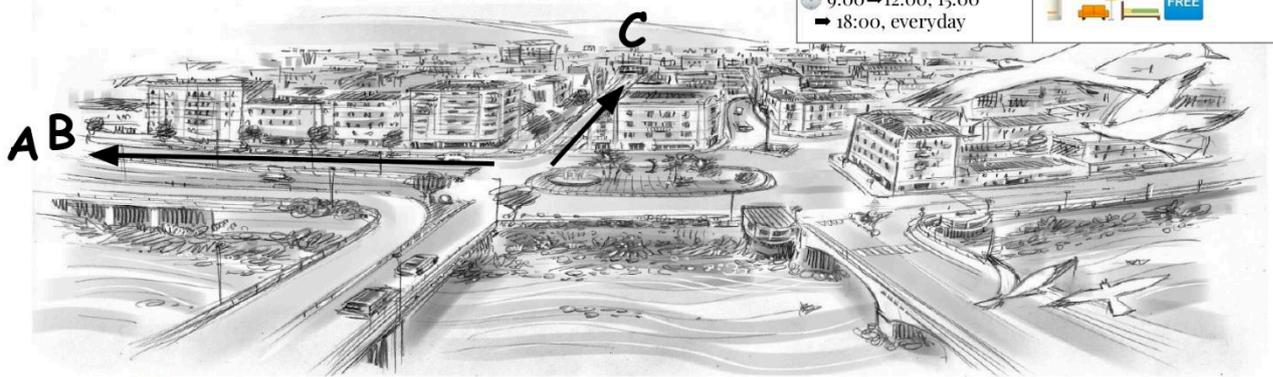
<https://goo.gl/maps/ekGHaPxJRKaBsV3N8>

16:00 → 20:00 everyday	
------------------------	--

C **Caritas**
in via San Secondo 20

<https://goo.gl/maps/PJZrx2MryYS55MWu5>

9:00 → 11:00 NOT on Sunday	
9:00 → 12:00, 15:00 → 18:00, everyday	



BUS LINE 1
BORDER → VENTIMIGLIA:
 7.20, 8.25, 9.55, 12.55, 14.55, 17.55, 19.50
SUNDAY: only 12.00, 19.55
VENTIMIGLIA → BORDER PONTE SAN LUIGE:
 7.00, 8.00, 9.30, 12.30, 14.30, 17.30, 19.30
SUNDAY: only 11.35, 19.35
Walking to Ventimiglia takes 2 hours

VENTIMIGLIA



Figure 36 Carte réalisée par les activistes de Progetto 20k, Août 2023.



Figure 37 Carte insérée dans la brochure de Cala del Forte, intitulée « Activités à l'intérieur du port de Cala del Forte ».

La carte du port *Cala del Forte* indique les lieux publics du centre-ville et de la vieille ville, en oubliant délibérément de représenter ses périphéries et ses quartiers populaires, afin d'attirer les clients de cette infrastructure portuaire de luxe vers les lieux centraux de la ville ; à l'inverse, la carte utilisée par les activistes pour cartographier les services actives en ville se concentrent exclusivement sur la rue *Tenda* et le quartier de *Roverino*. Cette dernière est un exemple de *counter-mapping* : « grâce à ces cartographies, les pratiques et les champs de lutte des migrants s'articulent en tant que [forces génératrices de] création d'espace (Habans et al. 2013)¹⁸⁸ » (De Genova et al, 2014 : 66). La création de cartes et de guides est une pratique généralisée au sein des réseaux solidaires présents sur les lieux de frontière et dans les villes de transit car elles sont vues comme des instruments pratiques visant à supporter l'autodétermination des personnes, qui pourront ainsi effectuer des choix calibrés à travers un acte de connaissance (des services présents, des dangers sur les parcours, des points du contrôle policier). La géographie instable des routes et des pratiques de contrôle demande en permanence des mises à jour aux représentations des territoires. Ces mises à jour sont possibles grâce à la pratique des

¹⁸⁸ Langue originelle : Through these mappings, migrant practices and fields of struggle are articulated as space-making (Habans et al. 2013).

monitoraggi, à savoir de l'observations du territoire et des évolutions des dispositifs appelés à contraster la mobilité clandestine. Cette pratique de contre-cartographie, ou de cartographies renversées, illustre parfaitement l'instabilité des paysages urbains des frontières, qui se font et se refont en fonction des conjonctures historiques.

En définitive, le travail immersif au cœur des expériences de solidarité à la frontière franco-italienne m'a permis d'observer de près l'émergence d'une contre-ville, dans ses dimensions spatiales matérielles mais aussi dans ses imaginaires et ses représentations. Une ville dans et contre la ville, produite par des mouvements indociles et des temporalités habitées.

Conclusions générales : les damnés de la ville

La ville frontalière : complexité d'un objet d'étude

Cette thèse est le résultat d'un long travail d'immersion dans le terrain d'étude et qui est la synthèse d'un processus professionnel, intellectuel et politique qui arrive jusqu'à aujourd'hui, au moment où j'écris ces pages de conclusion. Il n'est pas facile de mettre un point à un parcours qui m'engage encore aujourd'hui à côté des protagonistes de ces histoires. J'essaie de penser à ces conclusions comme à des ficelles que je tire afin de m'orienter dans le monde et qui m'accompagneront dans les prochaines étapes de ma vie.

Aujourd'hui mon engagement consiste en faire face aux effets tangibles que les frontières, que j'ai décrit tout au long de ces pages, produisent sur la vie et les corps des personnes : leurs désirs, les projets échoués, la souffrance, la nostalgie d'une maison lointaine. L'anthropologie médicale

Depuis le commencement de cette aventure, la frontière a pris forme d'une façon imprévue et inédite. Le terrain d'observation et d'analyse s'est élargi en fonction de nouvelles découvertes que je faisais.

Cette thèse part de l'analyse de Vintimille en tant que ville de transit pour les subjectivités migrantes qui désirent se rendre en France, mais elle restitue aujourd'hui un cadre bien plus complexe. La complexité de la ville frontalière ne peut être déchiffrée en se limitant à considérer le phénomène migratoire. Sans tenir en compte la composition sociale qui a édifié Vintimille à la suite de la deuxième guerre mondiale, son passé entrepreneurial lié au marché floriculteur, les intérêts financiers et économiques des investisseurs étrangers, il ne serait pas possible de comprendre le contexte dans lequel cette route migratoire se structure et se réajuste. La compréhension de la gestion de la question migratoire ne peut pas s'obtenir sans regarder aux autres processus qui font exister la frontière en tant que site de la gestion différentielle des mobilités depuis et vers la ville. L'espace urbain de Vintimille est alors à interroger en tant que site où les pratiques sociales et spatiales sont fortement déterminées par les politiques et les pratiques de frontière. Ces dernières viennent même s'établir dans l'espace de la ville, qui se présente donc comme une extension urbaine de la ligne frontalière.

Au lieu de regarder aux formes j'ai observé les processus : cette thèse parle donc de l'inextricable rapport entre processus urbains et processus de frontière dans la fabrication du quotidien d'une ville.

La ville est le lieu où précipitent et se réadaptent les opérations de frontière, en se transformant elle-même en un espace-frontière. Les « opérations de frontière » reproduisent une différentiabilité spatiale et temporelle, qui se matérialise à la fois sur les lignes de frontière et au cœur des espaces urbains. J'ai démontré comment les processus d'expulsion des personnes indésirables correspondent à des opérations d'extraction de la valeur des espaces urbains, comment les pratiques d'invisibilisation sont fonctionnelles aux intérêts du tissu économique de la ville. Néanmoins, cette thèse a bien montré comment ces régimes de pouvoir sont contestés, contournés et défiés par les mouvements migratoires qui, dans ce sens, les excèdent. Ces forces en conflit génèrent un mouvement dialectique qui rythme l'histoire de cette ville frontalière.

Mon approche, vouant à saisir ce processus, se situe sur la tension inextricable qui existe entre fermeture et ouverture, mobilité et immobilité, contrôle et liberté, en me forçant à rester sur leur dialectique permanente, sans forcer une synthèse unitaire.

Or, la frontière est le site qui incarne la dialectique : elle suppose un dedans et un dehors, elle présuppose deux champs, l'un qui barricade, l'autre qui résiste. Dans ce sens, la frontière est au même temps la cause et l'effet, elle incarne le processus qui produit à la fois des pratiques d'assujettissement et des processus de subjectivation.

Le long travail de terrain a fait émerger que l'espace de la ville est un lieu du pouvoir qui se territorialise et qui, à coups d'ordonnances communales ou de l'usage de la « violence légitime », tente de rendre l'espace public disponible à la mobilité du capital et des spécificités que ces dernières acquièrent dans une ville frontalière. D'autre part, elle est le lieu où différentes manières, collectivement organisées ou individuelles et minimes, se transforment en pratiques de franchissement, de défi et de transgression des frontières. A partir d'une approche qui privilégie une dimension située, quotidienne et relationnelle, cette thèse a relevé qu'il y a de nombreux points de fracture entre représentations, projets et modes de vie qui composent un ensemble urbain. A Vintimille, la frontière arbitre ces fractures.

Pour cette raison, je me réfère aux pratiques et aux opérations de frontière, dans une approche qui déconstruit la frontière dans sa dimension statique pour la regarder dans la complexité des relations sociales qui la construisent. Les villes frontalières sont un lieu d'observation privilégié à partir duquel observer comment à partir de la construction de la frontière se définit et redéfinit

l'identité de la ville, de ses quartiers, de ses économies et de ses relations sociales. Les résultats de la recherche ont fait émerger le rôle de la frontière dans la construction de l'identité de la ville de Vintimille et de ses certaines aires urbaines notamment (quartier des Gianchette, les vallées environnantes). Au même temps, la focale sur les frontières de la ville permet de privilégier la dimension conflictuelle autour de la stratification des territoires, dans les plis desquels des négociations ont lieu. Ces négociations sont à la base de reconfigurations permanentes, se jouant sur le plan des spatialités urbaines. La proximité conceptuelle entre la ville et la frontière permet un renouveau dans le champ des études urbaines et des *border studies*, car pris dans leur intersection analytique et pratique.

Le premier axe de cette thèse a tenté de construire le *framework* théorique et d'explicitier le positionnement sur le terrain de recherche. Le deuxième axe de cette thèse tente de reconstruire les récits et les contre-pratiques des premiers contestataires à la frontière – les subjectivités migrantes et les réseaux solidaires - qui traversent et habitent une ville de frontière et qui, à travers leur présence et leurs mobilités, contribuent à créer une infra-ville, dans et contre la géographie urbaine officielle. La ville est le lieu par excellence de la production de débris, non seulement d'un point de vue social mais également de l'aménagement urbanistique dont un exemple est l'habiter informel et auto construit.

La place de la mobilité du capital est sans doute un ultérieur élément que la recherche a explicité : les « opérations du capital » (Mezzadra, Neilson, 2020) soutiennent les « opérations de frontière », à savoir les processus de marginalisation et d'invisibilisation des personnes migrantes. Les mobilités commerciales et transfrontalières (appelée par le régime d'allègement fiscal grâce aux différences sur les prix du marché français et italiens sur certains produits notamment) contribuent à exacerber la frontière en tant que lieu de la différenciation des régimes de mobilité. La ville devient le site de contrôle des flux économiques et des mobilités des populations dirigées depuis ou vers la frontière. La dimension de la mobilité du capital est donc l'un des aspects que la recherche a soulevés, en exigeant d'interroger le mouvement des circuits économiques transfrontaliers : les économies souterraines, les commerces transfrontaliers, les investissements étrangers, les intérêts du secteur touristique.

Le **deuxième chapitre** a encadré le *framework* théorique, en faisant émerger les concepts-clés autour desquels penser les *critical border studies*. Le concept fondamental de *borderland* (2015) permet de complexifier la compréhension de la frontière, non seulement dans ses perspectives territoriales mais aussi et surtout dans ses dimensions processuelles. La critique à la

territorial trap (Agnew, 1994) permet donc de redynamiser les études sur les frontières à partir des années quatre-vingt-dix. A travers un dialogue entre perspectives théoriques et éléments d'histoire locale de la frontière franco-italienne, cette partie a permis de structurer le cadre d'étude, en mettant à l'épreuve la validité des concepts et des théories dans leur application sur le terrain. En définitive, j'ai pu relever la nécessité de mobiliser des concepts qui embrassent une dimension dynamique, processuelle et subjective : *re-debordering*, subjectivation, autonomie, « turbulences » (Papastergiadis 2000), rupture, *escape or flight* (Mezzadra 2001; Papadopoulos, Stephenson, Tsianos 2008). Loin de vouloir romantiser les lectures sur les migrations, en leur conférant une dimension d'autonomie absolue, ce courant interroge la capacité de négociation et les espaces de possibilité réappropriés par les sujets.

Le **troisième chapitre** a montré comment les espaces urbains sont conçus et dessinés par les politiques de la ville et les logiques de son fonctionnement : bien que Vintimille ne puisse pas être définie comme une ville dont l'économie s'appuie sur le tourisme (bien que les tentatives de relancer ce secteur soient récemment amorcées), son besoin de revitaliser son potentiel commercial transfrontalier et touristique amène à implémenter des politiques d'exclusion, de séparation, de confinement et d'invisibilisation des personnes migrantes.

Le maire récemment élu, Flavio di Muro (Lega) à la suite des élections communales de mai 2023, a inauguré son mandat avec une affirmation qui laisse entendre le nouveau trend pensé pour la ville de Vintimille : l'un des objectifs prioritaires est celui de transformer Vintimille de ville frontalière en un centre international. Ce sont les mots qu'il a utilisés à l'occasion de la première rencontre bilatérale avec le maire de Menton, Yves Juhel, qui a eu lieu le 11 septembre 2023, afin d'envisager des accords communs de développement et coopération. Le nouveau trend du marché se base sur le potentiel de l'attractivité internationale dont le développement amène à une réadaptation des politiques urbaines et de la gestion des migrant.es en ville. C'est dans ce contexte qui précipitent donc de nouveaux intérêts internationaux, s'articulant aux spécificités du tissu local.

Or, dans ce même chapitre j'ai également commencé à décliner les modalités par lesquels les damné.es de la ville négocient leur présence dans l'espace urbain, en mettant en place des contre-pratiques spatiales. Ces dernières se caractérisent par le fait de se créer en réaction aux logiques d'extractivisme urbain et de contrôle social.

Je conviens avec Paba que :

« La ville des sujets marginaux n'est pas un espace d'infrastructures. En réalité l'univers des subjectivités émergentes n'est pas encore en mesure de produire du changement organique et structuré de la ville. Les mouvements insurgent sont à l'origine de modifications ponctuelles, de micro-transformations et parfois laissent seulement de symptômes de présence, en laissant des traces de parcours (...) : changements d'usage et de fonction, processus de re-sémantisation et de ré-signification de bâtiments et de lieux publics, création ou récréation de lieux collectifs, « coloration » de l'espace urbain (du writing aux modifications du mobilier et d'apparence, aux sons et aux signes de la vie sociale, aux marchés et aux présences volantes, etc.), reconfiguration des temps urbains (une organisation différente de la nuit et plus en général des rythmes de fonctionnement de la ville), occupations et réorganisation d'espaces bâtis et non, auto-restructuration, projets participés, occupations alternatives des terres et de l'espace immatériel, requalification sous formes autoproduites d'immeubles et d'aires urbaines (...) et, dans certains cas, la création de véritables chantiers sociaux de transformation de la ville » (Paba, 2004 : 6).

Néanmoins, l'émergence du dynamisme urbain se structure justement dans l'intersection dialectique et conflictuelle entre pratiques informelles d'habiter l'espace de la ville (quoique transitoirement) et politiques de gouvernance urbaine. Les périmètres de ce champ de bataille sont établis par deux instances opposés : d'une part, gouverner les mouvements et la présence des personnes en ville avec une panoplie de dispositifs : les mobiliers urbains dont barbelés et grillages (périmètre du campement informel, parc pour enfants rue Tenda, breakfast points, église Sant'Antonio, camp Roya) ; les ordonnances communales (ordonnance interdisant la distribution de nourriture, 2016 ; ordonnance anti-bivouac, 2020 ; règlement du Parc citadin) ; la massive présence policière et de ses dispositifs. De l'autre, « rester ingouvernables » et adapter sa propre présence en tant que sujets attentionnés dans la cité post-coloniale. Celle-ci passe par la récupération des friches urbaines et l'occupation d'espaces résiduels pendant l'attente de traverser une frontière. Ou encore, par la participation active aux réseaux de l'économie souterraine. Or, le champ de la ville de frontière se complexifie. Les réseaux solidaires contribuent à resignifier les espaces de la ville, en essayant de transformer le sens des lieux. Simultanément, les riverains formulent des demandes sociales, les commerçants des demandes économiques. C'est dans la tension de ces instances que la géographie de la ville apparaît instable et élastique, aux frontières constamment négociées et débattues, dont la conflictualité est tantôt spectacularisée, tantôt invisibilisée mais qui produit pour autant des effets visibles. Nous concluons avec Lefebvre de l'impossibilité de définir l'objet ville tel quel : les territoires sont globaux autant que la globalisation est territoriale.

Le **quatrième chapitre** prend en examen les frontières de la ville et les différentes formes qu'elles peuvent incarner. Elles n'assument pas forcément la matérialité d'une frontière – un grillage, un checkpoint. La frontière de la ville peut être une personne, un régime temporel, un lieu, un objet, un regard : partout où une personne ou une catégorie de personnes est soumise à un acte de différenciation. La frontière ce n'est pas seulement un lieu mais aussi une pratique, un discours, une approche. Les frontières de la ville et les symboles qui les font exister activent des stratégies du corps qui se traduisent dans « la capacité mentale et concrète à s'insinuer à s'échapper, à circuler et, en somme, à rester *liquides*¹⁸⁹ » face aux technologies de contrôle du dispositif de frontière disséminées dans l'espace urbain.

Les frontières de la ville sont les lieux d'expression des conflits et des tensions qui accompagnent les processus de valorisation des espaces et de capitalisation des temps de la ville ; dans ce sens, elles sont dans un rapport complémentaire avec les « frontières du capital ». Si ceci est vrai pour les lieux habités par les personnes migrantes, le même processus touche les riverains de la classe moyenne de Vintimille et des vallées autour, comme c'est le cas du port monégasque à Vintimille : un espace qui jadis était aisément traversable par les riverains, y compris des classes moins favorisées, devient aujourd'hui une enclave du luxe où les personnes n'accèdent pas ou alors, lorsqu'elles y accèdent, la sensation est d'être *out of place*, « des prolétaires dans le monde des riches ». Les frontières urbaines ne sont donc pas à priori infranchissables mais elles définissent les subjectivités *in* ou *out of place*, ce qui est défini en fonction des intersections des lignes de couleur, de classe et de genre des subjectivités.

Afin de franchir ces frontières et d'échapper aux régimes de captivité, différentes stratégies sont déployées. Le camouflage, les tactiques d'auto-invisibilisation et d'évitement deviennent des pratiques de résistance, incorporées et apprises à partir d'une expérience singulière de l'espace urbain. Les frontières de la ville établissent des régimes spatio-temporels différentiels, une expérience urbaine subalterne qui convient d'explorer à partir de ces marges, de ses réalités souterraines, ce que je fais dans le prochain chapitre.

Dans le **cinquième chapitre** j'ai analysé les pratiques de *sconfinamenti* des frontières en tant que pratiques de subjectivation et d'autonomie. Ce chapitre complète les analyses tracées jusqu'ici, en dessinant la frontière de Vintimille en tant que :

¹⁸⁹ M. Bernardot, Topiques de la mobilité comme subversion : figures, habitats, politiques, in Canepari, Mésini, Mourlane, Mobilhom(m)es – Formes d'habitat et modes d'habiter la mobilité (XVIème- XXIème siècle), La Tour d'Aigues Editions de l'Aube, 2016, p. 170

a “field of struggle” (Tazzioli 2015) or “battlefield” (Mezzadra and Stierl 2019) between bordering practices (Yuval-Davis, Wemyss and Cassidy 2019), on the one hand, and migrants’ autonomy and right to mobility, on the other (Mezzadra 2013).

La progressive évolution du dispositif frontière intervient dans la reconfiguration des espace-temps des routes migratoires, en complexifiant le statut de la ville de Vintimille qui ne peut plus être analysé exclusivement en tant que ville de transit. Penser aux migrations dans ses précipitations territoriales produit un renversement épistémologique et méthodologique qui pourrait ouvrir à de nouvelles perspectives de recherche. La cartographie des villes invisibles a été possible grâce à un long travail de terrain et par une immersion engagée dans le camp d’étude. Tout au long de ce chapitre j’ai analysé les pratiques de réappropriation de l’espace et du temps de la part des personnes en transit, pendant une temporalité variable et nécessaire à la continuation du voyage. J’ai mis en évidence comment le concept d’habiter se trouve renouvelé lorsqu’il est appliqué à un territoire de frontière. En effet, le travail de terrain m’a conduit à considérer les pratiques d’habiter informel par les personnes migrantes temporairement bloquées à la frontière en tant que stratégies à la fois d’adaptation et survie et de *debordering*, à savoir en tant que pratiques de débordement de dispositifs frontaliers. Lorsque ces derniers investissent de façon disséminée l’espace urbain, les pratiques de contournement se multiplient dans des formes inédites.

Pour reprendre les termes de De Genova (2017) les tactiques de *debordering* se structurent autour des technologies de *bordering*, s’articulant à la fois au niveau des lignes frontalières mais également au cœur des villes. Le renversement épistémologique qui guide cette thèse doctorale, nous a amené à analyser la ville en tant que dispositif frontalier et les mobilités urbaines en tant que stratégies de *debordering*, en continuité avec celles mobilisées sur les lignes de frontières. *Debordering cities* est une analyse de la ville frontalière de Vintimille qui demande de regarder les pratiques qui résistent à la violence de l’espace urbain, continuellement traversé par des processus de frontiérisation et de différenciation spatiale et temporelle.

Le **sixième chapitre** a montré comment tout au long des chemins migratoires et sur les lieux de frontières prennent forme des formes des rencontres, des nœuds d’alliances et des coalitions. Ces assemblages sont complexes et souvent contradictoires, innervés du contexte dans lequel ils prennent forme. La nature de ces rencontres est donc grandement conditionnée par la matérialité de la frontière et de sa pervasivité.

Le champ de bataille politique que nous avons analysé dans ce chapitre se définit comme l'intersection entre trois acteurs clés : les subjectivités migrantes, la présence de l'État et les intérêts du capital dans sa dimension transfrontalière notamment) et l'activité des réseaux de solidarité. Ces termes sont dans une relation dialectique et chacun d'entre eux, de différentes manières, intervient dans les processus permanents *de/re-bordering*. Les alliances et les frictions entre ces différents acteurs sur le territoire participent à la dynamique de la géographie de la ville frontalière.

Les réseaux de solidarité pris en examen dans ce chapitre ne sont pas homogènes et embrassent une multitude de pratiques, discours, objectifs, approches.

Dans ce chapitre il n'est point question de définir les frontières terminologiques entre les différents termes mobilisés de façon *emic* ou *etic* pour décrire la pratique politique des acteurs sur le terrain ; il s'agit d'observer comment, à partir de leur positionnement, ces acteurs négocient leur présence au sein des géographies relationnelles, sociales et spatiales de la ville et, par conséquent, dans quelle mesure ils occupent une place dans la redéfinition de la ville en tant qu'espace relationnel. Occuper un lieu vide pour y établir une activité solidaire ou distribuer un tract aux touristes indifférents lors du marché du vendredi sont des pratiques qui dérangent le cours habituel de la ville, bouleversent les temporalités et inaugurent de nouvelles spatialités. Observer comment ces déraillements urbains négocient leur présence au sein de la ville frontalière, dans un processus toujours instable et mouvant, est bien le résultat du présent chapitre.

Connexion entre gouvernance de la mobilité et ordre territorial

Habiter la ville et traverser la frontière sont deux éléments en stricte relation : lorsque les contrôles frontaliers s'endurcissent, la pression en ville devient majeure. En renversant cette formule, je peux en conclure que la fonctionnalité de la perméabilité de la frontière est celle d' « assouplir la pression » sur la ville, en empêchant ainsi un enracinement qui pourrait amener à une capacité d'organisation encore plus conflictuelle et ouverte. Assouplir la pression est une formule utilisée par le Ministre Alfano pour décrire les opérations de transfert forcé des migrant.es vers les hotspot du Sud de l'Italie, qui, dans ce sens, jouent le même rôle. La mobilité vers et à travers les frontières, que ce soit forcée ou réappropriée clandestinement, se retrouve alors en forte continuité avec la gestion des territoires et avec les tentatives d'empêcher

l'organisation d'une force politique et sociale capable de porter des instances significativement perturbatrices. Les politiques de la ville présentent alors une dimension centrale que cette thèse contribue à faire émerger : laisser les personnes dans une condition de mobilité permanente ou les enfermer avec la force sont alors des instruments puissants au service de l'ordre territorial. Le contrôle de la mobilité à travers la mobilité est une forme de dépolitiser les territoires et, par conséquent, les frontières.

Une deuxième considération nécessaire concerne les continuités entre les politiques de la ville et la nature des franchissements des frontières. De 2015 à aujourd'hui, la traversée devient une pratique de plus en plus individuelle et donc monnayable ; ce processus se déroule parallèlement à la criminalisation et à l'éviction des formes de vie autoorganisées par les migrants et la solidarité, où, au milieu de mille contradictions, les traversées ont été conçues et réalisées collectivement, également comme une pratique politique de contestation du régime européen des frontières.

*Entre transits et *claims of presence**

La frontière est un site de contestation et de lutte. La complexité des luttes de frontière consiste dans la dualité qu'elles incarnent : elles s'érigent en faveur du droit au mouvement, au même temps qu'elles revendiquent la présence des personnes migrantes en tant que sujets politiques.

Penser aux migrations en tant que phénomènes historiques signifie penser aux personnes qui migrent en tant que sujets historiques, et non pas des phénomènes résiduels et transitant, à la manière de fantômes passagers. Ce renversement de tendance a commencé lorsque certains auteurs ont commencé à mettre à critique la représentation liquide et vectorielles des mouvements migratoire (Green, 2002). Les représentations des migrations en termes de « flux » ou de « vagues » ne sont pas capables de regarder à leur potentiel de transformation des espaces qu'elles traversent. Plus récemment encore, certains auteurs proposent de penser aux migrations en tant que véritables mouvements sociaux, capables de s'insérer de façon créative au sein des structures sociales, culturelles et économiques :

« L'approche de l'autonomie des migrations ne considère évidemment pas les migrations comme isolées des structures sociales, culturelles et économiques. C'est le contraire qui est vrai

: la migration est comprise comme une force créatrice au sein de ces structures » (Papadopoulos, Stephenson and Tsianos, 2008 : 202, traduit de l'anglais par moi-même¹⁹⁰).

Je reprends cette proposition théorique car il me semble qu'elle pointe bien la nécessité d'un renversement épistémologique qui demande de penser aux migrations non pas en tant que pratiques éphémères et transitoires mais comme des forces historiques qui négocient leur présence avec les structures des sociétés, au même temps qu'elles contribuent à les redessiner. Dans les contextes urbains, ce principe se traduit dans la capacité des subjectivités migrantes à négocier leur présence avec le tissu urbain et social des espaces qu'elles traversent et habitent, en s'insérant ainsi dans le champ relationnel et conflictuel des espaces urbains. Regarder à la (de)construction des frontières signifie observer la production de l'espace (Lefebvre, 1974) et à l'ensemble des relations qui structurent les unes et l'autre.

A partir de ces considérations initiales, le premier cheminement auquel cette thèse a conduit est de penser les mobilités des personnes migrantes et leurs pratiques d'habiter en tant que processus de *debordering*. La puissance de tel concept est déterminée par sa capacité à décrire un processus émergent à partir de rapports dialectiques et en négociation. L'occupation de l'espace public de la part des personnes migrantes doit nécessairement être analysé en fonction de la présence et du fonctionnement des frontières. Vice-versa, les frontières se réajustent en fonction des mouvements les excédant.

Le focus sur les pratiques d'habiter la frontière naît de cette nécessité de regarder au moment où les mouvements globaux touchent au sol. Dans les interstices urbains et aux marges de nos villes et de nos métropoles, des embryons de villes prennent forme, dans et contre la ville des cartographies officielles, celle représentée dans les cartes touristiques ou décrite dans les discours de propagande par exemple. Le travail ethnographique réalisé à partir d'une immersion dans le quotidien des campements informels a permis de récolter des éléments concernant la conformation de ces espaces en devenir, dans un point de vue spatial et politique. Si, d'une part, les installations des sites habitats doivent prendre en compte plusieurs facteurs, de type environnemental, social et logistique¹⁹¹, d'autre part, les conditions de leur possibilité sont aussi

¹⁹⁰ Langue originelle : "The autonomy of migration approach does not, of course, consider migration in isolation from social, cultural, and economic structures. The opposite is true: migration is understood as a creative force within these structures".

¹⁹¹ Le premier ensemble de variable peut être résumé synthétiquement de la manière suivante. Variables environnementales : la proximité avec des sources d'eau, la nécessité d'avoir un abri couvert. Variables sociales : proximité avec les réseaux des trafics et des *mobility facilitators*, proximité aux des points d'informations et aux espaces solidaires. Variables logistiques : proximité avec la frontière, accès aux biens matériels (supermarché, magasins),

dictées par les opérations de *bordering*. Les évolutions du dispositif de frontière produisent des retombées sur l'espace de la ville, en intervenant sur les pratiques de contrôle social, sur les discours médiatiques, sur les assemblages relationnels.

Counter-mapping

La contre-cartographie de la ville que j'ai décliné tout au long de ces pages est alors une approche à la fois politique et méthodologique consistant en visibiliser les tensions entre les mécanismes de contrôle étatiques et les mouvements des personnes qui les défient, dans le moment où elles génèrent des espaces qui ne figurent pas dans les représentations officielles (cartes des espaces urbains, photographies des camps informels, représentations vectorielles des routes migratoires). Cette impossibilité intrinsèque à la représentabilité des mouvements migratoires est dictée par leur dimension excédante les espaces et les temps dans lesquels les gouvernements voudraient les contenir. D'une part, la tendance des gouvernements (non seulement européens) à l'externalisation (des frontières, des entreprises, des sites productifs) complexifie l'ordre westphalien qui encore aujourd'hui, de façon anachronique, est à la base des imaginaires des représentations. D'autre part, les mouvements migratoires, excédants, incorrigibles, turbulents, défient les logiques de la représentation. Pourtant, les personnes en mouvement tendent à utiliser les systèmes cartographiques dominants (*Google Maps* en premier) afin de s'orienter et s'approprier d'une autonomie du mouvement : les pratiques de subjectivation émergent donc aussi à partir des instruments hégémoniques.

Dans ce sens, l'ethnographie acquiert un potentiel énorme : elle permet de regarder de près la production de l'espace en train de se faire, les négociations et les conflits qui résident derrière à ce processus, les lieux qui se font et se défont. A l'heure où j'écris ces lignes conclusives, d'autres mouvements se génèrent, d'autres sites surgissent, d'autres espaces sont récupérés par les politiques urbanistiques : il n'est point possible de mettre un point aux processus sociaux qui prennent forme au sein des villes.

En conclusion, la ville et la frontière émergent en tant que sites du conflit et espaces politiques car les mouvements migratoires - entendues en tant que forces historiques et globales - précipitent dans ces lieux en s'insérant dans le champ des négociations qui les produisent. La

distance des sites de contrôle policier. Avec ces dernières nous entendons les opérations du capital visant à l'extraction de valeur de l'espace et qui souvent correspondent aux pratiques de marginalisation et d'éloignement forcées des personnes indésirables.

ville et la frontière sont alors les lieux de la rencontre entre pratiques de gouvernement des mobilités et mouvements qui les défient et les transgressent, dialectiquement prises dans leur négociation permanente. La tension et le conflit entre ces différentes forces sont producteurs d'espaces et de temps en constante redéfinition.

En définitive, le matériel ethnographique qui a permis l'écriture de ce chapitre donne à voir comment les espaces urbains peuvent prendre la forme de *contested spaces*, d'espaces disputés. La ville solidaire se profile en contrepoint à la ville commerciale, la ville des migrant.es se dessine en contrepoint à la blanchitude idéal-typique de la ville touristique.

Très synthétiquement je détaille les principaux résultats obtenus :

- La ville est le site où les opérations de frontière précipitent et se réajustent
- La ville est le lieu de la gestion des régimes différentiels de mobilité, depuis et vers la frontière
- La présence de la frontière participe aux configurations sociales, politiques, urbanistiques et économiques de la ville de Vintimille
- La ville, en tant qu'espace d'expression de la frontière, devient un champ de bataille où une multitude de subjectivités résistent aux effets pervasifs des mécanismes frontaliers
- Les processus urbains, innervés des processus de frontière, produisent une stratification sociale des territoires, supportée par les pratiques d'éloignement, d'enfermement, d'invisibilisation, d'assignation spatiale collective, de mobilité permanente
- Les frontières de la ville indiquent des espaces différentiels, matériellement tracées (par des symboles urbains) ou fonctionnant sur le plan des imaginaires (espaces dangereux, insalubres, présence de personnes racialisées)
- Ces mouvements produisent une géographie instable, une cartographie imprécise et incomplète, complexifié par l'émergence de contre-espaces (résistants, insurgents, adaptatifs) de la ville
- L'habiter la frontière est une pratique de *debordering*, visant à spatialiser une condition d'attente en vue de se réapproprier d'une autonomie du mouvement
- Le processus de faire-ville est irradié par les pratiques de *debordering* qui se heurtent à la gouvernance urbaine
- La ville et la frontière sont produites par l'ensemble des engrenages sociaux, politiques et économiques qui les font exister ; ces espaces relationnels sont des espaces de négociations, parfois conflictuelles, innervées par la matérialité de la frontière et des frontières urbaines

- Les dimensions politiques des luttes de migrant.e.s ne sont pas toujours des actes de contestation ouverte mais elles se définissent en tant que pratiques de transgression quotidiennes
- Ces présences contestataires contribuent à façonner la ville et la frontière en tant qu'espaces politiques et sites de lutte.

-

Les conclusions de cette thèse amènent à penser aux migrations en tant que phénomènes historiques qui ne peuvent pas être isolés car toujours insérés dans des processus qui les contiennent et les dépassent au même temps. Les pratiques des migrant.es en ville ne sont pas intelligibles sans une analyse plus vaste des logiques qui essaient de les gouverner et des processus qui les entourent : la mobilité du capital, l'histoire d'une « ville et ses ombres » (Dal Lago, Quadrelli, 2003), les vécus de ses riverains. La migration est une perspective épistémologique à l'étude d'une ville mais qui, à elle seule, ne suffit pas à embrasser la complexité des processus sociaux qui habitent Vintimille, ses frontières, et la frontière.

A l'heure où je conclus la rédaction de ces conclusions, d'autres processus investissent la ville de frontière, d'autres pratiques de lutte se structurent sur et contre les lignes de frontière, beaucoup de personnes arrivent et repartent en défiant la matérialité de cette ligne. La frontière ne soit pas toujours là où l'on pense et les pratiques qui la résistent et la défient se multiplient sous nos yeux. Ce travail s'insère donc à côté de ces pratiques de *debordering*, dans les tentatives d'excéder et défier les narrations autour des routes migratoires, des espaces urbains et des politiques de frontière.

Bibliographie

Amnesty International, *Des contrôles aux confins du droit. Violations de droits humains à la frontière française avec l'Italie*, Amnesty International, Paris, 2017.

Anafe, *Frontières françaises : 30 ans d'enfermement et de violations des droits*, Actes du colloque du 28 février 2020, Décembre 2020, http://www.anafe.org/IMG/pdf/anafe_-_frontieres_francaises_30_ans_d_enfermement_et_de_violations_des_droits_-_actes_du_colloque_du_28_fevrier_2020.pdf

Anderlini Jacopo, « Cura e controllo al confine: scritturazioni e pratiche del sapere medico negli hotspot », in Queirolo Palmas Luca, Rahola Federico (dir.), *Situazioni di confine: Como, Pozzallo, Ventimiglia*, Mondi Migranti, n.2, 2018, 61-80.

AA.VV., *Babels, La mort aux frontières de l'Europe : retrouver, identifier, commémorer*, le passager clandestin, Neuvy en Champagne, 2017.

_ *Babels, De Lesbos à Calais : comment l'Europe fabrique des camps*, le passager clandestin, Neuvy en Champagne, 2017.

_ *Babels, Entre accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants*, le passager clandestin, Lyon, 2018.

AA.VV., *Se bruciasse la città*, « Zapruder », n. 61, Mimesis Edizioni, 2023.

AA.VV., *Giù le maschere. Le decolonizzazioni e la contemporaneità*, « Zapruder », n. 59, Mimesis Edizioni, 2022.

Agier Michel, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2008.

_, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Archives contemporaines, 1999.

_, *Aux bords du monde, les réfugiés*, Paris, Flammarion, 2002.

_, « L'encampement du monde », *Plein droit*, vol. 90, no. 3, 2011, p. 21-24.

Agier Michel (dir.), *Anthropologues en danger. L'engagement sur le terrain*, Jean-Michel Place, Paris, 1997.

Amigoni Livio, Aru Silvia, Bonnin Ivan, Proglgio Gabriele, Vergnano Cecilia (dir.), *Debordering Europe: Movements and Control Across the Ventimiglia Region*. Cham, Palgrave Macmillan, 2020.

Anderlini Jacopo, Filippi Davide, Giliberti Luca, *Borderland Italia. Regime di frontiera e autonomia delle migrazioni*, DeriveApprodi, Roma, 2022.

Andersson Ruben, « Time and the Migrant Other: European Border Controls and the Temporal Economics of Illegality », in *American Anthropologist*, Vol. 116, No. 4, 2014.

Anzaldúa Gloria, *Borderlands/la frontera: la nueva mestiza*. San Francisco, Aunt Lute Books, 2012 (1ère éd.1987).

Aris-Escarcena Juan Pablo, « La paradoja del taxista: Ventimiglia como frontera selectiva », in Queirolo Palmas Luca, Rahola Federico (dir.), *Situazioni di confine : Como, Pozzallo, Ventimiglia*, Vol. 2/2018, Mondì Migranti, Franco Angeli, 2018.

Bachelier Sarah, « La traque policière des étranger-es à la frontière franco-italienne (Hautes-Alpes) comme « maintien de l'ordre » social et racial », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [Online], 108-2 | 2020, URL: <http://journals.openedition.org/rga/7208>.

Balandier George, « La situation coloniale. Approche théorique », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, Vol. 11, Presses Universitaires de France, 1951, p. 44-79

Balibar Étienne. « 7. Qu'est-ce qu'une frontière ? », *Cosmopolitique. Des frontières à l'espèce humaine – Écrits III. La Découverte*, 2022, pp. 181-193.

_, « Uprisings in the Banlieues », *Constellations*, Volume 14, Issue 1, 2007.

Bandyopadhyay Ranjan, « Volunteer tourism and “The White Man’s Burden”: globalization of suffering, white savior complex, religion and modernity », in *Journal of Sustainable Tourism*, 2019.

Barnabà Enzo, Trentin Viviana, *Il passo della morte. Storie e immagini di passaggio lungo la frontiera tra Francia e Italia*, Infinito edizioni S.r.l., Modena, 2019.

Barone Anastasia, « La long été de Vintimille. Auto-organisation et criminalisation de la solidarité à la frontière franco-italienne », *Mouvements* 93 (1) : 173-179, 2018.

Bellucci Katia, Delnevo Ilaria, Seimandi Gianluca, Spensieri Simone, « Lavorare con i gruppi di strada », in *Animazione sociale*, n. 322(08), 2018, p. 51-62.

Beneduce Roberto, *Undocumented bodies, burned identities: Refugees, sans papiers, harraga - When things fall apart*, *Social Science Information* 47(4):505-527, 2008.

_, *Etnopsichiatria, Sofferenza mentale e alterità fra storia, dominio e cultura*, Carocci, Roma, 2019.

Bernardot Marc, « Topiques de la mobilité comme subversion : figures, habitats, politiques » in BONTEMPS Véronique, MAKAREMI Chowra, MAZOUZ Sarah (dir.), BABELS, *Entre accueil et rejet. Ce que les villes font aux migrants*, Lyon, Le Passager clandestin, coll. « Bibliothèque des frontières », 2018.

Biamonti Francesco, *Le parole e la notte*, Einaudi, Torino, 2014.

Boni Stefano, Koensler Alexander, Rossi Amalia, *Etnografie Militanti. Prospettive e dilemmi*, Meltemi, Milano, 2020.

Bonnin Ivan, « Ventimiglia, città di frontiera: perturbazione migratoria del turismo e dispositivi di potere confinario », in *Futuribili – Rivista di studi sul futuro e di previsione sociale* vol. XXII, n. 2, 2017.

Borghi Rachele, *Decolonialità e privilegio. Pratiche femministe e critica al sistema-mondo*, Meltemi, Milano, 2020.

Botéa Bianca, *Territoires et frontières, mémoires et patrimoines. Pratiques de cohabitation en milieu urbain en Transylvanie et dans le Banat*, HDR Tome 2, mémoire de synthèse HDR, 2021. Anthropologie sociale et ethnologie. Université Jules Verne de Picardie, 2021.

Bourdieu Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éd. de Minuit, 1979.

Bourgeois Philippe, *Cercando rispetto. Drug economy e cultura di strada*, DeriveApprodi, Roma, 2005.

Brambilla Chiara, “Exploring the critical potential of the bordescapes concept”, in *Geopolitics*, n. 20 (1), pp. 14-34, 2015.

Burawoy Micheal, “Per la sociologia pubblica”, in *Sociologica, Italian journal of sociology on line*, Il Mulino, 1/2007, p. 46.

Calvino Italo, *Le città invisibili*, Mondadori, Milano, 1996 (1ère éd. 1972).

Canepari Eleonora, Mesini Béatrice, Mourlane Stéphane, *Mobilhom(m)es – Formes d’habitat et modes d’habiter la mobilité (XVIème- XXIème siècle)*, La Tour d’Aigues, Editions de l’Aube, 2016, p. 65-72.

Cutitta Paolo, *Lo spettacolo del confine. Lampedusa tra produzione e messa in scena della frontiera*, Mimesis, Milano, 2012.

Daminelli Luca, «Aspettare a Ventimiglia. La frontiera italo-francese fra militarizzazione, crisi dell’accoglienza e solidarietà», in *REMHU*, 30(64), 2022.

De Certeau, *La scrittura della storia*, Jaca Book, Milano, 2006 (1ère éd. 1975).

De Genova Nicholas, *Spectacles of migrant ‘illegality’: the scene of exclusion, the obscene of inclusion*. *Ethnic and Racial Studies*, 36(7), 2013.

_, *The Queer Politics of Migration: Reflections on “Illegality” and Incurability*, *Studies in Social Justice* 4(2), 2010.

_, *Border Struggles in the Migrant metropolis*, *Nordic Journal of Migration research*, 5(1), pp. 3-10, 2015.

_, *The Borders of Europe. Autonomy of Migration, Tactics of Bordering*, Durham and London, Duke University Press, 2017.

De Hasque Jean-Frédéric, Lecadet Clara, *Après les camps. Traces, mémoires et mutations des camps de réfugiés*, l’Harmattan, Paris, 2019.

De Martino Ernesto, *Il mondo magico. Prolegomeni a una storia del magismo*, Bollati Borin-ghieri, Torino, 2007 (1ère éd. 1948).

Di Meo Silvia, *L’abito della detenzione: il sistema di criminalizzazione e di reclusione dei migranti tunisini alla frontiera del Mediterraneo*, *Dialoghi Mediterranei*, n. 56, Istituto Euroa-rabo di Mazara del Vallo, 2022.

Dujmovic Morgane, « Du refuge au camp : habiter les territoires des centres pour demandeur d’asile en Croatie », in Canepari, Mesini, Mourlane (dir.), *Mobil Hom(m)es*, 2016, p. 35-44.

Du Jardin Mathilde, « Solidarité en Europe : état de l’art sur la criminalisation de l’aide aux personnes en situation irrégulière », *Déviance et Société*, vol. 46, no. 4, 2022, p. 519-546.

Esposito Francesca, Caja Emilio., Mattiello Giacomo., (dir.) *Corpi reclusi in attesa di espulsione. La detenzione amministrativa in Europa al tempo della sindemia*, Edizioni Seb27, Torino, 2022.

Fanon Frantz, *Les damnés de la terre*, Editions La Découverte & Syros, Paris, 2002(1^{ère} éd.1961)

_, *Peau noire, masques blancs*, Edition du Seuil, Paris, 2015(1952).

_, *A dying colonialism*, Grove Press, 1965.

Fassin Didier, *La force de l'ordre*, Points, Paris, 2015.

_, « Introduction. L'inquiétude ethnographique », in Bensa, Fassin (dir.), *Les politiques de l'enquête*. La Découverte, 2008, p. 7-15.

Filippi Davide, « Turbulent migrations in turbulent times. The case of the orbiters in Rome », *International Migration*, 2022.

Fontanari Elena, Borri Giulia, eds. Special Issue, « Civil society on the edge: actions in support and against refugees in Italy and Germany », in *Mondi Migranti*, 3/2017.

Foucault Michel, *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1993(1975).

Furri Filippo, « La città-rifugio: una declinazione dell'accoglienza tra solidarietà e autonomia », in *REMHU, Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana* 26(52), 2018, p. 11-36.

Gambino Evelina, « *The "Gran Ghetto. Migrant Labor and Militant Research in Southern Italy*, in De Genova (dir.), «The Borders of Europe. Autonomy of Migration, Tactics of Bordering », Durham and London, Duke University Press, 2017.

Giacopetti Emanuele, *La Bolla of Ventimiglia*, <https://www.graphic-news.com/stories/la-bolla-of-ventimiglia/?lang=en>, 2015.

Giliberti Luca, *Abitare la frontiera. Lotte neorurali e solidarietà ai migranti sul confine franco-italiano*, Ombre corte, 2020.

_, *La criminalizzazione della solidarietà ai migranti in Val Roja. Note dal campo*, *Mondi Migranti*, n°3, 2017, p. 161-181

Green Nancy, *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2002.

Haraway Donna, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », in *Feminist Studies*, 14(3), 575–599, 1988.

hooks bell, *Elogio del margine*, Tamu edizioni, Napoli, 2020.

Hunt Dallas, Stevenson Shaun, « Decolonizing geographies of power: indigenous digital counter-mapping practices on turtle Island », in *Settler Colonial Studies*, Routledge, 2016.

Khosravi Shahram, *Io sono confine*, elèuthera, Milano, 2019

Kipling Rudyard, *The White Man's Burden*, The Times, London, 1899.

Kobelinsky Carolina, *L'accueil des demandeurs d'asile : Une ethnographie de l'attente*, Paris, Le Cygne, 2010.

_, « Le temps dilaté, l'espace rétréci. Le quotidien des demandeurs d'asile », *Terrain*, n° 63, 2014, p. 22-37.

Kobelinsky Carolina (dir.), *La mort aux frontières de l'Europe : retrouver, identifier, commémorer*, Le passanger clandestin, p. 123, 2017.

Le Courant Stefan, « Être le dernier jeune », *Terrain*, n° 63, 2014, p. 38-53.

Le Maquis Lucia, *Nous ne ferons pas marche arrière ! Lutttes contre la frontière franco-italienne à Ventimille 2015-2017*, Les Mas d'Azil : Niet ! éditions, 2017.

Lefebvre Henri, *La production de l'espace*, France, Editions An-thropos / Editions Economica, 1999.

Lefebvre Henri, *Il diritto alla città*, Ombre Corte, Verona, 2014.

Makaremi Chowra, Kobelinsky Carolina, (dir.), *Enfermés dehors. Enquêtes sur le confinement des étrangers*, Éditions du Croquant, coll. « Terra », 2009.

Manghi Nicola, *L'autolesionismo nel CPR Brunelleschi di Torino. Campo, agency, soggettività*, ANUAC, VOL .10, N ° 1, p. 115-137, 2021

Mazzia Guglielmo, *Presidio permanente No Borders Ventimiglia, Diario 13 giugno / 30 settembre*, Talpa Edizioni, Imperia, 2015.

Mbembe Achille, « Nécropolitique », *Raisons politiques*, 2006/1 (no 21), p. 29-60. DOI : 10.3917/rai.021.0029. URL : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2006-1-page-29.html>

Médecins Sans Frontières, *Insedimenti informali. Marginalità sociale, ostacoli all'accesso alle cure e ai beni essenziali per migranti e rifugiati* (Deuxième Rapport), 2018, <https://www.medicisenzafrontiere.it/wp-content/uploads/2018/06/Fuoricampo2018.pdf>

Menghi Marta, « The Moral Economy of a Transit Camp: Life and Control on the Italian-French Border », in Amigoni, Aru, Bonnin, Proglia, Vergnano, (eds.) *Debordering Europe. Migration and Control Across the Ventimiglia Region*, Cham, Palgrave Macmillan, 2021.

_, « Intorno alla frontiera: politiche di contenimento e pratiche di mobilità sul confine di Ventimiglia », *Mondi Migranti* 12(2): 39-60, 2018.

Mezzadra Sandro, Neilson Brett, *Confini e frontiere. La moltiplicazione del lavoro nel mondo globale*, Bologna, Il Mulino, 2014.

_, *Operazioni del capitale. Capitalismo contemporaneo tra sfruttamento ed estrazione*, Manifestolibri La talpa srl, Roma, 2020.

_, « Frontières et inclusion différentielle », *Rue Descartes*, 2010/1 (n° 67), p. 102-108.

Mezzadra Sandro, Stierl Maurice, « The Mediterranean Battlefield of Migration », <https://www.opendemocracy.net/en/can-europe-make-it/mediterranean-battlefield-migration/>, 2019.

MIGREUROP, *Atlas des migrants en Europe. Géographie critique des politiques migratoires*, Paris, Armand Colin, 2012.

Morokvasic Mirjana. « L'(in)visibilité continue », *Cahiers du Genre*, vol. 51, no. 2, 2011, pp. 25-47.

Musset Alain, Vidal Laurent (dir.), *Les territoires de l'attente. Migrations et mobilités dans les Amériques (XIXe, XXe siècle)*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014.

Paba Gianluca (dir.), *Insurgent City. Racconti e geografia di un'altra Firenze*, Mediaprint, Livorno, 2004.

Palun Laure, Bachelier Sarah, Dujmovic Morgane. « Les délinquants solidaires – la solidarité en acte aux frontières », Migreurop éd., *Atlas des migrations dans le monde. Libertés de circulation, frontières et inégalités*. Armand Colin, 2022, p. 116-117.

Papastergiadis Nikos, *The turbulence of Migration: Globalization, Deterritorialization and Hybridity*, Cambridge, Polity Press, 2000.

Portelli Stefano, *La città orizzontale. Etnografia di un quartiere ribelle di Barcellona*, monitor editor, Napoli, 2017.

Queirolo Palmas Luca, Rahola Federico, *Underground Europe. Lungo le rotte migranti*, Meltemi, Milano, 2020.

Queirolo Palmas Luca, Rahola Federico, « Il guinzaglio e lo strappo », in Queirolo Palmas, Rahola Federico (dir.), *Situazioni di confine: Como, Pozzallo, Ventimiglia*, Mondi Migranti, n.2, 2018, 29-3

Rahola Federico, « Rappresentare “gli spazi del fuori”. Note per un’etnografia dei campi profughi », in *Antropologia*, 5, 2005.

_, « Whose shadow? On camps and counter-camps », in Ascari, Borsari (eds.), *Temporary. Citizenship, Architecture, and City*, Springer, 2023.

_, « As we go along. Spazi, tempi e soggetti delle controcondotte », in *Materiali Foucaultiani*–Vol. IV, N. 7-8. (gennaio-dicembre 2015), p. 275-294.

Rahola Federico, Guareschi Massimo, *Le forme della città. Sociologia dell’urbanizzazione*, Agenzia X, Milano, 2015, p.222.

Ravenda Andrea, *Alì fuori dalla legge. Migrazione, biopolitica e stato di eccezione in Italia*, Ombre corte Verona, 2011.

Rigouste Mathieu, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, La Découverte, Paris, 2011.

Ritaine Évelyne. « Quand les morts de Lampedusa entrent en politique : *damnatio memoriae* », *Cultures & Conflits*, vol. 99-100, no. 3-4, 2015, p. 117-142.

_ « Migrants morts, des fantômes en Méditerranée », *Rhizome*, vol. 64, no. 2, 2017, p. 16-17.

Rodier Claire, « Externalisation du contrôle des flux migratoires : comment et avec qui l’Europe repousse ses frontières », *Migrations Société*, vol. 116, no. 2, 2008, p. 105-122.

Sayad Abdelmalek, « Immigration et "pensée d’État" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1999/4 (n° 129), p. 5-14, 1999.

Sassen Saskia, *Le città nell'economia globale*, Il Mulino, Bologna, 2010.

Scheel Stephan, «The Secret Is to Look Good on Paper: Appropriating Mobility within and against a Machine of Illegalization», in De Genova N. (dir.). *The Borders of Europe: Autonomy of Migration, Tactics of Bordering*, Durham and London, Duke University Press, 2017.

Selek Pinar, Trucco Daniela (dir.), *Le manège des frontières. Criminalisation des migrations et solidarités dans les Alpes-Maritimes*. Paris, Le passager clandestin, 2020.

Staid Andrea, *Abitare illegale. Etnografia del vivere ai margini in Occidente*, Milieu edizioni, Milano, 2017.

_, *I dannati della metropoli- Etnografie dei migranti ai confini della legalità*, Milieu edizioni, Milano, 2014.

Spivak Gayatri Chakravorty, « Can subaltern speak ? » in Cary Nelson and Larry Grossberg, eds. *Marxism and the interpretation of Culture*, Chicago: University of Illinois Press, 1988: 271-313.

Tarrus Alain, « Territoires circulatoires et espaces urbains : Différentiation des groupes migrants », in *Les Annales de la recherche urbaine*, N°59-60, 1993, p. 51-60.

Taussig Michael, *Il diavolo e il feticismo della merce. Antropologia dell'alienazione nel "patto col diavolo"*, DeriveApprodi, Roma, 2017.

Tazzioli Martina, Garelli Glenda, « Containment beyond detention. The hotspot system and disrupted migration movements across Europe », in *Environment and Planning D: Society and Space*, 0 (0), 2018.

Tazzioli Martina. Garelli Glenda, De Genova Nicholas, «Autonomy of asylum?: The autonomy of migration undoing the refugee crisis script», in *South Atlantic Quarterly*. 117.2: 239-265, 2018.

Tazzioli Martina, « "This is not a camp" : persistent traces of migrant encampments at the French-Italian frontier », in De Hasque Jean-Frédéric, Lecadet Clara (dir.), *Après les camps. Traces, mémoires et mutations des camps de réfugiés*, Academia l'Harmattan, Paris, 2019.

Tombaccini-Villefranche Simonetta, « La frontière bafouée : migrants clandestins et passeurs dans la vallée de la Roya (1920-1940) », *Cahiers de la Méditerranée*, n°58, 1, 1999, p. 79-95.

Trucco Daniela, « Prendre en charge et mettre à l'écart. La ville, la frontière et le camp à Vintimille. », in *Politiques de frontières*, F. François Dubet, 145-160, La Découverte, Paris 2018, p. 145-160.

Veziario Paolo, *Ombre al confine. L'espatrio clandestino degli ebrei stranieri dalla Riviera dei fiori alla Costa Azzurra 1938-1940*, Fusta, Finisterre, 2014.

Sitographie

- Ansa : <https://www.ansa.it/>
- Associazione Studi Giuridici sull'Immigrazione (ASGI) : <https://www.asgi.it/>
- Associazione Frantz Fanon : <https://associazionefanon.it/>
- Border Forensic : <https://www.borderforensics.org/>
- Genova 24 (journal en ligne): <https://www.genova24.it/>
- Guerrilla cartography : <https://www.guerrillacartography.org/>
- Il Secolo XIX (journal en ligne) : <https://www.ilsecoloxix.it/>
- Indigenous Action Media : <https://www.indigenousaction.org/>
- Info&Legal point Eufemia : <https://www.facebook.com/EufemiaVentimiglia>
- Kesha Niya : <https://www.facebook.com/KeshaNiyaProject>
- Medici senza frontiere : <https://www.medicisenzafrontiere.it/>
- Melting Pot Europa : <https://www.meltingpot.org/>
- Parole sul confine : <https://parolesulconfine.com/>
- Progetto 20k : <https://www.facebook.com/progetto20k>
- La Repubblica : <https://www.repubblica.it/>
- RÉSEAU de la communauté autochtone à Montréal : <https://reseaumtlnetwork.com/>
- Resistenze in Cirenaica : <https://resistenzeincirenaica.com/>

Table des illustrations

Figure 1 Grillage sur la ligne de frontière, Mai 2016. Photo de Nina Bacchini.....	32
Figure 2 Première page du refus d'entrée.....	89
Figure 3 Schéma réalisé par S. Aru "Border governance in Ventimiglia from 2015 to 2018".	94
Figure 4 Refoulements vers Vintimille Mars-Juin 2020. Source: Ministère de l'Intérieur, 2020, données réélaborees par Altraeconomia.....	96
Figure 5 Marché des fleurs, Vintimille, Décembre 2022. Photo de Nina Bacchini.....	106
Figure 6 Eglise des Gianchette pendant l'"Emergence Froid", Mars 2018. Photo de Nina Bacchini..	110
Figure 7 Mémoriel à la frontière du Pont Saint Ludovic, Vintimille, 15/01/23. Photo de Nina Bacchini.	114
Figure 8 Eurodrink, Pont Saint Louis, février 2022. Photo de Nina Bacchini.....	115
Figure 9 Train, Gare de Vintimille, 15/02/2022. Photo de Nina Bacchini.....	127
Figure 10 Les case rosse, novembre 2022. Photo de Nina Bacchini.....	147
Figure 11 Les stalle fermées avec des planches d'acier, novembre 2022. Photo de Nina Bacchini. ..	148
Figure 12 Cabane sur la plage de Vintimille, Avril 2021. Photo de Nina Bacchini.....	157
Figure 13 Traces sur la plage de Vintimille, Avril 2021. Photo de Nina Bacchini.....	157
Figure 14 Breakfast spot entouré de grillages depuis son éviction en 2021, localité Grimaldi, mai 2022. Photo de Nina Bacchini.....	167
Figure 15 Parc pour enfants entouré de grillages, quartier des Gianchette, Vintimille, mars 2019. Photo de Nina Bacchini.....	168
Figure 16 Habiter et répression, dessein réalisé par Majid, Campement informel de Vintimille, Septembre 2017.....	170
Figure 17 Container, bureaux de la Police aux Frontières au poste-frontière de Pont Saint Louis, Menton, 2018. Photo de Emanuela Zampa.....	175
Figure 18 Document déchiré et jeté sur le chemin de montagne appelé "Passo della Morte". Photo de Nina Bacchini.....	182
Figure 19 Quai pendant la distribution des repas, parking des Gianchette, Juillet 2018. Photo de Nina Bacchini.....	186
Figure 20 Dessein réalisé par un Mahmoud, habitant temporaire du campement informel, Vintimille, Février 2018. Matériel de Nina Bacchini.....	214
Figure 21 Cabanes auto-construites, campement informel sous le pont, Vintimille, Février 2018. Photo de Nina Bacchini.....	215
Figure 22 Jeu d'échecs, Campement informel sous le pont, Vintimille, décembre 2018. Photo de Nina Bacchini.....	216
Figure 23 « Jungle restaurant », campement informel sous le pont, Vintimille, Mars 2018. Photo de Nina Bacchini.....	217
Figure 24 Mosquée improvisée, campement informel de Vintimille, 2018. Photo de Emanuela Zampa.	219
Figure 25 Opération de nettoyage, campement informel sous le pont, Vintimille, Mars 2018. Photo de Nina Bacchini.....	222
Figure 26 "Nothing will stop us to move on", grillage autour du périmètre de l'espace sous le pont, parking des Gianchette, Vintimille, 2018. Photo de Emanuela Zampa.....	228
Figure 26 Intérieur des case rosse, mai 2021. Photo de Luca Daminelli.....	233

Figura 27 "Jungle Restaurant", Four auto-construit, campement sous le pont, Vintimille, mars 2018. Photo de Nina Bacchini.....	237
Figure 28 Les campements informels et les lieux solidaires, 2023. Carte réalisée par Chiara Molinero,	244
Figure 29 Emanuele Giacopetti, La bolla, 2015.....	247
Figure 30 Emanuele Giacopetti, La bolla, 2015.....	249
Figure 31 Infopoint Eufemia, Vintimille, 2018. Photo de Emanuela Zampa.....	255
Figure 32 Forces de l'ordre devant le local Eufemia, 2018. Photo de Emanuela Zampa.....	257
Figure 33 Pancarte sur le breakfast spot, Pont Saint Louis, Vintimille, 2020. Photo de Nina Bacchini.	263
Figure 34 Panneau du bar Hobbit, Vintimille, 2020. Photo de Nina Bacchini.....	272
Figure 35 Mémorial, Pont Saint Ludovic, Vintimille, 2023. Photo de Nina Bacchini.....	277
Figure 36 Carte réalisée par les activistes de Progetto 20k, Août 2023.	284
Figure 37 Carte insérée dans la brochure de Cala del Forte, intitulée « Activités à l'intérieur du port de Cala del Forte ».	285

Riassunto in italiano

Il campo di ricerca di questa tesi è la città di confine di Ventimiglia, in Italia, situata a qualche chilometro dalla frontiera con la Francia. L'obiettivo della presente ricerca consiste nell'osservare le molteplici forme che la linea di confine può assumere, materializzandosi anche all'interno degli spazi della città, e parallelamente le pratiche di negoziazione che emergono nelle pieghe di questi spazi. La città è quindi analizzata come spazio di frontiera, dove agiscono principi di differenziazione giuridica, sociale, spaziale e temporale che vengono continuamente riformulati, sfidati e trasgrediti.

Il primo asse della ricerca si articola attorno alla continuità delle pratiche di controllo che dal confine si capillarizzano sempre più all'interno dello spazio urbano, rendendo quest'ultimo teatro principale dei meccanismi di frontiera, con l'intento di depotenziare, riorientare e rallentare le rotte migratorie intenzionate ad attraversare questa frontiera interna allo spazio dell'Unione Europea. Il secondo asse si interessa alle tattiche utilizzate dalle persone migranti per eludere ed eccedere i dispositivi di controllo – sempre più mobili, diffusi e in continua riconfigurazione. Questi due assi si intersecano quindi in un'unica problematica, che interroga la produzione di spazi della città a partire dalle pratiche di negoziazione delle mobilità delle persone migranti in relazione e contrapposizione ad altri regimi di mobilità all'interno della città di frontiera. Infatti, se consideriamo la città come uno scenario spazio-temporale disciplinato, tanto nella mobilità, che nell'attesa (stazionamento, immobilità) di corpi *in place*, le soggettività in movimento “vivono la dimensione pubblica della città con una quotidianità implicitamente interrogativa e trasgressiva di spazi e rapporti, di cui ridisegnano in modo spesso inconsapevole confini e orientamenti” (Bellucci *et al*, 2018:56).

La tesi illustra gli elementi che ci portano a pensare alla città di Ventimiglia come a uno spazio di confine, non solo per la sua vicinanza spaziale al confine di Stato, ma per i processi di frontierizzazione e le pratiche di aggiramento che prendono forma nello spazio urbano.

La struttura di questa tesi riproduce fedelmente il percorso che ho seguito dall'inizio di questo dottorato di ricerca fino ad oggi, nel momento in cui la sua stesura volge al termine.

Il percorso analitico permette un'immersione graduale nel campo di ricerca: la narrazione – che racconta e rivela la costruzione del mio posizionamento all'interno del campo – permette al lettore di accedere alla dimensione intima della ricerca, che, a mio avviso, è parte essenziale della narrazione etnografica. Il secondo capitolo stabilisce il quadro teorico con cui metto in

dialogo il lavoro etnografico, funzionando come una contestualizzazione degli elementi teorici entro i quali prende forma l'esperienza di ricerca sul campo. Il terzo capitolo prosegue il percorso analitico con un'analisi della città di confine e dei regimi di mobilità che ivi si strutturano. Il quarto capitolo racconta i meccanismi (sociali, economici, simbolici) che portano alla diffusione di spazi differenziali che diventano confini della/nella città. Il quinto capitolo restringe il campo di osservazione ai margini della città e ai suoi interstizi urbani. Il sesto capitolo chiude il cerchio dell'analisi tornando al "punto zero" di questo percorso, raccontando la mia posizione all'interno dei mondi solidali, qui analizzati come parti attive nel graduale emergere di una *contro-città*. In questa sintesi redatta in lingua italiana, illustrerò nel dettaglio, secondo la divisione in capitoli che guidano il testo, le tesi principali sviluppate nelle pagine successive.

Il **primo capitolo** ("Genealogia di una Ricerca") illustra il contesto della ricerca, la sua genesi e il suo percorso spaziale e temporale. La necessità di spiegare la mia posizione all'interno del campo di ricerca e di rivelare i miei metodi e le mie posizioni epistemologiche costituiscono le sezioni successive. La letteratura femminista mi ha insegnato che le affermazioni partono sempre da un luogo geografico, i corpi che abitiamo, che è sempre situato e quindi coinvolto nelle relazioni di potere che lo costruiscono. Sebbene il linguaggio non possa essere astratto dal contesto in cui viene prodotto, questo contesto deve essere reso esplicito per essere intelligibile. Nelle pagine che seguono, racconto l'esperienza militante all'interno della rete Progetto 20k che ha accompagnato e partecipato al mio percorso di ricerca in termini di posizionamento e di accesso al campo. La pratica militante e la ricerca etnografica sono i due poli che si attraggono, respingono e talvolta sovrappongono durante la mia presenza sul campo. Il mio posizionamento metodologico prende le distanze dagli approcci positivisti per abbracciare l'idea di una scienza sociale partigiana che si intreccia e sostiene le lotte di confine.

La genealogia dell'oggetto di ricerca è raccontata in modo processuale, dal lavoro sul campo nelle carceri svolto nel 2016, al lavoro di ricerca svolto nei CADA, centri di accoglienza per richiedenti asilo, nella città metropolitana di Lione e nelle sue periferie. Questo lavoro (presentato negli elaborati del primo e del secondo anno di Master) analizza le dimensioni temporali della migrazione, concentrandosi sulla categoria dell'attesa. Il tempo è analizzato sia come elemento centrale nel governo della migrazione, funzionale come assegnazione spaziale e controllo sociale, sia nella sua capacità di attivare pratiche creative di soggettivazione.

La costruzione di questo lavoro di ricerca si basa sul dialogo con altre esperienze professionali e di ricerca, compresa quella attuale di antropologa all'interno di un'équipe di etnopsichiatria critica del dipartimento "dipendenze e comportamenti d'abuso" dell'Azienda Sanitaria Locale 4, che opera nel Levante ligure. In questo quadro, ricostruisco i percorsi paralleli dell'antropologa su un campo di frontiera e dell'antropologa medica in un reparto ospedaliero: le pratiche, gli approcci e le teorie in dialogo.

Dopo una necessaria contestualizzazione del campo di ricerca, indispensabile per collocare gli eventi raccontati nella storia del luogo, svelo il percorso di conoscenza e familiarità con il terreno, la sua geografia, i suoi attori e i suoi linguaggi. Poi, assumendo una prospettiva di ricerca che si posiziona su una parte specifica della *battleground* della frontiera, ci si addentra all'interno delle questioni che guidano il processo di analisi, preparando l'esplorazione etnografica delle città invisibili, dei margini urbani e dei corpi politici (nonché della politica dei corpi) delle soggettività che li abitano.

In questo capitolo vengono presentati anche gli approcci metodologici, dando conto dell'esperienza di un metodo sviluppato prevalentemente sul campo. Mentre nelle precedenti esperienze avevo condotto etnografie in spazi prevalentemente chiusi, come carceri e centri di accoglienza, il contesto della frontiera acquisisce specificità che pongono vere e proprie sfide metodologiche. Il tempo è uno dei principali protagonisti di queste pagine. Il lungo periodo di tempo necessario per una buona etnografia e per costruire un rapporto di fiducia con le persone sul campo è molto spesso interrotto dalla realtà del confine, in cui le persone arrivano e partono in qualsiasi momento. Il materiale raccolto è il risultato di una profonda immersione nel campo di ricerca, indossando i panni della ricercatrice e dell'attivista, occupando una parte precisa e responsabile del campo di studio. Le interviste sono state condotte in modo coerente con il posizionamento che assumo, e solo con persone con cui ho avuto il tempo di costruire un rapporto di fiducia e, spesso, di amicizia, facendo attenzione a non riprodurre un approccio neocoloniale ed estrattivista con i soggetti di queste storie.

Il **secondo capitolo** ("Confini e migrazioni") si propone di collocare la ricerca all'interno di un quadro di riferimento analitico e teorico, al fine di definire concetti, teorie e paradigmi che consentano di cogliere meglio il materiale etnografico raccolto nel corso degli anni e sviluppato nel corpus della tesi. In questo capitolo mi propongo di analizzare i principali elementi che strutturano i confini contemporanei, interrogandomi sulla loro capacità di presentarsi come dispositivi mobili e spazialmente disseminati, ben oltre la linea di confine. È essenziale

considerare il confine nella sua dimensione processuale, onde evitare il rischio di reificazione dello stesso.

Il motore epistemologico di questo capitolo sta nel cogliere la relazione tra due processi dialettici: l'autonomia delle migrazioni (Mezzadra, 2004; De Genova, 2017) e le tattiche di confine. Sulla base della teoria dell'autonomia delle migrazioni, analizzerò come le rotte migratorie siano ripensate in termini di meccanismi di controllo che si strutturano in risposta ad esse e le disciplinano, ma anche in termini di reti di solidarietà che possono facilitare il passaggio. L'analisi si baserà su questa frontiera, ma si estenderà inevitabilmente ad altri territori e zone di confine.

I concetti di incorreggibilità (De Genova, 2010), turbolenza (Papastergiadis, 2020), debordering (De Genova, 2017), autonomia e soggettivazione sono al centro delle riflessioni teoriche che accompagnano queste pagine. Alla base della teoria dell'autonomia delle migrazioni sta l'idea di leggere le politiche e pratiche migratorie nei termini della priorità del movimento. Le politiche di frontiera sono lette come reazione al movimento di sfida dettato dall'irriducibile mobilità delle persone che migrano e rispetto alla quale si attivano per controllarne la direzione.

Questa corrente di ricerca, probabilmente ancora poco conosciuta in Francia, ha aperto una prospettiva epistemologica innovativa per gli studi di frontiera contemporanei e le pagine che seguono cercano di contribuire alla traduzione accademica di alcune delle sue opere principali. A proposito di traduzioni, questa tesi è anche una sfida linguistica, e queste pagine sono il risultato di un complesso e faticoso lavoro di traduzione che tenta di mettere in dialogo e armonizzare vari idiomi e linguaggi: linguaggio accademico e linguaggio ordinario; bibliografie costruite sulla base di letture condotte in quattro lingue diverse; interviste condotte in una pluralità di lingue e dialetti e tradotte in francese. Il tentativo di armonizzare il testo sulla base di queste premesse è un lavoro silenzioso, non necessariamente visibile durante la lettura della tesi, ma che reputo meriti di essere menzionato.

La tesi qui presentata si inserisce quindi nel campo degli studi di frontiera. Tuttavia, la pratica etnografica mi ha richiesto di guardare oltre la linea di confine, per osservare tutte quelle dinamiche che si articolano prima e dopo il vero e proprio "checkpoint". Per questa ragione, si inseriscono nell'analisi elementi di antropologia della città e di sociologia urbana, che permettono di tracciare un quadro analitico complesso, necessario a comprendere la natura di una città di confine. Così come Marx pensava al capitale non come a un oggetto, ma piuttosto come all'insieme dei processi sociali che lo costituiscono, il confine e la città vengono qui

esaminati come l'insieme dei processi sociali, economici e politici che li fanno esistere e che li eccedono.

Dopo aver dettagliato e interrogato le categorie analitiche, il capitolo si propone di applicare la teoria al contesto dello studio: la frontiera franco-italiana. Una necessaria storicizzazione del campo inquadra la storia di questa frontiera e i cambiamenti che hanno portato alla sua configurazione attuale: il progetto Schengen, gli stati di emergenza, le forme di cooperazione bilaterale, gli accordi europei, la crisi sanitaria. Basandosi sul principio che i fenomeni locali si intersecano con i movimenti globali, il capitolo si articola tra diverse scale di analisi e osservazione. La storia del confine franco-italiano è complessa e storicamente non pacificata: è un campo di negoziazione permanente tra diverse autorità e istanze (autorità statali dei due Paesi di confine; istanze sociali, di residenti locali e migranti; istanze politiche, di gruppi di solidarietà e partiti di estrema destra). Il 2015 – l'inizio della cosiddetta "crisi dei rifugiati" (un'espressione che denota una forte prospettiva eurocentrica) – è un anno cruciale che segnerà importanti sviluppi sociopolitici. Gli elementi contenuti in questo capitolo iniziano a rivelare la molteplicità di forme che il confine assume: dal filo spinato ai fogli di espulsione, dai passaporti agli sgomberi degli insediamenti informali, dal posto di frontiera di Ponte San Luigi alle retate sistematiche alla stazione di Mentone-Garavan.

Il terzo capitolo ("La città come *battleground*") esamina gli effetti del precipitare dei processi globali legati alle migrazioni contemporanee (analizzati nel capitolo precedente) sulla scala della città di confine. Attingendo alle conoscenze dell'antropologia urbana, questo capitolo propone un'analisi intersezionale che collega spazi cittadini, confini e migrazioni. Se questi termini possono essere considerati strettamente connessi, un primo elemento di spiegazione è il legame strutturale e storico che li unisce: i processi di decolonizzazione, autodeterminazione e liberazione dei popoli hanno permesso massicci flussi demografici da territori esterni all'area mediterranea verso i quartieri popolari delle città. Gli spazi delle nostre città contemporanee ci impongono di interrogarci sui margini creati dalla proliferazione dei confini e sull'impatto delle soggettività migranti nella produzione dello spazio. Partendo dalla prospettiva dell'autonomia delle migrazioni, mi interessa osservare non solo la produzione di soggettività, ma anche la produzione di spazio da parte di queste stesse soggettività. Questa tesi si propone di riprendere questa proposta teorica per guardare ai processi di proliferazione e diversificazione dei confini e la loro contestazione, anche spaziale, all'interno della città.

Lungi dal concettualizzare la città attraverso una lettura funzionalista che metterebbe in primo piano l'armonia dei suoi elementi, il campo di ricerca porta alla luce le contraddizioni, i conflitti e gli scarti urbani. L'obiettivo è guardare oltre le forme e i circuiti urbani convenzionali per esplorare le pratiche che costituiscono il dinamismo del laboratorio urbano. Questo capitolo tenta di rispondere quindi alla seguente problematica: in che modo le migrazioni internazionali producono cambiamenti urbani e contribuiscono in modo inedito alle dinamiche della città? Riferita alla città di Ventimiglia, immaginata soprattutto come una città di transito, a una prima lettura questa domanda può sembrare fuori luogo. Tuttavia, si può già anticipare che l'articolazione tra migrazioni e politiche urbane produce delle pratiche che eccedono i confini statali e urbani, dando luogo a trasformazioni significative, anche se a volte effimere, dello spazio della città e dei suoi immaginari. Concordiamo con De Genova che "la migrazione transnazionale è una dinamica centrale e costitutiva nella produzione (e trasformazione) sociale contemporanea dello spazio urbano" (2014:4). In altre parole, ci concentreremo sul "modo in cui la geografia dei flussi, rappresentata come sempre più astratta e sovra-territoriale, 'tocca materialmente il suolo': sul modo in cui tali flussi ridefiniscono i territori e sul tipo di relazioni materiali, politiche ed economiche che si instaurano" (Guareschi e Rahola, 2015:66).

Ancora una volta, è la dimensione relazionale a prevalere nella definizione dei processi urbani: le relazioni tra persone migranti e reti solidali, i rapporti tra soggettività migranti e confine, e le relazioni tra attivisti militanti e residenti locali sostanziano il processo di costruzione della città, laddove questa è definita come uno spazio relazionale, politico e conflittuale.

Il lavoro sul campo mi ha insegnato che le politiche di gentrificazione urbana non possono esistere senza politiche di esclusione sociale e di allontanamento, e le politiche di confine non possono esistere senza politiche di ghettizzazione urbana. Quindi, è posizionandomi sul confine che guardo alla città, producendo uno sguardo che, dal confine, si estende alla città. È questo il motore epistemologico e metodologico che muove la mia ricerca. Inoltre, studiando le migrazioni attraverso il confine franco-italiano, ho capito che la comprensione di questo fenomeno è inseparabile dallo studio dei movimenti del capitale; che senza "turisti" probabilmente non ci sarebbero "migranti"; che senza richieste di diritti di cittadinanza non ci sarebbero richieste di diritto alla libera circolazione; che senza uno sguardo ai movimenti globali non ci sarebbe una reale comprensione dei fenomeni che avvengono su scala locale. Questo percorso analitico ha accompagnato anche il mio cammino politico e militante che, durante gli anni del dottorato, mi ha visto impegnata in lotte contro il confine con Progetto 20k e contro i confini della città con 20k Genova.

Questo capitolo esamina quindi i processi della città, mettendo insieme letteratura e lavoro etnografico. La città come *battleground* è la tesi principale di questo capitolo: il campo di battaglia è definito dalle relazioni conflittuali tra i desideri, le aspirazioni e gli immaginari dei diversi attori. Mentre per l'amministrazione comunale questi immaginari vorrebbero ripristinare una città pacifica, integrata nel mercato globale, come le vicine Mentone o Sanremo (Ventimiglia ha sempre sofferto di essere la "sorella brutta" di Mentone), per le reti solidali Ventimiglia è una città in guerra con i migranti, sorda alle necessità reali delle persone che la abitano. Mentre per i primi il confine è una fonte di profitto, per i secondi è un dispositivo mortifero e violento.

Il **quarto capitolo** ("Dalla città di confine ai confini della città") affronta una delle tesi centrali di questo lavoro. Questo capitolo si propone di immergere l'etnografia nel cuore della città di Ventimiglia, per mostrare come lo spazio urbano sia attraversato da giochi di potere, controllo, selezione e filtraggio delle persone in movimento, dimostrando la capacità dei confini contemporanei di diffondersi all'interno degli spazi nazionali che limitano (processi sostenuti dalle legislazioni comunali, nazionali ed europee). L'obiettivo di queste pagine è analizzare lo spazio della città, le sue strade e i suoi quartieri, come uno spazio selettivo e differenziale che può essere attraversato in modo diverso a seconda dello status fenotipico, sociale, economico e giuridico delle soggettività urbane. Infatti, la città consumata dai turisti non è la stessa città abitata dalle persone migranti senza documenti che la attraversano preparandosi a sfidare la frontiera. Per quest'ultime, molteplici linee di oppressione, spesso non visibili alle soggettività non razzializzate, attraversano le strade e i quartieri e strutturano un'esperienza urbana differenziale. La natura frontaliera della città di Ventimiglia fa sì che la logica del controllo e della militarizzazione si riproducano ancora più facilmente nello spazio della città, generando un sistema di frontiere urbane che determina i regimi di mobilità all'interno della città, oltre che verso i confini statali.

Il lavoro etnografico riportato in questo capitolo mostra come le ruspe e le forze dell'ordine siano mobilitate dalle autorità locali per rispondere a uno specifico immaginario della città di confine: una città sicura e pacifica che può aspirare a entrare nei circuiti economici del mercato globale, a partire dalla sua posizione transfrontaliera. Questi simboli del decoro e della sicurezza (intesa in senso securitario) contribuiscono a produrre i confini della città, operando anche su un potente livello simbolico, che si nutre della percezione di insicurezza, insalubrità, pericolo e rischio degli spazi abitati dalle soggettività migranti. L'analisi si concentra quindi

sulle relazioni dialettiche che si attivano quando le operazioni del capitale si confrontano con i processi migratori che attraversano questa città.

Le frontiere della città, esplorate in questo capitolo, possono assumere la forma di fili spinati o recinzioni, oppure possono agire sul piano simbolico dei suoi abitanti. In entrambi i casi, producono effetti concreti sui corpi delle persone migranti, diventando uno stimolo a generare contro-pratiche (tattiche di aggiramento, rituali di attraversamento, mimetismo, capitalizzazione dei tempi di attesa, accumulazione di capitale) che saranno oggetto del quinto capitolo.

Il **quinto capitolo** (“Sconfinamenti: debordering cities”) è stato elaborato a partire dall’osservazione sul campo delle pratiche di trasgressione dei dispositivi confinari che si riproducono all’interno dello spazio urbano. In questo senso, si è osservato che alcuni spazi della città sono originati a partire da pratiche disobbedenti, che non intendono sottostare ai principi di assegnazione spaziale dettati dal governo delle migrazioni. **Le città sono spazi pianificati e trasgrediti allo stesso tempo**, esattamente come i confini nazionali. Il procedimento analitico della tesi permette di far emergere la conseguente irrimediabile tensione costitutiva del rapporto dialettico di queste due logiche: da una parte, secondo quali logiche le città vengono pensate, disegnate, pianificate, edificate; dall’altra, come queste vengono eccedute dalle soggettività irreducibili. La dialettica che si crea tra queste spinte crea degli spazi contesi all’interno della città, rivendicati da una parte dalle politiche urbane e urbanistiche inserite all’interno di specifiche tendenze di mercato, e dall’altra dai bisogni delle persone che cercano spazi di autonomia mentre perseguono il proprio progetto migratorio. In una città di confine, la cui economia si fonda su un settore commerciale in recessione e che lotta per produrre immaginari appetibili in relazione alle tendenze del mercato globale, la presenza dei migranti è relegata negli interstizi urbani. L’etnografia delle città invisibili, quindi, è al centro della ricerca, resa possibile dalla mia posizione di ricercatrice e attivista sul campo. Il resoconto etnografico della vita quotidiana di un campo informale esistito tra il 2017 e l’aprile 2018, periodo in cui ho trascorso il maggior numero di ore sul campo, situa l’osservazione nel cuore delle “città insorgenti” (Paba, 2004). Uno spazio dove la vita quotidiana viene reinventata, facendolo diventare territorio a partire dall’atto di rifiuto della logica dell’accoglienza istituzionale.

Le frontiere sono spazi contesi, lungo i quali si attivano delle pratiche di negoziazione e di trasgressione, che emergono dagli interstizi creati dalla loro intrinseca porosità. L’obiettivo di

questo capitolo è quello di esaminare la riappropriazione del movimento (e dei suoi corollari, ovvero la sosta e l'attesa), e quindi i campi di possibilità che le persone costruiscono accumulando capitale simbolico e materiale utili all'attraversamento del confine, nonché la riappropriazione di spazi di autonomia all'interno della città. La conoscenza del territorio, l'accesso alle informazioni e la disponibilità economica sono variabili molto importanti per aumentare le probabilità di successo dell'attraversamento. Nella maggior parte dei casi, le persone che arrivano a Ventimiglia hanno attraversato molti confini e hanno accumulato un repertorio di pratiche e tattiche che consente loro di agire strategicamente e in funzione del loro progetto migratorio. Questa domanda ci porta a riflettere sulla questione dei corpi nella storia, come strumenti di controllo e assoggettamento, ma anche come luoghi di lotta e campi di soggettivazione. Questa sezione finale esamina la materialità dei corpi alle frontiere, dal corpo risorsa al corpo malato. Descrivo le "malattie dei confini" e affronto la questione della sofferenza – molto spesso segno di un'attesa forzata e prolungata e quindi di una perdita di senso temporale dell'esistenza – e dell'abuso di alcol e droghe come strategie attive di autocontrollo.

Il **sesto** e ultimo **capitolo** ("Al di là della solidarietà: l'emergere di una contro-città") analizza l'eterogeneità delle pratiche dei soggetti politici in questa zona di confine e il loro contributo nel far emergere il campo di una *contro-città*. Basandosi sui racconti delle persone solidali, l'obiettivo di questo capitolo è quello di evidenziare il ruolo di questi attori sul campo che, impegnati nel supporto dei corpi migranti, contribuiscono a risignificare gli spazi della città, agendo attraverso contro-pratiche disobbedienti.

Partendo da una posizione interna e attiva all'interno di questi universi, esplorerò il loro ruolo nei processi di "fabbricazione della città". A livello metodologico, questo capitolo si avvicina a un'auto-etnografia, poiché è a partire dalla mia esperienza soggettiva e dalla mia posizione militante che ricostruisco la vita quotidiana della solidarietà in frontiera, permettendo di coglierne le contraddizioni e i limiti.

Quest'ultimo capitolo completa quindi il secondo asse di questo lavoro dottorale, che consiste nell'osservare come il sistema di frontiera, con tutte le caratteristiche e le morfologie appena delineate, è contestato, sia dai migranti che vogliono attraversarlo, sia dalle reti solidali che vogliono smascherarlo e contrastarlo. Tra norme imposte e strategie per aggirarle, questa seconda parte mira a ricostruire la geografia degli attori che si oppongono alle restrizioni della libertà di movimento e a capire come questi contro-discorsi negoziano la loro presenza nello

spazio della città. Il risultato è l'emergere di una contro-città fatta di contro-spazi. Le mappe prodotte dagli attivisti e dalle attiviste come supporto informativo per le persone in viaggio costituiscono materiali etnografici capaci di dare forma allo scontro fra diversi immaginari urbani. Le rappresentazioni dei luoghi di solidarietà e delle attività umanitarie contestano e capovolgono la cartografia ufficiale della città, che la illustra a partire dai suoi spazi commerciali e di consumo.

La cartografia delle lotte di frontiera è inevitabilmente instabile, mutevole e spesso effimera; si riferisce a un insieme di pratiche e discorsi che si spazializzano in un determinato territorio, e quindi hanno un carattere situato. Dalle forme di protesta apertamente antagoniste e abolizioniste, alle pratiche di aiuto umanitario delle associazioni cattoliche, questa ricostruzione mira a istituire una cartografia rovesciata della città di frontiera. Questo capitolo esamina quindi la frontiera come spazio politico e relazionale che offre opportunità sia di alleanze che di conflitto. È una città che emerge dalle pieghe della cartografia ufficiale, costruita contro il suo immaginario: emerge in modo conflittuale, spazializzando istanze che diventano urbane perché radicate nella materialità della città di confine. Così, l'occupazione di spazi, le sfide alle ordinanze comunali che vietano di distribuire cibo ai migranti e le manifestazioni non autorizzate rientrano nella sfera delle pratiche disobbedienti che generano un discorso sulla città e radicano le presenze, rivendicando un ruolo attivo nella trasformazione dell'immaginario urbano. Ma è soltanto attraverso l'osservazione e la partecipazione attiva nelle lotte quotidiane di frontiera che è possibile testimoniare concretamente l'emergere della contro-città. Un'emersione possibile attraverso un lento ma inesorabile processo di erosione e trasformazione della città, come fa un rivolo d'acqua su una roccia.

Ho deciso di intitolare questo capitolo "Al di là della solidarietà" per sottolineare che l'obiettivo di questo capitolo non è tanto descrivere la natura o la conformazione di ciò che viene chiamato solidarietà sul campo o nella letteratura, ma piuttosto di evidenziare come queste pratiche aiutino a ridefinire le spazialità e gli immaginari della città di confine, negoziando una presenza nello spazio pubblico che è spesso conflittuale e, talvolta, illegale.

Da un punto di vista metodologico, l'etnografia ha un potenziale enorme: permette di osservare da vicino la produzione dello spazio in atto, le negoziazioni e i conflitti che stanno dietro a questo processo, i luoghi che si fanno e si disfano. Mentre scrivo queste righe conclusive, altri movimenti si stanno generando, altri siti stanno emergendo, altri spazi vengono recuperati dalle

politiche urbanistiche: non è possibile fermare i processi sociali che prendono forma all'interno delle città.

In conclusione, la città e il confine emergono come luoghi di conflitto e spazi politici, perché i movimenti migratori – intesi come forze storiche e globali – precipitano in questi luoghi inserendosi nel campo negoziale che li produce. La città e il confine sono quindi luoghi in cui le pratiche di governo della mobilità incontrano i movimenti che le sfidano e le trasgrediscono. La tensione e il conflitto tra queste diverse forze producono spazi e tempi che vengono costantemente ridefiniti.

Il materiale etnografico utilizzato per scrivere questo capitolo mostra come gli spazi urbani possano assumere la forma di spazi contestati e contesi. La città della solidarietà emerge come contrapposizione alla città commerciale, la città dei migranti prende forma come contrapposizione alla bianchezza idealtipica della città turistica.

In conclusione, riassumo sinteticamente i principali risultati ottenuti:

- La città è il luogo in cui le operazioni di confine precipitano e si riadattano.
- La città è il luogo in cui vengono gestiti i regimi differenziali di mobilità, da e verso il confine.
- La presenza del confine determina significativamente le configurazioni sociali, politiche, urbanistiche ed economiche della città di Ventimiglia.
- La città, in quanto spazio di espressione del confine, diventa un campo di battaglia in cui una moltitudine di soggettività resiste agli effetti pervasivi dei meccanismi frontalieri.
- I processi urbani, innervati dai processi di confine, producono una stratificazione sociale dei territori, sostenuta da pratiche di distanziamento, confinamento, invisibilizzazione, assegnazione spaziale collettiva e mobilità permanente.
- I confini della città indicano spazi differenziali, delimitati materialmente (dai simboli urbani) o funzionanti in termini di immaginario (spazi pericolosi, insalubri, presenza di persone razzializzate).
- Questi movimenti producono una geografia instabile, una cartografia perennemente instabile e incompleta, resa più complessa dall'emergere di contro-spazi (resistenti, insurrezionali, adattivi) nella città.

- Abitare il confine è una pratica di “debordering”, volta a vivere la condizione di attesa in funzione dell’obiettivo di riappropriarsi dell'autonomia di movimento.
- Il processo di costruzione della città è irradiato da pratiche di debordering che si scontrano con la governance urbana.
- La città e il confine sono prodotti dall'insieme dei meccanismi sociali, politici ed economici che li fanno esistere; questi spazi relazionali sono aree di negoziazione, talvolta conflittuali, permeate dalla materialità del confine e delle frontiere urbane.
- Le dimensioni politiche delle lotte dei migranti non sono sempre atti di aperta protesta, ma si definiscono come pratiche di trasgressione quotidiana.
- Queste presenze contribuiscono a plasmare la città e il confine come spazi politici e di lotta.

Le conclusioni di questa tesi conducono a pensare alle migrazioni come a un fenomeno storico che non può essere isolato, perché è sempre parte di processi più ampi che lo contengono e lo trascendono. Le pratiche dei migranti nella città non sono intelligibili senza un'analisi più ampia delle logiche che cercano di governarle e dei processi che le circondano: la mobilità dei capitali, la storia di una "città e delle sue ombre" (Dal Lago, Quadrelli, 2003), le esperienze dei suoi residenti. La migrazione è una prospettiva epistemologica da cui interrogare i processi della città, ma che da sola non è sufficiente ad abbracciare la complessità dei processi sociali che abitano Ventimiglia, i suoi confini e il confine stesso.

Annexes

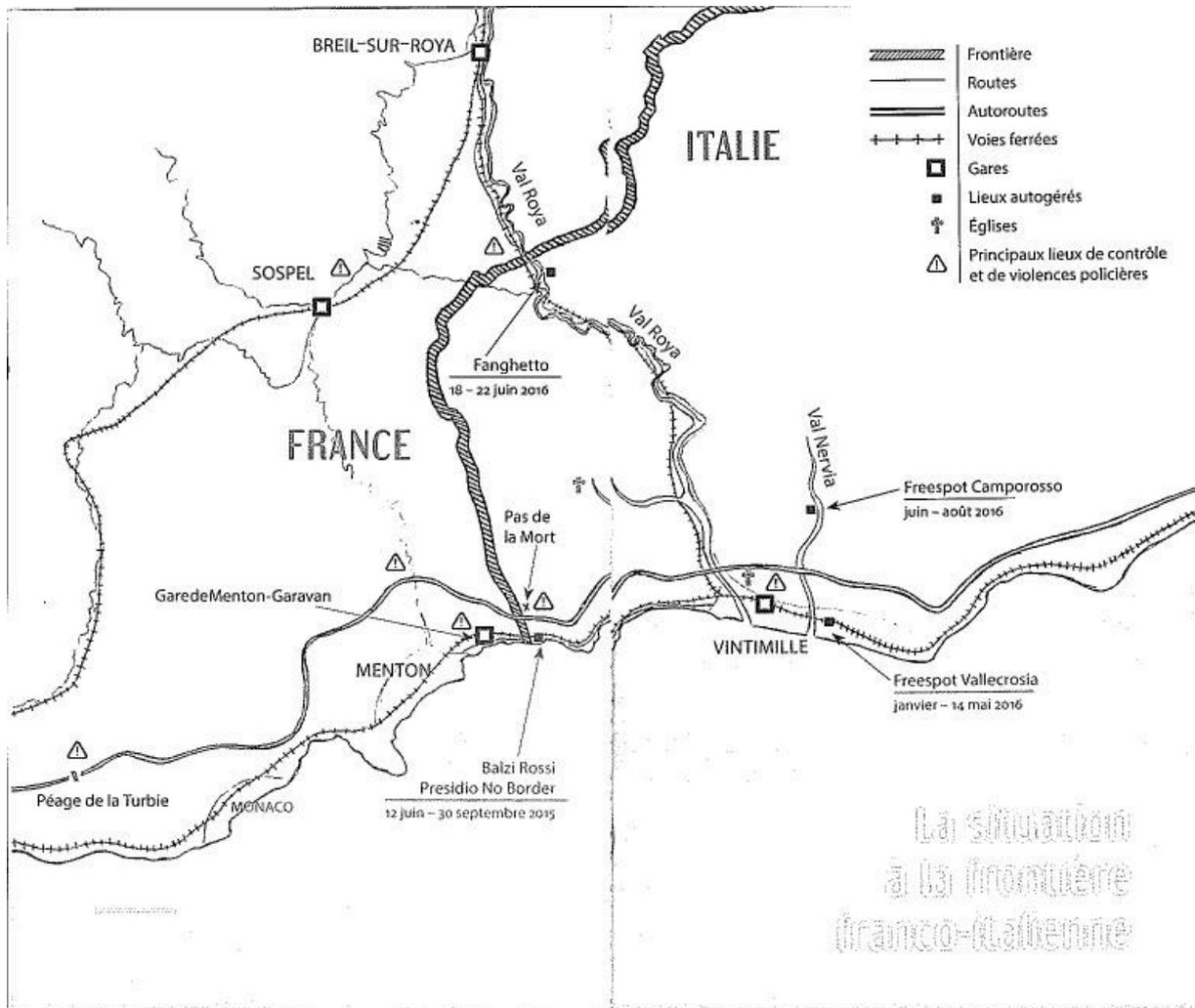


Figure 1 Carte 1. La situation à la frontière franco-italienne, in Le Maquis, "Nous ne ferons pas marche arrière", 2017.

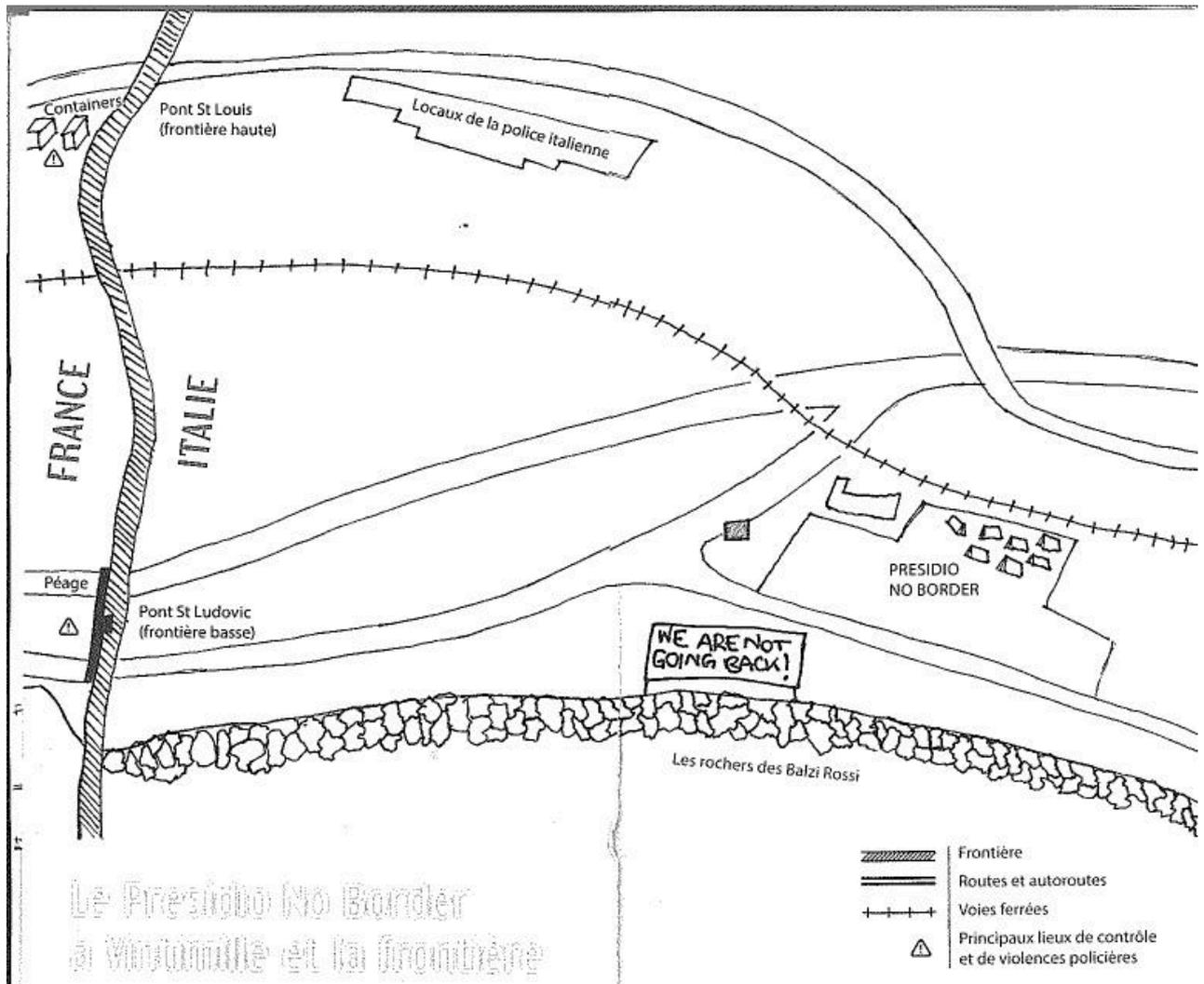


Figure 2 Carte 2. Le Presidio No Border à Vintimille et la frontière, in Maquis, « Nous ne ferons pas marche arrière », 2017.

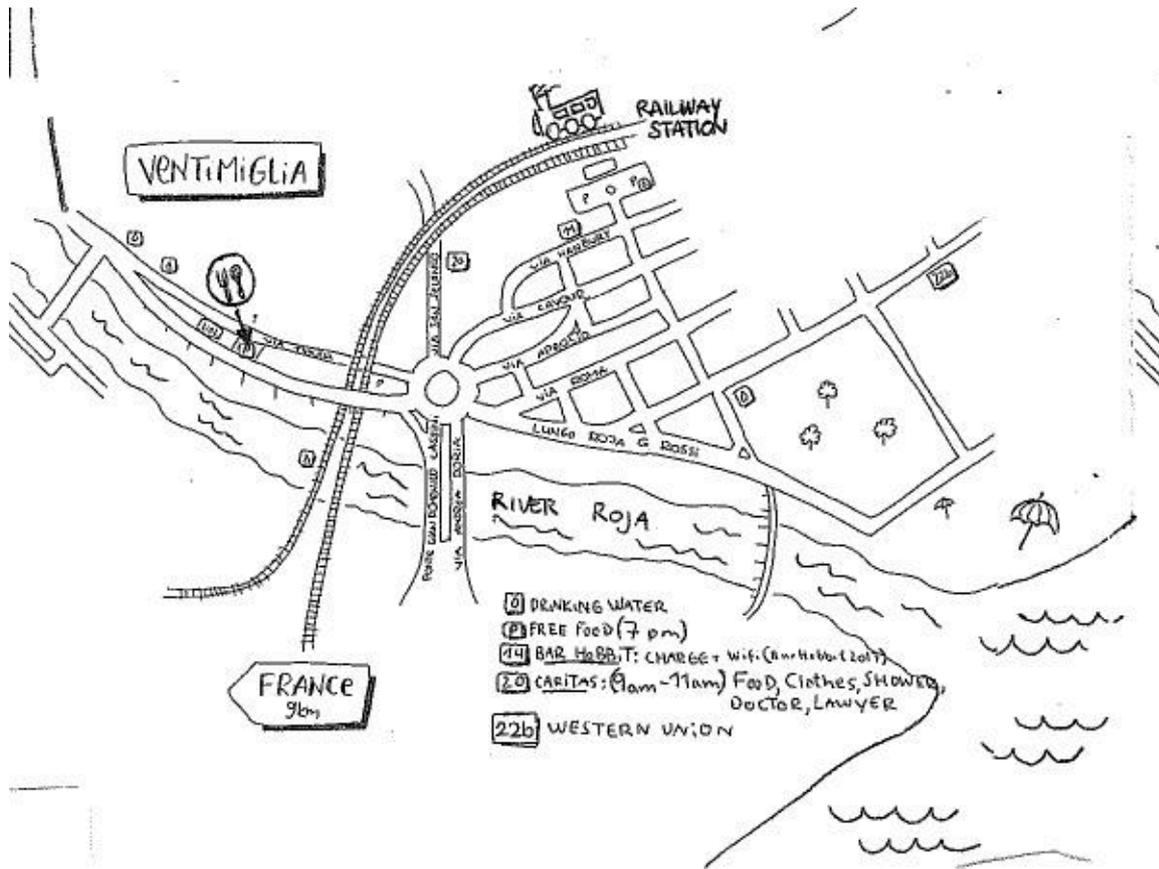


Figure 3 Carte réalisée par le collectif Kesha Niya

FRANCE



DIDPAF de
DDPAF de
SPAFT de MENTON (06)

①



REFUS D'ENTRÉE

Le 17/02/18 à 21^h00 au Point de Passage Autorisé de PPA MENTON

devant le(s) soussigné(s) 125 799 - EGM 12/6

s'est présenté(e) :

Nom : _____ Prénom : _____

Né(e) le : _____ à : Egypte

Sexe : Masculin

Nationalité : Egyptienne résidant à : SDF Italie

identifié(e) au moyen de : déclaré numéro : _____

délivré à : _____ par : _____ le : _____

muni(e) d'un visa n° : _____ de type : _____ délivré par : _____

période de validité : _____ nombre d'entrée(s) : _____

durée du séjour : _____

pour les raisons suivantes :

En provenance de : Italie arrivé par : Pedestrie

(identifier le moyen de transport utilisé, par exemple le numéro de vol) lequel a été informé qu'une décision de refus d'entrée a été prise à son encontre en vertu des articles L 211-1, L 211-3, L 212-2, L 213-1 et L 213-2 et R 213-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

Accompagné(e) des enfants :

-
-
-

Figure 4 Première page du « refus d'entrée ».

I. LES MOTIFS

- (A) N'est pas détenteur de documents de voyage valables
- (B) Est en possession d'un document de voyage faux, falsifié, ou altéré
- (C) N'est pas détenteur d'un visa ou d'un permis de séjour valable
- (D) Est en possession d'un visa ou d'un permis de séjour faux, falsifié ou altéré
- (E) N'est pas détenteur du ou des document(s) approprié(s) attestant du but et des conditions de séjour. Le(s) document(s) suivant(s) n'a (n'ont) pas pu être produit(s):
- (F) A déjà séjourné 90 jours sur le territoire des États membres appliquant intégralement l'acquis de Schengen au cours de la précédente période de 180 jours
- (G) Ne dispose pas de moyens de subsistance suffisants correspondant à la période et aux modalités de séjour, au retour vers le pays d'origine ou de transit
- (H) Est signalé(e) aux fins de non-admission:
 - dans le SIS
 - dans le fichier national (mesures d'expulsion, d'éloignement, d'interdiction du territoire, menace de trouble à l'ordre public)
- (I) Est considéré(e) comme représentant un danger pour l'ordre public, la sécurité intérieure, la santé publique ou les relations internationales d'un ou de plusieurs États membres de l'Union européenne.

Observations :

L'intéressé(e) peut former un recours contre la décision de refus d'entrée conformément à ce qui est prévu par la législation nationale. Copie du présent acte est remise à l'intéressé(e).

II. VOS DROITS

L'accès au territoire français vient de vous être refusé dans le cadre du rétablissement des contrôles aux frontières intérieures.

La loi vous donne la possibilité d'avertir ou de faire avertir la personne chez laquelle vous avez indiqué vouloir vous rendre, votre consulat ou le conseil de votre choix.

Elle vous permet également, si vous le souhaitez, de disposer d'un délai d'un jour franc avant ce rapatriement (jour franc non prévu par le CESEDA en frontière terrestre).

Il vous appartient de prendre vous-même l'initiative de ces démarches. Nous vous mettons en mesure de les accomplir.

Je ne veux pas repartir avant l'expiration d'un délai de 24 heures, à passer en zone d'attente, à compter de ce soir à minuit (non prévu par le CESEDA en frontière terrestre).

Je prends acte que je vais être ré-acheminé dès que possible (non prévu par le CESEDA en frontière terrestre).

Je prends acte que je dois repartir immédiatement vers le pays d'où je proviens (à notifier en frontière terrestre).

¹Cocher la ou les cases correspondantes

Signature

III. VOS DEVOIRS

Aux termes de l'article L 624-1 du CESEDA, tout étranger qui se serait soustrait ou qui aura tenté de se soustraire à l'exécution d'une mesure de refus d'admission sera puni d'une peine de trois ans d'emprisonnement.

IV. VOS RECOURS

Vous êtes informé(e) qu'il vous est possible d'intenter un recours contre la décision de refus d'admission prise à votre encontre devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de cette décision. Ce délai né fait pas obstacle à l'exécution de cette décision.

Fait à MENTON Pont Saint-Louis le 17/7/19 à 22h30

Après notification e langue anglaise

Qu'il (elle) comprend

Par le truchement de M. Mme _____ interprète,

présent(e) dans la zone d'attente/dans nos locaux.

Par l'intermédiaire d'un moyen de télécommunication, l'interprète-traducteur étant inscrit sur une liste dressée par le Procureur de la République dans chaque tribunal de grande instance ou d'un organisme d'interprétariat et de traduction agréé par l'administration en application des dispositions des articles L 111-8, L 111-9, R 111-1 et suivants ainsi que de l'article R 221-3 alinéa 2 du CESEDA.

Qu'il (elle) sait lire Qu'il (elle) ne sait pas lire

Refusant de répondre ou d'indiquer une langue qu'il ou elle comprend, la procédure complète étant de ce fait effectuée en français (articles L 111-7 et R 221-3 alinéa 2 du CESEDA).

Lecture faite par nous même (l'intéressé parle le français mais ne le lit pas)

M. Mme _____ est invité(e) à signer avec nous le présent, ainsi que l'ensemble des feuillets, dont copie lui est remise.

L'intéressé(e)

Signature

L'interprète
(nom et prénom)

Le fonctionnaire de police

Signature
Espérance
0650...
Téléphone : 04 92 41 72 00
spat-menton126@interieur.gouv.fr

¹Cocher la ou les cases correspondantes

Signature

Figure 5 Deuxième et troisième page du « refus d'entrée »



POLIZIA DI STATO
I ZONA POLIZIA DI FRONTIERA
PIEMONTE, LIGURIA E VALLE D'AOSTA
SETTORE - VENTIMIGLIA

RESPINTO N°1

OGGETTO: Verbale di INVITO a presentarsi presso l'Ufficio Immigrazione della Questura di Imperia, ivi sito in Piazza Duomo 14, a carico di:--//
[redacted] nato/a il 12.01.1981 in Nigeria (NIGERIA) (sesso: M), sedicente cittadino del/della NIGERIA, in Italia sfd.-- //
Persona sottoposta a rilievi dattiloscopici, dai quali risultava assegnatario di codice C.U.I. n°0 [redacted].--//

Il 21.07.2019, alle ore 11.05 innanzi ai sottoscritti Ufficiali/Agenti di P.G. della Polizia di Stato, Sov. Giuseppina BERTORELLO e Ass. C.C. Isabella COLETTA, in servizio presso il Settore Polizia di Frontiera di Ventimiglia, è presente la persona in oggetto generalizzata, la quale viene invitata a presentarsi presso l'Ufficio Immigrazione della Questura di Imperia, entro tre giorni dalla notifica del presente atto munita di valido passaporto o altro documento equipollente, per valutare e/o effettuare le procedure previste a seguito della propria posizione irregolare di soggiorno nel Territorio Nazionale.--//

Si avverte che non presentandosi sarà punita ai sensi dell'art. 15 c.1 del T.U.L.P.S. (Testo Unico della Legge di Pubblica Sicurezza), modificato dal D.lvo 13.07.1994 n.480.--//

CARTE D'INVITATION: le ressortissant susmentionné est invité à se présenter au l'Ufficio Immigrazione della Questura di Imperia, à partir de la notification du présent acte entre trois jours, muni de passeport en cours de validité ou autre document équivalent, pour évaluer et/ou entamer les procédures prévues à la suite de sa propre position irrégulière de séjour sur le territoire National.--//

On prévient également le ressortissant susdit que dans le cas où il ne se présenterait pas, il serait puni aux termes de l'article 15 T.U.L.P.S. (Texte Unique de la Loi relative à l'Ordre et la Sécurité Publique).--//

SUMMONS: the above identified foreign citizen is summoned to present himself to the l'Ufficio Immigrazione della Questura di Imperia, within three days from the notification of this act with valid passport in order to weigh his/her stay in Italy or to do the provided procedures concerning his/her irregular position in Italy.--//

The above mentioned citizen is warned that if he/she fails to appear he/she will be punished according to art 15 T.U.L.P.S. (Consolidated Act of Public Safety).--//

La Parte

I Verbalizzanti



Figure 6 Document délivré par la Police aux frontières italienne aux personnes refoulées

COVID-19

CORONAVIRUS, POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES



**Se laver
très régulièrement
les mains**



**Tousser ou éternuer
dans son coude
ou dans un mouchoir**



**Utiliser un mouchoir
à usage unique
et le jeter**



**Saluer
sans se serrer la main,
éviter les embrassades**

Vous avez des questions sur le coronavirus ?



GOUVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS



0 800 130 000

(appel gratuit)

Figure 7 Gestes barrières contre le coronavirus, document délivré aux personnes enfermées dans la "zone d'attente" au poste de frontière de Pont Saint Louis

Madame, Monsieur

Vous venez d'arriver au Service français de la Police Aux Frontières de Menton, car votre situation administrative ne vous permet pas d'entrer légalement en France.

Vous allez faire l'objet d'une non-admission vers l'Italie, mesure administrative qui va vous être notifiée par un document qui va vous être remis.

Dans l'attente de votre prise en charge par la Police italienne, vous allez patienter dans les locaux de la Police Aux Frontières de Menton.

Cette mesure nécessaire à votre prise en charge dans les meilleures conditions et dans les meilleurs délais peut cependant durer quelques heures.

Restez calme.

Dans tous les cas, vous allez retourner en Italie

Durant votre attente, une collation vous sera servie : saladière, biscuits et bouteille d'eau.

De l'eau potable est à votre disposition.

Vous conservez votre téléphone et vous pouvez l'utiliser à tout moment.

En cas de difficulté (sécurité, santé), n'hésitez pas à demander de l'aide aux policiers.

Figure 8 Notice informative de non-admission vers l'Italie, délivrée au sein des locaux de la PAF Menton



ATS Sardegna
Azienda Tutela Salute
ASSL Cagliari

copia per l'interessato

**DIPARTIMENTO DI PREVENZIONE
SERVIZIO PROMOZIONE DELLA SALUTE
Area Immigrazione
VISITA MEDICA DI 1° LIVELLO**

NUMERO IDENTIFICATIVO: 167
COGNOME: Aluigi NOME: Roberto
NAZIONALITÀ: Algeria PAESE D'IMBARCO: Algeria
PERCORSO DI PROVENIENZA: _____
ETÀ DICHIARATA: 27/07/91 SESSO M F

TEMPERATURA CORPOREA: 36°C
SINTOMI RESPIRATORI: SI NO
SINTOMI GASTROENTEROLOGICI: SI NO
SINTOMI DERMATOLOGICI: SI NO
ALTRO: _____

ESAME OBIETTIVO: _____

ATS Sardegna - ASL Cagliari
NOTE: Dai quadro clinico rilevato a seguito di visita medica effettuata in data odierna, risulta idoneo all'inserimento in collettività
CONCLUSIONE QUARANTENA COVID-19

STP: NO SI

DATA E LUOGO 8/11/2020 **ASL Cagliari**

IL MEDICO: _____

Dr. Giampaolo Carcano - Dirigente Medico - n. 52350

SYNAGRAM - Tel. 033 2560381 - Fax 070 3186672

Terza pagina modulo: copia per l'interessato

Figure 9 Notification de conclusion de la période de confinement, délivrée par l'Agence Territoriale Sanitaire de Sardaigne, document recueilli sur le chemin "Pas de la Mort"



LES PETITS LACS

Juste derrière les maisons commence une série de bassins connus comme "laghetti", une destination d'été pour des centaines d'amoureux de la nature. Les eaux claires et cristallines qui reflètent le bleu du ciel et le vert vif de la végétation environnante rendent l'atmosphère sauvage et évocatrice.



ROCCHETTA NERVINA

Village médiéval qui se trouve sur la pente du mont Terca, à la confluence du Rio Ciglia et du torrent Barbara, Rocchetta Nervina est situé à seulement 13 km de la côte, derrière Vintimille et à 5 km de Dolceacqua.



ROCCHETTA NERVINA

VILLAGE, HISTOIRE, ITINERAIRES

RANDONNÉES



Sentiers suggestifs immergés dans la nature sauvage de la vallée de Barbaira, où la garrigue méditerranéenne se développe sur des pentes abruptes et arides, rencontrant des genévriers et des pins maritimes, des arbustes luxuriants et des arbres à feuillage persistant.

MAIRIE DE ROCCHETTA NERVINA
 ☎ 0184 207942
 ✉ info@comunedirocchettanervina.it
 🌐 www.rocchettanervina.com
 📱 Rocchetta Nervina, un paese da vivere

OFFICE DE TOURISME ALPI LIGURI
 ☎ 0184 207943
 ✉ infoparcrocchetta@gmail.com
 📱 Info Parco Alpi Liguri Rocchetta Nervina

ASSOCIATION PROLOCO
 ☎ 347 4216889
 ✉ marioco2006@libero.it



FESTIVAL DES FABLES



À la mi-août, Rocchetta Nervina se transforme en un monde enchanté avec des contes de fées magiques. Trois soirées d'un spectacle itinérant à travers les rues du village pour les adultes et les enfants. Depuis plus d'une décennie d'existence, ce festival est vraiment l'un des événements d'été les plus aimés et les plus attendus.



Figure 10 Brochure touristique de Rocchetta Nervina (retro)

HISTOIRE

Certaines études dans la région ont conduit à la découverte de lieux datant de l'époque pré-romaine sur la localité de Pau, à proximité du mont Abelio, tel que la découverte de pièces de monnaie romaines de différentes époques représentant Gordien II et Gordien III, témoin de la présence continue de la zone à partir de l'ère romaine. Le premier document sur Rocchetta Nervina est un manuscrit de 1186, dans lequel le village 'Castrum Barbairae' est mentionné, nom se référant probablement à la présence, précédemment, d'un emplacement militaire juste à côté du Rio Barbaira. Au Moyen Age, la ville de Rocchetta Nervina était située dans le diocèse de Vintimille et appartenait à une importante zone stratégique appelée le Comté de Nice avec Pigna et la moyenne vallée de la Roya. Cette zone est venue après la parenthèse d'Anjou, sous la domination de Savoie en 1388. Son histoire est donc celle d'une région frontalière, sans cesse harcelée par des raids et des combats entre ses habitants et les voisins partisans de la République de Gênes; à partir de 1793 Rocchetta Nervina est devenue une partie du canton de Perinaldo, dans le district de Menton (département français des Alpes Maritimes) et en 1805, est passé dans le nouveau quartier de Sanremo.

En 1815, il est retourné au royaume de Sardaigne.

ITINÉRAIRE

Un splendide pont romain à bosse nous conduit dans l'ancien village, traversé par un réseau de rues en partie couvertes, les carugi typiques, les ruelles étroites et ombragées parfois appelées aussi "vico". Tout d'abord, il y a l'oratoire de la S. Annunziata qui abrite deux splendides statues en bois de la Madone et deux peintures du XVIIe siècle. Quelques pas entre les maisons anciennes et vous atteignez l'église paroissiale de S. Stefano, protomartyre, le véritable cœur de la ville. La fondation du XVIe siècle, puis modifiée avec son style baroque, l'église se dresse sur la place la plus caractéristique de Rocchetta où brûle le feu traditionnel de Noël (du 24 Décembre jusqu'au 6 Janvier. La façade nord de l'église donne sur la 'Piazza del Balùn', un ancien jeu de balle de poing qui a toujours été pratiqué par les Rocchettini. Le village entier est une succession de rues étroites et des places qui ouvrent des aperçus et des vues inédites des eaux cristallines des ruisseaux. Une belle vue peut être appréciée du sentier pédestre sous les maisons fortifiées près du torrent Barbaira où il est également possible de s'arrêter pour un pique-nique. A quelques enjambées du village, plusieurs petits ponts en arc permettent de faire de courtes excursions immergées dans la nature en passant au dessus des rivières. Juste à l'extérieur du village, il y a quatre églises de campagne caractéristiques: Sant'Antonio, San Bernardo, San Bartolomeo et Santa Lucia.

PLATS TYPIQUES

Les plats typiques de Rocchetta Nervina sont les Crosoti, les Farfalle (pâtes faites strictement à la main) et la chèvre aux haricots. Saveurs simples de la tradition rurale qui parviennent néanmoins à satisfaire le palais en toute saison. En effet, pendant l'été, des festivals spéciaux sont organisés pour vous faire goûter ces plats particuliers. Vous pouvez également déguster les raviolis de bourrache avec le "pesigu", ou le pizzicotto, et le sanglier en sauce, une autre spécialité de la région.

FÊTES

La fête patronale de Rocchetta Nervina est le 26 décembre, le jour de S. Stefano, à laquelle est dédiée l'église Patronale. A cette occasion, autour du traditionnel feu de Noël, allumé du 24 décembre au 7 janvier, la fanfare et les friandises faites maison égalaient la fête dans une ambiance chaleureuse et familiale. Le 2 Septembre est également un jour anniversaire important « U Festin », le jour de la Vierge Marie, lors d'un siège à l'œuvre des Doria de Dolceacqua au XVIIe siècle, la prière des habitants implorant la Vierge Marie ont permis d'éteindre, grâce à une pluie providentielle, le feu qui ravageait le village. Depuis lors, chaque année, nous rendons hommage à cet événement miraculeux avec une procession et une fête très caractéristique.





Figure 11 Brochure touristique de Rocchetta Nervina (verso)

CALA DEL FORTE A NEW DESTINATION



The pleasurably charismatic town of Ventimiglia lies directly on the border between Italy and France, on the beautiful Italian Riviera. It has been populated since Roman times and spoils visitors with numerous attractions like its architectural heritage, its hot springs and its lively street market offering the best handcrafted products every week.

When in town customers may take a stroll through the artistic botanical garden of Hanbury, discover the church of San Michele, which is built on the foundations of a Roman temple, visit impressive towns in the back country such as Apricale or Dolceacqua, indulge in freshly caught fish in one of the old town's excellent restaurants, or simply enjoy the radiant coast that seems to stretch endlessly.

Figure 12 Brochure de Cala del Forte, port monégasque de Vintimille

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, REFUS D'ENTRÉE

[IT]

Ti è appena stato notificato un provvedimento di respingimento (*refus d'entrée*).

Questo foglio è l'unica risposta che, da anni, la Francia dà alle migliaia di persone che tentano di oltrepassare questa frontiera.

Fortunatamente per te, questo è un gioco. Ad ogni modo, per certuni/e è la realtà quotidiana: controlli discriminatori su base razziale, detenzione illegale per 12 ore dentro ad un container, senza cibo né acqua, senza dormire, senza la possibilità di chiamare un avvocato o un interprete o qualche membro della famiglia. Se i turisti bianchi, europei sono i benvenuti e liberi di muoversi, altre persone, che siano adulti, bambini o donne incinte, si vedono negati questi diritti, in quanto classificati arbitrariamente e preventivamente, come "un pericolo per l'ordine pubblico, la sicurezza interna, la salute pubblica, o per le relazioni internazionali tra i paesi dell'Unione Europea.

Noi ci rifiutiamo di criminalizzare la mobilità e di sottometterci alla dicotomia razzista tra coloro che sono i/le benvenuti/e e coloro che non lo sono.

[EN]

You've just received a denial of entry (*refus d'entrée*).

This paper is the only answer that- since many years- France uses to notify to thousands of people who try everyday to cross this border.

Luckily, this is a joke. By the way, for someone this is the daily reality: racial profiling, illegal detention for 12 hours inside a container, without water and food, without sleeping, without the possibility to contact a lawyer, an interpreter or someone of your family. If the white european tourists are welcome and have the right to circulate, other people's rights- either adults, children or pregnant women- are not respected because they are ranked in the wrong side, arbitrary and at first glance, as a "danger for public order, interior security, public health or international relationship between EU countries" [see I].

We refuse to criminalise the human mobility and to submit to the racist dichotomy between those who are welcome and those who are not.

#freedomofmovement #noborders



Figure 13 Tract "Liberté, égalité, refus d'entrée", Progetto 20k

Remerciements

Un jour une femme Ivoirienne connue à Gênes quelques jours après son arrivée en Italie, me dit : « Tu sais, Nina, les frontières sont les cicatrices de l'histoire ».

A l'heure où je m'approche à écrire ces remerciements, ses mots résonnent dans ma tête. Ces pages tentent de restituer la lutte que tout.es les blessé.es de l'histoire engagent afin de revendiquer une place dans un monde qui érige des murs et multiplie les frontières dans les tentatives d'arrêter leur marche. L'espoir qui accompagne l'écriture de ces pages est que l'anthropologie puisse être une alliée aux tentatives de déconstruction d'un monde qui se barricade et que la connaissance partisane d'un champ social puisse amener à une transformation matérielle de ces engrenages.

J'aimerais remercier plusieurs personnes qui m'ont accompagné pendant ce parcours.

Merci à mes directeurs de thèse, des deux côtés de la frontière.

Merci aux camarades de Progetto 20k et à tout.es les allié.es dans la lutte pour la liberté du mouvement ; les heures interminables passées à discuter et à s'organiser pendant les réunions et les assemblées, jusqu'à tard la nuit, avec le rêve de pouvoir transformer le monde, ont été un précieux laboratoire politique et subjectif.

Merci à toutes les personnes qui ont marché à mes côtés pendant ces années et sans lesquelles je n'aurais pas pu aboutir à ce projet.

A Sonia Galbraith, Luca Daminelli, Chiara Molinero, Sara Hamssaoui, ma sœur Sofia Bacchini, Silvia Di Meo, Bintou Traoré, Aicha Maria Traoré.

A Simone Spensieri et toute l'équipe d'ethnopsychiatrie du département « dépendances et comportements d'abus » de l'Asl4.

A mes parents, qui m'ont enseigné à ne jamais baisser les bras devant les obstacles.

Cette thèse est dédiée à toutes les personnes qui continuent de lutter sur les lignes de frontière et au cœur de nos métropoles.

Elle est surtout dédiée à la mémoire de toutes les personnes qui ne sont plus là.

A Luciano, Teresa, Davide et Hubert.

A Mussa, Blessing, Mjmelet et à tous les morts de frontière.

A Cherif.

« Allons camarades, il vaut mieux décider dès maintenant de changer de bord. La grande nuit dans laquelle nous fumes plongés, il nous faut la secouer et en sortir. Le jour nouveau qui déjà se lève doit nous trouver fermes, avisés et résolus. Il nous faut quitter nos rêves, abandonner nos vieilles croyances et nos amitiés d'avant la vie. Ne perdons pas de temps en stériles litanies ou en mimétismes nauséabonds. Quittons cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où elle le rencontre, à tous les coins de ses propres rues, à tous les coins du monde ».

Les damnés de la terre, Frantz Fanon